

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques
n^{os} 78, 79 et 80 p. 09-58

Questions au
Gouvernement p. 59-99

2023-2028

n°32



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques p. 09-58

78^e séance du mardi 29 avril 2025 p. 09-27

79^e séance du mercredi 30 avril 2025 p. 28-48

80^e séance du mercredi 30 avril 2025 p. 48-58

Questions au Gouvernement p. 59-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

04/06/2025

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Sommet des Présidents des Parlements de l'Union européenne

« L'Europe, une boussole démocratique face à la montée des extrêmes »



Le Sommet des Présidents des Parlements de l'Union européenne a eu lieu cette année à Budapest, capitale de la Hongrie.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, s'est rendu à Budapest pour le Sommet des Présidents des Parlements de l'Union européenne qui a eu lieu le 12 mai 2025 dans la capitale hongroise ; une occasion pour échanger avec ses homologues sur les défis auxquels l'Union européenne est actuellement confrontée.

Dans son intervention lors de la session consacrée à l'« avenir de l'Union européenne », le Président a souligné que « la question ukrainienne est au cœur

de la problématique du futur de l'UE. Elle cristallise tous ses enjeux. Tout ce contre quoi l'UE a été construite. Elle nous appelle à ériger nos valeurs en bouclier de protection, pour l'Ukraine et pour nous-mêmes ».

« La solidarité avec l'Ukraine est primordiale »

Claude Wiseler au Sommet des Présidents des Parlements de l'Union européenne

Dans le même contexte, il a rappelé que « la solidarité avec l'Ukraine est primordiale, tout comme notre engagement pour une paix juste et la poursuite des crimes de guerre perpétrés par la Russie ». S'adressant à ses homologues des 27 États membres, M. Wiseler a affirmé que « c'est l'heure de l'Europe parce qu'elle constitue une boussole démocratique face à la montée des extrêmes et d'idéaux fondés sur la loi du plus fort ».

Dans une partie du sommet dédiée à la sauvegarde de l'identité culturelle en Europe, M. Wiseler a souligné l'importance de garantir un soutien financier indépendant aux acteurs culturels. « Pour l'État, pour les parlements, il ne s'agit pas de contrôler, mais de protéger les artistes. C'est un devoir démocratique », a-t-il affirmé. « Cela signifie soutenir financièrement les créateurs et les institutions culturelles sans ingérence politique ni pressions idéologiques, et non en échange d'un silence ou d'une loyauté. »

Améliorer le contrôle aux frontières extérieures de l'UE, sans renoncer aux accords de Schengen

Concernant les débats sur le contrôle des frontières extérieures de l'UE, le Président de la Chambre des Députés a insisté sur le fait que ce contrôle doit être amélioré et que l'immigration illégale doit être combattue, mais sans remettre en cause la liberté de circulation ni menacer l'intégrité de l'espace Schengen. « Préserver Schengen, c'est affirmer que l'Europe n'est pas seulement un marché, mais un projet politique et humain commun », a-t-il encore souligné.

Des échanges approfondis avec ses homologues

M. Wiseler a par ailleurs eu l'occasion de s'entretenir, dans le cadre de réunions bilatérales, avec ses homologues de Chypre, du Monténégro, de la Géorgie et de la Belgique.

Présentation du rapport 2024 de l'Ombudsman



La nouvelle Ombudsman, Mme Claudine Konsbruck, a présenté en date du 21 mai 2025 le rapport d'activités pour l'année 2024 établi par sa prédécesseure, Mme Claudia Monti.

1.455 réclamations ont ainsi été introduites auprès de l'Ombudsman, ce qui est un chiffre sensiblement pareil à celui de l'année précédente. Selon les explications de Mme Konsbruck, l'Ombudsman est intervenu auprès des administrations dans le cadre de 242 réclamations au cours de l'exercice écoulé et le taux de correction s'élève à 89,3 %. Ce taux de correction indique que l'Ombudsman a pu aider le citoyen, sans pour autant que celui-ci ait reçu une réponse révisée de l'administration en question qui le satisfasse intégralement.

Mme Konsbruck a également échangé avec les députés au sujet des perspectives de son mandat.

Visite de travail à Paris

Liberté de la presse et amitié franco-luxembourgeoise



La liberté de la presse dans le monde a été un des sujets phares de l'échange au siège international de Reporters sans frontières.

Une délégation de la Chambre des Députés, composée du Président, M. Claude Wiseler, du Vice-Président M. Fernand Etgen, du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, du Président de la Commission des Médias et des Communications, M. Félix Eischen, ainsi que de MM. Yves Cruchten et Laurent Scheeck, membres du Bureau, s'est déplacée à Paris le 20 mai 2025 dans le cadre d'une visite de travail. Elle a été reçue à l'Assemblée nationale, au Sénat et au siège international de Reporters sans frontières (RSF).

La lutte contre la désinformation au centre des préoccupations chez Reporters sans frontières

« L'urgence est réelle », ont averti les représentants de Reporters sans frontières (RSF) lors d'un échange de vues avec les députés luxembourgeois, première étape de cette visite à Paris. RSF ayant récemment présenté son classement de l'état de la liberté de la presse dans le monde, les journalistes ont averti les députés qu'en Russie, le niveau de propagande et d'ingérence serait « en voie d'industrialisation ». Il faudrait par conséquent mettre en place des mesures à la hauteur pour contrer ce phénomène, ont-ils ajouté, tout en soulignant que le cadre européen serait essentiel, tout comme la mise en place d'un « bouclier démocratique », pour protéger les journalistes.

Parmi les chantiers importants évoqués figure le soutien aux médias russes en exil. Il faudrait ainsi, selon RSF, leur donner le moyen de toucher leur audience, notamment chez eux, en Russie. Cela passerait par exemple par la mise en place de réseaux satellitaires, qui peuvent sembler désuets, mais qui sont « craints par les régimes autoritaires » car plus difficiles à bloquer, ont affirmé les représentants de RSF.

Comment sauver Radio Free Europe ?

Le sort de Radio Free Europe (RFE) a également été au cœur des échanges. Son existence est notamment menacée car la nouvelle administration américaine a décidé de lui retirer son soutien financier. Selon les responsables de RSF, la RFE serait un outil essentiel pour contrer la désinformation du Kremlin.

À la question des députés de savoir ce qui devrait être fait pour soutenir ce média, les représentants de RSF ont salué la décision tchèque de soutenir finan-

cièrement RFE à hauteur de deux millions d'euros. Cette somme serait pourtant largement insuffisante pour un média dont le budget annuel représente 150 millions d'euros. Les journalistes ont affirmé espérer pouvoir lancer une dynamique prochainement à Prague pour trouver des financements supplémentaires et empêcher le démantèlement du média, qui rendrait toute reconstruction très difficile et constituerait « une énorme chance pour les dictateurs ».

Un autre point abordé dans ce contexte a été celui de l'impact des nouveaux moyens qu'utilisent les jeunes pour s'informer. En effet, ceux-ci délaisent les médias traditionnels et s'informent grâce aux réseaux sociaux qui pourtant ne permettent pas une « vision structurée » de l'actualité. Les représentants de RSF ont prôné une régulation des réseaux, tout en insistant sur le fait que certains créateurs de contenus remplissaient déjà les exigences d'un travail journalistique et qu'il fallait chercher à créer des ponts dans ce domaine.

Les députés reçus à l'Assemblée nationale et au Sénat

La délégation luxembourgeoise a ensuite été reçue à l'Assemblée nationale pour un déjeuner de travail avec une délégation de parlementaires français, menée par la députée mosellane Isabelle Rauch,

Présidente du groupe d'amitié France-Luxembourg à l'Assemblée nationale.

La discussion a commencé par un tour d'horizon des conditions de travail des frontaliers français, avec une attention particulière apportée à la problématique du transport, les perspectives d'amélioration en la matière et l'impact qu'aurait une telle amélioration sur l'attrait du marché de l'emploi grand-ducal pour les salariés français. Les échanges ont également porté sur les moyens d'améliorer la collaboration entre la France et le Luxembourg en ce qui concerne les professionnels de santé.

En fin d'après-midi, la délégation luxembourgeoise a été reçue au Sénat par le Sénateur Jean-François Husson, Président du groupe d'amitié France-Belgique et Luxembourg au Sénat, et le Sénateur Jean-Marie Mizzon, Président délégué pour le Luxembourg. Les sujets de conversation ont été partiellement les mêmes que ceux abordés lors de l'échange à l'Assemblée nationale, ce qui montre l'importance du travail transfrontalier.

Une coopération à « renforcer considérablement »

Les sénateurs ont notamment estimé que la coopération entre les deux pays doit être considérablement renforcée et qu'il est essentiel de travailler à un véritable espace de vie partagé sur le bassin frontalier. La désertification médicale qui touche la France a été évoquée. Les sénateurs français ont notamment mentionné la situation des médecins, mais aussi des aides-soignants et des assistants de vie. Certains se sont déclarés favorables à la mise en place de formations communes transfrontalières, afin de créer des synergies dans le domaine médical entre les deux pays.

Le Président de la Chambre des Députés a reconnu l'importance des professionnels médicaux français pour le Luxembourg, notamment pendant la crise sanitaire liée à la Covid-19. Il s'est engagé à poursuivre le dialogue et à transmettre les réflexions sur les différents sujets abordés lors des réunions aux interlocuteurs compétents, notamment au Gouvernement.

D'autres sujets ont été abordés lors de l'échange, comme celui de la future réforme des retraites prévue par le Gouvernement luxembourgeois ou encore le bilan de la gratuité des transports en commun au Luxembourg.



La délégation luxembourgeoise dans la salle des conférences du Sénat

Visite de la Vice-Première ministre slovène

« Les petits États sont des intermédiaires impartiaux de la construction européenne »

Mme Tanja Fajon, Vice-Première ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République de Slovénie, a été reçue à la Chambre des Députés le 19 mai 2025 par les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région à l'occasion d'une visite officielle.

Les questions d'intégration européenne et la situation géopolitique internationale étaient au centre des échanges. De prime abord, les deux parties ont salué le grand nombre de valeurs partagées par leurs pays respectifs. Ceux-ci seraient ainsi alignés sur de beaucoup de sujets et les opportunités de collaboration seraient nombreuses sur le plan économique, comme dans le secteur spatial, mais aussi en matière de culture.

Petits pays et élargissement européen

Interrogée par les députés luxembourgeois sur sa vision des responsabilités à assumer par les petits pays comme la Slovénie et le Luxembourg pour l'avenir de la construction européenne, la Vice-Première ministre de Slovénie a affirmé qu'elle voyait pour eux un rôle « d'intermédiaire impartial ». Ces pays seraient susceptibles de créer des relations de confiance et de construire des ponts à même de faire progresser les chantiers importants sur la scène européenne.

Mme Fajon a précisé dans ce contexte qu'il est important de ne pas avoir de doubles standards et qu'il est primordial de traiter tous les sujets sensibles, comme les conflits, sur un pied d'égalité. La Vice-Première ministre a dit son attachement à une stratégie de politique extérieure où priment les notions d'État de droit, de démocratie et de droits de l'homme. Évoquant l'importance du rapport Draghi sur la compétitivité européenne, publié en 2024, la ministre



La Vice-Première ministre et Ministre des Affaires étrangères slovène, Mme Tanja Fajon, a été reçue à la Chambre des Députés.

slovène a encore affirmé que l'Europe devait être unie et forte et qu'elle devait saisir les opportunités que présente la situation de crise actuelle.

Les discussions ont également tourné autour de l'élargissement européen. À cette occasion, la Vice-Première ministre slovène a évoqué le rôle de Mme Marta Kos, d'origine slovène, au niveau européen puisqu'elle assure actuellement la fonction de Commissaire européenne à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage. Les députés luxembourgeois ont interrogé Mme Fajon au sujet d'un « état de fatigue » des populations de certains pays par rapport à leur accession à l'Union européenne. Elle a estimé à ce sujet qu'il est primordial de ne pas perdre de vue les pays des Balkans occidentaux et de ne pas donner l'impression d'abandonner cette région.

Le sort de l'Ukraine et de la Palestine

Les échanges ont également porté sur les conflits actuels : celui en Ukraine, au sujet duquel Mme Fajon a fait part de son attachement à la recherche d'une paix « juste et durable », mais aussi celui au Proche-Orient. Les députés luxembourgeois ont notamment interrogé la ministre sur la reconnaissance par la Slovénie de l'État de Palestine en 2024, un pas diplomatique que le Luxembourg n'a pas franchi jusqu'à présent. Dans ce contexte, la Vice-Première ministre slovène a exprimé son espoir quant à des avancées positives lors de la conférence internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États. Cet événement sera coprésidé par la France et l'Arabie saoudite et aura lieu en juin 2025 à New York.

Journée de solidarité avec les prisonniers politiques bélarussiens



Le 21 mai est dédié à la solidarité envers les détenus politiques du Bélarus.

À l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques bélarussiens, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rappelé, le 21 mai 2025, que « nous nous tenons fermement aux côtés de ceux qui souffrent sous le régime oppressif ».

Près de cinq ans se sont écoulés depuis les élections frauduleuses de 2020 au Bélarus, a rappelé le Président de la Chambre, dénonçant par ailleurs la

situation actuelle des droits humains dans le pays et le sort de plus de 1.200 prisonniers politiques, parmi lesquels se trouvent plus de 150 femmes. « Ce ne sont pas des criminels. Ce sont des citoyens dont le seul crime a été d'envisager un Bélarus libre et démocratique. » Et d'ajouter : « Ces longues années ont vu s'enraciner une répression systématique, transformant profondément la société bélarussienne. »

M. Wiseler a en outre condamné le régime en place, qu'il a accusé d'avoir « construit une architecture de la peur, où la dissidence est écrasée, où la libre expression est réduite au silence, où les tentacules de la répression s'étendent au-delà des activistes pour étouffer les espoirs de leurs familles et communautés. De telles tactiques sont les marques d'un gouvernement qui craint son propre peuple. »

En cette journée de solidarité, le Président de la Chambre a réaffirmé que « nous condamnons ces violations des droits humains et exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques ».

Un engagement continu de la Chambre en faveur de la cause bélarussienne

La Chambre des Députés, notamment par le biais de sa délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, est fortement engagée pour la cause bélarussienne via diverses initiatives concrètes pour renforcer la coopération avec les défenseurs des droits de l'homme, les médias indépendants ou encore la société civile. Un dialogue avec les forces démocratiques est en place. Les députés luxembourgeois sont en contact régulier avec la cheffe des forces démocratiques du Bélarus, Mme Sviatlana Tsikhanouskaya. Deux enveloppes budgétaires ont été allouées pour soutenir le projet du Conseil de l'Europe visant à renforcer ce dialogue politique.

Par ailleurs, le Parlement luxembourgeois a instauré un « groupe parlementaire d'études à vocation internationale sur le Bélarus ». De plus, le parrainage de 16 prisonniers politiques a été mis en place pour attirer l'attention sur leurs situations et les protéger contre les traitements inhumains.

27^e Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC)

Sécurité spatiale : l'Europe à la croisée des chemins

La 27^e Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) s'est déroulée du 27 au 29 avril 2025 à Tartu, capitale estonienne de la recherche et de l'innovation. Réunissant une quarantaine de parlementaires issus de 11 pays et des experts du secteur, cette édition, placée sous la présidence estonienne, s'est articulée autour du thème « Security in Space: Europe's Challenges and Opportunities ». La Chambre des Députés était représentée par M. Gérard Schockmel, Président de la délégation luxembourgeoise, et par M. Tom Weidig, membre suppléant.

Les échanges ont porté sur les menaces hybrides, la résilience cybernétique ainsi que le rôle croissant de l'espace dans les opérations de sécurité et de défense. Dans un contexte géopolitique marqué par les ambitions spatiales des grandes puissances, les intervenants ont souligné l'urgence d'une réponse européenne structurée, tant sur le plan stratégique que technologique. Le constat est clair : près de 10 % du PIB européen dépendent des services spatiaux, notamment la navigation par satellite, et leur sécurisation devient un enjeu majeur.

Outre les débats parlementaires, le programme comprenait une visite du « Tõravere observatooriumi stellaarium », le plus grand observatoire astronomique d'Estonie, ainsi que du ESA Business Incubation Centre à Tartu. Les participants y ont découvert plusieurs entreprises innovantes implantées au sein du Tartu Science Park, véritable catalyseur de talents et de technologies de pointe :

– KappaZeta, qui développe des solutions d'analyse d'images satellites par intelligence artificielle. Son expertise permet d'offrir une surveillance environnementale fine, utile dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la foresterie ou la sécurité territoriale ;



La 27^e Conférence européenne interparlementaire sur l'espace a réuni une quarantaine de parlementaires et d'experts de l'espace, ici devant l'observatoire de Tartu.

– Right Step Health, qui se consacre à la santé des astronautes en concevant des outils pour surveiller leur condition physique, notamment osseuse, lors de missions spatiales longues ;

– Cybernetica, un acteur majeur de la cybersécurité en Estonie, qui conçoit depuis plus de 20 ans des solutions numériques avancées utilisées dans plus de 35 pays. De l'e-vote à la protection des données

critiques, cette entreprise incarne l'excellence technologique estonienne.

Enfin, les délégations ont également abordé l'avenir de l'EISC, créée en 1999 pour promouvoir la coopération interparlementaire dans le domaine spatial. Ce forum regroupe aujourd'hui 15 pays et vise à renforcer la coordination européenne face aux enjeux stratégiques d'un espace de plus en plus convoité.

Le Schumannseck intègre la Route de la Libération de l'Europe



Dévoilement de la stèle « Liberation Route Europe (LRE) » au Schumannseck par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et la Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux

Sur invitation du Parc naturel de la Haute-Sûre et de l'ASBL « National Liberation Memorial », qui rend hommage aux milliers de soldats qui sont tombés lors de l'offensive des Ardennes, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a participé le 16 mai 2025 à l'inauguration de la stèle « Liberation Route Europe (LRE) » au Schumannseck.

La Route de la Libération de l'Europe est un itinéraire culturel reliant des personnes, des sites et des événements marquant la libération de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

La stèle a été érigée pour commémorer les événements qui ont eu lieu au Schumannseck pendant l'hiver 1944-45, mais aussi pour lancer un appel au respect des valeurs humaines, à l'instar de l'inscription, sur la stèle, par les élèves du Lycée du Nord à Wiltz : « Pour vous, votre famille, pour la communauté libre. Engagez-vous ! ».

Le message du Président de la Chambre des Députés lors de l'inauguration de la stèle a complété cet appel : « Il est important de connaître le passé et d'en tirer les leçons. Mais la connaissance ne suffit pas. C'est l'engagement qui est nécessaire pour préserver la démocratie. »

Parmi les autres représentants politiques présents figuraient notamment les députés Jean-Paul Schaaf et Ben Polidori.

Harmonisation des carrières inférieures de la Fonction publique

8040 – Projet de loi portant modification :

- 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**
 - 2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;**
 - 3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;**
 - 4° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;**
- en vue de l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État**

Le présent projet de loi a pour objet d'harmoniser le déroulement des carrières inférieures de la Fonction publique, à savoir les catégories de traitement/d'indemnité C et D2, tel que décidé dans les accords salariaux dans la Fonction publique du 4 décembre 2021 et du 14 janvier 2022 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP). L'objectif est de rectifier les incohérences entre les 27 carrières inférieures (15 pour les fonctionnaires et 12 pour les employés) dues à des différences en termes de conditions d'accès, d'indemnités de stage, de conditions de classement, de structuration en grades et de l'évolution de la rémunération de base. Les principaux changements sont :

- 1) Les futures catégories de traitement/d'indemnité C seront composées de respectivement deux groupes de traitement/d'indemnité C1 et C2 et remplaceront les catégories de traitement/d'indemnité C et D actuelles.
- 2) Les groupes de traitement C1 et C2 comprendront cinq grades, dont les trois premiers correspondront au niveau général et les deux derniers au niveau supérieur.
- 3) Les groupes d'indemnité C1 et C2 comprendront quatre grades, dont les trois premiers correspondront au niveau général et le dernier au niveau supérieur.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 04/07/2022
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :

- 06/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 30/01/2025 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
- 06/02/2025 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 27/03/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 04/04/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/04/2025

Adaptations au niveau du FNS

8382 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité

Le présent projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité (ci-après « FNS ») en agissant sur les trois axes suivants :

- 1) révision du processus décisionnel ;
- 2) adaptation du cadre du personnel ;
- 3) toilettage du texte.

En ce qui concerne le processus décisionnel, la loi en projet sous rubrique vise, notamment, à conférer au président du conseil d'administration du FNS le pouvoir de prendre des décisions définitives qui pourront faire l'objet d'une opposition à soulever devant le conseil d'administration. À l'heure actuelle, il est encore prévu que le président ne prenne que des décisions provisoires à confirmer par le conseil d'administration ; les voies de recours sont ainsi adaptées.

Quant au cadre du personnel, celui-ci sera étendu pour inclure des agents de la catégorie de traitement A, c'est-à-dire des profils universitaires, afin de permettre au FNS de faire face aux défis qui se présentent. D'autres dispositions concernant

le personnel, figurant actuellement au niveau réglementaire, seront adaptées et intégrées dans la loi précitée du 30 juillet 1960.

Finalement et au vu du fait que le texte de base régissant le fonctionnement du FNS date de 1960, un certain toilettage du texte s'impose.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 14/05/2024
Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité
(Présidente : Mme Mandy Minella) :

- 13/01/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 10/03/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 31/03/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/04/2025
Loi du 19 mai 2025
Mémorial A : 2025, n° 207, page 1

Dissolution du fonds communal de péréquation conjoncturale

8408 – Projet de loi portant abrogation de la loi modifiée du 11 décembre 1967 portant création d'un fonds communal de péréquation conjoncturale

Le projet de loi a pour objet l'abrogation de la loi modifiée du 11 décembre 1967 portant création d'un fonds communal de péréquation conjoncturale. Ce fonds communal, mis en place à l'époque en vue de constituer une réserve destinée à faire face à une « diminution massive des recettes ordinaires des communes », a vu son objet élargi en 1975, la loi précitée du 11 décembre 1967 ayant été modifiée pour inclure le cas de figure d'une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d'une dépression économique.

Le fonds était alimenté par des contributions de l'État ainsi que par des prélèvements effectués sur certaines recettes des communes. La dernière contribution au fonds communal de péréquation conjoncturale a eu lieu en 1975 et le dernier prélèvement en 1985.

Le projet de loi n° 8408 vise à dissoudre ce fonds et à rembourser aux communes leurs avoirs respectifs.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 03/07/2024
Rapporteuse : Mme Nathalie Morgenthaler

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

- 17/07/2024 Présentation du projet de loi
- 23/04/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen des avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/04/2025
Loi du 21 mai 2025
Mémorial A : 2025, n° 208, page 1

Contributions des communes au Fonds pour l'emploi

8409 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
1° création d'un fonds de chômage ;
2° réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet



À l'heure actuelle, les communes doivent contribuer ensemble au Fonds pour l'emploi un montant total s'élevant à 2 pour cent du montant des recettes de l'impôt commercial communal national. Cependant, le mécanisme complexe de détermination des contributions communales individuelles au Fonds, mis en place dans le cadre de la réforme des finances communales de 2017, a conduit à des inégalités entre les communes.

Le projet de loi a pour objet de remédier à ces inégalités sur base du principe de solidarité et de rendre plus juste le système des contributions au Fonds pour l'emploi. En basant la contribution de chaque commune sur sa participation directe au produit en impôt commercial communal généré sur son territoire par rapport au total des participations directes de l'ensemble des communes au produit en impôt commercial, le nouveau système assure que chaque commune contribue en fonction de sa capacité financière.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 03/07/2024
Rapporteuse : Mme Nathalie Morgenthaler

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :
17/07/2024 Présentation du projet de loi
23/04/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen des avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/04/2025
Loi du 21 mai 2025
Mémorial A : 2025, n° 209, page 1

Il s'agit, d'une part, d'une augmentation des valeurs respectives du point indiciaire de 2 % avec effet à partir du 1^{er} janvier 2025 et de 0,5 % à partir du 1^{er} janvier 2026 et, d'autre part, d'une augmentation de 7 points indiciaires des majorations d'échelon pour postes à responsabilités particulières et pour fonctions dirigeantes avec effet à partir du 1^{er} janvier 2025.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 06/03/2025
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :
04/04/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/04/2025
Loi du 15 mai 2025
Mémorial A : 2025, n° 186, page 1

Accord salarial dans la Fonction publique

8510 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,
en vue de la mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Le présent projet de loi a pour objet de mettre en œuvre les deux premiers points de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025, conclu entre le Gouvernement, représenté par le Ministre de la Fonction publique, et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), représentée par son président fédéral et son secrétaire général.

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 09	M. Marc Goergen M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
M. Claude Wiseler, Président		
2. Ordre du jour	p. 09	
M. Claude Wiseler, Président		
3. Communications	p. 09	
M. Claude Wiseler, Président		
4. Heure de questions au Gouvernement	p. 10	
Question n° 220 du 29 avril 2025 de Mme Stéphanie Weydert relative à la suppression de postes auprès de l'entreprise Arcelor-Mittal, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme	p. 11	
Mme Stéphanie Weydert M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme		
Question n° 221 du 29 avril 2025 de M. Dan Biancalana relative à la sécurité de la magistrature debout et assise, adressée à Mme la Ministre de la Justice	p. 11	
M. Dan Biancalana Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice		
Question n° 222 du 29 avril 2025 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'emploi dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre du Travail	p. 12	
M. André Bauler M. Georges Mischo, Ministre du Travail		
Question n° 223 du 29 avril 2025 de M. Dan Hardy relative à la résilience du réseau d'électricité au Luxembourg dans le contexte d'éventuelles ruptures, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme		
Question n° 224 du 29 avril 2025 de Mme Carole Hartmann relative à la résilience du réseau d'électricité au Luxembourg dans le contexte d'éventuelles ruptures, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme	p. 12	
M. Dan Hardy Mme Carole Hartmann Mme Octavie Modert M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme		
Question n° 226 du 29 avril 2025 de Mme Nathalie Morgenthaler relative aux programmes de promotion de l'inclusion et de la diversité en entreprise, adressée à M. le Premier ministre	p. 13	
Mme Nathalie Morgenthaler M. Luc Frieden, Premier ministre		
Question n° 227 du 29 avril 2025 de Mme Djuna Bernard relative aux conflits autour de la gouvernance au Mudam, adressée à M. le Ministre de la Culture	p. 14	
Mme Djuna Bernard M. Eric Thill, Ministre de la Culture		
Question n° 228 du 29 avril 2025 de M. Marc Goergen relative à la modernisation de l'infrastructure de recharge pour voitures électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme	p. 14	
		M. Marc Goergen M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
		Question n° 229 du 29 avril 2025 de M. Marc Baum relative à l'approche gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté laborieuse, adressée à M. le Ministre du Travail
		M. Marc Baum M. Georges Mischo, Ministre du Travail
		Question n° 230 du 29 avril 2025 de Mme Taina Bofferding relative au congé spécial en cas de fausse couche, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
		Mme Taina Bofferding M. Georges Mischo, Ministre du Travail
		5. Dépôt d'une motion par Mme Taina Bofferding
		Exposé : Mme Taina Bofferding
		6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Polidori
		Exposé : M. Ben Polidori
		7. Dépôt d'une résolution par Mme Djuna Bernard
		Exposé : Mme Djuna Bernard
		8. 8382 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité
		Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité : Mme Mandy Minella
		Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler Mme Claire Delcourt M. Dan Hardy Mme Djuna Bernard M. Marc Goergen M. Marc Baum
		Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil M. Marc Goergen (parole après ministre) M. le Ministre Max Hahn
		Vote sur l'ensemble du projet de loi 8382 et dispense du second vote constitutionnel
		9. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la situation dans le secteur de l'Horeca
		Exposé : M. Dan Hardy (dépôt de la motion 1)
		Débat : Mme Stéphanie Weydert M. André Bauler Mme Paulette Lenert Mme Joëlle Welfring M. Marc Goergen M. Marc Baum
		Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de M. André Bauler) M. Marc Goergen (parole après ministre) M. le Ministre Lex Delles
		10. Ordre du jour (suite)
		M. Claude Wiseler, Président
		Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
		Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen? (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 29 avril 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8523 – Projet de loi relative au soutien aux bibliothèques publiques et spécialisées

Dépôt : M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 04/04/2025

8524 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;
3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, en vue de la mise en œuvre des points 3 et 4 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 04/04/2025

8525 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 04/04/2025

8526 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 04/04/2025

8527 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2023 sur les machines, abrogeant la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 73/361/CEE du Conseil et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'LNAS

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 09/04/2025

8528 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, en vue de la mise en œuvre du point 5 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 10/04/2025

8395A – Projet de loi relative à la désignation des organismes et autorités compétents et au point d'information uniquement prévus aux articles 7, 8, 13 et 23 du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données)

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation, le 22/04/2025

8395B – Projet de loi relative à
1^o la valorisation des données dans un environnement de confiance ;
2^o la mise en œuvre du principe « once only » ;
3^o la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) ;
4^o la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation, le 22/04/2025

8529 – Projet de loi portant changement de limites entre la Commune de Käerjeng et la Commune de Pétange

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 22/04/2025

8530 – Projet de loi relatif à l'accès au service public réglementé offert par le système global de navigation par satellite issu du programme Galilée

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, le 22/04/2025

8531 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Yves Cruchten, Député, M. Fred Keup, Député, Mme Sam Tanson, Députée, M. David Wagner, Député, Mme Stéphanie Weydert, Députée, le 24/04/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3627 – Demande de pétition ordinaire : Iwwerwaachung vun Infektiounen duerch Pilzen an d'Ennersichung vu Resistenz géint Antipilz-Medikamenter

Dépôt : M. Romain Reiter, le 02/04/2025

3628 – Demande de pétition publique : Nuisances sonores des chantiers

Dépôt : Mme Isabelle Hubaux, le 03/04/2025

3629 – Demande de pétition publique : Port obligatoire du casque pour les cyclistes

Dépôt : Mme Michèle Jeanne Troisième, le 03/04/2025

3630 – Demande de pétition publique : Ajustement pour les contribuables célibataires et célibataires avec enfants pour l'année d'imposition 2025

Dépôt : Mme Adrija Bauer, le 04/04/2025

3631 – Demande de pétition publique : Promouvoir le respect de la culture et des valeurs luxembourgeoises parmi les migrants

Dépôt : M. Babak Rabbanipour Esfahani, le 06/04/2025

3632 – Demande de pétition ordinaire : Pour humanitaire materiale

Dépôt : M. Pierre Moos, le 08/04/2025

3633 – Demande de pétition publique : Urnenfreigabe

Dépôt : Mme Marie-Andrée Rommes, le 08/04/2025

3634 – Demande de pétition publique : Installation de glissières de sécurité le long de la N31 à Pétange

Dépôt : M. Cosmo Mendes Cabral, le 08/04/2025

3635 – Demande de pétition ordinaire : Demande de réforme urgente du système des commissions immobilières (abolition des 3 %)

Dépôt : M. Bruno Gomes, le 09/04/2025

3636 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire au Ministre du Logement concernant la nécessité de poursuivre et renforcer les mesures réglementaires sur l'offre immobilière après la fin du soutien à la demande

Dépôt : M. Bruno Gomes, le 09/04/2025

3637 – Demande de pétition publique : Rendre obligatoire l'étiquetage du traitement (produits phytosanitaires) sur les fruits et légumes dans les rayons des supermarchés

Dépôt : M. Marc Luc Roger Senidre, le 09/04/2025

3638 – Demande de pétition publique : Renforcement de la santé mentale au Luxembourg : plus de professionnels, plus d'accès, plus de soutien

Dépôt : Mme Brenda Guimaraes, le 09/04/2025

3639 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour une déductibilité partielle des loyers dans la déclaration fiscale des personnes physiques

Dépôt : M. Bruno Gomes, le 10/04/2025

3640 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour une réforme équitable du mécanisme d'indexation salariale au Luxembourg

Dépôt : M. Bruno Gomes, le 10/04/2025

3641 – Demande de pétition ordinaire : Pour une modernisation urgente des contrôles routiers – drones, intelligence artificielle et sanctions graduées

Dépôt : M. Bruno Gomes, le 10/04/2025

3642 – Demande de pétition publique : Fir all dei Chaufferen, dei am ëffentlechen Transport schaffen

Dépôt : Mme Jessica Suzanne Berthe Hansen, le 11/04/2025

3643 – Demande de pétition publique : Allocations familiales Luxembourg

Dépôt : Mme Stephanie Guerra Maia, le 12/04/2025

3644 – Demande de pétition publique : Injustice sociale et détresse des jeunes diplômés

Dépôt : Mme Elisabeth Arts, le 12/04/2025

3645 – Demande de pétition publique : Pétition pour interdire totalement l'alcool au volant au Luxembourg

Dépôt : Mme Loredana Thill, le 13/04/2025

3646 – Demande de pétition publique : Création d'un centre de cardiologie invasive au CHdN (Centre Hospitalier du Nord)

Dépôt : M. Charles Ries, le 14/04/2025

3647 – Demande de pétition ordinaire : Proposition de loi : Création de groupes de soutien maternel postnatal (inspirés du modèle danois « mødregrupper »)

Dépôt : Mme Bárbara Parra Baptista Viveiro, le 15/04/2025

3648 – Demande de pétition ordinaire : Protection digitale et mentale des enfants et adolescents au Luxembourg

Dépôt : Mme Bárbara Parra Baptista Viveiro, le 15/04/2025

3649 – Demande de pétition ordinaire : Proposition de création de groupes de soutien post-partum pour les mères au Luxembourg, inspirée du modèle danois

Dépôt : Mme Bárbara Parra Baptista Viveiro, le 15/04/2025

3650 – Demande de pétition publique : Reconnaître et agir face à la souffrance silencieuse des enfants pris entre deux foyers

Dépôt : Mme Jacira Neto Mendanha, le 17/04/2025

3651 – Demande de pétition publique : Vendredi saint férié

Dépôt : M. Thomas Sommacal, le 18/04/2025

3652 – Demande de pétition publique : Voter une loi relative pour une pension d'invalidité au montant fixe

Dépôt : M. Costadinos Gaiganis, le 19/04/2025

3653 – Demande de pétition publique : Suppression des régimes de visa au pair au Luxembourg

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 20/04/2025

3654 – Demande de pétition publique : Mettre à jour les conditions du congé parental pour reconnaître les contributions des employés ayant une carrière de longue durée au Luxembourg

Dépôt : Mme Aisling Sinead Mc Caffrey, le 22/04/2025

3655 – Demande de pétition publique : Mise en place d'une dérogation pour la scolarisation au précoce et à la Spillschoul

Dépôt : Mme Mélanie Anne Fatima Kemat, le 23/04/2025

3656 – Demande de pétition publique : Zesummen, am Déngscht vun eisem Land – Prévention en cas d'invasion militaire territoriale

Dépôt : M. Costadinos Gaiganis, le 24/04/2025

3657 – Demande de pétition publique : Test de paternité gratuit et simplification de la procédure dès la naissance pour le père dans le doute – parent qui souhaite prouver la filiation

Dépôt : Mme Estelle Marie-Blandine Massé, le 24/04/2025

3658 – Demande de pétition publique : Pétition pour la sécularisation des établissements scolaires au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Mme Sofia Narciso, le 25/04/2025

3659 – Demande de pétition publique : Stop aux nuisances sonores le matin

Dépôt : M. Loïc Michel Rougier, le 29/04/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar enger

Froestonn un d'Regierung. Wéi ëmmer huet laut Artikel 83 vum Chambersreglement den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 220 vun der Madamm Stéphanie Weydert un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Ofschafe vun Aarbechtsplaze bei ArcelorMittal. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 220 du 29 avril 2025 de Mme Stéphanie Weydert relative à la suppression de postes auprès de l'entreprise ArcelorMittal, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. ArcelorMittal huet déi lescht Woch ugekënnegt, bis zu 1.400 Plazen a Westeuropa ofzebaue respektiv an Indien oder a Polen ze delokaliséieren, dëst am Kader vu Spuermoosnamen. Aleng a Frankräich solle 600 Plazen ofgebaut ginn.

Laut Meedieberichte si keng Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg dovunner betraff. Eist Land huet en historéische Lien mat der Stolindustrie a ganz besonnesch mat der fréierer ARBED, haut ArcelorMittal. An ArcelorMittal huet nieft hirem Siège och eng staark industriell Presenz mat 6 Sitten a se beschäftegt nach ronn 3.500 Leit bei eis am Land.

Dofir wollt ech dem Wirtschaftsminister folgend Fro stellen: Kann de Minister bestätegen, dass de Lëtzebuerger Standuert an de Siège vun ArcelorMittal net vum Ofbau vun Aarbechtsplaze betraff sinn? Steet de Wirtschaftsminister am Dialog mat ArcelorMittal iwwer hir Presenz hei zu Lëtzebuerg? A wat ass Är Aschätzung iwwert d'Zukunft vun der Stolindustrie zu Lëtzebuerg? Wéi eng Produktioun sinn hei zu Lëtzebuerg a kann ee vun enger Perennisatioun vun den Aarbechtsplazen doduerjer schwätzen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann huet den Här Wirtschaftsminister d'Wuert. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Madamm Weydert, fir déi Fro. Ech mengen, dass dat e ganz wichtegt Thema ass, besonnesch an dësen Zäiten. Wa mer gesinn, dass mer weltwäit Handelsdiskussionen hunn, wou ee vun Taxen, Iwwertaxen, Gégentaxe geschwat huet, dann huet dat en direkten Impact op den Industriestanduert, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee a ganz Europa.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer déi glécklech Situatioun, dass mer en institutionaliséierte Sozialdialog am Kader vun der Stol-Tripartitt hunn, wou ech mech zesumme mam Aarbechtsminister reegelméisseg echangeéiere mat de Gewerkschaften, mat Arcelor, fir eeben ze kucken – an ech mengen, den Här Spautz kennt dat och ganz gutt –, ...

(Hilarité)

... wou mer deen institutionaliséierten Echange hunn, fir eebe grad ze gesinn: Wou si mer drun? Wat sinn déi verschidde Probleemer? Wéi sinn d'Investitiounen an déi verschidde Wierker hei zu Lëtzebuerg? An op där anerer Säit: Wéi geet et mat den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg weider?

Laut den Informatiounen, déi ech hunn – well mir sinn a permanentem Echange mat Arcelor, och direkt iwwert de Ministère –, ass Lëtzebuerg dovunner net betraff. Dat ass dat, wat Arcelor eis seet.

Déi Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, dat sinn zum Beispill Palplanchen op Esch-Belval oder op där anerer Säit Träger zu Déifferdeng. Dat si Produiten, déi à haute valeur ajoutée sinn, déi also ganz vill gesicht ginn. Mee et huet direkt Impakter. Et huet direkt Impakter, wou mer gesinn, wann esou Produiten an Amerika géingen exportéiert ginn, dass do Taxen drop kommen. Et huet indirekt Impakter, wann de Site Lëtzebuerg an d'Ausland wëll exportéieren, déi da géinge mat engem fäerdege Produit an Amerika et op aner Plazen exportéieren. An dann natierlech e Problem, deen net genuch ugeschwat gëtt, dat ass deen: Wat ass mat all deene Stolproduiten, déi souwiso schonn aus dem asiatesche Raum an den europäesche Marché erandrecken? Wou sech d'Fro stellt, éischens emol, vun der Qualitéit, awer op där anerer Säit och vun der Bepräisung vun deenen.

An do ass och déi Fro vun den CO₂-Steieren, alleguer déi Saache mam CBAM, net déi definitiv Léisung. An net méi spët wéi am Februar, Mäerz huet Lëtzebuerg nach zesumme mat Italien, Spuenien a Frankräich de franséische Stolpaper ënnerschriwwen, fir d'Kommissioun nach eng Kéier opmierksam ze maachen op d'Risiken, virun deene mer stinn, dass eng Desindustrialiséierung an Europa ka geschéien, eebe grad duerch all déi Probleemer, wéi ech se grad zitéiert hunn.

Dat heescht, jo, mir gesinn, dass an der Industrie eppes geschitt. Mir sinn an enger Zäit, wou mer gesinn, dass mer grouss Transformatiounen hunn, souwuel bei der Elektrifizierung wéi bei der Dekarbonisierung, déi Hand an Hand ginn. De Site Lëtzebuerg ass awer scho fréizäiteg vun der Arcelor op den Elektroween ëmgebaut ginn, wat eis elo zegutt-kënn, well mir gesinn nämlech, dass op anere Standuerter, an déi net esou investéiert gëtt, net nëmmen am Stol, mee och an aneren industrielle Beräicher, d'Investissementen elo emol on hold gesat ginn. A wann d'Industrie net Benefisser mécht, mat deene se kann investéieren an hir Sitten, sinn dat Sitten, déi à terme a Fro gestallt ginn, déi en danger sinn, wou och d'Aarbechtsplazen direkt drun hänken, déi da risquéieren, verluer ze goen.

A grad dofir ass et wichteg, dass mer et fäerdegebréngen, an der Kompetitivitéit, an der Produktivitéit duerch eng Panoplie vu Saachen, sief et d'Energiepräisser, sief et awer och doduerch, de Bannemarché vun der EU ze stäerken, do weiderzekommen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 221 vum Här Dan Biancalana un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Sécherheet vun der Magistratur. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 221 du 29 avril 2025 de M. Dan Biancalana relative à la sécurité de la magistrature debout et assise, adressée à Mme la Ministre de la Justice

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. An engem rezente Reportage vun enger franséischer Dageszeitung konnt ee liesen, unhand vun Temoignagë vun an aus der Magistratur, also vu Riichter, Parquet, Untersuchungsriichter, dass déi vermeert Affer si souwuel am ziville Beräich, am penale Beräich, an Affäre vu Finanzkriminalitéit an awer och an Affären um Niveau vum Tribunal administratif, also Litigen op deem Niveau, an dat am Fong am Kader vun hirer Aarbecht, se also Affer si vun Droungen, vun Aschüchterungen, also och vun Intimidatiounen iwwer E-Mail, iwwert d'sozial Reseauen, Beleidegungen, awer och duerch Ugekloter respektiv Verurteelter, déi sech räche wëllen, wat natierlech och bei

Verschiddenen dozou féiert, dass verschidde Leit aus der Magistratur effektiv och Schutz gewäert gëtt.

Natierlech gëtt iwwert déi doten Aart a Weise probéiert, d'Aarbecht vun der Justiz ze beaflossen, wat natierlech och en Impact huet op hir Onofhängegkeet, déi iwwert deen dote Wee och ugegraff gëtt. An et muss ee feststellen, dass hei zu Lëtzebuerg am Fong ganz weineg doriwwer geschwat gëtt respektiv dass och weineg iwwert d'Chronique judiciaire doriwwer geschriwwen respektiv bericht gëtt. Et ka vläicht och sinn, dass dat dann net de Fall ass oder et awer de Fall ass an effektiv net esou zum Virschäi kënn. Dat war och de Fall a Frankräich, wou effektiv iwwert deen doten Artikel dat méi an de Fokus gesat gouf.

Et weess een natierlech, wann een an der Magistratur schafft, da gehéiert et derzou, Konflikter ze tranchéieren. An do läit et op der Hand, dass déi eng oder aner Partei, déi am Konflikt ass, natierlech net zefridden ass mat där Decisioun, déi getraff gouf. An a Frankräich bréngt dat Situatiounen mat sech, wou net nëmmen dann d'Magistratur Affer ass, mee natierlech och hir Famill dovunner concernéiert ass.

Dofir wollt ech hei vun der Justizministesch wëssen: Wéi ass Är Aschätzung vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Hunn effektiv an deene leschte Joren Droungen, Aschüchterungen, Beleidegungen vis-à-vis vun der Magistratur stattfonnt? A wéi geet d'Magistratur domadder ëm?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet d'Madamm Justizministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana fir dës Fro. Mir haten de Moien d'Konferenz iwwert d'Sécherheet vun de Journalisten am Kader vum Conseil de l'Europe. A genau wéi d'Journaliste sinn och d'Magistraten natierlech Acteurs vum État de droit, déi musse geschützt ginn.

Et ass esou, dass och schonn am Code pénal eng ganz Rei Dispositiounen sinn, déi d'Magistrate genau wéi och d'Deputéierten a Regierungsmembere virun enger ganzer Rei kriminelle Faite schützen, notament dem Outrage, de Menacen. An och dat Gesetz, wat mer 2023 hei gestëmmt hunn no de Covidkrisen an deenen Infarkten, déi deemools stattfonnt hunn, schützt d'Magistraten och d'selwecht, also och virum Verbreede vun hire perséinlechen Donnéeën, fir se esou ze schützen, och virun engem potenziellen Attentat. A si kräien natierlech och Hëlfsstellung, wann eppes virfällt.

Et ass awer esou – mir hunn nogefrot, ob am Moment do eng Menace ass –: Mir hu pour l'instant keng Donnéeën dozou, also keng Faite, déi se eis kënnen relatéieren. Ech si mir awer duerchaus bewosst, wa mer zousätzlech Mesüeren huelen, fir géint déi organiséiert Kriminalitéit virzegoen, dass mer och mussen drun denken, all d'Acteurs, déi an deem Kontext intervenéieren, och adequat ze schützen, also dass de Schutz vun der Magistratur evidenterweis och ee vun de Voleten ass vun eisen Diskussiounen an deem Kontext a mer do natierlech och a Kontakt si mat der Magistratur, dem CNJ an awer och dem Groupement des magistrats, falls sech do eppes géing änneren un der Situatioun.

Et ass och esou, dass hir Gebailechkeete geschützt sinn. Dat wësst Der och, dass do eng Entreprise de gardiennage ass. Dat ass änlech wéi um Flughafen. Dat heescht, souwuel duerch d'Gesetz si se virun enger Rei Faite geschützt wéi och physesch. Mee nichtsdestotzotz suivéiere mer dat. A mir sinn och an

der Diskussioun am Kader vun der Criminalitéit organiséiert, fir ze kucken, wat een nach zousätzlech ka maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Justizministesch.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 222 vum Här André Bauler un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Evolutioun vun den Aarbechtsplazen am Bausecteur. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 222 du 29 avril 2025 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'emploi dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre du Travail

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Jo, de Bausecteur – Dir wësst et – ass de Moment nach ëmmer an enger schwieriger Situatioun. Eng Rei méi kleng Betriber hunn an de leschte Méint hir Diere missen zoumaachen. Anerer schloe sech eenegermoosse gutt duerch d'Kris, besonnesch dann, wa se grouss staatlech Projeten ëmzesetzen hunn.

An deem Kontext wollt ech den Här Aarbechtsminister Follgendes froen: Wéi huet sech d'Kuerzzäit-aarbecht an deem Sektour zanter 2022 entwéckelt? Wéi huet och de Chômage an deem Beräich evoluéiert? A wat fir engem Mooss ass et gelongen, Handwierker, awer och Aarbechter an anere Betriber ënner Ëmstänn ënnerzebréngen? A wat fir gezielte Weiderbildungen huet d'ADEM fir déi betraffe Leit an d'Weeër geleet? Da wollt ech awer och nach froen: Wéi kann et, senger Meenung no, geléngen, nei Aarbechtskräften an de Bau unzezéien, wann d'Relance nees voll wäert gräifen?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet den Aarbechtsminister d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll ufangs e Bléck op d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché am Bausecteur geheien. Trotz gewësse Stabilisatiounstendenze steet de Bausecteur och am Joer 2025 viru substantziellen Erausforderungen. Wéi aus den Donnéeën vum Stateg ervirgeet, ass d'Beschäftegung an deem Sektour nach ëmmer am Réckgang mat engem geschate Verloscht vu ronn 4.000 Aarbechtsplazen. Et soll allerdéngs ervirgehewe ginn, dass de Rhythmus vun dëser Baisse sech am Verglach zu deene leschte Joren ofgeschwächt huet.

Doriwwer eraus weist de Stateg a senger Analys am Februar, dass d'Vertraue vun den Entrepreneuren an d'Zukunftsperspektiven nach ëmmer limitéiert ass. Esou ginn zirka 60 % vun den Entrepreneuren weider un, dass d'Demande net op engem zefriddestellenden Niveau ass – eng Situatioun, déi un d'Zäite vun der Finanzkris 2009 erënnert. Och wa sech d'Beschäftigungsintentiounen am Laf vum Joer 2024 eng Zäit laang positiv entwéckelt haten, ass leider zënter November 2024 eng nei zréckhalend Dynamik ze erkennen. Dëst dréit derzou bäi, dass d'Onsécherheet am Sektour fir 2025 nach weiderhi present bleift.

Zu Äre Froen:

Wéi huet de Chômage an deem Beräich evoluéiert? Wat d'Offer u fräie Plazen ugeet, huet d'ADEM en zolitte Réckgang festgestallt. Enn Mäerz 2025 waren am Bausecteur 419 Plazen disponibel. Dat entsprécht engem Réckgang vu 25,7 % am Verglach zum selwechte Mount am Joer virdrun. Spezifesch am Mäerz

goufen 160 nei Plaze gemellt, wat engem Joer-zu-Joer-Réckgang vun 41 % entsprécht. Dës Plazen entspriechen haaptsächlech de Beruffer aus dem Gros oeuvre an dem Second oeuvre, souwéi de Beräicher vun der Konzeptioun an den Etüden.

Op där anerer Säit gesi mer beim Chômage eng méi positiv Tendenz. Sou waren Enn Mäerz 2025 am Ganzen 1.415 Persounen an de Beruffer vum Bau bei der ADEM ageschriwwen – eng Baisse vun 10,4 % iwwer e Joer gekuckt. D'Beruffer, déi am heefegste gefrot ginn, reflektéieren déi nämmelech Schwéierpunkter wéi d'Offer u Plazen: Second oeuvre, Gros oeuvre an d'Konzeptioun an d'Etüden.

Besonnesch bemierkenswäert ass d'Evolutioun an de Beruffer vum Gros oeuvre, wou d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi ëm 21,1 % am Verglach zum Mäerz 2024 zréckgaangen ass.

Dës Donnéeën weisen, datt d'Demande um Aarbechtsmarché am Bausecteur zwar eng gewësse Spannung opweist, mee och dass sech d'Beschäftigungssituatioun an engem Deelberäich positiv entwéckelt huet.

Wéi huet sech d'Kuerzzäit-aarbecht an deem Sektour entwéckelt? Wat de Chômage partiel ugeet, ass de Bausecteur generell net eligibel. An deem spezielle Regime, deen et tëscht Februar 2024 a Juli 2024 gouf, sinn am Ganzen 285 Demanden akzeptéiert ginn, also tëscht 30 a 50 Demanden pro Mount. Déi Demanden betreffen 45 verschidden Entrepreneuren. Iwwert déi 6 Méint waren 895 Salariéer vun der Kuerzaarbecht betrafft.

A wat fir engem Mooss ass et gelongen, d'Handwierker an d'Aarbechter an anere Betriber ënnerzebréngen? Wat d'Präts temporaires de main-d'oeuvre am Bausecteur ugeet: Am Joer 2022 gouf et 5 PTMOen mat 20 concernéierte Leit. Am Joer 2023 gouf et keng PTMOen am Constructiounssektor. Dat Joer drop – 2024 – gouf et 4 PTMOen mat 47 Leit, déi betrafft waren. An dësem Joer gouf et bis elo 1 PTMO mat 15 Leit.

Dann d'nächst Fro: Tëscht 2022 an Enn 2023 huet d'ADEM a Kooperatioun mam IFSB am Centre de compétences e strukturéiert Programm ënnert dem Numm „#BuildYourFuture“ ugebueden, deen sech op Mangelberuffer am Bausecteur konzentréiert huet, wéi Steemetz, Couvreur, Brancheur, Façadier, Aide-couvreur, Ferrailleur. Do sinn 147 Demandeurs d'emploi an deem Kader forméiert ginn, mat engem Placementstaux vun iwwer 75 % no dräi Méint. Mat deem staarke Réckgang u gemellte Plazen am Bausecteur ab Enn 2023 goufen dës sektoriell Formatiounen fir 2024 och suspendéiert. Trotzdeem hunn 59 Demandeurs d'emploi am Joer 2024 kuerz a cibléiert Formatiounen am Sektour absolviéiert iwwert d'Aide à la formation professionnelle oder de Projet Skills4Job.

Zousätzlech hu 35 Persounen an enger BIM-Formatioun – Building Information Modeling – deelgeholl, déi vun de Chambres professionnelles organiséiert ware fir en Upskilling an deem Beräich. Zënter 2024 am September goufen och 21 Persounen am Niddreg-CO₂-Bau iwwert den CNFPC-Programm Skillsbridges ausgebilt. Zënter 2025 schafft ADEM a Kooperatioun mat hire Partneren an der Relance vu cibléierte Formatiounsprogrammen ab Enn 2025, dorënner ënner anere d'Montéiere vu Fotovoltaikfassaden.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Aarbechtsminister villmools Merci fir seng Äntwert.

Da komme mer zur Fro Nummer 223 vum Här Dan Hardy. Mee mir hunn do nach zwou Froen derbäi, déi iwwert de selwechte Sujet ginn, an zwar d'Fro Nummer 224 vum der Madamm Carole Hartmann an d'Fro Nummer 225 vum der Madamm

Octavie Modert, allen dräi iwwert d'Widerstandsfäegkeet vum Stroumresseau am Fall vu Stéierungen, déi alleguer natierlech un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus gericht sinn. A fir d'éischt huet den Här Hardy d'Wuert.

– Question n° 223 du 29 avril 2025 de M. Dan Hardy relative à la résilience du réseau d'électricité au Luxembourg dans le contexte d'éventuelles ruptures, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

– Question n° 224 du 29 avril 2025 de Mme Carole Hartmann relative à la résilience du réseau d'électricité au Luxembourg dans le contexte d'éventuelles ruptures, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

– Question n° 225 du 29 avril 2025 de Mme Octavie Modert relative à la résilience du réseau d'électricité au Luxembourg dans le contexte d'éventuelles ruptures, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President, fir d'Wuert. A Portugal, Spuenien a Südfrankräich koum et also gëschter zu engem kompletten Zesummebroch vum Stroumresseau. An deem Kontext wollt ech den Här Wirtschaftsminister froen, wéi Lëtzebuerg am Fall vun esou engem Blackout opgestallt ass a wéi eist Land an esou engem Fall konkret reagéiere géif.

Ech gi just nach ganz kuerz op e perséinlecht Erlebens an. Ech hu selwer Famill a Portugal an ech war gëschter wierklech beonrouegt, well ech se vun der Mëttesstonn un net erreeche konnt. Et huet keen Telefon, keen Handy an iwwerhaapt näischt méi fonctionéiert. An du war ech frou, dass gëschter am spéiden Owend d'Stroumversuerung glécklecherweis nees hiergestallt konnt ginn. Ech weess vun der Famill, datt dee Blackout fir Opreegung a leider och fir Angscht gesuergt huet, och well d'Populatioun nëmme weéng Informatiounen krut.

Wéi gesot, dofir wëll ech vum Här Minister wëssen, wéi Lëtzebuerg am Fall vun esou engem krasse Blackout reagéiert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Dann huet d'Madamm Hartmann d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Jo, meng Fro handelt och vun der Resilienz vun eisem nationale Stroumresseau. Wann et, wéi gëschter a Spuenien, a Portugal awer och an Deeler vu Frankräich, effektiv zu esou engem Blackout kënnt, da mierke mer, wéi ofhängeg mer awer vun Stroum sinn. An do ass, mengen ech, an deene Länner awer och e groussen Deel vun dem gesellschaftleche Liewen zum Stëllstand komm. D'Konsequenze ware praktesch an allen Aspekter vun dem deegleche Liewe vun de Leit, an duerfir stelle sech déi Froen an esou enger Situatioun natierlech och hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir, Här Minister: Wéi ass Lëtzebuerg opgestallt, fir am Fall vu solche Stéierungen ze reagéieren? Wéi eng Mechanisme stinn eis zur Verfügung, fir den Impact vu Stéierungen an deem Ausmooss ze minimiséieren? Sinn eventuell weider Mesure virgesinn, fir eist nationaalt Stroumnetz ze stäerken an deemno och méi resilient ze maachen? A wat gétt op der Säit vun der Preventioun gemaach – ganz wichteg! –, fir esou Incidente bei eis hei am Land ze verhënneren?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, villmools merci. Ech denken, Här President, datt et normal ass bei esou enger kritescher Situatioun, datt mer eis zu vill d'Fro stellen, wat da géif geschéien, wann dat och hei am Land géif virkommen. Am Ausland war et scho schlëmm genuch, dofir ass et normal, datt mer och zu méi Froe stellen.

Well stellt Iech emol vir, et wär hei am Land genau-sou e generelle Stroumausfall. Da wär jo net nëmmen d'Fro: „Wéi geet et mam Geliits?“, ...

(Hilarité)

... mee da wäeren och Lifter an Zich blockéiert, d'ganz Land wär blockéiert, d'Spideeler missten op Nout-stroumgeneratoren zrëckgräifen, d'Telekomnetzer géifen net méi goen, d'Verkéiersluuchten ewech, d'Zich géife stoen. Mir kéinten net méi akafe goen, well jo d'Keesen net méi géife goen, d'Visaskaarte kéinten net méi bezuelen a warscheinlech wär d'Waasserversuergung och nach schwiereg dee Moment, well alles op de Stroum zrëckgräife muss. Dat heescht, et ass net nëmmen eng Fro, wéi et da mam Elektresche wär, mee et ass virun allem eng Fro, wéi d'Versuergung an och d'Uerdnung kéinte garantéiert ginn.

D'Ursaache vum Blackout sinn nach net gekläert. Si soe jo elo, dass et héchstwarscheinlech keng Cyber-attack war. Dat ass eng aner Fro, wou et hierkënn.

Mee ech denken, déi Froen, déi mir Iech stellen, also och déi, déi schonn d'Virgängerin an de Virgänger gestallt hunn, sinn: Wéi si mir hei opgestallt? Ass hei iwwerhaapt esou eppes virstellbar? Ass et warscheinlech?

De Chef vun der däitscher Netzagentur huet gesot, an Däitschland wär dat net warscheinlech, datt et esou géif virkommen. Wéi wär dat bei eis? A wann et hei kéint esou sinn: Wéi géife mer virgoen? Wéi gesinn eis Noutfallpläng aus? Gi se reegelméisseg aktualiséiert? Gi se och getest?

Wat geschitt mat essenziellen Déngschter wéi Spideeler, Police, Rettungsdéngschter an esou virun? Sinn déi Servicer adequat ekipéiert? Wéi gëtt awer och d'Bevëlkerung informéiert, wann d'Kommunikationsnetzer net méi funktionéieren?

Wéi eng Roll kënn op d'Gemengen duer an esou enger Kris? Wéi si si drop virbereet? Wéi ass d'Koordinéierung mat den Nopeschlänner, well dee Moment si jo garantéiert och Auswierkunge grenzüwwerschreidender Natur?

Schlussendlech – ech weess net, ob Der déi Fro elo kënn beäntweren –: Hutt Der vläicht Zuelematerial, wéi vill Stroumausfäll d'lescht Joer hei zu Lëtzebuerg waren? Natierlech waren dat begrenz Stroumausfäll, déi bei Wäitem keng esou Konsequenzen haten. Well et ass wouer, mir sinn dat guer net méi gewinnt, datt et e Stroumausfall gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Dann huet den Här Wirtschaftsminister, dee voller Energie schonn hei steet, d'Wuert. Et ass un Iech.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Da wollt ech och deenen honorabelen Deputéierte villmools Merci soe fir déi verschidde Froen. Ech mengen, et gesäit een eebe grad och, esou wéi d'Madamm Modert et elo nach eng Kéier ënnerstrach huet, d'Wichtigkeet an d'Dependance, déi mer hu par rapport zum Elektreschen.

Et ass net nëmmen d'Geliits, dat net funktionéiert. Et ass net nëmmen d'Spullmaschinn doheem, déi net funktionéiert. Nee, et ass ganz vill aneres, wat net funktionéiert. Den Zuchtrafik wäert ënnerbrach ginn,

bis do verschidde Mesüre sinn. D'Telekommunikatioun, och wann et do verschidde Moyene gëtt, fir déi kënnen ze protegéieren, wäerten och do trotzdeem Problemer kommen. An de Keese wäerte Problemer kommen. An der Waasserversuergung wäerte Problemer kommen. Et gesäit een also, dass mer ofhängeg si vun der Energie. A grad dofir kënnen mer hei zu Lëtzebuerg houfreg drop sinn, dass mer e ganz staarken an e ganz resiliente Reseau hunn.

Natierlech kann een et net zu 100 % ausschléissen, dass esou eppes och eng Kéier zu Lëtzebuerg kéint geschéien. Mir gesinn awer, dass mer an den Topp-länner sinn, wat d'Effizienz vum Reseau ugeet, besonnesch wa mer op d'Joer 2023 zrëckkucken, wou mer do en duerchschnëttlechen Ausfall pro Uschlosspunkt vun nëmmen 13,1 Minutten haten. 13,1 Minutte sinn am internationale Verglach guer näischt. Dat läit net nëmmen dorun, dass eng Pann war, mee déi 13,1 Minutten, dat ass och, wann express ofgeschalt gëtt, well um Reseau geschafft gëtt, wann ofgeschalt gëtt, well aner Interventiounen um Reseau sinn.

Mir kennen hei zu Lëtzebuerg, et ass och ugeschwat ginn, am Fong de Phenomeen vum Kee-Stroum-méi-Hunn net méi esou richtig. Et gëtt punktuell Ofschaltungen. Wann een un d'lescht Joer denkt, do war am Fong eng gréisser Pann, déi et um Reseau gouf, dat war, well e Bagger e Kabel füttigemaach huet an do alles huet missen ëmgeschalt ginn, bis dat dann erëm konnt lafen.

Dat heescht, déi Pläng, déi do sinn – an do schaffe mer och ganz enk tëschent dem Ministère, dem Commissaire an dem Haut-Commissaire à la protection nationale un deene Pläng –, déi bestinn doranner, op verschidde Punkten ze schaffen. Dat ass souwuel, wéi d'Madamm Hartmann gefrot huet, wat ass, wann et Deelstéierunge gëtt, wéi och bei enger kompletter Stéierung am Reseau.

Et gëtt als Éischt natierlech gekuckt, elo scho preventiv de Reseau esou auszubauen, dass ee kann Ëmschaltungen maachen, dass also e Reseau net vu lénks, mee vu riets kann alimentéiert ginn, do ofgespaart ginn, dass déi Deeler, déi impaktéiert sinn, esou mann, esou kleng wéi méiglech sinn, well mer eeben e Reseau hunn, dee ganz staark vernetzt ass. Wat d'ailleurs och, Klammer op, natierlech Reseauskäscht mat sech bréngt. Wa méi an de Reseau weinst der Resilienz investéiert gëtt – wat mer jo alleguer wëllen, well mer net wëllen eng Situatioun hunn, wéi se vläicht an anere Länner ka virkommen –, huet dat Käschtchen, bréngt dat Käschtchen mat sech, wat awer mat sech bréngt, dass mer keng gréisser Stéierungen hunn.

An da gëtt et natierlech den zweete Volet vun de Reservercapacités, fir och do ze kucken, déi néideg Ëmschaltungen iwwert d'Reservercapacités kënnen ze maachen an dann natierlech och eng koordinéiert Gestéierung vum Reseau selwer kënnen ze maachen, fir dass een duerch déi ganz Vernetzung ka beschtméiglech esou Zenarien, wéi deen, deen elo geschitt ass, evitéieren.

Wat ass, wann esou eppes geschéie géif? Ganz konkret kënn do natierlech ... Op där enger Säit gëtt d'Kommunikatioun mam Public iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale gekuckt, wou dann direkt de CGDIS, d'Police och mat erakommen, déi Pläng, déi bestinn, wat och punktuell gekuckt gëtt, wéi déi Ëmschaltung sinn, wat bei der Creos, bei den Netzbedreier, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, muss ëmgeschalt ginn, fir d'Kommunikatioun och mat deene verschidde Betreffene direkt kënnen ze maachen. Also, am Kader vun där Krisecellule gëtt

sech direkt där Saach do ugehall, fir do kënnen souwuel d'Kommunikatioun ze maachen, d'Ëmschaltungen ze maachen, d'Reservercapacités eropzefueren.

An dann ass awer och een Avantage, dee mer eeben hei zu Lëtzebuerg hunn, d'Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner, mam däitsche Reseau notament, fir dann eeben och do ze kucken, erëm eriwuerzekommen.

Well eng Haaptfro, déi sech och elo bei der Problematik hei a Spuenien, a Portugal an zu klengen Deeler a Frankräich gestallt huet: Wann eng Kéier e grouss Kraaftwierk erofgeuer ass, da muss een erëm e Schwaarzstart maachen. An hei zu Lëtzebuerg, zu Veiane mam Pompspäicherkraaftwierk, ass esouguer d'Méiglechkeet do, erëm eng Kéier deen Depart kënnen ze ginn, soudass mer do ofgeséichert sinn a mer e resilient Netz hunn.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 226 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Premierminister iwwert d'Promotionsprogrammer, fir d'Inklusioun an d'Diversitéit an de Betriber ze férdere. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 226 du 29 avril 2025 de Mme Nathalie Morgenthaler relative aux programmes de promotion de l'inclusion et de la diversité en entreprise, adressée à M. le Premier ministre

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Um éischten Dag no senger Vereedegung huet den US-President Trump decidéiert, sämtlech Programmer fir d'Förderung vun der Diversitéit, der Gläichstellung, der Inklusioun an der Accessibilitéit am amerikanesche Staat ze stoppen, an en huet esou Programmer fir illegal erkläert, och am Privatsektor. An deem Kader huet d'US-Regierung Bréiwer u Betriber am Ausland, déi Geschäfte mat den USA maachen, geschéckt, fir se opzefuerderen, sech dëser neier Politik unzepassen an dës Upassung ze certifiéieren.

Zu Lëtzebuerg kruten och eng Rei Betriber dës Bréif a si froe sech, wéi se sech solle verhalten, dëst besonnesch, well positiv Aktiounen an dës Beräicher laut Lëtzeburger Gesetzgebung ausdrécklech erwünscht sinn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un de Premierminister stellen: Wéi gedenkt d'Regierung, op dës Opfuerderunge vun den USA ze reagéieren? Wat géif d'Regierung de Betriber uroden, déi esou e Bréif kruten? Wéi wëll sech d'Regierung asetzen, fir d'Diversitéit, d'Gläichstellung, d'Inklusioun an d'Accessibilitéit weider ze verdeedegen, och um internationale Plang?

Merci am Viraus fir d'Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Dann ass d'Wuert fir den Här Premierminister. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech soen der Madamm Morgenthaler Merci fir dës Fro, déi eigentlech iwwert d'Betriber erausgeet, well et eng ganz fundamental Thematik ass, déi vun der Gläichberechtigung vun alle Mënschen an eiser Gesellschaft, mee virun allem och déi vun der Diversitéit. Mir si fundamental dovun iwwerzeugt, datt d'Diversitéit e beräicherend Element an eiser Gesellschaft ass, souwuel an der Gesamtgesellschaft

wéi an den einzelnen Entreprises, datt een och aus der Liewenserfarung eraus weess, datt, wa Leit mat ënnerschiddleche Perspektiven, ënnerschiddlechen Hannergrënn zesummeschaffen op eng respektvoll Aart a Weis, wann een deem anere seng Positiounen, och seng Meenunge respektéiert, dann eis Gesellschaft besser gétt an datt dat eigentlech och d'Fundament ass vun eiser Demokratie am Ganzen.

Wann een nämlech just eng Zort Mënschen huet an déi aner ausschléisst, dann ass dat eng Diskriminatioun, déi net nëmme juristesche, mee och eethesche verwerflech ass. Da gétt d'Gesellschaft och méi aarm, well déi verschidde Perspektiven, déi bréngen e méi breet Verständnis fir all Zorte Mënschen an domadder maache se och d'Zesummeliewen an enger Demokratie besser.

Wat elo déi prezis Moossnamen ubelaangt, déi den amerikanesche President ënner senger Verantwortung geholl huet, sou entsprechen déi net deene Wäerter, fir déi mir als Regierung an ech als Persoun astinn. An déi Positiounen, déi een och muss respektéieren, déi fanne selbstverständlech zu Lëtzebuerg keng direkt Repercussioune.

Elo ass et awer esou – an dat hutt Dir gesot –, datt dat Bréiwier sinn, déi anscheinend u verschidden Entreprises geschéckt gi sinn. De Lëtzeburger Staat ass net do, fir den Entreprises ze soen, wat si am Einzelfall solle maachen. All Entreprise muss no hiren eegene Wäerter – well och Entreprises hu Wäerter – an no hiren eegenen, och vläicht ekonomeschen Interëten, vläicht och hiren Originne, aus wéi engem Land se hierkënn, decidéieren, wat fir eng Attitüd se vis-à-vis vun esou enger Approche hält, well et geet jo drëm, ob dann déi Entreprises nach dierfen zum Beispill bei amerikaneschen Ausschreiwunge matmaachen.

D'Lëtzeburger Regierung ass net saisiéiert gi vun deene Bréiwier. Mir hunn dat selbstverständlech matkritt, mee mir sinn net direkt den Destinataire. A wéi gesot, all Entreprise muss dat no hire Wäerter an Interëten decidéieren.

Ech wëll awer och soen, datt fir d'Lëtzeburger Regierung weider d'Diversitéit an d'Inklusivitéit extreem wichteg sinn, generell an eiser Demokratie an och an de Privatbetrieber. Ech wëll och drop hiweisen, datt mir zënter méi wéi 30 Joer zu Lëtzebuerg Action-positiven hunn, wou de Staat, de Ministère fir d'Gläichstellung, d'Gläichberechtigung, Betriber encouragéiert a begleet, fir esou Programmer ze maachen, fir datt verschidde Perspektiven an de Betrieb erakommen. An et gétt souguer och Labelen, déi eng ganz Rei Lëtzeburger Betriber scho kritt hunn, wa se esou Action-positivitéit maachen. Mee generell, au-delà vun den Action-positiven, bleiwe mir e Verfechter vun der Diversitéit a virun allem vum Respekt vun anere Meenungen a vu Meenungen ënnereneen. Dat mécht eis Gesellschaft méi staark an net méi schwach.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 227 vun der Madamm Djuna Bernard un den Här Kulturminister iwwert d'Gouvernanceproblemer vum Mudam. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 227 du 29 avril 2025 de Mme Djuna Bernard relative aux conflits autour de la gouvernance au Mudam, adressée à M. le Ministre de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här Minister, an der Chamberskommissioun vergaangene Mëttnoch zum Thema Mudam ass et ëm Dokumenter

gaangen, déi Iech virleien, déi jeeeweils Mëssstänn am Mudam identifizéieren. Do ass zum engen iwwert déi sougenannte „Bestandsanalys“ rieds gaang, mee awer och iwwert de Bréif vum fréiere President, an deem hien d'Grënn nennt, wous hien no jorelaangem Engagement demissionéiert huet.

Här Minister, ech hunn Iech an dëser Commissioun gefrot, ob d'Chamber dëse Bréif ka kréien. An doropshin hutt Dir Follgendes geäntwert, mir waren d'Audiodatei nach eemol nolauscheren: „Zu der Fro vum Bréif vum Här Majerus, fir dee kënne ze kréien, fir dee public ze maachen, wëll ech drop verweisen, dass dat eng Demande vum Här Majerus war, dass dat e Bréif perséinlech un de Minister ass an dass deen net soll public gemaach ginn. Dorun halen ech mech och. An dat wëll ech esou respektéieren.“

Elo ass et awer esou, dass mir schrëftlech virläit, dass den Här Majerus Ären dräi Haaptmatarbechter, déi och an der Chamberskommissioun derbäi waren, Follgendes den 30. Januar geschriwwen huet: „Par ailleurs, je vous autorise à partager ma lettre de démission, ce qui contribuera à renforcer la transparence ancrée dans le cadre légal luxembourgeois.“

An dofir meng Froen un Iech, Här Thill: Wisou hutt Dir an der Chamberskommissioun net d'Wourecht gesot? Wisou haalt Der Dokumenter zréck, déi den Auteur explizit aus Transparenzgrënn bereet ass ze deelen? A wéini kréie mir de besote Bréif mat den Annexen?

Mir hu verfassungsméisseg d'Kontrollfunktoun vun der Regierung. Dëst ass nëmme méiglech, wann de Regierungsmemberen de Stelleväert vun Transparenz bewosst ass a se d'Wourecht vis-à-vis vun Deputéierte soen. An dofir bieden ech Iech, elo heizou Stellung ze huelen an Iech ze erklären.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. De Kulturminister huet elo d'Wuert. Här Minister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här Président. Madamm Bernard, merci emol fir déi dote Fro. Ech stinn zu deem, wat ech Iech d'lescht Woch gesot hunn, an ech fannen et dann och gutt, dass Der dat eng Kéier hei public maacht.

Wann den Här Majerus – an ech ginn net an de leschten Detail – bei mech an de Büro kënnt a mer erkläert, dass do e Bréif ass, wou Saachen drastinn, déi confidentiel sinn, déi hie mir wëllt mat op de Wee ginn an déi net sollen effentlech ginn, da stinn ech dozou. Dat ass dat Éischt.

Wann dann awer Maile solle ronderëmgoen – an ech huelen dat doten escht, ech soen Iech dat, ech hu kee Problem, dass als Kulturminister ze soen –, déi dann anscheinend nach eng Kéier sollen u Mataarbechter vum Ministère geschéckt gi sinn, da kontrolléieren ech dat. A wann dat de Fall sollt sinn, dann hunn ech kee Problem, wann dat dem Här Majerus säi Wëlle wier, Iech dat da mat op de Wee ze ginn. Domat hunn ech kee Problem. Dat soen ech Iech.

Fakt ass awer och – an dozou stinn ech –, dass mer an deenen aneren Dokumenter, fir dorop anzugeen, perséinlech Donnéeën hunn. Dat hunn ech Iech och d'lescht Kéier gesot. Ech verschléisse mech net, der Chamber déi Donnéeë mat op de Wee ze ginn, déi ech ka mat op de Wee ginn. Dofir hu mer och d'Kommissioun ëm hiren Avis gefrot, fir genau ze wëssen, ob déi Donnéeën elo esou confidentiel sinn, ob mer se kënne erausginn oder net. Dat ass gemaach ginn. A soubal dat de Fall ass a mir kréien do de Go, dann hunn ech och kee Problem dermat, déi

Bestandsopnam, dee Rapport, der Commissioun an der Chamber zoukommen ze loosse.

Mee nach eng Kéier: Ech stinn dozou, dass do Leit sech geäussert hunn, dass do perséinlech Donnéeën drastinn, wou ech net der Meenung sinn, dass dat der Saach, Stand haut, déngt. Dat ass meng kloer Äntwert. Mee ech hu kee Problem, nach eng Kéier, ech soen et fir d'zweet, wann do Saache sollte sinn, déi an Zwëschenzäit geännert hunn, dat dann och matzedeele an Iech déi Informatiounen dann ze ginn. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da géinge mer zur nächster Fro kommen, an zwar der Fro Nummer 228 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Moderniséierung vun der Opluedinfrastruktur fir Elektroautoen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 228 du 29 avril 2025 de M. Marc Goergen relative à la modernisation de l'infrastructure de recharge pour voitures électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Här Minister, an Tëschenzäit ass d'Technik evoluéiert. Et si Batterienhersteller, wou mer am Moment vun 1.000, 1.200 Kilowatt schwätzen, déi ee ka lueden. Mee déi schéinsten a modernsten Autoe bréngen näischt, wann herno d'Infrastruktur net do ass. An aner Länner hunn ugekënnegt, dass se op dee Wee ginn an déi Borne wäerten norëschen.

An dofir wollt ech haut mol eng Kéier nofroen, wéi der Lëtzeburger Regierung hiert Konzept ass, fir dass Lëtzebuerg den Uschloss net soll verléieren. Well mir sinn am Moment mam Tanktourismus ënnerwee. Ech soen ëmmer esou gären: „Wa mer géingen an den Energietourismus eraklammen an d'Leit, déi an d'Vakanz fueren, hei kéinte lueden ...!“ Dofir wär et flott, wann och zu Lëtzebuerg d'Infrastruktur iwwert déi 300, 350 géeng erausgoen.

An do kann ech Iech nach eppes aneres mat op de Wee ginn, wat mech ëmmer nervt, dat ass nämlech dat: Verschidden Hiersteller, wann Der den Auto luede gitt, schreiwen zwar 300 Kilowatt drop, si hänken awer zwee Autoen drun. Da kann een herno just nach 150 lueden. An da si ganz vill Leit, déi an d'Vakanz fueren, déi sech herno opreegen. Wann der se scho moderniséiert, ob net och garantéiert ka ginn, dass dat, wat op der Borne steet, och wierklech herno beim Auto als Leeschtung erauskënn. Well et ass awer schonn e bëssen truquéiert, wann een op eng 300er Borne geet an herno muss een dat splitten an et huet een nach 150 Kilowatt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Energieminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools fir déi Fro. Ech mengen, dass ee gesäit, dass eebe grad an deem doten Domän vun der Elektromobilität d'Evolutioun ganz schnell geet, dass d'Innovatioun weidergeet. A wéi den Här Goergen et ugeschwat huet, schwätze mer haut scho vun Autoen, déi eng Capacitéit vun 1.200 oder wat och ëmmer am Moment hunn. Natierlech, déi éischt Autoen, déi elo um Marché sinn, dat sinn der vun 800 oder 1.000, déi weiderginn. An och do, mat der Evolutioun vun der Capacitéit vum Auto selwer, wäert natierlech och d'Capacitéit vun

de Borne weider mat eropgoen, soudass och do nei Technologie wäerte kommen.

Wat Der ugeschwat hutt elo zum Schluss, dat ass, dass déi Bornen, déi zum Beispill 500 uweisen, da mat zwou Luedstatiounen 250:250 ginn. Dat ass ganz richtig. Mee och do si mer erëm eng Käier bei zwou fundamentale Froen: Éischtens den Ausbau vun de Borne selwer – ech kommen nach dorop ze schwätzen –, op där anerer Säit awer och de Reseau. Mir kënnen eng Born dohinnerstellen oder et kann e private Betrib eng Born vun 10.000 dohinnerstellen, mee wann de Kabel, deen erakënnt, dat net zouléisst, jo, da kann ee sou schéin dropschreien, wat ee wëll, mee da wäert ee mol op enger Statioun net dat erreechen, wat een op där anerer huet.

Dofir ass den Netzausbau zu Lëtzebuerg am Kader vun der Elektrifizéierung natierlech ganz wichteg. Mir mussen och do weiderkommen, fir dass de Reseau prett ass, fir och alleguerten déi Borne kënnen opzehuelen. Dat huet awer natierlech e Präis. An dofir muss een dat och a guddem Gewëssen an der Balance maachen: ausbauen, wat Käschte mat sech bréngt, op där anerer Säit d'Elektromobilitéit fërderen an dann och d'Bornen dohinnerstellen.

Esou si mer awer hei am private Beräich, wou Four-nisseuren um lëtzebuergesche Reseau och där Borne stoen hunn. De SuperChargy-Reseau, deen Der ugeschwat hutt, deen ass jo ausgeschriwwen ginn. Do si mer net méi an den Diskussiounen, mee do gesi mer awer, dass dee souwisou an der Ausschreiwung all zwielef Joer muss remplacéiert ginn an dann natierlech och der technologescher Evolutioun muss Rechnung droen an och wäert Rechnung droen. Well déi Bornen, déi elo virun zéng Joer gesat gi sinn, déi éischt Bornen, déi opgestallt gi sinn, déi haten eng ganz aner Capacitéit wéi déi, déi haut als normal op de Reseau gestallt ginn.

Fir d'Luedinfrastrukture gëtt et de Projet eebe grad mat deenen Appel-d'offren, fir public Luedstatiounen kënnen zu Lëtzebuerg opstellen. Dat ass e Budget vu ronn 40 Milliounen, deen do virgesinn ass, dee mer zesumme mat der Kommissioun – déi iwwert den NextGenerationEU-Programm eng 30 Milliounen wäert matbäisteieren zu deem Ausbau vun den ëffentleche Luedstatiounen – iwwert déi Appel-à-projeten, déi mer erakréien, och kënnen realiséieren. Do schwätze mer elo dervun, ronn 2.000 zousätzleche Luedstatiounen kënnen ze implementéieren, déi entweeder schonn dra sinn oder net.

A mir hunn net méi spéit wéi am Dezember och am Regierungrot de Projet de loi ugeholl, fir hei an der Chamber kënnen ze diskutéieren, fir dass eeben och grad déi Luedstatiounen, déi haut am Standard vu 400 sinn, kënnen eropgesat ginn a fir dass se iwwert dee Projet dann och kënnen Subside kréie fir 1.000, 2.000, 10.000 oder 100.000, deemno wat een da wëllt maachen, fir dass déi awer och kënnen Subside kréien.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 229 vum Här Marc Baum un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Regierungsapproche fir d'Bekämpfung vun der Aarbechtsarmut. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 229 du 29 avril 2025 de M. Marc Baum relative à l'approche gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté laborieuse, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech sinn iwwerzeegt, wa Lëtzebuerg am Fussball, Handball, Basket oder soss enger Sportart Europameeschter wier, datt de Sportsminister ganz aus dem

Haische wier vu Freed. Mee mir sinn Europameeschter! Mee leider an engem anere Beräich, an dem Beräich vun de Working Poor, an deem Beräich, wou Leit, obwuel se eng Aarbecht hunn, dem Aarmutsrisiko ausgesetzt sinn.

Lëtzebuerg war ëmmer ganz vir am Peloton, an déi neisten Zuele vun Eurostat weisen, datt mer elo do op Nummer 1 sinn. Bis 2024 war Rumänien nach virun eis. Rumänien ass elo net méi Spëtzerreider, et ass Lëtzebuerg.

Ee vun de Grënn, firwat Rumänien net méi Spëtzerreider ass, ass, dass Rumänien an deem leschte Joer an an dem virleschte Joer eng massiv Erhéijung vum Mindestloun vollzunn huet.

An ech mengen, datt dat eng Preoccupatioun ass, déi eis alleguer misst ugoen an déi mer alleguer missten deelen, fir ze soen: Et kann net sinn, datt Mënschen, déi enger Aarbecht noginn, dem Aarmutsrisiko ausgesetzt sinn!

Duerfir meng Froen un den Här Minister: Deelt d'Regierung eis Aschätzung, datt deen héijen Taux u Working Poor zu Lëtzebuerg inakzeptabel ass? A wa jo, wéi eng konkret Mesüre wëllt dës Regierung huelen, fir géint dee Phenomeen virzegoen?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Wuert ass elo fir den Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Här Baum fir déi Fro. Dann direkt eng Äntwert als Sportsminister: Natierlech wier ech houfreg, wa mer am Fussball, Basket, Handball Europameeschter wieren. Mee ech mengen, dat ass esou wäit ewech wéi d'Sonn vun der Äerd. Dat wäert och an nächster Zäit net virkommen. Mee de Geck an den Eck.

(Brouhaha)

Natierlech ass fir dës Regierung den Taux vu Working Poor inakzeptabel. Dat ass ganz kloer. An d'Bekämpfung vun der Armut ass, wéi de Premierminister et ganz am Ufank vum Mandat scho gesot huet, eng Prioritéit vun dëser Regierung. An all betrafte Ministère schaffen all Dag drun, d'Situatioun vun de Leit hei zu Lëtzebuerg och ze verbessern.

Et sief drun erënnert, dass d'Regierung amgaangen ass, en nationalen Aktionsplang fir d'Preventioun vun an de Kampf géint d'Armut auszeschaffen. Dëse Plang wäert eng Rei Mesüre virgesinn, fir géint d'Pauvreté laborieuse virzegoen, awer och eng ganz Rei aner Mesüeren, déi den Aarmutsproblem a senger ganzer Breet a Komplexitéit wäerten adresséieren: Familljepolittik, Sozialpolittik, Logement, steierlech Mesüeren et cetera. Dem Resultat vun dësen Aarbechten, déi ënnert dem Lead vum Familljeminister lafen, kann a wëll ech hei awer net virgräifen.

An och wann et scho laang hier ass: 1986 war d'Afféierung vum RMG, dem haitege REVIS, enger Mesür, déi elo bal 40 Joer hir Dëngschter mécht, mat der Méiglechkeet vun engem Complement. Dës Regierung huet och derfir gesuergt, dass et keng Besteuerung méi vum Mindestloun gëtt. A Lëtzebuerg huet déi Particularitéit, dass d'Zesummespill vum gesetzlechen Adaptatiounsmechanismus vum soziale Mindestloun mam Indexatiounsmechanismus garantéiert, dass de Basisloun bestänneg no uewen evoluéiert. D'Regierung hält natierlech un der automatescher biannueler Reevaluatioun vum Salaire social minimum fest. Déi lescht vun 2,6 % ass dëst Joer jo den 1. Januar erfall.

Des Weideren huet d'Regierung e Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn, 8437, fir d'EU-Mindestloun-Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen. Domat wäerte mer garantéieren, dass eise gesetzleche Mindestloun adequat ass am Sënn vun der EU-Direktiv an dass och d'Method, wéi de Mindestloun fixéiert a reegelméisseg adaptéiert gëtt, transparent ass an och op objektive Krittäre baséiert.

Ausserdeem hält d'Regierung och weiderhin un hirem Zil fest, d'Kollektivvertragswesen ze reforméieren an ze stäerken. An als Aarbechtsminister weess ech, dass d'Salariéen, déi ënner engem Kollektivvertrag schaffen, vu besseren Aarbechtskonditiounen an och vu besserer Léin profitéieren. Dofir ass et wichteg, dass mir et fir d'Sozialpartner méi attraktiv maachen, Kollektivverträge auszuhandelen an den Taux de couverture domadder och an d'Luucht ze kréien.

Doriwwer eraus bleibt et insgesamt eis Aufgab, an do schafft och d'ADEM all Dag drun, méi Leit an den Aarbechtsmarché ze integréieren respektiv ze reintegréieren, besonnesch aus deene Gruppen um Marché, fir déi d'Hürde méi héich sinn: Laangzäitschόμεuren, Leit mat niddreger Qualifikatioun, Leit mam Statutt vum Reklassement an/oder Salariés handicapés, Leit mat Migratiounshannergrond, BPIen, BPTen, awer och Alengerzéier, meeschtens Fraen, déi dacks onfräiwëllig deelzäit schaffen an dofir kee volle Revenu hunn, eeler Leit, awer och Jonker, déi sech heiansdo schwéier dinn dermat, Fouss um Aarbechtsmarché ze faassen.

Fir all dës Leit gëtt et Mesüeren a Formatiounen, déi och ëmmer erëm iwwerpréift an iwwerschaft ginn, déi et hinnen erméigleche sollen, erëm eng stabel Vollzäitaarbechtsplaz ze fannen a mat hirem Aarbechtsakkommes iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ofschléissend ass dann nach ze soen, datt den Indexmechanismus soll de Kafkraaftverloscht evitéieren. An an deem Kontext hutt Dir all matkritt, dass de Statut haut d'Annonce vun enger weiderer Indextranche op den 1. Mee gemaach huet.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister.

Da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten, an zwar der Fro Nummer 230 vum der Madamm Taina Bofferding un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwen an Accueil iwwert de spezielle Congé am Fall vun enger Feelgebuert. Madamm Bofferding.

– Question n° 230 du 29 avril 2025 de Mme Taina Bofferding relative au congé spécial en cas de fausse couche, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. An Däitschland gouf viru Wochen e befristete Mutterschutz agefouert bei Feelgebuerten ab der 13. Schwangerschaftswoch. Virdrunner war et ab der 24. respektiv huet och d'Kand missen dee Moment 500 Gramm weien.

Firwat goufen déi Ännerunge vum Bundestag gemaach? Ben, ganz einfach fir d'Realitéit vun de Feelgebuerten offiziell unzekerken. Dat sinn och keng Eenzelfäll, dat wëll ech ganz kloer soen. Ech hu fir Lëtzebuerg elo keng Statistike fonnt. An Däitschland geet een awer zum Beispill dervunner aus, dass all drëtt Fra an hirem Liewen eng Feelgebuert huet. Ech mengen, Grond genuch, fir sech deem unzehuelen. Well fir déi Concernéiert sinn dat extreem schwieereg Momenter. Et ass e Schock. Et ass e platzende

Liewensdram. An dat brauch natierlech Protektioun. Dat brauch och Zäit, fir dat kënnen ze veraarbechten.

Ech begrëissen ausdrécklech, dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord stoen huet, dass se wëllt ënner verschiddene Konditiounen eeben esou e Spezial-congé aféieren, fir deene concernéierten Elteren hei kënnen entgéintzekommen. Dat ass absolutt begrëissenswäert.

A well et am Kapitel vun der Famill steet, wollt ech eeben elo de Familljeminister froen, ob déi Aarbechte schonn ugefaangen hunn. Ech denken, dass Der do am enke Kontakt sidd mam Aarbechtsminister, awer och mat der Sozialministesch.

An ech wollt och froen an deem Kontext: De Congé de paternité, déi zéng Deeg aktuell, do ass et esou, dass deen ewechfält, wann d'Kand virun der Gebuert stierft. A fir hei och deem aneren Elterendeel entgéintzekommen, wär et, mengen ech, wichtig, wann Der déi Reform do ugitt, wann Der dat do reegelt, dat och mat ze consideréieren. Ech mengen, et ass e ganz wichtige Moment, dee mer hei kënnen fir déi Concernéiert schafen, fir d'Legislatioun eeben och hei op dësem Punkt unzesetzen. Op alle Fall géife mer Iech hei vollstens ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Minister fir d'Famill huet elo d'Wuert. Nee? Den Här Aarbechtsminister äntwert. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci der honorable Députéiert Madamm Bofferding fir dës Fro. An déi concernéiert den Aarbechtsminister, eeben net de Familljeminister, dofir stinn ech nach eng Kéier hei uewen. Voilà.

De Verloscht vun engem Kand, nach ier et d'Chance hat, d'Welt lieweg ze erblécken, ass eng déifgräifend traumatesch Erfahrung, wéi mer, mengen ech, alleguer wëssen. Fir vill Elteren ass dëse Moment vun Trauer net manner schlëmm wéi de Verloscht vun engem lieweg gebuerene Kand. An esou engem Moment, wou Hoffnung, Virfreed a Liewenspläng op eng brutal Manéier zerstéiert ginn, ass et eis Aufgab, de Leit mat Empathie an Ënnerstëtzung zur Säit ze stoen.

Fir esou enger schwieriger Situatioun am Liewe vun engem Mënsch Rechnung ze droen, gesäit den aktuelle Koalitiounsprogramm vir – Dir hutt et richtig gesot –, dass am Fall vun enger Fausse couche, engem Enfant mort-né oder enger Naissance prématurée suivie d'un décès, den Elteren ënner bestëmmte Konditiounen en Urecht op e spezifesch Congé zougestane gëtt. Dësen Zäitraum soll hinnen erlaben, de schmerzhaft Verloscht ze verschaffen, ze trauern an och erëm e Stéck Stabilitéit an hirem Liewe ze fanen.

Mäi Ministère schafft de Moment intensiv un engem Avant-projet de loi, deen net nëmmen dëse Congé extraordinaire aféiert, mee och eng Rei weider Ännerunge virgesäit, déi aner speziell Congé betreffen. Domat droe mer derzou bäi, Rechtssécherheet ze schafen, an d'Fro, ob et an esou existenziell schwéiere Situatiounen iwwerhaupt e legale Congé gëtt, soll sech an Zukunft net méi stellen.

Tatsächlech ass et esou, dass déi aktuell Gesetzgebung nach eng Partie Onsécherheeten hannerléisst. Den Artikel 233-16 Paragraf 1 Punkt 8 vum Code du travail erlaabt et den Elteren, am Fall vum Doud vun engem mannerjäregen Kand eng Auszäit ze huelen, fir ze trauern, d'Begrëfnis ze organiséieren an Zäit mat der Famill ze verbréngen. Mee a senger aktueller Formulierung ass dëse Congé just fir Fäll virgesinn, wou

d'Kand liewensfäeg gebuer gouf. Dofir wäert d'Regierung geschwënn e Gesetzesprojet deponéieren, deen dëse Congé extraordinaire vu fënnef Deeg op déi virdru genannt Situatiounen auswäit: Fausse-couche, Enfant mort-né an Naissance prématurée suivie d'un décès.

Nieft dëser wichtiger Mesür wäerten an deem selwechte Gesetzesprojet och nach eng Rei weider sozial Moosnamen enthalen, déi d'Liewe vu Famille mat Kanner konkreet verbesseren, sou wéi et am Koalitiounsprogramm och virgesinn ass. Voilà.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. An de Congé de paternité ass an deenen Iwwerleeungen do mat dran.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister. Domat wäert mer dann um Schluss vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukommen.

Éier mer elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, hunn ech nach dräi Wuertmeldungen, an zwar fir d'éischt d'Madamm Taina Bofferding fir den Depot vun enger Motioun, duerno den Här Ben Polidori, wann ech richtig verstanen hunn, fir den Depot vun enger Proposition de loi an duerno d'Madamm Djuna Bernard fir den Depot vun enger Resolutioun.

5. Dépôt d'une motion par Mme Taina Bofferding

Fir d'éischt huet d'Madamm Bofferding d'Wuert.

Exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Merci, Här President. Ech komme mat engem weidere Sujet, deen och net esou ganz agreabel ass, wou awer och muss driwwer geschwat ginn. An zwar geet et ëm déi gewalttätig Iwwergrëff vu Jugendlechen an de Schoulen. Ech mengen, mir sinn alleguer schockéiert iwwert déi Virfäll, déi mer matkréien, elo rezent respektiv och schonn déi Virfäll, iwwert déi mer virdrunner a Kenntnis gesat gi sinn. Ech wëll eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass all Form vu Gewalt, ob elo psychologesch oder physesch, ze condemnéieren ass an dass et och an enger oppener demokratescher Gesellschaft muss kloer Grenze ginn.

Wat elo déi Virfäll an de Schoule betrëfft, muss ee soen, dass d'Schoulen do ganz vill Efforte maachen, sief dat elo an der Preventioun, sief dat awer och an der Reaktioun, wann et zu esou Virfäll kënn, fir dann deementspriedend adequat kënnen ze reagéieren an dee Moment och eng Prise en charge kënnen ze assuréieren.

Ech verweisen och op den nationale Preventiounsprogramm respektiv d'Strategie am Kader vun de Rechter vun de Kanner an eeben och eng national Preventiounscampagne, déi schonn an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, fir hei weider ze sensibiliséieren an opzeklären.

Ech bedauern awer, dass am Educationministerium keng Statistike verfügbar sinn. Et ass zwar esou, dass de Ministère muss iwwert déi Virfäll informéiert ginn, sief dat vun der Schoul selwer oder sief dat vun dem psychologesche Service, mee leider ginn déi Daten net weider erhuewen an et ginn och keng weider Analyse gemaach. Et ass awer wichtig, dass mer déi Daten hunn, dass mer d'Zuelematerial hunn, fir eeben de Phenomeen besser kënnen ze verstoen, fir och deementspriedend nach weider Mesüre kënnen ze huelen a besonnesch an der Präventioun nach kënnen weider eeben ...

(Brouhaha)

Et schéngt net grad jiddereen hei ze interesséieren, stellen ech fest, wat ech äusserst bedauern.

Op alle Fall kommen ech nach eng Kéier dodrop zrëck. Et ass wichtig, dass mer eeben déi Daten an d'Zuelematerial erhiewen, fir och nach deementspriedend Nobesserungen a Mesüeren kënnen ze huelen. An dofir invitéiere mer d'Regierung ze préiwen, inwiefern déi Prise en charge souwuel vun den Affer wéi awer och vun den Täter, Täterinnen nach kann anescht assuréiert gi respektiv nach kéint verbessert ginn, an och deementspriedend d'Moyenen zur Verfügung ze stellen a virun allem ze analyséieren, firwat déi Informatiounen, déi jo un de Bildungsministère mussen erugebroe ginn, net weider an der Analyse verwent gi respektiv firwat déi Statistiken net propper erhuewe ginn.

Wéi gesot, et ass wichtig, dass mer eis domadder auserneeetzen, dass mer och net nëmme Statistiken erhiewen, mee dass mer och eppes domadder maachen an eeben och den Aktiounsplang, deen et gëtt, nach deem Moment kënnen nobesseren. An dofir eeben dës Motioun zu dësem wichtigen Thema, wou och d'Parlament sech domadder soll beschäftegen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– choquée par la récente diffusion de vidéos montrant une agression commise dans un contexte scolaire par plusieurs adolescents à l'encontre d'une autre adolescente ;

– rejetant fermement toute forme de violence, et en ayant pleinement conscience qu'il est essentiel, dans une société démocratique, ouverte et pluraliste, d'établir des limites claires et non négociables face à toute manifestation de violence – qu'elle soit physique ou psychologique ;

– considérant le volet « violence » de la stratégie 2022–2026 pour les droits de l'enfant au Luxembourg ;

– reconnaissant les efforts déjà déployés par les établissements scolaires et leurs services psychologiques, tant en matière de prévention de la violence que dans la réponse aux situations violentes ;

– faisant référence aux campagnes de prévention portant sur la lutte contre le harcèlement scolaire et les violences, mises en œuvre par les autorités publiques au cours des années précédentes ;

– regrettant que, bien que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse soit dûment informé des incidents violents survenant dans le cadre scolaire par les établissements et/ou leurs services psychologiques (SEPAS), des données statistiques précises fassent défaut,

invite le Gouvernement à

– examiner dans quelle mesure les dispositifs de prise en charge des victimes, ainsi que les programmes de responsabilisation ou de rééducation des auteurs de violences, peuvent être renforcés au sein des établissements scolaires, et, le cas échéant, mettre à disposition les moyens nécessaires à cet effet ;

– analyser les raisons pour lesquelles les données relatives aux cas de violence en milieu scolaire, transmises par les établissements et les services psychologiques au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ne peuvent actuellement pas être exploitées pour l'élaboration de statistiques et de comparaisons annuelles, et améliorer leur utilisation à des fins d'évaluation.

(s.) Taina Bofferding, Dan Biancalana, Liz Braz, Paulette Lenert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Polidori

Dann huet den Här Ben Polidori d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Polidori.

Exposé

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och an de Grondschoulen ass den Asaz vun digitalen Outils scho laang en Deel vun eisem Alldag. Déi deemoleg Deputéiert an haiteg Ministesch Martine Hansen hat 2021 eng Proposition de loi mat der selwechter Zilsetzung deposéiert wéi elo déi heiten. An d'CSV hat deemools och ganz richtig gesot, dass d'Chancéglichheet bei engem Kand, egal wou et wunnt an och egal wou et hei am Land an d'Schoul geet, déi selwecht muss sinn.

Bon, déi meescht Schoulen, déi hunn haut WLAN, Computeren oder och Laptops, wou d'Kanner kënnen drop schaffen. A verschidde Gemengen hunn och souguer Tablets oder och digital Tafelen. An hei geet de Problem an deem heite Fall och schonn un: D'Ausstattung an d'Maintenance vun de Grondschoule mat den technologeschen Apparater, déi falen ënner d'Gemeengekompetenz. An do gëtt et eeben Ënnerscheeder tëscht de Gemengen, engersäits well d'Gemengen net déi selwecht finanziell Méiglechkeeten hunn, an op der anerer Säit hunn d'Gemengen och vläicht net déi selwecht Kompetenzen doruwwer, wéi een d'Digitaliséierung sécher an de Schoulalldag integréiere kann, an dat féiert zu Onglichheeten an eeben och zu Ongerechtegkeeten.

D'LSAP ass iwwerzeugt dovun, dass all Kand am Land soll vun deene selwechte Qualitéits- an och Sécherheitsstandarde profitéiere kënnen am Kontakt mat den digitalen Apparater an de Schoulen. Dofir wëll ech haut dës Proposition de loi deposéieren, an där ech proposéieren, dass de Staat – konkret de CGIE, de Centre de gestion informatique de l'éducation – an Zukunft soll fir dëst Material an de Grondschoulen zoustänneg sinn an et och finanzéieren, wann eng Gemeng dëst ufreet.

An deem leschte Punkt besteet dann och dee groussen Ënnerschied zu der Propos vun 2021. Während deemools en obligatoresche System do proposéiert gouf, schloe mir haut e fakultativ System vir. D'Gemengen, déi sech selwer nach weider ëm den digitale Volet an hire Gemenge bekëmmere wëllen, déi sollen dat och kënnen weiderhi maachen. Si wäerte sech da just u gewësse Mindeststandarde mussen halen, déi vum CGIE festgehale ginn. An d'Gemengen, déi et aus finanzielle Grënn oder opgrond vun eventuell feelendem Knowhow net wëllen, déi sollen d'Méiglechkeet kréien, hir Verantwortung am Beräich vun der Digitaliséierung an de Grondschoulen un de CGIE ofzetréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

8533 – Proposition de loi portant modification

1^o de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ;

b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation ;

c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

2^o de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Djuna Bernard

Dann huet d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Resolutioun. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn eng Kontrollfunktioon heibannen. An ech mengen, mir sinn eis eens, dass, wann et ëm de Mudam geet, awer eng national Kulturinstitution vun äusserst grousser Wichtigkeet, wou an deene leschte Méint ëmmer erëm vu Mësstänn rieds war, wou Harcèlement, Dysfonctionnement an der Kommunikatioun, am Management a Favoritismus am Raum stoungen, dann ass dat net näischt, wat hei an eiser Kulturzeen grad leeft a wat grad thematiséiert gëtt.

An deem Kontext hu mer d'lescht Woch eng Kommissioun dozou gehat an do huet de Minister eis d'Informatioun ginn, dass hien dëse Bréif, deen den Här Majerus him geschéckt hätt, net dierft deelen. Zéng Deeg duerno, den 30. Januar, nodeems den Här Majerus demissionéiert huet, huet den Här Majerus an engem Mail, dee mir hei virläit, ...

(Mme Djuna Bernard montre une documentation.)

... explizit den héije Beamten am Kulturministère matgedeelt, dass dëse Bréif dierf gedeelt ginn an dat an engem Souci de transparence. An ech mengen, dass dee vis-à-vis vun der Chamber duerchaus applikabel ass.

Dëse Mail haten héich Beamten am Kulturministère. An déi Beamte souzen och zu engem groussen Deel an där selwechter Chamberskommissioun. Dat heescht, souguer wann de Minister keng Kenntnis sollt gehat hu vun dësem Bréif, da wier do de Moment gewiescht, wou dës Beamten, déi Kenntnis hate vun dësem Mail – wéi gesot, e läit hei –, dann hätte missen de Minister korrigéieren an dat richtigstellen.

Hei hu mer et ze di mat enger Affär, déi sou lues eng grouss politesch Dimensioun kritt a wou een entweder muss dovunner ausgoen, dass de Kulturminister e kalbiddege Ligener ass ...

(Exclamations)

... oder en absolutt säi Ministère net ënner Kontroll huet an hei trotzdem grav Dysfonctionnement virleien, well et geet ëm de Mudam an et geet ëm eng Affär, déi iwwer Méint scho schleift. A wann en net Kenntnis huet vun esou wichtegen Informatiounen, da lieen aner Problemer vir.

An ech fannen et ganz wichteg, datt mer hei als Chamber dat net mat eis maache loosse, dass mer eis net op der Nues ronderëmdanze loosse an dass mer afuerderen, dass vis-à-vis vun der Chamber Transparenz herrscht, dass d'Dokumente, déi mer ufroen, mat eis gedeelt ginn, ënnert deene Krittären, déi se nun emol hunn, fir och privat Donnéeën ze anonymiséieren. Dorëmmer geet et net, mee dass mer net als Chamber virgefouert ginn an dass mer eis Kontrollfunktioon hei kënnen ausüben.

Ech mengen, dat ass eis Verantwortung heibannen, dat anzefuerderen. An deem Sënn wëll ech gären eng entsprecheend Resolutioun deposéieren, déi dat nach eng Kéier ganz kloer ënnersträicht. Hei hu mer et awer elo mat engem Präzedenzfall an dëser Legislaturperiod ze dinn. An dat, fannen ech, kënnen net esou geschéie loosse. An do hätt ech gären, dass mer deementsprechend dëst nach eng Kéier als Chamber ënnersträchen.

Ech soen Iech Merci.

Résolution

« relative au rôle fondamental de contrôle exercé par la Chambre des Députés sur l'action du Gouvernement »

La Chambre des Députés, considérant

– la démission du président du conseil d'administration du Mudam en janvier 2025 ;

– que suite à une série d'informations relayées dans la presse, faisant état de tensions internes persistantes ainsi que des interrogations en matière de gestion et de gouvernance au sein du Mudam, le point « Situation de la gouvernance au sein du Mudam » figurait à l'ordre du jour de la réunion de la Commission de la Culture du mercredi 23 avril 2025 ;

– que lors de cette réunion, le Ministre de la Culture a refusé de donner accès aux Députés, à la lettre de démission de l'ancien président du conseil d'administration du Mudam, déclarant que celui-ci aurait demandé que la lettre ne soit pas diffusée ;

– que cette déclaration a depuis été démentie par l'ancien président du conseil d'administration, alors qu'il a expressément autorisé le ministre à diffuser la lettre en question ;

– que ceci remet en question la véracité des propos tenus par le Ministre devant la Commission,

rappelant

– que selon la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg la Chambre des Députés « représente le pays », « exerce le pouvoir législatif », « contrôle l'action du Gouvernement » (art. 62) et qu'elle peut « requérir de la part du Gouvernement tous informations et documents » (art. 75, 3^e) ;

– que ce droit de requête est précisé dans le chapitre 1bis du Règlement de la Chambre des Députés,

soulignant

– que le contrôle de l'action gouvernementale par la Chambre est un fondement indispensable de l'équilibre démocratique et de la transparence envers les citoyens, ne s,

décide

– de charger le Président de la Chambre des Députés de rappeler au Ministre de la Culture :

- le rôle fondamental de contrôle exercé par la Chambre des Députés sur l'action du Gouvernement,
- le droit des Députés de requérir toutes les informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mandat,
- qu'il est inadmissible qu'un membre du Gouvernement formule des déclarations inexacts devant la Chambre, car cela entrave la capacité des Députés à exercer leur mission de contrôle et compromet la confiance dans les institutions démocratiques,
- de rappeler que la transparence et la sincérité dans la communication avec la Chambre sont des piliers essentiels d'une démocratie fonctionnelle.

(s.) Djuna Bernard, Sam Tanson.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

8. 8382 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité

Da géinge mer zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen, an zwar dem

Projet de loi 8382, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schafe vum FNS. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Rapportrice huet 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minuten, d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8382 reforméiert de Fonds national de solidarité, kuerz FNS, dee säit méi wéi 60 Joer Deel vum soziale Landschaftsbild zu Lëtzebuerg ass. Am Kontext vun enger Gesellschaft, déi sech dynamesch entwéckelt, mat neie sozialpoliteschen Erausforderungen a verännerten Erwaardungen vu Biergerinnen a Bierger, gouf et noutwendeg, dëse gesetzleche Kader un d'Realitéit vun haut unzepassen.

Den FNS huet zanter senger Grënnung eng zentral Roll am lëtzebuergesche Sozialsystem gespillt. Ursprénglech mat enger begrenzter Missioun geschaaft, huet den FNS am Laf vun de Joerzénge ëmmer méi Prestatiounen an Aufgaben iwwerholl. Mat der Zäit huet dës Entwécklung zu enger vill méi komplexer Struktur gefouert, souwuel personell wéi och operationell. D'Zuel vun den Dossieren ass däitlech geklommen an d'Digitaliséierung stellt zousätzlech Ufuerderungen un d'Prozeduren an d'Kompetenzen. De Besoin u Spezialisatioun, besonnesch am juristeschen an informatesche Beräich, ass méi evident wéi jee.

Dëse Projet de loi kënnt zu engem Moment, wou et drëms geet, dem FNS eng strukturéiert, kloer a modern gesetzlech Basis ze ginn an esou seng Zukunftsfäegkeet ze verbesseren. D'Zil ass et, de Fonds mat enger méi effizienter Gestiou an gréisserer Rechtssécherheet ze stäerken.

Konkreet gesäit de Gesetzesprojet eng Moderniséierung vun der Decisiounsprozedur vir. Amplaz wéi bis elo all administrativ Decisioun vum Verwaltungsrot musse confirméiert ze kréien, kritt de President vum FNS d'Méiglechkeet, Decisiounen selwer ze treffen. Dës ginn als definitiv ugesinn, wann net bannent 40 Deeg eng Oppositioun vum Verwaltungsrot formuléiert gëtt. Dëse Modell, bekannt aus der Sécurité sociale, verhënnert net nëmmen onnéideg Verloschter un Zäit, mee garantéiert och eng kloer a juristesche sécher Approche, déi de Besoin vum de Beneficiairé voll Rechnung dréit.

Gläichzäiteg gëtt d'Personalstruktur ugepasst. Besonnesch d'Funktioen vum President gëtt am Gesetz prezis verankert. Fir de wuessende Missiounen gerecht ze ginn, gëtt eng Carrière supérieure agefouert. Doduerch gëtt net nëmmen d'Attraktivitéit vum FNS erhéicht, mee och d'Kontinuität an d'Verantwortung an der Gestiou verbessert. Am selwechte Geescht ginn och d'Examensprozeduren harmoniséiert an am Gesetz verankert, zum Beispill duerch d'Afféierung vu kloer definéierte Moyennen.

Zousätzlech ginn Inkohärenzen aus dem aktuelle Gesetz an d'Organisationsstruktur vum FNS verbessert. Ob d'Reglementer fir de Fonctionnement vum Verwaltungsrot, d'Roll vum zoustännege Minister, d'Transparenz an der Comptabilitéit oder d'Verwaltung vun de Kontrollorganer – d'Bestëmmunge ginn dem Modell vun den Institutiounen aus dem Beräich vun der Sécurité sociale ugepasst. De Fonds kritt

domat e gesetzleche Kader, dee seng wichteg sozial Missiounen op enger méi kohärenter a moderner rechtlecher Grondlag opbaut.

Am Kader vun de legislativen Aarbechte goufen och Avisen zu dësem Gesetzesprojet analyséiert:

De Conseil d'État huet a sengem éischten Avis eng Rei formell Oppositiounen formuléiert, ënner anerem zur Kontrollfunktioen vun der IGSS, zur Delegatiounskompetenz vum President a bei der Gestaltung vun der Comptabilitéit. No de parlamentareschen Amendementer huet de Conseil d'État all seng Oppositiounen opgehewen. Eng lescht Opposition formelle betreffend Divergenze bei der Presentatioun vun den Ofschlosskonte konnt mat enger zweeter Rei Amendementer behuewe ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begreift d'Afféierung vun engem öffentliche Statutt fir d'Agenten. Si freet sech awer, ob de Statutt vum President net nach méi kloer misst definéiert ginn an ob d'Form vum Établissement public weiderhi passend ass oder op eng Integratioun an déi klassesch staatlech Verwaltung ubruecht wier.

Här President, dëse Projet de loi ass e wichtige Schrëtt, fir d'Zukunftsfäegkeet vum Fonds national de solidarité ze garantéieren. E stäerkt d'Legitimität an d'Effizienz vun enger Struktur, déi eng Schlësselroll an eiser Sozialpolitik spillt. En erméiglecht net nëmmen eng besser intern Organisatioun, mee verbessert och de Service fir Biergerinnen a Bierger, déi op d'Prestatiounen vum FNS ugewise sinn.

Fir weider Detailer zum Fong an och den Avice verweisen ech dann och op mäi schrëftleche Rapport. An heimadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzestext.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolaaschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Minella villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mündleche Rapport.

Elo ass et un der éischter ageschriwwener Riednerin, der Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Här President, léif alleguer, mir stëmmen haut e Gesetzesentwurf, deen e wichtige Schratt an der Entwécklung vum FNS, dem Fonds national de solidarité, duerstellt. Dës Reform ass Deel vun enger Moderniséierungsstrategie, déi dësen öffentliche Service méi reaktiv, méi effizient a besser ugepasst un déi aktuell Erausforderung maache soll.

Mir wëssen all, dass den FNS, deen 1960 gegrënnt gouf, eng wichteg Roll an eiser Sozialpolitik spillt. Dëse Gesetzesentwurf soll dem FNS déi néideg Mëttel ginn, fir seng Missiounen kënnen ze erfüllen, während säi sozialen a solidaresche Charakter erhalen bleift. Soumat gëtt e weiderhin de Bedierfnisse vun eise Matbierger a -biergerinne gerecht.

Déi éischt grouss Ännerung ass d'Moderniséierung vum Entscheidungsprozess. Den Entwurf proposéiert, dass de President vum FNS all Decisiounen bezüglech d'Prestatiounen dierf huelen, ënnert der Bedéngung, dass de Verwaltungsrot dës Decisiounen bannent 40 Deeg ka rückwierkend annuléieren. Dës vereinfacht a beschleunegt de Prozess, ouni d'Kontroll ze verléieren. D'Rechter viru Geriicht bleiwen natierlech garantéiert.

Déi zweet grouss Reform betrëfft d'Personalpolitik. D'Reglementer fir d'Beschäftegung beim FNS ginn

un déi modern Norme vum öffentlichen Déngscht ugepasst. Nei Lounkategorien, en héije Kader a kloer Reegelen zu Pensioun a Rekrutement ginn agefouert. Eng nei Kategorie A1 fir héich qualifizéiert Leit gëtt agefouert, fir d'Kompetenz am Haus ze stäerken. D'Kommissioun hat och d'Suergen iwwert d'RH-Reegelen analyséiert an d'Gesetz entspriechend ugepasst, mat Korrektur bei terminologesche Feeler a bei der Zougänglechkeet vun eenzelne Kategorien.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 12. November 2024 e puer Inkohärenzen am Text ugeschwat, zum Beispill d'Presentatioun vun de järeleche Konten. D'Artikele 16 an 18 waren net openeen ofgestëmmt. Dës Passagé goufen elo kloer ugepasst, sou wéi den Avis et recommandéiert huet.

De Projet passt och d'Roll vum President vum Verwaltungsrot un, andeems e kloermécht, dass dës Persoun net onbedéngt en Employé vum FNS muss sinn, sou wéi et bis elo och ëmmer de Fall war.

Schlussendlech gouf och nach de Kalenner vun der Ëmsetzung ugepasst. D'Bestëmmunge vum Artikel 12, déi fir Juni geplangt waren, ginn op Oktober verreckelt. Dat soll dann eng harmonesch a realistesch Transitioun erméiglechen.

Dëse Gesetzesentwurf moderniséiert also den FNS a verbessert seng Reaktionsfäegkeet a säi Fonctionnement duerch eng Reform vum Entscheidungsprozess an eng Upassung vum Personalregimm. Dës Reform vum FNS stäerkt seng Effizienz.

Am Sënn vun enger gerechter an nohalteger Sozialpolitik am Déngscht vun eise Matbierger a -biergerinne ginn ech heimat d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Elo ass d'Wuert fir d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Jo, och mir als LSAP ënnerstëtzen natierlech d'Moderniséierung vun der legaler Basis vum FNS. Vill eeler Leit, awer och Persounen mat Handicap, Mënschen, déi keng Aarbecht fannen, liewe vun dëse Suen, déi si a Form vum REVIS kréien oder vum RPDH, vum Accueil gérontologique vum Fong. Mir sti fir e staarken Sozialstaat a Solidaritéit als Fundament vun enger gerechter Gesellschaft, an dofir ënnerstëtze mir natierlech all d'Mesuren, déi zu engem gudden Fonctionnement vun de wichtegen Ofleef vun dësem Fong bäidroen kënnen.

E Punkt, deen, wéi ech awer och fannen, wichteg ass ze maachen, ass, dass mer net an deem Zesummenhang vergiessen, dass eis sozial Verantwortung mam Ausbezuale vu Sozialleeschtungen net ophale kann. Idealerweise sollt eise Staat natierlech dozou bäidroen, dass all Mënsch e wierdegt Liewe ka féieren, dat awer och ouni staatlech Hëllef. Dat heescht, mir waarden eigentlech an dësem Kontext nach ëmmer op den nationalen Aktiounsplang fir d'Aarmutsbekämpfung, awer och op den neien Aktiounsplang fir Persounen mat Handicap.

Wa mir de virleende Projet also hei matstëmmen, da maache mir dat net, ouni drun ze erënneren, dass mer dann dat hei als éischte kleng Schrëtt gesinn an dass awer nach ganz vill Erausforderungen op eis duerkommen, wou mer mussen dru schaffen, fir awer eng generatiounsiwwergräifend wéi och eng gerecht an inklusiv Gesellschaft ze hunn an och dozou kënnen bäizeroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den nächste Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, eppes virewech: Mir begrüessen d'Reform vun dësem Gesetzesprojet, deen dat aktuell Gesetz, dat op 1960 zeréckgeet, ersetze soll. Jo, et war néideg, en neie Gesetzestext op d'Been ze bréngen an deen ze moderniséieren. Tatsächlech war dat aalt Gesetz mat sengen deels ëmständlechen administrativen Demarchen net méi aktuell. A mir froen eis, firwat et iwwerhaapt esou laang gedauert huet, dës Reform unzepaken.

Mir hoffen, datt et duerch d'Ännerunge vum legale Kader zu engem méi effikasse Fonctionnement vum Fonds national de solidarité kënnt. An éischter Linn fanne mir et gutt, datt fir déi Betraffen och d'Delaie reduzéiert solle ginn an och datt d'Struktur vun der Verwaltung méi kloer gereegelt ass wéi bis elo.

Déi Initiativ reit sech och an d'Efforte vun der Regierung an am Kader vun hirem Plang, fir d'Aarmut am Land ze bekämpfen. Awer ech mengen, datt weider Efforten och zemoos um administrative Plang noutwendeg sinn, fir datt et zu enger reeller Verbesserung um Terrain kënnt, an deem hei Fall, fir datt bedürfteg Leit et méi einfach hunn, fir Demanden un den FNS ze stellen.

D'Veineinfachung vun den administrative Prozedure soll awer och net just doduerjer zustane kommen, datt d'Prozedure verstärkt digitaliséiert ginn, mir mussen allgemeng méi accessibel a méi séier ginn. Mir als ADR hu scho viru Joerzéngten eng Vereinfachung vun administrative Prozedure gefuerdert, gradewéi eng verbessert Verwaltungsstruktur, déi sech u kloer Richtlinnen hält. Well mir der Meenung sinn, datt dat iwwerschaffte Gesetz an déi richteg Richtung geet, si mir bereet, dës Gesetzesprojet matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Moderniséierung vum Kader an der Gouvernance, an deem den FNS operéiert. De Fonds national de solidarité ass déi Verwaltung, déi fir de REVIS, den RPGH, d'Pension alimentaire, d'Allocation de vie chère an esou weider zoustänneg ass, also e Pilier am Lëtzeburger Sozialsystem.

E Sozialsystem, deen natierlech evoluéiert huet, säitdeem dem FNS säi Gesetz geschriwwen gouf a wou et deemno novollzéibar ass, dass e Reformbedarf besteet. Mir ënnerstëtzen also d'generell Approche, dës Verwaltung ze moderniséieren an d'Gouvernanzstrukturen ze klarifizéieren. An dowéinst – an dat schécken ech schonn emol virewech – wäerte mer dësen Text och matstëmmen.

Allerdéngs wëlle mer och drop hiweisen, dass et wichtig ass, hei innerhalb vum Staat eng gewësse Kohärenz ze behalen, mat wéi enger Philosophie a wéi engem Parallelismus de gesetzleche Kader vun Établissements publics formuléiert gëtt.

Dësen Text inspiréiert sech staark un aneren Instanzen aus der Sécurité sociale, wat eiser Meenung no novollzéibar ass. Allerdéngs gëtt da punktuell dem Virbild vun dësen Instanzen net Rechnung gedroen, notament bei der Fonctioun vum President, déi souwuel vum Staatsrot wéi och vun der Staatsbeamtekummer relevéiert gouf. D'Fro, ob d'Fonctioun vum President eng Fonction accessoire soll sinn

oder, wéi an anere Gremie vun der Sécurité sociale, haaptamtlech, gëtt vun der Regierung mat der Fonction accessoire beäntwert. Dat hätt een eiser Meenung no duerchaus anescht kënne ugoen.

Ofschléissend wëll ech vun dëser Ried profitéieren, fir ze ënnersträichen, dass grad op dës Institutioun an Zukunft ganz grouss Defié wäerten zoukommen, Defien, déi maassgeeblech zur Aarmutsbekämpfung bäidroen mussen. Ech denken dobäi un de Once-Only-Prinzip, un d'Kommunikatioun tëscht Verwaltungen an Organisatiounen ronderëm Informatiounen a Prestatiounen, déi d'Leit zegutt hunn.

Hei muss net nëmmen op informateschem Plang, bei de Ressources humaines a bei de Prozesser ugesat ginn, och muss sech dës grundsätzlech Reform vun der Approche alignéieren an eng méi breet Strategie, fir d'Aarmut zu Lëtzebuerg ze bekämpfen. Vun dëser Strategie héiert een allerdéngs leider séier wéineg. An dobäi misst dat eiser Meenung no déi wierklech Prioritéit Nummer 1 vum Här Minister sinn.

Dëse Ressort ass mëttlerweil säit zwielef Joer an DP-Hand. D'Zäit fir ze liwwere war eigentlech gëschter. A mir freeën eis op déi laang erwaarten Aarmutsbekämpfungsstrategie. Ech hoffen, datt se da ganz geschwënn hei wäert diskutéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. D'Wuert huet elo den Här Marc Goergen. Här Goergen, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass virun allem wichteg, dass an dësem Dossier d'Entscheidung méi schnell kënne gefällt ginn. Et muss een awer op der anerer Säit och oppassen, dass, wann Entscheidungen, Sanktiounen geholl ginn, déi och net liichtfäerteg geholl ginn.

An dat kann ech soen aus Erfahrung vum Office social, dass mer do awer verschidden Dossierer hunn, wou mer heiansdo de Kapp rëselen, wa mer gesinn, firwat Leit dann de REVIS op eemol net méi kruten oder aner Hëllef net méi kruten, an dann awer wierklech am kale Ree stinn.

Well dat sinn allkéiers Schicksalsschléi, wann een op eemol op Näischt zeréckfällt. Et ass glécklecherweis – awer net an all Gemeng – dann den Office social – deen den Dossier dann och nach ënnerschiddlech interpretéiert –, deen aspréngt, fir deene Leit ze hëllef. Well do si Leit, déi fale komplett op null. An dann hutt Der Är Kanner doheem sëtzen, Dir hutt d'Haus ze bezuelen, Dir braucht eppes ze iessen. An dat ass net ëmmer ganz, soe mer emol, korrekt ofgelaf. Herno kruten déi Leit dann och Recht an da krute se et nobezuelen. Mee an där Iwwerbréckungsphas, déi een hat, bis de Komitee fréier déi Entscheidung getraff hat, stoung een ouni eppes do.

Dofir kéint dëst Gesetz hëllef, wann de President déi Entscheidung herno hëlt a wann dat herno gekuckt gëtt, dass et vläicht méi schnell geet an dass een deene Leit kéint méi schnell erëm hëllef. Well et gëtt sécherlech Leit, déi Abus maachen. Och där Dossierer hu mer am Office social gesinn. Mee et gëtt awer och där Leit, wou iergendeng Informatioun vläicht gefeelt huet, oder Leit, déi emol net konnten d'Dokumente richteg ausfüllen oder falsch Casé gesat hunn, wat och ëmmer. Dat gesäit ee méi oft. An déi Leit sinn dann op null gefall an dann huet et ze laang gedauert, bis de REVIS erëm komm ass. An déi Leit, déi houngen dann op den Entscheidung vum Office social.

A wéi virdru gesot, dat ass an all Gemeng ënnerschiddlech, wéi kulant een do heiansdo ass. Well ech hu leider och vun anere Gemengen héieren, dass, soubal sou eng Entscheidung vum REVIS do ass,

ob richteg oder falsch, den Office social den Dossier quasi och zoomécht a seet, dass een, wann ee beim REVIS eng komme gelooss huet – obwuel dat nach net bewisen ass, ee jo enger anerer Meenung ass –, dann direkt beim Office social och duerchfällt. Och dat ass eppes, wat een eng Kéier muss diskutéieren.

Op der anerer Säit ass et awer och esou, dass, wann Hëllef ausbezuelen ginn, déi net dierfen duebel ausbezuelen ginn. Dat ass nämlech och e Fall. Wann Der zum Beispill de REVIS net méi kritt an déi Entscheidung aussteet, zwee, dräi Méint, wéi dat elo deelweis de Fall war, an et kritt ee vum Office social déi Zäit iwwerbréckt, an herno kritt een de REVIS awer voll kompenséiert, ass et net, dass een da quasi während där Zäit duebel ofkasséiert huet.

Dat ass e bëssen, fir et ze erklären, wéi bei der Energieprim, déi ech komplett ënnerstëtzen. D'Energieprim ass och esou e Phänomeen. D'Energieprim gëtt am Ufank vum Joer ausbezuelen. Do gëtt et awer da verschidde Clienten an engem Office social, déi kommen Enn des Joers, fir dann awer déi integral Stromrechnung bezuelen ze kréien. Dat heescht, si hunn Ufank des Joers eppes kritt, fir d'Stromrechnung a sech ze bezuelen – ech weess, dass dat net duergeet fir dee ganzen Deel –, mee dat ass ni bei der Energie ukomm. Och dat ass eppes, wou een eng Kéier muss driwwer diskutéieren, wann een esou Entscheidungen hëlt, ob een dat net an Zukunft ka verbessern, och fir déi Leit ze schützen, well och do heiansdo Situatiounen sinn, wou vläicht dat Geld fir eppes anescht ofgezu ginn ass, eng Saisie oder soss iergendeppes, wann dat dann herno net bis bei d'Rechnung komm ass.

A beim REVIS hoffen ech, dass duerch dat neit Gesetz déi Entscheidung vill méi schnell kënne getraff ginn – ech weess, deen aarme President wäert herno immens vill Aarbecht hunn, mee do steet e ganze Staff herno hannendrun –, soudass déi Leit wéinstens an där Zäit net op null falen an dass déi Leit kënne gehollef kréien, a sécherlech och déi Leit, déi frësch an de REVIS kommen. Déi Entscheidung wäert vill méi schnell getraff ginn. Duerfir wäerte mir Piraten och dat heite matstëmmen.

Merci

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Elo ass d'Wuert fir den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Vill vun de Virriedner hunn et scho gesot: Et handelt et sech hei ëm eng Moderniséierung vum FNS, deen effektiv e Pilier vum lëtzeburgergesche Sozialsystem ass.

Dat bedeit dann awer och eng Moderniséierung an eng Méi-effizient-Maachung vun all deenen Attributiounen, déi den FNS huet. An dorënner falen der ganz wichteger, déi an eisen Aen och net nëmme wichteg sinn, mee awer och gutt funktionéieren an eng grouss Effikassitéit hunn: Et ass d'Allocation de vie chère, et ass den Accueil gérontologique an awer och Avancen op d'Pension-alimentairen.

Et bedeit awer och, datt et méi effikass gemaach gëtt an engem Beräich, wou mer awer méi Problemer hunn: notament d'Applikatioun vum REVIS-Gesetz, an notament den Artikel 30 vum REVIS-Gesetz, deen d'Restitutioun vu Fonge virgesäit am Fall, wou e REVIS-Empfänger sech dann effektiv aus senger Situatioun erausstruwelt. Duerfir si mer net géint dëst Gesetz, well et effektiv a ganz ville wichtige Beräicher eng Verbesserung bedeit. Mir mengen awer, datt notament och d'Applikatioun vum Artikel 30 vum REVIS-Gesetz, an dat Méi-effikass-Maachen dovunner, fir eis problematesch ass.

Duerfir wäerte mir eis enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Da si mer um Enn vun eiser Riednerlëscht ukomm.

Da kritt d'Regierung nach zum Schluss d'Wuert. Här Familjeminister oder, an dësem Fall, Här Solidaritéitsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här Président. Virop, mengen ech, bal alle Virriedner villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung.

De Fonds national de solidarité, jo, dat ass deen Établissement public hei zu Lëtzebuerg, deen derfir suergt, dass déi Leit, deenen et net gutt geet, déi a Prekaritéit liewen, gehollef kréien. E spaant also déi wichtegst sozial Fangnetzer – net déi eenzeg, awer déi wichtegst.

An de Fonds national de solidarité ass en Établissement public, deen iwwert d'Joren ëmmer erëm nei Missioune krut, nei Attributioune krut, wou zum Beispill och an deene leschten zéng Joer, Madamm Bernard, och d'REVIS-Gesetz ugepasst ginn ass, wou a Krisemomenter vun de viregte Regierungen och ganz nei Mesürene a Kraaft getruede sinn, wéi zum Beispill d'Energieprimm, déi nei agefouert ginn ass.

Dat heescht, et ass en Organ, dat sech ëmmer erëm nei geduecht huet a wou och – an dat sollt een awer op dëser Plaz soen – viregt Regierunge probéiert hunn, ëmmer erëm ze kucken, wou Hëllef am néidegsten ass, an dann och do ugesat hunn. Dofir brauch een do keng falsch Bescheidenheet ze hunn, mee do kann ee roueg houfreg sinn op dat, wat probéiert ginn ass ze errechen.

Ech sinn an der Situatioun – respektiv déi heite Regierung ass an der Situatioun –, dass et eis drëms geet, an der Kontinuitéit derfir ze suergen, dass mer ëmmer erëm déi besteeënd sozial Prestatiounen op de Leescht huelen, dat heescht, ëmmer erëm kucken, d'Montanten unzepassen, d'Krittären unzepassen an – eppes, wat dann awer, mengen ech, enorm wichtig ass, dat soen eis allegueren d'Etüden – virun allem och den Non-recours vläicht nach méi op de Leescht ze huelen, wéi dat bis elo gemaach ginn ass.

Nieft, wéi gesot, deem, wat ech gesot hunn – och ëmmer erëm ze kucken, sech nei ze erfannen, nei Leeschtungen anzeféieren, d'Montanten der Präisdeierecht, der Lounentwécklung unzepassen –, ass et virun allem – an dat gesinn ech als eng vun deene ganz wichtegen Aufgabe vum Fonds national de solidarité –, fir och derfir ze suergen, dass déi sozial Fangnetzer, déi da gestréckt ginn, dann genotzt ginn. Well déi beschte Sozialleeschtungen dëngen näischt, wa se net bei de Leit ukommen.

Do si mer bei der Automatiséierung, do si mer bei der Digitaliséierung, jee, e ganze Prozess, deen och dat néidegt Personal brauch. An dat kréie mer hei mat der Moderniséierung vum Fonds national de solidarité, wat fir mech e bëssen d'Fundament ass, op deem ee kann opbauen. Do brauch een déi richteg Leit op deene richteg Plazen, fir d'Digitaliséierung virunzebréngen, fir d'Kommunikatioun weiderzebréngen. Awer och am juristesche Volet gi qualifizéiert Leit gebraucht respektiv Leit, déi am Haus sinn, déi am Moment keng Perspektiven haten, fir zum Beispill e Changement de carrière ze maachen a vläicht dofir sech och emol anescht decidéiert hunn, an aner Verwaltungen, an aner Établissements publics ze goen, fir och gutt Leit am FNS ze halen.

Ech kann Iech soen: D'Motivatioun ass ganz grouss derfir, dee ganze Prozess weiderzeféieren. Ech mengen, mir hättet rezent bewisen, mat souwuel der Allocation de vie chère wéi och mat der Energieprimm,

dass mer net nëmmen déi Montante substanzuell erhéicht hunn – ech denken nëmmen un d'Energieprimm, déi ab dësem Joer verdräifacht ginn ass –, mee mir hunn och derfir gesuergt ze automatiséieren. Well mir hunn derfir gesuergt, dass den 1. Januar vun dësem Joer 10.000 Leit (veuillez lire: Stéit) – bal 11.000 Leit (veuillez lire: Stéit) souguer – automatesch d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm ausbezueln kruten.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mir hunn derfir gesuergt, dass 20.000 Stéit – och virdu waren et net Leit, mee Stéit – e virusgefëllte Formulaire zougeschéckt kruten, wou se da konnten hir Demande maachen, well se schonn d'lescht Joer d'Demande gemaach haten. Eleng déi Zuel insgesamt – also déi 20.000 Stéit plus déi 11.000 Stéit, da komme mer also op 31.000 Stéit –, dat sinn der eleng an deenen éischten dräi Méint vun dësem Joer esou vill wéi d'ganz Joer 2024 zesummen!

Mir probéieren, wéi gesot, do déi néideg Hëllefstellung ze maachen. An dat, wat mer mat der Allocation de vie chère hei ugefaangen hunn, wëlle mer och op aner Prestatiounen vum Fonds national de solidarité ausbauen. An dat wäert och Bestanddeel gi vum nationalen Aktiounsplang fir d'Aarmutsbekämpfung.

Dat ass eppes, dat ass et bis elo nach net ginn: en Aktiounsplang zur Aarmutsbekämpfung. Mee eleng un dësem Beispill hutt der gemierkt, dass, wann ech oder d'Regierungskollegen ... Virdrun ass de steierfräie Mindestloun ugeschwat ginn. Et ass geschwat gi vun de Mesürene, déi geholl gi sinn an der Baukris. Jee, wa gutt Aktiounen bekannt waren, huet déi heite Regierung net gewaart, fir déi op de Koup ze leeën an dann ze waarden, fir dass dann, wann den Aktiounsplang presentéiert gëtt, deen da méi voluminéis ass, mee mir hu probéiert, dat dann direkt a Musek ëmzesetzen, well et hei ëm déi vulnerabelst Leit an eiser Gesellschaft geet. An déi brauchen eis Hëllef sou séier wéi méiglech.

Dëst gesot, wéilt ech awer op kee Fall ophalen, ouni dem Mandy Minella, der Rapportrice, e grouss Merci ze soen ...

Plusieurs voix | A!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... fir souwuel hire schrëftleche wéi och hire mëndleche ganz, ganz ausféierleche Rapport.

Ech géif vläicht nach dem Här Goergen äntweren – dat hunn ech mer opgeschriwwen –, well Dir gesot hat, d'Leit kréichen dann ëmmer d'Aiden um Ufank vum Joer beieneen an dann herno, wa se vläicht Rechnunge kréichen, misste se d'Rechnunge bezuelen. Dat ass eigentlech net ganz richtig, well se kréien eigentlech d'Aiden – ausser iwwert deen automatiséierte Wee, deen ech grad beschriwwen hunn –, nodeems se d'Demande gestallt hunn.

Dat konnt ee bis elo bis den 1. Oktober stellen. An och dat ass ugepasst ginn: Déi kann een elo souguer bis den 31. Dezember stellen, well och do sinn alt emol an der Vergaangenheet Leit dann duerch de Raster gefall, well se hir Demanden da méi spéit gemaach hunn. Och deen Delai hu mer elo da bis den 31. Dezember weidergefuert.

Iwwergens, och well ech weess, dass vill Gemengepolitiker hei am Raum sinn: Mir hunn och Enn 2024 all de Schäfferéit eng Lëscht zoukomme gelooss mat hire Residenten, déi d'Allocation de vie chère respektiv d'Energieprimm bezéien, mat de Montanten, mat de Kontosnummere – mat der Zoustëmmung

natierlech vun de Beneficiairen –, fir dass d'Gemengen dann – an där Gemenge gëtt et ganz vill, déi och zousätzlech eng Allocation de vie chère respektiv och eng Energieprimm ubidden; déi eng nennen et esou, déi aner nennen et „Allocation de solidarité“ an, an, an; jee, do ënnerscheede sech d'Gemengen – och d'Méiglechkeet hunn, dann och do nach eng Kéier deene Vulnerabelsten automatiséiert oder op d'mannst ganz einfach kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Dëst gesot, soen ech Iech villmools Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung.

An den Här Goergen hätt nach eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Dir huet eng Fro un. Wann Der scho selwer d'Wuert weidergitt, da brauch ech Iech net ze froen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Minister. Ech sinn och ganz bei Iech bei all den Explikatiounen, déi Der ginn hutt. An ech sinn och gespaant op all déi Mesürene, déi Der wäert huelen. Dir hutt elo geäntwert op de Problem vun der Energieprimm, dass dat zäitversat ass par rapport zu de Factur vum Stroum. Ob een et elo réckwierkend oder am Virus gesäit, dat ass hinnen zimmlech egal.

Wär et dann net do sënnvoll, anstatt dass een dat géif cash op de Konto iwwerweisen, well mer awer an engem Milieu sinn, wou se meeschtens iergendwéi net um Konto drop bleiwen, dass een einfach géif higoen an et seet een, wann ee schonn d'Energie wëll domat subventionéieren, dass een et vläicht als Coupon gëtt oder iergendeng aner Method hält, fir dass et och sécher herno bei der Energierechnung ukënn a fir dass déi Energie net awer Enn des Joers ofgeschloss gëtt?

Merci.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Här Präsident, ech hu just gesot: „Den Här Goergen huet d'Wuert gefrot.“ Ech hätt mer ni erlaabt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Et ass gutt.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... Iech virzepräifen, Här Präsident, an als Member vun der Regierung Ärem Rôle hei – deem wou éischte Bierger am Land, dat sidd Dir – virzepräifen.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Fir op dem Här Goergen seng Remark zrëckzekommen: Wéi d'Energieprimm agefuert ginn ass, sinn och déi doten Iwwerleeunge gefouert ginn. An et ass awer och deemools vu ganz ville Leit, och aus dem Secteur, gemengt ginn, dass grad déi vulnerabelst Leit am beschten och kënnen jugéieren, wou se vläicht am dréngendste grad zu deem jeeeweiligen Zäitpunkt d'Gelder brauchen, fir, wéi gesot, aus hirer Prekaritéit erauszekomme respektiv fir en dignet Liewen ze féieren, soudass net gekuckt ginn ass: „Elo kréie mer Rechnunge geschéckt an da ginn déi Rechnunge bezuelt“, mee et ass éischter gesot ginn: „Et gëtt e Budget.“

Et gëtt awer Iwwerleeungen, déi vläicht dozou kéinte féieren, dass ee sech freet: Gëtt dat eng Kéier ausbezueln oder kéint een dat vläicht an Tranchen ausbezuelen? Dat sinn och Iwwerleeungen, déi gefouert ginn, wou awer nach näischt sprochräif ass. Mee, wéi gesot, et ass e bëssen an deem Kontext an aus där Ursach eraus, déi Dir grad hei beschriwwen hutt, wou och esou Iwwerleeungen alt gefouert ginn. Gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Minister. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Mir géingen zum Vott kommen. Ech erënnere Iech drun, datt Der Iech muss t aloggen, éier mer ofstëmmen. Da géinge mer zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi kommen, dem Projet de loi 8382. Den Text steet am Document parlementaire 8382⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8382 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen bei 2 Abstentiuonen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Abstentiuonen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par M. Jean-Paul Schaaf), Jeff Boonen (par M. Charles Weiler), Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher (par Mme Nathalie Morgenthaler), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Octavie Modert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel (par M. Fernand Etgen) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdin, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la situation dans le secteur de l'Horeca

Da komme mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert den Zoustand an déi allgemeng Problemer am Horeca-Secteur, déi d'ADR ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) festgeluecht. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minuten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit 5, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här André Bauler, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorebelen Här Dan Hardy als Vertrieeder vun der ADR-Fraktioun. Här Hardy.

Exposé

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, perséinlech war et mir wichteg, dës Debatt unzefroen, well mir, d'ADR, scho méi laang

besuergt sinn ëm de Secteur vun de Caféen, Restauranten an Hoteller.

Op alle Fall ass et esou, datt och rezent Chiffere weisen, datt d'Situatioun vun eisen Horeca-Betriber guer keng einfach ass, ugefaange bei deene bal 40 Failliten, déi de Statec am éischten Trimester vun dësem Joer registréiert huet, e Plus vu ganzer 30 % am Verglach mam nämmelechen Zäitraum vun 2024. En Haaptconstat ass, datt d'Café- a Bistrotierwe virugeet. Aktuell gëtt et zu Lëtzebuerg am Ganzen nach just eng knapp 740 Caféen. Virun e puer Joer sinn et nach ronn 1.000 Bistroe ginn.

Uechtert d'Land a virun allem an de ländleche Regiounen muss eiser Meenung no dréngend eppes géint d'Caféstierwen ënnerholl ginn. A villen Uertschaften gëtt et kee Bistro méi. Souguer zu Suessem am Minett, wou ëmmerhin eng 2.800 Leit wunnen, gëtt et zënter Jore keen eenzege Café méi, an dat trotz ëffentlechen Aariichtungen wéi Centre culturel a Sportshal, ...

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

... esoudass d'Gemeng en eegene Bistrotierprojet lancéiert hat, deen am Laf vun dësem Mount endlech funktionéiere soll.

An enger Zäit, wou ëmmer méi Leit laanschtenee liewen amplaz mateneen, ass et wichteg, datt et an enger Uertschaft op d'mannst ee Café gëtt. Dat stäerkt och déi sozial Kohäsioun respektiv de sozialen Zesummenhalt. E weider Argument ass, datt d'Awunner net wäit ze fuere brauchen, fir e Patt drénken ze goen, an dat och indirekt zu der Sécherheet op eise Stroosse bäidréit. Da gëtt och net just dat lokaalt Matenee gestärkt, mee d'Erhalen an d'Schafe vu Bistroe kënn mat Sécherheet och dem Tourismus zegutt.

Et ass ze begrëssen, datt sech ëmmer méi Gemengen am Land deem Problem bewosst sinn a Proprietär vun engem Bistro oder Café-Restaurant gi sinn, fir dee fir e faire Präis un e Bedreier ze verlounen. Beispiller gëtt et der vill, an dat ass gutt fir d'Duerfliewen an d'Geselligkeet. Ma och dat ass net den Idealfall. Mir wëllen, dass d'Horeca-Betriber staark genuch sinn, fir finanziell op eegene Bee kënnen ze stoen, hu wa se mussen en normale Loyer bezuelen, wéi en um Marché üblich ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun 2020 u war den Horeca-Secteur an der ganzer Covidzäit ouni Zweifel mat am meeschte geplot. D'Betriber hate massiv ënnert de Restriktiounen ze leiden. D'Recetté si vun engem op deen aneren Dag ewechgebrach an d'Loyeren hunn an deenen allermeeschte Fäll trotzdem misse weiderbezuelen ginn.

Vill Patronen hu missen entwedeer de Schlëssel ënnert den Teppich leeën, well eeben d'Recetten ewechgebrach sinn, oder se hu sech massiv verschëlde missen, fir d'Diere vum Betrib net missen zouzemaachen.

Vill Salariéen aus der Branche hunn hir Schaff entwedeer verluer oder hunn hir Aarbecht fräiwëlleg opginn, fir an en anere Secteur ze wiesselen, dat, well d'Öngewëssheet, wéi et an hirem Job géif weidergoen, ze grouss war.

Ech erënnere dorunner, datt vu Mäerz bis November 2020 keng finanziell Hëllef vun der Regierung un d'Horeca-Betriber gefloss sinn. Den Drock war immens grouss an déi staatlech Finanzsprëtze koume fir vill Patrone leider ze spéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Covidzäit huet sech erausgestallt, datt déi vun der Regierung octroyéiert Restriktiounen entwedeer keen oder nëmme weénege Sënn gemaach hunn. Och

dofir muss d'Covidgestioun vun der Regierung dréngend opgeschafft ginn. An ech soen Iech, datt mir als ADR op alle Fall weider un dëser wichteger Fuerderung festhalen. Am léifste wär eis dobäi den Asaz vun enger onofhängeger Enquêtékommisioun mat Experte gewiescht. Eis Fraktioun stoung awer schonn am Mäerz 2023 aleng do, wéi de Jeff Engelen eng deementspreechend Resolutioun hei an d'Chamber bruecht huet. D'Regierung, déi jo elo en Inventaire vun deenen eenzelne Mesure während der Covidzäit mécht, muss dës Fuerderung mat berücksichtegen.

Da wëll ech och dorobber hiweisen, datt d'Horeca-Branche nach ëmmer e wichtige Pilier vun eise Dénchschtleschtungssektor ass, dee ronn 5 % vun eise PIB, vun eise Bruttoinlandsprodukt also, ausmécht, dat, wann een de ganze Sektor plus Zouliwwer mat aberechent. Den Horeca ass och weider e wichtigen Employeur mat aktuell am Ganze ronn 19.000 Leit, déi do schaffen. Deemo kann een am Resümee soen, datt den Horeca-Sektor souwuel wirtschaftlech wéi och um Niveau vum Aarbechtsmaart eng net onwichtig Roll spillt.

Ech froe mech wierklech, ob sech d'Gambia-Regierung virun engem Joerzängt der ekonomescher Bedeitung vum Sektor bewosst war, dat, wéi se decidéiert hat, d'TVA op alkoholeschem Gedrénks an engem Coup vun nëmmen 3 op ganzer 17 % unzehiewen, an dat trotz der Warnung vum deemolegen Horesca-Generalsekretär. Och d'ADR war deemools géint déi Moossnam, well mir woussten, datt dës derzou bäidroe géif, datt sech d'Café- a Restaurantsstierwen am Land nach verschlëmmere géif. An esou ass et du leider och komm!

Bis haut weess keen, wéi vill déi krass TVA-Hausse dem Staat iwwerhaapt bruecht huet, wann een op där anerer Säit net weess, wéi vill Recetté bei der Émsazsteuer an och bei der Akommessteuer vum Personal verluer gaange sinn.

D'Resultat ass hautdesdaags, datt just mat enger Offer vu Gedrénks quasi kee Café méi finanziell iwwert d'Ronne kënn. Giess a gedronk gëtt ëmmer, heescht et. Ma an dësen net einfachen Zäiten, wou vill Bierger vill méi genee op de Portmonni mussen kucken, hu sech d'Gewunnechte vun de Leit géinnert a se gi manner oft eraus iessen oder e Patt drénken.

Zousätzlech ze schafe maachen den Acteuren aus dem Horeca dann och déi ëmmer méi héich Energie-, Liewensmittel- an och Lounkäschten, déi vill Patronen zwängen, hir Präisser no uewen unzepassen.

Ech ginn Iech e Beispill, wat de Béier ugeet. Viru 25 Joer huet de Mini hei zu Lëtzebuerg nëmmen hallef esou vill kascht wéi a Frankräich. Haut ass et entwedeer dee selwechte Präis oder nach méi deier. An do kann ee sech scho froen, wat hei schifleeft. Jonk Leit kafen Alkohol dacks just nach am Supermarché an drénken en dann dobaussen op der Place publique. Op alle Fall dréit d'Deierecht vum Gedrénks mat derzou bäi, datt manner Clienté kommen.

Da kënn nach derbäi, datt et an der Gastronomie gradewéi an der Hotellerie ëmmer méi schwéier gëtt, gutt Personal ze fannen. Minimal Paien, Aarbechtszäitcoupen am Dag an um Weekend schaffen – fir vill Leit ass dat berufflech net attraktiv genuch.

Da muss een och zemoos an eiser Haaptstad feststellen, datt d'Personal am Service vun ëmmer méi wäit hierkënn an datt een ëmmer méi dacks just op Englesch ugeschwat gëtt, dat, well déijéineg net just kee Lëtzebuergesch, ma leider och déi däitsch oder franséisch Sprooch net beherrschen.

Eis ass kloer bewosst, datt een aktuell souwisou net vun de Patronen verlaange kann, datt si hirem

Personal méi an der Pai bezuelen, ouni se steierlech ze entlaaschten. Och si hunn déi lescht Joren aacht Indextranchë misse stemmen, déi de Leit duerch déi feelend Upassung vun der Steiertabell ëmmer nach net voll zeguttkommen. Et brauch och eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten, déi am Betrib ausgehandelt ginn. Leit, déi sech niewelaanscht en Täschegeld am Secteur verdéngen, müssen dat an Zukunft d'office steierfräi kënne maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war fréier selwer Schüler an der Dikrecher Hotelschoul. A mir huet et Freed gemaach, deemools dee Beruff ze léieren, och wann ech mech herno decidéiert hunn, an eng aner Richtung ze goen.

Sécher ass, dass et hautdesdaags méi schwéier ginn ass, e Betrib opzemaachen. Do brauch ee mol fir d'éischt e Businessplang. An och d'Chambre de Commerce kéint verstärkt eng Berodungsfunktioun anhuelen. D'Leit sollen am Virfeld wëssen, ob hire Projet viabel ass oder net, dat, fir dass esou wäit wéi méiglech séchergestallt ass, dass se wirtschaftlech iwwerliewe kënnen.

À propos wirtschaftlecht Iwwerliewen: Do wëll ech nach kuerz op déi sougenannt „Schankkonzessiounen“ agoen. Iwwer 80 % vun dese Konzessiounen leien direkt oder indirekt an der Hand vun de Brauereien am Land. Sécher ass, dass des Kontrakter vill Verpflichtungen fir de Wiert mat sech bréngen, well dese säi Betrib net méi esou fräi gestalte kann, wéi hie sech dat wënscht. Trotzdem kann de Bedriewer awer dervunner profitéieren, well hie bei der Grënnung vu sengem Betrib finanziell Ënnerstëtzung kritt oder och zum Beispill bei der Moderniséierung vu sengem Lokal. E klore Nodeel ass awer, dass de Wiert oft keen anert Gedréns ubidden d'äerf wéi dat, wat d'Brauerei virgëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. No der schwieriger Coronazäit ass fir eis de Moment komm, wou d'Horeca-Branche déi Ënnerstëtzung kritt, déi se verdéngt, andeems mir hinnen nees déi Fräiheet zréckginn, déi si brauchen, fir mat Fläiss an Innovatioun e Betrib rentabel ze féieren.

Wichtig ze wëssen, ass, dass während där Zäit d'Patronen engersäits direkt finanziell Hëllef vum Staat kruten, awer och déi sougenannt „Aide remboursable“, déi vill Patronen nach ëmmer amgaange sinn, all Mount mat Ach und Krach zréckbezuelen. An dofir froe mir d'Regierung, deene Betriber op d'mannst eng Kompensatioun ze ginn, déi et hinnen erlaabt, finanziell besser iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech hoffen, dass eis den Här Minister um Enn vun der Debatt weider Informatiounen ka ginn, ob ekonomesch nach Sputt ass, fir den Horeca-Secteur ze entlaaschten. An de Fall gesat, invitéieren ech den Här Delles och an déi zoustänneg Chamberkommissioun, fir zousätzlech Explikatiounen ze ginn.

Ech deposéieren dann och nach eng Motioun. Wann ech gelift, Här President.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

– zu Lëtzebuerg d'TVA ë. a. op Béier a Wäi vum 1. Januar 2015 u vun 3 % op 17 % erhéicht gouf;

– méi a méi Horeca-Betriber zu Lëtzebuerg nieft der gananter Steiererhéijung opgrond vu steigende Käschten (ë. a. Loyer, Energiekäschten, Käschte vum Personal, Liewensmittélkäschten asw.) an eng prekär Situatioun geroode respektiv sech schonn an enger prekärer Situatioun befannen,

ass sech bewosst,

– dass d'Ënnerstëtze vum Horeca-Secteur och indirekt eise lokale Brauereien a Wënzer entgéintkënn,

fuerdert d'Regierung op,

– den TVA-Saz op Béier a Wäi vu 17 % am Horeca-Secteur däitlech ze reduzéieren.

(s.) Dan Hardy.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | An där fuerdere mir d'Regierung op, den TVA-Saz op Béier a Wäin däitlech ze reduzéieren, wat net just dem Horeca-Secteur zeguttkomme géif, ma indirekt och eise lokale Brauereien a Wënzer.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Hardy.

Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert agedroen. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, des Aktualitéitsstonn gëtt eis d'Geleeënheet, iwwer e ganz wichtige Secteur ze schwätzen, deen et an deene leschte Joren allerdéngs schwéier hat an och haut nach ëmmer schwéier huet.

Mat méi wéi 2.500 Betriber a ronn 20.000 Mataarbechter huet de Secteur vun der Hotellerie, der Restauratioun an de Caféen eng wichteg Bedeitung, souwuel fir den Tourismus, fir d'Beschäftegung am Land, awer och fir dat soziaalt Liewen. Well wie geet net gär emol mat der Famill an de Frënn e gudde Maufel iessen an e gudde Pättche Miseler an e kille Béierchen drénken?

No der Covidpandemie, wou den Horeca-Secteur zäiteweis guer net huet dierfe schaffen, koumen d'Energiekris an d'Inflatioun. Dëst huet derzou gefouert, dass d'Käschte fir d'Betriber massiv an d'Luucht gaange sinn, souwuel beim Personal wéi bei der Energie wéi bei de Wueren.

Dobäi kënn, dass ganz vill Clienten och hu missen de Rimm méi enk schnallen. An do ass de Besuch am Restaurant oft déi éischt Plaz, wou gespuert gëtt. Do fir war et der CSV esou wichtig, d'Leit ze entlaaschten an duerch de „Méi Netto vum Brutto“ hir Kafkraaft ze stäerken. Des Majoritéit huet mat der Inflationsberegung vun der Steiertabell an dem Entlaaschungspak derfir gesuergt, dass d'Leit méi an der Täsch hunn, wat och dem Horeca-Secteur zeguttkënn.

E Problem, dee mir awer virun allem am ländleche Raum kennen, ass deen, dass vill Caféen zoumaachen, well kee Repreneur fonnt gëtt au vu vun den ze héije Loyer an de Präisser vun den Zapkonzessiounen an et sech esou net rentabiliséiert fir Bedriewer, wann ee just nach Gedréns verkafen dierf. Ware fréier nach quasi an all Duerf zwee bis dräi Caféen, esou stellt een haut fest, dass ee frou ka sinn, wann een nach ee bis zwee Lokaler, souwuel fir e Café wéi och fir e Restaurant, uechtert d'ganz Gemeng huet.

Vill Gemengen huelen dofir selwer d'Initiativ, engem Exploitant Lokaler fir Caféen oder och fir Restauratioun zu engem verstännege Loyer zur Verfügung ze stellen, fir dass esou d'Liewen an den Dierfer bleift. An der Gemeng Rouspert-Mompech, an där ech Buergermeeschtesch sinn, hu mer den néidege Support ginn, fir dass eng Restauratioun kéint op eise

Camping zu Rouspert entstoen. A mir hunn awer och Veräiner aus der Gemeng e Bistro, deen an engem Gemeengegebaai steet, zur Verfügung gestallt, fir dass si reegelméisseg do kënnen e Stamminee organiséieren, deen dann dem breede Public zeguttkënn. Op ville Plazen uechtert d'Land ginn änlech Weeër age-schloen, dat och alt emol mat Lokaler, déi just ee bis zwee Deeg ophunn.

Wann ee mat de Verrieder aus dem Secteur schwätzt, héiert een och e grouse Frust iwwert déi administrativ Prozeduren an iwwert den administrativen Opwand fir déi grouss Majoritéit, virun allem fir déi ganz kleng an déi mëttelgrouss Betriber. Ronn 80 % vun de Betriber am Secteur hu manner wéi zéng Employéen. Wéi soll een dann do all déi administrativ Hürde bewältegen?

An dowéinst si mer och ganz frou, dass deem um Wee vun der Digitaliséierung mam Stéchwuert Once-Only och entgéintgewierkt gëtt. An do gëtt et och schonn d'Gesetz iwwert d'Fiches d'hébergement, wat d'Bedriewer vun Hoteller derbäi ënnerstëtzt, Daten ze regruppéieren. An déi kënnen och e Subsid ufroen, fir sech ze digitaliséieren.

En anert Thema, dat dem Horeca-Secteur um Mo läit, ass d'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit. Et ass e Secteur, dee bekannt ass fir onreegelméisseg Aarbechtszäiten, laang Schaffdeeg a vill Aktivitéiten de Weekend an iwwert d'Feierdeeg, soudass do de flexibele Kader néideg ass. Dowéinst gëtt et do schonn eng Rei Sonderreegelungen.

Mir begrëssen awer och, dass d'Regierung driwwer nodenkt, dee sougenannte „Chèque-emploi“ anzeféieren, fir sougenannten „Extraen“ ze engagéieren, wann emol en extra Dag ass. An ech mengen, elo am Moment si vill Kommuniounen uechtert d'Land, wou dann och de Restaurateur net ëmmer all déi Manpower permanent do schaffen huet, mee déi en dann eebe ka punktuell stellen, fir eng Hand unzepaken. An dat dréit natierlech och derzou bäi, dass d'Schwaarzaarbecht an deem Secteur soll erofgoen.

D'Upassung vum gesetzleche Kader, fir méi Flexibilitéit ze schafen, dat ass déi eng Säit vun der Medail. Mee déi aner ass d'Ëmsetzung an d'Kontroll vun de Reegelen um Terrain, virun allem a punkto Aarbechtsrecht.

De Secteur huet sech beschwéiert iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Inspection du travail et des mines bei de Kontrolle virgaang ass, iwwer hir ganz rigid Ausleeunge vum Aarbechtsrecht an iwwert d'Héicht vun de Strofen, déi ganz besonnesch deene klengen an och deene mëttlere Betriber richteg wéidinn.

Do wëll ech ausdrécklech betounen, dass d'Anhale vum Aarbechtsrecht essentiel ass an dass d'Kontrolle wichtig sinn. Mee et ass awer gradesou wichtig, dass déi Betriber déi néideg Ënnerstëtzung kréien a rasonabel Delaie kréien, fir sech konform ze setze mat alle Bestëmmungen, an dass eis Verwaltungen eng pragmatisch Approche un den Dag leeën.

Zum Beispill ass et net fërderlech, dass e Restaurant während der Mëttesstonn kontrolléiert gëtt, grad dann, wann am meeschten Aarbecht ass an d'Clienten op hiert Iesse waarden. Dofir begrëisse mir d'Bestriewunge vum Aarbechtsminister Georges Mischo, fir d'ITM ze reforméieren an d'Stärkung vu Preventioun an der berodender Funktioun vun der ITM ze maachen.

Den Aarbechtsminister ass och am permanenten Dialog mam Secteur, fir d'Schwieregkeeten um Terrain ze analyséieren an déi richteg Weiche bei der ITM ze stellen, fir esou d'Relatioun tëscht ITM a Secteur ze verbessern.

Donieft begrësse mer, datt d'ITM an deem Kader schonn e Guide erausginn huet, fir souwuel d'Patrone wéi d'Mataarbechter iwwert déi komplex Aarbechtsbedéngungen am Horeca-Secteur ze informéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, den Horeca-Secteur ass wichteg fir eis Wirtschaft. Mat him steet a fält den Tourismus hei am Land. E steet am Mëttelpunkt vum soziale Liewen. En ass essentiell fir eisen Aarbechtsmaart, well en ee vun deene wéinege Secteuren ass, déi och vill onqualifizéiert Leit astellen an domat zur Bekämpfung vum Chômage bäidroen an deene Sparte vun der Gesellschaft, déi am meeschten exposéiert sinn.

Och hei wëllt dës Majoritéit mat gezielten Aktiounen an adaptéierten Offere vu weiderbildende Formationen Beruffer aus dem Horeca-Secteur förderen, fir deem Manktem u Mataarbechter gerecht ze ginn. D'CSV hält d'Suerge vum Secteur eescht a mir setzen eis och weiderhi fir déi kleng, déi mëttelgrouss an d'Familljebetriber an, fir datt si och an Zukunft gutt a gär schaffe kënnen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Weydert. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir gi wierklech alleguer gär mat der Famill an de Restaurant oder mat de Kolleegen e Patt drénken, och no der Chamber, wou mer eng richtig flott interfraktionell Approche am Laf vun der Zäit entwéckelt hunn.

Leider ass och den Horeca-Secteur konfrontéiert mat enger Rei Defien, Erausforderungen. Iwwert déi lescht Jore sinn déi Erausforderunge weesentlech méi grouss ginn. Besonnesch beträff si virun allem dann och d'Caféen am ländleche Raum.

Kommt, mir sinn éierlech: Vun engem einfachen Duercfé aleng kann haut kee Mënsch méi liewen. Et sief dann, e bitt separat Iessen un, en huet eng Keelebunn an e muss virun allem kee Loyer bezuelen, e sëtzt a sengem Eegenen. Mee souguer dann ass et net evident. Kee Wonner, datt queesch duerch d'Land eng ettlech Cafészëmmeren ëmmer nees fir Schlagzeile suergen.

Wa mir vum Horeca-Secteur schwätzen, da geet et net nëmmen ëm d'Betriber an ëm wirtschaftlech Indicateuren, et geet och ëm e wichtige Bestanddeel vun eisem gesellschaftleche Liewen. Eng Plaz, wou Mënsche sech begéinen, austauschen a Gemeinschaft erliewe kënnen, dat sinn eigentlech eis Caféen a Restaurants.

Si si besonnesch am ländleche Raum sozial a kulturell Treffpunkten. Do hunn dacks Clienten hiert Stammlokal an hir Stammplaz, eventuell beim Comptoir. Dës kleng Betriber droen och zu der Entwécklung vum Tourismus am ländleche Raum bäi. Mee leider huet den Horeca-Secteur scho säit méi Laangem mat enger Rei vu Problemer ze kämpfen. Meng Virriedner hu se zimmlech all opgeléicht.

D'Zuele schwätzen eng däitlech Sprooch. Haut hu mir iwwer 200 Cafée manner wéi nach 2017. An d'Margen am Secteur si stelledweis op nëmmen nach 4 bis 5 % gefall. Dës ass net nëmmen eng wirtschaftlech, mee och eng gesellschaftlech Erausforderung.

Ronn 24.000 Persounen sinn am Horeca beschäftegt, mee Personal ze fannen – et ass gesot ginn –, erweist sech als ëmmer méi schwierig. Dës ass ee vun den Haaptproblemer vum Secteur. Eng zentral Roll spillt eeben d'Aarbechtszäitreegelung.

De Secteur ass gepräägt vu Saisonalitéit, an d'Coupuren am Laf vum Dag maachen en net méi attraktiv. Méi Flexibilitéit oder eventuell Zäitspuerkonte kéinten dem Personal erméiglechen, sech anescht ze organiséieren an, wa manner Betrib ass, méi laang Congé ze huelen.

Vill Betriber gräifen dann och op Studenten zréck, besonnesch, mee net nëmmen, a Schoulvakanten. Och hei kéint eng Flexibiliséierung de Secteur entlaaschten an hëllefen, dem Mangel u Personal entgéintzewierken.

Aus dem Horeca-Secteur héiert een dann och – an d'Stéphanie Weydert huet et betount –, datt d'ITM deelweis Kontrollen zu Spëtzenzäiten duerchféiert, souzesoen, wann d'Kichen am Damp ass. Dës kann awer net sinn! Dat ass esouwuel fir d'Personal wéi och fir de Client, dee waarde muss, desagreabel, an an Zukunft muss do, mengen ech, mat méi Fanger-spëtzegefill operéiert ginn.

De Secteur gehéiert och zu deenen, déi staark vun der Pandemie beträff waren, an och zanter der Energiekris ass en net vun der Inflation verschount bliwwen. Iesswueren, Drénkwaasser, virun allem Energie si méi deier ginn. Do ass déi steierlech Entlaaschtung, déi an deene leschte Méint decidéiert gouf, sécherlech ganz willkomm gewiescht. D'DP huet sech schonn ëmmer derfir agesat, datt déi kleng a mëttelstännesch Betriber ënnerstëtzt ginn, sief et zu Pandemiezeiten duerch de Chômage partiell oder Direkthëllefen, fir déi lafend Käschten ze decken. Haut wësse mir, datt den administrative Volet zu enger méi grousser Laascht gëtt an dofir wëlle mer de Once-Only esou séier wéi méiglech virubringen, fir eebe grad dësen administrativen Opwand ze reduzéieren.

Här President, d'Digitaliséierung ass keng Gefor, mee éischer eng Chance. Digital Bezuelmethoden hëllefen de Clienten an dem Betrib, hir Transaktiounen méi confortabel ze verwalten. Am Kader vun der digitaler an och der grénger Transition huet de Wirtschaftsminister eng Rei Hëllefen en place gesat, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, sou beispillsweis de Fit 4 Digital.

Och Onlinereservationssystemer kënnen viles erliichteren. Gläichzäiteg muss een oppassen, dem Phänomen vun No-Show, wéi dee sou schéin heescht, entgéintzewierken. Ze dacks kënn et nämlech vir, datt Leit en Dësch oder souguer méi Dëscher a verschiddene Restaurants reservéieren an dann an dës Restaurants, dësen Haiser, net opdauchen. Wa grouss Dëscher dann eidel bleiwen, da kascht dat d'Betriber vill Suen.

Mee eis Gesellschaft huet sech och verännert. Déi Betriber, déi haut nach gutt fonctionéieren, sinn déi, déi innovéiert hunn, also sech moderniséiert an hir Offer diversifizéiert hunn, well ouni diversifizéiert Servicer geet et kaum nach.

Et wier nach viles ze soen. Ech gesinn, meng Riedezäit ass ofgelaf, dofir kéim ech direkt zum Schluss.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis gemittlech Caféen, eis agreabel Restaurants a modern Hoteller liwweren d'Infrastruktur, fir datt Mënsche sech kënnen begéinen, genéissen a feieren. Si verdéngen dofir eis néideg Ënnerstëtzung. De Wirtschaftsminister, deen och Mëttelstandsminister ass, setzt sech mat Engagement derfir an, dës duerch verschiddene Formen vun Hëllefen ze garantéieren. Hëllefen, déi natierlech reegelméisseg op de Leescht geholl an ugepasst muss ginn, fir eeben de Besoine vun Terrain gerecht ze ginn. Dat sinn och Hëllefen, déi alle klengen a mëttelstännesche Betriber an eiser Wirtschaft – net „Wirtschaft“, wéi den Här Clement ëmmer seet, mee an eiser Wirtschaft – zeguttkommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. Da wier et un där nächster ageschriwwener Riednerin, där honorabeler Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. D'Gastronomie an d'Hotellerie, déi prägen d'Bild vun engem Land a vun enger Stad, a grad haut gesi mer et: Wann een trëppelt, ass et dat, wat ee sech erwaart, et ass dat, wat ee gären huet, wou ee Liewensqualität ka gesinn an erliewen, wou een Zesummenhalt gesäit, wou een, jo, et muss een et soen, och Wuelstand gesäit an engem Land. Mir hunn net nëmme vu reng wirtschaftlecher Säit Interesse dorunner, dass et dësem Secteur gutt geet, dass e staark ass, mee och als Gesellschaft. Et ass do, wou een zesummekënnert. A Plazen, grad och am ländleche Raum, wou Leit sech begéinen, wou se sech kënnen zesummesetzen, sinn extreem wichteg.

Nun ass et awer och esou, dass de Bléck, grad wann een elo erausgeet bei schéinem Wieder ... Dat, wat ee gesäit, dat täuscht. Mir hunn hei am Haus ganz oft d'Geleeënheet, ze diskutéieren ënner engem anere Standpunkt. Ech erënnere mech, et ass nach net laang hier, do hu mer hei driwwer diskutéiert, ob ee sech däruf umellen, ob een däruf wunnen an engem Hotel, op engem Camping, well eis Office-socialen einfach hirer Hänn kee Rot méi wëssen an net méi wëssen, wouhi mat de Leit. Ech géif mer wënschen, mir géifen dës Secteur effektiv just aus engem anere Bléckwénkel kënnen hei begéinen.

Betriber ginn zou, datt ass eng Tatsaach. D'Fakte leien um Dësch. Ech widderhuelen déi net hei. Et gesäit een en Trend, en Trend, dee besuergniserregend ass, well e geet no ënnen. D'Insolvenzverfahre ginn erop. Mir héieren déi selwecht Kloe wéi e roude Fuedem, net nëmmen hei am Land, mee generell an dësem Secteur: D'Käschte ginn erop, d'Liewensmëttel gi méi deier, d'Loyere sinn héich – hei besonnesch héich –, d'Energiepräisser ginn erop. Dat alles dréckt. D'Konsumente verhalde sech anescht. Alles an allem huet dat Ganz dozou bäigedroen, dass dat ewéi eng Spiral gëtt, eng Negativspiral, déi mécht, dass e Secteur wierklech a Bedrängnis geréit.

Déi Schiflag, déi mer hunn, net nëmme wat d'Aarmut hei am Land betrëfft, mee och wat verschiddene Secteuren ugeet, déi mussen mer eescht huelen an d'Politick ass gefuerdert. Firwat ass d'Politick gefuerdert an eisen Aen? Majo, well et net vum selwe wäert goen. Dat heiten ass eng Situation, déi wäert de Maart net regelen. De Maart, wéi mer en haut kennen, dee wäert dozou féieren, dass Verschiddener iwwerliewen an dass grad déi kleng a mëttelstännesch Betriber, wa mer net als Gesellschaft agräifen, heirunner wäerten zugronn goen.

Sou einfach ass et net an et ass och schued, dass mer hei nëmme kuerz Zäit hunn, driwwer ze schwätzen, well d'Problematik ass komplex. Wann ee genau kuckt, da gesäit een hannert deem roude Fuedem d'Spezifizitéiten, déi deen heite Secteur ausmaachen.

Et ass d'Penibilitéit vun der Aarbecht. Deen Job ass schéin, et ass gesot ginn. Natierlech ass e schéin. E bréngt d'Leit zesummen, et ass een am Kontakt. Mee en huet awer eng Penibilitéit, déi een net kann niéieren. Et ass zu eiser aller Freed oft owes spéit op. Et sinn Aarbechtszäiten, déi net reegelméisseg sinn. Et si saisonal bedéngten Aarbechtszäiten. Wann ee wëllt séier bei senger Famill sinn, ass et net den idealeen Job. Et kënn hei zu Lëtzebuerg erschwéierend dobäi: Wann ech muss um 3.00 Auer an der Nuecht heemfuere bei meng Famill iwwert d'Grenz ewech, ass dat eppes aneres, wéi wann ech e gereegelte Bürojob

hunn, wou ech eng relativ gutt Offer hunn, fir heihin-ner ze kommen. Hei ass dat anescht.

Déi Penibilitéit, déi spigelt sech och erëm am Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz. Et muss ee liesen – an et ass en Thema gewiescht iwwert déi lescht Wochen –, dass grad hei am Secteur ganz vill Leit iwwer länger Zäit ausfallen, dass d'Wuelbefannen erfoget, dass dat alles dréckt. An do ass den Aarbechtswee sécherlech och e grouse Facteur dovun.

Wann ech vum Aarbechtswee schwätzen, dann ass et net wäit, fir op de Logement eriwuerzesprangen. Et wonnert Iech vläicht net – ech sinn och an der Logementskommissioun ganz aktiv –, dass ech dee Lien hei fir mech direkt maachen. Mir sinn an engem Secteur, wou d'Salären net déi héchst sinn. Leit, déi hei schaffen, leien ënnert dem Revenu médian a fir si ass et natierlech besonnesch schwierig, hei logéiert ze ginn, fir no bei hirer Aarbecht ze sinn. Och dat ass en akute Problem, deem erëm eng Kéier direkt hiweist op eng Problematik, déi mer hei och zesummen als prioritär mussen ugoen, nämlech déi, hei eng Wunneng ze schaffen, Wunnméiglechkeeten ze schafe fir jiddwereen, fir all ënnerschiddlech Revenuskategorien an och Familjemodeller. Mir wëssen, dass et en akute Mangel gëtt u kleng Wunnengen, un Zëmmeren, u Studioe fir Leit, déi grad an deem Secteur vläicht duerno sichen. Och dat ass en Hindernis derfir, Leit ze fannen.

Dann, och fir een, deem de Betrib wëll opmaachen, um Liewen halen, kënn d'Wunne vum enger anerer Säit eran. Et ass extreem schwéier, rentabel ze sinn, wann een zu Lëtzebuerg muss kafen oder lounen. Och do gëtt et schon eng Rei Initiative vusäit vum der ëffentlecher Hand, vum de Gemengen, fir Lokaler opzekafen an dann iwwer e Loyer zur Verfügung ze stellen. Mee dat geet net duer. An eisen Ae geet dat net duer, fir den Trend ëmzekéieren.

E Weider-Sou wéi am Moment ass jiddefalls an eisen Ae keng Alternativ an deem Secteur. Et brauch eng nei politesch Ausrichtung, et brauch eng nei Politik fir e Secteur, dee mer alleguerde gären um Liewen halen an och mussen um Liewen halen. Déi nei politesch Ausrichtung, déi huet verschidden Dimensionen, déi ee muss ugoen.

Et fänt u bei den Aarbechtsbedéngungen. An da kommen ech net ëmhin, hei och vum der Wichtigkeet vum engem sektorielle Kollektivvertrag ze schwätzen. Jo, et ass e Secteur, dee seng Spezifizitéiten huet. D'Aarbechtszäit sinn anerer wéi an anere Secteuren. Do läit et op der Hand, dass een dat mat de Sozialpartner zesumme kuckt a sektoriell uegt, dass een e moderne Kollektivvertrag brauch, deem d'Rechter vum de Leit stäerkt, déi do schaffen, deem och dozou ka bäidroen, dass eng gewësse Previsibilitéit ass. An dat feelt cruellement an deem Secteur!

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert (LSAP) | D'Ramebedéngunge generell ginn engem ze denken, ech kommen nach dodrobber zréck. Mee wa mer beim Aarbechtsmaart bleiwen, si mer och an engem Secteur, wou et eebe grad fir Leit aus Drëtstaaten interessant wär ze kommen. Et héiert een, dass händeringend no Leit gesicht gëtt. Op där anerer Säit wësse mer, dass Leit hei sinn, déi gären an d'Aarbecht géife kommen, déi och schnell an d'Aarbecht géife kommen. Ech géif och hei en Appell maachen, d'Autorisation d'occupation temporaire nach eng Kéier unzogee vum der Regierungssäit aus, fir déi sechs Méint Waarden, déi een am Moment obligatoresch muss respektéieren, éier ee kann an d'Aarbecht goen, nach eng Kéier ze drécken, well de Besoin ass do. Et ass eng absolutt Win-win-Situatioun, wa mer grad an deem Secteur Leit

schnell kënnen an d'Aarbecht kréien, hinne Perspektive schaffen, do, wou se gebraucht ginn.

Dann och d'Formationen: Ech hu gelies, dass no-geduecht gëtt iwwer nei Formation-certifianten, déi iwwer eng kuerz Dauer sinn, déi kënnen beruflsbe-gleedend gemaach ginn. Och do wär et interessant, vum der Regierungssäit ze héieren: Wou si mer do drun? Ass dat eppes, wat ee ka weiderdreien? Eis Ennerstëtzung hätt Der op alle Fall. An der Kichen, weess ech, ass d'Hotelschoul ganz aktiv, fir och Leit mam Flüchtlingsstatut Ausbildungsméiglechkeeten ze ginn. Et ass e Secteur, wou sech vill maache léisst, wann een innovativ ass an nei Saachen och schafft.

Net ze schwätze vum dem insgesamte Kader, deem och net ganz modern ass. Mir schaffe mat Lizenzen, mir schaffe mat Brauereiverträge, déi eise Konkurrenz-autoritéiten zurzäit en Dar am A sinn. Alles dat misst een eng Kéier op de Leescht huelen, kucken: Ass et nach zäitgeméis? Gëtt et aner Méiglechkeeten? Kann een do d'Leit beieneebringén, fir dass jiddweree méi zu sengem fënnt? D'Chantiers si villfältig.

Dann, déi ëffentlech Investitiounen – ech hu se ugeschwat –: Wann e Secteur vu sech aus op engem fräie Maart net kann iwwerliewen – a mir brauchen dee Secteur –, dann ass et de Moment, fir vum ëffentlecher Säit eranzogee, mat Investisementer vusäiten, wéi mer se scho punktuell gesinn, vu Gemengen, déi investéieren, déi an d'Locatioun ginn, fir Leit ze fannen, déi bei se kommen, fir eppes ze bedreien, wat a sech net méi de Marchésreegelen no rentabel wär.

Mee et kann een och méi wäit denken. Ech denken, wat de Logement uegt, u Wunnkooperativen, déi ee sektoriell kéint undenken. Och do géif ech mer wën-schen, dass an der Logementskris – well et ass eng Kris! – richtig an de Krisemodus eriwuergeschalt géif ginn an och méi villfältig geduecht ginn. Et gëtt Secteuren, déi spezifesch Besoinen hunn, wou et och sécher spezifesch Usätz gëtt, wou e Staat sécherlech och kéint an esou eng Wunnkooperativ mat asteigen a Kapital mat injectéieren. Ech mengen, Iddie gëtt et der vill, wann ee sech zesummesetzt.

Bref, Dir hutt et verstanen. Ech mengen, meng Zäit ass och méi wéi ofgelaf. Déi kuerz Riedezäit, déi mer hunn, ass u sech der Problematik net würdeg. Dofir mäin Appell: Loosst eis eis an enger Kommissioun gesinn an dat doten zesummen duerchdiskutéieren! Och op der Regierungssäit si vill Ministere gefuerd-ert, wann een hei wëll schnell zu Léisunge kommen. Ech denken, wa mer eis Käpp all zesummestrecken an dorunner schaffen an net just hei um Mikro disku-téieren, da wärte mer schon u eppes fannen, wou een nei Léisungsusätz fënnt, déi grad op Lëtzebuerg kéinte passen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Lenert. Da wier et elo un där nächster ageschriwwener Riednerin, där honorabler Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Presi-dent. Léif Kolleginnen a Kollegen, et ass de Mëtteg schonn ugeklong: D'Restauratioun, d'Caféen an d'Ho-tellerie spillen eng wichteg Roll an eiser Gesellschaft. Si sinn e soziale Mëttelpunkt, dat zemools a klengen Uertschaften. A si spigelen och besonnesch gutt den Zoustand vum eiser Gesellschaft erëm. Si spieren nämlech och, genee wéi d'Leit, op direktem Wee d'Ef-fekter vum héije Loyer, Zënse a Präisser.

Och wann et enger Rei Horeca-Betriben gelungen ass, déi successiv Krisen ze iwwerbrécken, jo, sech zum Deel nei ze eruffen an och ëmmer nees nei Betriben opzemaachen, sou sinn der och vill faillite gaangen a vill anerer maache sech – an et ass schonn ugeklon-gen – vill Suergen ëm hir Zukunft.

Wourop ass dës Situatioun zréckzeféieren? D'Leit aus der Branche soen engem ganz kloer, dass d'Clienté-manner oft an d'Restaurante ginn a wéineger bestel-len: mol keen Aperó, de Kaffi gëtt um Büro gedronk an esou weider. Dat spiert den Horeca-Secteur natier-lech.

Eiser Meenung no ass dat en Zeechen dofir, dass déi oncibliéiert Steuerreduktiounen vum de leschte Méint net am versprochenen Ausmooss am Konsum vum der Mëttelschicht optauchen. Leit mat ganz héije Revenuen dogéint ginn no enger Steuererlichterung eeben och net méi oft an de Restaurant oder op eng Terrass, well si sech souwisou net hu missen aschrän-ken. Vun hirem „Méi Netto vum Brutto“ kommen also just Grimmelen an der lokaler Gastronomie un.

Mir Gréng sinn dofir der Meenung, dass fir den Horeca-Secteur – an och vill aner Lëtzebuurger Be-triben aus der reeller Economie – eng méi sozial ge-recht Entlaaschtung vum de Leit besser gewiescht wär. Mir hunn eis och ëmmer erëm staarkgemaach fir eng Steuerpolitik, déi d'Akommessteier net nëm-men erofsetzt, mee zousätzlech nach méi Progressivitéit sécherstellt an och geziilt Incentivé setzt mat Steuer-kreditte.

Dofir meng Fro: Kann den Här Minister eis soen, ob fir déi grouss Steuerreform endlech eng méi sozial se-lektiv Approche geplangt ass, fir dass méiglechst vill vum der Entlaaschtung sech och an de Keese vum der reeller Economie hei am Land erëmfënnt? Ee kleng Betrib, deem elo schonn net vill Margen huet – an dës sinn am Horeca-Secteur an de leschte Joren och nach staark erofgaangen –, dee profitéiert kaum vum 1 %-manner Steieren op deene kaum existente Benefis-er.

Och Initiative wéi de Régime impatriés oder d'Prime participative si primär fir d'Finanzplaz an e puer grouss Betriben geduecht an déi kleng a mëttelgrouss Entreprisé profitéieren bei Wäitem net esou staark vum deenen. Mir fuerderen dofir och d'Regierung op, konsequent op de Wee ze goen, och déi lokal a kleng a mëttelgrouss Betriben mat geziilten Investitiouns-primmen a Subsidien ze stäerken, amplaz an éischer Linn Mesüeren ze liwweren, déi reell um Terrain d'Ongläichgewicht en faveur vum deene Groussen nach verstärken.

Grad wéinst deene falende Margen an deene leschte Jore kann den Horeca-Secteur oft keng esou héich Léin bezuuele wéi aner Beräicher. A well an deem Secteur vergläichsweis wéineg Frontaliere schaffen – et ass amgaang ze evoluéieren an awer schaffen der-manner do –, leit en och besonnesch staark ënnert der Logementssituatioun – meng Virriednerin huet dat hei elo schonn opgegraff – hei am Land, well Per-sonal ouni héich Léin sech schwéierdeet dermat, hei am Land kënnen ze wunnen.

Mir fuerderen dofir d'Regierung op, am Logement endlech Neel mat Käpp amplaz Annoncen ze maa-chen, zum Beispill bei der Grondsteuer oder bei der Mobiliséierungssteuer. Dat wier net nëmme gutt fir d'Leit, mee och fir d'Entreprise am Horeca-Secteur.

E weidere Problem, deem d'Betriben aus deem Sec-teur a vill vum de Leit mateneen deelen, sinn d'Ener-giepräisser. An dat hu mer hei schonn oft ugeschwat: D'Stroumpreispolitik vum der Regierung war leider net nëmme schlecht fir d'Privatleit, mee och fir déi kleng Betriben, wéi Caféen, déi um Nidderspan-nungsnetz hänken. Dofir widderhuele mer och nach eng Kéier, dass mir den Deckel nach e Joer bäibehal hätte respektiv méi progressiv auslaffe gelooss hätten an dass mir déi sou gewonnen Zäit genotzt hätten, fir d'Leit an déi kleng Betriben besser ze informéieren, wéi si sech kënnen adaptéieren, well och hei si vill kleng Restauratiounsbetriben kal erwëscht ginn.

Dee leschte Punkt, op deem ech hei wollt agoen, ass den Zougang zu de Finanzéierungsméiglechkeeten. Dofir eng weider Fro: Gëtt et Initiativen, fir zum Beispill geziilt op d'Besoine vum Horeca-Secteur agoend an ausgeriichten Instrumenter, eventuell an Zesummenaarbecht mam SNCI, beispillsweis eng Tourismusbank, ze schafen, sou wéi et se an europäesche Länner an an anere Regiounen scho gëtt?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Grondgedanke vu menger Ried war deem, dass den Horeca-Secteur e gudder Barometer ass fir déi wirtschaftlech Situatioun vum Land a vun de Leit. Wann een da gesäit, dass besonnesch kleng Betriber änlech Problemer hu wéi d'Stëit, da muss dat engem dach ze denke ginn! An da stellt sech d'Fro, wat ee bereet ass ze maache fir ze hëllefen – net jidderengem gläich, mee spezifesch deenen, déi et am meeschte brauchen. An dat ass d'Haaptfro, déi ech stellverriedend fir d'Horeca-Betriber, mat deene mir och geschwat hunn, haut der Regierung wollt stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Welfring. Da wier et elo um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, den Horeca, dee verännert sech, esou wéi d'Gesellschaft och. Wou ee virdu vläicht an engem Restaurant Mielkniddelen zerwéiert kritt huet, ass et vläicht elo éischter den Trend zu engem Fësch, deen een net huet misse kachen. A wann een an eisen Dierfer kuckt, da verännert sech och d'Gesellschaft vun deem, wat um Menü steet.

Et ass awer och esou, dass, wann eis Restauratioun sech verännert, et och do eenzel Chancë gëtt, zum Beispill bei de Liwwerservicer. Do gëtt et ganz nei Applikatiounen, déi de Virdeel hunn, dass de Restaurateur net méi muss d'Personal selwer astelle beziungsweis d'Autoe virfinanzéieren, fir kënnen auszeliwweren, an esou och a klengen Dierfer, iwwert d'Duerfgrenzen eraus, ka säi Commerce bedreiven. An sinn awer nach Eenzelfäll, déi am Moment do wierklech dervu profitéiere kënnen, mee et ass awer deen digitale Wee, wou ee ka matgoen.

D'Clientë si ganz ënnerschiddlech. Et sinn d'Geschäftsleit an d'Touristen hei an der Stad, vläicht nach d'Touristen a verschiddene Regiounen duerch d'Land. An dat anert sinn éischter d'Stammclienten an engem Gemeng, déi sollen an de Café, Bistrot, Restaurant kommen – an dat am beschte regelméisseg. Jo, wann d'Leit manner Geld am Portmonni hunn, ass dat sécherlech ee vun den éischte Punkten, wou se spueren.

Et muss een awer och do soen, wann ech bei mir an der Gemeng kucken, wéi dat sech a leschter Zäit verännert huet: Wann ech d'Caféë gesinn, da mengt een heiansdo, et wär een éischter an engem Casino wéi an engem Café. A virun allem d'Caféen hale sech domadder iwwer Waasser. Ob een dat elo gutt fënnit oder net, dat ass eng ganz aner Diskussioun. Mee dass awer op eemol de Café zum Casino ginn ass an net méi dat ass, wou ee sech eigentlech gesellschaftlech trëfft, dat kann een eigentlech och méi kritesch bewäerten – och wann dat d'Caféë gerett huet a verschidde Cafetiere mer gesot hunn, se hätten doduerjer méi Recettë wéi duerch de Béier, dee se verkaufen.

Jo, et gëtt och manner Alkohol konsuméiert. Dat ass e Fakt. Dat géng d'Gesondheitsministesch freeën. Ech hunn awer och gemierkt – ech drénke säit engem Joer keen Alkohol méi –, wéi deier d'Waasser ginn ass. Virdrun ass dat mer net esou opgefall. Mee ech

muss awer soen: Hautzedaags, wann ee Waasser oder Soft drénkt, ass een eigentlech och am Nodeel.

Dat ass iwwregens och eppes, wat mer eng Kéier an enger Petitioun haten – ech mengen, et war och den Här Delles, deen deemools do war –, fir zumindest d'Waasser an de Restauranten e bësse méi bëleg oder gratis ze kréien, wéi och ëmmer. Ech mengen, do ass och nach eppes, wat nozehuelen ass.

Jo, d'Personalkäschten, d'Energiekäschten, dat ass alles schonn ugeschwat ginn, well d'Energie leeft de Restaurateuren och fort. Virun allem déi mat de groussen Iewen, déi kommen net no. An ech hat d'leschte Kéier mat engem geschwat, deen huet mir gesot: „Ma, ech sti méi am Büro a méi bei den Dosiere wéi hanner dem Kachdëppen.“ Dat ass ee vun de ganz groussen Problemer: dass se net méi derzou kommen, hir Aarbecht ze maachen, mee dass se méi müssen an de Pabeiere maachen. An do ass sécherlech e Punkt, wou ee muss usetzen.

Virdrun ass dat mat de Loyerer hei ugeklungen. Ech sinn net ëmmer der Meenung, dass d'Gemenge sollen asprangen. A wann d'Gemengen asprangen, dann ass dat vläicht, wéi virdu bei dem Beispill Rouspert, sënnavoll ...

Une voix | Rouspert-Mompech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Rouspert-Mompech.

Dann ass dat vläicht sënnavoll, ...

(Hilarité et interruption)

... well Dir vläicht am Duerf kee Café oder kee Restaurant méi hat. Mee huele mer awer elo zum Beispill meng Gemeng – an dat war déi Zäit, wéi ech nach am Gemengerot war –: Du krut ee Restaurant, en plus een, deen nach e puer Restauranten am Land huet, de Loyer nogelooss, well deemools eebe Krisenzäit war, an déi aner Restaurateuren net.

An dat sinn nämlech dann déi Situatiounen mat enger deloyaler Konkurrenz, déi entstinn. Deemools sinn déi aner Restaurateure bei mech komm, déi hu gesot: „Jo, mir léisst Brauerei näischt no.“ Mee d'Gemeng huet awer dee Moment de Loyer komplett nogelooss, an dat iwwer Méint! An dat war natierlech eng deloyal Konkurrenz. Du konnt deen natierlech och säi Béier, seng Menüe präislech upassen an huet doduerjer déi aner Restauranten e bësse rose gemaach, bis zur Bedrängnis bruecht.

An dofir ass dat vläicht op verschiddene Dierfer eng gutt Léisung, mee a verschiddene Gemengen, wou awer de Commerce schonn do ass, wou d'Restaurante schonn do sinn, ass dat net ëmmer ze roden. Well een doduerjer eng deloyal Konkurrenz ka schafen, wou deen een dann e bëlegen oder kee Loyer bezilt, während deen aneren e volle bei engem Private bezilt, dee meeschtens nach iwwerdeiert ass, virun allem wann et eng Brauerei ass.

Wat mech bei d'Brauereie komme léisst, bei déi ominéis Schanklizenzen, wou ech scho sëllege Question-parlementairen derzou hat, an och scho virun der leschter Regierung hei ganz vill Diskussiounen gefouert hunn. A wann ech mech richtig erënneren, war et och deemools de Gilles Roth, deen deemools nach an der Oppositioun dee System mat kritiséiert huet, well en eigentlech onfair ass. Et ass e Monopol domadder geschaaft gi fir d'Brauereien, deen net korrekt ass. An en plus, well se begrenzt sinn, kënn och nach keen aneren drun.

An da kommen déi ominéis Exklusivverträge derbäi, wou Der dann och nach gezwonge sidd, beim selwechten Depositare, der selwechter Brauerei ze kafen. Dir kënn emol net einfach bei iergende Wénzer goen, wou Der wéilt, well deem säi Wäi vläicht besser ass oder Der besser Konditiounen kritt. Nee, am

Contraire: Dir musst bei deem, deen d'Brauerei Iech virschreift, kafen.

Dat ass ee vun de ganz groussen Problemer. An ech mengen, do muss mer eng Kéier am Konkurrenzrecht ganz kloer opmaachen. Virun allem, wann et d'Gemenge sinn – an dat ass zu Péiteng esou gewiescht, dofir kennen ech déi Kontrakter ganz gutt –, déi souwuel de Loyer fixéieren ..., wéi herno, dass e feste Kontrakt muss gemaach ginn, an herno natierlech deen, dee loune geet, sech opreegt, an do souguer nach Klauselen drastinn, dass een esou vill Hektoliter Béier muss kafen, och wann ee se guer net brauch. Dat sinn allegueren déi Verträge, deenen d'Regierung eng Kéier misst e Rigel virschiben. Well mer hätte sécherlech och méi Caféen, déi kéinte profitabel fonctionéieren, wa se net gebonne wäeren un déi Exklusivverträge, wa se net gebonne wäeren un déi Schanklizenzen a wa mer dat eng Kéier géife reforméieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, huet den Horeca-Secteur aktuell effektiv mat enger ganzer Rëtsch Problemer an Erausforderungen ze kämpfen. Dat Stéchwuert „Bistrostierwen“ ass méi wéi eng Kéier gefall. Mee ech kann Iech awer eppes garantéieren: U mir läit et net!

Une voix | A!

(Hilarité)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech hunn an deene leschten 30 Joer wierklech mäi Beschte gemaach, fir den Horeca-Secteur dagdeeglech ze ënnerstëtzen!

(Hilarité)

Mee Spaass beisäit. D'Problematik ass eng seriö, well vill vun deene Leit am Horeca, mat deenen ech am Alldag ze dinn hunn, dat heescht d'Serveuren a Serveusen, geet et ganz dacks net gutt, an natierlech och de Salariéen an der Kichen, déi ee leider manner oft ze gesi kritt.

D'Zuelen aus dem „Quality of Work Index“ schwätzen eng kloer Sprooch. Et ass am Secteur vun der Restauratioun a vun den Hotellen, wou déi qualitativ schlechtesten Aarbechtsplazen ugebuede ginn. An et ass an deem Secteur, wou déi meescht Salariéen ënner Depressiounen, Schlofstéierungen, Selbstmordgedanken, Burnout oder mentale Krankheete leiden – e Secteur, an deem hei zu Lëtzebuerg Dausende vu Mënsche schaffen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Jo, et gëtt Restauranten, wou scho säit Joren déi selwecht Leit schaffen. Mee leider ass dat net d'Reegel. D'Reegel ass – an déi meescht Leit, mengen ech, kréien dat mat –, datt d'Personal méi dacks changéiert wéi d'Menüskaart. An et muss ee soen, et versteet een och firwat. Well nieft deene schwierigen Aarbechtsbedéngungen – héich Aarbechtsintensitéit wéinst Stousszäiten an ze wéineg Personal, zerstéckelt Aarbechtszäiten owes méi spët an och nach iwwert de Weekend – kommen dann och nach immens niddreg Paien derbäi.

Néierens ass d'Unzuel vun de Mindestlounempfinger esou héich wéi am Horeca. An déi Aarbechtskommissionen an déi niddreg Paie stinn an engem direkte Lien mat engem anere Phänomeen, deen de Secteur auszeechent, nämlech datt a kaum engem anere Secteur manner Salarié vum engem Kollektivvertrag profitéieren.

Wann d'Vertrieder vun der Horesca also soen, datt se enorm Schwierigkeiten hunn, qualifizéiert Personal ze fanne respektiv iwwerhaapt Personal ze fannen, da wëll ech dat ganz gär gleewen. Mee aus deem Constat muss een dann awer och déi richteg Schlëss zéien!

An engem Interview virun e puer Wochen op RTL huet de President vun der Horesca ganz daitlech gemaach, wat e vu Gewerkschaften hält – nämlech net ganz vill. Kollektivvertrëg géif ee keng brauchen, well – an ech zitieren en – „dat mécht nëmme Wirrwarr“. Also um Comptoir géif ech dorobber äntweren: „Mee da braucht Der Iech och net ze wonneren, datt kee méi fir Iech schaffe wëll!“

Wonnere brauch ee sech bei esou enger Haltung och net, datt de President vun der Horesca sech offensichtlech mam Aarbechtsminister esou gutt versteet. An deem selwechten Interview huet e gesot, datt si a Gespréicher sinn, fir nach weider Ausnameregelungen zum Aarbechtsrecht ze kréien, wou se dach elo scho ganz vill Ausnameregelungen hunn. An déi Gespréicher tëscht dem Här Mischo an der Horesca, sou den Här Rix, wärem um gudde Wee.

Also am plaz derfir ze suergen, datt d'Zuel vun de Kollektivvertrëg endlech an d'Luucht geet, sou wéi dat déi europäesch Direktiv fuerdert, ass den Aarbechtsminister offensichtlech amgang, mat de Restaurateuren an Hotelieren, hannert dem Réck vun de Gewerkschaften an hannert dem Réck vum Parlament, iwwer eng weider Aarbechtszäitflexibiliséierung ze verhandelen.

Duerfir, Här President, iwwerreechen ech Iech hei eng Demande un den Aarbechtsminister, fir der Chamber an der Aarbechtskommissioun iwwert dës Gespréicher emol ze rapportéieren. Wannechgelift.

(M. Marc Baum dépose une demande de rapport.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Datt et och anescht geet, huet een iwwerengs d'lescht Joer am Beräich vun der Restauration collective gesinn. Do gouf, allerdéngs no 20 Joer Gespréicher an 3 Joer Verhandlungen, endlech e Kollektivvertrag ënnerschriwwen tëscht der FEDIL Catering, dem OGBL an dem LCGB mat progressiver Gehaltserhéijungen, méi Congé an Opschlëi fir Sonndesaarbecht oder Feierdeeg fir iwwer 3.000 Salariéen. An am Géigenzuch krut d'Patronat dann eng Flexibiliséierung a Form vun enger Referenzperiod vun engem Joer an deene Betriber, déi vun de Schoulvakanze betraff sinn. Eppes, wat och de President vun der Horesca gären hätt.

An dat ass de Wee! Kollektivvertragsverhandlungen sinn am Interêt vun de Salariéen, am Interêt vum Patronat an am Interêt vun der Allgemeengesheet. An ech ginn nach ëmmer d'Hoffnung net op, datt och iergendwann dës Regierung dat wäert agesinn.

Här President, d'Zäit leeft engem wierklech dovunner, fir op d'Komplexitéit vun deem ganze Problem anzugeen. Dofir wëll ech ganz kuerz just nach eppes soen: Et stëmmt, datt ganz vill kleng Patrone richteg struewelen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Mee da muss een awer och iwwer ee vun den Haaptgrënn schwätzen, den Elefant, deen am Raum steet: An dat sinn déi exorbitant Loyerer, déi Bistrotieren a Gastronome bezuele mussen! Dat sinn dacks Zommen, fir déi een eng ganz Rëtsch Salarié kënt astelle respektiv anstänneg bezuelen. An och dat muss Deel vun der Diskussioun sinn. Doriwwer schwätzt d'ADR awer net. Frot Iech emol, firwat!

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da géing ech dem Här Wirtschaftsminister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och, dass mer dat wichtegt Thema haut de Mëtten hei kënne uschwätzen. Well et geet nämlech hei ëm wäit méi. Ëm wäit méi wéi d'Medail, déi de Marc Baum soll kréie fir säi staarkt Engagement am Sënn vum Iwwerliewe vun de Caféen.

(Hilarité et interruptions)

Et geet wäit eraus iwwert déi Fro: „Hu mer e wirtschaftlechen Zweig, deen hei zu Lëtzebuerg fonctionéiert, oder net?“ Neen, et ass eng Fro vun eiser Gesellschaft! Eist Gesellschaftsliewen dréit sech ronderëm d'Zesummeliewen, dréit sech ronderëm de Comptoir, d'Terrass, wou ee sech trëfft ronderëm en Dësch, wou ee kann iessen, wou ee zesummen e flotte Moment verbréngt. A grad do gesi mer verschidde Problematiken op eis duerkommen.

D'Theema ass awer e bësse méi nuancéiert, wéi et vläicht de Mëtten déi eng oder déi aner Kéier erkläert ginn ass. An dofir wëll ech hei och nach eng Kéier just ganz kuerz drop verweisen, dass et de „Retail Report“ gëtt. An do gesäit een eng Evolutioun, eebe grad iwwert déi leschte Joren, vun 2019 bis 2024, vun den Etablissementer, souwuel vun de Caféen, wéi vun de Restauranten, wéi awer och vun der Hotellerie. A grad do wëll ech eng Kéier, ganz kuerz just, e bëssen den Detail erklären, well een do nämlech gesäit, wéi nuancéiert et awer ass.

Mir gesinn iwwert déi lescht Joren, vun 2019 bis 2024, e ganz liichte Plus an der Hotellerie. Mir gesinn awer zur nammlecher Zäit zum Beispill, dass d'Mataarbechter vun 2020 bis 2023 e Plus vun 9,2 % hunn. Dat heescht, mir hu vun 2020 bis haut e Plus vun 9,2 % vun de Mataarbechter an e Plus vun 2019 op haut vun 2,6 % vun Etablissementer, tous secteurs confondus am Horesca. Dat heescht, mir gesinn, dass mer am Horesca souwuel méi Etablissementer wéi och méi Mataarbechter hunn.

Wa mer awer elo an den Detail ginn dovunner, da kucke mer: Wat ass bei de Restaurante geschitt? Mir hu säit 2019 bis haut plus 2,8 % Etablissementer an der Restauratioun. Mir hu méi Restauranten haut, wéi mer der 2019 virun der Pandemie haten. Dat sinn Zuelen, déi ganz kloer sinn. Da gesi mer – an do ass de Punkt –: Bei Bistro/Caféen hu mer minus 7,9 %. Bistrotien a Cafée gëtt et also ronn 8 % manner haut, wéi dat nach 2008 (veuillez lire: 2019) de Fall war. An der Restauration rapide: Do gesi mer, dass mer e Plus vun 23,9 % hunn. Dat heescht, mir gesinn en enorme Boom vu Snack, Imbiss, also deenen, déi schnell Iessen ubidden. Bei den Hotellen – hat ech gesot –: plus 0,5 %.

Dat heescht, et ass ganz nuancéiert, wat mer do gesinn. D'Problemer si genuch ugeschwat ginn. Ech menge just, an der Frostellung ass vergiess ginn, op déi Haaptpunkten anzugeen: Energiepräisser, Inflation, dat si ganz grouss Problemer. Wann ech elo muer mat der Horesca schwätzen, soe se mer dat – an d'Etablissementer, mat deenen ech schwätzen, och –: dass mer do gesinn, dass eeben déi Präisdeierecht mat sech bréngt, dass si och selwer mussen Präisser weiderginn. Dat sinn zum Beispill beim Fleesch plus 30 %. Déi Präisser mussen se entweder weiderginn un de Client oder à perte verkafen. À perte ze verkafen, kann ech just kengem uroden.

Dofir ginn d'Präisser an d'Luucht, wat mat sech bréngt, dass manner Leit dohinner ginn. Dofir ass

d'Kafkraaft, si ass de Mëtten ugeschwat gi vu verschidde Riedner, ganz wichteg. A mir hunn déi verschidde steierlech Mesüre geholl, fir ze kucken, an der Breet déi Indextranchen, déi jo dozou dëngen, d'Präisdeierecht, wou och d'Restauration am Wuerekerf ass, opzefänken iwwert den Index, dee breet ass, dat och an der Steiertabell kënne ze maachen, fir dass d'Kafkraaft bei de Leit bleift, fir dass se och kënne dohinner goen.

Mee ech muss Iech soen, dat Wichtigst, fir dass e Café an engem Duerf nach ka bestoen, fir dass e kleng Restaurant an engem Duerf ka bestoen, ass, dass jiddwereen och dohinner geet. Ech selwer war Buergermeeschter. Ech hunn da gesinn, wann de Café zougaangen ass, koume Leit bei mech: „O mei, wéi kann et sinn, dass dee Café elo zougaangen ass? E war awer esou schéin.“ Wann ech da gefrot hunn: „Waart Der da selwer och eng Kéier do?“, „Jo, nee, ech ginn net an de Café.“ Jo, ok, mee da muss een awer dat eent oder dat anert maachen.

Also, och wann ee gesäit – an de Rôle vun de Gemengen ass ugeschwat ginn – op där enger Säit, dass se selwer Incentivé gi wéi d'Gemeng Rouspert-Mompéich an och nach aner Gemengen, déi Cafée geziilt opkafen, fir um Loyer ze spillen ... Do spillt déi Fro, déi den Här Goergen gestallt huet, vun der Concurrence déloyale, wa mer nach aner Etablissementer hunn. Mee wann ech guer keent méi hunn, dann ass dat e Moyen, fir ze soen: „Majo, ech kafen eppes. Ech kucken als Gemeng, fir dass ech d'Méiglechkeet hunn.“ Do gëtt et och ganz flott Beispiller am Commerce vu verschidde Gemengen, déi sech do ganz staark engagéieren, fir de Commerce nach ze hunn.

Eng aner Fro, déi awer haut de Mëtten net ugeschwat ginn ass, dat ass de Rôle vun de Veräiner an de Gemengen. Ech selwer war Buergermeeschter. Ech mengen, ech hunn dräi oder véier Buvette gebaut. D'Veräiner soe Merci. Et ass ganz schéin. Mee all Béier, all Glas Waasser, all Kaffi, deen op der Buvette vum Sportsveräi verzaapt gëtt, an dat nach dräi, véier Stonnen nom Match oder dräi, véier Stonnen nom Concert, si Gedrénks, déi net am Café consomméiert ginn. An dat ass och e wichtige Punkt. Wann de Gesangsveräin, dee fréier nach no der Prouf an de Café gaangen ass, dat elo beim Comptoir bei sech selwer mécht oder de Basketsveräin an der Buvette an der Sportshal steet, dann ass dat ganz schéin, deelweis och ganz gutt fir d'Keess vum Veräin. Mee dat bréngt mat sech, dass ganz vill Caféeen am Duerf net méi kënne fonctionéieren.

M. André Bauler (DP) | Ganz richtig!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | An da kënnt jo nach de Combel, dass jo déi nammleche Veräiner, déi da vläicht deelweis bei sech selwer an der Buvette nach e puer Stonnen nom Match zapen, dann awer bei de Café ginn a soen: „Mir kommen zwar net méi bei dech, mee gëff eis awer e kleng Sponsoring, fir um Terrain eng Reklamm ze maachen!“

A grad do ass et, wa mer wëllen en Duerfliwwen hunn, dat fonctionéiert, wou d'Gemengen, d'Veräiner an d'Leit alleguerten och kënne mat Responsabilitéit huelen, fir kënne mat ze fonctionéieren.

Natierlech schwätze mer och iwwert d'Theema vun de Konditiounen. An ech erlabe mer awer hei ze soen: Wann hei en honorabele Riedner seet, dass d'Paieren einfach minimal sinn – dat ass och net wouer. A grad dofir probéiere mer, an der Regierung zesumme mat der Horesca, mat verschidde anere Federatiounen ze kucken, Dreamjobs Ambassadors zum Beispill ze maachen, wou een awer gesäit: Jo, et gëtt Paieren, déi um Mindestloun sinn. Mee gitt emol eng Kéier haut e Kach sichen. Fir de Mindestloun fannt Der haut kee

Kach. Wann Der e Chef de rang sicht, dee fannt Der net fir de Mindestloun. Dat heescht, et gött och Karriärméiglechteeten. A mir sollen ophalen, iwwerall ze soen: „Am Horeca ass eng minimal Pai.“ Haut fannt Der kee gudder Garçon fir de Mindestloun. Dat gött et net!

A grad dofir musse mer och ophalen, esou ze schwätzen, fir och ze soen: „Mee du hues Zukunftschancen. Du hues Chancen, an e Secteur ze goen, wou et op der enger Säit ganz flott Erfarunge gött, wou et op der anerer Säit Karriärméiglechteete gött. An du kanns och Independant ginn, wann s de wëlls, mat dengem Etablissement.“ Et gött Zukunftschancen am Horeca-Secteur a mir sollen och ophalen, selwer schlecht doriwwer ze schwätzen.

Dann ass geschwat gi vun de Businesspläng, déi anscheinend esou schwierig ze maache sinn. Ma grad dofir huet d'Chambre de Commerce d'House of Entrepreneurship als Service geholl, fir ze proposéieren, d'Businesspläng kënnen en place ze setzen, mam Betrib ze kucken: „Majo, wéi kann dat iwwerhaupt funktionéieren, wann s de wëlls e Café opmaachen?“

Ech géing haut jiddwerengem deconseilléieren, an engem Duerf vun 100 Awunner e Café opzemaachen an ze soen: „Sou, ech spären d'Dier op an da geet et.“ Nee, ech muss eppes Spezielles maachen, ech muss iergendeppes maachen, fir dass d'Leit wëlle bei mech kommen. Well d'Leit beweege sech och an e Café, an e Restaurant, fir kënnen dohinner ze goen, wann et eppes Spezielles ass. A mir gesinn och, dass mer op der enger Säit Caféen hunn, Restauranten, déi mat spezielle Konzepter ganz gutt funktionéieren. Mir gesinn awer och, dass verschidde Gruppen ëmmer méi grouss ginn, well se eebe grad da Saache kënnen beieneeleeën.

A jo, ech mengen, ech weess net, vu wem et ugeschwat ginn ass, d'Complication administrative ass och e Punkt dovun, un deem mer amgaange sinn, ganz konkret mam Horeca ze schaffen, fir do weiderzekommen.

An d'Hotelschoul ass och ugeschwat ginn. D'Hotelschoul mécht eng formidabel Aarbecht an der Ausbildung vun eise Jonken am Horeca, eebe grad bei de Käch, am Service. Mir gesinn, dass eis Hotelschoul net nëmme verschidden nei Branchen opbaut, sief et am Tourismus, sief et am Management, am Management vun Hotellen an esou weider, fir och do kënnen weiderzekommen. Mee iwwerhaupt emol och bei deenen aneren Ausbildungse gesi mer, dass d'Hotelschoul, besonnesch wa se och elo nach en neie Site kritt, nach eng Kéier ganz aner Opportunitéiten huet, fir och am Süde vum Land do kënnen weiderzeschaffen.

De Volet vun de Subsidien ass ugeschwat ginn. Bei all eisen Aidé si mer um maximalen Taux, dee mer wéinst Europa deenen kënnen maachen. Dat sinn déi Aide-à-l'investissement, déi natierlech och fir den Horeca sinn, also fir PMEen, Aide à l'investissement.

Op der anerer Säit gesi mer awer och SME Packages – Service zum Beispill, déi extra och dofir do sinn, fir kënnen weiderzekommen; d'Digitalisatioun, déi och am Horeca matspillt, wou och d'Horeca-Betribler Méiglechteeten hunn, fir kënnen weiderzefueren.

Et gött awer och, wéi d'Madamm Welfring gefrot huet, speziell Aiden – ech gesinn hei, d'Zäit leeft –, fir speziell Iddie kënnen ze maachen. Dofir gött et verschidde Garantiesméiglechteeten iwwert d'Mutualitéiten, déi extra fir den Horeca sinn. D'SNCI huet e Crédit d'équipement extra fir den Horeca, fir grad do kënnen och unzepaken.

Dann ass de Volet vun den Débits hors nombre ugeschwat ginn. Et gött den Débit de boissons op der

enger Säit, da gött et awer och d'Méiglechteet, iwwert de Finanzministère déi Hors-nombre erauszeginn. An ech zitieren hei aus enger Question parlementaire, déi den Här Bauler gestallt huet: 2022 waren 28 Demanden, fir en Débit hors nombre ze kréien, 20 Stéck sinn accordéiert. 2023: 17 sinn der gefrot ginn, 14 sinn der accordéiert ginn. 2024: 24 sinn der gefrot ginn, 12 sinn accordéiert ginn an 9 sinn der nach „en cours“. Do gesäit een also, dass och déi Hors-nombre ugefrot ginn, fir kënnen weiderzefueren.

Mee ech mengen, dass et e Secteur ass, dee wichtig ass fir eis Gesellschaft. Ech mengen, dass et e Secteur ass, dee wichtig ass fir eis Zesummeliwien. A wa mer an Zäite si vu soziale Meedien, vu Fakenews a vum Saachen-einfach-nëmmen-an-d'Welt-Geheien – mee um Comptoir loose sech déi ëmmer ganz schéin diskutéieren. Ech mengen, dat kenne mer allegueren.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt nach eng Fro do ass. Huet Der d'Fro un, Här Minister?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, dann ass d'Wuert fir Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci, Här Minister. Dir hutt d'Salären ugeschwat. Dir hutt Recht, dass se och zimmlech déif sinn. Meeschtens ass dat awer och ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat hunn ech net gesot. Ech hu jo grad de Contraire gesot.

M. Marc Goergen (Piraten) | A!

(Interruption)

Ech hunn Iech nämlech verstanen, dass Dir och verstanen hätt, dass se zimmlech déif wäeren. Et ass nämlech esou ... Ech sinn der Meinung, se wäeren déif. Dofir hat ech gemengt, Dir wäert eng Kéier ... Mee dat ass net mäi Punkt gewiescht.

De Problem ass jo, dass déi Salairë meeschtens déif sinn, well niewelaanscht en Dréngeld bezuelt gött. An de Problem bei dem Dréngeld ass: Et ass nun emol schwaarz. Et kann ee laang driwwer diskutéieren. Mee wann een awer herno an d'Pensioun geet, wann een e Krankeschäin huet, wann een op der ADEM herno ageschriwwen gött, wann ee Congé parental huet, feelt dat.

Ob d'Regierung net gewëllt ass, iergendeng Formule ze fannen – ech weess, et ass komplizéiert –, wéi een d'Dréngeld anescht reegele ka wéi de Salaire. Well am Moment ass et komplett schwaarz an d'Leit hunn et herno, wou se ... Ech weess, et ass net legal, wat se maachen, mee se bauen hir Karriär drop op. Ob een net fir d'Dréngeld eng Reegel kéint fannen, fir der Restauratioun bezéiungsweis de Leit, déi do schaffen, ze hëllefen oder e bëssen entgéintzekommen. Well et wär jo eng Win-win-Situatioun, wann de Staat e bësse kritt, awer vläicht net genau dat selwecht wéi op engem volle Salaire.

Merci.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Et sinn Diskussiounen, déi mer och ronderëm de Covid hate mam Dréngeld, wou d'Fro sech gestallt huet: Ass d'Dréngeld Partie integrante vum Revenu?

Well natierlech, wéi während dem Covid d'Fermeturé waren, ass de Salaire zwar kompenséiert ginn iwwert de Chômage partiel, mee op där anerer Säit ass natierlech keen Dréngeld méi komm.

Am Moment gött et keng esou Iwwerleeungen. An ech mengen, dass mer do eebe grad während dem Covid déi verschidde Punkten och gekuckt hunn, mat der Avance remboursable, wéi se ugeschwat ginn ass.

Ech rebondéieren nämlech grad dorop, wat Der sot, well déi Fro gestallt ginn ass. D'Avance remboursable, déi deemools mat 60 Stëmme an der Chamber als „Avance remboursable“ gestëmmt ginn ass – also och mat de Stëmme vun der ADR –, ass also remboursabel, an et ass net méiglech, elo ze soen: „Majo hopp, dann ass se elo eeben ab haut net méi ze rembourséiere fir den Horeca.“ Ech weess och net, ob dat wierklech dat ass, wat Der frot, ob Der eng Kompensatioun fir den Horeca frot, dass een da seet: „Mee et ass gutt, Dir kritt dann eeben aus dem Staatsbudget Suen oder aner Méiglechteeten.“

Mee wat ass da mam Secteur vun der Constructioun? De Secteur vun der Constructioun krut och Avance-remboursablen. Dann ass just eng Fro: Solle mer et do och maachen, och kompenséieren? De Secteur vun der Industrie krut et och. Soll et do och kompenséiert ginn an och ausbezuelte ginn? Mir schwätze vun engem totale Montant vun 180 Milliounen, déi iwwert d'Avance remboursable ausbezuelte gi sinn, wou mer also gesinn, dass vun deenen 180 Milliounen 305 Betriber profitéiert hunn; en totale Montant vun 23,5 Milliounen, déi iwwert d'Avance remboursable un den Horeca ausbezuelte ginn, wou haut plus/minus 14 Milliounen zrëckbezuelte gi sinn. An ech mengen, dass do Kompensatiounen bei enger Avance remboursable, déi kloer remboursabel war, net ubruecht sinn, besonnesch well et och Betriber gouf, déi se net ugefrot hunn.

Wat ass da mat all deenen, déi gesot hunn: „A nee, ech wëll net rembourséieren, dofir froen ech se net. Ech ginn op mäi Privatkonto, dofir froen ech se net?“ An da gi mer deenen aneren elo Kompensatiounen, well am Fong déi, déi se gefrot hunn, dann nach eng Kéier en Avantage kréien. Ech gesinn dat selwer relativ schwierig a géif och net derfir plädéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

10. Ordre du jour (suite)

Den Här Hardy hat eng Motioun hei deposéiert. Et ass eng Motioun, déi haaptsächlech Steierfroen concernéiert. An dofir gött proposéiert, dës Motioun dann op den Ordre du jour ze huelen, wann de Finanzminister eng Kéier hei ass. An den Här Hardy ass et domat d'accord. Wann d'Chamber domat d'accord ass, géinge mer dat esou maachen.

Dat selwecht wëll ech soen iwwert déi Motiounen, déi nach virun deposéiert gi sinn. Bei der Motioun vun der Madamm Bofferding kucke mer, soubal den Educatiounsminister do ass, déi op den Ordre du jour ze huelen.

An d'Resolutioun, déi d'Madamm Bernard deposéiert huet, probéiere mer muer op den Ordre du jour ze huelen, soudatt Der all informéiert sidd, wéi dat an deenen nächsten Deeg elo wäert goen.

Sou, domat wäere mer dann um Enn vun eisem Programm vun haut an och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kennt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.33 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique M. Claude Wiseler, Président	p. 28	3. Ordre du jour M. Claude Wiseler, Président	p. 42
2. Interpellation de M. Ben Polidori au sujet des enjeux liés à la digitalisation et à l'intégration de l'intelligence artificielle dans les services publics Exposé : M. Ben Polidori (dépôt de la motion 1) Débat : M. Maurice Bauer M. Guy Arendt Mme Alexandra Schoos Mme Joëlle Welfring M. Marc Goergen (interventions de M. Franz Fayot) (dépôt des motions 2 et 3) M. David Wagner Prises de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique M. Ben Polidori (parole après ministre) Mme la Ministre Stéphanie Obertin Motion 1 : M. Guy Arendt M. Marc Goergen Mme Joëlle Welfring M. Ben Polidori Vote sur la motion 1 (rejetée) Motion 2 : M. Guy Arendt M. Ben Polidori (intervention de M. Marc Spautz) Mme Alexandra Schoos Mme Joëlle Welfring M. Marc Goergen Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (rejeté) Vote sur la motion 2 (rejetée) Motion 3 : M. Guy Arendt M. Ben Polidori M. Marc Baum Mme Joëlle Welfring M. Marc Goergen Vote sur la motion 3 (rejetée)	p. 28	4. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert Exposé : Mme Paulette Lenert	p. 42
		5. Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) M. Claude Wiseler, Président Vote secret	p. 43
		6. Résolution de Mme Djuna Bernard relative au rôle fondamental de contrôle exercé par la Chambre des Députés sur l'action du Gouvernement Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Gilles Baum M. Franz Fayot M. Fred Keup M. Marc Goergen M. Marc Baum M. Marc Spautz M. Gilles Baum (parole pour fait personnel) M. Eric Thill, Ministre de la Culture Mme Djuna Bernard M. Yves Cruchten Mme Sam Tanson Mme Lydie Polfer Vote sur la résolution (rejetée)	p. 44
		Présidence : M. Claude Wiseler, Président Au banc du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, M. Eric Thill, Ministres	

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Interpellation de M. Ben Polidori au sujet des enjeux liés à la digitalisation et à l'intégration de l'intelligence artificielle dans les services publics

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet d'Interpellatioun vum Här Ben Polidori iwwert d'Erausforderungen, déi mat der Digitalisation an der Integratioun vun der Kënschtlecher Intelligenz an den ëffentleche Services verbonne sinn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk jeeeweils 7 an d'Regierung duerno 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här Guy Arendt, den Här Ben Polidori – mee ech weess net, ob en duerno nach eng Kéier kënn oder ob en elo alles mat mécht, dat kucke mer dann –, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorablen Här Ben Polidori als Auteur vun der Interpellatioun.

Exposé

M. Ben Polidori (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëlle mathalen, matentscheeden, matinvestéieren an der digitaler Welt. Mir wëllen e Virreider ginn am Secteur vun der Kënschtlecher Intelligenz. Mir wëllen eis Datesouveränitéit ausbauen, eis Cybersécherheet verbessern an och d'Fuerschung am digitale Beräich stäerken. Dat alles hu mer scho méi wéi eng Kéier vun dëser Regierung héieren. Héieren, well gesinn hu mer nach net vill.

Un héijen Ziler mangelt et der Regierung am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz an der

Digitaliséierung nämlech sécher net. Eis Regierung schéngt kloer ze wëssen, wou se hiwëll. Mee wësse mir och, wéi mir dohinne kommen? Do hunn ech éierlech gesot nach déck Zweifel.

Wann een op guichet.lu eng Onlinedemarche ausfüllt an als Äntwert vum Staat dann awer erëm en Dokument op Pabeier heemgeschéckt kritt, da fillt et sech wierklech net esou un, wéi wa mer kuerz virdru stinn, zu enger Smart Nation, also enger innovativer an digital vernetzter Gesellschaft, ze ginn.

A wann ee sech dann och nach virun Ae féiert, dass mir scho méi laang eng Warnung vun der EU kruten, well mir den Data Governance Act nach net ëmgësat hunn, an domat säfteg Strofe riskéieren, da gesäit een, dass mir zwar gäre grouss dreemen, mee de Minimum mol nach net erfüllt hunn.

Wa Lëtzebuerg déi Virreiderroll anhuele wëll, déi mir ustriewen, da brauche mir eng kloer a kohärent Strategie. Da brauche mir en Digitalisationsministère, deen aktiv ass an déi néideg Kompetenzen an och Ressourcë krut, fir sech wierklech ressortiwwergräifend kënnen anzebréngen.

Här President, d'Investitiounen vun haut bestëmmen d'Qualitéit vum ëffentleche Service vu muer. Lëtzebuerg huet d'Chance, duerch d'Politick, déi an der Vergaangenheet gemaach gouf, och do op eng zolidd Basis kënnen opzebauen. Och wann d'Plattform ausbaufäeg ass, hu mir MyGuichet.lu an och d'GovTech-Lab-Plattform an och eng Datestrategie. Mir hunn eng AI Factory, de MeluXina, also en Héichleeschtungscomputer, an och e Quantecomputer, wat eis sécher weltwäit op der digitaler Weltkaart erausstieche léisst.

An och de Premier huet an der Walcampagne vun der Digitaliséierung als Prioritéit geschwat an dobäi och Estland als Virbild genannt, e Land, dat bekannt dofir ass, dass ee wierklech all d'administrativ Demarchen online ka maachen, also en 100%egen E-Government.

Mee vun engem richtegen E-Government si mir hei zu Lëtzebuerg awer nach ganz wäit ewech. Well just e puer Formularen online ze setzen oder PDFen amplat vu Pabeier ze benotzen, geet do bei Wäitem nach net duer.

Eise Staatsapparat, dee muss fundamental Transformatiounen an d'Ae faassen. D'Digitaliséierung ass net just eng Fro vun neien Technologien a Software, mee et geet hei ëm ganz vill méi. Et geet ëm eng digital Verwaltungskultur, eng Kultur, déi op Transparenz, Effizienz an engem gudden Zougang zu Services baséiert. An dobäi kann och d'Kënschtlecher Intelligenz eng zentral Roll spillen, fir d'Administratiounen domadder ze entlaaschten, Decisiounen ze verbessern an de Bierger méi en einfachen an och méi e séieren Zougang zu de Services ze bidden.

Mee dofir bräichte mer awer och endlech eng konkret national KI-Strategie. A wéi esou oft, wann et drëms geet, no allgemengen Annoncen och konkret Pistes auszeschaffen, léisst déi awer op sech waarden. Wou bleift dës wichtege strateegesche Pabeier a mat wéi engen Inhalter kann een do rechnen?

Bei deem Ganze kann de MyGuichet och en Deel vun der Léisung sinn. Mee et brauch ee méi wéi just déi Plattform. Et geet net duer, dass just d'Bierger deen digitale Wee notzen, fir mat den Administratiounen ze kommunizéieren, wann awer d'Administratiounen selwer nach iwwer Pabeier kommunizéieren. Och d'Administratiounen selwer, also de ganze Prozess hannendrun, de sougenannte „Backoffice“, muss och mat digitaliséiert ginn.

D'Verwaltungen vu muer brauchen en Digital-First-Prinzip fir all d'intern Prozeduren, dat heescht, d'Aarbechtssofleeft ouni Pabeier solle Standard ginn. Si brauchen einfach a modern Outilen an all den Administratiounen an et brauch eng Generaliséierung vun der elektronischer Ënnerschrëft an och dem Archivage électronique fir de gesamten ëffentleche Secteur.

Et si sécherlech wichteg Investitiounen gemaach ginn. An och am Koalitionsaccord ginn e puer nei konkret Projete genannt: den E-Wallet, jo, wou de Projet de loi zréckgezu gouf an domadder awer zwee Joer an de Sand gesat goufen, d'elektronesch Ënnerschrëft fir administrativ Dokumenter an de Once-Only, wou mer eis awer nach e bëssen d'Zänn ausbäissen, fir do virunzekommen.

Mee fir eis Ziler ze erreichen, bräichte mir als Éischt emol e kloren Iwwerbléck iwwert dat, wat et scho

gëtt. Wat leeft wou schonn digital a wat net? Wou sinn déi gréissten administrativ Hürden? Do feelt et einfach un enger Kartografie vum digitalen Terrain an och un enger Analys vu Best Practices. A well déi feelt, feelt och e konsequente Plang an eng strukturiert Ëmsetzung vun de Mesuren.

Jo, Dir hutt et verstan, esou e Wandel erfuert eng Politik mat Courage, Initiativ an och Ausdauer: Courage, fir al Strukturen a Fro ze stellen an nei Kompetenzen ze entwëckelen an och fir déi eethesch an dateschutzrechtlech Froe proaktiv unzegoen, Initiativgeescht, fir nei Projeten endlech unzestoussen, an Ausdauer, fir wierklech wärend dem ganze Prozess drunzebleiwen an net just am Ufank an zum Schluss an d'Kamera ze laachen, wann d'Journalisten do sinn.

Madamm Minister, d'Digitalisierung brauch Leadership, net just Koordinatioun. Obwuel de Sujet vun der Digitalisierung vun dëser Regierung ëmmer nees als Schlëssel fir déi verschiddenst Erausforderunge genannt gëtt, feelt et am Digitalisierungsministère u Féierung an och un transversale Kompetenzen.

D'LSAP hätt sech staarkgemaach fir e richtigen Digitalisierungsministère, een, dee säin Numm och verdéngt hätt a wou een och vläicht nach d'Theeme vun de Meedien an der Konnektivitéit als Ënnerressorten hätt mat der Digitalisierung bündele kënnen, well schlisslech ginn do haut déi wichteg Gesetzesprojete gemaach. An net just e Ministère, dee sech op Verwaltungsprogrammer limitéiert an eng zweet Direktioun fir de CTIE ass.

Fir d'LSAP ass kloer: Mir brauchen en Digitalisierungsministère mat verstärkte Kompetenzen, deen eng politesch Strategie um Pult huet, déi all d'Ministèren abezitt. Et kann net sinn, dass all Ministère seng eege kleng Projete mécht, ouni iwwergräifend Steierung oder Zesammenhang. A vu dass esou e Ministère feelt, si mir bei eise Reformen éischter an engem Bummelzuch aus den 90er-Joren ënnerwee amplatz wéi an anere Länner scho mam TGV.

Jo, d'Regierung huet héich Ziler, mee mir kommen trotzdem net virun. An dat läit och dorunner, dass dës Regierung Konzepter an Dokumenter einfach net richtig consideréiert, déi, wéi zum Beispill d'Stratégie de gouvernance électronique fir d'Joren 2021 bis 2025, scho prett um Dësch leien. Oder wéi ass et soss ze erklären, dass haut ëmmer nach Äntwerten op Pabeier ausgedréckt ginn, wann d'Demanden awer digital erakommen? Dat ass eigentlech e klore Verstouss géint d'Iddi vum „Digital by Default“, deen an der genannten Strategie och als Standard festgehal gëtt.

Oder huele mer en anert Beispill: d'Gesetz iwwert d'Accessibilitéit vu Produiten an och Servicer. Dat Gesetz ëmfaasst och de ganze Volet vun der Accessibilitéit am digitale Raum. An d'Chamber huet dat nach an der leschter Legislaturperiod gestëmmt. Enn 2025 trëtt dat besotene Gesetz a Kraaft. An do war eeben eng Iwwergangsphas vun zwee Joer, déi de Ministère hat, fir sech konform ze setzen. Mee wat ass geschitt? Net vill oder net genuch.

Mir sinn net prett, obwuel mir d'Zäit an d'Moyene gehat hätten, fir eis unzepassen. An dat ass méi wéi bedauerlech, besonnesch well et hei drëms geet, staatlech Servicer méi accessibel ze maache fir Persounen mat enger Erkrankung oder mat engem mentalen Handicap.

A fir eis ass dat eng Fro vu politesche Prioritéiten. Alles, wat hei gefeelt huet, war politesche Willen a Konsequenz, fir hei nohalteg an och inklusiv ze handelen. An dofir fuerdere mir eng zentraliséiert Plaz vun den Digitalisierungsprojeten an engem Ministère, eng kohärent Strategie amplatz vun isoléierten Initiativen

an dass den digitale Fonctionnement vum Staat endlech komplett reforméiert gëtt.

Här President, wann een eng Interpellatioun zur Digitalisierung vum Staat mécht, dann ass et wichteg ze soen, dass en digitale Staat natierlech just en inklusive Staat ka sinn. E Staat, mat deem d'Leit dobaussen dank vereinfachten Onlinedemarchë séier an onkomplizéiert kënnen a Kontakt trieden, an dat onofhängeg vun hirem Alter oder enger eventueller Aschränkung duerch en Handicap.

Natierlech soll et niewent dësen digitalen Demarchen awer och zu all Moment nach méiglech sinn, de perséinleche Kontakt mat enger Persoun an engem Guichet ze sichen oder och ee kënnen unzuerufen, wann een eng Fro huet oder vläicht nach net esou gutt eens gëtt mat den digitalen Outilen. Well et geet net drëms, alles just digital ze maachen, fir dann ze soen, dass et digital ass. Nee, et geet bei der Digitalisierung dorëms, de Mënschen ze hëllefen, dass méi Persounen méi einfach a séier vu verschiddene Servicer profitéieren kënnen.

Wann d'Digitalisierung gutt gemaach ass, dann erfüllt se och dësen Zweck, dann hëlleft se. Wa se schlecht gemaach ass bezéiungsweis zwar gutt gemengt, mee schlecht ëmgesat ass, dann hëlleft se net. Da schléisst se au contraire Leit onnéideg aus an dann treëft et leider eeler Leit oder Persounen mat engem Handicap als Éischten. An da kënn et zu Problemer wéi deenen, déi mer elo och zum Beispill op MyGuichet am Moment hunn.

Hei hunn Eltere vu volljäreg Kanner mat enger mentaler Behënnerung oder Familljememberen, déi offiziell als „Aidant“ eng eeler Persoun ënnerstëtzen, zurzäit weinst feelender Programmierung keng Méiglechkeet, Dokumenter unzefroen, auszefüllen oder och ze ënnerschreibe fir déi Persoun, där si am Alldag wëllen hëllefen. A genau déi Rechter hu se awer, wa se d'Demanden op Pabeier wëlle maachen.

Mir hunn d'Digitalisierungsministesch am Februar, den 12. Februar vun dësem Joer, an enger Question élargie op dës Problem higewisen. A wat mer doropshin als Äntwert kruten, war awer just e vaagt Versprechen, dass de Projet vum Mandat numérique bis Enn 2025 soll online goen. A wa mir dann och nach méi genau kucken, da stelle mir fest, dass dee Mandat numérique an enger éischter Phas och just fir Persounen wäert funktionéieren, déi volljäreg sinn an net ënner Tutelle stinn. Dat ass natierlech schonn net schlecht a wäert sécherlech enger ganzer Rei eelere Leit an hire Kanner och vun Notze sinn. Mee déi Leit, déi am dréngendsten op Hëllef ugewise sinn, ma déi kréien am Moment nach keng Hëllef, well se ënner Tutelle stinn, an do ass am Moment nach keng Léisung um Dësch. Si mussen weider waarden. An dat ass wuel alles anescht wéi gerecht.

D'Digitalisierung muss inklusiv an och zougänglech fir jidderee sinn. A wa mer elo de Staat a seng Verwaltungen am Kader vum Digital Compass 2030 vun der EU zu 100 % wëllen digitaliséieren, da muss dat vum éischten Dag un inklusiv geschéien an ouni Diskriminierung.

D'LSAP steet zum Prinzip vum „People First“, also zum Grondgedanken, dass de Mënsch, an zwar all Mënsch, egal ob mat oder ouni Handicap, egal ob jonk oder al, mat am Mëttelpunkt vun den digitalen Entwëcklungen muss stoen. An dofir brauche mir Chancéglichheet an der digitaler Welt, Fairness an awer och Transparenz.

An dofir mussen mir eis och bewosst sinn, dass Digitalisierung net automatesch ëmmer e Fortschritt ass. Digital Systemer kënnen Diskriminatiounen verstärken a perséinlech oder och sensibel Date

mëssbrauchen. Mir dierfe keng Kontrollverloschter riskéieren a mussen ëmmer garantéieren, dass d'Leit zu all Moment wësse kënnen, wéi eng Informatiounen wéi an och firwat verschafft ginn, well Transparenz, Participatioun an och Gerechtegkeet just esou am Zentrum vun eiser Digitalisierungsstrategie stinn.

A wa mir vu Gerechtegkeet schwätzen, Här President, da bedeit dat och, dass mir d'Generatiounengerechtegkeet an domat Froe vum CO₂-Ausstouss a vum Wasserverbrauch net aus den Aen dierfe verléieren.

Natierlech kënnen digital Outilen och bei engem nohaltege Ressourcenmanagement hëllefen, andeems se Strom- an och Waassernetzer méi effizient maachen. Mee d'Digitalisierung kann och selwer eng ekologesch Belaaschtung duerstellen, well allkéiers, wann ee vu Cloudcomputing, Kënschlecher Intelligenz oder Big Data schwätzt, da schwätze mir net nëmmen iwwer Fortschritt, nee, mee och iwwer en héijen Energieverbrauch an CO₂-Emissiounen.

Besonnesch Kënschtlech-Intelligenz-Systemer brauchen eng riseg Rechekraaft. E klengt Beispill: ChatGPT verbraucht am Moment pro Dag 22.000-mol d'Energie vun engem Haushalt an den USA. Zu Lëtzebuerg suergen Datenzentrenen do fir bal 5 % vum nationalen Stromverbrauch.

Digitalisierung ass dofir net automatesch nohalteg. Mir brauchen dofir eng kloer an och ëmweltbewusst Digitalisierungsstrategie. An de Staat muss sech do och déi néideg Froe stellen iwwer effizient Standarde fir seng Rechenzentrenen an de verstärkten Asaz vun erneierbaren Energie fir d'Alimentatioun vu senge Systemer.

Missten d'Daten an och d'Rechenzentrenen net och am nächste PNEC, also am nächsten nationalen Energie- a Klimaplang mat consideréiert ginn? A wéi ass et mat Froen, déi den nohaltege Ressourcenmanagement betreffen? Wéi gesäit et mat der Verlängerung vun der Liewensdauer vun den Apparater beim Staat duerch d'Reparatur an d'Reconditionierung aus? Wéi nohalteg ass ons Akafspolitik? Wéi eng Roll spillen do d'Energieeffizienz, fair produziéiert an och recycelbaart Material fir all d'Ministèren, wann akaaft gëtt? Dat eng vun de Froen un d'Madamm Minister.

Just mat enger nohalterger Digitalisierungsapproche kann d'Politik hirer Verantwortung vis-à-vis vun eisem Planéit an de kommende Generatiounen gerecht ginn. An de Staat muss do mam gudde Beispill virgoen.

Mee, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder hält déi politesch Verantwortung an den haitegen Zäiten natierlech nach laang net op. Wa mir vu politescher Verantwortung schwätzen, da komme mir och net derlaanscht, vun der Sécherheet ze schwätzen a vun der staatlecher Aufgab, seng Awunner ze schützen.

Cyberwarfare, also d'Notze vun digitalen Ugrëffer op IT-Infrastrukturen, Netzwierker oder Systemer am Kontext vun engem Krich oder och als Mëttel, fir e Staat zumindest staark ënner Drock ze setzen, ass haut Deel vum weltwäiten Alldag. Mir kënnen eis et net erlaben, dës Gefor ze ënnerschätzen oder quasiment ze ignoréieren. Och hei mussen mer weider handelen an och weider ausbauen.

Déi aktuell Cyberbedrounge ginn ëmmer méi komplex a geziilt a betreffen net nëmme grouss Staaten, nee, si betreffen och eist Land. Gottseidank sti mir haut net komplett ouni Schutz do. Mir hunn haut déi sougenannte „CERTen“. Einfach gesot, dat sinn d'Pompjeeë fir d'digital Infrastrukturen. Mee den Ament hu mir awer do en zerspléckte System. Mir hunn engersäits de GOVCERT, dee fir ëffentlech a kritesch Infrastrukturen zoustänneg ass, an de CIRCL,

dee sech ëm de Privat- an och de Gemengesector bekëmmere wäert.

Well awer och elo mat der NIS-2-Direktiv d'Gemen- gen als essentiel kritesch Infrastrukture wäerten age- stuuft ginn, menge mir, dass et do sënnavoll wier, dass d'Gemenen als ëffentlech Entitéit ënnert d'Respon- sabilitéit vum GOVCERT fale sollen, soudass de CIRCL sech nëmmen nach kann ëm d'Betriben an d'Privat- leit këmmen. Bei engem Noutfall vun nationaler Wichtigkeet sollen natierlech déi zwou Entitéite sech koordinéieren an e gemeinsame Krisenmanagement assuréieren.

Mee och wa mer esou Ännerunge géife maachen, bleift d'Fro, Här President: Sinn eis staatlech Infra- strukture wirklech gutt genuch preparéiert, fir esou Attacke standzehalen? Wéi gesäit d'Zukunftsstrate- gie vun der Regierung aus, wann et ëm d'Resilienz, d'Widerstandsfäegkeet, vun eisem Land an der digi- taler Welt geet? Hu mir wëlle, eis digital Systemer proaktiv méi widerstandsfäeg ze maachen, oder huele mir éischter eng ofwaardend Haltung an? A wéi eng Roll wäert d'Konzept vun enger Dataembassy heibäi anhuelen, wann et drëms geet, eis Daten a Krisensituatiounen ze schützen?

Mir waren hei dat éischte Land, 2017, wat engem ane- ren EU-Land esou eng digital Ambassad hei zu Lëtze- buerg ugebueden huet, wou d'Date konnte sécher gespäichert ginn. Dat war deemools fortschrittlech an huet d'Bild vu Lëtzebuerg am Ausland gestärkt.

Nach eng Kéier kuerz: Wat ass esou eng Dataem- bassy? Ben, einfach erkläert, bei nationalen Urgan- cen erméiglecht esou eng Dataembassy et engem Land, seng Servicer iwwert d'Ausland weider lafen ze loossen, soudass och an enger Kris net de komplette Staatsapparat lamgeluecht gëtt, wéi elo zum Beispill beim komplette Blackout, vun deem mer rezent héie- ren hunn, oder och Schlemmeres, wa Kricher sinn an de Länner.

Haut héiere mir awer, dass dëse Projet net méi soll weidergedriwwen ginn. Gouf dëse Projet effektiv ge- stoppt? Gëtt et an deem Kontext och Iwwerleeungen, dass Lëtzebuerg esou eng digital Ambassade am Aus- land opbaut?

Här President, ech wëll et nach eemol ënnersträi- chen: Eis digital Zukunft erfuerdert eng kloer Visioun, e konkrete Plang an en éierlecht Engagement. Wann een an der digitaler Welt ze laang just defen- siv bleift an ofwaart, verléiert ee séier den Uschloss. Dofir ass et och wichteg, dass Lëtzebuerg proaktiv seng offensiv Cybersécherheetscapacitéiten ausbaut, fir digitalen Attacken net just standzehalen, mee fir Sécherheetslücken am beschte Fall och schonn op- zedecken an zouzemaachen, éier et zu enger Attack komme kann.

An natierlech mussen mir d'Investissementen an d'Fuerschung an an d'Entwécklung, also de Research and Development, an dësem Domän weider héich- halen. Mir brauchen e staarkt Cybernetzwerk, dat „from the lab to the market“ funktionéiert. Hei geet et mat der Fuerschung un, déi déi éischt Prototypen hierstellt, da geet et eriwier bei Startuppen, déi reell Outilen um Terrain ubidden, an da kann de Staat zum Schluss och déi nei Sécherheetsléisunge kafen an do- vunner profitéieren.

Déi bestoend Initiativ vum Cyber Research Hub ass dofir eng wichteg Chance fir Lëtzebuerg. Mee leider gëtt et hei nach vill Barriären, well et nach keng ak- tiv Strategie gëtt, fir den Upscaling vun de Startuppe besser ze ënnerstëtzen, an net genuch Investitiou- nen an Open-Source-Léisungen am Service public gemaach ginn, fir och e besseren Austausch vun den Technologien ze garantéieren.

Dat bräicht et awer, fir sécherzestellen, dass Lëtze- buerg seng digital Souveränitéit a Resilienz laang- fristeg stäerkt an zu engem zentrale Standuert fir Innovatioun am Beräich vun der Digitaliséierung, Cy- ber an och vun der Kënschtlicher Intelligenz ka ginn.

Mee wa mir elo vu Cyber am Allgemenge schwätzen, da muss et awer och net ëmmer ëm déi ganz grouss Innovatioun goen. Déi gréisste Sécherheetslück ass nämlech meeschtens guer net d'Software oder d'Technologie, nee, et si mir, et ass de Mënsch. An do- fir brauche mer nientwenn funktionéierenden aktuellen Technologien och bei eise Verwaltungen, Beamten an onse Bierger kloer Prozeduren an och Formatiounen. Well et kann net sinn, dass et zu Problemer kënnt, just well d'Sécherheetsmesuren net bekannt oder ze komplex, ze technesch oder ze schwéier ëmsetzbar waren.

An et ass dofir och wichteg, méiglech transparent mam Volet vun der Cybersécherheet ëmzegoen an innerhalb vun eiser Digitaliséierungsstrategie och eng Kommunikatiounsstrategie auszuschaffen. Eng transparent a kloer Kommunikatioun sensibiliséiert op där enger Säit an hält awer och gläichzäiteg op där anerer Säit d'Angscht bei de Leit. D'Aarbecht vum CIRCL a vum GOVCERT sollt domadder och méi visi- bel gemaach ginn, well am Ausland, do gëtt et zum Beispill Joresrapporte mat der Unzuel un Incidenten an och d'Implikatiounen vun den Attacke ginn do fest- gehalten. A bei ons bleift do alles strengstens geheim.

Eng primär Aufgab vum Staat ass et, d'Sécherheet vun onse Bierger ze garantéieren, an dat gëllt och fir dat Ditaalt. D'Cybersécherheet dierf kee Spezialis- tentheema sinn. Mir müssen dat Theema zu engem Deel vun onsem Alldag maachen. Wann d'Leit net wëssen, wéi si sech verhalten sollen an u wéi si sech am Fall vun engem Problem wende kënnen, dann ass dat och eng Sécherheetslück.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir gesitt: D'Erausforderunge si gigantesch. Dofir ass et wichteg, dass mir beim Ausschaffe vun enger kompetenter Digitaliséierungsstrategie fir de Staat endlech proaktiv a strukturéiert un dësen Dossier eruginn. Mir müsse sécherstellen, dass keen op der Streck bleift an den digitale Fortschritt jidderengem zeguttkënn. Mir müssen op eis Ëmwelt oppassen a mir müssen eis par rapport zu méiglechen externen Ugrëffer och ofsécheren. Et feelt ons net un Eraus- forderungen. An den Zuch vun der Digitaliséierung ass ënnerwee. Et ass un eis ze decidéieren, ob mer weiderhin am Bummelzuch sëtze bleiwen oder elo endlech an den TGV ëmklammen.

Dat gesot, wëll ech dann och nach eng Motioun de- poséieren, wou ech op déi Punkte wëll agoen, déi ech hei a menger Interventioun ugeschwat hunn, an dat nach eng Kéier a Form vu konkrete Fuerscherunge festhalen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que la transformation numérique de l'État est un levier essentiel pour moderniser les services publics, garantir leur accessibilité, améliorer leur efficacité et ren- forcer la transparence administrative ;*

– *considérant qu'à ce jour, aucun état des lieux structuré de la maturité numérique des administrations publiques n'a été établi, alors que plusieurs États membres de l'Union eu- ropéenne s'appuient déjà sur des indicateurs objectifs (tels que le taux de digitalisation des services, l'interopérabilité, l'accessibilité, la cybersécurité, l'usage réel des plateformes, et la satisfaction des utilisateurs) pour piloter efficacement leur transition numérique ;*

– *considérant que la stratégie luxembourgeoise de gou- vernance électronique 2021-2025 a défini des principes ambitieux (once only, digital by default, inclusion et acces- sibilité, fiabilité et sécurité, interopérabilité), mais que leur mise en œuvre demeure encore fragmentée et incomplète ;*

– *considérant que le Luxembourg devra prochainement présenter une stratégie nationale pour l'intelligence arti- ficelle, qui doit s'inscrire dans une approche éthique, trans- parente et centrée sur l'utilisateur ;*

– *considérant que la transformation numérique, tout en étant un levier d'innovation, doit impérativement être pen- sée dans une logique de durabilité environnementale et de souveraineté technologique,*

invite le Gouvernement à

– *réaliser un état des lieux de la maturité numérique de l'ensemble des administrations publiques, sur base d'indi- cateurs objectifs (tels que : taux de digitalisation des démarches, interopérabilité, accessibilité, recours à l'intelli- gence artificielle (IA), sécurité des systèmes, satisfaction des usagers), et à publier ces résultats annuellement afin de mesurer les progrès et d'identifier les points critiques à améliorer ;*

– *renforcer le rôle et les compétences du Ministère de la Digitalisation, afin de lui confier un véritable leadership transversal sur l'élaboration, la coordination et le suivi de la transformation numérique de l'État, y compris en matière d'intégration responsable de l'IA ;*

– *réviser et actualiser la stratégie nationale de gou- vernance électronique, en l'adaptant aux nouveaux défis du développement numérique, en particulier en matière d'inclusion, de cybersécurité, de protection des données et d'interopérabilité ;*

– *élaborer, dans le cadre de la mise en œuvre du règle- ment européen sur l'IA, une stratégie nationale unifiée pour l'intégration de l'IA dans les services publics, fondée sur les principes d'éthique, de transparence, d'inclusion, de durabilité et de souveraineté technologique, en impliquant formellement l'ensemble des acteurs concernés ;*

– *promouvoir la création d'une plateforme nationale d'IA souveraine, simple d'utilisation, inspirée de modèles comme « ChatGPT » ou « Mistral », afin de permettre aux administrations, aux PME et aux citoyens d'accéder à des outils IA sécurisés, fiables et transparents ;*

– *intégrer le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la révision du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg, et à adopter une stratégie nationale de durabilité numé- rique, visant à prolonger la durée de vie des équipements, encourager les achats responsables, développer la gestion circulaire du matériel, généraliser la signature électro- nique, l'archivage numérique et automatiser les workflows administratifs.*

(s.) Ben Polidori.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Maurice Bauer (CSV) | Villmools merci, Här Pre- sident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem honorabelen Deputéierte Ben Polidori villmools Merci soe fir seng Heure d'actualité iwwer e wichtigen Theema, deem och d'Zukunft vun eisem ëffentlechen Dëngscht betrëfft.

Ech si frou, haut iwwert d'Digitaliséierung an d'Inte- gratioun vun der Kënschtlicher Intelligenz an der Fonctioun publique schwätzen ze kënnen. Et ass e wichtigen Theema, deem eis alleguerten eppes

ugeet, well mer alleguerten am Alldag domadder konfrontéiert sinn. Déi eng gi besser domadder eens, déi aner manner gutt. Mee, Här Polidori, Dir wäert erstaunt sinn: Ech hunn e bëssen eng aner Vue op d'Situatioun wéi Dir.

(Hilarité)

D'Digitaliséierung ass nämlech ganz kloer eng Prioritéit fir dës Regierung. Si steet am Mëttelpunkt vum Koalitiounsaccord vum der CSV an der DP fir d'Joren 2023 bis 2028. Esou si kloer am Accord de coalition ënnert dem Titel „État moderne“ all déi sëllegen Initiative beschriwwen, déi dës Majoritéit wëllt an den nächste Joren ëmsetzen. Dëst ass en ambitiëse Programm fir en effikasse Staat, fir e modernen öffentliche Dëngscht, deen op déi nei Technologie setzt an d'Qualitéit vum Dëngscht um Bierger nach wäert weider verbessern.

Op net manner wéi aacht Säite geet am Koalitiounsaccord iwwert d'Digitaliséierung vum Staat an an der Fonction publique rieds. Ganz vill, wann net all vun dese Projeten hunn och en direkte Lien mam öffentlichen Dëngscht, ugefaangen – an Dir hutt dervu geschwat – beim Projet vum digitale Portefeuille, enger Ausweidung vum dem WiFi-Reseau, deen all Mënsch Zougang zum Internet soll ginn.

Jo, mir wëlle moderniséieren – net aus Prinzip, mee am Dëngscht vum Bierger. Awer dat bréngt och eng grouss Responsabilitéit mat sech, nämlech derfir ze suergen, dass all d'Biergerinnen a Bierger och kënne vun dese Virdeeler profitéieren. Dofir muss et fir d'CSV eng Prioritéit sinn, an d'Regierung huet dat am Koalitiounsaccord och ganz kloer esou geschriwwen, dass mir all d'Mënschen och mathuelen op dëser Rees an déi nei Technologien, egal wou si um Wee stinn.

Mee mir mussen awer och op se oppassen. A mir hunn och déi verdammte Flicht, all deene Mënsche Léisungen unzibidden, déi net wëllen oder net kënne mat op dese Wee vun den neien Technologie goen. Mir alleguerten heibannen hu sécherlech iergende Member an eiser Famill oder am Frëndeskreies, deen net prett ass oder deen net wëll prett si fir all dës digital Demarchen. Och dat muss respektéiert ginn, an do mussen aner Léisunge fir déi Leit och fonnt ginn a proposéiert ginn.

Mir brauchen also eng kloer inklusiv Politick, déi probéiert, all d'Mënsche matzehuelen. An dofir gëtt jo och vun der Regierung – an dat begrësse mer absolutt – am Koalitiounsaccord ugekënnegt, dass e Plan d'action national d'inclusion numérique ausgeschafft soll ginn. Well nëmme wann all Mënsch, dee wëll derbäi sinn, och derbäi ass, kënne mir eng méi digital Gesellschaft schafen. Mee mir mussen onbedéngt evitéieren, dass déi Mënschen, déi net mat op dese Wee wëllen oder kënne goen, sech ausgeschloss fillen.

Jo, mir hu kloer Ziler: Mir wëlle Prozedure vereinfache mat der Simplification administrative. Mir wëllen Zäit spueren. Mir wëlle Ressourcë besser notze kënnen. Dofir ass et och fir d'CSV immens wichteg, dass am Koalitiounsaccord kloer steet, wiwill an d'Sécherheet vun de Systemer a vun den Infrastrukturen investéiert wäert ginn, notament mat enger souveräner Cloud fir Lëtzebuerg.

Besonnenesch an deene schwieerege Zäiten, déi mer haut erliewen, vu geopoliteschen Tensiounen, Attacken, Nationalismen, gesäit een, wéi wichteg et ass, sécher a resilient Infrastrukturen ze hunn. An dowéinst si mer frou iwwer déi ambitiëse Ziler, déi de Koalitiounsaccord eis hei gëtt. Mee och schonn 2019 huet déi viregt Regierung e Strategiepabeier ausgeschafft: „Artificial Intelligence: A Strategic Vision for

Luxembourg“. An dëst Dokument huet schonn éischt Pisten opgezeechent, wéi mir kënnen den öffentliche Sektour prett maache fir déi Kënschtlech Intelligenz.

D'Digitaliséierung an d'Kënschtlech Intelligenz sinn eng Chance an eng Opportunitéit fir den öffentlichen Dëngscht. Mir hunn a ganz villen Administratiounen repetitiv Demarchen. Hei kënnen d'Digitaliséierung an d'Kënschtlech Intelligenz eng grouss Hëllef sinn, fir nach méi effikass kënnen ze schaffen, am Interêt vum Bierger an awer och vun de Fonctionnaires: d'Reduktioun vun den Delaien an eng Accessibilitéit 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7, wat dem Bierger eng besser Experienz erlaabt. D'KI kann hëllefen, administrativ Weeër fir d'Bierger méi einfach, méi intuitiv ze maachen a se esou besser ze guidéieren a matzehuelen. An dann hu mer och d'Technologie vun der Blockchain, déi hei zu Lëtzebuerg als Éischt am öffentlichen Dëngscht gebraucht ginn ass, wou och hei d'Regierung gewëllt ass, weiderzuegoen an dës Technologie weider auszubauen, och am öffentlichen Dëngscht.

Mee duerch déi digital Léisunge vereinfache mir och d'Liewen. Mir hu scho konkret Schrëtt ënnerholl. Dir hutt och dervu geschwat: E konkret Beispill aus dem Koalitiounsaccord ass de Prinzip Once-Only. Dese Prinzip ass eng immens wichteg Reform. E gesäit vir, dass all Persoun hir Donnéeën nëmmen eng Kéier muss uginn, net méi déi selwecht Informatiounen ëmmer erëm verschécken, net déi selwecht Formulair bei verschiddenen Autoritéite muss erareeche. All dëst spuert Zäit, Geld an Energie.

Mee fir dese Schrëtt ëmzesetzen, brauche mer natierlech en Texte législatif. Deen ass am Moment um Instanzwee. An do schaffe mer mat grousser Determinatioun drun. Dëst Gesetz wäert eng wichteg Etapp markéieren op dem Wee an eng Digitaliséierung.

Och ass d'Regierung gewëllt – an Dir hutt och dervu geschwat –, de Site MyGuichet, deen et haut schonns erlaabt, immens vill administrativ Demarchen ze maachen, weider auszubauen, fir nach besser kënnen op d'Besoinen anzegoen an esou d'Digitalisatioun vum öffentlichen Dëngscht weiderzibréngen. Mee och hei gesäit de Koalitiounsaccord vir, dass e physische Guichet unique bleiwe muss, wou d'Mënsche kënne laanschtkommen, wa si dann net mat op de Wee an d'Digitalisatioun wëlle goen.

Fir eis Bierger bedeit d'Digitalisatioun manner Frustratioun, méi Méiglechkeeten, fir d'Entreprisë méi Effizienz, fir d'Verwaltunge méi Kohärenz. An et ass eng richtig administrativ Vereinfachung. Eng, déi fonctionéiert. Eng, déi d'Zesummenaarbecht tëscht den Autoritéite stäerkt. De Bierger muss also net méi als Postbeamten tëscht den Autoritéite säi Rôle spillen.

Doriwwer eraus soll och zukünfteg all Demande e Referenzcode kréien, eng Follow-up-Nummer. Domadder kann all Mënsch seng Demande ganz pragmatisch verfollegen, zu all Zäitpunkt.

Mee d'Digitaliséierung geet awer nach vill méi wäit. Et geet ëm eng nei Kultur an der Verwaltung. Dofir brauche mir och déi Mënschen, déi frou sinn, am öffentlichen Dëngscht schaffen ze kënnen. An dowéinst investéiere mir an dës Mënschen, an déi 37.500 Fonctionnaires an Employé-publicken, déi mer hunn an déi eng exzellent Aarbecht leeschten.

Mir wëllen dowéinst och weider an d'Weiderbildung investéieren, ugepasst un d'Realitéit. Hei wäert den INAP eng ganz zentral Rôle an der Zukunft spillen a soll och signifikativ méi Ressourcë kréien, esou wéi et am Koalitiounsaccord steet. Dës wäerten all dës Missiounen och dee Moment kënne koordinéieren.

Jo, d'Kënschtlech Intelligenz kritt eng méi grouss Rôle. Chatbots, automatesch Hëllefen an AI-gestëtzte Formulair sinn nëmme den Ufank. Awer alles geschitt mat Begleedung, mat Kontroll, mat Sécherheet. Den Datschutz bleift eng Prioritéit.

D'Digitaliséierung bréngt grouss Chancen. Mee si bréngt awer och Risiken. An et kéint sennvoll sinn, dës Risiken am Kader vun der Ëmsetzung vun AI-Projeten am öffentlichen Service staark am An ze behalen. Hei gëllt et och, fir d'Zukunft eethesch Froen ofzeklären, wa mir d'Automatismen vun administrativen Decisiounen weiderdreien a wou e Risiko besteet, dass d'Rechter vun de Biergerinnen a Bierger impaktéiert kënne ginn.

Eng Pist wier et, nach méi kloer ze sensibiliséieren. Staatlech Beamte kënnen natierlech keng net öffentlichen berufleche Informatiounen iwwer extern Uwendungen oder KI-Servicer weiderginn. Dëst kéint hëllefen, déi national Datsouveränitéit an d'Informatiounssécherheet besser ze schützen.

D'Gefor ass reell. Informatiounen, déi de Benotzer iwwer KI-Servicer schéckt, Texter, Videoen, Dokumenter, Diskussiounen oder Commentairé kéinten an anere Kontexter weiderverschafft ginn. Dofir ass et hei wichteg, och fir d'CSV, fir eng Kloststellung ze kréie fir d'Informatiounen, déi d'Mataarbechter an deem Kontext kënne gebrauchen.

Mir hunn also vill vir. Mir kënnen a mir musse vill méi wäit goen. D'Ministesch zoustänneg fir d'Meedien an d'Konnektivitéit, d'Elisabeth Margue, huet och rezent de Projet de loi deposéiert iwwert d'Ëmsetzung vum sougenannten „AI Act“. Hei geet et och drëms, d'Virreideroll vu Lëtzebuerg ze stäerken an an deem eminent wichtige Rôle den noutwendige legale Kader ze schafen, fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg weider ze stäerken. Hei gi vill Kontrollmechanisme festgeluecht, déi d'Mënsche schützen viru méiglechen Abusen.

Jo, Lëtzebuerg ass e klengt Land. Mee dëst ass awer keng Limitatioun. Et ass éischter eng Chance. Eng Chance, fir méi séier, méi agill, méi effizient ze sinn.

Une voix | Très bien!

M. Maurice Bauer (CSV) | Lëtzebuerg kann e Modell ginn am öffentlichen Dëngscht als Smart Government respektiv op kommunalem Plang mat ville Smart Cities. An do schafft d'Regierung ganz aktiv drun.

Grouss Staaten hu schwéierfällg Verwaltungen. Mir hu kurz Decisiounsweeër, mir hunn eng flexibel Struktur an d'Kooperatioun tëscht den Institutionen ka méi spontan ginn. Mir kënnen an der Digitalisatioun also weiderhin eng grouss Virreideroll anhuelen a mir sinn och an enger ganzer Rëtsch Klassementer an Europa ganz gutt mat virbäi.

Dofir kéint ee vläicht awer och nach e puer Zousazprojeten envisagéieren. Et ass ugeduecht, wéi gesot, d'Fonctionne vum Portal guichet.lu weider ausbauen an all d'Verwaltungen an engem eenzege Portal zesummenzeféieren. Eng méi effikass mobil Applikatioun kéint den Accès nach méi flexibel maachen. E mënchleche multilingualen Chatbot kéint d'Leit duerch hir Demarchë guidéieren. Mee och dat ass virgesinn.

Et muss eng Ambitioun sinn, all d'administrativ Schrëtt vollstänneg ze digitaliséieren, mat enger elektronischer Ënnerschrëft. Servicer wéi de Changement vun der Adress, Demanden an Allocatiounen, Aschreibungen an der Schoul oder op der Uni, Extraite vum État civil, all dës Prozedure kéinten integral online accessibel ginn.

D'Kënschtlech Intelligenz kéint och fir intern Prozesser interessant sinn. Firwat net d'Analys vu Formularen oder d'Erkennung vu Feeler méi automatiséieren? Och den Tri vu Mailen an Dokumenter kéint vereinfacht ginn. Esou kéinten d'Beamten entlaascht ginn an d'Qualitéit vum Service kéint eropgoen.

D'Digitaliséierung därff keen ausschléissen. Et kéint och nëtzlech sinn, an de Gemengen ze intervenéieren, fir déi Persounen nach besser ze ënnerstëtzen, déi sech schwéierdinn am digitalen Alldag. Formationen gratis oder an organisierter Kooperationsmam Bildungsministère kéinten en Deel vun dësem Modell sinn. Wéi gesot, mir dierfen a mir wëlle keen ausschléissen. A mir hunn d'Verantwortung, all d'Mënschen, déi wëlle matgeholl ginn, duerch Formationen ze ënnerstëtzen. Mee virun allem mussen mer jo awer och deene Mënschen, déi net wëllen oder net kënnen derbäi sinn, och weiderhin erlaben, net digitaliséiert Demarchen ze maachen.

Fir d'CSV ass et och wichteg, dass mir oppe sinn, fir vun anere Länner ze léieren. All Mënsch kennt Estland als grouss Virreider an der Digitaliséierung. Si hunn eng digital Identitéit fir all Bierger agefouert, an des erlaabt Zougang zu Services wéi Steiererklärungen, Gesondheitsdonnéeën an Internetwelen. D'Plattform X-Road verbënnt ëffentlech a privat Datebanken, wat en effizienten Informationsaustausch erméiglecht, an duerch dës Infrastruktur kënnen d'Esten 99 % vun den ëffentlechen Services online notzen.

Singapur zum Beispill setzt staark op generativ KI an der Verwaltung. D'Applikation Moments of Life integreiert Services vu verschiddene Verwaltungen, fir de Bierger eng personaliséiert a proaktiv Ënnerstëtzung ze bidden. Zum Beispill kritt e Bierger Erënnerungen un Impfungen fir säi Kand oder un d'Aschreiwung fir an d'Grondschoul. Dës Beispiller weisen, wéi digital Innovation d'Verwaltung méi effizient a biergerfrëndlech ka maachen.

Dofir bidde fir d'CSV d'Digitaliséierung an d'Kënschtlech Intelligenz eng grouss Chance fir eis Verwaltung, fir eis Economie, fir eis Gesellschaft. Si maachen d'Services méi effizient, méi transparent, méi zougänglich, méi no beim Bierger.

Awer fir d'CSV ass et gradesou kloer, dass Technologie eleng net genuch ass. Si muss an Déngscht vum Mënsch stoen an net ëmgedréit. Keen därff hannerlooss ginn an e muss de Choix behalen, net wëlle mat op de Wee vun den neien Technologien ze goen an awer Äntwerten ze fannen a seng Demarchen a Sécherheet maachen ze kënnen.

Jiddwereen, dee wëllt, soll natierlech aktiv un dëser Transformation deelhuele. All digitale Schrëtt muss inklusiv sinn an och Leit, wéi gesot, déi manner vertraut si mat Technik, müssen eppes dovunner hunn. D'Interface mussen kloer sinn, d'Services intuitiv.

Dofir fuerdert d'CSV natierlech och méi Investitiounen an d'Kompetenzen vun eise Beamten, fir se weiderzubilden. Mir begleele se an dëser Verännerung. Mir garantéieren, dass jiddweree matgeholl gëtt.

D'Digitalisation ass fir d'CSV e gemeinsame Projet, e Projet fir d'Zukunft vun eisem Land, e Projet fir eng gerecht, performant an empathesch Verwaltung. Zesumme kënnen mir Lëtzebuerg virubringen. Zesumme kënnen mer eng modern Verwaltung bauen, eng Verwaltung, déi lieweg ass, digital, mënschlech, mat Verantwortung a mat enger gesonder Portioun Kënschtlecher Intelligenz.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, vu mir aus och e grouss Merci un de Ben Polidori fir seng Interpellation haut, déi eis d'Geleeënheet gëtt, e bëssen de Point ze maachen iwwert déi ganz Digitalisation.

Vill Evenementer a Situationen am Liewe si mat administrativem Opwand verbonden. Déi sëllege Verwaltungsdemarche kënnen séier zu engem Dschungel ginn, an deem sech de Bierger net méi ermëfent. Et kann ee schnell den Iwwerbléck verléieren, wat fir eng Aiden een zum Beispill kann ufroen a wat fir Dokumenter dofir noutwendeg sinn.

Dofir muss ee sech d'Fro stellen: Wéi maache mir déi staatlech Déngschtleeschungen méi verständlech a wéi brénge mer se nach méi no bei de Bierger?

D'Digitaliséierung ass hei definitiv en Deel vun der Lösung, fir d'Demande wéi och den Traitement vun der Prozedur méi effikass a méi séier ze maachen. Dofir huet dës Regierung am Koalitionsaccord, dee schonn erwänt ginn ass vum Virriedner, d'Digitaliséierung och zu enger vun hire Prioritéiten erkläert, wat sech och am Budget 2025 erëmispigelt. De CTIE krut eng Enveloppe vun 175 Milliounen Euro, eng Hausse vu 6 % am Verglach mat 2024. Bis 2028 soll de Budget progressiv op 202 Milliounen Euro klammen – eng kloer Investitioun an eng modern a zougänglich Verwaltung. Zesumme beläit sech d'Mëttel fir de CTIE iwwert déi nächst véier Joer op 780 Milliounen Euro. Esou wëlle mir eng séier an effizient Digitaliséierung vum ëffentlechen Déngscht garantéieren.

D'Digitalisation ass net eppes Abstraktes, mee eng Chance, fir d'Liewen am Alldag vun all eezelne Bierger ze vereinfachen. An de leschte Jore si scho vill Efforte gemaach ginn. Ënnert der Fiederféierung vun der DP ass virun allem d'Digitaliséierung an den ëffentlechen Verwaltungen virugedriwwen ginn. Och international gouf dës uerkannt. Esou huet sech Lëtzebuerg am „eGovernment Benchmark“ vun der EU-Kommission innerhalb vun zwee Joer vu Plaz 11 op Plaz 3 verbessert. An zanterdeem si mir dräi Joer laang op dëser Plaz vum Podium bliwwen. Et ass also nach e bësse Loft no uewen. Dofir setze mir eis derfir an, dës Efforte weiderzestrecken am Interêt vun eise Bierger a vun eise Betriber.

D'Digitaliséierung bréngt eng Rei vu Virdeelern mat sech. Do kënnen zum Beispill d'Bierger hir administrativ Demarchen zu all Moment bequeem vun doheem aus erlueden. An de MyGuichet ass hei e wäertvollen Outil, dee sech stänneg weiderentwéckelt a méi performant an intuitiv gëtt.

E Beispill dofir: Bei groussen Ännerungen am Liewen, wéi Bestietnis, Doudesfall, Pensiounsentrëtt oder der Gebuert vun engem Kand, ass et oft schwier, den Iwwerbléck iwwert déi noutwendeg administrativ Schrëtt ze behalen. Fir deem entgéintzewirken, huet d'Digitaliséierungsministerin Stéphanie Obertin am Oktober 2024 eng nei Initiative presentéiert, déi d'Déngschtleeschungen vum Staat méi no bei d'Leit soll bréngen.

Esou gouf beispillsweis d'Rubrick „Life events“ op guichet.lu agefouert. Dës Rubrick weist d'Hauptetappen vum Liewen op a bitt de Bierger eng strukturéiert Iwwersicht souwéi eng einfach Navigatioun duerch wichteg administrativ Schrëtt. Si hëlt hinnen d'Sich no den néidege Formularen an Informatiounen of a beäwert wichteg Froen wéi: Wéi eng Dokumenter brauch ech? Wou muss ech dës Dokumenter aschécken? Wie muss ech informéieren? Wou kréien ech Accès op déi noutwendeg Services?

Och am Kader vun der Aarmutsbekämpfung spillen dës Initiativen eng wichteg Roll, well vill Bierger Leeschtungen net ufroen, déi hinnen eigentlech zoustëmmen, well d'Demarchen hinnen ze komplizéiert erschéngen. An enger weiderer Etapp kéint e System geschafe ginn, deen eligibel Persounen erkennt an hinnen automatesch virausgefüllte Formularen zoukomme léisst, ouni dass déi néideg Verwaltung déi nach muss eenzel eraussichen.

Eng weider innovativ Moossnam ass de Video-Rendez-vous: Fir Zäit ze spueren an dezentraliséiert Services unzibidden, sinn elo virtuell Rendez-vousen tëschent Bierger an Administratiounen méiglech, bei deenen och Dokumenter digital ausgetosch kënnen ginn. Déi eischt Administratioun, déi dës Optioun agefouert huet, war den Helpdesk vu guichet.lu. Kuerz drop huet d'CNS nogezunn, wat zu manner Deplacements bei d'CNS-Guichete gefouert huet.

Och d'Betriber kënnen schonn eng Rei Demarchen online maachen, wéi zum Beispill verschidden Aiden ufroen oder d'Demande fir déi sougenannten „Autorisation d'établissement“, d'Handelsermächtigung, erarechen.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et wichteg, an dësem Kontext festzehalen, datt weeder MyGuichet nach en Chatbot de mënschleche Kontakt kënnen ersetzen. Eis Bierger müssen de Choix hunn: digital oder analog, Chatbot oder physisch Services. Déi klassesch Guichete mat direktem physischen Accueil sollen dofir och erhalen bleiwen a regional noutfalls ausgebaut ginn.

E weidert Beispill: Fir onnéidegen Zäitopwand ze vermeiden, huet d'Digitaliséierungsministerin Stéphanie Obertin de Once-Only-Prinzip, dee schonn erwänt ginn ass, mam Gesetzesprojet 8395 op den Instanzenwee geschéckt. Dës Prinzip erlaabt et de Bierger, hir Dokumenter nëmmen eng Kéier bei enger Verwaltung anzerechen, an hir Informatiounen kënnen dann, natierlech mat hirem Accord, fir weider administrativ Demarchen ënner Verwaltungen gedeelt ginn. D'Zil ass eng méi effizient Verwaltung mat reduzéierter bürokratescher Belaaschtung an enger Verbesserung vun der Qualitéit vun den Donnéeën.

Gläichzäiteg bleift awer den Dateschutz e fundamentaalt Thema. D'Vertraue vun de Bierger muss duerch en transparenten a verantwortungsvollen Émgang mat hiren Donnéeën erhalen bleiwen. De Gesetzesprojet 8395 setzt dofir den europäeschen Data Governance Act ëm a garantéiert en transparenten a verantwortungsvollen Émgang mat perséinlechen Donnéeën.

De Once-Only-Prinzip ass och Deel vun der Strategie „Gouvernance électronique 2021-2025“, déi vum Ministère fir Digitaliséierung an dem CTIE entwéckelt an 2021 vum Regierungsrat ugeholl gouf. D'Hauptzil ass eng modern, noterzentréiert an digital zougänglich Verwaltung, déi duerch qualitativ héichwäerteg Onlineservices, pabeierfräi Prozesser an eng zuverlässeg IT-Infrastruktur ënnerstëtzt gëtt. Dës Strategie baséiert op sechs Grondsätz, dorënner Once-Only an Digital by Default, fir den digitalen Émbau konsequent am Déngscht vun de Bierger an de Betriber ëmzesetzen.

Och hei ass Inklusioun erëm d'Stéchwuert, an dofir steet eng inklusiv Digitaliséierung dobäi am Mëttelpunkt. D'Services müssen online fir jiddwereen accessibel sinn, onofhängeg vum Standuert oder den IT-Kenntnisser vun der Persoun. Fir en digitalen Ausschloss ze verhënneren, gouf den éischten nationalen Aktionsplan fir digital Inklusioun 2021 opgestallt, dee 40 Initiativen ëmfaasst an de Moment iwwerschaft gëtt. Den nationalen Aktionsplan fir digital Inklusioun 2.0 soll Enn 2025 virgestallt ginn.

Fir d'Digitaliséierung beim Staat weiderzebréngen an d'Ministèren an d'Administratiounen ze ënnerstëtzen, gouf 2023 de Service „Conseil à la digitalisation“ an d'Liewe geruff. Nieft dësem Service gëtt et och de „Conseil à la simplification“, dee staatlechen Agenturen hëllef, d'Verwaltungsprozeduren ze vereinfachen an den Zougang zu ëffentlechen Déngschtleschtungen ze verbesseren.

Am Beräich vun der administrativer Vereinfachung gouf d'Plattform „Zesumme Vereinfachen“ geschaf, an hei kënnen d'Bierger an d'Administratiounen konkret Propose maachen, fir d'Prozesser nach méi effizient an notzerfrëndlech ze maachen.

Mat dëse Moossoname gëtt d'Digitaliséierung net nëmme vereinfacht, mee och inklusiv, effizient a sécher ëmgesat, fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg aktiv matzestalten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech all Dokument op MyGuichet kann online ufroen, da kann et net sinn, dass Certificate vu verschidde Verwaltungsen nach mat der Post heemgeschéckt ginn. Hei muss definitiv eppes geschéien. Wa mir dann e Schrëtt méi wäit ginn, kéint ee sech virstellen, dass zukünftig och d'Verwaltung d'Formularen am Virfeld ausfülle kéint – de Bierger misst da just nach ënnerschreiwen.

Do ass e konkret Beispill bei der Steierverwaltung, déi enger Partie Bierger, also plus/minus 20.000 Stéit, ab dësem Joer an enger éischter Phas eng virausgefëllt Steuererklärung proposéiert, déi dës spéider iwwerpréieren a kontrolléieren kënnen. Esou spueren mir Zäit, Ressourcen a reduzéieren de Risiko, dass Feeler gemaach ginn.

Wa mir bis d'Digitaliséierung als Basis stoen hunn, da kënnen mir och scho méi wäit goen an déi Kënschtlech Intelligenz integréieren. Wéi d'Kolleegin Corinne Cahen schonn am Dezember hei am Kader vun hirem Budgetsrapport erkläert hat, huet d'KI enormt Potenzial, fir d'Produktivitéit an de verschidde Beräicher ze féieren. Och beim Staat kéint se derfir suergen, d'Effizienz an d'Performance ze verbesseren.

Mat KI kéint mir Chatbots an der Verwaltung asetzen, déi 24/7 disponibel sinn, fir Froen zu administrativen Demarché vum de Bierger a Betriber ze beäntweren. A wann ee sech owes freet, wéi een e bestëmmt Dokument ausfüllt oder wat fir eng Informatiounen een dofir brauch, kann een direkt op den Chatbot zrëckgräifen. Estland weist eis, dass dëst e reelle Wäert huet. D'Mataarbechter beim Staat hunn doduerch méi Zäit, fir sech ëm déi komplex Dossierer ze këmmern. Genau wéi d'Chatbots kënnen sougenannt „E-Mail-Bots“ d'Mataarbechter ënnerstëtzen, andeems se Virschléi fir Mailäntwerte generéieren, déi se ganz einfach personaliséieren kënnen.

D'ADEM setzt och KI an. An enger éischter Testphas huet ee versicht, unhand vun enger Analys vum Historique vun den Uriff ze optiméieren, wéini wéi vill Mataarbechter am Callcenter musse present sinn.

Och wann d'KI an d'Digitaliséierung déi ëffentlech Servicer an Demarché fir d'Bierger méi effikass kënnen maachen, dierf een net vergiessen, dass den Dateschutz zu all Moment garantéiert muss sinn, souwuel d'Donnéen vun de Privatleit wéi och d'staatlech Donnéen. An deem Sënn huet och d'Commission nationale pour la protection des données Ufank Februar 2025 Recommendationen zum Dateschutz am Kader vun der Notzung vun AI-Toole publizéiert.

Wéi an der Äntwert op eng rezent parlamentaresch Fro och preziséiert ginn ass, hätt de Commissariat du Gouvernement à la protection des données Enn Januar och eng Kommunikatioun un all

d'Mataarbechter vum Staat erausginn, fir d'Richtlinnen zu der Benotzung vu KI-Tools an der Verwaltung ze encadréieren an onverëffentlecht oder sensibel Daten ze schützen.

Mee och d'Cybersecuritéit zielt zu den Haaptprioritéiten. Virun allem déi rezent DDoS-Attacken op d'Servicer vu CTIE a LuxTrust ënnersträchen, dass mir alles derfir maache mussen, dass eis Date geschützt sinn an net an déi falsch Hänn geroden. De Volume vun dësen Attacken hält zou, an an de leschte Méint huet de CTIE ...

(Interruption par la présidence)

Entschëllegt, ech hunn nach ... Ech komme gläich zum Schluss.

De Volume vun dësen Attacken hält zou, an an de leschte Méint huet de CTIE véier Attacken erlieft, déi net direkt konnte vun de Schutzmechanismen opgefaange ginn. Mee d'Cyberattacken, dat hunn ech gesot, huelen zou. Si ginn och ëmmer méi komplex duerch d'Informatique quantique. Dofir gëtt den nationalen DDoS-Scrubbing dëst Joer mat 5 Milliounen gestärkt.

Jo, ech muss kieren, hunn ech gesinn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Très bien!

M. Guy Arendt (DP) | Digitaliséierung a KI sinn entscheidend fir eng modern Verwaltung. Dowéinst mussen d'Strategie vun den Daten, vun der Kënschtlecher Intelligenz a vun der Quantentechnologie reegelméisseg ugepasst ginn. Et geet net nëmme ëm d'Innovation an d'Modernisatioun vum Staat, mee och ëm d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft an der digitaler Ära.

Mir mussen d'Servicer méi zougänglech maachen – dat ass mäi Schluss –, den administrativen Opwand reduzéieren an d'Sécherheet vun eisen Donnéen garantéieren. D'Verwaltung muss sech weiderentwéckelen, awer gläichzäitig de mënschleche Kontakt an de perséinleche Service net verléieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspräsident, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, och ech wëll dem Här Polidori Merci soe fir dës Ufro vun der Interpellatioun. An och ech sinn der Meenung – oder d'ADR ass der Meenung –, dass mer éischter am Bummelzuch ënnerwee si wéi am TGV. Mir sollen awer och net blann op den TGV opsprangen. Ech mengen, dat war och net dem Här Polidori seng Absicht. Mir mussen den Dateschutz respektéieren. Jo, et steet viles am Koalitiounsaccord. Mir kucken dann 2028, wat net nëmme um Pabeier stoung, mee och um Terrain ëmgesat ginn ass.

D'Digitaliséierung hält hire Laf an alle Beräicher. D'ADR erkennt den Notze vun digitaler Méiglechkeeten un, verschléisst d'Aen awer net virun deenen domat verbundene Problemer. An do sinn der och haut scho vill ugeschwat ginn. Wat de Sujet vun der haiteger Interpellatioun betrëfft, triede mir, wéi a sou ville Beräicher, fir de fräie Wille vum Bierger an. Dee soll selwer entscheeden kënnen, ob hie seng administrativ Demarchen op digitale oder analogem Wee wëll maachen. Et gëtt Leit, déi wëllen den digitale Wee aus ënnerschiddleche Grënn net notzen, an dat sinn och net just déi eeler Leit. Dat muss respektéiert ginn.

Mir wëllen e vernünftigen Ëmgang mat der Digitaliséierung, duerch deen de Bierger net kontrolléiert an exposéiert gëtt. Doduerch, dass déi ëffentlech Déngschtleschtungen ëmmer méi iwwert den digitale Wee gereegelt ginn, spilt den Dateschutz eng ëmmer méi grouss Roll.

MyGuichet ass ee vun de wichtegsten Hëllefsmëttel, fir u perséinlech Dokumenter ze kommen oder Demanden ze stellen. Mee och grad wéi mäi Virriedner gesot huet, sinn och do nach ganz vill Limitte beziehungsweise ass ganz vill Loft no uewen, wat een ufroe kann an och digital zrëckkritt an net per Post. Trotzdem missten hei nach Ännerunge fir d'Benotzerfrëndlechkeet och ënnerholl ginn. D'Sécherheet vun de Bierger hiren Donnéen muss selbstverständlech och ëmmer garantéiert ginn, woufir all déi néideg Sécherheetsmoossonen ëmmer um neiste Stand musse gehale ginn.

D'ADR betount awer ausdrécklech, dass MyGuichet ëmmer eng fakultativ Optioun fir de Bierger bleiwe muss an de perséinleche Service an engem Guichet an och d'Méiglechkeet vun den administrativen Demarchen um Pabeier ni ganz ersat dierfe ginn.

D'Entwécklungen am Beräich vun der Technologie ginn och ëmmer virun, an dëst mat grousssem Tempo. Fir am Ben Polidori senge Wieder ze schwätzen: mam TGV. Och am Beräich vun der Digitaliséierung si vill Fortschreitter ze erkennen: D'Kënschtlech Intelligenz begleet eis schonn zënter Jore méi oder manner bewosst op eise Weeër duerch den Alldag.

D'ADR ass dem Gebrauch vu Kënschtlecher Intelligenz géintwuer oppen, allerdéngs mat kritischem Bléck. Et kann natierlech eng Entlaaschtung sinn an ënnerschiddleche Beräicher. Et dierf awer net sinn, dass de Leit hiert Recht op Dateschutz doduerch verletzt gëtt, an dës Entwécklungen dierfen och net genotzt ginn, fir d'Leit monddout ze maachen a si esou an hire Grondrechter ze beschneiden. Mir denken dobäi och u scho bestoend Filtersoftware-Systemer zur Iwwerwaachung a Repressioun bei fräier Meenungsäusserung an de soziale Meedie mëttels der „Strofbarekeit“ ënnert dem Virwand vum sougenannten „Hatespeech“.

Et ass awer och wichteg, dass dës automatesch Algorithmen zu all Zäitpunkt vun der mënschlecher Hand begleet ginn an dat et op kee Fall dozou kënn, dass d'KI eleng Decisiounen fir an iwwer Mënschen trefft. Gläichzäitig muss een d'Gesellschaft op bestoend Geforen am Ëmgang mat der KI opmierksam maachen an dozou déi néideg Informatiounen vermëttelen. Dofir soll de Staat preventiv Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnen lancéieren. Dat fänkt an der Schoul un a soll un all Haushalt wéi och un all Enterprise am Land vermëttelt ginn.

De Finanzsecteur befënnt sech mat der zouhuelender Digitaliséierung am Embroch. Besonnesch wichteg ass hei ze ënnersträchen, dass innovativ IT-affin Betriber Finanzservicer digitaliséieren a selwer als Fournisseur entsprecheend Léisungen an Infrastruktur mat enger ganzheetlecher Approche dem Client ubidden. Eis Finanzplaz zu Lëtzebuerg ass fir d'Kompetitivitéit an de Wuelstand vun eisem Land immens wichteg. Dofir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg bei der Moderniséierung an der finanzieller Digitaliséierung ka mathalen.

Als ADR fuerdere mir en Digitaliséierungspakt, deen déi verfassungsrechtlech Méiglechkeeten vun der Kooperatioun tëscht dem Staat an de Gemenge vollstänneg notzt. Mir stinn och engem europäeschen digitale Bannemaart favorabel géigeniwwer, wouduerch eis Geschäftsmodeller europawäit méi einfach skaléierbar sinn. An dëser Hisiicht wëlle mir och

Barriären ofbauen, déi opgrond vun Iwwerreguléierung bestinn, ouni d'Vetragsfräiheet a Fro ze stellen. Sou schafe mir en Europa, dat digital onofhängeg ass, ouni engem digitale Protektionismus ze verfallen.

Zum Schluss wëll ech kuerz op e puer Problemer a Saachen dacks Jore brauchen, bis se a Betrib ginn – a sinn da schonn erëm veraalt. Och dovunner kann ech Liddchen aus der Vergaangenheet bei der Fonction publique sangen.

Éischstens: d'Lues Ëmsetzung an déi bürokratesche Prozesser. Vill Digitaliséierungsprojeten an de Verwaltung verlafe lues a gi retardéiert. Ech mengen, do ass eis Steierverwaltung en exzellent Beispill. Komplex Ausschreibungsprozesser féieren dozou, dass IT-Projeten dacks Jore brauchen, bis se a Betrib ginn – a sinn da schonn erëm veraalt. Och dovunner kann ech Liddchen aus der Vergaangenheet bei der Fonction publique sangen.

Feelend Benotzerfrëndlechkeet: Déi bestoend Online-déngschter wéi MyGuichet.lu bidden zwar vill Funktiounen, gëllt awer bei ville Leit als oniwiersiichtlech oder komplizéiert, besonnesch bei manner technikafine Benotzer.

Zerspläiterung a feelend Interoperabilitéit: Verschidde Verwaltungen notzen ënnerschiddlech Systemer, déi net genuch matenee kommunizéieren. Hei verweisen och ech op d'Beispill vun der honorabler Deputéierter Corinne Cahen, déi de 17. Dezember 2024 an hirer Budgetsried gesot huet: „De Santéministère huet zum Beispill 1,2 Milliounen virgesi fir de ‚Financement des activités visant à accompagner la digitalisation du système de santé‘. Et ass an all de Patienten hirem Interêt, dass d'Computersystemer vun onse Spideeler endlech kompatibel sinn.“ Ma dat kann d'ADR nëmmen ënnerschreiwen an deem schlësse mir eis och definitiv un.

D'Leit mussen dacks déi selwecht Informatiounen e puermol erareeche. Och haut hu mer schonn iwwert de Once-Only oder iwwert d'Once-Only-Strategie dacks geschwat. Mee och hei gëtt et Lächer. Mee do kann eis d'Regierung vläicht soen, wéi laang et dauere wäert, bis déi Strategie voll operabel ass, beziehungsweise a wéi enge Beräicher et prioritär elo mol um Ufank agesat wäert ginn.

Dateschutz a Sécherheet: D'Dateschutzufuerderungen zu Lëtzebuerg sinn – zu Recht – héich. Dat wëlle mir als ADR och net erfroschrauwen. Dat féiert awer dacks dozou, dass IT-Projeten ze staark reglementéiert sinn a retardéiert ginn.

Cybersecurity bleift eng Erausfuerderung, besonnesch bei sensibelen Daten a Gesondheet a Justiz. Mir sinn am Hibleck op eis national Sécherheet op déi bescht Cybersécherheetsexperten weltwäit ugewisen. Wier et hei net sënnavoll, duerch attraktiv Kaderbedéngungen eng Strategie ze entwéckelen, wéi mir d'Weltelit ulackele kéinten a souzesoen e Cybersécherheitszentrum opbaue kéinten, och am Kader vläicht vun eisen NATO-Ziler?

Schlussendlech de Manktem u Fachkräften: D'Fonction publique konkurréiert mat der Privatwirtschaft, zum Beispill de Banken oder de FinTechs, ëm IT-Talenter, zitt awer hei dacks leider de Kierzeren. Vill Plaze bleiwen onbesat, wat d'Ëmsetzung vun wichtige Projekte retardéiert. Do géng ech gär froen, bei wéi engem Delai mir momentan beim CTIE sinn, wat d'Ëmsetze vu Projekte betrëfft. Wéi ech nach bei der Verwaltung war, war mol esou eppes gefall wéi zéng Joer.

Zesummefassend begréisst an ënnerstëtzt d'ADR d'Digitalisatioun an d'Asetze vu KI am ëffentlechen Déngscht, mee och an allen anere Beräicher, soulaang perséinlech a sensibel Donnéeën geschützt sinn a just deene Leit zur Verfügung stinn, fir déi se och geduecht sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Gudde Mueren, léif Kolleeginnen a Kolleegen. D'Digitaliséierung an d'Kënschtlech Intelligenz hu vill Facetten an e grouss Potenzial. Se hëllefen, eis Stroumnetzer ze optimiséieren, a beschleunegen esou d'Energietransitioun; Betriber notze se, fir Salaréien am Alldag ze entlaaschten; a se droe potenziell zur Acceleratioun vun administrativen Ofleef bäi.

Fir Lëtzebuerg weiderhin attraktiv fir Talenter an Aarbechtssichender ze halen a fir net den Uschloss un aner Länner an engem politesch geluedene Klima ze verléieren, net zulescht och fir d'Klimaziler ze erreechen, mussen mir eis also intensiv mat der Digitaliséierung a mat der Kënschtlecher Intelligenz befaassen.

Mee Opportunitéiten notzen heescht och sech de Risiko bewusst sinn. Fir eis ass kloer: D'Digitaliséierung ass keng Naturgewalt. Si gouf vu Mënsche gemaach a muss am Déngscht vun der Mënscheheet stoen. KI an digital Transitioun mussen fair, nohalteg a sécher sinn an dobäi d'Potential fir d'Innovatioun notzen.

Nieft de Strategie vun der viregter Regierung – zu E-Governance, KI a Cybersécherheet – a weidergeféierten Appels à projets iwwert d'Notzung vun der KI am ëffentlechen Déngscht komme wuel an nächster Zukunft nach dräi weider Strategien derbäi, fir déi mer eng gemeinsam Reunion vun de Kommissiounen fir Digitalisatioun an Ekonomie ugefrot hunn.

Et brauch een awer niewent Laangzäitstrategien och e flexibelen a séchere Kader, deen et eis erlaabt, den technologesche Fortschritt ze begleeten, fir esou déi néideg Konditiounen ze schafen, mat deenen all d'Bierger/innen sécher a souverän d'digital Welt navigéieren kënnen. Et stellt sech also folgend Fro: Wat kann d'Politik maachen, fir ze garantéieren, dass digitaliséiert ëffentlech Servicer an den allgemengen Ëmgang mat der KI eebe fair, nohalteg a sécher bleiwen?

Wat d'Moderniséierung vum Staat ugeet, setzt déi aktuell Regierung méttels der virdu genannter E-Governance-Strategie vun 2021 virun allem op Prinzippien, déi d'Administratiounen an hiren Digitalisatiounsefforte respektéieren sollen. Beispiller sinn zum Beispill Inklusioun, Accessibilitéit an Transparenz, déi mir ausdrécklech begrëssen, mee mir sinn awer och der Meinung, dass e fairen Zougang zu dëse Servicer iwwer eng ugepassten Ergonomie an e gréisseren Choix vun der Sprooch erausgeet. Dofir verlaange mir, dass den Design-for-all-Prinzip an allen ëffentleche Servicer verstärkt ëmgesat gëtt.

Andeems perséinlech Date just eemol gedeelt ginn, soll ausserdeem de Once-Only-Prinzip, ëmmer nach no der Strategie vun 2021, derfir surgen, dass d'Bierger/innen, d'Betriber an déi ëffentlech Entitéiten Zäit a Ressourcë spueren. De Once-Only-Prinzip setzt awer en effizienten Datenaustausch tëschent de Verwaltungen viraus, wat bedeit, dass déi wichtegst Donnéeën an numeriséiertem Format musse virleien, dass d'Prozedur vereinfacht an digitaliséiert musse sinn an dass déi eenzel Verwaltungen déi néideg Kompetenzen a Méttelen hunn, fir hir Digitaliséierungsstrategien ze definéieren an och ëmzesetzen.

Dofir hätt ech folgend Froen: Huet d'Regierung eng Aschätzung iwwert den Digitaliséierungsgrad vun den Donnéeën an de Prozeduren am ëffentlechen Déngscht? Wat sinn der Regierung hir aktuell Prioritéiten a punkto E-Governance? Wat gesäit

d'Regierung vir, fir d'Verwaltungen beim Opsetzen an der Ëmsetzung vun hiren Digitaliséierungsroadmaps zilgerecht ze ënnerstëtzen? An, méi generell, wéi eng Moyene gëtt sech d'Regierung, fir derfir ze surgen, dass d'Grondprinzipie vun der Gouvernance électronique, zum Beispill Inklusioun an Accessibilitéit, och systematesch vun alle staatleche Verwaltungen respektéiert ginn?

Mee wa mer iwwert d'Roll vun den digitalen Technologien an der KI am ëffentleche Service schwätzen, mussen mir och d'Nohaltegkeet matdenken. Dëst betrëfft och d'Aart a Weis, wéi an Zukunft KI-ënnerstëtzen Aarbechte beim Staat organiséiert ginn. Dëst dierf net op d'Käschte vun den Agenten oder der Qualitéit vun der Aarbecht gemaach ginn an domat zum Nodeel gi fir d'Administratioun oder d'Clienten.

Nieft de Chancen, fir repetitiv a wéineg dankbar Aarbechten effikass duerch KI-gestëtzte Programmer ze erledegen, bestinn dofir och Risiken, déi et gëllt, fréizäitig ze ëmgoen. Och héich qualifizéiert a komplex Aarbechte kënnen zu enger Aart „Kappaarbecht um Flëissband“ entarten, mat engem ongesonde Mooss u Kontroll a Gläichschaltung, wann net d'Leit an d'Gestaltung vun hiren Tächë matagebonne ginn.

Nohaltegkeet heescht awer och, net onnéideg KI ze beusprochen an esou grouss Zommen un Energie ze verbrauchen. Dëst Thema ass virdrun och schonn ugeklungen a géif eigentlech eng eegen Debatt verdéngen, dofir just e Beispill: Dem Grënner vun OpenAI Sam Altman no gëtt pro Stonn Strom am Wäert vun iwwer 10 Milliounen Euro verbraucht, nëmme well Notzer vum Sproochmodell ChatGPT der KI no-dréiglech Merci soen.

Dëst soll ënnersträichen, dass d'KI net automatesch eng optimiséiert oder souguer reduzéiert Ressourcennotzung mat sech bréngt. Dëst ka just geléngen, wa mir eis als Gesellschaft déi néideg Leitlinien an Ziler ginn, déi zum Beispill d'Entwécklung vun Algorithmen och dorop ausrichten an déi den Energie- an de Ressourcëverbrauch vun Datenzentere reguléieren a se mat deenen dofir néidegen erneierbaren Energie versueren.

Ofschléissend hätt mir nach eng lescht Fro: Fir d'digital Transitioun fair ze gestalten, hu mir eis och an der Vergaangenheet fir den nationalen Aktiounsplan zur digitaler Inklusioun staarkgemaach a virgeschloen, deen zesumme mat den net staatlechen Acteuren ze evaluéieren an ze verbesseren. Wéi eng Erkenntnisser huet d'Ministesch aus deem Aktiounsplan an deem doru gekoppelten Appel à projets gewonnen? A wéi ginn dës genotzt, fir d'Transitioun méi fair ze gestalten, grad och am ëffentlechen Déngscht?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Präsident. Dëst de Moien ass e ganz flott Thema, wat mech och ganz vill beschäftegt, souwuel privat wéi politesch. Et ass awer och esou, dass an dësem Thema ee Grondsatz fir mech an och fir d'Piraten wichteg ass. An deen ass: manner Daten – a just do, wou se Hëllef bréngen.

Et ass net, dass mer elo e Versprieche maachen – Digital First a Prioritéit digital an alles – an ëmmer méi Daten erhiewen, wou mer herno net wëssen, wat dermat geschitt. Well déi Date sollen net derzou déngen, dass d'Bierger herno kënnen méi iwwerwaacht ginn. Déi Date sollen net derzou déngen, dass nei Datekrake sollen entstoen. An dat ass eeben déi Tendenz, déi geféierlech ass. Mir hu virun zwou Wochen

eréischt eng LSAP-Motioun hei ofgeleent, wou esou eng Datekrak sollt entstoen.

Zu all Moment muss de Bierger wëssen, wéini a wou wéi eng Daten erhuewe ginn a wat domat gemaach gëtt. D'Transparenz ass dat Héchstes, wat d'Ministesch muss op all Gesetz schreiwen, op all eenzelne Prozess, wat hei am Land mat den Date wäert geschéien. Well wann Date verschafft ginn, muss et dem Bierger méiglech sinn ze kucken, wien zu wéi engem Zäitpunkt wat domat gemaach huet.

An do komme mer op d'KI – well do gëtt et schwieereg. Däers si mer eis bewosst. Dat gëtt ganz schwieereg, fir nozevollzéien, well wat méi KI wäert agesat ginn, wat se méi vernetzt wäert agesat gi beim Staat, wat manner herno nozevollzéien ass, wat mat den Date vun den eenzelne Leit geschitt ass. An dat ass ee vun de grouse Risikoen, dass een herno eng Datekrak geschaf huet, déi een herno net méi am Käfig kann halen. Do kommen ech awer nach eng Kéier drop zrëck.

Jo, de MyGuichet.lu huet ënnert dëser Regierung, ënnert de vieregte Regierungen e grouse Fortschritt gemaach. Dat muss een zougestoen. Ech benotze MyGuichet selwer oft an et fonctionéiert tadellos. Also, et kann een net reklaméieren. Et kann een elo nach soen ... Ech hat deemools Question-parlementairen, firwat – de Förschäi war et, d'Carte d'identité an esou weider, Wallet an esou – déi Geschichten nach net fonctionéieren. Do kéint ee méi modern sinn.

Ech mengen, et ass heiansdo e bësse wéi bei de Banken. Et ass elo eng Bank, déi huet ugekënnegt, emol vläicht am Hierscht op Apple Pay ze goen. Wësst Der, heiansdo ass et beim Staat och esou: Et zitt een alt e bëssen no. Do wär vläicht e bësse méi Energie, déi Der kéint opbrénge fir allegueren déi Saachen, déi dem Bierger am Alldag direkt géingen hëllefen. Et wär jo cool, wann ee säi Förschäin a seng Carte d'identité einfach an der Wallet hätt an et kéint ee se iwwerall weisen.

Natierlech muss een och, wann ee wëll um digitale Liewen deelhuefen, den Internetzougang hunn. An dat ass ee vun de Problemer, dee mir gesinn, dass d'Präisser, fir dass een iwwerhaupt am Internet surfe kann, de Leit awer ëmmer méi dervulafen, wann ee vergläicht, wéi déi an de Jore gestige sinn, sief et um Mobbile wéi och doheem. Dofir hunn ech och haut eng Motioun matbruecht – an dat wäert keen iwwerraschen – fir Free WiFi duerch d'Land, fir dass d'Leit – mir schwätzen allegueren vun deem Digitalen – och kënnen e fräien Zougang dozou kréien.

Well wa mer iwwert de MyGuichet schwätzen, därfer mer net déi Feeler maachen, wéi d'Banken et gemaach hunn: dass d'Leit herno gezwonge sinn, op digital Weeër ze goen an dann awer kee méi ufannen. Well et gëtt nun emol Leit, déi kënnen den digitale Wee net goen. An do kommen ech op déi Diskussioun zrëck vum LuxTrust. Jo, et ass vläicht haut am Digitale méi sécher, wann een déi App huet, wou een dat nach ëmmer kann a Fro stellen. Mee allegueren déi Leit, déi de Smartphone net hunn an déi aner Méiglechkeeten net hunn, déi trauern nach ëmmer deem alen Token no. An dat ass ee vun de Problemer, wou mer eigentlech méi Leit an engem gewëssenen Alter verschreckt hunn, wéi se mat u Bord ze huelen, wa mer eng Digitaliséierung wëllen.

An dann zu deenen e bësse méi negative Punkten: Kritesch kann een och kucken, wéi eng Software beim Staat agesat gëtt. Ganz rezent: en Dateleak bei der Police vun enger israellescher Software, déi agesat ginn ass. A wa mer da bei der israellescher Software sinn, kommen ech net ronderëm dat Thema, wat ech hei scho gefillt honnertfach ugeschwat

hunn: Pegasus. Dëse Staat setzt Pegasus net op déi schwaarz Lëscht, net op déi rout Lëscht. Et därft nach ëmmer iwwer Lëtzebuerg verkaf ginn.

Pegasus, fir déi, déi et net wëssen, ass en Trojaner, wou Mënscherechtler a Journalisten ausspionéiert gi sinn, wou elo rezent d'Hamas beziungsweis Gaza ausspionéiert ginn ass, wou immens vill Verletzunge gemaach gi sinn am Dateschutz.

A Lëtzebuerg hunn der vill där Rieden hei gehalen. Deemools war et d'LSAP, wou de Wirtschaftsminister an den Ausseminister ëmmer fir Pegasus geschwat hunn an dat net ënnerbanne wollten. Ech hoffen, mat der neier Regierung stousse mer do op méi oppen Oueren.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat stëmmt net, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat stëmmt ganz kloer! Ech hat hei ganz kloer Interpellatiounen iwwer Pegasus. Souwuel Dir wéi den Här Asselborn hutt et allkéiers hei verteidegt. Dir hutt Motiounen ofgeleent, dass Pegasus net méi soll iwwer Lëtzebuerg verkaf ginn. Also, Här Fayot, mir kënnen et nosiche goen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech fannen Är Zitatiounen, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, kommt, mir ginn et nosichen, dass Der d'Motioun vu Pegasus ofgeleent hutt!

M. Franz Fayot (LSAP) | Wann Der hei Saache sot, dann, wannechgelift ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo! Gären, gären. Mir kënnen dat herno gären nosiche goen, wéi oft d'LSAP hei geschwat huet, dass Pegasus weiderhi soll hei verdrifwe ginn an dass dee Problem net agesi gouf. Ech hat nämlech eng Heure d'actualité deemools mam Här Asselborn hei. Dat weess ech nach ganz genau!

M. Franz Fayot (LSAP) | Dir sidd vun enger ganz limitéierter Kredibilitéit, Här Goergen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Fayot, fir Är Kritik.

(Interruption)

Da komme mer zu deem nächste Punkt: d'VDS. Da kennt Der Iech nach eng Kéier opreegen als LSAP, well do stoucht Der och mat dran.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech reege mech net op. Ech reege mech iwwer Är ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Iwwert d'Virratsdatespeicherung.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Wann ee vun Digital schwätzt, heescht dat net, dass d'Bierger sollen iwwerwaacht ginn. A mir hunn awer nach ëmmer hei am Land eng Virratsdatespeicherung, wou d'office all Uruff protokolléiert gëtt, all Uruff erfaasst gëtt. Och dat ass e Punkt, wa mer vum digitale Lëtzebuerg schwätzen, deen net soll virkommen, well och do gëtt et Privatfirmen, déi déi Daten erhiewen.

A wa mer bei de private Firms sinn, si mer bei deem aneren Dateleak, wat viru 14 Deeg war. Dat war Indigo. Dat heescht, et gëtt verschidde Gemengen, déi forcéiere jo well hir Bierger, wa se um ëffentlechen Terrain – mol net am Parkhaus, um ëffentlechen

Terrain, beim Bäcker, wann Der wëllt e Bréitche kafe goen – stinn, hir Plack anzeginn. Sou, elo waren allegueren déi Date vun esou vill Méint ëffentlech aseebar. Dat heescht, et konnt een e Profill erstellen, wie wéini wou e Parkticket hat mat wéi enge Placken. Dat ass net dat digitaal Lëtzebuerg, wat mir eis virstellen. Et ass genau dat, wat een net soll maachen. A wann een esou Systeme mécht, soll een dat net op Privatfirmen ofwälzen. Dat soll de Staat garantéieren, dass do den Dateschutz erhalen ass, well hei war et jo en plus nach iwwer auslännesch Servere gelaf, soudass allegueren déi Daten herno am Internet waren a gehackt gi sinn.

Sou, elo hunn ech mer hei nach bei de Gemengen opgeschriwwen – och nach esou e Liblingsproblem wa mer vun digitale Gemenge schwätzen, ausser d'Stad Lëtzebuerg, déi ass do ausgeholl – de SIGI. Also, mir haten och do Dossieren. Ech mengen, virun dräi, véier Joer hei, de SIGI hätte mer deemools ... Deemools war de Moment, wou mer hätte kënnen soen als Chamber: „Mir reforméieren dee SIGI, fir dass en déi Leeschtung bréngt, woufir d'Gemenge ganz vill Geld bezuelen.“ An, Här Fayot, Dir kennt Iech erëm opreegen. Deemools war et eng rout Inneministesch, déi dat blockéiert huet, dass de SIGI endlech dat kéint bréngen, firwat d'Gemengen esou vill Geld bezuelen. Well et ass schéin, wann d'Regierung eppes mécht, mee d'Gemenge mussen nozéien. An d'Gemenge wëllten nozéien. Ech schwätze mat ville Gemengepolitik. Da gi se ëmmer erëm gebremst vum SIGI. An do ass eis kloer Meinung, dass de Staat sollt higoen an de Gemengen eng Hand mat upaken an dass d'Gemengen net mussen iwwert de SIGI fueren, fir dat ze maachen.

(Interruption par la présidence)

An dann awer nach puer sou Punkten opgestallt: eSanté, Horeca. D'Zäit ass eriwuer. Mee ech hunn awer nach eng Motioun ...

(Interruption)

Jo, ech verstinn, dass déi Rout net ëmmer frou si bei deene Saachen, wou ech aus der Vergaangenheet gesot hunn.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Jo, jo, Här Fayot.

Ech hunn awer nach eng Motioun matbruecht. Déi éischt ass déi fir de Free Wifi. An déi zweet Motioun ass déi: Well mer haut iwwer KI schwätzen, hunn ech d'KI dann och gefrot, wat déi eenzel potenziell Risike sinn. An do hunn ech d'KI dann eng Motioun schreiwe gelooss. Dat heescht, hei ass d'Motioun, wou d'KI iwwer sech selwer schwätzt, wat d'Regierung misst maachen, fir si an de Reegelen ze halen, an op déi Geforen opmierksam mécht, déi vun hir selwer ausginn.

Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest:

– All Mënsch soll e minimalen a fräien Zougang zum Internet hunn, well dëst an eiser haiteger Gesellschaft eng Grundvoraussetzung ass, fir kënnen un der Gesellschaft deelzehuelen a keen auszegrenzen.

Aus dësem Grond invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– dofir ze suergen, dass an all Gemeng, op ëffentleche Plazen, d'Leit en Zougang zu gratis Wifi hunn.

(s.) Marc Goergen.

Motion 3

Dës Motioun gouf vun enger Kënschtlecher Intelligenz (KI) erstellt.

Als KI weisen ech op potenziell Risiken hin, déi mam Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz am ëffentleche Secteur verbounne sinn. Et ass wichteg, dass dës Technologie nëmmen ënner kloer definéierten a gesetzlech gereegelte Konditiounen genotzt gëtt, fir d'Rechter vun de Bierger/innen ze schützen an d'Transparenz an d'Verantwortung ze garantéieren.

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest:

– D'Digitaliséierung vum ëffentleche Secteur schreit séier virun an d'Regierung huet eng Rei Strategiepapiere ausgeschafft, dorënner d'„Stratégie de gouvernance électronique 2021-2025“, d'„Vision stratégique en matière d'intelligence artificielle“ an d'„Stratégie nationale de cybersécurité IV“.

– Kënschtlech Intelligenz (KI) gëtt ëmmer méi an der Ëffentlechkeet an an de Services vum Staat agesat, inklusiv mat Hëllef vu Léisungen, déi vun externe Fournisseuren entwéckelt ginn.

– Dësen Entwécklungsschrëtt bréngt eng Rei Risike mat sech: wat de Schutz vu perséinlechen Donnéeën ugeet, d'Transparenz vun Entscheedungsprozesser an d'Kontroll iwwer automatiséiert Systemer.

– Et besteet aktuell keng kloer gesetzlech Basis, déi definéiert, ënner wéi enge Konditiounen extern KI-Systemer vum Staat dierfen agesat ginn, wéi dës iwwerwaacht ginn a wéi fir d'Konsequenze vum Asaz responsabel ass.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– eng detailléiert gesetzlech Basis auszeschaffen, déi den Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz am ëffentleche Secteur reegelt, besonnesch wann et ëm extern geléiwte Systemer geet;

– kloer Datenschutzgarantien ze verankeren, déi sécherstellen, dass keng perséinlech Donnéeën op onkontrolléierbar Manéier vun oder duerch extern KI-Systemer benotzt ginn;

– ze definéieren, a wéi enge Beräicher eng automatesch Entscheedung duerch KI am Staatsdëngscht zoulässig ass, an all Asaz vu sou enger Technologie un eng mënschlech Kontroll ze bannen;

– Transparenzmoossnamen ze schaffen, duerch déi Bierger/innen informéiert ginn, wann eng Entscheedung duerch eng Kënschtlech Intelligenz beaflosst oder geholl gouf;

– eng Evaluationsplattform opzestellen, déi all nei Projete am Zesammenhang mam Asaz vu KI-Systemer am Staatsdëngscht präift a klassifizéiert, wat d'Risiken, d'Ethik an d'Zilsetzung ugeet.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An da komme mer zum leschten ageschriwwene Riedner. Dat ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass schonn e bëssen interessant. Also, ech war awer och relativ frou, mengen zwee Virriedner haaptsächlech och nozelauschteren, well heiansdo hunn ech den Androck, dass, wann iwwer Digitaliséierung respektiv iwwer Intelligenz artificielle geschwat gëtt, am ëffentlechen Diskurs an zemoos op politischem Niveau, offiziellem politischem Niveau, oft mat enger gewëssener Lichtfankegkeet, quasi mat enger gewëssener infantiller Naivitéit doriwwer geschwat gëtt an dass haaptsächlech Wieder fale wéi „Opportunitéiten“, déi ee muss „ergräifen“, an: „Dass si Chance fir d'Zukunft“, an: „Et dierf een den Zuch net verpassen“, et cetera, et cetera.

A mir hunn et awer bei der Intelligenz artificielle haaptsächlech mat engem groussen technologeschen, quasi anthropologeschen Tournant ze

dinn, deen awer och ekonomesch bedéngt ass. Ech mengen, et ass awer ugeklongen. D'Madamm Welfring huet zu Recht gesot, dass wier keng Naturgewalt. Jo, et ass keng Naturgewalt. Et ass keen Naturgesetz, dass mer elo eng sech ëmmer weiderentwéckelend Intelligenz artificielle hunn. Et ass vum Mënsch geschafen. Et ass vum Mënsch geschafen an duerno an der zweeter Etapp muss een och soen: Zurzeit ass et och vum Kapital gesteuert. Also, mir schwätzen hei guer net vun enger demokratescher Entwécklung vun der Intelligenz artificielle. Et ass net d'Intelligenz artificielle u sech, déi engem Angscht mécht oder déi mir Angscht mécht, mee dat ass haaptsächlech d'Eruegeensweis, déi politesch iwwerall praktizéiert gëtt.

Et gëtt esou gemaach, wéi wann dat guer net problematesch wier, wann déi grouss, fir de Yanis Varoufakis ze zitieren, Technofeudalisten – et kann een iwwert den Term diskutieren – dat kontrolléieren. Mir hunn dat gesi bei der Amtsaferierung vum Donald Trump, wou all déi grouss Hären do souzen. Natierlech de Musk mat der Motorsee, mee duerno awer och de Jeff Bezos, deen awer de Chef vum engem vun deene gréisste Sklavenhalterbetreiber iwwerhaapt ass, Amazon, wou och Intelligenz artificielle benotzt gëtt, fir eeben d'Salarié bis op d'Millisekonn op Takt kënnen ze kontrolléieren, mat ganz schlëmmen Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht a souwiesou och mat enger brutaler Gewerkschaftsfeindlechkeet. Déi Leit ginn awer trotzdem hoféiert, amplaz tatsächlech an de Weltalt ze goe mat engem Aller simple. Dat ass de grouss Problem. Dat heescht, et muss een dat awer e bëssen an e gewëssene Kontext setzen.

Och wann ech den Här Macron héieren um KI-Sommet esou soen, bof, et sollt een net ze vill reguléieren dat Ganz, well dat géif d'Innovatioun bremsen, et misst ee fir d'éischt emol d'Innovatioun walte loosse an duerno géife mer vläicht kucken ze reguléieren. Just duerno ass et ze spët warscheinlech an do gëtt guer näischt méi reguléiert. An ech mengen, dass net déi richteg Approche.

A mir hunn et och domat ze dinn, dass u sech elo lues a lues déi grouss Privatfirmen, déi awer och ganz staark mat privatem Kapital fueren, also déi privat sinn, u sech sech an den ëffentlechen Dëngscht och eraschleien. Et muss een och oppassen, zum Beispill d'Fransouse si ganz stolz op Mistral, mee Mistral ass awer och zum groussen Deel mat US-Kapital. An do sinn och nach de Marc Andreessen an de Ben Horowitz. Dat si grouss Frënn vum Trump. Voilà, dass si grouss Aktionären u sech vun där souveräner Nisch, déi d'Fransouse mengen ze beherrschen. Dat heescht, do maache se sech och, mengen ech, gréisser Illusiounen.

Duerno muss een och kucken: Et gëtt Geforen. An Holland, do hu se dat jo och erlieft. An do schwätze mer och vum Usage oder vum Mesusage vun der Intelligenz artificielle am ëffentlechen Dëngscht. Do hate se dee Skandal, wou souguer eng Regierung huet missen zrécktrieden – ech weess ni, wéi ech se richtig soll ausschwätzen –, d'Toeslagen-Affär, wou u sech tëschent 2013 an 2019 eng Kënschtlech Intelligenz Famillje mat auslännescher Nationalitéit systematesch als Frauden agestuut huet. An dunn ass et zu engem groussen Skandal komm an de Rutte huet missen demissionéieren. Bon, duerno huet en eng nei Regierung gegrënnt, wéi mer dat wëssen.

An duerno gëtt et och nach aner Saachen. A Frankräich erëm eng Kéier, do huet ee Parcoursup, wou d'Algorithmen deelweis scho Studenten orientéieren, fir an eng gewësse Richtung ze goen oder ze studéieren. An et héiert een nëmmen ... Also, d'Studente sinn net begeeschtert doriwwer. Et sinn heiansdo

ganz schlëmm Abusen, déi gemaach ginn, Dieren, déi zougemaach ginn, well eng KI u sech falsch Schlussfolgerunge setzt, wat och warscheinlech domadder ze dinn huet, dass Kle jo oft Feeler oder falsch Krittere reproduzéieren, déi och mir elo an der Praxis hunn. Sou, dass heescht u sech op Saachen, déi elo och vläicht net immens gutt funktionéieren, da gëtt dat an der KI reproduzéiert.

An do muss ee sech och d'Fro stellen, inwiefern et pertinent ass. Bei der ADEM zum Beispill soll jo och esou eng Applikatioun agesat ginn, wou selwer gesot gëtt, dass soll bëssen dem Tinder gläichen, wou da soll gematcht ginn tëschent dem Demandeur d'emploi a méiglechen Employeuren. Voilà, jo. An et weess een, wéi et bei Tinder oft vläicht ausget.

(Hilarité)

Wann dat sou ausgoe soll bei der ADEM, déi elo och schonn total dysfonctionnel ass a Wierklechkeet, well de Matching fonctionéiert elo och schonn net ouni KI. Dass ass de grouss Problem. Dass heescht, et gëtt scho gréisser Problemer an der ADEM, fir iwwerhaapt d'Leit ze orientéieren. An ech mengen, et muss een oppassen a sech net hanner der KI verstoppen a soen ... Et geet jo och drëms, et muss ee Leit astellen, et muss ee Leit forméieren, et cetera. An dass ass kee grouss Allheilmittel. Dass heescht, et muss ee schonn oppassen, sech do keng gréisser Illusiounen ze maachen. Voilà, an ech wäert dobäi bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Wagner Merci. Domat wär dann d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss an d'Regierung hätt d'Wuert, d'Madamm Minister fir Digitalisatioun.

Prises de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci, Här Polidori, fir dës Froen a virun allem fir d'Geleeenheet, Iech all Detailer zu der Digitaliséierung vum Staat, awer och duerch de Staat hei ze presentéieren.

Den Digitaliséierungsministère gouf 2018 gegrënnt, fir d'Digitaliséierung zu Lëtzebuerg ze fërderen, ze ënnerstëtzen an ze begleeten. Mee d'Digitaliséierung huet zu Lëtzebuerg natierlech net 2018 ugefaangen. De CTIE gëtt et scho vill méi laang. E gouf an de 70er-Jore gegrënnt an huet zënterhier considerabel zur Digitaliséierung vun den ëffentlechen Services an zu der Moderniséierung vum Staat bäigedroen. Mat der Zeit hunn d'Tach vum CTIE staark evoluéiert, bedéngt duerch d'Evolutioun vun den neien Technologien, mee virun allem duerch d'Besoinen vun de Bierger.

D'Zuele vu MyGuichet.lu schwätze fir sech an ënnersträchen, dass d'Digitaliséierung och vun de Bierger an de Betriber als en Atout ugesi gëtt. Bal 520.000 Bierger hunn e privaten Espace. An et gëtt ronn 130.000 professionell Espace vu Betriber am MyGuichet. Dass ass eng Hausse vun 12 % par rapport zu Enn 2023. An d'Demande klëmmt konstant. D'App MyGuichet gouf bis elo iwwer 480.000-mol erofgelueden. Enn 2024 sinn ongeféier 2,1 Milliounen Prozeduren digital iwwermittelt ginn. An et gëtt méttlerweil bei MyGuichet iwwer 700 Onlineassistente fir d'Bierger an d'Betriber.

De Ministère fir Digitaliséierung huet sech d'Reussite vum Digital Government als en Zil gesat. D'OECD definéiert eng digital Regierung als eng méi effikass, méi benotzerfrëndlech a mat enger integrativer respektiv inklusiver Approche, bei där u éischter Plaz folgend Krittere stinn: eng digital Gestaltung vun den administrativen Demarchen, eng Administratioun, wou den Endbenotzer am Mëttelpunkt steet, eng

Regierung, déi d'Kokreatioun an déi aktiv ëffentlech Participatioun tëscht der Regierung, den Entrepreneuren an der Zivilgesellschaft ënnerstëtzt, eng oppe Regierung, „Open by Default“ am Hëlleck op Services, déi am Beräich Open Data ugebuede ginn, a proaktiv Verwaltungen.

Den Informationsportal Guichet.lu an déi gesécherter interaktiv Plattform MyGuichet.lu sinn e Kontaktpunkt fir sämtlech Interaktiounen tëscht de Bierger, Entrepreneuren an de Lëtzebuurger Verwaltungen. Hir Notzer kënnen esou administrativ Demarchen online erleedegen an en Zougang zu hire perséinlechen Date kréien. Dës zwee Portaler, déi vum CTIE bedriwwen ginn, baséieren op de Prinzipien „Digital by Default“, Once-Only, Inklusioun an Accessibilitéit, Oppenheet an Transparenz, Zouverlässigkeet a Sécherheet esouwéi Interoperabilitéit a Standardiséierung. Dës Prinzipien sinn och eng Haaptprioritéit an der aktueller Strategie „Gouvernance électronique 2021-2025“, déi der Regierung als e Programm dëngt fir d'Digitaliséierung vum zentrale Staat.

Um nationalen an internationalen Niveau besteet am Beräich vun den digitalen ëffentlechen Services ëmmer méi d'Noutwendegkeet, Daten oder Dokumenter auszutauschen an esou ze interagéieren. Doriwwer eras huelen d'Komplexitéit an d'Ofhängegkeet tëschent den digitale Services permanent zou. Dës Entwécklung schafen en ëmmer méi dréngende Besoin, e ganz héijen Interoperabilitéitsniveau ze erreechen an dauerhaft oprechtzerhalen. Opgrond vun dësen Entwécklungen huet de Regierungsrat den nationalen Interoperabilitéitskader adoptéiert, deen de Ministère fir Digitaliséierung ausgeschafft huet.

De Ministère strieft ausserdeem un, dat vollt Potenzial vun den Daten aus dem ëffentlechen Secteur am Dëngscht vun de Bierger, den Entrepreneuren an den ëffentlechen Services ze verwaerten, andeem en interoperabel Léisungen entwéckelt an aféiert, fir engem modernen, dategedriwwenen ëffentlechen Secteur méi no ze kommen. Dësen „data-driven public sector“ notzt d'Daten, fir de Bierger an den Organisatiounen aus dem privaten an ëffentlechen Secteur besser ze dëngen.

De Ministère wëll an Zesummenaarbecht mam CTIE an dem Kommissariat fir den Dateschutz beim Staat Moosnamen an dësem Sënn koordinéieren, eng echt Datekultur am Staat schafen an d'Notzung vun Daten an engem vertrauenswürdigen a sécheren Ëmfeld erméiglechen. Ausserdeem engagéiert de Ministère sech, fir d'Innovatioun beim Staat ze beschleunegen, besonnesch duerch de verstärkten Asaz vun opkommenden Technologien, fir zäitgeméis digital ëffentlech Services ze entwéckelen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Strategie „Gouvernance électronique 2021-2025“ vun der Regierung hat sech zwee Ziler gesat: d'Ubidde vu qualitativ héichwäertegen ëffentlechen Services an zweetens d'Schafe vun enger Administratioun, déi 100 % digital funktionéiert. Fir dës zwee Ziler ze erreechen, huet den Digitaliséierungsministère zesumme mam CTIE 6 Principes directeurs souwéi 35 konkret Aktiounen definéiert. Eis Strategie „Gouvernance électronique“ leeft 2025 aus. Den Digitaliséierungsministère huet scho mat Preparatiounen vun der neier Strategie ugefaangen. An eppes ass haut scho kloer: Déi nei Strategie wäert e gréisseren Fokus op d'Donnéen am ëffentlechen Secteur hunn.

An der aktueller Strategie gouf e groussen Fokus op de User gesat. Dës soll selbsterständlech bestoe bleiwen. Mee déi nächst Strategie 2026-2030 soll de Backoffice, also d'Digitaliséierung vun de verschiddene Verwaltungen, stäerken, och notament fir de

Once-Only an d'Proaktivitéit an de Verwaltungen ze ënnerstëtzen, wat natierlech de Bierger a Betriber zeguttkennt. Déi nei Strategie gëtt vum Digitaliséierungsministère zesumme mam CTIE preparéiert an de Comité interministériel pour la digitalisation wäert och säin Input ginn, fir datt dës nei Digitalisierungsstrategie vu jidderengem gedroe gëtt.

Fir d'Digitaliséierung beim Staat weiderzedreiwen an d'Ministèren an d'Administratiounen bei der Entwécklung an der Ëmsetzung vun hire personaliséierten digitale Strategien ze ënnerstëtzen an ze beroden, gouf am Joer 2023 de Service „Conseil à la digitalisation“ an d'Liewe geruff. Dës Initiativ ziilt och drop of, d'Ëmsetzung vun der Strategie „Gouvernance électronique“ ze fërderen. Et ass awer net nëmmen aleng d'Digitaliséierung, déi eng Demarche oder e Prozess vereinfacht. Nieft dem Conseil à la digitalisation bitt den Digitaliséierungsministère duerfir och de „Conseil à la simplification“ un. Nieft dësen Services, souwéi dem erwäante Comité interministériel, huet den Digitaliséierungsministère och den Haut comité à la transformation numérique an d'Liewe geruff. An dësem Gremium geet et drëm, d'Aktiounen, déi mir beim Staat also a punkto Digitaliséierung ënnerhuelen, mat de Vertrieeder vum Patronat, de Salariéen an der Zivilgesellschaft ze diskutéieren an ofzestëmmen.

Dir Dammen an Dir Hären, am Koalitionsaccord engagéiert d'Regierung sech, d'Innovatiounen ze fërderen, mam Zil, Lëtzebuerg un der Spëtzt vun den neien Technologien an der Digitaliséierung ze halen. An deem Kontext sinn d'Daten, d'Kënschtlech Intelligenz an d'Quantentechnologien déi dräi prioritär Entwécklungsberäicher, déi Lëtzebuerg gezielt ausbaue wëll. An dofir ginn an dës Beräicher an enger Zesummenaarbecht tëscht véier Ministèren, dem Staatsministère, dem Wirtschaftsministère, dem Fuerschung- an Héichschoulministère an dem Digitaliséierungsministère, dräi national Strategien ausgeschafft, fir e kohärent Resultat fir déi digital Souveränitéit zu Lëtzebuerg bis 2030 ze garantéieren.

An deem Kontext hu mir de Schwéierpunkt op d'Innovatioun an d'Moderniséierung vum Staat geluecht, esouwéi d'Erhéijung vun der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuurger Wirtschaft an enger digitaler Ära. E gutt Joer hu sech d'Ekippe reegelméisseg gesinn, gemeinsam Approchen a Prioritéiten wéi och déi jeeweileg sektoriell Projeten identifizéiert an diskutéiert an d'Strategie wäerten am nächste Regierungsrat, also e Freiden, presentéiert ginn.

Et ass kloer, dass zu Lëtzebuerg déi digital Ära elo net bei null ufänkt. Iwwert d'Joren huet Lëtzebuerg probéiert, als digitale Standuert attraktiv ze ginn an och ze bleiwen. Et besteet keen Zweifel: Zu Lëtzebuerg gouf schonns vill an d'Infrastrukturen investéiert. Mir hunn Tier-4-Datenzentren, eng räich an divers Fuerschungsgemeinschaft an der Quantentechnologie, eng Héichvitess-Internet-Infrastruktur, bedeutend Expertise am Beräich von der Postquantenkryptographie an och Privatakteuren, déi am Beräich Souverän Cloud Services ubidden.

Déi séier Evolutioun vun den digitalen Technologien an de leschte Joren huet d'Wirtschaft an d'Gesellschaft verännert, all Aktivitéitssecteuren an den Alldag vun de Bierger beaflosst. Dës Transformatioun an Innovatioun, déi op Date baséiert, wäert bedeutend Virdeeler fir d'Bierger an d'Wirtschaft an de wëssenschaftleche Fuerschungsssector am ëffentlechen Interesse bréngen.

Tatsächlech dréit déi effektiv Notzung vun den Donnéen zur Erhéijung vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg bäi a stäerkt déi wirtschaftlech Kompetitivitéit vum Land. Am Kontext vun der Datestrategie wëll

Lëtzebuerg eng eenzegaarteg Approche fir d'Dateverwaltung an d'Datevalorisatioun adoptéieren, fir sech als en Datenhub international ze positionéieren, an als e Virleeder am Dateberäich fir den ëffentlechen Secteur, Fuerschungszentren a Betriber handelen.

Dank enger zentraliséierter Gouvernance an enger eenzegaarteger Prozedur fir den Zougang an dëser sougenannter „Weiderverwendung“ vun Date wäert Lëtzebuerg d'Notzung vun hirem Potenzial erliichten. D'Ambitioun ass et, e reglementarescht Ëmfeld ze entwéckelen, dat d'Komplexitéit vu ville gesetzliche Kaderen esou vill wéi méiglech reduzéiert, wärend individuell Rechter souwéi d'Rechter vun de Firmen geschützt ginn, fir d'Vetraue vun de Wirtschaftlechen a sozialen Acteuren ze garantéieren.

De Gesetzesprojet fir d'Ëmsetzung vum Data Governance Act an d'aféierung vum Prinzip Once-Only zu Lëtzebuerg ass um Instanzwee. No der Ëmsetzung vun dësem Gesetz wëll Lëtzebuerg en Datenhub an e Centre d'excellence fir säin nationalen Ökosystem ginn, awer och op international Zesummenaarbecht opbauen, fir Daten auszutauschen, zum Beispill am Fuerschungsberäich. D'Ëmsetze vum Prinzip Once-Only an de Verwaltungen ass en éischten, awer wichtige Schrëtt fir d'Ëmsetze vun enger proaktiver Regierung.

D'Datagovernance, déi Lëtzebuerg opstelle wëll, ass eng zentraliséiert Gouvernance, déi se eenzegaarteg an der Europäescher Unioun mécht. Et wäert nëmmen eng Prozedur an een Haaptregulateur ginn, fir den Zougang an d'Weiderverwendung vun den Donnéen ze autoriséieren respektiv ze refuséieren. Esou ka Lëtzebuerg e Virreider sinn, wann et drëm geet, komplex a multipel Dateprozeduren ze vereinfachen.

D'Weidernotzung vun Donnéen ass entscheidend fir d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Gesellschaft. Si ass och am Interêt vun Bierger. D'aféiere vum Prinzip Once-Only wäert hëllefen, dem Bierger déi administrativ Chargen ze erliichten, andeems hie seng perséinlech Donnéen an Zukunft nëmmen eemol un déi ëffentlech Verwaltungen ofgi muss. Fir de Bierger bedeit dat, am Respekt vum Dateschutz, manner Bürokratie a méi séier Weeër. Ech sinn iwwerzeugt, dass de Once-Only d'Potenzial huet, eng héich Zefriddenheet vun Bierger am Bezuch op d'Qualitéit vun den ëffentlechen Services ze erméiglechen. D'aféiere vum Once-Only wäert och d'Genaugkeet an d'Qualitéit vun den Daten, déi de Staat huet, erhéijen, well d'Feeler duerch eng manuell Veraarbechtung vun Informatiounen reduzéiert ginn.

Fir dass d'Vetraue vun de Bierger erhale bleift, muss mir transparent, verantwortungsvoll mat hiren Donnéen ëmgoen. Et dierfe keng disproportionéiert Ofstrécher a punkto Dateschutz gemaach ginn.

Fir all dëst ze erreechen, setzt de Projet de loi 8395 den europäeschen Data Governance Act ëm a gesäit vir, dass Donnéen, déi vun den ëffentlechen Acteuren genotzt ginn, souwuel aneren ëffentlechen Acteuren wéi och den Acteuren aus dem Privatsektor zougänglech gemaach ginn. An dat alles geschitt ënnert der zentraler Opsicht vum CGPD. An nëmme wann de Regierungskommissariat fir den Dateschutz beim Staat déi jeeweileg Projeten autoriséiert, ginn d'Donnéen ënner anonymiséierter respektiv pseudonymiséierter Form zur Verfügung gestallt. Des Weiteren: Fir sécherzestellen, dass d'Risiko fir d'Leit op e Minimum reduzéiert ginn, geschitt dës Mise à disposition vun Donnéen an engem Environnement de traitement sécurisé, dee vum CTIE geréiert gëtt.

Dës Garantie vum Projet de loi 8395 solle méi generell bei der Weidernotzung vun Donnéen hir Uwendung fannen. Dofir ass geplangt, d'Designatiounen

vun zoustännegen Organismen ënnert dem European-Health-Data-Space-Reglement wéi och bei deenen aneren EU-Reglementer zur Weidernutzung vun Donnéeën un de Gesetzesprojet 8395 unzepassen.

Och sollen d'Prozeduren esou wäit wéi méiglech harmoniséiert ginn. Dës Approchen zilen drop of, eng kohärent an effizient Reguléierung fir d'Reutilisatioun vun den Donnéeën ze garantéieren. Duerch dës Harmoniséierung ka Lëtzebuerg eng féierend Roll an der europäescher Datewirtschaft iwwerhuelen a sécherstellen, dass d'Innovatioun an der Fuerschung weider gefërdert gëtt.

Doriwwer eraus wëll ech och ënnersträichen, dass de Reuse vun Donnéeën eng entscheidend Roll an der Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz spillt. D'Kënschtlecher Intelligenz huet d'Potenzial – sous réserve, dass se eethesch korrekt genotzt an agesat gëtt –, bedeiend Virdeeler fir d'Lëtzebuerger Gesellschaft, d'Wirtschaft an d'ëffentlecher Fuerschung mat sech ze bréngen. Mat der Hëllef vun der KI kënnen grouss Datemengen analyséiert ginn, fir nei Erkenntnisser ze gewannen, fir d'Innovatiounen ze fërderen a fir effizient Léisunge fir komplex Problemer ze entwéckelen.

Fir ze erméiglechen, dass déi KI-Applikatiounen an engem sécheren Ëmfeld kënnen entwéckelt ginn, getest an och verbessert ginn, gesäit de Gesetzesprojet AI Act vir, dass d'Regierungskommissariat fir den Dateschutz beim Staat eng regulatoreschen Sandbox fir d'KI kann ubidden. Dës sougenannte „AI Regulatory Sandbox“ soll spéiderhin och kënnen an den Environment de traitement sécurisé vum Commissariat agebaut ginn, fir en effizient Zesummespill vun Donnéeën a KI ze erméiglechen. Fir Lëtzebuerg bedeit dës kohärent Approche, dass d'Land seng Kompetitivitéit erhéicht. Och setzt se de Kader fir eng méi héich Produktivitéit, besser Ressourcëverwaltung a generell fir méi effizient Servicer, déi de Staat proposéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Tatsaach, dass digital Technologie wéi Datenzentren a KI-Applikatiounen e groussen Energieverbrauch mat sech bréngen. Et ass dofir wichteg, dass d'Effizienz vun der Hardware an der Software permanent optimiséiert gëtt, fir den Energieverbrauch esou niddreg wéi méiglech ze halen. Dëst erfuert kontinuéierlech Innovatioun an Investitiounen.

D'Datenzentren, déi vum CTIE gewielt gi sinn, fir seng IT-Infrastrukturen ze hosten, hu Moosname geholl, fir hiren Impakt op d'Ëmwelt ze reduzéieren. All Datenzentren benotze grénge Stroum, fir hir Infrastrukturen ze ënnerstëtzen, an nei Technologie gi genotzt fir effizient Ofkillung. Doriwwer eraus sinn d'Bedreiwer scho kueststoffneutral zertifizéiert oder si wëlle méttelfristeg klimaneutral ginn.

De CTIE bedreift d'GovCloud zënter 2016. De CTIE stellt de Verwaltungen also eng zentraliséiert Infrastruktur zur Verfügung, fir datt si se no hire Bedierfnisse kënnen benotzen. Eng zentraliséiert Cloud bitt de Verwaltungen eng Rei vun Avantagen, zum Beispill eng gewëssen operationell Flexibilitéit. All Administratioun kann autonom d'Rechecapacitéit oder de Späicher vun hiren Uwendungen erhéien oder erofsetzen, esou wéi et hire momentane Besoinen no néideg ass. Dozou sief och gesot, dass de CTIE seng Infrastrukturen stänneg ausbaut, fir datt d'ëffentleche Verwaltungen Zougang zu rezenten Technologien hunn. Ech ginn op dës Plaz och ze bemerken, dass eng zentraliséiert Cloud perfekt an d'Politik vun der Käschterationaliséierung an dem Energiespuere passt, well d'Verwaltung keng eegen Infrastrukturen bedriewen.

Lëtzebuerg besëtzt méttlerweil eng etabliert a spezialiséiert Fuerschungsgemeinschaft am Beräich vun de Quantentechnologien an huet rezent signifikant Investissementen an der Quanteninfrastruktur gemaach. Dozou gehéiert nieft der Quantekommunikationsinfrastruktur, wou et drëms geet, eng abhërsécher Datekommunikatioun ze testen an opzebauen, och de rezente Projet vun engem Quantecomputer, deen am Laf vum nächste Joer am HPC-Zenter zu Biissen installéiert gëtt.

D'Potenzial vun de Quantentechnologien ass enorm, esouwuel wat nei wëssenschaftlech Duerchbréch an technologesch Avancen ugeet, wéi och hiren Impakt op eis Kommunikatiounsinfrastrukturen an Informatiounssécherheet. An aus deem Grond ass et essenziell, datt Lëtzebuerg sech mat Hëllef vun der neier nationaler Quantestrategie optimal opstellt, fir déi sellegen Opportunitéiten an och Defie vun de Quantentechnologien ze erkennen an hiert vollt Potenzial auszuschöpfen, fir de wëssenschaftlechen, technologeschen an ekonomesche Fortschritt ze erreechen.

Wat d'Kënschtlecher Intelligenz ugeet: Als Deel vun der Visioun, fir e vertrauenswürdigen a verantwortlechen digitalen Ökosystem ze kreéieren, wäert en digitalen Eethikkomitee d'Entwécklung an d'Benotzung vu KI-Systemer guidéieren, fir datt d'fundamental Rechter an d'gesellschaftlech Wuelbefannen d'Prioritéit bleiwen.

D'Kompetitivitéit vun enger Natioun hängk vun der Effizienz vun hiren ëffentlechen Verwaltungen an der Disponibilitéit vu qualitativen, zougänglechen Servicer fir Bierger a Betriber of. Am Staat huet de graduellen AI-Deployment ugefaang, deen d'alldéiglech intern Gestéioun an den ëffentlechen Servicer beaflosst. Eise But ass et, d'Performanz an d'Effizienz vum Staat ze erhéien an esou fir de Bierger an d'Betriber e méi moderne Staat ze ginn.

Betreffend d'Kënschtlecher Intelligenz am ëffentlechen Secteur huet Lëtzebuerg zanter der Verëffentlechung vun der AI-Visioun am Joer 2020 verschidden Initiativen entwéckelt, wéi AI4Gov, déi elo an d'Initiativ Tech-in-GOV integréiert ass. Sait 2021 sinn 13 KI-Projekte vum Digitalisierungsministère finanziert ginn. Dëst ass definitiv e passende Wee, fir bewosst a kooperativ d'Kënschtlecher Intelligenz am ëffentlechen Secteur ze integréieren.

Mam Programm Tech-in-GOV, deen d'Appeller fir AI4Gov, Data4Gov an NIF4Gov seit 2024 regroupéiert, schafft de Ministère fir d'Digitaliséierung un engem Ecranlaiser fir Persounen mat enger Siichtbehënnung, deen d'Sprooch Lëtzebuergesch, Englesch, Däitsch a Franséisch wäert ofdecken.

Parallél dozou hu mer och en Observatoire d'accessibilitéit fir de SIP finanziert, en Tableau de bord, fir déi wichtegst Indicateuren zur digitaler Accessibilitéit vu Lëtzebuerger Internetsitten an hir Entwécklung ze suivéieren.

De Ministère schafft des Weideren u Projete wéi Accessilingua, wou duerch Kënschtlecher Intelligenz Säiten an Einfacher Sprooch erstallt wäerte ginn, an dem Transcribo Vox, engem Projet, deen Audioopnamen op Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch an Text transkribéiert. Eng geplangten Uwendung dovun ass ënner anerem och d'Entwécklung vu sougenannte „Voicebots“ fir verschidden Verwaltungen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Widderstandsfäegkeet vun den ëffentlechen a privaten digitalen Infrastrukturen ze stäerken, huet de Staat seng Efforten op verschidden Beräicher konzentriert. De Staat huet Luxchat4Gov fir d'Regierung ageriicht an ënnerstëtzt de Luxchat fir de Privatsektor. Dës sécher Kommunikatiounsinstrumenter bidden all d'Servicer u wéi déi

bekannten Chatapplikatiounen a stäerken ons digital Souveränitéit, well d'App gëtt integral an Datenzentren um Lëtzebuerger Territoire bedriewen an d'Kommunikatiounen sinn end-to-end-verschlüsselt.

Sait 2016 bitt de CTIE de Verwaltungen d'GovCloud un. Et gëtt dem CTIE drëms, eng gemeinsam Basisinfrastruktur ze schafen, fir innovativ IT-Servicer beim Staat ubidden ze kënnen, ouni mussen op kommerziell Cloudprovideren zrëckzegräifen.

Et muss een awer natierlech och weider investéieren, fir virbäi ze bleiwen an den neien Defien, déi sech ëmmer erëm stellen, gerecht ze ginn. Dofir hu mir e Partenariat mat Clarence ënnerschriwwen, fir d'Cloudoffer vum CTIE ze erweideren, an dovunner wäerten all staatlech Entitéite kënnen profitéieren.

Den National DDoS Attack Filtering Centre gouf viru Kuerzem verstärkt, fir ganz grouss Volumenattacken a Konterattacken mat spezifeschen Applikatiounen vu geschützten Entitéiten ze reduzéieren. Den Noutfallplang fir de Cyberdomän gëtt iwwerschaaft, fir sech de géigewäertegen Necessitéiten an Entwécklungen unzepassen. D'staatlech Cybersecuritydepartement tauscht sougenannte „Bedroungsdate“ mam Privatsektor aus, fir d'Belaaschtung op ëffentlechen a private Sécherheetsteams ze reduzéieren. Dës kollaborativen Effort gëtt verstärkt duerch d'Schafung vun engem Cybersecurity-Daterraum, entwéckelt, fir d'Innovatioun ze ënnerstëtzen an d'Schafung vun neie KI-baséierten autonomen Tools fir d'PMEen.

Dir Dammen an Dir Hären, am Digitalisierungsministère denke mer awer och un d'Besoinen vum Bierger, déi manner digital ënnerwee sinn. Eng vun de strateegeschen Achsen vum Ministère befaasst sech intensiv mat der Inclusion numérique.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Obertin, Ministère de la Digitalisation | Fir engem eventuellen digitale Gruef entgéintzewierken, huet d'Regierung sech engagéiert, en Aktiounsplang opzestellen, dee garantéiere soll, datt jiddereen an deen digitale Wandel vun der Gesellschaft matabezu gëtt.

Den éischten nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun, deen 2021 vum Regierungsrat approuvéiert gi war, soll enger eventueller digitaler Spaltung entgéintwierken. Et geet drëms, d'Motivatioun ze steigern an dat digitaal Vertraue vum Bierger ze verbessern, geneesou wéi den Accès zu digitalen Technologien ze vereinfachen an digital Kompetenzen ze promovéieren. Den Aktiounsplang enthält 40 Initiativen, déi op 3 strateegesch Hiewele verdeelt sinn. 39 vun deene 40 Moosgesinn entretemps ëmgesat. Mir hu méttlerweil de Suivi vum aktuellen Aktiounsplang ofgeschloss. D'Erkenntnisser, déi mer aus dëser Evaluatioun gewonnen hunn, sollen eis hëlfe, fir d'Prioritéiten an d'Ziler ze iwwerschaafen, a sollen an d'Aarbechte vun engem zweeten Aktiounsplang mat afléissen.

Iwwert de Summer 2025 gëtt dann den neien Aktiounsplang fir digital Inklusioun ausgeschafft. De Ministère mécht dat mat enger multilateraler a kokreativer Approche, déi versicht, all verschidden Partie-prenanten an dës Prozess anzubannen. Fir de Juni a Juli si verschidden Ateliere virgesinn, fir mat dem interministeriellen Aarbechtsgrupp a Vertrieber vun der Zivilgesellschaft d'Prioritéiten vum neien Aktiounsplang ze definéieren. D'Zil ass et, fir Enn 2025 den zweeten nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun prett ze hunn.

An ech géif nach eng Kéier vläicht op Är Fro kommen, Här Polidori, wat de Mandat numérique ugeet. Also, fir Persounen mat Aschränkungen ass de Ministère

mat de concernéierten Direktiounen vun deenen anere Ministèren am Kontakt, fir d'Gesetzestexten unzepassen. An, wéi ech scho gesot hunn, Enn 2025 soll de Mandat numérique fir d'Personnes adultes et capables dann an d'Produktioun goen.

Wat d'Fro ugeet vun der E-Embassy, do hat Der ons och drop ugeschwat, an do ass de Programm net gestoppt. Lëtzebuerg reagéiert op all Ufro vun engem Staat oder vun enger Institutioun.

En anere Punkt, deen Der och ugeschwat hutt, d'Signature électronique, do hu mer elo den Avis vum Conseil d'État zréckkritt. An dee Gesetzesprojet wäert elo an d'Chamber kommen an do och da kënnen debattéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, et gouf an et gëtt vill geschafft, fir d'Digitaliséierung vum öffentliche Secteur weiderzebréngen. Déi technologesch Entwécklung sinn esou rasant, dass dat och e permanente Prozess wäert bleiwen. An de leschten Detail vun dëser ganz vaster Thematik anzegoen, ass also an dësem Zäitkader praktesch onméiglech, mee ech hoffen, ech konnt Iech heimat e graffen Iwwerbléck verschafen iwwert d'Enjeuen an d'Defien, déi mir an der Digitalisatioun begéinen. Mir wäerten och deemnächst déi eenzel Strategië virstellen a méi am Detail presentéieren.

Ech wëll awer elo och nach d'Wuert un den Här Wilmes weiderginn als Minister vun der Fonction publique, fir dass hien nach op déi Volette kann agoen, déi méi spezifesch säi Ressort concernéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. A wéi Der gesot hutt, kritt dann elo den Här Wilmes d'Wuert. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Léif Dammen an Hären Deputéiert, merci dem Här Polidori fir déi Initiativ, déi e geholl huet. Ech géif gär ganz kuerz drop agoen, wat d'Fonction publique mécht, fir datt och ons Agentinnen a Agente mathale kënnen mat der technologescher Entwécklung, notament de ganzen Defie vun der Digitaliséierung an der Kënschtlecher Intelligenz.

Et ass indispensable, datt eis Agentinnen a Agenten hir Kompetenzen, fir employabel ze bleiwen, musse weiderentwéckelen. Dat ass eng Koresponsabilitéit, déi besteet tëschent dem Staat als Employeur an den Agentinnen an Agenten, déi fir ons schaffen. Op där enger Säit musse mir, de Staat, als Employeur d'Moyenen an d'Offere schafen, fir datt ons Agente sech kënnen weiderbilden, an da muss natierlech och all Agent sech verantwortlech spieren, fir seng beruflech Entwécklung kënnen no vir ze driewen, an och déi Offer unhuelen.

Wat gëtt alles ugebuede fir ons Agentinnen a Agenten? Ma iwwert den INAP bidde mer eng ganz breet Pallett vu Formatiounen un. 2024 war de Katalog vun dem INAP gutt gefëllt mat méi wéi 500 Formatiounen fir ongeféier 17.500 Leit, déi matgemaach hunn. Doniewent ginn eng ganz Partie Formatiounen op Demande ugebueden an de Verwaltungen, vun deene lescht Joer 14.340 Agente profitéiert hunn. Da gëtt et spezifesch Weiderbildungen am Beräich vun der KI an och vun der Digitaliséierung. Och hei e puer Zuelen dozou: Et sinn 112 Formatiounen zu deem Sujet ginn am INAP-Katalog 2024 mat ronn 2.600 Leit, déi matgemaach hunn.

An da gëtt et eng Kooperatioun mat der École nationale d'informatique an do mat där Kooperatioun zesumme ginn 29 E-Learning-Formatiounen zum

Beräich IT ugebueden, wéi zum Beispill Blockchain, Programmation, informatesch Sproochen, plus nach eng Kéier 38 E-Learning-Formatiounen an der Bureautique.

Da gëtt et och eng Zesummenaarbecht mam Digital Learning Hub an all Agent vum Staat kritt hei Formatiounen, déi een an deem DLH do ka maachen an direkt op sengem Compte de formation domadder och unerkannt kritt.

Da gëtt et och spezifesch Offere fir déi héich Beamten. Hei gëtt den Akzent op den Echange an Networking geluecht. An do ass zum Beispill eng Konferenz organiséiert gi lescht Joer am November, vum 7. bis den 8. November, fir ganz exakt ze sinn. An dat ass eng Kooperatioun tëschent der belscher Fonction publique an der lëtzebuergescher Fonction publique, wou dann héich Beamten aus der Belsch op Lëtzebuerg komm sinn, fir mat héije Beamte vu Lëtzebuerg zesummen d'Konferenz nozelauschten iwwert d'Defie vun der Intelligence artificielle an der Gestiou vun Donnéeën an der Fonction publique, mat iwwer 1.000 Leit, déi do matgemaach hunn, och zum Deel online. Si waren net allegueren hei zu Lëtzebuerg sur place. An dëst Joer ass dann esou en Event an der Belsch.

Um Niveau vun de Verwaltungen, ech mengen, och do hëlleft de Ministère vun der Fonction publique de Verwaltungen, fir strateegesch Pläng fir d'Kompetenzentwécklung ze erstellen. D'Zil ass et, datt all Verwaltung an Zukunft e Plan de développement des compétences soll hunn. An dëse Plang baséiert och op der Gestion par objectifs an de järeleche Mataarbechtergesprécher, wou de Besoin u Formatiounen a Kompetenzentwécklung diskutéiert gëtt. An do wäert et natierlech och ëm d'Digitaliséierung an déi Kompetenz goen, déi een dofir brauch, fir dat kënnen gutt ëmzesetzen an ze begleeten.

Da begleet mer natierlech och als Ministère d'Verwaltungen, fir sech optimal op déi ganz digital Transformatioun virzebereeden, andeems et drëms geet, fir d'Dokumentation vun de Prozesser ze maachen, Opbau vu Project Management, wéi dat esou schéin op Lëtzebuerg heescht, Ausaarbechte vun engem Programme de travail, deen och ëmmer strateegesch Objektiv a Relatioun mat der digitaler Transformatioun huet. An zënter 2021 huet d'Fonction publique ongeféier 100 Verwaltungen begleet.

Dann nach d'Prioritéit fir dëst Joer am Departement vun der Formatiounsoffer fir d'digital Kompetenz kuerz, Stéchuert Datekompetenz, Datenanalys an Datewëssenschaften, dat wäert eng Prioritéit sinn. Eng aner Prioritéit si spezialiséiert KI-Formatiounen, fir Grondlage wéi och pousséiert Wëssen iwwer KI-Applikatiounen an der Fonction publique ze vermëttelen. An eng weider Prioritéit ass de Programm „Digital Leadership“ fir Agenten aus dem mëttleren an héije Management, fir datt si kënnen hir Ekippen effizient féieren, informéiert Decisiounen huelen an och eng strateegesch Visioun an enger ëmmer méi digitaliséierter Verwaltung kënnen entwéckelen.

Voilà, ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wäert mer dann um Schluss vun der Diskussioun ukomm. Et ass nach eng Fro un d'Ministesch vun Här Polidori. Madamm Minister, sidd Der bereet, déi Fro unzuhuelen?

(Assentiment)

Da stellt Dir se, Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Ech hunn elo probéiert, awer e bësselchen ...

Ben, ech hu gutt nogelauschert, wat d'Madamm Minister elo gesot huet. Et sinn awer e puer Froen, déi ech elo net beäntwert krut. Do wollt ech awer nach eng Kéier drop agoen.

Also, déi éischt ass emol: Dir sidd op d'Resilienz agaangen. Wann ech elo richteg verstanen hunn, hutt Der vun der Resilienz geschwat a maacht do de Lien mat der Applikatioun Luxchat. Ech hoffe jo awer, dass mer do nach awer eng e bësselche méi wäit denkend Strategie hunn, wat ons Resilienz ugeet, wéi elo just den Chatprogramm, dee mer bei eis hei am Land notzen. Dat ass meng éischt Fro.

An dann ass meng zweet Fro: Iwwert d'Dataembassies hutt Der och geschwat. Dir hutt gesot, dass dee Projet net ausgestuerwe wier an dass Der weiderhin oppe wiert, wa Länner géifen esou eppes hei zu Lëtzebuerg ufroen. Meng zweet Fro war awer och: Ass Lëtzebuerg am Moment och drun interesséiert, ons Donnéeën am Ausland hinzusetzen? Op déi Fro hutt Der mer net geäntwert. A kennt Der vläicht och e bësselche méi am Detail ... Do sinn dann och Länner, déi do Interêt weisen, fir esou eng Ambassade hei zu Lëtzebuerg opzebauen.

An da wollt ech nach eng Kéier kuerz agoen op den Domän vum Material beim Staat. Wéi gesäit et do aus? Hutt Der effektiv eng Strategie, wéi soll energieeffizient akaf ginn? Oder wéi sinn do d'Krittären? Do sidd Der, mengen ech, net drop agaangen. Ech hunn Iech gefrot, ob Der Krittären hutt, wéi an och wou akaf gëtt, a wat do d'Ärzelsetzung och à long terme ass. Do wëllt ech vläicht nach e puer Informatiounen méi vun Iech wëssen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Madamm Minister.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här Polidori, fir déi eenzel Froen nach. Also, dee Kontext vun der Resilienz am Luxchat, dat war ee Beispill vun anere Mesüeren, déi mer maachen. Do ass, wéi gesot, virun allem déi souverän Cloud, wou ech och am Fong laang an am Detail schonn a menger Ried doriwwer geschwat hunn.

Déi Lëtzebuurger E-Embassy: Effektiv si mer an engem Pourparler mat enger Institutioun, déi och wëll op Lëtzebuerg kommen. Wéi gesot, d'Detailer kann ech elo hei nach net soen. Mir hu selwer am Fong keng aktiv Demarche, fir iergendwou an engem anere Land eng E-Embassy opzemaachen. Mee ech setzen éischter op déi lëtzebuergesch Souveränitéit, de Lëtzebuurger Territoire an ons Donnéeën hei zu Lëtzebuerg ze halen.

Dann hat Der, mengen ech, gefrot, wat mat der IT, also der Hardware an all deene Saachen, geschitt. Wa se hei beim Staat, also vun de Beamten, net méi gebraucht ginn, gi se weider an Organisatiounen wéi zum Beispill Digital Inclusion, déi am Fong dann eng zweet Notzung vun dëse Computere maachen, fir se weiderzeginn u Leit, déi nei an d'Land kommen an déi am Fong net d'Moyenen hunn, fir sech esou Apparater ze kafen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wier dann d'Diskussioun ofgeschloss zu dëser Interpellatioun.

Motions

Mir hunn dräi Motiounen, déi deposéiert gi sinn.

Motion 1

An déi éischt Motioun ass déi vum Interpellateur, dem Här Polidori. Här Polidori, wëllt Dir nach d'Wuert

dozou huelen? Dir maacht dat gär zum Schluss, huelen ech un. Da géng ech froen: Wie wëllt dozou schwätzen? Ech gesinn den Här Arendt. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Zu där Motioun wollt ech am Fong soen, dass d'Prinzippe vun der Digitalisatioun, de Prinzip selwer vun der Digitalisatioun a vun der KI an eise Koalitionsaccord stinn. Do stinn also allegueren d'Detailer dran. An ech kann awer och just soen – mir hunn dat aus der Madamm Minister hirem Discours elo héieren –: Et si schonn eng ganz Partie Saachen amgaangen, ëmgesat ze ginn, respektiv sinn an der Virbereedung. Also, ech mengen, ech géif menge Leit proposéieren, d'Motioun net unzuhuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech verstinn de Wee, wou ee wollt goe mat der Motioun. Et ass awer zum Beispill am drëtteschten Tiret eppes ganz Wichteges, wat mir feelt. Dir hutt „éthique“, „transparence“, „inclusion“, mee Dir hutt den Dateschutz net als Beispill opgelëscht, wann Der déi KI wëllt an engem Reglement herno ëmsetzen hei am Land. Dat sinn awer fundamentalen Fakten, déi een eigentlech misst mat drasetzen, den Dateschutz.

An dann den zweetteschten Tiret, eng national KI-Plattform ze erstellen, ass immens sympathesch. Mee mer wëssen allegueren – Dir hutt hei ChatGPT geschriwwen a Mistral –, wat dat fir Milliounen kascht huet, wat do fir Kaarte gebraucht gi sinn, also Grafikaarten, Chippen an Allmégleschen. Ech mengen, et wär illusoresch ze mengen, dass mir als Lëtzebuerg muer eng eege KI kéint erstellen. Ech kéint do dermat liewen, wa mer soen, d'Europäesch Unioun erstelt se. Dat wär fir mech méi realistesch, wéi dass elo herno all eenzelt Land an Europa ufänkt, seng eege KI ze erstellen, well dat sinn immens vill Ressourcen. Ech weess och net, wou mer allegueren déi Experten zu Lëtzebuerg op eemol hierkrieten. Mir hunn elo schonn e Mangel un Informatiker. Wa mer da wëllen e Konkurrent quasi zu ChatGPT hei lancéieren ... Et wär super. Also, ech géng et direkt benotzen. Mee ech halen et awer fir e bëssen illusoresch, dass et dat ass. Dofir géng ech mech des Kéier enthalten. Mir sinn éischter der Meinung, dat misst op europäischem Wee gemaach ginn. A wann zu Lëtzebuerg eppes ëmgesat gëtt, misst fir eis onbedéngt den Dateschutz mat eran.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Si soss nach Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, also ech muss soen am Numm vun déi gréng, dass mer vill Sympathie fir dës Motioun hunn. An ech denken, wat d'Maturité numérique ugeet, dass dat wierklech e wichtege Punkt ass. Ech hat dozou och Froe formuliert, krut awer keng Äntwert. Mee ech denken, dass dat eppes ass, wat wierklech muss genau gekuckt ginn. An ech denken, dass deen État des lieux op alle Fall eng wichteg Saach wier.

Ech wëll elo net op all eenzele Punkt agoen. Zu der „plateforme nationale d'IA souveraine“ hunn ech e bësse Bedenken, dass mer dat mussen aus eegene Kräfte maachen. Ech denken awer, dass et interessant wär, esou eng Iwwerleeung dozou op alle Fall ze féieren, an och dass den nationalen Energie- a Klimaplang ka beräichert ginn ëm e Punkt, dee méi staark ass wéi dat, wat am Moment schonn drasteet. Do sti scho Saachen dran iwwert d'Digitalisatioun,

och iwwert d'Datenzentrenen, mee dat kann ee sécher nach eng Kéier verstärken. Dofir kann ech soen, dass mer déi heite Motioun kënne matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Nach eng aner Wuertmeldung zu dëser Motioun? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Da géng ech dës Motioun zum Vott stellen. A, den Här Polidori, jo. Merci. Et deet mer leed.

M. Ben Polidori (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech hunn elo och de Riedner hei gutt nogelauschert. Bon, der DP no, well dat am Koalitionsaccord steet, gëtt dat jo dann och alles gemaach. Dat heescht am Fong, alles wat hei steet, setzt Der jo dann ëm. Dat freet mech op enger Säit jo dann ze héieren. Dat heescht, dass meng Motioun jo, wéi ëmmer dat flott Wuert ... Ech nennen et haut net. Dat heescht, dat brauche mer jo dann net ze stëmmen.

Ech mengen, et géif Iech awer och net wéidoen, wann Der et géift matdroen, well Dir hutt et jo am Koalitionsaccord stoen, hutt Der jo selwer gesot. Also géif dat jo fir Iech just positiv Auswierkunge maachen, wann Der se géift matstëmmen. Mee bon.

Dat gesot, nach vläicht just als Remark zum Här Goergen, zu der Kënschtlecher Intelligenz, zum drëtteschten Tiret: Jo, also, den Dateschutz gëtt jo haut och scho wéinst dem europäesche Reglement vum RGPD gereegelt. Ech hunn awer kee Problem, et hei mat dranzeschreiwen. Wann Der domadder kënnt besser schlofen, da maache mer dat. Dann ass dat och kee Problem fir mech. Mee dat ass awer sous-entendu. Dat hunn ech och a menger Ried jo e puermol erwänt.

Dann zum ChatGPT: Bon, mir soen elo, dass dat hei zu Lëtzebuerg e groussen Opwand wier, wa mer esou eppes géifen opsetzen. Op der anerer Säit héiere mer jo awer och, dass mer beim Staat souwisou Kënschtlecher Intelligenz notzen, fir Chatbots an esou virun anzébréngen. Dat heescht, mir wäerte souwisou, wa mer elo ganz technesch ginn, Modellen entwéckelen, wou mer kéinten drop zréckgräifen, fir och de Biergerinnen an de Bierger dobaussen direkten Zougrëff op d'Froestellungen ze ginn. Deen ass vläicht am Ufank net esou performant wéi en ChatGPT, mee e leeft jo vun den Donnéeën, déi mer aginn, an e leeft och vun de Leit, déi en notzen. An ech mengen, do kënne mer och zu 100 % garantéieren, dass mer d'ateschutzrechtlech gutt dostinn. An och déi Donnéeën, déi mer erausginn, sinn awer, mengen ech, méi fiabel wéi vläicht déi vun engem décken Techkonzern aus Amerika, wou mer, mengen ech, egal wéi nach an der Zukunft wäerte ganz vill Diskussiounen hunn, ob mer deenen nach kënnen trauen, och mat engem AI Act, wou mer elo geschwé wäerte jo hoffentlech hei am Land och stëmmen.

Duerfir, ech verstinn Är Bedenken. Wéi gesot, meng Erklärung awer och dozou, firwat ech et awer aneschtens gesinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Elo gesinn ech kee méi, dee sech zu dëser Motioun mell.

Da géng ech se elo zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

An ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 21, Nee: 35, Abstentoun: 4. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 21 Jo-Stëmme bei 4 Abstentounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire

Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Charles Weiler), Alex Donnersbach (par M. Jean-Paul Schaaf), Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel (par Mme Barbara Agostino).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Motion 2

An da komme mer zu der Motioun Nummer 2, déi deposiert ginn ass vum Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir direkt eppes soen? Duerno. Wie wëllt zu dëser Motioun Positioun huelen? Dat ass den Här Arendt fir unzefänken. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. D'Motioun kann engem sympathesch kléngen, mee ech muss awer och soen, souwäit ech informéiert sinn, huet de Staat alles gemaach, wat e ka maachen, fir dass de fräie Wi-Fi zougänglech ass, mee natierlech mussen d'Gemengen do nach hire Krop derbäisetzen. Wann d'Gemengen natierlech näischt maachen, ass dat dann de Problem vun der Gemeng an net vum Staat. Dofir, déi Motioun hei kann ech och net unheelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ben, ons ass dës Motioun u sech scho sympathesch op där enger Säit. Op där anerer Säit soe mer awer och, dass vläicht fir d'éischt emol soll gekuckt ginn, a wéi enge Gemengen een dat brauch. Wa mer soen, all Gemeng, grouss oder kleng ... Ech mengen, ech sinn an enger klenger Gemeng. Wat ass do eng ëffentlech Plaz? Wou begéine sech effektiv d'Bierger dobaussen? An ech denken ...

M. Marc Spautz (CSV) | An der Kierch.

M. Ben Polidori (LSAP), interpellateur | Gelif? (*Interruption et hilarité*)

Jo, d'Kierch, ok. Gutt. Jo, an der Rei, Här Spautz.

M. Claude Wiseler, Président | Här Polidori, Dir hutt d'Wuert eleng.

M. Ben Polidori (LSAP), interpellateur | Bei der Kierch. An der Rei. Mee och déi gëtt et net méi an allen Dierfer, respektiv se sinn zwar nach do, mee awer vläicht net méi geféllt.

Bon, op alle Fall, mir géife proposéieren, well dat heiten, mengen ech, awer nach vill Detaildiskussiounen kéint mat sech bréngen, dass mer dës Motioun mat

an eng Kommissioun géifen huelen an dass mer och mol eng Kéier mat de Gemengeresponsabele schwätzen an och hire Retour e bësse gesinn, wou mer vläicht esou eppes sollte maachen a wou net a wou et iwwerhaapt schonn am Moment am Asaz ass. Well ech denken, dass et awer virun allem an deene grouse Gemenge schonn disponibel ass. An deem-entsprechend, mengen ech, hu mer besser, mer huelen eis vläicht eng Kéier e bëssle méi Zäit, wéi wa mer dës Motioun elo einfach géife stëmme respektiv net stëmmen.

Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. D'Madamm Schoos huet d'Wuert gefrot.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Och eis ass déi Motioun immens sympathesch. Et kennt een et scho vu gréissere Stied, wou fräie Wi-Fi ass op de Place-publicken. Mee och mir stellen eis hei d'Fro, éischters: Wou ass et vläicht schonn ëmgesat a Gemengen? Wou ass et net? Wien ass och responsabel dofir? Wat fir eng Käschte géingen do op d'Gemengen duerkommen? Oder gëtt dat vum Staat finanzéiert? Ech mengen, mir wëlle jo net nach méi op d'Gemenge klappen. Wien ass dann och responsabel hannerdrun?

An dann, wat och mäi Virriedner gesot huet: Ass et an all Gemeng sënnavoll? Mir hunn dacks an de Restaurants, an de Caféen – och wa mer zwar e Caféstierwen hunn, mir hunn et gëschter héieren – och schonn de Wi-Fi. Wéi vill wierklechen Notzen hätt mer dobäi, wa mer dat op de grouse Place-publicken hätten? Mir schwätzen elo net vun der Gemeng Lëtzebuerg. Ech mengen, do kann een driwwer diskutieren, mee ech mengen, déi huet et. Soudass mir eis hei bei dëser Motioun géingen enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Also, et ass effektiv eppes, wat eng Iwwerleeung wäert wier fir eis. Fir eis ass et haaptsächlech och d'Fro vum Käschtepunkt, déi hei e bëssen am Vierdergrond steet, wou mer net genau wëssen, wouvu mer hei schwätzen, wat d'Envergnere dervun ass. An dofir géinge mir soen, dass dat heiten eppes ass, wat ee kann diskutieren an enger Kommissioun. Voilä, dofir wär dat éischter eise Standpunkt, wéi elo hei direkt derfir ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Soss keng aner Wuertmeldung? Da ginn ech dem Här Goergen d'Wuert nach eng Kéier.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, effektiv, et gëtt Gemenge wéi d'Stad Lëtzebuerg, wou een dat fënnt a wou een de gratis Wi-Fi huet. Mee ech wëll elo net all de Leit soen: „Kommt an d'Stad, wann Der Internet braucht oder wann Der op MyGuichet eppes wëllt maachen!“ Dann hutt Dir herno net méi genuch Bänke ronderëm d'Stad stoen, wou d'Leit dat da kennen am fräie Raum maachen.

A sech, déi Gemengen, déi jo scho Wi-Fi hunn – där gëtt et der puer, et gouf schonn d'Stad Lëtzebuerg genannt, et gëtt och aner –, déi si jo eigentlech komplett eraus aus där Motioun. Déi si jo guer net beträff. Hei ass et jo drëm gaang: Mir hunn haut driwwer geschwat, dass méi Leit sollen Zougang hunn zum Digitalen, dass dat vereinfacht soll ginn, mee dass awer nach ëmmer déi Barriär vum Geld dertëscht ass, dass een en Abo muss hunn, dass ee muss iergendeppes bezuelen, fir iwwerhaapt kennen deelzehun. An deementsprechend war do d'Iddi, fir ze soen: „op deenen ëffentleche Plazen“. Also

mol net an der ganzer Gemeng, mee op deenen ëffentleche Plazen. Dat kann d'Gemeengeplaz virun der Dier sinn, wou souwisou d'Leitung leeft. Et muss een einfach e Router méi setzen, dann huet ee virun der Gemeng och Internet. Also, dat wär alles ganz einfach méiglech. Ech gesinn net an, firwat d'Gemengen dat musse bezuelen. Dat kann de Staat sécherlech mat iwwerhuelen.

Et gouf iwwerens e ganz interessante Programm vun der Kommissioun Juncker deemools. „Free Wi-Fi for EU“ huet dat geheescht. Leider hunn do net vill Lëtzebuurger Gemengen deemools matgemaach. Do huet d'Europäesch Unioun nämlech déi Installatioun iwwerholl a bezuelt, fir dass d'Leit deemools sollte fräien Internet kréien. Well dat ass nun emol och eppes, wat zur Fräiheet gehéiert, fir um Digitale kënnen deelzehuelen.

Ob et elo an enger Kommissioun diskutéiert gëtt oder anescht ofgeleent gëtt, also, a sech geet et drëm, fir emol ze sensibiliséieren – et si jo e puer Gemengemammen a -pappen hei –, dass se vläicht bei sech an der Gemeng kucken, ob do schonn Internet ass. Ech mengen, dann ass haut schonn eppes erreecht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilä. Wann ech elo richteg verstanen hunn, Här Goergen, dann hätt Der gär, dass iwwert déi Motioun elo ofgestëmmt gëtt.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Da musse mer fir d'éischt driwwer ofstëmmen, ob se soll an d'Kommissioun verweise ginn oder net. Och do géing ech en elektronische Vott froen, fir dass d'Saache kloer sinn.

Also déi éischt Fro: Sidd Der der Meenung, dass dat soll an d'Kommissioun verweise ginn? Deen, deen domat d'accord ass, dee seet Jo. Deen, dee se net wëllt an d'Kommissioun verweisen, seet natierlech Neen.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Voilä, ech géing dann ... E klunge Changement hei am Programm, dofir brauch dat e weëneg Zäit, bis d'Informatik sech agestallt huet, wa mer scho vum Sujet schwätzen.

Da géing ech de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. E klungen Effort, da si mer bal esou wäit. Ok, elo nach e ganz klungen Effort. Voilä, de Vott ass ofgeschloss.

Jo: 25 Stëmmen, Nee: 35 Stëmmen. Dës Motioun gëtt also net an d'Kommissioun verweisen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Paul Galles), Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher (par Mme Nathalie Morgenthaler), Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler,

Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel (par Mme Barbara Agostino).

An da wäerte mer iwwert d'Motioun hei ofstëmmen. Da komme mer iwwer dem Vott vun der Motioun selwer. Wann Der wëilt de Vott vun der Motioun opmaachen, dat wär léif.

Vote sur la motion 2

Voilä, ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Hei och nach e klungen Effort, da si mer esou wäit. Dat ass elo net de Fall. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 4 Stëmmen, Nee: 46 Stëmmen, Abstentiuon: 9. Dës Motioun ass also mat 46 Nee-Stëmme géint 4 Jo-Stëmme bei 9 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Charles Weiler), Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher (par Mme Nathalie Morgenthaler), Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel (par M. Guy Arendt) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 3

A mir kommen zur leschter Motioun zu dësem Sujet. Déi ass och deposéiert vum Här Goergen, dee warscheinlech duerno wëllt d'Wuert huelen. Wie wëllt zu dëser Motioun Positioun huelen? Den Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Jo, dës Motioun ass och net onsympathesch, mee et muss ee feststellen, an d'Madamm Minister huet dat an hiren Explikatiounen och scho gesot: D'Madamm Margue huet schonn e Projet de loi fir den AI Act deposéiert. D'Madamm Minister selwer huet fir den Data Governance Act an de Once-Only-Prinzip och hir Projet-de-loien deposéiert. Et leeft also alles schonn. D'Legislativ Mesüre ginn u sech bal méi wäit wéi dat, wat d'KI-Motioun proposéiert. Dofir si mir och der Meenung, dass déi hei net muss gestëmmt ginn. Dat heescht ... Enfin, dach, se muss gestëmmt ginn, mee mir solle mat Nee stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, merci, Här Arendt, fir déi Präzisioun. An dann huet den Här Polidori nach d'Wuert gefrot.

M. Ben Polidori (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Jo, wann een dës Motioun kuckt: Déi ass ... Jo, déi ass gutt geschriwwen. Deemno wéi souguer besser wéi verschidden anerer, déi mer esou liesen, mee ...

(Interruption)

Jo, d'Präzisioun bei wem kann da jidderee sech denken. Mee op alle Fall hunn ech awer ee Problem bei engem Considerant, an zwar dem leschten, dass mer awer hei och gesinn, dass eng Kënschtlech Intelligenz ons eng Motioun schreift. Bon, do sinn elo keng 100.000 Feeler dran, wéi den Här Arendt och scho gesot huet. Et si Saachen dran, déi duerchaus Sënn maachen. Beim leschten Tiret hunn ech awer wierklech ganz vill Bauchwéi, dass mer elo erëm eng Evaluatiounsplattform solle maachen, fir eng Plattform ze evaluéieren.

(Hilarité)

Dat heescht, do gesäit een, dass den ChatGPT, d'Plattform sech net ze schued ass, fir sech selwer Aarbecht ze ginn an och dass se selwer bestoe bleift. An ech géif dat awer schonn e bësselche speziell fannen, wa mer elo géifen esou eng Motioun hei stëmmen, déi einfach vun der KI geschriwwen ass, ouni ons awer do iergendwéi e bësselchen eethesch Gedanken ze maachen.

Dofir géif ech eiser Fraktioun proposéieren, dëst net matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Jo, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Goergen huet elo natierlech e klenge Scoop gemaach, datt et déi éischt Motioun ass, déi eng Kënschtlech Intelligenz geschriwwen huet.

(Interruption et hilarité)

An den Inhalt dovunner deckt sech plus ou moins mam Regierungsprogramm. Also, et hätt och kënne vun der Majoritéit kommen.

Ech hunn awer wierklech e bësse méi e prinzipielle Problem. Mir sinn hei gewielt, fir d'Vollek ze verrieden. Mir sinn net gewielt, fir Maschinnen an hir Algorithmen ze verrieden. Duerfir stëmmen ech hei dergéint.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Wa keng aner ... Dach, d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, also, et ass net alles hei, mengen ech, wat komplett falsch ass. Ech denken, dass et wichteg ass, dass mer eis Gedanke maachen iwwer eng gesetzlech Basis. Ech fannen den éischten Tiret scho schwiereg, wann ee seet: „eng detailléiert gesetzlech Basis“, well och dat riskéiert, e Carcan ze ginn, deen herno net onbedéngt ëmsetzbar ass.

Mee ech fannen awer, dass et zu eisen Aufgabe géing gehéieren, dass mer eis iwwerleeën, wat mer bräichten, fir dem ëffentlechen Déngscht eng gutt Basis ze ginn, fir dass e ka schaffen. Geet do eng Guideline duer oder brauch et tatsächlech eng Form vun engem gesetzlechen Text? An eleng déi Fro, fannen ech, wär derwärt, dass mer déi eng Kéier géinge seriö diskutéieren an dat kucke mat deem, wat mer hunn. Ech mengen, den AI Act ass net d'Äntwert op alles. An och déi aner Saachen, déi mer am Moment schonn en place hunn, gi sécher net eng komplett Basis fir den ëffentlechen Déngscht, fir kënne a Serenitéit ze schaffen.

Dofir wär ech schonn der Meenung, dass dat eppes wär, wat een zum Beispill kéint an enger Kommissioun diskutéieren, an dass dat eng sënnvoll Iwwerleeung wär – quitte dass ech menger Sensibilitéit net géing recommandéieren, déi heite Motioun matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Wa keng aner Wuertmeldung do ass, kritt den Här Goergen nach eng Kéier d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, Här Baum, ech gi mol dervun aus, dass et vläicht déi éischt op KI ass. Ech kann awer net garantéieren, datt net virdru scho Motiounen mat engem Logo mat KI ... Also, wat ech Iech garantéiere kann ass: Meng Ried ass handgeschriwwen! Dat heescht, dat war net KI. Ech verrenne mech heiansdo selwer am Gekrozels.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Marc Goergen (Piraten) | Zur Motioun selwer: Also, et war net fir de Scoop. Et war einfach, fir ze weisen, wéi d'KI an Zukunft och op administrativem Wee Texter wäert schreiwen. Dat ass einfach e Fakt. Mir kënnen haut soen: „Mir wëllen dat net! Dat ass net gutt!“, mee dat ass awer dat, wat wäert geschéien. Haut hu vill Riedner gesot: „Mir wäerten et an der Fonction publique asetzen.“ Dat heescht, esou wéi den Text haut hei ass, wäerten dann och vill Bierger eng Äntwert an deem Stil vun der KI kréien. An a sech wollt ech mat där Motioun dorobber opmierksam maachen, wat a sech d'Zukunft wäert bréngen.

Sécherlech, d'KI huet e puer Iddien, déi ganz sympathesch sinn. Kloer Dateschutzgarantien ze verankeren, ech mengen, dat wëll och jiddereen. An Transparenzmoossname fir sech selwer ze schafen, ass och ganz sympathesch als KI. Also, alles, wat si drageschriwwen huet, ass a sech korrekt. An ob si et elo geschriwwen huet oder en aneren, och wann déi doten haut ofgeleent gëtt, sollt et awer fir d'Ministesch wichteg sinn, genau déi dote Punkten herno vum Dateschutz, vun Transparenz a wat een och vun externe Serviceprovideren herno wäert an där KI benotzen, dat mat op de Wee ze huelen an dat ganz kloer ze encadréieren.

Well et ass awer nun emol e Risiko an et kann een et net esou lichterfankeng ofdinn, wéi ech dat heiansdo an der Gesellschaft awer am Moment matkréien, well et vläicht schéi Fotoe ka maachen, wéi wann et fréier eng Spillsaach gewiescht wär, een awer de Risiko hannendrun net gesäit, wat d'KI eigentlech alles kann ausléisen an dass a sech d'KI, wa se déi richtig Daten huet, och ganz Liewe kann zerstéieren, wann den Dateschutz net agespaant ginn ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wäeren da keng aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun do.

Da géing ech déi och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 2 Stëmmen, Nee: 53 Stëmmen, Abstentionen: 4. Dës Motioun ass also mat 53 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmme bei 4 Abstentionen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 2 voix pour, 54 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Charles Weiler), Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher (par M. Jean-Paul Schaaf), Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel (par M. André Bauler) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

An domat wäere mer dann och um Schluss vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukomm.

3. Ordre du jour

Ech hunn elo eng Wuertmeldung vun der Madamm Lenert, fir eng Motioun ze deposéieren. Virdru wollt ech Iech awer nach proposéieren, datt mer déi Resolution, déi gëschter deposéiert ginn ass vun der Madamm Djuna Bernard iwwert d'Kontrollméiglechkeete vun der Chamber iwwert d'Aktioun vun der Regierung, nom Vott vun der Nominatioun vum Commissaire aux comptes vun der SNCI op den Ordre du jour setzen. Wann Der domat d'accord wiert, da kéinte mer dat esou festhalen.

(Assentiment)

Also no deem Vott net direkt fortlafen, mir huelen dann nach déi Resolution.

4. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

An elo huet d'Madamm Lenert d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren. Madamm Lenert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Mir schwätze vill iwwer Digitalisatioun haut, och iwwer Kënschtlech Intelligenz. Alles dat ass fir eis Gesellschaft natierlech e grouse Quantessprong. Mee wann ee Quantessprong seet an der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, war et nach ëmmer esou: Nei Méiglechkeete ginn och Hand an Hand mat ville Geforen.

An eng Gefor, déi ech haut gäre wéilt hei thematiséieren, ass déi, déi sech eise Kanner stellt. Mir hunn e Phenomeen, net just hei am Land, mee och hei am Land, dass mer ëmmer méi Kanner a Jugendlecher hunn, déi Zougrëff op pornografesch Inhalter hunn iwwert d'Netz. Vill Informatiounen si leider och där Informatiounen. A mir sinn hei an engem Beräich, wou mer an enger nationaler Kompetenz sinn, fir déi néideg Sécherheeten ze setzen.

Mir hu Rapporten, déi eis verdäitlechen, dass dat heiten net just e Randphenomeen ass, mee eng kloer Tendenz, déi steigend ass, déi erschreckend ass fir d'Gesondheet vun de Kanner, déi schiedegend ass. Et ass erwise vusäit vun der Fuerschung, dass dat en Impakt huet op d'Evolutioun vun de Kanner, grad och bei jonke Kanner. D'Inhalter, déi gekuckt ginn, si ganz oft mat Gewalt kombinéiert, se si sexistesch. Alles dat huet Laangzäitschied, mëttelfristeg a kuerzfristeg och, awer och Laangzäitschied, bei der Entwécklung vun de Kanner a Jugendlechen.

Den OKaju huet méifach dorobber opmierksam gemaach, dass mer hei eng Lacune hunn an eiser Gesetzgebung. Mir hunn am Moment kee gesécherte Mechanismus en place, dee sécherstellt, dass Kanner a Jugendlecher net kënnen Zougrieff op esou Plattformen kréien. A mat dëser Motioun géif ech gären en Appell maachen, dee Sujet prioritär unzegoen. Och d'Kompetenze vun der ALIA decken dat zu dësem Zäitpunkt net of. Do ass eng Lacune. An ech denken, dass mer gutt berode wäeren, allegueren zesummen eis deem unzehuelen an do ze handelen.

Eis Nopeschlänner hunn dat gemaach. Däitschland a Frankräich hunn elo rezent legiferéiert, fir wierklech eppes Verstärktes en place ze setzen, fir dass een technesch sécherstellt, dass Mineuren hei keen Zougrieff hunn.

Fir Iech e puer Zuelen ze ginn, déi ech aus den Affirmatiounen vun deene leschte Recommandatiounen vum OKaju erausgeholl hunn: Den Trafick insgesamt op de pornografesche Plattformen ass: Méi wéi ee vun zéng, also 12 % – ech weess net, wou d'Zuel genau hierkënnt, si ass vun hinnen zitéiert –, si Kanner a Jugendlecher. Dat huet mech enorm erschreckt.

Och bei Enquêtes, déi gemaach gi sinn, kënn eraus, dass wäit iwwert d'Hallschent vun de Jugendlechen, bis zu 70 %, a Kontakt mat esou Plattformen waren. Dat heescht, mir hunn hei wierklech en Effet de masse, deen asetzt mat enger steigender Tendenz. An dofir dësen Opruff, dës Motioun, dass mer eis do déi néideg Ramebedéngunge ginn, fir deem en Enn ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

« au sujet de la protection des mineurs face à l'exposition aux contenus pornographiques en ligne »

La Chambre des Députés,

– considérant qu'une exposition précoce des enfants et adolescents à la pornographie est reconnue comme ayant des effets néfastes sur leur sexualité future en termes d'attitudes, de comportement ou de dynamiques relationnelles ;

– considérant que l'augmentation préoccupante de l'exposition des mineurs à la pornographie en ligne est mise en évidence par des études de BEE SECURE et du Service national de la jeunesse, révélant que 58 % des mineurs de 12 à 17 ans utilisent au moins « parfois » les plateformes pornographiques et que plus de 70 % des jeunes de 12 à 17 ans sont au moins « parfois » confrontés à de tels contenus ;

– considérant que selon les constats de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju), environ 12 % du trafic des sites pornographiques provient de mineurs, tandis que 90 % des vidéos diffusées comportent des actes de violence ou des représentations dégradantes¹ ;

– considérant que suivant l'OKaju, l'industrie de la pornographie diffuse sur internet, sans vérification d'âge efficace, des contenus pornographiques majoritairement violents et sexistes ;

– considérant que cette même industrie, pourtant censée produire et distribuer des contenus pour adultes, ciblerait

directement et indirectement les mineurs au moyen d'accroches publicitaires avec des références à des personnalités ou tendances appréciées par les mineurs ;

– considérant que l'État a l'obligation de protéger les droits de l'enfant et de mettre en place les mesures de prévention nécessaires pour assurer une protection efficace des enfants en ligne ;

– considérant qu'il ressort du rapport annuel de l'OKaju que les dispositifs de vérification de l'âge et les outils de consentement parental demeurent inefficaces dans de nombreux cas ;

– considérant que les États membres de l'Union européenne sont actuellement libres de fixer leurs propres règles en matière de vérification de l'âge et qu'il n'existe pas de normes européennes en la matière ;

– considérant que la France vient d'introduire un référentiel technique contraignant par la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 pour sécuriser l'espace numérique, en imposant des systèmes fiables de vérification d'âge sur les plateformes à caractère pornographique avec un mécanisme innovant de double anonymat ;

– considérant que l'Allemagne, à travers un renforcement de sa loi sur la protection de la jeunesse dans les médias (Jugendmedienschutz-Staatsvertrag) en 2021, a introduit une vérification en deux étapes : (1) une vérification initiale rigoureuse de l'âge nécessitant la présentation d'une carte d'identité ou l'utilisation d'autres documents officiels ; (2) un système de « reconnaissance continue » lors de chaque connexion ;

– considérant que l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) est certes compétente en matière de protection des mineurs dans les services de médias audiovisuels et les plateformes de vidéo à la demande, mais que ses compétences ne s'étendent actuellement pas à l'ensemble des plateformes numériques,

invite le Gouvernement

– à garantir que les plateformes numériques sous juridiction luxembourgeoise diffusant des contenus à caractère pornographique soient entièrement inaccessibles aux mineurs, en imposant l'affichage préalable d'un écran de vérification d'âge ne comportant aucun élément ou aperçu de nature explicite, et ce jusqu'à ce qu'un système de vérification fiable ait confirmé que l'utilisateur est majeur ;

– à étendre explicitement les compétences de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) aux espaces numériques dans leur ensemble, y compris les plateformes numériques diffusant des contenus pornographiques, afin d'assurer une surveillance et un contrôle effectifs de ces services en ligne ;

– à mandater l'ALIA pour établir un référentiel technique national définissant les exigences minimales applicables aux systèmes de vérification de l'âge, garantissant à la fois leur fiabilité et le respect des droits fondamentaux et de la vie privée, en concertation avec la Commission nationale pour la protection des données (CNPd) ;

– à permettre à l'ALIA de mettre en demeure les éditeurs ou fournisseurs de contenus qui contreviennent à ces exigences, et à prononcer, le cas échéant, des sanctions pécuniaires en cas de non-conformité ;

– à renforcer les ressources personnelles et financières de l'ALIA afin de lui permettre d'accomplir ses nouvelles missions et tâches liées à la régulation de l'accès aux contenus sensibles dans l'espace numérique.

¹ <https://www.okaju.lu/wp-content/uploads/2025/02/20250211-Recommandation-generale-Protéger-les-mineurs-en-ligne-face-a-lindustrie-de-la-pornographie.pdf>

(s.) Paulette Lenert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

5. Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)

An da géinge mer zu dem nächste Punkt vun eiseim Ordre du jour kommen. Mir ernennen elo e Commissaire aux comptes vun der SNCI, esou wéi den Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1977 iwwert d'Schafe vun enger Société nationale de crédit et d'investissement an d'Artikelen 143 bis 156 vum Chambersreglement dat virgesinn.

No den Dispositiounen vun den Artikelen 145 bis 147 vun eiseim Reglement huet d'Présidentekonferenz an hirer Reunioun vum 22. Abrëll eng Kandidatelëscht mat de recevabele Kandidaturen arrêtiert.

D'Kandidatelëscht mat zwou Persounen ass un all Deputéierte verdeelt ginn a läit Iech och vir. Dat sinn an alphabeetescher Reiefolleg: den Här Jean Medernach an den Här Yves Thorn.

Laut Artikel 151 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer ernannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn.

D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vun Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongültig Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir déi Majoritéit auszerechnen.

Vum drëtten Tour u geet déi relativ Majoritéit duer. Bei Stëmmegläichheet kënn et zu engem zousätzlechen Tour.

Voilà, elo hoffen ech, dass mer awer keng fënnef Wältier brauchen, fir bis zu engem Resultat ze kommen. An ech géing proposéieren, dass mer elo mam Walvirgang ufänken an de Huissiere proposéieren, d'Walziedelen auszedeelen, wannechgelift.

Ech wëll och d'Chamber drop opmierksam maachen, dass héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig, fir also alles kloer ze maachen. Mee am Prinzip wësst Der, wéi ee wëll.

Vote secret

Voilà, wa jiddwereen e Stëmmziedel kritt huet, da géing ech den Appel nominal maachen, fir d'Stëmmziedelen anzessammelen. Wann eise Service prett ass, fir dat ze maachen, da kënn mer lassfueren. Ok.

(Appel nominal)

Voilà, wann d'Ziedelen elo all ofgi wäeren, da géing ech d'Sëtzung ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 11.25 heures.)

(La séance publique est reprise à 11.31 heures.)

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedelen, déi erakomm sinn, si follgendermoossen opgedeelt: Am Total vun de Stëmmziedelen waren et der 45. Ongeltig Stëmmziedelen: 1. Blank Stëmmziedelen: 1. Geltig Stëmmziedelen also 43. Déi absolut Majoritéit läit bei 23.

D'Stëmmen si follgendermoosse verdeelt ginn: Den Här Jean Medernach huet keng Stëmm kritt. An den Här Yves Thorn huet der 43 kritt.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vun 43 Stëmmen decidéiert, den Här Yves Thorn als Commissaire aux comptes vun der SNCI ze ernennen.

An domat wären dës Prozedur an dëse Punkt vum Ordre du jour dann och ofgeschloss.

6. Résolution de Mme Djuna Bernard relative au rôle fondamental de contrôle exercé par la Chambre des Députés sur l'action du Gouvernement

(Résolution déposée en séance publique n° 78 du 29 avril 2025 – à consulter en page 17 de ce compte rendu)

Dann hate mer nach decidéiert, datt mer zum Schluss vun eisem normalen Ordre du jour, éier mer ophalen, déi Resolutioun vun der Madamm Djuna Bernard iwwert d'Chamberskontroll vun der Regierung op den Ordre du jour géingen huelen. Ech géing d'Auteure froen, ob si se nach eng Kéier wëllt explizéieren. Dir wëllt dat duerno maachen. Da géing ech froen, wien zu dëser Resolutioun wëllt d'Wuert huelen. Den Här Baum an den Här Fayot gesinn ech bis elo, déi sech mellen. Här Baum, Dir kritt d'Wuert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir hate gëschter eng Question orale hei an der Froestonn, déi eng Accusatioun géint de Minister Eric Thill an de Raum gesat huet, wouropshin den Här Minister vu sengem Recht Gebrauch gemaach huet, fir op déi Fro ze äntweren. Domat war et a mengen Ae gedoen. Sou!

Dorobberhin ass eng Resolutioun agereecht ginn, fir nach eng Kéier op dat selwecht Theema zrëckzekommen, mat engem Wording, deem awer scho ganz musscléiert war an deem ech, ech muss soen, extreem, extreem diskutabel fannen. Ech ka mech a menger Zäit, wou ech elo hei sinn – et sinn awer ëmmerhi schonn 11 Joer –, net erënneren, dass mer scho mol eng Kéier esou e Werdegang hei erlieft hätten.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mee bon, et léiert ee jo awer all Dag bäi. An dofir ass et dann och gutt, dass mer elo d'Geleeënheet hunn, dës Resolutioun ze thematiséieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll als Éischt emol soen a kloerstellen, dass den Här Minister Eric Thill net gelunn huet an zu all Moment éierlech an no beschemt Wëssen a Gewësse kommunizéiert huet.

M. Gusty Graas (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Zweetens wëll ech Iech soen, dass mer den Här Minister Eric Thill net mussen iwwer seng Rechter a Flichten opklären. Déi kennt hie ganz gutt, apparentment am Contraire zu der Madamm Bernard, déi dës Resolutioun eragereecht huet. An ech wäert och elo dorobber agoen.

Am Contraire zu der Madamm Bernard ass et dem Här Thill wichteg, en Equilibre ze fannen engersäits tëschent de konstitutionelle Rechter vun der Chamber, vun eis Deputéierten, fir Asiicht an d'Dokumenten vun der Regierung ze kréien, an anersäits ass et dem Här Minister awer och wichteg, wéi eis och, d'Rechter vun deene Persounen, also hir perséinlech Donnéeën an Nimm an den Dokumenter, ze schützen.

An drëttens muss een awer feststellen, dass hei probéiert gëtt, dësen Dossier ze politiséieren, en Dossier, an deem awer scho laang gehandelt gëtt an an deem de CA mat sengem neie President zesumme mat der Direktioun an dem Personal um Wee ass, fir d'Konklusiounen vun der Bestandsopnam ëmzesetzen, dëst an aller Rou an an aller Transparenz.

Dofir froen ech mech hei ofschléissend, ob hei bewusst probéiert gëtt, en aktiven a wichtege Prozess am Mudam konsequent auszebremse, fir net ze soen ze torpedéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dat schaaft e Prezedenzfall fir eis iwwer 100 Établissements publics, an deenen an Zukunft, mengen ech, d'Leit sech net méi wäerten trauen, an aller Vertraulichkeet sech zum Wuel vum Haus matanzebréngen.

M. Gusty Graas (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Den Här Minister hat an der Chamberskommissioun och schonn en Accord fonnt, an elo gëtt probéiert, perséinlech politesch Interessen iwwert d'Interesse vun de 50 Mataarbechter do ze stellen, an dat wäert dem Mudam net zeguttkommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech stelle fest, dass Dir als Deputéiert, Madamm Bernard, wësst oder misst wëssen, dass de Recht op Accès vun der Chamber keen absolutt Recht ass, mee am Aklank mam Recht vum Schutz vun de perséinlechen Donnéeën steet. An dat steet jo och esou an eisem ROI. Dat ass esou an eisem ROI virgesinn.

Et wäert Iech net wonneren, dass ech menger Fraktioun wäert vorschloen, dës Resolutioun net matzestëmme. Ech stellen awer fest – dat war vläicht de gewünschte Effekt –, dass dës Resolutioun oder hir Autrice gëschter eng Headline krut op RTL.

(Exclamations)

Fréier kruten eis gréng Kolleegen, den Här Bausch, den Här Turmes, ganz vill Headlinë fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn. Dat war eng ganz gutt Aarbecht. Ech stelle fest, dass déi gréng Vertrieeder sech elo hei aner Weeër sichen, fir an der Press erauszekommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et geet mer leed, déi fréier gréng Fraktioun an déi fréier gréng Partei hu mir vill besser gefall.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot. An den Här Fayot kritt d'Wuert elo.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Effektiv, mir haten eng Kommissiounssitzung mam Kulturminister a mat de Vertrieeder vum Mudam, wou mer effektiv déi Reprochen diskutéiert hunn an déi Informatiounen, déi vun der Press relayéiert goufen, dass et effektiv am Mudam do géif Gouvernanceproblemer ginn, dass eng Rei och grav Reprochë vis-à-vis vun der Direktioun am Raum sténgen.

An do hate mer en Echange dozou, wou mer zum Schluss och, op meng Propos hin, op eng Solutioun koumen, déi jiddwerengem gangbar geschéngt huet, nämlech dass deen Audit oder déi Analys, déi gemaach gouf, géif ënner enger anonymiséierter Form, dass déi Konklusiounen géifen der Chamber matgedeelt ginn, fir eeben hire Contrôle ze exercéieren.

An ech muss soen, dass mer déi Resolutioun, déi gëschter vun deene Gréngen abruecht gouf, ënnerstëtzen. Do steet näischt dran, wat een ... Ech mengen, do sinn eng Partie Rappellen iwwert de Rôle vun der Chamber am Contrôle vum Executif.

An ech hätt mer och, Här Minister, trotzdeem awer nach erwaart, dass Dir och elo am Fong virun dëser

Diskussioun géift nach eng Kéier Positioun huelen, well déi Accusatiounen, déi am Raum stinn, sinn awer vun enger gewëssener Gravitéit. Ech wëll mech dozou net prononcéieren. Ech hunn do ... Ech wëll mer dat net eraushuelen. Ech mengen, dat ass dann e bësse Wuert géint Wuert.

Dir wäert, huelen ech un, och nach eng Kéier dozou Stellung huelen, ob effektiv do de fréiere President, de Président démissionnaire vum Conseil vum Mudam Iech oder Äre Beamte gesot hätt, dass déi Informatiounen oder dee laange Bréif, deem e geschriwwen huet mat deene Reprochen, kéinten à qui de droit matgedeelt ginn. An ech mengen, do ass en premier lieu dann natierlech d'Chamberskommissioun an d'Chamber, déi dat hätte misse gewuer ginn. Dat ass fir mech eng Evidence. Do erwaarden ech mer dann nach eng Erklärung vun Iech dozou.

Nach eng Kéier: Mir wäerten Iech sécher net als Ligener hei taxéieren, mee mir wäerten awer hei eis erwaarden, dass d'Chamber all d'Informatiounen kritt zu deene Reprochen, déi am Raum stinn, fir sech eng Meinung kënnen ze maachen, well hei geet et ëm en Établissement public, wou grav Accusatiounen iwwert d'Press erauskomm sinn. An do kann et net sinn, dass mer, souguer wann dat am Interêt vum Mudam ass, hei den Deckel drop maachen, well ech mengesouguer éischer, dass et am Interêt bien compris vum Mudam ass, dass hei Kloeerheet herrscht an dass sech op eng transparent Aart a Weis mat esou Reprochen a mat esou Doleancen ausenanergesat gëtt hei an der Chamber. An ech mengen och doriwwer eraus, dass dat och an Ärem Interêt wär als Kulturministère, dass dat esou geschitt.

Dofir, mir ënnerstëtzen dës Resolutioun. Mir maachen Iech keng ..., also mir accuséieren Iech vu kenger Ligen, wäeren awer trotzdeem frou, wa mer trotzdeem nach eng Kloeerheet do géife kréien iwwert dee Reproche, deem am Raum steet, nämlech dass de Président démissionnaire vum Verwaltungsrat Iech oder Ären héije Beamte gesot hätt, dass déi Informatiounen, déi Reprochen oder déi Suggestiounen, déi a sengem Bréif stoungen, wéi en demissionéiert huet, och hätten der Effentlechkeet kënnen matgedeelt ginn an, ech mengen, virun der Effentlechkeet och virun allem der Chamber hätte kënnen matgedeelt ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn elo eng Rei Wuertmeldungen. Den Här Keup, den Här Goergen, den Här Marc Baum an zum Schluss d'Madamm Bernard. An den Här Spautz kënnt dann nach virun der Madamm Bernard. Dann den Här Keup. Jo, et ass un Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv hu mer gëschter dann hei héieren, wéi d'Madamm Bernard gesot huet, dass den Här Thill eigentlech e Ligener wier, wat och am Fong schonn effektiv schlëmm Wierder sinn, déi een hei net esou oft héiert. Dat ass ganz kloeer.

An de Plädoyer ass elo komm vum Här Gilles Baum, deem am Fong de Contraire gesot huet a gesot huet, dat wier awer net esou gewiescht respektiv dat wier net ubruecht, fir et esou hei ze soen.

Ech muss soen, ech hätt et warscheinlech och net esou gesot, dat Wuert hei. Et gëtt och eng Nuance, ob ee seet, datt een e Ligener ass, oder ob ee seet: „Hei, deem huet eng Kéier gelunn.“ Hei ass ganz kloeer gesot ginn, et wier e Ligener. An dat ass jo awer och relativ staark.

Et ass awer och esou, dass dat awer och am Allgemengen net onbedéngt elo eppes Neits ass, dass,

soen ech elo mol, iergendeppes zwëschent geflunkert, Onwourecht soen a gelu gëtt, och vusäite vun der Regierung un d'Parlamentarier. Dat war iwwerengs och bei grénge Ministeren esou. Ech erënnere mech un ee Fall, wou e Beamte bei mech komm ass: „Hei, kuck emol déi Zuelen! Stell der dat mol vir. Fro mol dee Minister, wat deen dovunner hält!“ Da froen ech de Minister, da stellen ech deem d'Fro. D'Fro geet zréck bei dee Beamten, dee mir dat gesot hat. Dee gëtt dem Minister d'Zuelen an de Minister äntwert mir: „Ech hu keng Zuelen.“

(Interruption)

Voilà! Zum Beispill. Dat war e grénge Minister. Ech soen net wien, well ech wëll elo keen hei ernimmen an an d'Pan klaken, mee dat gëtt et och alles.

Mee et geet mer hei ëm den Inhalt. An den Inhalt ass am Fong fir mech d'Missioun vun dëser Chamber. D'Missioun vun dëser Chamber ass d'Kontroll vun der Regierung, brauche mir Informatiounen. Informatiounen, déi mir awer leider reegelméisseg net oder net zefriddestellend kréien, fir eis Missioun ze erfëllen, déi scho schwéier genuch ass, well mir hu ganz vill Aarbecht a mir sinn hei och net zu ganz vill. Dat muss een och emol soen.

An Däitschland, do huet d'CDU eng Fro vun 32 Säite mat 551 Froen un d'Regierung gestallt. Bannent engem Mount krute se déi 551 Froen da beäntwert. Wann een allgemeng kuckt an deenen anere Länner, do gëtt dat oft méi seriö gemaach wéi hei. Hei geet et souguer esou wäit, dass heiansdo Parteie Motiounen mussen erabréngen, fir Informatiounen vun der Regierung ze kréien. Dat heescht esou genre: „Mir maachen eng Motioun, fir d'Regierung ze froen, ob se d'Erlabnis gëtt, fir eis Informatiounen ze ginn.“ Dat ass eigentlech verréckt! Dat ass hei schon oft geschitt. Sou wäit si mir! Woubäi dach einfach d'Informatiounen missten op Demande vun den Deputéierten un d'Deputéiert eebe fléisse vun der Regierung aus, ouni dass een do eng Motioun mécht.

Wann d'Statistik net do ass ... Dat hu mer och ëmmer bei parlamentaresche Froen. Da froe mer eng Statistik. Da seet d'Regierung: „Mir hunn déi Statistik net.“ Mee da macht se! Et ass jo awer oft ganz einfach: Et huet een d'Zuelen, et muss een d'Statistik just maachen. Och do ass et oft eeben ... Ech soen net, dass dat gelunn ass, mee dat ass eeben net korrekt, wéi een do ëmgeet mam éischte Pouvoir. An den éischte Pouvoir ass nun eemol d'Chamber.

En anert Beispill, et geet alles e bëssen an déi selwecht Richtung: D'Chamber decidéiert, déi Projetschoul op Schëffleng kucken ze goen. „A, cool, da gi mir als Deputéiert eis dat emol ukucken. Da kënnen mer mat deene Leit schwätzen.“ Mir kommen dohannen un. Wien ass do? De Minister mat sengem ganze Beamtestaff! Ech hu geduecht, ech wier am falsche Film! Mir kommen als Deputéiert, mir géifen eis d'Saach gär ukucken an dann hält de Minister do seng Show! Dat kann et net sinn!

An do misst ee sech och emol einfach iwwerleeën, wann een de Pouvoir vun den Deputéierte wëllt stäerken, dass d'Deputéiert och eleng kënnen am Fong ëmmer iergendwou erausgoen, ob dat e Prisong ass, op eng Policestatioun, ob dat an eng Schoul ass, a mat de Leit do schwätzen, fir Informatiounen ze kréien, an net mussen iwwer e Minister lafen. Mir sinn dach awer hei an der Chamber am Fong den éischte Pouvoir a mir missten dat kënnen maachen.

Dat wier och am Sënn vun enger méi staarker Demokratie. A wann ee wëllt d'Demokratie stäerken – dovun gëtt jo ëmmer geschwat –, dann heescht dat am Fong näischt aneres wéi d'Chamber stäerken. An d'Chamber

stäerken – jo, dat deet mer leed –, dat kënnt am Fong op dat eraus, wat Verschiddener och net onbedéngt wëllen – dat verstinn ech och –, dat ass d'Opposition stäerken! D'Demokratie stäerken ass d'Chamber stäerken ass Opposition stäerken. Sou gesäit et aus. A wann een dat wëll maachen, da muss een eeben d'Chamber seriö huelen, da muss een d'Opposition seriö huelen an da mussen d'Ministère Ried an Äntwert stoen an den Deputéierten dat ginn, wat se brauchen.

D'Ministère sinn natierlech haut vill méi staark. Si hunn e Risebeamtenapparat, si hunn e ganze Kommunikatiounsservice a si sinn andauernd an de Meedien. Effektiv, dat ass esou. Kuckt emol ganz einfach, wéi e Stellwäert d'Deputéiert an de Meedien hunn a wéi e Stellwäert d'Ministère. Do ass e komplett Ongläichgewicht. Dat ass esou an dat schéngt dann och e bëssen esou gewollt ze sinn. Wien do de Chouchou ass vun de Meedien, weess ech net genee. Ech kann Iech awer soen, dass mir et net sinn. Mee et ass a mengen Aen zimmlech gewollt, dass ...

(Hilarité et interruptions)

Et ass mer awer hei wichteg ze soen, dass ech awer e bëssen d'Gefill hunn, dass dat Ganzt och e bësse gewollt ass, eebe fir eng schwaach Chamber ze hunn. Dat schéngt Verschiddener hei ze arrangéieren. Dat schéngt och d'Regierung ze arrangéieren. Duerfir fannen ech et wichteg, dass de Chamberspräsident, deen, mengen ech, am grouse Ganzen dat och esou gesäit, d'Wichtigkeet vun der Chamber an d'Vittrinn stellt an d'Ministère och ëmmer erëm drun erënnert an och, wéi dat hei eebe vun de Grénge gefrot ass, dass en dat esou mécht an dass d'Regierung sech och dorunner hält.

An da wëll ech nach zum Schluss eppes Klenges soen. Dat war och virun zwou, dräi Wochen, du war ech bal vum Stull gefall. Dat ass vläicht kengem esou opgefall, mee mir ass et opgefall an ech hunn dat e staarkt Stéck fonnt. Ben, e staarkt Stéck? Ech war verwonnert. Et léiert een ni aus. Dat war nämlech, wéi ech gelies hu vum Här Spautz, deen ass Fraktiounspräsident bei der CSV, dass den Här Spautz Fraktiounspräsident ginn ass, well de Premierminister en dozou ernimmt huet. An ech fannen, dat ass jo warscheinlech e gudde Choix. Warscheinlech gëtt deen och matgedroe vun der Fraktioun. Mee einfach dee Prinzip! An do gesi mer jo am Fong erëm, wéi mer hei fonctionéieren a wou d'Chamber am Fong steet a wou d'Regierung steet, ...

(Interruptions)

... wann d'Regierung Fraktiounsprésidente vun de Parteien ernimmt. Et stoung esou an der Zeitung.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann huet den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. A sech geet et an dëser Resolutioun an an der ganzer Diskussioun och vu gëschto jo guer net dorëm, wéi eng Faarf een huet, ob ee blo oder gréng ass. Et geet a sech ëm d'Rechter vun deene 60 Deputéierten.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | An ech mengen, do soll jidderee sech hei eescht huelen. Ech hat elo d'Gefill bei verschiddene Virriedner, virun allem beim éischte Riedner, dass e sech net esou eescht hält an där Kontroll, déi d'Chamber soll hunn.

Jo, ech verstinn, dass do perséinlech Saachen derbäistoungen. Mee dee Mann, wann ech dat richtig verstanen hunn, wollt jo och eppes mat deem Bréif

bewierken. An Dir als Minister hutt dat kritt. Dir sidd net als Minister eleng. Do ass e Cabinet. Dir hutt d'Chamber hannendrun. An déi hunn och e Recht op déi Informatioun, virun allem well jo hei – an dat huet d'Madamm Bernard jo gëschter gesot – virun d'Fräigab do war, Dir just der Chamber an der Kommissioun eppes anescht gesot hutt.

Une voix | Voilà!

M. Marc Goergen (Piraten) | Elo kënnt Dir eis natierlech soen, Dir wosst et net. Ech mengen, dat wär déi beschten Exitstrategie, déi Der haut nach kéint fannen: dass Der et net wosst an dass elo duerch d'Madamm Bernard, duerch déi dankbar Informatioun, déi Är Mataarbechter kruten, dat Dokument och dierf der Chamber zur Verfügung gestallt ginn.

Well ëm wat geet et hei? Et geet net ëm Iech. Et geet net drëm, dass Dir iergendeppes Grousses falsch gemaach hutt. Et geet drëm, dass do en Dokument ass, wat zu der Opklärung am Dossier Mudam bäigedroen hätt. Wann Dir vun Ufank u gesot hätt: „Ech ginn der Chamberskommissioun dat“, vu mir aus am Huis clos oder wéi och ëmmer nach, da wär d'Diskussioun net opkomm.

Hei ass d'Diskussioun opkomm, well hei en Element an deem Dossier ass, wat kruzial ass, fir opzeklären, wat do geschitt ass, wéi et dozou komm ass, an Dir – wëssentlech/onwëssentlech, dat wäert sech elo erauskristalliséieren – verweigert hutt, der Chamber, dem Parlament, dat dat d'Recht nun emol huet – den Här Baum wëll eis manner Rechter ginn, ech wëll eis méi Rechter ginn –, ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

... fir esou Dokumenter ze kucken. D'Chamber soll op deem Punkt gestärkt ginn.

Wann Dir virun d'Informatioun hat, dass dat dierf der Chamber weidergi ginn, dass et aner Leit dierf weidergi ginn, fannen ech et immens schlëmm, dass Der dat net gemaach hutt. Wann Der d'Informatioun gëschter eréischt krut duerch d'Madamm Bernard, wär ech frou, wann d'Chamberskommissioun déi Informatiounen elo kréich, well et ass jo kloer, dass dat Dokument dierf gedeelt ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, ech mengen, datt een duerch déi Diskussiounen, déi an de leschte Woche gelaf sinn, eigentlech guer net méi drun denkt, ëm wat et am Ufank gaangen ass, nämlech ëm d'Ennerstellung vun internen Dysfunktionementer beim Mudam. De Mudam ass e Sujet, deen eis scho méi wéi eng Kéier belaauscht huet, deen eis scho méi wéi eng Kéier befaasst huet. An et ass eng ganz grouss Sensibilitéit an der Effentlechkeet an an der Chamber fir de Funktionement vum Mudam. Et brauch ee just an deene leschte sechs, siwe Joer zréckzekucken, ech mengen, da schéngt engem dat evident ze sinn.

An dat, wat d'Chamberskommissioun – an ech mengen, och d'Madamm Bernard – wollt, ass ze kucken: Ma wéi funktionéiert dee Krisemanagement? Well spéitstens dann, wann de President vun engem CA demissionéiert, well en en désaccord ass – apparement en désaccord ass – mat der Direktioun, dann ass dat e Sujet. An ech mengen, dann ass dat och richtig, datt d'Chamber och déi néideg Informatiounen an Dokumenter kritt.

An elo sinn zwee Elementer. Dat eent ass, datt beim Mudam eng Bestandsopnam gemaach ginn ass, wou

mir dann d'Konklusioun solle kréien – wat emol ugekënnegt ginn ass. An et ass d'Demande vun der Madamm Bernard, datt d'Chamber den Demissionsbrëif vum President, wou och Elementer dra sinn, och sollt weidergereecht kréien.

An do, wou et sech elo entzweit, ass ganz einfach d'Fro: Huet deen eeëmolege President, esou wéi de Minister dat gesot huet, him gesot, dat wier confidentiel an en dierft et net weiderginn, oder huet e just de Contraire gemaach? An do gëtt et just entweeder dat eent oder dat anert.

An ech weess net, wat e gesot huet, well ech net mat em geschwat hunn. Duerfir fannen ech et och schwéier ze tranchéieren. Mee ech géif et awer gär wëssen! Well wann en effektiv gesot hätt: „Gitt dat un d'Chamberskommissioun virun oder un d'Effentlechkeet oder u wien och ëmmer“, dann ass et zumindest eng Onwourecht, wat de Minister an der Chamberskommissioun gesot huet.

Wouhier déi Onwourecht kënnt, ob dat wellentlech ass oder ob dat e Feeler war, deen duerchaus geschéie kann, och dat kann ech dese Moment net tranchéieren. Mee dat, iwwer wat mer hei ganz konkret schwätzen, ass: Wat ass do geschitt? Huet de Minister d'Wourecht gesot oder huet e se net gesot?

Ech kann et net tranchéieren. An duerfir géif ech wierklech och gär fir d'Resolutioun héieren, wat de Minister zu där Fro seet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Also, ech war selwer net an där Kulturkommissioun, well ech och net Member sinn an der Kulturkommissioun ..., wat do an deenen Diskussiounen geschwat ginn ass a wat do gesot ginn ass. Mee ech mengen, de Punkt ass: Huet den Här Minister gesot kritt, e soll dee Brëif net public maachen oder e soll e public maachen? Et ass just den Här Minister, deen dat weess, well et ass kee vun eis. Et sief dann, do huet ee vun eis déi Informatiounen, déi anerer sinn. An ech mengen, dat ass deen ee Punkt.

Deen zweete Punkt, deen awer fir mech e bësse komesch ass: wann hei steet vun den Informatiounen, déi ee muss kréien ... Also, ech ka mech erënnere, datt laut Chambersreglement – dat hu mer eréischt geännert – den Artikel 84quater virgesäit, dass all Deputéierten, dee gären iergendeng Informatioun hätt, d'Méiglechkeet huet, sech un de Chamberpräsident ze wenden, deen dat virugëtt un de Regierungspresident, an dass dann déi Donnéeë solle komme bei déi Deputéiert, déi do concernéiert sinn. Ech weess net, ob eis gréng Kollegee schonn esou eng Demande gemaach hunn oder net, mee dat schéngt fir mech de Wee ze sinn, wéi een dann déi Informatiounen ka kréien. Et ass op alle Fall net esou, dass do géif eng Kéisklack drop gesat ginn, mee et huet een d'Méiglechkeet opgrond vun eise Reglement, dem Artikel 84bis, dem Artikel 84quater, fir alleguerten déi Informatiounen ze kréien, déi do dra stinn. Dat ass deen ee Punkt.

Den zweete Punkt ass: Wa mer hei dovu schwätzen, ob d'Chamber sech seriö hëlt oder net, ech mengen, da kommen ech op mäi Liblingstheema zrëck. Den Här Keup huet virdu gesot, et wier komesch, dass de Premierminister mech virgeschloen hätt als Fraktiounschef. Ech wollt Iech just soen: Dat ass esou, en huet mech virgeschloen, mee ech sinn awer vun 19 vun 21 Deputéierte vun der CSV op dee Poste gewielt ginn. Ech wëll dat awer och just präziséieren. An da

musse mer eis d'Fro stellen, wa mer dovu schwätzen, ob d'Chamber sech seriö hëlt, ob et net esou lues géif Zäit ginn, dass d'Lëtzebuerger Land d'Recht hätt op 60 Deputéierten, déi 40 Stonne Congé politique hätten ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... a 40 Stonne géifen zur Verfügung gestallt kréien, fir Politick ze maachen, an net ...

(Interruption)

... dass se mat der Stoppauer no 20 Stonne sollen ophalen.

(Interruption)

Och dat géif mat derzou bäidroen, dass d'Deputéierte sech kënne seriö huelen oder net seriö huelen. Och dat wier nach eng Kéier eng Suggestioun. An ech sinn dofir frou, dass de Chamberspräsident och d'Initiativ geholl huet, fir do iwwert d'Droits vun den Deputéierten ze schwätzen.

Well, Här Keup, wa mer dovu schwätzen, d'Chamber ze stäerken, géif heeschen, d'Oppositioun ze stäerken: Ech wëll Iech just soen, d'Chamber besteet aus 60 Leit. An déi sinn alle 60 gewielt. An do geet et net drëm, déi eng oder déi aner ee géint deen aneren auszespillen, mee do geet et drëm, den Deputéierten alleguerten déi Moyenen an déi Rechter ze ginn, déi hinnen zoustinn. An dat gëllt fir se alle 60 an net fir 35 oder 25, mee fir se alleguerten. An ech mengen, dass dat awer och muss e kloer Message sinn, well soss huele mer eis selwer net méi fir seriö!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Ech hunn nach den Här Baum, dee sech zu Wuert gemellt huet. Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, merci, fir e Fait personnel. Et ass mer awer wichteg, dat richtegstellen hei. Den Här Goergen huet a senger him eegener Manéier gesot douwen, et géif mir dru leien, d'Kontrollfunktion vun den Deputéierten ze begrenzen oder ze beschneiden. Ech kann Iech meng Ried heihinner leeën, dat steet hei mat kenger eenzeger Silb dran! Hunn ech och esou sécherlech net gesot. Ech hu gesot, mir hätten en ROI an un dee sollte mer eis halen. A voilà, ech wollt dat richtstellen. Mee bon, vum Här Goergen ass ee jo esou munches gewinnt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Elo, éier ech dem Auteur vun der Resolutioun nach eng Kéier d'Wuert ginn, sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Minister huet d'Wuert gefrot. Et ass, wéi Dir wëllt. Dir kënnt vun dohannen oder Dir kënnt vum Riednerpult aus schwätzen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Jo, merci, Här President. Merci fir d'Wuert. Et ass mer wichteg, op deser Plaz eng Kéier e puer Saache kloerzestellen, well ech déi awer esou net hei kann am Raum stoe loossen, och dat hei, virun dësem héijen Haus. Ech kann den Inhalt, éischens, an och déi Schärft vun deenen Aussoe vu gëschter net stoe loossen. An dat wëll ech op deser Plaz ganz däitlech maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Ech war als Kulturminister zu all Moment éierlech. Ech hunn no beschtem Wëssen an och Gewësse gehandelt an ech stoung – jo! – den Deputéierte Ried an Äntwert.

De fréiere President – an dat ass och ugeschwat ginn, an dofir fannen ech et och wichteg, dat hei eng Kéier

an aller Däitlechkeet ze soen – huet mir zu kengem Moment seng Decisioun perséinlech matgedeelt, fir eng Verëffentlechung vu sengem Demissionsbrëif ze autoriséieren. Datt de fréiere President an enger vu ville Mailen u Beamte säi Wonsch geäussert huet, datt dese Brëif awer kéint publizéiert ginn, war mir bis gëschter net bewosst. Dësen internen Oubli, jo, deen ass onglécklech. Dat schaffe mer intern op. An dat soll an dat därer esou net méi virkommen.

Dese Brëif, dee wäert och ganz kloer – an dat hunn ech gëschter hei proposéiert, ech géif dat nokucken; dat ass gemaach ginn, ech ginn Iech hei d'Erklärung – och ganz kloer un d'Chamber weidergereecht ginn.

Ech rappeléieren awer op deser Plaz – an do kucken ech déi gréng Sensibilitéit, déi och zéng Joer an der Verantwortung war, an déi wëssen dat och –, dass et bei internen Dokumenter awer och ëm den Datenschutz geet, ëm privat Donnéeën, wou een net alles ka public maachen.

Mir war et – an dat soen ech hei och nach eng Kéier däitlech – an ass et weiderhi wichteg, den Equilibre ze fannen, op där enger Säit, fir Iech, dem éischte Pouvoir vum Land, natierlech déi Informatiounen, déi Dokumenter mat op de Wee ze ginn, op déi Der e Recht hutt. Jo! Op där anerer Säit ass et awer och mir wichteg als Kulturminister, d'Leit op där anerer Säit ze schützen, wa mer vu confidentiellen Donnéeën schwätzen.

A jo, mir hunn eng Léisung fonnt, an ech hu kee Problem, dat hei ze soen, dass den Här Fayot déi Propos gemaach huet – pardon, do sëtzt en –, wéi mer diskutéiert hunn. A mir hunn d'lescht Woch, mengen ech, net gestriden, mir hunn diskutéiert, wou mer duerno gesot hunn: Jo, wa mer e Modus fannen, fir deen Audit, dee mer net Audit nennen, mee déi Bestandsopnam effentlech ze maachen, d'Konklusiounen, da maachen ech dat, well et gëtt näischt ze verstoppen.

Jo, dat maache mer genausou, an dat soen ech hei nach eng Kéier, wéi ech och Iech gëschter mat op de Wee ginn hunn, dass dat ganz Dokument de Moment analyséiert gëtt vun der Commission d'accès aux documents, fir als Kulturminister ze wëssen: Schwätze mer vu reelle confidentiellen Donnéeën oder net? A soubal ech deen Avis hunn, wäert ech dat dann och ganz kloer der Chamber an der Kommission esou matdeelen.

Nach eng Kéier, an dat soen ech hei och: Ech hu mech zu kengem Moment verschloss, fir hei Dokumenter zougänglech ze maachen. A souwäit ech informéiert sinn, huet déi gréng Sensibilitéit dat och elo gëschter Owend gemaach. Domat hat ech an hunn ech kee Problem. Mir ass et wichteg, den Equilibre ze hunn, Iech d'Informatiounen ze ginn – jo! –, op där anerer Säit awer och d'Donnéeën an d'Confidentialité ganz kloer net ze vergiessen.

A jo, dann ass et un der Chamber, dem éischte Pouvoir, hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen, fir eeben ze kucken, wat se mat deenen Informatiounen mécht, fir dat dann esou ze tranchéieren.

A finalement, an dat ass dat Wichtegst: Mir ass et vun Ufank un drëms gaangen an et geet mer elo an och an Zukunft als Kulturminister drëms, dass mer de Mudam virubringen, dass mer déi Saachen, déi diskutéiert gi sinn, opschaffen. Dovun hunn ech och ni gesot, dass dat net de Fall ass. Do si Saachen, déi mussen opgeschafft ginn. Dofir ass dee Rapport gemaach ginn. Dat soll elo vum President a vum Verwaltungsrat op de Leescht geholl ginn.

An dofir war jo och ganz kloer d'Propos d'lescht Woch an der Kulturkommission, fir a sechs Méint

an d'Kulturkommissioun zrëckzekommen, fir do de Point ze maachen, wat geschafft ginn ass an och kloer ze weisen, dass mer do um richtege Wee sinn, fir de Mudam, d'Ekipp, ëm déi et och geet, déi 50 Leit, déi do all Dag schaffen, fir de Mudam virunzebréngen, ze stäerken, d'Ofleef, d'Kommunikatioun ze verbesseren. An do géif ech d'Chamber an och d'Kommissioun, alleguer d'Deputéiert, bidden, an déi Richtung zesummenzeschaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An da ginn ech zum Schluss vun dëser Diskussioun nach eng Kéier der Auteure vun der Resolutioun d'Wuert. Madamm Bernard, et ass un Iech. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Vlächtt direkt am Ufank eng wichteg Nuance, déi mir hei elo e bëssen ze kuerz komm ass respektiv déi ee kéint falsch verstoen: Et gëtt schonn en Ënnerscheid tëscht eiser Kontrollfonctioun an der Publicitaachung, der Publicitéit vun Dokumenter. Mir kënnen als Chamber Dokumenter ufroen an Dokumenter consultéieren, ouni dass déi an d'breet Effentlechkeet ginn, ouni dass do den Dateschutz domadder a Fro gestallt gëtt. An natierlech kënnen och privat Donnéeën geschwäert ginn. Mee dat eent an dat anert, do sollt een awer net den Amalgam maachen.

Et kann een Dokumenter als Chamber kucken ënnert deene ganz verschidde Modalitéiten, wou et jo och sëllege Prezedenzfäll gëtt, wou dës Méiglechkeet besteet, wou mir domadder eis Kontrollfonctioun kënnen wouerhuelen, ouni dass dës Dokumenter automatesch public ginn.

Par rapport zum Här Baum. Ech hu gëschter gesot: „Entweeder den Här Kulturminister ass e kalbiddege Ligener oder en huet säi Ministère net am Grëff.“ Dat war net dat selwecht wéi dat, wat Dir elo gesot hutt. Dat wëll ech richtegstellen.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ech stellen och fest, dass Dir, Här Baum, an Ärer Interventioun absolutt näischt zum Fong vun dëser Resolutioun bis elo inhaltlech gesot hutt. Dir hutt Är Riedezäit genotzt, fir ze bedauern, dass déi gréng Partei oder déi gréng Fraktioun oder déi gréng Sensibilitéit Ärer Meenung no net méi dat selwecht ass wéi dat, wat Dir kannt hutt.

Jo, mir sinn net méi Äre Koalitionspartner. A jo, mir huelen eis Roll als Oppositionspartei eescht. An dozou gehéiert et och, dass mer Dokumenter ufroen, dass mer hei hannerfroen an dass mer och en Usproch hunn, fir en Dossier a senger Transversalitéit ze verstoen. An dobäi brauch een eeben och déi Dokumenter, wou et awer d'lescht Woch net ganz evident war, de Minister ze iwwerzeegen, fir déi ze kréien. An ech si frou ze héieren, dass mer d'Bestandsanalys kréien an och dass mer de Bréif dann elo endlech kréien. An ech mengen, dass et och néideg ass, dass mer déi Annexe kréien, déi dozougehéieren.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Dann: Dëse Bréif, ëm deen et hei geet, d'Dokument ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Här Baum, loosst mech elo wannechgelift schwätzen! Ech hunn Iech nogelauschtert, maacht dat wannechgelift och.

Dëse Bréif ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Une voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, d'Madamm Bernard huet ganz eleng d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Dëse Bréif an dat Dokument, wat dozougehéiert, ass nun emol net onwichtig, wann et drëms geet ze verstoen, wou de Problem innerhalb vum Mudam läit. An den Här Minister huet op meng Nofro hi gesot, de fréiere President hätt vis-à-vis vun him d'Demande gemaach, dass de Bréif perséinlech un de Minister ass an net soll public gemaach ginn. Dat huet hien och gëschter nach emol hei op dëser Plaz widderholl an en huet op e Gespréich mam fréiere President verweisen.

De fréiere President sot mir awer, dass et an deem Gespréich net ëm d'Letzte de démission gaange wär, mee ëm d'Aart a Weis, wéi eng Grënn de Ministère nenne géing, déi zu senger Démission gefouert hunn. Et steet also hei Wuert géint Wuert. Ech kann Iech just widderhuelen, wat de fréiere President mir gesot huet.

Mee loosst eis dann hei nach unhuelen, dass den Här Minister wierklech keng Kenntnis vum besote Mail vum 30. Januar hat – en huet dat jo elo hei nach eng Kéier widderholl – an och net wousst, dass de fréiere President d'Publicitéit vu sengem Bréif explizitt domadder accordéiert huet. Jo, dann hätt de Minister deemno onwëssentlech der Kommissioun d'lescht Woch eng falsch Informatioun ginn.

Mee do souzen awer nach ëmmer zwee vun deene besote Beamten an deem selwechte Raum, déi déi Mail kritt hunn, an déi hätten awer dee Moment missen den Här Minister op seng falsch Ausso hiweisen oder spëtstens direkt no der Kommissioun misse mat em d'Gespréich sichen, fir dat richtegstellen an dat och da vis-à-vis vun der Chamber richtegstellen. Dat ass awer e Fait. An dat ass, mengen ech, en Element, wat net ganz glécklech gelaf ass. An ech si frou ze héieren, dass de Kulturminister dat wëll opschaffen.

Fir eis, Kolleeginnen a Kolleegen, ass Follgendes an Zukunft wichtig: D'Chamber muss kënnen an aller Transparenz hir Aarbecht maachen. Wann dat bedeit, dass mir Dokumenter musse gesinn, fir eis e vollëmfänglecht Bild ze maachen, da muss dat geschéien. Sou vill Vertrauen an eis, fir mat Dokumenter ëmzegoen, muss d'Regierung nun emol och hunn. Fir eis Aarbecht kënnen gutt ze maachen a fir dass mer kënnen novollzéien, wéi d'Lag vun engem Établissement public ass – hei an dësem Fall de Mudam, mee dat Ganzt betrëfft och sëllegen ..., et kéint och ganz vill aner Situatiounen betreffen –, dann heescht dat, dass Vertraue muss an eis bestoen, fir dass mir eis e vollëmfänglecht Bild kënnen maache par rapport zu deenen Dokumenter. An dann ass et eng Fro vun Éierlechkeet an Transparenz vis-à-vis vun der Chamber. Ech muss éierlech soen: Dat Gefill hunn ech an der leschter Kulturkommissioun net kritt. An ech hoffen, dass sech dat ännert.

D'Exactitude vun Aussoe vun der Regierung ass deemno en absolute Muss! A wéi scho gesot: Souguer wann de Minister keng Kenntnis sollt gehat hu vun der explizitter Demande vun Transparenz vum fréiere President, dann hätt dat missen duerno richteggestallt ginn, fir dass mir eis kënnen beschteméiglech hei informéieren iwwert déi Situatioun am Mudam. Deemno fannen ech et wichtig, dass mer als Chamber hei elo e kloert a staarkt Zeeche setze fir Transparenz an awer och fir Transparenz a Respekt vium éischte Pouvoir.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung. Dach, den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, Här President, ech wollt eigentlech net zu där Affär hei eppes soen, mee hei ass eppes elo gesot gi vum Här Minister, wat mech awer bedenklech mécht. E seet hei, dass en nach géif en Avis froen oder e misst en Avis froe bei der Dateschutzkommissioun, fir Dokumenter oder Informatiounen mat der Chamber ze deelen.

Also, den Dateschutz ass eis alleguerter wichtig, mee mir dierfen awer net den Dateschutz huelen, fir eis do hannendrun ze verstopen, fir awer eppes ze maachen, wat menger Meenung no evident ass, nämlech d'Chamber ze informéieren! An dofir hätt ech de Wonsch, Här President, wann d'Conférence des Présidents sech eng Kéier mat all deene Froen do kéint beschäftegen – wat fir eng Dokumenter ënner wéi enger Form, ënner wéi enge Konditiounen d'Regierung mat der Chamber ze deelen huet, a wéi enger Form dat soll geschéien –, dass dat eng Kéier an der Conférence des Présidents diskutéiert gëtt, och zesumme mat dem Vertrieeder vun der Regierung, dee jo dorunner deelhëlt, fir dass och d'Regierung weess, wéi se dat soll handhaben.

Ech halen dat nämlech soss fir ganz geféierlech, wa mer eis just herno hannert dem Dateschutz verstopen, fir net wichtig Informatiounen mat der Chamber ze deelen. Dat heiten ass elo net op deen heite Fall bezunn, mee ech mengen dat en général.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Eng kuerz Wuertmeldung vun der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, eeben och wéinst deem Generellen, well dat do mech och effektiv interpelléiert huet. D'Madamm Bernard huet scho prezisiert, dass een net kann alles matenee vermëschen. Mir haten dat doten elo och mat den Dokumenter, déi mer vum Ausseminister kruten, wat de Conseil ubelaangt, wou et ëm d'Situatioun am Ruanda geet. Doropshin hunn ech de Generalsekretär net méi spéit wéi de Moie gefrot, dass mer dat an der nächster Conference sollen diskutéieren.

Et kann net sinn, dass op Basis vum Chamberreglement, wou mer eis ganz streng Reegele ginn – mir waren all zu vill de Moien nach Dokumenter och kucken; do gi mer observéiert, dass mer keng Fotoe maachen an esou weider an esou fort, mir dierfen eis do Notten huelen –, ënnert deene Konditiounen verschidden Dokumenter, déi offensichtlicherweis net geheim sinn, da musse geoffen traitéiert ginn, wou mer net kënnen eis Kontrollfonctioun uerdentlech ausüben, respektiv dass mer Dokumenter net kréie wéinst soi-disant Dateschutz.

Ech mengen, do musse mer all d'Verfassung nach eng Kéier kucken an dann och d'Chamberreglement. An ech si wierklech dankbar, wa mer déi Diskussioun do kënnen féieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech géing awer da just och ze bedenke ginn, datt Der wannechgelift och d'Gesetz vun 2018 iwwer eng transparent Administratioun kuckt. Well et ka jo och net sinn, datt d'Chamber sech iwwer besteeënd Gesetzer ewechsetzt.

Une voix | Nee, nee, nee!

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, dach! Jo, dach, dach.

(Brouhaha)

Jo, dach!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech gesinn, datt mer déi do Diskussioun op Basis vum Chamber...

Mme Lydie Polfer (DP) | Et ass jo am Allgemengen. Net fir déi hei, mee am Allgemengen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, datt mer déi do Diskussioun och op Basis vun eise Chamberreglement, wat Dispositiounen iwwert déi dote Froestellung virgesäit a sengen Artikele 84bis bis 84septies, nach eng Kéier op den Ordre du jour vun der Conférence des Présidents huelen, fir ze preziséieren, wou mer dru sinn, a fir déi Saachen hei all kloer ze maachen.

Domat gesinn ech, datt dës Diskussioun iwwert déi Resolutioun ofgeschloss ass, a géing dës Resolutioun dann zum Vott stellen.

Vote sur la résolution

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmme bei 35 Nee-Stëmme. Dës Resolutioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Jean-Paul Schaaf), Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix

Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Marc Spautz), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel (par Mme Barbara Agostino).

Domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm.

D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer erëm zesammen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.08 heures.)

80^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

2. 8040 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;

4° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ; en vue de l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer

Discussion générale : M. Maurice Bauer | M. Gusty Graas | M. Ben Polidori | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8040 et dispense du second vote constitutionnel

3. 8510 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,

en vue de la mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer

p. 49

p. 49

p. 52

Discussion générale : M. Maurice Bauer | M. Gusty Graas | M. Ben Polidori | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8510 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8408 – Projet de loi portant abrogation de la loi du 11 décembre 1967 portant création d'un fonds communal de péréquation conjoncturale

p. 55

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Nathalie Morgenthaler

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8408 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8409 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juin 1976 portant

1. création d'un fonds de chômage ;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

p. 56

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Nathalie Morgenthaler

Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | M. Luc Emering | M. Dan Biancalana | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | M. Michel Wolter

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de M. Dan Biancalana)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8409 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8040 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

3^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;

4^o de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

en vue de l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État

Als éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten hu mer de Projet de loi 8040 iwwert d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriäre beim öffentliche Dëngscht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen an d'Sensibilitéit 5 Minutten an d'Regierung huet duerno 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, den Här Ben Polidori, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard an den Här David Wagner. An elo huet d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här Maurice Bauer. Här Bauer.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer eng ganz grouss Freed, Tech haut hei als Rapporteur de Projet de loi 8040 kënnen ze presentéieren. E Projet, deem nach vun der viregter Regierung de 4. Juli 2022 deposéiert ginn ass. Et geet bei dësem Projet de loi ëm d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären vun de Fonctionnaires an den Employés d'État, déi scho méi laang e Sujet ass. Et ass e Projet de loi, mengen ech, op dee ganz vill Leit scho laang an ongedëlleg waarden. Och hei am Haus sinn, mengen ech, eng Rëtsch Leit, déi frou sinn, wann dee gestëmmt ass.

Erlaabt mer kuerz, de Projet an de Kontext ze setzen. Am Accord salarial tëscht der Regierung an der CGFP vun 2016 gouf festgehalen, eng Etüd ze lancéieren, fir d'Carrières inférieures beim Staat ze harmoniséieren. An duerno sinn déi verschidden Inkohärenzen hiichtlech de Conditions d'accès, der Indemnité vun de Stagen, de Konditiounen vum Klassement, der Strukturatioun vun de Graden an der Entwécklung vun der Remunération de base och iwwerschaaft ginn. 2021 dunn huet d'Regierung sech am Kader vum deemolegen Accord salarial mat der CGFP op eng Harmoniséierung vun der Gesetzgebung iwwert d'Carrières inférieures bei de Fonctionnaires an Employés d'État geeenegt. An et gouf festgehalen, nëmmen nach zwee Groupes de traitement respectiv Groupes d'indemnité ze hunn, nämlech e Grupp C1 an e Grupp C2, amplaz vun deenen haitegen C1, C2, D1, D2 an D3.

De finalen Accord tëscht der Regierung an den 21 Memberorganisatiounen vun der CGFP, déi déi

ënnescht Karriäre vertrieden, gouf de 14. Januar 2022 ënnerschriwwen an et ass sech op folgend Elementer vun dëser Reform geeenegt ginn.

Éischstens, dass déi aktuell Kategorie C an D duerch eng Kategorie C mat zwee Groupes de traitement oder d'indemnité C1 an C2 ersat ginn.

Zweetens, dass d'Groupes de traitement C1 an C2 jeeeweils fënnef Graden enthalten, wouvunner déi dräi éischt dem Niveau général entsprechen an déi zwee lescht dem Niveau supérieur.

An drëtzens, dass d'Groupes d'indemnité C1 an C2 véier Graden enthalen sollen, wouvunner déi dräi éischt dem Niveau général entsprechen an de leschten dem Niveau supérieur.

D'Mobilitéit fir verschidde Karriären tëscht den Administratiounen gëtt dann och duerch dës Harmoniséierung méi einfach gemaach.

Des Weidere gëtt mat dësem Projet den Tableau indiciaire reamenagéiert, andeems een déi besteeënd Graden an Echelone vun de Carrières inférieures duerch nei Graden ersetzt. Domadder sollen d'Wärter vun der Augmentation en échelon innerhalb vun de verschiddene Graden harmoniséiert ginn an evitéiert ginn, dass et Interferenze vu verschiddene Grade vum Grupp C1 mat deene vum Grupp B1 gëtt.

D'Changementer, déi dëse Projet un der besteeënder Gesetzgebung ënnerhëlt, kënnen awer net vun haut op muer a Kraaft trieden. An aus deem Grond sinn och eng Rei Mesure-transitoiré virgesinn. Déi betreffen Agenten gi mat Rücksicht op hir Anciennetéit an de Grad vum neien Tableau indiciaire klasséiert. D'Agenten, déi aktuell nach am Stage sinn, behalen hire Salaire, falls duerch dës Reform hire Salaire erofgoe géng. Dem Agent, deem seng Karriärschancen duerch den Agencement a fënnef Grade vun de Gruppen C1 an C2 bechränkt ginn, kënn en double Echelon zegutt, fir eventuell Verloschter am Salaire ze verhënnern. Schlussendlech muss d'Harmoniséierung vun der Struktur vun den ënneschte Karriäre begleet gi vun enger Harmoniséierung vun Dispositiounen, déi d'Promotiounsexamen betreffen. Esou wäert mat dëser Reform just een eenzeg Examen de promotion fir déi verschidde Sous-Gruppe gëllen, an deen Delai, fir zu deem Examen zougelooss ze ginn, gëtt eenheetlech op op d'mannst dräi Joer Nominatioun festgeluecht.

Ech kommen dann elo zu dem Avis vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet den 12. Dezember 2022 hiren éischten Avis zu dësem Projet ginn. Aus dësem Avis geet haaptsächlech ervir, dass d'Staatsbeamtekummer de Projet begréisst a sech zefridde weist iwwert den Ajustement vun de verschiddene formellen Inkohärenzen wéi och dem Alignement vun der Prime d'astreinte fir d'Cantonnier, esou wéi dës an engem Accord vum 11. Mäerz 2021 beschloss ginn ass. Si huet awer ze bedenke ginn, dass déi initial Versioun vun der Reform trotz hirem Régime transitoire verschidden Agenten, an zwar virun allem déi, déi an de Gruppen C1 an C2 reklasséiert ginn, kéint benodelegen. Des Weidere huet si zum Ausdrock bruecht, dass fir si dës Reform och fir de Gemengesektor gëlle soll, well en esou Inegalitéiten evitéiere géif a Problemer an der Mobilitéit tëscht den Administratiounen behiewe kéint. De 24. November 2023 gouf de Projet dunn zeréck an d'Kommissioun verwisen.

De Staatsrot huet den 12. Dezember 2023 säin éischten Avis zum Projet ginn an e puer Opposition-formellen

zum Ausdrock bruecht. Eng éischt Opposition formelle war dem Fakt geschéit, dass mam Projet verschidde Prime-d'astreinte weider iwwer Règlement grand-ducal accordéiert hätte kënnen ginn, wat awer net konform zu onser Verfassung wier, laut där d'Remunération an der Fonction publique eng Matière réservée à la loi ass. De Staatsrot huet an dësem éischten Avis dann och ze bedenke ginn, dass ee Régime transitoire fir déi Agenten virgesi soll ginn, déi schonn eng Procédure de changement de groupe d'indemnité ou de traitement iwwert d'Voie expresse ugefaangen hunn. Well ouni esou ee Régime transitoire géng d'Gläichheet virum Gesetz eventuell net respektéiert ginn. Eng weider Opposition formelle vum Staatsrot huet der genereller Retroaktivitéit gegollt, déi virun allem am Artikel 50 vum initiale Projet virgesi war an et gouf verlaangt, dës méi kloer ze regelen.

Den 2. August 2024 huet den neie Minister fir d'Fonction publique Serge Wilmes Amendementer deposéiert, fir den Opposition-formellen an de legisteschen Observatiounen vum Staatsrot Rechnung ze droen.

Den 13. September 2024 huet d'Staatsbeamtekummer en Avis complémentaire ofginn, wouranner si begréisst, dass verschidde vun hiren Observatiounen aus dem éischten Avis vun den Amendements gouvernementaux berücksichtegt gi sinn, mee gläichzäiteg awer bedauert, dass verschidde Problemer bezüglech der Entwécklung vun de Karriären an den Inegalitéiten am Traitement net aus der Welt geschaf gi sinn. Dës Amendementer goufen dann och vum Staatsrot aviséiert, deem den 20. Dezember 2024 säin Avis complémentaire ginn huet.

Den 30. Januar 2025 huet d'Kommissioun fir d'Fonction publique déi verschidden Avisen analyséiert. An enger weiderer Reunión vun der Kommissioun de 6. Februar vun dësem Joer goufen eng Rei Amendement-parlementairen zu dësem Projet ugeholl, déi sech virun allem op d'Observatiounen am Avis vun der Staatsbeamtekummer bezéien, awer och fir d'Erhéijung vu siwe Punkte fir d'Postes à responsabilité particulière an d'Fonctions dirigeantes ëmzesetzen, déi entre-temps mam Accord salarial vum 29. Januar dës Joer beschloss ginn ass.

D'Staatsbeamtekummer huet den 10. Mäerz hiren zweeten Avis complémentaire ginn, andeem se widerhëlt, wat se schonn an hirem éischten Avis gesot huet, awer gläichzäiteg approvéeiert, dass d'Amendement-parlementaire verschiddene vun hiren Observatiounen Rechnung dréit.

Den zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot koum de 25. Mäerz 2025. Doranner huet déi héich Kierperschaft ze bedenke ginn, dass et preferabel gewiescht wär, d'Ëmsetzung vum Punkt 2 vum Accord salarial vu 2025, also dës Joer, net an dësem Projet ënnerzebréngen, mee am Projet de loi Nummer 8510, dee mer jo duerno gesinn, deem säin Objet d'Ëmsetzung vun de Punkten 1 an 2 vum Accord salarial virgesäit.

Schlussendlech gouf de Rapport de 4. Abrëll vun der Fonction-publiques-Kommissioun ugeholl. Fir all weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Tech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet a kommen dann elo zu menger Prise de position am Numm vun der CSV-Fraktioun.

Discussion générale

Ech kënnen heimat dann natierlech den Accord vu menge Kolleegen vun der Fraktioun vun der CSV un. „Was lange währt, wird endlich gut.“ Dës däitscht Spréchwuert passt ganz gutt, mengen ech, op dës

Projet de loi. E Projet de loi, wou vill Leit net méi dru gegleeft hunn a wou vill Gedold an Ausdauer néideg waren, mee wou awer e ganz gutt Resultat schlussendlich fir déi Concernéiert erauskoum.

Als CSV begrësse mer ausdrécklech dës Harmoniséierung vun den ënneschte Karriäre vun de Staatsbeamten an den Employés de l'État, well et erlaabt, vun aktuell 27 Karriären op just nach 4 erfzekommen. Mee haaptsächlech erlaabt dëse Projet de loi, éischters, eng ganz Rei Inkohärenzen um Niveau vun den aktuellen ënneschte Karriären ze eliminéieren; zweetens, eng vill méi transparent a gerecht Struktur vun dëse Karriären ze schafen. Drëttens erlaabt dës Harmoniséierung eng substanzuell Vereinfachung vun der Gestuon vun den eenzelnen Dossieren a Karriären. Véiertens erlaabt dës Harmoniséierung, och eng Rei Barriären ofzebauen, déi et bis elo verschidden Agente schwéier gemaach hunn, e Changement d'administration ze realiséieren. A schlussendlech, fënnfens, gëtt d'Mobilité interne an der Fonction publique esou fir dës Karriäre vill méi einfach gemaach, wat zu engem méi modernen an attraktiven öffentliche Dénsgscht féiert.

Zesumme mat dem neie Gehälterofkommen am öffentlichen Dénsgscht tëscht der Regierung an der CGFP, wat den 21. Januar dëst Joer ënnerschriwwen gouf, wäert dëse Projet de loi iwwert d'Harmoniséierung vun ënneschte Karriären hëllefen, d'Attraktivitéit vun eisem exzellenten öffentlichen Dénsgscht zu Lëtzebuerg weider ze stäerken. D'Importenz vun dësem Projet de loi weist sech, wann ee bedenkt, dass dës Harmoniséierung méi wéi 5.000 Agente betrëfft, esou d'Chiffre vun 2022, dovunner 3.800 Fonctionnaires.

D'CSV begrëisst och, dass d'Regierung an dësem Dossier Neel mat Käpp gemaach huet an esou erlaabt huet, dass déi vill betreffen Agenten déi Unerkennung kréien, déi se verdéngen, fir all Dag en exzellenten öffentlichen Dénsgscht hei am Land ze garantéieren an dat besonnesch virum Hannergrond vu sëllege sozialen Onrouen a Konflikter, déi an eisen Nopeschlänner am Moment den öffentlichen Dénsgscht betreffen.

Schlussendlech ass et fir d'CSV awer och ganz wichtig, no der Adoptioun vun dësem Projet de loi sou séier wéi méiglech d'Transpositioun op de kommunale Secteur ze garantéieren. An do hu jo souwuel de Minister vun den Affaires intérieures wéi de Minister vun der Fonction publique sech kloer fir eng séier Applikatioun op de kommunale Secteur ausgeschwat, fir déi vill ze laang Ëmsetzung aus der Vergaangenheet esou aus der Welt ze schafen.

D'CSV ass frou, dëse wichtege Projet de loi wäert haut hoffentlich gestëmmt ginn an esou zu enger staarker Verbesserung vun der Situatioun vu villen Agenten am öffentlichen Dénsgscht bäidroen, an ech ginn heimmader gären nach eemol den Accord vun eiser Fraktioun.

An ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauer villmools Merci fir säi schréfflechen a fir säi mëndleche Rapport. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dëse Projet de loi, dee war jo ganz laang um Instanzewee. De viregte Minister vun der Fonction publique, de Marc Hansen, hat dee jo deposéiert. Et ass u sech d'Resultat vun engem Accord salarial vum 5. Dezember 2016. Dat heescht also, aachtenhaleft Joer méi spéit komme mer dann haut endlech zur Ofstëmmung.

D'Karriäre beim Staat sinn natierlech eng Wëssenschaft fir sech. Ech gi gären zou, dass vläicht net jiddwereen e grouse Spezialist dovun ass, ech mat Sécherheet och net. Mir sollen awer frou sinn, dass mer eng ganz Rei Beamten am Staat hunn, déi sech do exzellent dran auskennen. Ëmmerhi geet et hei ëm 27 verschidde Karriären, obwuel mer, wéi gesot, nëmme vun de Carrière-inférieure schwätzen. A wa mer awer gär wëllen hunn, dass dee Staat, dee bis elo ganz gutt fonctionnéiert, och an Zukunft déi Struktur behält, déi e soll behalen, da musse mer natierlech permanent versichen, och un de Karriären ze schaffen an ze kucken, wou mer mussen Adaptatiounen maachen.

Selbstverständlech, an dat schielt sech ëmmer am Laf vun de Joren eraus, gëtt et Ongerechtegkeeten. Et gëtt Häertefäll. An dowéinst ass et och gutt, dass ee sech och reegelméisseg am Fong domadder auserneesetzt. Inwiefern déi eenzel Karriären och nach ëmmer effikass sinn, dass ass natierlech eng ganz wichtig Fro.

Reegelméisseg, wéi gesot, sinn an deene leschte Joren, Joerzénge, kann ee soen, ëmmer Adaptatiounen virgeholl ginn – ech verweisen hei virun allem op ee Gesetz, oder wéinstens op een Dag, wou mer dat hei gestëmmt hunn: Dat war de 24. März 2015. Do si mer am Fong geholl méi an d'Déift gaangen, do sinn eng Rei nei Strukture geschaf ginn. Deemools ass am Fong jo net méi vu Karriäre geschwat ginn, mee et ass éischter vu Kategorie geschwat ginn. Et si Sous-Kategorie geschaf ginn, Groupes de traitement geschaf ginn an esou weider an esou fort. Et hat een e bëssen de Problem, sech domadden ze familiariséieren, wann een all déi Joren am Fong jo gewinnt war, an aneren Termen ze denken. Jiddefalls huet dat ganz viles mat sech bruecht. Ech denken zum Beispill un d'Ofschaf vum Cadre ouvert, vum Cadre fermé, wat an all deene Joren ëmmer erëm zu enger gewëssener Onzefriddenheet bäigedroen hunn. An ech denken zum Beispill un d'Valoriséierung vun der Educateurskarriär, wat jo, ech kann net soe Joerzénge, awer ganz laang ëmmer erëm e Problem war. An d'Gesetz vun 2015 huet dat awer dee Moment aus der Welt geschafft.

Dat, wat mer haut decidéieren, kann een am Fong geholl u sech och als eng kleng Revolutioun gesinn. Mir suppriméieren hei d'Karriär D – D1, D2 an esou weider. Mir maachen zwou neier: Kategorien C1 an C2. Natierlech mussen do eng ganz Rei Iwwergangsbestëmmunge festgehale ginn. Dat hu mer jo och an der Kommissioun gemierkt, wou mer Diskussiounen haten, wou op eemol awer eenzel Fäll méi genee analyséiert goufen, wou mer schnell erausfonnt hunn: Hei muss awer vläicht nach nogebessert ginn, fir dass mer eng beschtméiglech Equitéit kënnen erreechen. Ech wëll zum Beispill op ee Beispill hiweisen: Dat ass d'Meeschterprim, déi accordéiert ginn ass an der Karriär D, déi awer elo an der Karriär C net méi accordéiert ginn ass. Et wier also ongerecht gewiescht fir déi Leit, déi bis dato vun där profitéiert hunn, dass dat elo géing suppriméiert ginn. Dat iwwerhuele mer also elo mat als Disposition transitoire, wat net méi wéi richtig ass.

Och zum Beispill de Changement de carrière: Wann ee gär vun der C1- an d'B1-Karriär eriwergeet, dass do och mussen eng Rei Dispositiounen consideréiert ginn an dass een op kee Fall do därer eppes verléieren. Duerfir gi jo déi Leit elo dann direkt an de Grad 9 agestuut, wa se dee Changement de carrière maachen.

An dann denken ech zum Beispill och un déi Stagiiaren, déi de Moment am Stage sinn. Och si ginn hei duerch déi nei Dispositiounen am Fong jo awer elo lo

net delasséiert, wat och net an der Rei wär. Mir hu jo, wéi gesot, elo net méi fënnf Graden an deem neie System. An duerfir ass et och wichtig, dass och déi gegebenebenenfalls duebel Echelone kënnen kréien.

Da gëtt et eng Rei aner Iwwergangsbestëmmungen, op déi ech elo net wëll hei am Detail agoen. Vläch nach eng Remark, dass ass de Promotiounsexamen, deen ee jo elo no dräi Joer ka maachen. An dat ass och ganz wichtig.

Da gi mat dësem Gesetz awer eng Rei wichtig Upassung gemaach. Mee ech wëll virun allem op eng hiweisen, dass ass déi vun den Aide-soignanteën, déi bis dato net wéi vill aner Karriäre vum 55. Joer u vun engem Supplement de traitement konnte profitéieren. Dat gëtt och elo hei redresséiert.

Och um Niveau vun der Militärmusek gëtt jo agefouert, dass een elo aus sämtleche Karriären kann an d'Militärmusek kommen. Also och een aus der A1 kann an d'Militärmusek kommen. Woubäi ee sech dann natierlech muss bewusst sinn, dass do herno awer gewëssen Differenzen an de Gehälter kënnen entstoen.

Bon, wat d'Douane ubelaangt, kann ech mer virstellen, dass eenzel eeler Douaniere vläch elo net méi esou ganz frou sinn, dass e puer classesch Titelen hei suppriméiert ginn, sief dat de Verificateur adjoint, sief dat de Receveur D. Mee bon, ech mengen, wann een eppes Neits schaaft, dann ass et evident, dass vläch och emol verschidde Saachen aus der Vergaangenheet dee Moment musse suppriméiert ginn.

An da schlussendlech wëll ech awer nach eng Remark maachen. Bis dato war et jo esou, dass de Minister aus der Fonction publique ëmmer huet misse säin Accord ginn, wann aus engem anere Ministère e Poste à responsabilité genannt ginn ass. Dat ass en Anachronismus. Dat gëtt heimat och suppriméiert. An dat ass och net méi wéi richtig.

Jiddefalls, ech kéint nach eng Rei positiv Aspekter iwwert dat Gesetz hei soen. Ech maachen dat net, well meng Zäit ofgelaf ass. Mee ech wëll selbstverständlech den Accord hei bréngen a virun allem all deene Leit e grouse Merci aussprechen, déi dozou bäigedroen hunn, dass ganz komplizéiert Gesetz hei awer esou op den Instanzewee ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een op senger Aarbechtsplaz d'Gefill huet, dass ee par rapport zu anere Mataarbechter net gerecht bezuelt gëtt, dass engem seng Qualifikatiounen net riichteg uerkannt ginn an d'Aarbecht, déi ee leescht, insgesamt net genuch valoriséiert gëtt, da reduzéiert dat natierlech d'Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz. An da kënnen deementsprechend och Spannungen do entstoen ënnert dem Personal.

D'LSAP ënnerstëtzt dofir de virleende Gesetzesprojet, mat deem mir zu enger méi gerechter an enger méi iwwersichtlecher Gehälterstruktur an den ënneschte Karriären beim Staat bäidroen wëllen. Den Här Graas huet et gesot: 27 verschidde Karriären. Dovunner sinn der 15 Stéck bei de Fonctionnaires an de Karriäre C an D eebe gewiescht, an 12 bei den Employéen. An do kann een dovunner ausgoen, dass do eng ganz Rei vun Inkohärenzen entsteane sinn. An et ass fir eis dofir evident, dass déi Ännerungen, déi mir haut stëmmen, dréngend gebraucht ginn, fir endlech eng méi fair an och eng méi transparent Gehältertabell ze kréien.

Wéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics awer widderhuelt – widderhuelt! – betount huet, konnten awer och hei an dësem virleiende Projet net alleguerten d'Inégalité behuewe ginn. An dat fanne mir ganz bedauerlech, well mir hätte gehofft, dass an där Zäit, déi mer awer haten, wou dëse Projet um Instanzewee war – de Rapporteur Maurice Bauer ass op déi verschidde Saachen drop agaangen, op d'Avisen, wou och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics drop opmierksam gemaach huet –, dass mer do awer Zäit gehat hätten, den Text deementspriedend och zum Positiven unzepassen, wat mer awer leider net gemaach hunn.

A wéi mer déi Fro gestallt hunn an der Kommissioun, krute mer als Erklärung: „Jo, bon, bei enger Harmoniséierung, do entsti vläicht och heiansdo Saachen, wou et vläicht net esou positiv ass.“ Bon, et ass eng Erklärung, déi kann een esou mathuelen. Mee akzeptéiere wollte mir se awer esou net. Zäit dofir wier awer genuch gewiescht, schlisslech geet de Gesetzesprojet, wéi et och scho gesot gouf, op een Accord salarial vun 2021 zeréck. An 2022 gouf de Gesetzesprojet deposéiert. Dat heescht, mir haten hei quasi dräi Joer Zäit, bis mer elo heibanne stinn an e stëmmen.

Dat ass natierlech alles aneres wéi zefriddestellend an ech hoffen, dass mir eis alleguerten eens sinn, dass Gehälteraccorden an Zukunft méi séier ëmgasat mussen ginn, éischters, fir d'Vertrauen ze halen an, zweetens, och fir eng ze laang zeréckgoend Retroaktivitéit ze verhënnern.

Et ass op eng Manéier selbstverständlech gutt, dass keen eppes heibäi verléiert duerch esou Retarde bei Projeten, déi laang eeben um Instanzewee ënnerwee sinn. An op der anerer Säit ass et awer och elo e groussen administrativen Opwand, deen d'Beamten hunn, fir dee ganze Recalcul bei deem Ganzen hei ze maachen. An dat hätt een duerchaus kënnen evitéieren, wann de Projet net eréischt esou spët finaliséiert gi wier.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eppes aneres, wat mir nach ganz kloer bedauern – dat ass och schonn ugeschwat ginn –, ass de Fait, dass dës Upassung um Niveau vum Staat alt nees net direkt bei de Gemenge wäert ëmgasat ginn. Mir wäerten eis och net ginn, dëst hei ëmmer erëm ze soen, bis mer endlich eppes fannen, fir deem och gerecht ze ginn. Well ech mengen, d'Gemengepersonal dréit genee wéi och d'Staatsbeamten zum gudde Fonctionnement an eisem öffentleche Secteur bäi.

Dat gesot, Här President, ginn ech awer och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspräsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer, wéi gesot, iwwert de Gesetzesprojet 8040 of, deen d'Harmonisatioun vun den ënneschte Karriären am öffentlechen Déngscht zum Zil huet.

Als ADR begrësse mir dëse Schrëtt an ënnerstëtzen dëse Projet och. Mir wëllen awer och festhalen, datt et e ganz laangwierige Prozess war, fir iwwerhaapt esou wäit ze kommen. Dat hu jo och all meng Virriedner schonn erwänt.

Dëse Projet geet op den Accord salarial vum Dezember 2016 zeréck. Dat heescht, et huet bal néng Joer gedauert, fir d'Ongläichgewiicht op dësem Niveau, also den ënneschte Karriären, unzegoen. A wéi ech

grad sot: Mir schwätzen hei nëmme vun ënneschte Karriären.

Mir froen eis also: Wéi laang wäert et daueren, bis d'Konklusioun vum Aarbechtsgrupp betreffend d'Harmonisatioun vun de Groupes de traitement ou d'indemnité, erwänt am Punkt 18 vum Gehälteraccord vun dësem Joer, um Terrain wäerte Friichten droen?

Et ass kee Geheimnis, datt d'Harmonisatioun bei all Gehälteraccord ëmmer nees en Thema war an ass. D'Ongläichheeten am öffentlechen Déngscht si bekannt a si si systemesch respektiv historiesch.

Employé versus Fonctionnaire: Déi selwecht Aarbecht gëtt net gläich bezuelt. D'Astellungskonditiounen, d'Aarbechtsvertrag vun Employé si jee no Ministère grondverschidden, Punktewäert, Grad, Versetzung. Et ginn Differenze beim Opstig, beim Verwaltungs- respektiv Ministèrewiesel a bei der Bewäertung vun der Leeschtung. Krankheet: En Employé kann am Géigesaz zu engem Fonctionnaire entlooss ginn no enger laanger Krankheitsperiod. Primmen: Net identesch tëscht Employé a Fonctionnaire. An och bei der Unerkennung vun der Berufserfahrung gëtt et Ënnerscheeder.

Dat si keng kleng Detailer, dat sinn Ongerechtegkeeten, déi een an engem moderne soziale Rechtsstaat esou net toleréiere sollt. Mir dierfen da gespaant sinn, wat mir eis ënnert der Égalité des droits aus dem Kapitel vum öffentlechen Déngscht vum Koalitionsaccord dierfe virstellen a wéini mir, ënner wéi enger Form och ëmmer, do méi gewuer ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir ënnerstëtzen dëse Gesetzesprojet. D'Harmoniséierung vun de Karriären an der Fonction publique ass eng néideg a logesch Entwécklung, fir déi vill Inkohärenzen an Ongläichbehandlungen tëscht de verschiddene Gruppen endlech ofzebauen.

Mat der Schafung vun den neie Gruppen C1 an C2, der Neistrukturierung vun de Graden an dem neie Promotionsystem gi kloer a fair Strukturen agesat, déi d'Mobilitéit an d'Karriärspektiven dättelech verbessern.

Trotzdem muss mer éierlech soen: De Prozess vun der Auaarbechtung huet vill ze vill Zäit gebraucht. An et ass elo essentiel, dass déi selwecht Kohärenz, déi mir hei elo schafen, och konsequent op de Gemengesector ausgedeeent gëtt, fir eng nohalteg Harmoniséierung am ganzen öffentleche Service ze garantéieren.

Mir stëmmen dëst Gesetz mat, ënnerstëtzen awer och d'Erwaardung, dass d'Politik an der Harmoniséierung am Gemengesector net op hallwer Streck stoe bleift.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass alles ganz gutt gesot ginn. Mir ënnerstëtzen dee Projet de loi selbstverständlech.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär dann d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister vun der Fonction publique.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur, dem Maurice Bauer, deen e ganz gudden a komplette Rapport gemaach huet. An och merci all de Kolleeginnen a Kolleegen, déi kuerz hei Positioun bezunn hunn.

Ech mengen, déijéineg, déi an der Fonction publiques-Kommissioun mat dobäi waren, déi wëssen, datt et effektiv e komplexe Projet ass. An déijéineg, déi d'Chance haten, och schonn déi Jore virdrun an där Kommissioun ze sëtzen, déi konnten dat och alles matverfollegen.

Et ass net evident, fir Statutte fir Karriären, déi eng Kéier viru laanger Zäit geschafe gi sinn an dann organesch iwwert d'Zäit gewuess sinn, dann herno beieneenzebréngen. Alles huet ëmmer iergendwéi seng Erklärung, seng Justifikatioun. Dat muss ee jo och an de jeeweilige Kontext setze vun där Zäit, wou déi Decisiounen deemools geholl gi sinn.

Dowéinst wëll ech awer nach eng Kéier ausdrécklech begrëssen, ënnersträichen, datt déi zwou viregt Regierungen zesumme mat der Gewerkschaft, der CGFP, de Wëllen haten, déi Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären unzepaken, fir ze probéieren, aus 27 verschiddene Karriären – 15 bei de Fonctionnaires an 12 bei den Employées – der herno just nach 4 ze maachen. An dat war deemools eng ganz richtig Decisioun. Et war couragéiert, well et e komplexen Exercice ass. A wéi de Maurice Bauer, mengen ech, richtig gesot huet: Gut Ding braucht Weile.

Et huet een net ëmmer selwer alles och esou am Grëff, well, ech mengen, jiddwereen, och wann ee wëll séier virukommen, huet déi Saach emol mees auserneepelücken, sech fir d'éischt emol e Bild maache vun deenen eenzelne Karriären an Ënnergruppen, dat huet ebe seng Zäit gebraucht.

An dowéinst muss een och e bëssen Nosiicht hunn, heiansdo och e bësse Gedold hunn. Mee Haptsaach, mir hunn elo e Schlusspunkt gesat krut. Bon, mir sinn déi Regierung, déi dat mécht, mee dat hu mir jo och ëmmer ënnerstëtzt.

Ech sinn awer och frou, datt eng Partie méi erfueren Deputéiert, Kolleegen, déi scho virdru an där Kommissioun waren, mat dobäi ware bei där aktueller Kommissioun, well si hunn awer och ganz vill kënnen hëllefen a si hu jo och Froe gestallt, fir den Text zesummen nach besser ze maachen.

Ënnert dem Stréch ass et also eng kollektiv Leeschtung, déi gelescht ginn ass hei vum gesamte Parlament, iwwer all Fraktiounen a Sensibilitätsgruppen eraus, mat der CGFP, fir dann an Zukunft kënnen méi kloer, strukturéiert, einfach novollzéibar Karriären an dem ënneschten Niveau beim Staat anzeféieren.

An, ech mengen, dat ass Ärer aller Meritt. An do och Éier, wem Éier gebüürt: deenen zwee Ministeren och virdrun, déi dat mat op de Wee ginn hunn, den Här Kersch an den Här Hansen, awer och alleguerten den Deputéierten, déi sech doru bedeelegt hunn. An och Iech alleguerten hei wéilt ech dann dowéinst e ganz grouse Merci soen.

Ech brauch awer net op déi eenzel Detailer anzegoen. Mee ee Punkt, dee bleift, an dat kann een och absolut novollzéien, an ech verstinn dat och, dat ass mat der séierer Ëmsetzung och dovunner am Gemengesector.

Ech kommen net drop zeréck, datt een natierlech och an der Vergaangenheet dee Wëlle schonn hätt

kennen hunn, fir dat esou ze maachen. Mee kuckt, mir sinn elo haut, mir kucken no vir.

(Interruption)

Nee, ech viséieren och guer net Iech, Här Polidori, Dir hutt do eng gutt Excuse.

Mee, wéi gesot, mir sinn haut a mir kucken no vir. An dowéinst, dës Regierung versteet dat an ass och gewëllt, dat ze maachen an der Prozedur, déi mer haut hunn. An dowéinst probéiere mer, eis enk ze koordinéieren, ofzestëmme mam Kollege Inneminister.

En ass elo virdrun hei gewiescht, e kënn dono nach eng Kéier zeréck. Mee hien huet elo och scho mat senger Servicer dee Règlement grand-ducal an d'Procédure législative ginn, fir och d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriäre bei de Gemengen ëmzesetzen.

An dat selwecht, wa mer elo bei den nächste Punkt kommen, beim Gehälteraccord, och do gëtt et schonn Aarbechten, fir déi Règlements grand-ducaux, déi musse geholl ginn, fir datt déi Punktwäerterhéijung sech och kann am Gemengesector applizéieren.

Ech mengen, si hunn hir Commission centrale. Si mussen eng aner Prozedur respektéieren. Mee mir probéieren, dat ze alignéieren. A mir sinn och prett, fir dann och Commission-jointen ze organiséieren tëscht der Fonction publique an den Affaires intérieures, fir dann och zesummen iwwert déi Texter ze schwätzen an ze kucken, datt mer déi Ëmsetzung esou no wéi méiglech kënne kréien.

Mir maachen dat iwwer Gesetzesprojeten am grouse Ganzen. An dacks ... Also am Gemengesector muss et iwwer Règlements grand-ducaux goen. Dat ass e bëssen eng aner Prozedur. Mee mir versichen, se sou no wéi méiglech beieeneenzebréngen, well mer natierlech eng Regierung sinn. Mir schaffen Hand an Hand zesummen. A well mer wëssen, datt et och wichteg ass fir d'Gemeengebeamtinnen an d'Gemeengebeamtinnen, datt si net zwee, dräi Joer, nodeems Decisiounen geholl gi sinn, eréischt vun deene Mesüre kënne profitéieren.

Souguer wa mer géife Retroaktivitéiten abauen, ech mengen, et ass net gutt, sou wéi et do leeft. A mir maachen alles, fir datt dat besser gëtt. Dorobber kënn Der mol zielen. Mat Ärer Hëllef zesummen.

Ech mengen, et ass hei eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht gewiescht. An dofir nach eng Kéier e ganz grouse Merci vun Ärer Säit aus.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Vu menger Säit aus un Iech.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8040. Den Text steet am Document parlementaire 8040^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8040 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier no, ob Der all d'Procurationen geholl hutt, wannechgelift. Voilà. Merci. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat ass: Jo: 60 Stëmmen, infolgedes keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dësen Text ass also eestëmmegeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Félix Eischen), Alex Donnersbach (par M.

Marc Lies), Emile Eicher (par Mme Nathalie Morgenthaler), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Paul Galles), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel (par M. Guy Arendt) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Liz Braz), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par Mme Alexandra Schoos), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 8510 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,

en vue de la mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet de loi 8510 iwwert d'Ëmsetzung vun den zwee éischte Punkte vum Gehälteraccord tëscht der Regierung an der CGFP vum 29. Januar 2025. D'Riedezäit ass d'selwecht wéi virdrun nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen niewent dem Rapporteur Maurice Bauer: den Här Gusty Graas, den Här Ben Polidori, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, et ass mer haut eng besonnesch grouss Freed, Iech als Rapporteur de Projet de loi 8510 dären ze presentéieren. E Projet, dee vum Minister vun der Fonction publique Serge Wilmes de leschte 6. März 2025 hei an der Chamber deposéiert ginn ass.

D'Chamber vun de Fonctionnaires et Employés de l'État, d'CHFP, huet säin Avis den 10. März dëst Joer

ofginn. Den 13. März dëst Joer gouf de Projet un d'Kommissioun vun der Fonction publique verwisen an de Staatsrot huet säin Avis de 25. März dëst Joer ofginn.

D'Kommissioun vun der Fonction publique huet de Projet de loi de 4. Abrëll 2025 presentéiert kritt an ech hat d'Chance, als Rapporteur designéiert ze ginn. De selwechten Dag huet d'Kommissioun och de Rapport eestëmmegeg ugeholl.

Et ass e ganz kuerzen, awer eminent wichtige Projet de loi. Den 29. Januar dëst Joer gouf jo en neit Gehälterofkommen am ëffentlechen Déngscht tëscht der Regierung an der CGFP ënnerschriwwen. Haut si mer opgeruff, mat dësem Projet de loi zwou wichteg Moosnamen vun dësem Akommesaccord vum 29. Januar 2025 ëmzesetzen.

Nämlech, éischtens, eng Erhéijung vum Punktwäert ëm 2 % réckwierkend op den 1. Januar 2025. Mat dem aktuellen Indexwäert entsprécht dat engem neie Punktwäert vun 23,74 Euro fir d'Fonctionnaires an 22,48 Euro fir d'Employés d'État. Ab dem 1. Januar 2026, also Ufank vum nächste Joer, gëtt eng zousätzlech Erhéijung vun 0,5 % agefouert. D'Wärter ginn dann erop op 23,86 Euro fir d'Fonctionnaire respektiv 22,59 Euro fir d'Employés de l'État.

Déi zweet Moosnam ass eng Erhéijung vun de Majoratiounen fir d'Poste mat spezieller Verantwortung oder Féierungsfonctionen ëm siwe Punkte vum 1. Januar 2025 un. Mat dësem Projet de loi ginn d'Punkten 1 an 2 vum Gehälteraccord also ëmgesat, e wichtige Schrëtt fir d'Unerkennung vun enger exzellenter Aarbecht am ëffentlechen Sector.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann nach ganz kuerz zu den Aweise vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 25. März keng weider Bemierkungen zum Projet de loi gemaach. D'Kommissioun vun der Fonction publique huet och decidéiert, all déi legistesche Observatiounen vum Staatsrot natierlech ze integréieren. An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hirersäits ënnerstëtzt de Projet am Kader vum Gehälteraccord.

Si erënnert drun, dass d'Adaptatiounen vum Punktwäert och op d'Gehälter vun de Gemeindebeamten ugewannt ginn, mee si bedauert, dass d'Erhéijung vun de Majoratiounen net gläichzäitig an de Gemengesector iwwerdroe gëtt.

Fir all weider Detailler verweisen ech op de schriftlechen Rapport.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kollegen, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet a kommen dann zum Point de vue vun der CSV.

Discussion générale

Ech kënnegen heimadder den Accord vu menge Kollege vun der Fraktioun vun der CSV un. Als CSV begrësse mir natierlech ausdrécklech, dass dat neit Gehälterofkommen am ëffentlechen Déngscht tëscht der Regierung, vertrueden duerch de Minister vun der Fonction publique Serge Wilmes, an der CGFP den 29. Januar dëst Joer ënnerschriwwen gouf. En zukunftsorientéierten a verantwortungsvollen Accord mat senger 27 Punkten, déi de ganz grouse Meritt hunn, net nëmme finanzieller Natur ze sinn, mee et och wäerten erlaben, d'Attraktivitéit vun eisem ëffentlechen Déngscht weider ze stäerken.

Dësen Accord salarial, deem déi iwwer 37.500 Fonctionnaires an Employés publics betrëfft, ass dat exzellente Resultat vu konstruktiven Diskussiounen an engem partnerschaftlechen Geescht, ewéi de Minister

dësen Accord beschriwwen huet, a wäert iwwert déi nächst zwee Joer ronn 195 Milliounen Euro kaschten.

Haut ass et fir d'CSV wichteg, eisen exzellenten an effikassen ëffentlechen Déngscht mat engem staarke Message weider ze stäerken, andeems mir zesummen déi éischt zwou Mesüre vum deem Accord salarial ëmsetzen, nämlech, wéi virdrun och scho gesot, eng Erhéijung vum Punktwäert ëm 2 % réckwierkend ab dem 1. Januar 2025 an ab dem 1. Januar 2026, also Ufank vum nächste Joer, eng zousätzlech Erhéijung vum 0,5 %, an en Encouragement, fir méi Responsabilitéit ze iwwerhuelen, duerch eng Erhéijung vun de Majoratiounen fir Poste mat spezieller Verantwortung ëm siwe Punkte vum 1. Januar 2025 un.

Duerch dës Projéit de loi setze mir wichteg éischt Punkte vum Accord salarial ëm, deen net nëmmen d'finanziell Situatioun vun eise Fonctionnaires an Employés publics am ëffentlechen Déngscht verbessert, mee och déi fundamental wichteg Roll vum Service public ënnersträicht a stäerkt.

Gläichzäiteg mussen mir natierlech awer och un d'Attraktivitéit vun der Fonctioun publique denken an nach probéieren, dës ze erhalen, fir weiderhin déi beschte Kandidat fir de Staatsdéngscht kënnen ze gewannen. Mir müssen also konkurrenzfähig bliwwen, fir och weiderhin dësen exzellenten Déngscht kënnen ze garantéieren.

Doriwwer eraus verännere sech d'Aufgaben am Staatsdéngscht permanent. Nei Erausforderungen wéi d'Digitaliséierung, d'Nohaltegkeet an de sozialen Zesummenhalt verlaangen no méi Kompetenzen a méi Verantwortung. Eng Revalorisatioun vun de Gehälter ass dofir och eng wichteg Unerkennung vun deem Engagement.

Schlussendlech ass eng Gehaltserhéijung fir d'CSV awer och e staarkt Motivatiounssignal. Si ënnersträicht d'Wäertschätzung, déi déi geleeschten Aarbecht bréngt, an dréit dozou bäi, dass de Service public seng héich Qualitéit am Déngscht vun de Biergerinnen a Bierger erhale kann.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Merci fir de méndlechen a fir de schrëftleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Ofschléissung vu Kollektivverträgen ass ni eng einfach Aufgab. Wann een e bëssen den Historique mécht vun deem Kollektivvertrag, wou am Fong geholl de Point de départ e ganz anere war, wann een dat a Relatioun setzt mam Resultat, da muss een u sech awer deenen zwou Parteie felicitéieren.

Engersäits eng CGFP, déi am Endeffekt och ganz räsonabel reagiert huet op deen Accord salarial; anersäits awer och eng Regierung, déi et fäerdegbruecht huet, grad an Zäiten, wou jo awer déi finanziell Situatioun vum Staat, ech wëll net soen ugespaant ass, awer och net déi allerbescht ass, dat hei awer e gudde Accord salarial fonnt ginn ass.

Wa mer vun der ugespaanter Situatioun vum Staat schwätzen, wësse mer, dass an deenen nächste Méint nach zousätzlech Ausgaben op eis wäerten duerkommen, déi mer elo nach net genee kënnen ofschätzen, ouni elo an den Detail ze goen. Déi Diskussioun wäerte mer an den nächste Woche féieren.

Da fannen ech et awer scho gutt, dass déi zwou Parteien awer trotzdem elo deen Accord do fonnt hunn. Eng Augmentatioun vum Punktwäert vun 2,5 % – 2 % réckwierkend, en hallwe Prozent d'nächst Joer – ass an dësen Zäiten awer jiddefalls ganz akzeptabel, sou dass dat ouni Zweifel eis Zoustëmmung féinnt.

Mir fannen et awer och gutt, dass hei och eng Majoratioun kënn fir déi Fonctionnaires, déi Postes à responsabilité particulière hunn. Well op der anerer Säit hu mer elo de Bewäertungssystem ofgeschafft an der Fonctioun publique. An da kann een net verlaangen, dass d'Leit de Fanger ausstrecken, wann et heescht: Hei, ech wëll eng speziell Fonctioun iwwerhuelen, wou ech méi Responsabilitäten hunn, méi Aarbecht hu wéi vläicht de Kolleg, deen niwendru setzt an déi selwecht Aarbecht mécht, an dowéinst awer net zousätzlech remuneréiert ginn. Dowéinst ass dat u sech och eng ganz normal Saach.

Ech mengen, de Maurice Bauer huet dat schonn a sengem exzellente Rapport hei gesot: Et geet hei ëm 37.500 Leit, déi beim Staat an de Gemenge schaffen.

Stéchuert „Gemengen“: Natierlech ass dat déi Diskussioun, déi mer ëmmer erëm hei féieren. An ech weess, dass elo awer versicht gëtt, Efforten ze maachen, dass esou séier wéi méiglech ... bon, beim Punktwäert ass dat elo net de Problem, mee dat ass nach bei aneren Dispositiounen an deem Accord salarial, dass de Mengesecteur esou séier wéi méiglech awer och kann dervu profitéieren.

Ech mengen, dass ass eng gutt Lëtzebuerger Dugend, muss ee soen. Contrairement zu anere Länner, fir Däitschland net hei ze nennen, wou et ëmmer am Fong och zu gréisserer Streike kënn a wou dat ëffentlecht Liewe praktesch zesummebrécht, fir eeben en Accord salarial ze fannen. Dass ass hei zu Lëtzebuerg net de Fall. Et gëtt gedrot emol vun der enger an vun der anerer Säit, mee am Endeffekt fanne mer e Konsens. An dat ass dat, wat mer solle bäihalen. Dass ass eng gutt Lëtzebuerger Kultur. Soudatt am Fong geholl dësen Accord salarial, déi éischt zwee Punkten elo, déi mer haut hei stëmmen, nëmmen ze begrëssen ass. An ech ginn och an deem Sënn d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann ass et um Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Bon, virdrun hunn ech bemängelt, dass mer zwee Joer gebraucht hunn, bis mer e Punkt aus dem Accord salarial ëmgesat hunn. Dës Kéier ass et jo scho mol méi séier gaangen. Dat freet eis. An ech hoffen och, dass et esou weidergeet.

Mir ënnerstëtzen natierlech dësen Accord, dee mat der Gewerkschaft och ausgehandelt gouf, deen awer och ënner anere d'Valorisation vun der Responsabilitéitsprimm virgesäit. An ech mengen, dass mer och bei dëser Punktwäerterhéijung ganz vill Leit hei am Land hunn, déi wäerten dovunner kënnen profitéieren, och an Zäiten, wou awer vill Persounen vu steigende Präisser ënner Drock geroden.

E leschte Punkt, mengen ech, deen ech awer och nach wollt erwänen, wat och wichteg ass, dass ass, dass mer eis awer och sollten alleguerter weiderhi bewusst bliwwen, dass d'Leit an der Fonctioun publique all Dag eng wichteg Aarbecht um Terrain leeschten. An domadder gi mer och mat deem Projéit de loi eppes Klenges, mengen ech, zeréck.

An als leschte Punkt, dee mer awer och net sollte vergiessen, ech hunn et virdru scho gesot, wënschen ech mer awer och, dass mer weider déi nächst Punkten aus dem Accord salarial och esou schnell wäerten ëmsetzen an net elo eréischt an den nächste Jore vum Punkt 3 wäerte kënnen heibanne schwätzen.

Dat gesot, wäert ech natierlech menger Fraktioun proposéieren, dës Projéit de loi och matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass et un der Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspräsident, léif Kolleegen a Kolleginnen, haut stëmme mir of iwwert de Gesetzesprojéit 8510, deen de Konsens iwwert de Gehälteraccord betrëfft, deen tëscht der CGFP an der Regierung Enn Januar dës Joer ofgeschloss ginn ass.

Och ech proposéieren natierlech menger Fraktioun, dës Projéit matzestëmmen, well mir d'Kafkraaft gär ënnerstëtzen. Jidderee vun eis hätt gär gutt an effikass ëffentlech Servicer. An natierlech gehéiert dozou, dass déi zoustänneg Beamten ugemooose bezuelt ginn.

Am Géigesaz zum Privatsecteur sinn d'Beamten u sech duerch eng automatesch Upassung vun de Pailen all zwee Joer geschützt. Dat awer och nëmme bis zu engem bestëmmten Zäitpunkt vun der Karriär. De Meerwäert vun der weiderer Erfahrung a kontinuéierlecher Formatioun kënn da reng dem Employeur, also dem Staat, zegutt. Et ass verständlech, dass d'Beamten hei vun Zäit zu Zäit en eegenen Undeel fuerderen.

D'CGFP huet hir Fuerderung ënner anere domadder begrënn, dass eng allgemeng Lounerhéijung, fir de Verloscht vun der Kafkraaft ze kompenséieren, néideg wier, dass d'Attraktivitéit vum Staatsdéngscht vis-à-vis vum Privatsecteur ze erhale wier souwéi d'Unerkennung vum Asaz vun de Beamten an exigenten Zäiten, wéi während der Covidkris oder am Beräich vun der Justiz a Gesondheet, an den Erhalt vum soziale Modell hei zu Lëtzebuerg.

Dës si grondsätzlech verständlech Punkten. Et ass jo och d'Aufgab vun enger Gewerkschaft, knallhaart ze verhandelen a sech fir hir Leit anzesetzen. Mee mir dierfen net vergiessen: D'Joer 2024 huet de Staat en defizitäre Budget vu ronn 1,9 Milliarden Euro gestëmmt – kucke mer, ob mer wierklech op déi do Zomm kommen oder ob mer et packen, drënner ze bliwwen –, dat entsprécht 1,2 % vum PIB.

Dës Regierung war mam Versprieche vu stabille Finanzen an engem positive Schéiereffekt, wéi den Här Finanzminister dat ëmmer esou schéin nennt, ugetrueden. Eng Pist, iwwert déi den Här Finanzminister de positive Schéiereffekt wollt erreechen, war, beim Staat méi gedam nei anzustellen, och eng Lounerhéijung beim Staat wéi am Privatsecteur bei engem defizitäre Bilan net virstellen.

Trotz dësem Defizit ass déi selwecht Regierung awer prett, 1.500 nei Aarbechtsplazen dës Joer am ëffentlechen Déngscht ze schafen, wëssend, dass eng ronn 37.000 Leit aktuell am ëffentlechen Déngscht schaffen. Ass dat gedam? Doriwwer dierf sech jiddweree selwer eng Meenung bilden. Tëscht 2015 an 2023 ass d'Zuel vun den ëffentlechen Aarbechtsplazen ëm 46 % geklommen. A firwat? Well mir ëmmer méi op en onkontrolléierte Wuesstem histerien, mee dat wëll keen héieren.

Aus dem Communiqué vum Stätec vu leschten Donneschde geet ervir, dass déi meescht Astellungen 2024 op den ëffentlechen Sektour entfalen, mat engem Zouwuess vu 4 % am Joer 2024. A wann een dann awer am Verglach de Bausector kuckt 2024: en traurege Réckgang vu 4,3 %.

Als ADR wëlle mir kee Staat, deen onendlech wisst, mee e schlanken an effiziente Staat, dee sech op seng Kärufgabe konzentréiert. Dozou gehéiert fir eis eng Neiastellung mat Aemooss, eng héichwäerteg Formation continue, kombinéiert mat enger Prioritéit op intern Plazenausschreiwungen an, wat mer de Moien

och schonn erwänt hunn, eng kontinuéierlech Digitalisatioun an den Asaz vu KI, eng Simplification administrative op nationalem Niveau, déi deen Numm och verdéngt, eng nei Approche vis-à-vis vu Bréssel, fir d'Zuel vun Direktiven a Reglementer ze begrenzen, falls néideg och duerch eng „One-in-one-out“-Reegel, fir datt eis Beamten endlech mol déi kënnen effizient émssetzen, déi schonn a Kraaft sinn.

Komme mer zeréck zur Finanzéierbarkeet. Mir hunn nach eng Rei Zousazausgaben, notament an der Defense, ze budgetiséieren. Den Här Gusty Graas war virduun drop agaangen. Eng Gestiouen en bon père de famille an Zäite vun enger kontinuéierlecher Konjunkturkris bedeit fir eis, datt all nei Depensen Aspuerungen a gläicher Héicht op anerer Plaz entgéintstinn.

Här Chamberspresident, als ADR sti mir, wéi schonn ugangs gesot, zum Gehälteraccord. Mee mir stinn och zu den nächste Generationen. Mir froen eis als ADR: Wou ginn déi aktuell Zousazausgaben agespuert? Wat geschitt, wann d'Staatsfinanze sech weinst der Konjunktur nach weider verschlechteren? Et sollt een an deem Zesummenhang net vergiessen, dass och d'Leit am Privatsektor massiv u Kafkraaft verluer hunn. Den Index, esou wéi e funktionéiert, kompenséiert net wierklech déi real Käschte vun de Liewensausgaben. Do géllt et, d'Steiertabellen esou séier wéi méiglech unzepassen.

D'Ekonomie stagnéiert. De Privatsektor kämpft. An dat trotz engem Index, wou mir zwar och säit virgëscht wëssen, datt en elo erëm den 1. Mee 2025, also muer, mat 2,5 % kënn. Mir géifen et begrëssen, wann d'Regierung mat dem selwechte gudden Wëlle wéi beim Gehälteraccord vum öffentliche Déngscht géif un d'Aarbecht goen, fir och de Privatsektor ze entlaaschten a wirtschaftlech ze stäerken. Mir betounen et säit Joren, datt mir bei den Arbeitskonditiounen e Level-Playingfield tëscht Privat a Staat brauchen. Dofir dierfen d'Betriber net iwwerméisseg belaaucht ginn, fir d'Paie vum konkurréierende Patron, dat heescht, dem Staat, ze bezuelen.

Loosst mech zum Schluss vu menger Ried all de Mataarbechter am öffentlichen Déngscht Merci soen, déi eis Sécherheet garantéieren, Kanner ënnerrichten a soss vill onverzichtbar Déngschter ausüben. Ech soen Iech alleguer Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här Präsident. De Gehälteraccord, deen Ufank des Joers tëscht der CGFP an dem Staat virgestallt gouf, beinhalt eng ganz Rëtsch inhaltlech Punkten. Mir wäerte warscheinlech an deenen nächste Méint, an hoffentlech net an allze vill Joren, nach e puermol an der Chamber heiriwwer schwätzen. Haut geet et emol ëm, ech géing soen, dee prominentste Punkt, an zwar d'Hausse vun 2 % vum Punktwäert an d'Erhéijung vum Echelon fir d'Postes à responsabilités.

Mir ënnerstëtzen dese Gehälteraccord. Mir ënnerstëtzen dese Projet de loi. A well meng Virriedner zu engem groussen Deel schonn exzellent Punkten erwänt hunn, brauch ech dat net méi ze maachen. An dowéinst Merci fir d'Nolauschten.

A wéi gesot, ech suggeréieren deene Gréngen eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Madamm Bernard. Dann huet d'Wuert den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här Präsident. Mir wäerten déi Erhéijung selbstverständlech och matstëmmen. Déi mécht och Sënn.

Et ass och net ... Et muss een oppassen: E Staat, d'Finanze vun engem Staat, dat ass net ze vergläiche mat de Finanze vun engem Stot, zum Beispill. An ech hat e bëssen esou den Androck, zemoos vusaite vun der ADR, ze héieren, datt ee misst awer oppassen an enger Zäit vun engem defizitären Staat, deen net esou defizitär ass, wéi e vun der Regierung selwer ëmmer erëm presentéiert gëtt. Mee soit, souguer wann en e bëssen defizitär wier oder wann en defizitär wier oder méi defizitär wier, ass déi Gläichung, ze soen, „O, do muss een elo manner Staatsbeamten astellen“, dat géif net goen ... Dat ass net wouer. An ech mengen och, et dierf een net vergiessen, de Privatsektor, deen huet immens vill drun ze gewannen: Déi, déi schlussendlech hei am Land nach iergendwéi eng Kafkraaft hunn, dat si ganz oft d'Leit aus der Fonction publique.

Mir hu gëschter iwwert den Horeca geschwat. An et ass e Problem. An et ass e Problem, well mir sinn natierlech – also mir als déi Lénk –, mir si fir eng konsequent Erhéijung vum Mindestloun. Also wann et un eis géif leien, dann hätten d'Aarbechterinnen an Aarbechter am Privaten ... géif et hinne vill besser goen. Mee d'Majoritéit vun der Chamber wëllt dat net. An ech mengen souguer, datt d'ADR dat och net wëllt, wann ech dat richtig verstinn. Mee déi zwou dierf een net géinteneen ausspille.

Mir hu gëschter iwwert den Horeca geschwat, zum Beispill. Mee jo, mee justement, och wann d'Leit aus dem öffentliche Sektor, wou een och net soll iwwerdreiwen ... Et hänkt och vun de Karriären of. Wann een de Käschtepunkt hautzedaags kennt, och am Logement et cetera, ass dat guer net méi esou fantastesch, wéi dat duergestallt gëtt. Mee dat sinn och Leit, déi weiderhi consomméieren, also och de Privatsektor weiderhin un d'Boomen halen. Well wann d'Leit all esou géifen de Mindestloun verdéngen, wéi en oft am Privatsektor bezuelt gëtt, da géif de Privatsektor selwer net méi funktionéieren, well e seng Saachen net verkaaft krit.

An duerno, ech mengen och, mir brauchen nach méi Leit am öffentlichen Déngscht. Mir hunn och ëmmer méi Besoinen. Ech hunn nach viru Kuerzem zwou Question-parlementaire gestallt, wou ech allkéiers plus ou moins déi selwecht Äntwert kréien. An déi betrëfft souguer de Fonction-publiques-Minister an den Ëmweltminister. Et ass jo de selwechten. Zum Beispill hu mer e Problem am Ëmweltministère: Elo ass den Traitement vun de Subventionne vun Ëmwelt-ONGe suspendéiert ginn. Firwat? Well net genuch Leit do sinn, fir dat ze traitéieren. Dat ass awer e reelle Problem. D'Subvention Loyer: Do si Leit, déi waarden dräi Méint, sechs Méint, aacht Méint op hir Subvention Loyer. Firwat? Well net genuch Fonctionnaires do sinn, fir déi Dossieren ze traitéieren.

Dat heescht, mir brauchen nach vill méi Leit a mir mussen de Staat tatsächlech vill méi attraktiv maachen. A mir mussen eng richtig Offensiv maachen u sech, fir Leit anzustellen, fir och de Besoinen vun deser Gesellschaft Rechnung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Villmools merci, Här Präsident. Och nach eng Kéier Merci dem Maurice Bauer als Rapporteur fir säi Rapport. An och alleguerten den Deputéierten, déi hei Positioun dozou geholl hunn. A sou wéi ech jo

gesinn, gëtt et en unanimen Accord zu desen éischten zwee Punkten aus dem Accord salarial, dee mer dëst Joer mat der CGFP gemaach hunn. Et entsprécht och deem, wat mer an der Fonction-publiques-Kommis-sion gesinn hunn, wéi mer deen Accord salarial virgestallt hunn. Fir d'éischt der Chamber, sou wéi et sech gehéiert. Och do war eng unanime Ënnerstët-zung schonn do. Dofir soen ech emol e ganz grouse Merci.

Déi Verhandlungen waren effektiv, wéi dat scho be-tount ginn ass, ganz konstruktiv an och ganz respekt-voll gefouert ginn. Verhandlungen, do geet et ëmmer drëms, datt een am Ufank natierlech Erwaardungen huet, béid Säiten, déi sech dann iergendwou herno muss kënnen an der Mëtt treffen, Kompromësser agoen. An déi Dispositioun, déi war op béid Säiten do. An dat ass eng ganz flott Erfahrung gewiescht.

Et ass den éischten Accord salarial, deen ech op jidder Fall um Niveau vum Staat ausgehandelt hunn. Ech hat virdu schonn eng Kéier den Accord salarial am Numm vum Stater Schafferot mat de Gemengenaar-bechter aus der Stad Lëtzebuerg verhandelt, mat de Kolleegen aus dem Schafferot dunn deemools. Och dat war ganz konstruktiv. Ech hunn also do zweemol kënnen déi Erfahrung maachen.

An ech mengen, et ass jo och e wichtige Sektor, dat ass hei e puermol och vun de Kolleegen Deputéierte betount ginn. Den öffentliche Sektor huet essentiel Missiounen ze erfëlle fir eis Matbiergerinnen a Mat-bierger. D'Madamm Schoos hat dat eng Kéier kuerz zum Schluss erwänt. Et sinn déi Leit, déi eis Kanner erzéien, hinnen e Wësse bäibréngen. Et sinn déi Leit, déi eis schützen. Et sinn déi Leit, déi eis Demarché beaarbechten, wa mer Subsidien zum Beispill ufroen oder Steieren anzeien. Alles, wat mer brauchen, fir datt dee Staat hei ... Jo, dat muss och gemaach ginn, et ass ganz wichteg. Soss funktionéiert eng Gesell-schaft net. Et sinn also essentiel Missiounen, fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt ze stäerken, fir e Land um Lafen ze halen, fonctionéieren ze dinn.

An dowéinst muss een dat och ëmmer betounen, well dacks gëtt jo an esou Momenter, wou en Accord verhandelt gëtt an erfondt gëtt, duerno vill doriwwer geschwat, datt et onfair wär. An da gëtt ëmmer ver-sicht, den öffentlichen an de Privatsektor géinte-neen auszespillen, obwuel een dat beim beschte Wëllen net maache kann. Et gëtt och net „den“ öffent-leche Sektor. Et gëtt ganz vill verschidde Karriären, Berufsbiller beim Staat. An dat selwecht géllt fir de Privatsektor. Do gëtt et net „de“ Privatsektor. Et gëtt ganz ënnerschiddlech Secteuren, vun engem Bankesektor iwwer Handwerker – dat kann een net matenee vergläichen. Do gëtt et jo och verschidden Accorden. An do geet et vu bis.

Natierlech hätte mir gären als Regierung, datt et souwuel dem öffentliche Sektor wéi dem Privat-sektor soll goen. An dowéinst versicht jo eng Regierung, iwwert déi Moyenen, déi se huet – Steuer-politik op där enger Säit, Investissementer op där anerer Säit, Reformen, den administrative Beräich –, datt mer och am Staat besser fonctionéieren, datt do eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter gutt kënn schaffen, datt se performant sinn, gutt forméiert sinn, gesond sinn, equilibréiert sinn. An dat selwecht awer och am Privatsektor, datt d'Konditiounen gutt sinn, fir datt mer kënnen hei zu Lëtzebuerg wirtschaften, datt weiderhin och ka Räichtum geschafe ginn, deen dann herno och soll erëm gerecht ëmverdeelt ginn, fir datt jiddwereen och säi berechtigten a gerechten Undeel vun där Gesamtleschtung kann hunn an dee fir sech a seng Famill kann notzen.

Do ginn dann d'Meenungen auserneen, wéi een dat soll maachen. Bon, dat ass da Bestanddeel vun eiser

politescher Kultur hei zu Lëtzebuerg an der Demokratie. Mee dat sinn awer déi Moyenen, déi mer als Regierung hunn. An dës aktuell Regierung schafft och dorunner. Ech mengen, den 13. Mee wäert de Staatsminister seng Ried zur Lag vun der Natioun halen. An do ass dann och de Moment komm, fir de Punkt ze maachen: Wou sti mer a wou wäerte mer higoen?

Mir hunn eis jiddwerfalls, wéi mer mat der CGFP a Verhandlung getruede sinn, och e klore Kader gesat. Mir wëssen awer, wéi d'Situatioun vum Budget mam Staat ass. Dat heescht, dat war e klore Kader. Mir hunn natierlech och am A behalen: d'Perspektive vum Wuesstum, vum Wirtschaftswuesstem hei zu Lëtzebuerg, mee awer och an der Eurozon, an der Europäescher Unioun. A selbstverständlech déi geopolitische Spannungen an dee geopolitische Kontext, deen eeben deen ass, deen en ass. A wou den Drock héich ass op de Westen, fir och seng Militär- a seng Defenseausgaben an d'Luucht ze setzen.

Dat alles zesummegehooll war also dee grouse Kader, an deem mer eis beweegt hunn a wou mer mat de Kolleege vun der CGFP dann doriwwer verhandelt hunn, fir eis da schlussendlech op en Accord ze eenegen, deen, ech mengen, awer ganz rasonabel ass an deen och eng Unerkennung ass fir déi Aarbecht, déi all Dag vun eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter, souwuel beim Staat wéi bei de Gemengen, geleescht gëtt. Dat ass erwänt ginn och vum Rapporteur, vun aneren Deputéierten: Déi Punktwärterhéijung, déi applizéiert sech direkt op de Gemengesektor. Do muss net nach e weidert Gesetz gestëmmt ginn. Mee déi Punkten, déi erhéicht gi bei de Postes à responsabilités particulières, déi mussen iwwer e Règlement grand-ducal emgesat gi vum Kolleeg Inneminister, deen awer amgaangen ass, mat senge Leit drun ze schaffen an deen déi och wäert an d'Prozedur ginn. A mir hunn eis jo och eens gemaach, och mat Iech, an de Kommissiounen, datt mer, soubal beim Inneminister Texter iwwer seng Commission centrale gaange sinn, dann eng Commission jointe solle maachen tëschent Fonction publique an Interieur, fir da kënnen doriwwer mat Iech ze schwätzen. An dat wäerte mer och anhalen.

An nach e weidere wichtege Punkt ass net ze vergiessen: D'Gesamtkäschte vun deem ganzen Accord salarial sinn natierlech méi grouss wéi eleng hei déi Punktwärterhéijungen. Ech schwätze vu ronn 272 Milliounen Euro, deen den Accord de Staatsbudget wäert kaschten. Et muss een awer och bedenken, datt mer kënnen dovunner ausgoen, ongeféier geschat, datt 80 Milliounen Euro iwwer Steieren och erëm wäerten zeréck an de Staatsbudget goen. Dat eent ass also brutto, dat herno netto. Also et ass net esou, datt dat reng Nettoausgabe sinn. Dat sinn ëmmer Bruttoausgaben.

Ech sinn op jiddwerfalls och frou, datt mer och dank Iech, och dank dem Staatsrot, muss ee soen – jiddwereen huet hei seng Roll ze spillen an der legislativer Prozedur –, séier duerch déi éischt zwee Punkte komm sinn. Ech hat u sech mat der CGFP an deem Accord ënnerschriwwen, versprach, datt mer dësen Text spéitstens op den 1. März géifen deposéieren. Dat hu mer agehalen. An elo, all zesummen, hu mer dës Gesetzesprojekt also schonn Enn Abrëll, virum 1. Mee, dann ... hutt Dir dee gestëmmt. An déi Punkten 3 a 4, do hunn ech de Projet de loi deposéiert, fir déi ëmzesetzen. Dat ass de 8524. An ech hunn och schonn de Punkt 5 an engem Projet de loi deposéiert. Dat ass de Projet de loi 8528. Och sou, wéi mer dat festgehalen hu mat der CGFP an deenen Delaien, déi mer an deem Accord ausgeschriwwen hunn. An do sinn ech och optimistes, datt, wa jiddweree seng Roll spillt, mer och wäerte séier derduerchkommen an datt dat dann net esou laang wäert daueren, bis mer herno no an

no dësen Accord salarial wäerte kënnen fir eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter ëmsetzen.

An dofir soen ech Iech e grouse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8510 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8510³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8510 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmege ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach (par M. Jean-Paul Schaaf), Emile Eicher (par Mme Nathalie Morgenthaler), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel (par Mme Barbara Agostino) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par Mme Alexandra Schoos), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8408 – Projet de loi portant abrogation de la loi du 11 décembre 1967 portant création d'un fonds communal de péréquation conjoncturale

Da komme mer zum nächste Projet de loi, dem Projet de loi 8408 iwwert d'Ofschafe vum Fonds communal de péréquation conjoncturale. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell avec rapport et sans débat ass an deemno folgendermoossen opgedeelt ass: D'Rapportrice huet 5 Minutten an d'Regierung, wa se wëllt, och 5 Minutten. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorerabel Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Här President, léif alleguer, mat dësem Gesetzesentwurf, deen den Inneminister den 3. Juli d'lescht Joer hannerluecht huet, wëlle mer haut de Fonds communal de péréquation conjoncturale, deen net méi zäitgeméis a passend ass, ofschafen.

Dës Fong ass 1967 an d'Liewe geruff ginn, fir d'Finanz vun de Gemengen auszegläichen, dat heescht, fir op massiv Réckgang bei den uerdentlechen Einnahmen oder bedeitend Erhéijung vun de Käschten no enger wirtschaftlecher Reessioun bei de Gemenge kënnen ze reagieren.

Dës Fong ass souwuel vum Staat wéi och vu verschiddenen Einnahme vun de Gemenge gespeist ginn. 1975 si fir d'lescht Suen abezuelt ginn an 1985 si fir d'lescht Suen opgehuwe ginn. De Staat huet säi ganzen Deel am Kader vun der Division Anticrise zeréckgehooll. De Fong besteet haut nach ëmmer a säi Guthabe beleef sech zënter Mäerz 2015 op genee 52.191.668,82 Euro.

Et gëtt e puer Grënn, firwat dës Fong net méi zäitgeméis a passend ass an dofir soll ofgeschaf ginn.

Esou sinn d'Zougangsbestëmmungen, fir d'Suen aus dem Fong kënnen ze huelen, enorm exigent a komplex. Et muss emol als Éischt e massive Réckgang vun den uerdentlechen Einnahmen vun de Gemengen oder eng bedeitend Erhéijung vun hiren Ausgabe ginn. Méi oder manner siichtbar Schwankunge ginn hei net duer. Ausserdeem muss dës grouse Réckgang bei den uerdentlechen Einnahmen all Gemeng oder op d'mannst déi grouss Majoritéit vun de Gemenge betreffen. Schlussendlech muss de Réckgang vun den Einnahmen d'Resultat vun enger wirtschaftlecher Reessioun sinn.

Zënter 1983 gesinn d'Budgetgesetzter awer och all Joer vir, dass den Inneminister oder d'Inneministesch deene Gemengen, deenen hiren uerdentleche Budget net am Gläichgewicht ass an déi eng Ufro stellen, een Deel oder hire ganzen Deel, dee si an de Fong abezuelt hunn, kënnen zeréckbezuelt kréien. Bis haut hunn zwou Gemengen dovun Gebrauch gemaach an hire ganzen Deel zeréckbezuelt kritt. Et handelt sech sech heibäi ëm Esch a Walfer.

De Fong war am Ufank als nationaalt Instrument geduecht, fir d'Wirtschaftspolitik an d'Konjunktur ze koordinéieren an drop anzewierken. Dat aktuell Guthabe vum Fong erlaabt et awer net, dës Funktioun ze erfëllen.

De Fong ass net an der Lag, eng zäitno Hëllef ze bidden an entsprecht net méi den Ufuerderunge vun der Solidaritéit tëschent de Gemengen. Als Beispill kann een d'Gemeng Biwer nennen, déi nëmmen e Guthabe vun 116,59 Euro am Fong huet.

Et ass och ze bemierken, dass de Fong zu enger Zäit geschaf gouf, wou d'Gemengegewerbesteier bei Wäitem déi wichtegst Akommesquell vun de Gemenge war. Zënter der Aféierung vum FDGC, dem Fonds de dotation globale des communes, kréien d'Gemengen awer zwee Drëttel vun hiren Einnahmen iwwert dës Wee. Domat ass d'Argument vum urspréngleche Gesetzgeber geschwächt.

D'Tatsaach, dass d'Guthabe vum Fong scho jorelaang onverännert bleift an dass de Fong schonn zënter 50 Joer net méi gefiddert gëtt, huet och aner Acteuren an Actricen, sou wéi beispillsweis d'Cour des comptes, dozou bruecht, d'Daseinsberechtigung vum Fonds communal de péréquation conjoncturale a Fro ze stellen.

Aus all dës genannte Grënn mécht et absolut Sënn, de Fonds communal de péréquation conjoncturale

ofzeschaffen an d'Guthaben, wat nach am Fong ass, zeréck op d'Gemengen ze verdeelen.

Här President, léif alleguer, ech wéilt nach kuerz op déi verschidden Avisen ze schwätze kommen. Et waren der véier am Ganzen a si hunn alleguer hir vollsten Zoustëmmung ginn. Et waren dës déi vun der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce, dem Syvicol an dem Staatsrot.

Ofschléissend wëll ech Iech nëmmen nach preziséieren, dass dëst Gesetz et de Gemengen erlaabt, a vollster kommunaler Autonomie d'Suen, déi se zeréckkréien, och do anzesetzen, wou se gebraucht ginn. Ech woen emol ze behaapten, dass sämtlech Gemegepolitiker a -politikerinne sech natierlech iwwert dës Finanzspréitz freeën.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

Dann ass d'Wuert fir d'Regierung, wa se wëllt.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Ech soe Merci fir de Rapport an och déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet. An ech si frou, wann ech déi Suen da ka liquidéiere fir d'Gemengen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Elo komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8408. Den Text steet am Document parlementaire 8408⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8408 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. E klengen Effort nach. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugehol.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Jean-Paul Schaaf), Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher (par Mme Nathalie Morgenthaler), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Octavie Modert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel (par M. Guy Arendt) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Ben Polidori), Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par Mme Alexandra Schoos), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8409 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juin 1976 portant

1. création d'un fonds de chômage ;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

An da komme mer zum leschte Punkt vun dëser Sëtzungswoch, an zwar dem Projet de loi 8409, enger Upassung vum System vun de Gemegebäiträg zum Fonds pour l'emploi. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Deen ass nach ëmmer de selwechte wéi bei deenen zwee éischten Texter. An et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, den Här Luc Emering, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Här President, léif alleguer, d'Haaptzil vun dësem Gesetzesentwurf, deen den Inneminister den 3. Juli 2024 hannerluecht huet, ass et, de System vun de Gemegebäiträg an de Fonds pour l'emploi, de Beschäftigungsfong, ze reforméieren an domat méi gerecht fir d'Gemengen ze maachen.

Am Kader vun der Gemegefinanzreform, dat ass d'Gesetz vum 14. Dezember 2016, déi zur Schafung vum FDGC, de Fonds de dotation globale des communes, gefouert huet, gouf decidéiert, dass d'Gemengen 2 % vun hiren Einnahmen aus der kommunaler Gewerbesteier, dem ICC, dem Impôt commercial communal, an de Beschäftigungsfong missten abezuelen.

D'Verdeelung tëschent de Gemeinde gouf mat zwee getrennte Bäiträg gemaach, wat awer zu Ongläichheete gefouert huet. Sou hunn zënter 2021 manner wéi een Drëttel vun de Gemengen an de Fong abezult. Ausserdeem war fir eng Majoritéit vun dëse Gemengen hire Bäiträg an de Beschäftigungsfong méi héich wéi hir direkt Bedeelegung um Ertrag vun der kommunaler Gewerbesteier.

Dëse Gesetzesentwurf soll also elo dës Ongläichheet erëm ofbauen, andeems e méi gerechte Bäitragsystem agefouert gëtt, deen op neien a vereinfachte Methode berout. D'Berechnung vun de Gemegebäiträg baséiert sech elo op den direkte Bäiträg vun all de Gemengen um Ertrag vun der Gewerbesteier, déi op hirem Territoire generéiert gëtt, verglach mam Gesamtbäiträg vu sämtleche Gemengen. Sou dréit an Zukunft all Gemeng a Fonctioun zu hirer finanzieller Capacitéit bäi.

All Gemeng bezilt hire relativen Undeel vun den 2 % vum Gesamtbetrag vun der kommunaler Gewerbesteier, wat méi transparent a gerecht ass an och de Prinzip vun der Solidaritéit tëschent de Gemeinde respektéiert, well souwuel d'Verfassungsgeriicht wéi och d'Verwaltungsgeriicht fannen, dass dësen aktuelle System eeben dësem Solidaritéitsprinzip net gerecht gëtt.

Här President, léif alleguer, ech wéilt nach gäre chronologesch op déi verschidden Avisen agoen, déi erakomm sinn.

De Syvicol huet dëse Gesetzesentwurf den 30. September d'lescht Joer majoritär begréisst a gläichzäitig drop opmierksam gemaach, dass déi finanziell Belaaschtung fir déi meescht Gemeinde géifen zouhuelen an dës Bäiträg och laangfristeg misste sécher gestallt an ageplangt ginn.

D'Chambre de Commerce huet hir Zoustëmmung den 11. Dezember d'lescht Joer ginn.

Déi héich Kierperschaft huet an hirem Avis vum 21. Januar vun dësem Joer e puer legistesche Verbesserungsverschléi gemaach, awer och eng formell Opposition. Sou huet de Staatsrot et juristesche onsécher fonnt, d'Gesetz retroaktiv ze applizéieren.

A senger Dépêche vum 31. Mäerz (veuillez lire: 28. Mäerz) vun dësem Joer konnt den Innenminister dem Staatsrot awer plausibel erklären, wéi hie sämtlech Konditiounen vun der Retroaktivitéit erfëllt huet. Dat apart, andeems hie souwuel de Syvicol wéi all d'Gemengen offiziell a matzäiten informéiert huet, sou dass déi héich Kierperschaft an hirem zousätzlechen Avis vum 4. Abrëll hire Widerstand opgehuewen huet.

Här President, erlaabt mer, elo meng Kap als Rapportrice ofzeleeën an am Numm vun der CSV-Fraktioun ze schwätzen.

Discussion générale

Wéi virdru scho gesot, huet den aktuelle Berechnungsmodus vum Beschäftigungsfong zu Ongläichheeten tëschent de Gemeinde gefouert. Zënter 2021 hu manner wéi een Drëttel vun de Gemengen an de Beschäftigungsfong abezult. 2021 waren et 31 Gemengen, 2022 nach 28 Gemengen an 2023 nëmmen nach 27 Gemengen.

Am Joer 2023 schwätze mer also vun engem Gesamtbetrag vu 25,43 Milliounen, deen an de Beschäftigungsfong abezult ginn ass, deen awer nëmme vu 27 Gemeinde gestëmmt ginn ass.

Wat nach derbäikënn, dat ass, dass de Betrag vu méi wéi der Hallschent vun de Gemengen, déi abezult hunn, méi héich ass wéi hir Direktbedeelegung um Ertrag vun der kommunaler Gewerbesteier.

Hei nëmmen zwee Beispiller, fir dës Diskrepanz ze illustréieren: De Betrag vun der Gemeng Wëntger louch 2023 bei 3 Milliounen, während hiert Akommes aus der direkter Participatioun um Erléis vum ICC sech nëmmen op 1,7 Milliounen belaf huet.

D'Gemeng Wäiswampech dréit 2,1 Milliounen zum Fong bäi, kritt awer nëmmen 1,6 Milliounen aus der direkter Participatioun um ICC eraus. Heibäi däreer een net vergiessen, dass all déi aner Gemeinde guer näischt abezult hunn.

Dëse Gesetzesentwurf soll dann elo dës Ongläichheeten op Basis vum Solidaritéitsprinzip tëschent de Gemeinde reduzéieren an de Berechnungssystem méi transparent, awer virun allem och méi gerecht maachen.

Mir begréissten als CSV dës méi grouss Equitéit tëschent de Gemengen, wou all Gemeng sech um Beschäftigungsfong bedeelegt, an net déi eng vill an anerer guer net. Den neie System garantéiert, dass all Gemeng no hirer finanzieller Capacitéit zum Beschäftigungsfong bäidréit.

Als CSV begréisste mer dann natierlech och, dass den Inneminister dësen Entwurf an enker Zesummenaarbecht mam Syvicol ausgeschafft huet.

Aus all dëse Grënn ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Noleschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Morgenthaler villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mündleche Rapport. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet gëtt de System vun de Gemengecontributiounen fir de Fonds pour l'emploi reforméiert. Et ass scho vun der Madamm Morgenthaler gesot ginn: Et sinn e puer Inegalitéiten festgestallt ginn, déi mat dësem Projet adaptéiert ginn. An dat ass ausdrécklech ze begrëssen. Verschidde Gemenge bezuele méi a wéi dat, wat se zréckkréien, hu mer héieren. An effektiv manner wéi een Drëttel vun de Gemenge contribuëiert aktuell iwwerhaapt an de Fong.

Ab elo sollen d'Gemenge just hirer reeller Capacitéit no abezuelen, an dat am Sënn vu méi Solidaritéit a Gerechtegkeet zwëschen de Gemengen. Dësen neie System wäert et erlaben, déi finanziell manner staark Gemenge vun héijen an disproportionelle Contributiounen ze verschounen.

Als DP si mir selbstverständlech mat dësem Projet averstanen, an ech ginn dofir heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Dann ass d'Wuert fir den Här Dan Biancalana. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen, dréit zu enger Reform vun der Reform vum Fonds pour l'emploi bäi, deem 2016 am Gesamtpackage vun der Reform vun de Gemengefinanzen an d'Weeër geleet gouf. An heibanne si jo eng Partie Deputéiert, déi och um lokalen Niveau aktiv sinn an dowéinst natierlech dann och, ënner anerem, direkt vun der Reform a vun där neier Contributiounsbäitragformule betraff sinn.

Ech mengen, pour rappel – et ass nach net ernimmt ginn –: De Fonds pour l'emploi gëtt jo virun allem vum Aarbechtsministère verwalt. An op dee gëtt jo effektiv zréckgegraff, zum Beispill am Kader vu Fäll, wann Indemnisiounen och nach solle stattfannen um Niveau vum Personal. An dës Fong gëtt säit der Gemegefinanzreform vum Joer 2016 – mir hunn et héieren – vun e puer Gemengen op Basis vun enger méi komplexer mathematescher Formel gespeist.

Dës baséiert zu engem Deel um Solidaritéitsprinzip, datt déi Gemengen, deenen hir Recetten iwwer e gewëssene Prozentsaz vun der Moyenne vun de kombinierten nationale Recettë par population ajustée vum Impôt commercial ginn, aner Gemengen, bei deenen dës net de Fall ass, am Fong matkompenséieren. An anere Wieder – an ech mengen, dat war jo e bëssen d'Steckepäerd vun der Finanzreform bei de Gemengen –: Déi Gemengen, déi méi substanzuell Recettë par habitant ajusté kréien, solle méi an dës Fong abezuelen – och wann d'Reform vun 2016 am Fong déi Diskrepanzen, wat déi Pro-Kapp-Dotatioun ugeet, jo effektiv deementspreechend méi kleng gemaach huet. An ech mengen, mam Vott vun dësem Gesetz fällt dës Logik natierlech deementspreechend ewech.

D'Gemengen, déi abezuelen – Stand 2023, dat konnte mer hei effektiv liesen –, dat sinn der 27 Stéck. An d'Bestëmmung, effektiv, ass nom aktuelle System individuell, fir kollektiv kënnen ze entlaaschten, well déi betraffe Gemenge contribuëiere jo zesummen en

totale Montant vun 2 % vum Impôt commercial um nationale Plang.

Esou entlaaschte si d'Gemengen, deenen et finanziell am Fong net esou gutt geet. An do deelen ech effektiv d'Aschätzung vum Här Emering net. Ech mengen, mir sinn hei am Kader vun enger Solidaritéit, déi ze spillen huet. A mir stinn och als LSAP fir déi Solidaritéit. Mir gesinn am Fong awer de Wee dohinner ganz kloer anescht.

Et kann een natierlech higoen – an, ech mengen, dat ass jo och hei e puermol ernimmt ginn, an dat ass jo och bei dësem Gesetz de Fall – a soen, dat wier natierlech net solidaresch, dat Gesetz, dat bis elo appliquéiert gouf. Mee den aktuelle System baséiert awer op deem Gedanken, wéi gesot, dass déi méi staark Gemengen iwwert d'Pro-Kapp-Dotatioun, déi se hunn, déi aner och deementspreechend mathuelen. Och dat ass e Wee vun der Solidaritéit. Mee d'Interpretatioun dovunner an de Wee dovunner ass deementspreechend an anere wéi deen, deen 2016 gaange ginn ass, par rapport zu deem, deen et elo deementspreechend gëtt.

An hannert där Logik vun 2016 sti mer och ganz kloer als LSAP, well, mengen ech, iwwert deen heite Wee och déi aner Gemengen domat effektiv profitéiert hunn, wann effektiv méi staarkgestallte Gemengen, déi awer laut der Landesplanung effektiv och emol eng Rei Attributiounen haten, déi aner och matgehooll hunn.

Mat dëser Reform vun haut droen natierlech all d'Gemengen elo direkt zu der Speisung vum Fonds pour l'emploi bäi. An hir finanziell Capacitéit gëtt do gekuckt. An natierlech dréit och déi ekonomesch Fluktuatioun deementspreechend mat. Mee am Fong si mer elo effektiv an der Logik, dass de System vun enger Pro-Kapp-Dotatioun op e System eriwuergeet, wou am Fong jiddweree contribuëiert. An effektiv, mengen ech, ass dat eng aner Approche.

An et kann een och gesinn – virdru sinn hei Zuele genannt ginn –, dass den aktuelle Mechanismus, deen och op zwee Niveaue gespilt huet, deen elo am Fong hei reforméiert gëtt, et natierlech dozou bruecht huet, dass verschidde Gemengen agespeist hunn an anerer net – well och eng aner Logik vorhande war.

Mee dat heescht zum Beispill – an ech wëll se hei awer opzielen, well mer et och am Projet de loi hei kloer hunn –, dass eng Stad Esch an Zukunft dann och 780.000 Euro wäert dozou contribuëieren, mee wou mer awer wëssen, dass och duerch d'Gemegefinanzreform hir Pro-Kapp-Dotatioun insgesamt effektiv net an der Hitparad ass. Suessem: 398.000. Beetebuerg: 410.000. Mamer: 600.000. Hesper: 813.000. Kärjeng: 272.000. Ettelbréck: 110.000. Iechternach: 175.000. Diddeleng: 190.000. Schëffleng: 210.000. Dat sinn déi Gemengen, déi elo méi abezuelen. A mir hunn natierlech och Gemenge wéi Leideleng, déi bezuelen 1,4 Milliounen manner; Nidderaanwen: 1,7 Milliounen manner; Contern: 1,4 Milliounen manner; Clief: 1,5 Milliounen manner.

A mir wëssen natierlech och: D'Gemenge Leideleng an Nidderaanwen hate jo um Tribunal administratif respektiv herno op der Cour administrative heigéint geklot – ënner anerem. Si sinn och generell géint de Modus vum Impôt commercial virgaangen an hunn hei net Recht kritt. An effektiv huet d'Cour administrative gesot, mengen ech: „De Mechanismus ass hei en place, a wann een deen ännere muss, da muss een dat natierlech iwwert d'Gesetz maachen.“ Dat gëtt jo dann hei gemaach. Also ass och dës Ännerung e resolut politesche Choix.

Wéi gesot, als LSAP sti mer hannert der Solidaritéit tëscht de Gemengen. Mee de Wee, fir deen effektiv

ze goen, wär fir eis en aneren. Héich Recettë pro Kapp heescht am Fong geholl elo net méi, datt ee méi contribuëiere muss – au contraire. Mir kommen also an eng komplett nei Logik.

Et konnt een natierlech feststellen, dass verschidde Gemenge méi contribuëiert hu wéi dat, wat se vum Impôt commercial haten. Mee och hei hätt ee sécherlech effektiv kënnen en anere Modus eraussichen, notament am Kader, zum Beispill, vun enger Brems, wann een esou Situatiounen gesäit. Mee natierlech hätt ee sech och misse méi Aarbecht maache ronderëm dee ganze Calcul vun der Contributioun! Sou wéi dat och 2016 deementspreechend gemaach gouf. Haut gëtt gesot, dass jiddereen effektiv muss 2 % vum ICC contribuëieren.

Also, wéi gesot, mir wäerten eis bei dësem Projet als LSAP enthalen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet den Här Tom Weidig d'Wuert. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir begrëssen, datt dës Reform kënn, well se Ongerechtegkeeten an aktuelle Gesetz rectifiéiert. Et ass wichteg fir d'Fairness, datt all d'Gemenge jee no hirem Steuerakommes bäisteieren. Et kann een natierlech trotzdeem d'Fro stellen, firwat datt déi lescht Regierung dat net am éischte Worf gemaach huet. Duerfir wäerte mir dës Gesetz matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech limitéiere mech drop, den Accord ze gi vun deene Gréngen no den ausféierlechen Erklärungen vun der Rapportrice.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech verstinn déi Explikatioun vum Här Biancalana, mengen awer, datt deen heiten Text een ass, dee bestoend Inegalitéiten aus dem Wee raumt. An et misst ee sech effektiv d'Fro stellen, wat d'Contributiounsfäegkeet generell vun de Gemengen an de Fonds pour l'emploi ugeet. Do, mengen ech, géifen et och nach Piste ginn, wéi ee vläicht och nach interkommunal aner Gerechtegkeetsmechanisme kéint aféieren, sou datt déi, déi wierklech ganz vill hunn, och kënnen zu deem Deel participéieren, wéi dat, mengen ech, richteg wier.

Ech mengen awer, datt dat heiten zumindest eng bestoend Ongerechtegkeet aus dem Wee raumt, an duerfir stëmme mer dat heite mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet d'Regierung ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Den Här Wolter freet nach d'Wuert. Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, ech muss soen, dass d'Contributioun vum Kolleeg vun der LSAP mech natierlech dozou bréngt, e puer Saachen ze soen.

Une voix | A!

M. Michel Wolter (CSV) | Well alles, wat elo hei esou am gudden Einverständnis komm ass, dat war 2016 eng Risendiskussioun! Déi Aart a Weis, wéi den LSAP-géféierte Ministère déi Reform gemaach huet – déi fir

mech schonn deemools eng ongerecht Reform war a bleift an dat och bis elo bewisen huet –, dat war ganz staark contestéiert.

Dat, wat elo hei gemaach gëtt ... A meng Gemeng gehéiert dann zu deenen, déi méi mussen bezuelen, well eeben de Modus geännert gëtt. Elo kann een iwwer all Modus diskutéieren. Deen heiten ass net méi an net manner schlecht. En ass, menger Meenung no, souguer besser, méi gerecht am Verglach zu de Gemenge wéi deen, deen deemools gemaach ginn ass.

Also dofir sinn ech, contrairement zu Iech, ganz frou, dass dat elo aneschtens geschitt. Mee et ass awer nëmmen en Deel vun deem, wat den Här Kersch eis deemools hei imposéiert huet a wat mat de Stëmme vun der deemoleger Majoritéit gestëmmt ginn ass.

Deen zweeten Deel, dat ass déi gepoolte Contribution vun de Gemengen un d'Pensiounskeess, déi och 2016 agefouert ginn ass, a wou ech de Minister wollt froen – vu dass dat hei een Deel ass vun där Reform –, ob en och amgaangen ass, dorunner ze schaffen, deen Deel vun der Reform och zréckzemaachen.

Ech erënneren drun, dass mir haut an engem System liewen, an deem d'Gemengen, déi net vill Leit hunn an déi probéieren, hir Aarbecht ordentlich ze maachen, mat därer contribuieren un de Pensiionscotisationsvun deene Gemengen, déi ganz vill Leit hunn.

An ech kann eigentlech net novollzéien, bis haut, dass ee muss contribuieren fir Leit, déi net bei engem selwer schaffen. Och eng Gemeng ass Patron. A wann een als Gemeng Patron ass, da soll ee contribuieren fir déi Leit, déi bei engem schaffen. An et soll een net mussen contribuieren fir déi Leit, déi net bei engem schaffen.

An ech si ganz gespaant op dem Minister seng Ausféierungen dozou, well dat fir mech eigentlech en zweet Standbeen ass, wat dringendst reforméiert muss ginn, nodeem – dat wëll ech awer och soen – meritoirement am leschte Joer déi CGDIS-Ongerechtegheet tëschent dem Staat an de Gemengen aus dem Wee geschaf ginn ass a mer do tëschent de Gemengen an dem Staat elo op engem Wee sinn, wou jiddwereen dat bezilt, wat en eigentlech vun Ufank un hätt solle bezuelen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Elo gesinn ech awer keng Wuertmeldunge méi.

Da ginn ech der Regierung d'Wuert. Här Inneminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci fir déi Contributionen. Ech mengen, et geet hei ëm de Fonds pour l'emploi, wou à la base d'Iddi vun der Solidaritéit ass. Dat ass e puermol hei ugeschwat ginn, ech kommen do elo net méi drop zréck.

Duerfir ass et och fir mech wichteg, dass de Finanzement vun deem Fonds pour l'emploi op enger Solidaritéitsbasis gräift. Déi war bis elo menger Meenung no net an deem Mooss do, well – et ass schonn e puermol gesot ginn – nëmme knapp en Drëttel vun de Gemengen dozou bäigedroen huet. A besonnesch kleng Gemengen, och aus dem ländleche Raum, hunn am Fong méi do bezuelt, wéi se iwwert den ICC erakritt hunn. Déi sozial Ongerechtegheet gëtt elo opgehewee mat dëser neier Method fir ze rechnen fir d'Contributionen.

Ech huelen elo, duerch Zoufall, d'Gemeng Diddeleng dann eng Kéier. D'Gemeng Diddeleng huet säin ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Ganz duerch Zoufall!

(Hilarité et interruptions)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | D'Gemeng Diddeleng huet ni eppes an de Fonds pour l'emploi abezuelt. D'Participation directe bei dem ICC: 2021: 2,362 Milliounen; 2022: 2,114 Milliounen; 2023: 1,5 Milliounen; 2024: 2,63 Milliounen.

Wann ech elo kucken, wat Der kritt iwwert den FDGC: Do gi mer vu 70 Milliounen 2021 op 95 Milliounen 2024.

(Interruptions)

An Dir bezuelt elo 2024: 66.000 Euro. Ech mengen, ganz éierlech gesot, Här Biancalana: Eng Gemeng Diddeleng misst dat packen, well soss maachen ech mer wierklech Suergen. Mee ech weess, déi Gemeng ass jo gutt gefouert.

Plusieurs voix | O! A!

(Hilarité)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Duerfir kann ech mer virstellen, dass Der déi 66.000 Euro locker aus der Portokeess kënnt bezuelen. D'autant plus, dass den Inneminister d'lescht Joer zsumme mam Finanzminister zum Schluss nach eng Kéier 15 % an der Moyenne méi ausbezuelen huet, wéi dat geplangt war.

Mee, wéi gesot, dat heiten ass ee wichtige Schrëtt vun der Reform fir d'Gemengefinanzen.

En zweete Schrëtt ass d'Subsidepolitik. An duerno kommen ech op Är Fro, Här Wolter.

D'Subsidepolitik ass jo och haut gekoppelt un d'Capacité financière vun enger Gemeng. An ech sinn der Meenung, politesch: E Bierger ass e Bierger an e Kand ass e Kand – egal wou e wunnt. Well och ganz oft d'Leit sech net kënne fräiwëleg eraussichen, wou ee wunne geet, wou ee schaffen geet.

An duerfir, an Zukunft ass et: E Kand ass e Kand, an en Awunner ass en Awunner. An do kritt dann eng Gemeng och hir ... Wa se eng Maartplaz wëll frëschaachen, eng Gemeng wëll bauen, da gëtt net no der Capacité financière gekuckt, mee et gëtt gekuckt no engem Schlëssel, dee mer amgaange si festzeleeën. Mir wäerten och do d'Plaffongen eropsetzen, besonnesch bei de Schoulen.

Ech sinn do och amgaangen, mam Educationsminister ze kucken, dass mer méi subsidiéiere wéi just de Schoulsall, zum Beispill, wéi dat haut de Fall ass. Mir kënnen och an Zukunft kucken, well mer politesch der Meenung sinn, dass d'Resilienz och e wichtige Facteur ass an den Infrastrukturen, dass een esou baut, wann eng Naturkatastroph geschitt – Iwwerschwemmungen –, dass een dat muss bei der Planung mat a Consideration huelen. Dee System heescht „Build Back Better“. Wann een dann no deem System baut, kann een och nach zousätzlech Subside kréien. A wann déi Infrastrukturen, ... wann een zum Beispill – an dat kann ee bei den däitsche Kollege kucken, do gëtt haut schonn am Iwwerschwemmungsgebitt esou gebaut –, wann eng Gemeng zum Beispill eng Sportsal baut, da gëtt se esou gebaut, dass se och ka fir de Katastropheschutz, zum Beispill, genotzt ginn, wann et zur Naturkatastroph kënnt. Dat sinn alles Punkten, déi mer och wëllen an eis Subsidepolitik an Zukunft abauen.

Dann zu de Pensiounen. Do kann ech Iech soen: De Grupp, dee sech mat där Reform soll beschäftegen,

ass jo composéiert. Mir kréien elo Zuelen – well ech och emol eng Kéier d'Zuelen all am Detail wëll presentéiert kréien – virum 15. Juli presentéiert.

Duerch déi geplangte Pensiounsreform hat deen Organismus elo e bëssen aner Aufgaben ze dinn, wéi sech mat deenen Zuelen ze beschäftegen. Dat kréie mer elo. An da wäert ech zsumme mam Syvicol a mat de Gemenge kucken, dass mer do, éischts, dat weider finanziert kréien an och do e System fannen, dee méi gerecht a méi solidaresch ass.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Domat wär dann d'Diskussion zu dësem Projet de loi ofgeschloss a mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8409 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8409⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8409 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 48 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm an 12 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen bei 12 Abstentionen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Diane Adehm), Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher (par Mme Nathalie Morgenthaler), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaad, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel (par Mme Barbara Agostino) ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par Mme Alexandra Schoos), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdin, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 13., 14. a 15. Mee virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.28 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Implants mammaires à enveloppe macro-texturée et implants mammaires en polyuréthane	1854	Djuna Bernard	60	Évolution du nombre de méningites au Luxembourg	1962	André Bauler, Gilles Baum	73
Grippe saisonnière	1907	Mars Di Bartolomeo	61	Conditions-types de l'ITM	1963	Marc Baum	74
Détection de vulnérabilité de demandeurs de protection internationale et garanties liées à la vulnérabilité dans le cadre de l'accueil	1921	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	61	Problèmes liés à l'offboarding bancaire des entreprises à Luxembourg	1964	Sven Clement	74
Concessions dans le cadre du RGTR	1932	Marc Goergen	62	Pistes cyclables liées à l'extension du tram	1965	Claire Delcourt	75
Électrification des bus de l'AVL	1933	Marc Goergen	62	Wanteraktioun	1966	Marc Baum	76
Abandon de la formation professionnelle chez les jeunes	1935	Marc Spautz	62	Concessions pour l'exploitation de pharmacies	1967	Marc Goergen	76
Liste d'attente des demandes d'hébergement des demandeurs de protection internationale	1936	Liz Braz	63	Subventions communales pour l'achat de vélos	1968	Sven Clement	76
Stations d'épuration	1937	Jeff Engelen	63	Soutien à l'Ukraine	1969	Sven Clement	76
Hospitalisations d'adolescents alcoolisés	1938	André Bauler, Gilles Baum	64	Sanctions contre le Rwanda	1970	Sven Clement	77
Structures d'hébergement des demandeurs de protection internationale	1939	Sven Clement	64	Ventes aux enchères immobilières	1971	Marc Goergen	77
Antoniushaff	1941	Jeff Engelen	65	Accès aux réductions accordées aux agents de l'État pour leur participation au ING Night Marathon 2025	1973	Djuna Bernard, Joëlle Welfring	78
Augmentation des cas de syphilis	1942	Sven Clement	65	Effectifs de la police	1974	Marc Goergen	78
Rémunération des étudiants faisant un stage pratique en vue de l'acquisition d'une expérience professionnelle	1943	Djuna Bernard	66	Courtiers en données	1975	Ben Polidori, Franz Fayot	79
Approbation des plans d'aménagement particulier (PAP) et des conventions d'exécution	1944	Alex Donnersbach	66	Vente d'animaux dans des surfaces commerciales	1976	Marc Goergen	79
Projet « ALPHA – zesumme wuessen – alphabétisation en français »	1945	Francine Closener	67	Participation du Luxembourg à la « Ukraine Culture Conference » et soutien au patrimoine culturel ukrainien	1977	Maurice Bauer	80
Franchise douanière	1946	Laurent Mosar	68	Récente position du Luxembourg face aux sanctions de l'Union européenne à l'encontre du Rwanda	1978	Sam Tanson	80
Gouvernance de la Caisse nationale de santé	1947	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	68	Augmentation des frais de paiement par carte bancaire en Europe	1979	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	81
Piscine du Lycée de Clervaux	1948	Jeff Engelen	69	Vidéosurveillance à des fins policières	1980	Fred Keup	81
Nouvelle directive sur la collecte des vieux vêtements	1949	Gusty Graas	69	Limitation de vitesse sur la N5	1981	Marc Goergen	82
Relations entre l'État et les communautés religieuses	1950	André Bauler	69	Jurisprudence sur legilux.lu	1982	Marc Goergen	82
Épreuves préliminaires dans le cadre du recrutement des enseignants dans le fondamental	1952	Francine Closener	70	Vol de voitures électriques	1983	Marc Goergen	83
Spécialisation des médecins du Service d'aide médicale urgente (SAMU)	1953	Corinne Cahen, Carole Hartmann	70	Évolution du coût de l'endettement de l'État luxembourgeois	1984	Sam Tanson	83
Obtention d'une carte « Adapto »	1954	Mars Di Bartolomeo	70	Prévention de la démence	1985	André Bauler, Gilles Baum	83
Personnes touchées par des décisions d'expulsion	1955	Corinne Cahen, Mandy Minella	71	Adaptation des horaires scolaires	1986	Marc Goergen	84
Pratiques de redoublement et rallongement dans l'enseignement fondamental et secondaire	1956	Francine Closener, Ben Polidori	71	Maisons des jeunes	1987	Ben Polidori	84
Sécurité et confidentialité des données liées à l'utilisation de logiciels de gestion et de communication dans les centres pénitentiaires	1957	Dan Biancalana	72	Quality of Work Index 2024	1988	Sven Clement	85
Refus de l'organisation d'un événement par le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster	1958	Franz Fayot, Yves Cruchten	73	Radar fixe à Bereldange	1989	Alex Donnersbach	86
Aides pour le remplacement des systèmes de chauffage individuels dans les logements sans chauffage central	1959	Mars Di Bartolomeo	73	Résilience de la fonction publique luxembourgeoise	1990	Sven Clement	87
				Investissements du Fonds de pension	1991	Marc Goergen	87
				Accès aux expertises établies dans le cadre d'une affaire judiciaire	1992	Marc Goergen	88
				Crèches en forêt	1993	Francine Closener, Claire Delcourt	88
				Lutte contre la tuberculose au Luxembourg	1994	Sven Clement	89
				Lutte contre la tuberculose au niveau international	1995	Sven Clement	89
				Transparence dans les financements de l'Office national de l'enfance	1996	Marc Goergen	90
				Stratégie pluriannuelle de l'agence Europol	1998	Dan Biancalana	90

Appel d'offres portant sur l'exploitation du réseau scolaire Sud organisé par l'État	1999	Marc Goergen	90	Projet VisuPol	2016	Laurent Mosar, Maurice Bauer	94
Transports scolaires	2000	Marc Goergen	91	Nouveau mode de calcul des budgets alloués aux usagers des foyers pour femmes	2017	Marc Baum	94
Taxe canine annuelle	2001	Marc Goergen	91	Compte épargne-temps des agents de la fonction publique	2018 à 2040	Ben Polidori	95
Impact de l'intelligence artificielle et de la robotisation sur le marché du travail	2002	Marc Goergen	91	Réseau international de fraude financière lié aux investissements en cryptomonnaies	2041	Franz Fayot	96
Conseils supérieurs	2003	Marc Baum	92	Projet pilote du « Triangle Vert »	2042	André Bauler	97
Électrification des bus du RGTR	2004	Marc Goergen	92	Système de vidéosurveillance VisuPol	2044	Meris Sehovic	97
Collège médical	2007	Marc Goergen	92	Intégration des personnes handicapées sur le marché du travail	2045	Fred Keup	98
Construction d'un musée du sport à Esch-sur-Alzette	2009	Liz Braz	93	Organisation de « visites exploratoires » (go & see) en Syrie	2046	Dan Hardy	98
Projet d'extension du Centre omnisports Henri Schmitz à Esch/Lallange	2010	Liz Braz	93	Start-up Emma	2051	Laurent Mosar	98
Travaux d'urgence au Lycée Robert-Schuman	2011	Francine Closener, Ben Polidori	93	Démolition de la « Wandmillen » située sur le site du Centre hospitalier	2326	Djuna Bernard	98
Avancement des travaux sur les autoroutes A3 et A4	2013	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	93				
Concessions pour cafés, bars et restaurants	2014	André Bauler	94				

Implants mammaires à enveloppe macro-texturée et implants mammaires en polyuréthane | Question 1854 (28/01/2025) de Mme Djuna Bernard (déléguée)

Les implants mammaires à enveloppe macro-texturée et les implants mammaires en polyuréthane sont interdits en France depuis 2019 en raison de leur association à un type rare de cancer, le lymphome anaplasique à grandes cellules (LAGC-AIM). Les implants macro-texturés de l'entreprise ALLERGAN se sont même vus retirer le logo CE fin 2019, rendant leur commercialisation impossible dans l'UE.

En mars 2021, le Comité scientifique des risques sanitaires, environnementaux et émergents (SCHEER) de la Commission européenne a publié un avis final concernant les implants mammaires texturés. Le SCHEER a conclu qu'il existe un niveau modéré de preuve d'une relation causale entre les implants mammaires texturés, en particulier ceux avec une rugosité de surface intermédiaire à élevée, et le LAGC-AIM.

Selon nos informations, les implants mammaires concernés sont toujours utilisés au Luxembourg.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) La question des implants mammaires à enveloppe macro-texturée et des implants mammaires en polyuréthane a-t-elle fait l'objet d'une évaluation au niveau national ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ?

2) Combien d'implants mammaires de ce type ont été posés au Luxembourg à ce jour ? Ces chiffres peuvent-ils être ventilés en fonction des indications médicales ou esthétiques (reconstruction post-cancer, chirurgie esthétique, etc.) ?

3) Combien de cas de LAGC-AIM ont été signalés depuis 2019 ?

4) Quelles informations sont actuellement fournies aux femmes qui sont porteuses de ces implants concernant les risques potentiels liés à ces dispositifs ? Est-ce qu'elles bénéficient d'un suivi médical en fonction des risques liés à ce type d'implants ?

5) Existe-t-il des lignes directrices pour l'information des patientes au sujet des implants mammaires, et plus particulièrement du LAGC-AIM ?

6) Les femmes ayant reçu ces implants, notamment pour des raisons médicales, disposent-elles du droit de demander le remplacement de ces implants, même en l'absence de défectuosité immédiate, afin de limiter leur exposition à un éventuel risque sanitaire ? Dans l'affirmative, quelles sont les modalités de prise en charge de ce remplacement ?

Réponse (31/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Comme tous les dispositifs médicaux des classes de risque plus élevées, les implants mammaires sont évalués par des organismes notifiés et accrédités qui sont responsables du processus de certification des produits en question ainsi que des audits des fabricants.

À ce jour, le Luxembourg n'a pas mené d'évaluation spécifique concernant les implants mammaires à enveloppe macro-texturée et les implants en polyuréthane. Toutefois les autorités suivent attentivement les recommandations des instances européennes et des pays voisins, notamment la France, qui a interdit les implants macro-texturés du fabricant Allergan en 2019, en raison de leur association avec le lymphome anaplasique à grandes cellules associé aux implants mammaires (LAGC-AIM).

ad 2) Selon les données de la documentation et classification des séjours hospitaliers, 2.144 interventions de pose d'implants mammaires ont été réalisées sur une période allant de 2018-2023. [↑]

Les quatre centres hospitaliers ont été sollicités pour fournir des données relatives aux deux types d'implants mentionnés par l'honorable Députée et ont fourni les données suivantes pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2024 :

- HRS : 5 prothèses macro-texturées ainsi que 13 en polyuréthane ont été posées.
- CHL : 23 prothèses macro-texturées ont été posées. Aucune prothèse en polyuréthane n'a été posée depuis 2019.
- CHdN : 34 prothèses macro-texturées ainsi que 6 en polyuréthane ont été posées.
- CHEM : 16 prothèses texturées ont été posées depuis 2019, la dernière en janvier 2020.

ad 3) Selon les données disponibles pour la période 2018-2023 fournies par la Direction de la santé, 23 cas de lymphomes anaplasiques à grandes cellules, non

spécifiques aux implants mammaires, ont été identifiés chez des patientes affiliées à la CNS. Cependant, en analysant ces données et en prenant en compte les limites du codage des pathologies par les centres hospitaliers, le lien entre les interventions de mise en place d'implants mammaires et l'apparition ultérieure de cas de LAGC-AIM ne peut pas être établi.

La Direction de la santé a reçu un seul signalement de LAGC-AIM de la part des fabricants en 2023.

ad 4) Toute implantation d'un dispositif médical requiert l'obtention du consentement éclairé du patient et/ou de son représentant légal, le cas échéant, après qu'une information adéquate lui ait été communiquée¹.

Les patientes porteuses d'implants mammaires sont donc informées sur les risques potentiels associés à ces dispositifs lors des consultations préopératoires avec leur chirurgien. Un suivi médical régulier est recommandé aux femmes concernées afin de détecter précocement toute complication éventuelle. En cas de doute ou de symptôme inhabituel, les patientes sont invitées à consulter leur médecin traitant ou leur chirurgien.

Selon l'article 18 du règlement (UE) 2017/745 (MDR) [↑], les patientes porteuses d'implants mammaires doivent recevoir une carte d'implant. Ces informations permettent d'identifier le type de prothèse, ainsi que toutes les informations prévues par le MDR et pertinentes pour assurer le suivi adéquat des patientes.

L'article 32 de ce règlement prévoit également, pour les dispositifs implantables et les dispositifs de classe III, incluant les implants mammaires, que les fabricants résument les principaux aspects liés à la sécurité et aux performances de ces dispositifs et les résultats de l'évaluation clinique dans un document destiné à être rendu public.

Pour un suivi optimal de la santé du patient, les informations médicales sont contenues dans un dossier patient. En vertu de la loi², le patient dispose du droit à un dossier soigneusement tenu à jour qui retrace son état de santé et son évolution au cours de la prise en charge. Il renseigne également toute information pertinente pour la sécurité et l'évolution de l'état de santé du patient.

¹ Article 8, paragraphe 4, de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient^{*}

² Article 15 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient

ad 5) Le Luxembourg ne dispose pas de lignes directrices spécifiques concernant le LAGC-AIM et s'aligne sur les recommandations européennes et celles des pays voisins.

En France, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a publié des informations détaillées à destination des femmes porteuses d'implants mammaires³. Enfin, les documents élaborés par la Société française de chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique (SOFCPRE) sont fréquemment utilisés par les centres hospitaliers comme outil d'information aux patientes concernant les risques.

ad 6) Les conditions de prise en charge du remplacement de l'implant mammaire par l'assurance maladie dépendent des conditions initiales de prise en charge et des causes du remplacement de l'implant. L'assurance maladie prend en charge l'ablation de prothèse(s) mammaire(s) inscrite dans la nomenclature des actes et services médicaux, à condition que la personne protégée ait préalablement bénéficié de la prise en charge des frais d'implantation de(s) prothèse(s) mammaire(s).

Le changement de prothèse(s) mammaire(s) est également pris en charge par l'assurance maladie sous réserve d'une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale et dans les conditions cumulatives suivantes :

1. La personne protégée doit avoir bénéficié au préalable de la prise en charge par l'assurance maladie des frais de l'implantation de la (des) prothèse(s) mammaire(s) ;

2. La personne protégée présente une des indications suivantes :

- Une rupture de prothèse(s) documentée par échographie ou IRM
- Une ou deux prothèse(s) mammaire(s) en place depuis plus de 10 ans (risque de rupture majoré).

Pour de plus amples informations il est renvoyé aux statuts de la Caisse nationale de santé, annexe C, page 129 et suivantes, disponibles en ligne :

<https://cns.public.lu/fr/assure/publications/legislations/textes-coordonnes/statuts-cns.html>.

Grippe saisonnière | Question 1907 (07/02/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

En ce début d'année 2025, le nombre de cas de grippe connaît une forte recrudescence. Comme indiqué dans la rétrospective hebdomadaire publiée par le Ministère de la Santé, le nombre de cas de grippe déclarés est passé de 1.643 à 2.436 cas lors de la semaine du 20 au 26 janvier 2025. Soit une hausse de 48 % par rapport à la semaine précédente. Dans un reportage diffusé le 4 février 2025 sur RTL Télé, il est question d'une « épidémie beaucoup plus intense » cette année et d'une très forte affluence de jeunes patients à la KannerKlinik.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1261, Madame la Ministre de la Santé avait indiqué la disponibilité de 88.910 doses de vaccins contre la grippe pour la saison 2024-2025 ainsi que de 45.290 doses de vaccins contre la Covid-19.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment le Ministère de la Santé évalue-t-il la situation actuelle ? La KannerKlinik dispose-t-elle de suffisamment de capacités face au pic de consultations d'urgences et d'hospitalisations actuel ?

2) Combien de vaccinations contre la grippe ont été réalisées lors de la saison hivernale actuelle ?

3) Combien d'hospitalisations ont été enregistrées en lien avec la grippe saisonnière respectivement la Covid-19 ?

4) Combien de vaccinations contre la Covid-19 ont été réalisées lors de la saison hivernale actuelle ?

5) Y a-t-il eu des décès qui sont à imputer à la grippe lors de cette saison hivernale et le cas échéant, combien ?

6) Y a-t-il eu des décès qui sont à imputer à la Covid-19 lors de cette saison hivernale et le cas échéant, combien ?

Réponse (01/04/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La Direction de la santé est en contact permanent avec les services hospitaliers, y inclus le service d'urgences pédiatriques.

Le pic épidémique a été dépassé durant la 5^e semaine de l'année 2025 de sorte que la situation s'est actuellement normalisée. Durant un afflux important de patient.es, des échanges entre les services pédiatriques, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et la Direction de la santé permettent d'identifier les solutions les plus adaptées pour gérer au mieux les afflux de patients. Les urgences pédiatriques à la KannerKlinik répondent à la demande et sont soutenues par la maison médicale pédiatrique. Lors d'une hausse ponctuelle du taux d'admission de patients par médecin et par heure, l'établissement hospitalier optimise les ressources à sa disposition pour garantir une prise en charge efficace des patients.

Pour la saison écoulée, un afflux important de patients en journée a été constaté durant les mois de décembre et janvier, avec respectivement 3.423 et 3.707 admissions par mois. Le taux d'occupation des lits de la KannerKlinik a connu un pic de 86 % début février.

ad 2) À la différence des autres vaccins faisant partie du Programme national, le vaccin contre la grippe est entièrement disponible sur le marché privé, proposé par divers fabricants. D'après les dernières données fournies par les grossistes, 90.547 doses de vaccins antigrippaux ont été livrées dans les pharmacies.

ad 3) Entre septembre 2024 et février 2025, le nombre total d'hospitalisations tous âges confondus s'élevait à 877 pour la grippe et 510 pour la Covid-19, selon les données recueillies auprès des centres hospitaliers.

ad 4) 12.815 doses de vaccins contre la Covid-19 ont été administrées entre le 1^{er} septembre 2024 et le 28 février 2025.

ad 5) et 6) Les données du Registre national des causes de décès portant sur la saison 2024-2025 de la grippe et de la Covid-19 ne sont pas encore disponibles.

Détection de vulnérabilité de demandeurs de protection internationale et garanties liées à la vulnérabilité dans le cadre de l'accueil | Question 1921 (10/02/2025) de Mme Joëlle Welfring | M. Meris Šehovic (déli gréng)

La loi modifiée du 18 décembre 2015 concernant l'accueil des demandeur.e.s de protection internationale prévoit que le directeur de l'ONA tient compte des besoins particuliers en matière d'accueil des personnes vulnérables, telles que les mineur.e.s (non accompagné.e.s) et les personnes ayant des maladies graves.

En réponse à une question parlementaire de notre sensibilité politique concernant la détection des

vulnérabilités auprès des demandeur.e.s de protection internationale, datant de 2021, nous avons été informé.e.s que l'ONA avait l'objectif de développer et de mettre en œuvre un dispositif d'évaluation des besoins spécifiques, voire des vulnérabilités pour les professionnel.le.s, et qu'un outil destiné à détecter des vulnérabilités serait en cours de finalisation.

Dans son 4^e rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg, présenté le 29 février 2024 à la Chambre des Députés, la CCDH regrette que « la mise en œuvre de ce projet important » n'ait pas vraiment avancé et exhorte l'ONA de finaliser les procédures afférentes. Le rapporteur se dit également « préoccupé par le manque de procédure standardisée pour la détection des personnes vulnérables au cours de la procédure de protection internationale » et « [...] invite dès lors la Direction de l'Immigration à analyser les failles qui existent actuellement et à investir des efforts additionnels dans la mise en place d'une procédure de détection efficace ». Enfin, il « rappelle dans ce contexte qu'il s'agit d'une obligation légale qui incombe aux autorités en vertu du droit international ».

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 1384, nous nous sommes renseigné.e.s sur les règles qui sont en place par rapport aux personnes présentant des vulnérabilités dans le contexte des expulsions des centres d'accueil. En réponse, Monsieur le Ministre de l'Accueil a expliqué qu'« en ce qui concerne les personnes déboutées de leur demande de protection internationale, celles-ci ont la possibilité de demander un sursis à l'éloignement pour raisons médicales ». Néanmoins, la réponse ne renseigne pas sur la situation concrète dans le centre d'accueil des personnes vulnérables dont la demande de protection est déboutée.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur l'état d'avancement du projet de mise en place d'une procédure standardisée pour la détection des personnes vulnérables au cours de la procédure de protection internationale et dans le cadre de l'accueil ? Quels sont les principaux éléments de cette procédure ? Si la procédure n'est pas encore finalisée, quels sont les obstacles qui empêchent son aboutissement et quel est le calendrier prévu pour son achèvement ?

2) De quelle manière les expert.e.s (médecins, travailleurs sociaux, ...) sont-ils/elles impliqué.e.s dans la définition des besoins particuliers des personnes vulnérables dont il faut tenir compte dans le cadre de l'accueil ?

3) L'ONA applique-t-il une certaine flexibilité en ce qui concerne l'expulsion du centre d'accueil d'une personne vulnérable dont la demande de protection internationale a été rejetée définitivement ?

4) Dans le cas précis d'une personne malade, l'ONA attend-il la décision d'une éventuelle demande de sursis à l'éloignement avant de demander à la personne de quitter la structure d'hébergement ?

5) Monsieur le Ministre de l'Accueil dispose-t-il de données sur le nombre de personnes vulnérables dont les besoins particuliers en matière d'accueil n'ont pas été pris en compte ? Si oui, combien de personnes ont été concernées au cours des deux dernières années, avec une ventilation des chiffres par mois ? Le cas échéant, quelle catégorie de vulnérabilité est particulièrement affectée par la non prise en compte de leurs besoins particuliers en matière d'accueil ?

³ ANSM (2019), Questions-réponses à destination des femmes porteuses d'implants mammaires* (2025.02.05)

Réponse (17/03/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

En ce qui concerne la procédure de protection internationale, il est procédé à une évaluation des garanties procédurales spéciales qui peuvent s'avérer nécessaires pour certains demandeurs du fait de leur âge, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, d'un handicap, d'une maladie grave, de troubles mentaux ou de conséquences de tortures, de viols, ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle, conformément à la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Lorsqu'un demandeur a été identifié comme étant un demandeur nécessitant des garanties procédurales spéciales, il se voit accorder un soutien adéquat et notamment suffisamment de temps afin de créer les conditions requises pour avoir effectivement accès aux procédures et pour qu'il puisse présenter les éléments nécessaires pour étayer sa demande. Le mandataire ou le demandeur lui-même peut solliciter le bénéfice de ces garanties procédurales spéciales. Le personnel de la Direction générale de l'immigration est dûment formé pour identifier et traiter les demandes de telles personnes. Dans ce contexte, des formations spécifiques de techniques d'entretien sont organisées par l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA), en plus de formations relatives à la traite des êtres humains, aux violences domestiques et aux violences fondées sur le genre.

Pour ce qui est de l'accueil, un outil de détection des vulnérabilités a été conçu sur la base des normes et indicateurs établis par l'EUAA dans son rapport « Guidance on Vulnerability in Asylum and Reception – Operational Standards and Indicators » (mai 2024) et mis en place au Guichet d'accueil de l'ONA fin 2024 afin d'identifier les vulnérabilités des demandeurs de protection internationale (DPI). L'objectif principal d'un premier entretien semi-structuré mené par un agent social est l'identification, l'évaluation et la prise en charge des vulnérabilités chez les nouveaux arrivants, ainsi que les besoins spécifiques en matière de santé, d'accueil et d'hébergement. Un second entretien deux semaines plus tard est axé sur les facteurs protecteurs du DPI.

Afin d'assurer une amélioration continue, des évaluations régulières sont menées par les agents, et les données recueillies servent à rendre l'outil plus efficace et adaptés aux besoins des utilisateurs. Les prochaines étapes incluent la mise en place d'un outil informatique pour centraliser et harmoniser les données collectées lors des entretiens, facilitant ainsi le suivi des situations de vulnérabilité.

Divers experts collaborent au niveau interministériel (Ministère de la Santé, Ministère des Affaires intérieures et Office national de l'accueil) pour identifier les besoins spécifiques des personnes vulnérables hébergées dans les structures de l'ONA. Les agents de l'ONA chargés des entretiens (infirmiers, assistants sociaux, psychologues) ainsi que les assistants sociaux de la Croix-Rouge, qui complètent le dossier social de la personne tout au long de son séjour au primo-accueil, assurent le suivi de la personne et organisent sa prise en charge.

De manière générale, il convient de souligner que les personnes dont la demande de protection internationale a été rejetée, et qui ont épuisé tous les recours auprès des juridictions administratives, souvent après plusieurs années de procédure, ne disposent plus d'un droit à un hébergement dans le réseau de l'ONA. En

conséquence, elles sont obligées de quitter le pays dans un délai de 30 jours et d'organiser leur retour. En cas de maladie, la personne concernée peut demander un sursis à l'éloignement. À signaler qu'une vulnérabilité basée sur des considérations médicales ne constitue pas en soi un motif suffisant pour l'octroi d'un sursis à l'éloignement à une personne en séjour irrégulier. Seuls les cas où cette vulnérabilité présente un caractère exceptionnel et où les traitements adéquats ne sont pas disponibles dans le pays d'origine peuvent justifier une telle mesure.

Actuellement, l'ONA ne dispose pas de données statistiques sur le nombre de personnes vulnérables.

Concessions dans le cadre du RGTR | Question 1932 (12/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Busnetz zu Lëtzebuerg an an d'Groussregioun gëtt vum Lëtzeburger Staat organiséiert iwwert den RGTR. Am System vum RGTR vergëtt de Staat, iwwer Konzessionsverträge, ee Groussdeel vun de Busstrecken u Privatfirmen. Am Staatsbudget si ronn 275 Milliounen Euro dofir virgesinn. Dës Strecke goufen ëffentlech ausgeschriwwen, sou wéi d'Gesetz vun de Marchés publics dat virgesäit.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busfirmen existéieren hei am Land?
2. Wéi eng Transportfirmen kruten eng Konzessioun vum Staat, fir am RGTR-Netz dierfen ze fueren? (opgeléicht pro Joer, zënter 2022)
3. Wéi vill Busstrecken existéieren aktuell ënnert dem RGTR a wéi vill Kilomeeter ëmfaasst d'Busnetz?
4. Wéi vill Busstrecken a wéi vill Kilomeetere kruten déi jeeweileg Transportfirmen am RGTR-Netz?
5. Wat ass de relativen Undeel (%) vun all Transportfirma par rapport zum Total vun de Strecken an der Gesamtzuel u Kilomeetere?
6. Wéi vill kruten déi eenzel Transportfirmen am RGTR zënter 2022, opgeléicht pro Joer, ausbezuelt?

Réponse (07/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu den RGTR-Kontrakter, de Btriber, déi am RGTR aktiv sinn, der Kilomeeterleeschtung an de Käschten.

Et ass esou, dass den RGTR-Reseau 2020 ausgeschriwwen gouf, opgedeelt op 32 Lousen, déi aus jeeweils e puer Linne bestinn; dës net als Konzessionsverträge, mee als ëffentlech Déngschtleeschungsverträge (Contrats de service public).

Transportfirmen, déi e Marché public zougesprach kruten, fir am RGTR-Netz ze fueren ab dem Joer 2022. [↑]

Aktuell gëtt et am RGTR-Reseau 185 Buslinnen, déi vu privaten Entreprises souwéi 10 Buslinnen, déi vun der Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) bedriwwen ginn.

Busstrecken a Kilomeeter, déi déi jeeweileg Transportfirmen am RGTR-Netz kruten an de relativen Undeel (%) vun all Transportfirma par rapport zum Total vun de Strecken an der Gesamtzuel u Kilomeetere. [↑]

Montanten, déi déi eenzel Transportfirmen am RGTR zënter 2022, opgeléicht pro Joer, ausbezuelt kruten. [↑]

Électrification des bus de l'AVL | Question 1933 (13/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Nom Klima- an Energieplang solle bis 2030 all d'Busser am RGTR elektresch ugedriwwen sinn. Och beim ëffentleche Bussyndikat TICE sollen d'Busser bis 2030 duerch Elektrobusser ersat ginn an dës wäert ronn 164 Milliounen Euro kaschten, sou d'Äntwert vun der Ministesch op meng parlamentaresch Fro N° 0950. Och d'Busflott vum Stater Busnetz (AVL) soll bis 2030 op Elektro ëmgestallt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busser fueren aktuell bei der AVL a wéi vill dovunner si reng Elektrobusser?
2. Wéi héich wäert viraussichtlech de Käschtspunkt si fir eng komplett Erneuerung vun der Busflott bei der AVL?
3. Wie wäert d'Infrastrukturen (z. B. d'Luedstatiounen) bezuelen, déi gebraucht gi fir d'Elektrifizierung vun der AVL?
4. Ass der Ministesch no de Plang nach realistesch, dass ab 2030 bei der AVL just Elektrobusser fueren?

Réponse (26/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Elektrifizierung vun der Busflott vum AVL.

D'Stad Lëtzebuerg huet dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Informatiounen matgedeelt:

Den AVL huet aktuell eng Flott vun 126 Busser (67 Standardbusser an 59 Gelenkbusser). Dovu si 37 Standardbusser Elektrobusser. Weider 15 Standard-elektrobusser an 30 Gelenkelektrobusser wäerten 2025 ausgelievert ginn. Bis Enn 2025 wäert d'Flott vum AVL deemno zu 65 % elektrifizéiert sinn. Aktuell lafe weider Marchéen, fir d'Flott zu 100 % ze elektrifizéieren.

Ee Standardelektrobus kascht an der Moyenne tëscht 600.000 EUR an 860.000 EUR jee no Modell, no Batteriekapazität an no Optiounen. Ee Gelenkelektrobus kascht an der Moyenne tëscht 900.000 EUR an 1.100.000 EUR jee no Modell, no Batteriekapazität an no Optiounen. De Gesamtbudget fir den Akaf vun Elektrobusen ass deemno tëscht 93,3 Milliounen EUR an 122,5 Milliounen EUR.

Allerdéngs muss ee wëssen, dass de Präis fir d'Elektrifizierung just den Ennerscheed ass tëscht engem Dieselbus an engem Elektrobus. Ouni Elektrifizierung hätten d'Busser awer no 8 bis 10 Joer missen ersat ginn.

D'Stad Lëtzebuerg huet all d'Ladeinfrastrukturen bezuelt. Aktuell huet d'Stad Lëtzebuerg 30 Ladepunkten um Depot zu Hollerech installéiert an huet weider 7 Ladeinfrastrukturen um Termin installéiert.

Fir d'Stad Lëtzebuerg ass et absolutt realistesch, fir bis 2030 just mat Elektrobusser ze fueren. Dem AVL seng Flott wäert warscheinlech schonn Enn 2026 zu 100 % aus Elektrobusser bestoen.

Abandon de la formation professionnelle chez les jeunes | Question 1935 (13/02/2025) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Déi berufflech Ausbildung spillt eng essenziell Roll an der Formatioun vun eisem Nowuess an der Lëtzeburger Wirtschaft. Allerdéngs weisen Zuelen aus verschiddene Beräicher drop hin, dat eng net onweesentlech Unzuel vun Auszubildenden hir Ausbildung virzäitig ofbrécht an et och schwéier ass, fir Jonker ze fannen, déi eng Léier am Handwierk wëllen ugoen.

Et fält op, dass, onsen Informatiounen no, dëst am Zesummenhang mat enger alarmanter Zuel vu Schoulofbrieche a verschiddene Lycéeën steet. Dëst ass deelweis drop zrëckzeféieren, dass d'Schüler an der Formation professionnelle oft Schwierigkeeten hunn, e Patron de stage ze fannen an doduerch och keng Coursé beleëe kënnen.

Esou wéi et aus engem Artikel vun der „Süddeutsche Zeitung“ ervirgeet, schéint de Problem och bei onsen däitschen Noperen ze bestoen. Wou fréier ze vill Leit no enger Léier gesicht hunn, fält aktuell op, dass et ze vill Plaze fir wéineg Undrang gëtt. Et kënn en demographeschen Aspekt dobäi, nämlech, dass et manner jonk wéi eeler Mënsche gëtt an déi Jonk sech doduerch d'Fräiheet och kënnen huelen, „nee“ ze soen.

Dëst werft Froen op iwwert d'Attraktivitéit vun der dualer Ausbildung, d'Konditiounen an de Betriber an d'Mesuren, déi geholl ginn, fir d'Berufsausbildung méi attraktiv ze maachen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Educationminister stellen:

1. Wéi vill Ausbildungsvertrag goufen zënter 2019 all Joer virzäiteg zu Lëtzebuerg opgeléist?
2. Huet den Educationminister Kenntnis iwwert déi global Unzuel vu Schoulofbrieche säit 2019 (opgeschlësst pro Joer)?
3. Wat sinn d'Hauptgrënn fir dës Ofbréch? Gëtt e Suivi gemaach?
4. Wat fir Moossnamen huet den Educationministère an de leschte Joren ëmgësat oder geplangt, fir d'Attraktivitéit vun der beruflecher Ausbildung ze erhéijen?
5. Gëtt et eng Analys iwwert d'Qualitéit an d'Konditiounen an de Léierbetriber?

Réponse (17/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Tablo ↑

ad 2. Déi global Unzuel vun de Schoulofbrieche gëtt fir all Schouljoer am Rapport Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg publizéiert. Opgeschlësst pro Joer presentéiert sech d'Situatioun op folgend Manéier:

– 2019/2020: 1.473 Schoulofbrieche Schüler ouni Schoulpflicht → Taux: 7,0 %	bei	21.155
– 2020/2021: 1.746 Schoulofbrieche Schüler ouni Schoulpflicht → Taux: 8,2 %	bei	21.249
– 2021/2022: 1.767 Schoulofbrieche Schüler ouni Schoulpflicht → Taux: 8,1 %	bei	21.807
– 2022/2023: 1.716 Schoulofbrieche Schüler ouni Schoulpflicht → Taux: 7,6 %	bei	22.558
– 2023/2024: 1.884 Schoulofbrieche Schüler ouni Schoulpflicht → Taux: 8,2 %	bei	22.973

D'Europäesch Kommissioun huet den Zilwäert fir d'Schoulofbrech op ënner 9 % fixéiert. Laut Eurostat louch den europäeschen Duerchschnitt am Joer 2023 bei 9,8 %.

Den nächste Rapport Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg iwwert d'Schouljoer 2023/2024 wäert ugangs Mee erauskommen. Mat deem Rapport wäert och eng méi detailléiert Analys vum Schoulofbrech virleie fir ze verstoen, firwat den Taux eropgaangen ass.

ad 3. D'Hauptgrënn fir d'Schoulofbrech sinn och am Rapport Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg dokumentéiert. Déi dräi meescht genannte Grënn vun de Jonken, déi d'Schoul oder hir Ausbildung ofbriechen, sinn:

1. „Ech hunn een neie schoulesche Projet am Ausbléck.“
2. „Ech hunn een neie berufleche Projet am Ausbléck.“
3. „Ech hu kee Léierbetrib/keng Berufsschoul fonnt.“

Fir dës Schoulofbrech ze begleeden, gëtt e strukturéierte Suivi duerchgefouert:

- Wann e Schüler net méi schoulpflichteg ass a mat der Schoul ophale wëll, muss hien eng Fiche de désinscription a sengem Lycée ufroen.
- Ier dës Fiche ausgestallt gëtt, gëtt dem Jonken e Gespréich mam Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) ugebueden. Hei gëtt ënner anerem analyséiert, wat d'Grënn fir d'Ofbriech sinn a wéi eng Alternativen existéieren.
- No dem Gespréich mam SePAS gëtt d'Fiche de désinscription ausgestallt, an den Austrëtt ass offiziell.

De weidere Suivi funktionéiert esou:

1. De Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) erstellt all Mount eng Lëscht vu Jonken, déi de Schoulssystem ouni Diplom verlooss hunn.
2. De SCRIPT ënnerscheet tëscht zwou Kategorien:
 - Schüler, déi schoulpflichteg sinn; dës Schüler gi vun der Direction générale de l'enseignement secondaire kontaktéiert an ënnerstëtzt, fir zeréck an d'Schoul ze goen.
 - Jonker, déi net méi schoulpflichteg sinn; dës ginn duerch d'Division Soutien à la transition vers la vie active vum Service national de la jeunesse (SNJ) kontaktéiert.
3. De Suivi vum SNJ besteet aus verschiddenen Etappen:
 - Am Bréif, deen all betroffene Jonke respektiv seng Elteren, wann e mannerjäreg ass, systematesch geschéckt kritt, bitt den SNJ eng Ënnerstëtzung un, fir en neie beruflechen oder schoulesche Projet ze definéieren. De Jonke kritt d'Méiglechkeet, e Rendez-vous an engem vun den 11 lokalen Antennen (Bureau) vum SNJ ze huelen.
 - Am Fall, wou de Jonken net op de Bréif reagéiert, geet den SNJ-Agent proaktiv op de Jonken duer (telefonesch, per SMS, E-Mail) a bitt iwwer déi verschidde Weeër Hëllef un.
 - De Jonken, deen d'Hëllef an Usproch hält, gëtt soulaang vun engem Agent betreit, bis eng Léisung fonnt gëtt. Dat kann e Retour an d'Schoul oder eng Ausbildung sinn, e Stage, eng Aarbecht oder eng Alternativ zur Inaktivitéit, wéi z. B. e Fräiwëllegendéngscht oder en Atelier vum SNJ.

ad 4. D'Promotioun vun der Berufsausbildung gëtt aktuell via d'YEPI-Schoulfoire an d'Promotioun vun de Beruffer duerch d'Maison de l'orientation gemaach. Am Regierungsprogramm ass och eng Campagne commune fir d'Stärke vun der Berufsausbildung zesumme mat eise Partner virgesinn. Dës Campagne ass aktuell amgang, ausgeschafft ze ginn.

ad 5. De Suivi vun der patronaler Ausbildung an de Formatiounen, déi ënner Léiervertrag oflafen, gëtt vun de Conseillers à l'apprentissage assuréiert. Och mussen Betriber den „droit de former“ kréien, fir dierfen ausbilden. Dofir mussen si Konditiounen erfëllen, déi am Code du travail fixéiert sinn.

Liste d'attente des demandes d'hébergement des demandeurs de protection internationale | Question 1936 (13/02/2025) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Zanter elo méi wéi zwee Joer gëtt et eng Waardelëscht fir den Hebergement vun Demandeurs de protection internationale (DPI) déi eleng, männlech an erwuesse

sinn a keng speziell Vulnerabilitéiten hunn. Dëst, well et net genuch Better gëtt fir allegueren d'DPI a fir gläichzäiteg kënnen weinstens deene méi Vulnerabelen en Dag iwwert dem Kapp ze bidden.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil folgend Froe stellen:

- Wéi vill Leit stounge säit der Kreatioun vun dëser Waardelëscht all Mount op der Lëscht?
- Wéi laang steet eng Persoun an der Moyenne op der Lëscht?
- Kann de Minister matdeelen, wou d'DPI, déi op der Waardelëscht sinn, ënnerkommen? Wéi vill vun dëse Persounen kréien e Bett an der Wanteraktioun?
- Wéi eng Informatiounen iwwer e provisoerschen Ënnerdaach an aner fir si relevant Ulafstelle ginn den DPI, déi op der Waardelëscht sinn, am Guichet d'accueil d'urgence matgedeelt?
- Wéi stellt sech d'Kommunikatioun an d'Zesummenaarbecht tëscht dem Guichet d'accueil d'urgence an anere relevanten Ulafstellen, wéi der Wanteraktioun, duer?

Réponse (18/03/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Virop sief drun erënnert, dass d'Waardelëscht am September 2023 vun der viregter Regierung agefouert gouf, als Reaktioun op déi héich Auslaaschung vun den Accueilsstrukturen, a fir kënnen weiderhin den Accueil vu vulnerabele Persounen ze garantéieren. D'Saturatioun vun den Accueilsstrukturen bleift weider héich, soudass männlech, elengreesend DPI weider temporär op eng Waardelëscht gesat mussen ginn, bis dass e Bett am Réseau vum ONA fräi ass. D'Unzuel vu Persounen op der Waardelëscht variéiert vun Dag zu Dag, zënter hirer Aféierung am Hierscht 2023 lounge se tëscht 0 an 110.

Déi concernéiert Persounen sinn esoulaang op der Waardelëscht, bis dass e Bett fir si am ONA-Réseau fräigëtt. D'Dauer heivu variéiert a Funktioun vun der Disponibilitéit vu fräie Better.

Den ONA huet keng Informatiounen wou déi verschidde Leit ënnerkommen. Wat d'Frequentatioun vum Nuetsfoyer vun der WAK betrëfft, sou huet dës Zuel tëscht 0 a 70 zënter der Ouverture de 15. November geschwankt.

D'DPI ginn am Guichet d'accueil d'urgence iwwer déi nächst Schrëtt, hir Rechter an déi materiell a finanziell Aiden, déi hinnen zoustinn, informéiert. Donieft gi si och iwwer déi verschidde sozial Services zu Lëtzebuerg informéiert, dorënner och d'Wanteraktioun.

Stations d'épuration | Question 1937 (13/02/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Fir eng Verbesserung vun de Gewässer erbäizeféieren, ass een Deel vun der Léisung de Bau vu Kläranlagen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Ëmweltminister an un den Här Banneminister:

1. A wéi vill Gemengen am Land ass de Bau vu Kläranlage komplett ofgeschloss?
2. A wéi villen Dierfer respektiv Gemenge bleift de Bau vu Kläranlagen nach ze realiséieren? Wou sinn d'Planungsarבעchten do – opgeschlësst no deenen eenzele Gemengen – aktuell drun a wéi vill Awunner sinn insgesamt dovou betrëfft, datt si net un eng Kläranlag ugeschloss sinn?



3. Wéi ass aktuell de Stand am Hibleck op d'Realséiere vun enger véierter Rengegungs-Stuf bei den existéierende Kläranlagen am Land?

Réponse (17/03/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu datt Kläranlagen zu engem groussen Deel d'Ofwaasser vu méi Gemenge bezéiungsweis Lokalitéiten aus méi Gemengen traitéieren, ass dës Fro net esou opgeschlëselt – wéi vum honorabelen Deputéierte suggeréiert – ze beäntweren. Déi meescht Gemenge sinn nämlech an engem Gemengesyndikat regroupéiert, wou d'Ofwaasser vun e puer Gemengen an enger Kläranlag traitéiert gëtt. Duerch dës Organisationsform gëtt et Gemengen, déi keng eege Kläranlagen hunn, mee deenen hiert Waasser awer an enger interkommunaler Kläranlag traitéiert gëtt. Ëmgedréit gëtt et och Gemengen, déi e puer Kläranlagen op hirem Territoire hunn, wéi zum Beispill d'Gemeng Wëntger mat 8 biologesche Kläranlagen.

ad 1. an 2. Zu Lëtzebuerg sinn iwwer 99 % vun de Leit un eng biologesch Kläranlag ugeschloss. Manner wéi 1 % sinn deemno net un eng Kläranlag ugeschloss, mee hunn awer aner Léisungen en place, wéi z. B. individuell Fosses septiques.

De Moosnameprogramm vum 3. Waasser-Bewirtschaftungsplang gëtt Opschlëss doriwwer, wéi eng Kläranlagen nach ze baue si respektiv wéi eng nach mussen ausgebaut oder moderniséiert ginn.

Dëst kann een um Internetsite vun der Waasserverwaltung an der Annex 22 vum Bewirtschaftungsplang ënnert [https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-\(2021-2027\)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html) noliessen. Een Deel vum Bewirtschaftungsplang geet och iwwer de Stand vun der Ëmsetzung vun de Moosnamen. Dëst Dokument zum Stand vun de Moosname vum drëtten Zyklus gëtt den Ament grad ausgeschafft.

Aktuell sinn 9 nei biologesch Kläranlage geplangt an d'Moderniséierung bezéiungsweis d'Vergréisserung vun 62 besteeënde Kläranlagen. Vun deenen 9 neie sinn der 2 am Bau, a vun deenen 62 besteeënde sinn der 8 am Ausbau.

Aktuell (Stand 2024) si 4.500 Awunner net un eng biologesch Kläranlag ugeschloss an hunn nach eng individuell Léiung (z. B. Fosses septiques).

ad 3. Mat der neier Ofwaasserdirektiv 2024/3019 vum 1. Januar 2025 kommen och nei Erausforderunge fir d'Ëmsetze vun der véierter Rengegungs-Stuf. D'Direktiv muss elo innerhalb vun 30 Méint an nationaalt Recht transposéiert ginn.

Hospitalisations d'adolescents alcoolisés | Question 1938 (13/02/2025) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

La presse allemande vient d'annoncer que le nombre d'adolescents alcoolisés qui ont dû être hospitalisés est en nette baisse. Ainsi, par exemple, le nombre de cas aurait baissé de 28 % de 2022 à 2023.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de patients ont été hospitalisés en raison d'une consommation excessive d'alcool depuis l'an 2018 ?

2) Parmi la population de personnes alcoolisées ayant dû être hospitalisées, comment a évolué la part des jeunes ?

3) Quelles sont les journées de l'année durant lesquelles l'on enregistre des pics de personnes hospitalisées sous l'emprise de l'alcool ?

4) De 2020 à 2024, le Plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool (PALMA) était en vigueur. Le Gouvernement va-t-il renouveler ce plan d'action ?

Réponse (17/03/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) De 2018 à 2023, 3.639 séjours hospitaliers ont été recensés pour abus d'alcool.

ad 2) Sur les 3.639 séjours recensés, 3 % concernent des jeunes âgés de 12-18 ans.

En comparaison avec l'étude allemande susmentionnée, parmi la population des jeunes âgés de 12-18 ans, la proportion d'adolescents hospitalisés au Luxembourg pour intoxication à l'alcool s'élevait à 0,040 % en 2022 et à 0,043 % en 2023 (à noter qu'en Allemagne le taux s'élevait à 0,19 % en 2022 et 0,14 % en 2023⁴).

Compte tenu du faible nombre de cas, il est difficile d'identifier une tendance claire.

ad 3) Pour la période de 2018 à 2023, ce motif d'hospitalisation est plus fréquent pendant les mois de juillet à octobre, en particulier pour les adultes.

Nombre d'hospitalisation par mois pour intoxication par l'alcool chez les sujets âgés de 12 ans et plus, sur la période 2018-2023⁴

ad 4) Des réflexions sont en cours afin de transformer les actions et priorités du Plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool (PALMA) en une approche plus durable. Cette évolution s'appuiera notamment sur les actions existantes nécessitant une prolongation, tout en intégrant de nouvelles mesures adaptées aux enjeux actuels.

Structures d'hébergement des demandeurs de protection internationale | Question 1939 (13/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Koalitionsaccord 2023-2028 steet fir Demandeur de protection internationale (DPI): „seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI.“

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort“ vum 3. Februar ass ze liesen: „Seit Beginn seiner Amtszeit ist Minister Max Hahn ‚mit dem Pilgerstab‘ durch das Land unterwegs. [...] Trotz der Not pocht Hahn darauf, dass die Regierung nicht plant, feste Quoten für die Aufnahme von Flüchtlingen quer durchs Land einzuführen. ‚Ich weiß nicht einmal, wie das umsetzbar wäre‘, meint Hahn, wiederholte jedoch seinen Appell an die über 60 Gemeinden, die sich bisher nicht an der Aufnahme von Geflüchteten beteiligt hätten.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Virschléi oder Proposen huet de Minister de Gemenge konkret gemaach, fir si dozou ze motivéieren, Strukturen oder Terraine fir d'Ënnerbréngung vun DPIen zur Verfügung ze stellen?

2. Vu wat fir Aiden oder anere Kompensationsméiglechkeete kënnen Gemenge profitéieren, wann se zum Beispill duerch d'Ophuele vun DPIen zousätzleche Schoulraum oder aner Strukture musse schafen?

⁴ Krankenkassenstudie: Weniger jugendliche Rauschtrinker - ZDF-heute*

3. Wat fir eng konkret Ufuerderunge ginn un d'Gemenge gestallt, zum Beispill beim Zuverfügungstelle vun engem Terrain?

4. A wat fir eng Gemenge war de Minister bis elo schonn, fir mat hinnen iwwer de Sujet ze schwätzen?

5. Wéi eng Echoen huet de Minister bis elo vun de Gemengen, an deenen hie scho war, kritt?

Réponse (18/03/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Den Accueil vu Leit, déi am Grand-Duché internationale Schutz sichen, ass eng Tâche vun nationaler Wichtigkeet, bei där verschidden Acteure gefuerdert sinn. D'Gemenge sinn an deem Kader e ganz wichtige Partner, net just wat d'Mobiliséierung vu Gebaier an Terraine fir d'Schafe vun Accueilsstrukturen ugeet, mee och wat spéiderhin d'Integratioun an dat lokaalt Zesummeliewe betrëfft.

Ugesiichts der héijer Auslaaschtung vum ONA-Réseau an der Tatsaach, dass dem ONA e gudden Deel vun de Strukturen nëmmen temporär zur Verfügung gestallt goufen, hunn ech als Accueilsminister vun Ufank u vun dëser Legislaturperiod decidéiert, proaktiv op d'Gemengen am Land duerzegoen, fir mat hinnen ze kucken, wéi e gemeinsame Projet realiséiert kéint ginn. An deem Kader geet et virun allem drëms, déi verschidde lokal Responsabel op déi aktuell Situatioun am Accueil ze sensibiliséieren, an op eventuell Froen a Bedenken ze reagéieren. A priori ass den ONA Preneur fir all Terrain oder Gebai, allerdéngs muss all Fall eenzel analyséiert gi fir ze kucken, ob, an, wa jo, wéi eng Struktur drop realiséiert ka ginn.

Sou ass zum Beispill en Terrain vun 10 Ar néideg, fir eng modular Struktur mat 29 Better drop ze stellen, op 16 Ar kann den ONA zesumme mat der Administration des bâtiments publics 58 Better schafen an op 25 Ar sinn et 87 Schlofplazen (3 Modulbauten). Dës Baute sinn op d'Bedürfnisser vun ONA an den DPIen ausgerichtet an hir technesch Begebenheete goufen an engem Cahier des charges festgehalten.

Eng aner Pist ass, fir méi kleng Wunncontaineren op en Terrain ze setzen, deen nëmme fir eng bestëmmten Zäit zur Verfügung gestallt ka ginn. Dëst muss, wéi beschriwwen, allerdéngs ëmmer eenzel bewäert ginn.

ad 2. De Staat kënnt fir d'Integralitéit vun de Baukäschten op. Donieft gesäit den ONA e sozialen Encadrement genau ewéi e permanente Gardiennage vir. Den enken Echange an d'Kollaboratioun mam Educatiounsministère, wat d'Aschoulung vun de Kanner ugeet, gëtt och vum ONA mat assuréiert.

Wa besteeënd Gebaier a Fro kommen, fir DPIen ze hebergéieren, kënnt de Staat och fir potenziell Aarbechten op.

ad 3. Am Fall wou en Terrain dem ONA zur Verfügung gestallt gëtt, gëtt et am Allgemengen déi genannten Ufuerderunge vun der Mindestgréisst, mee och d'topografesch Lag vum Terrain spillt verständlecherweis keng onweesentlech Roll. Et kann och sinn, dass de PAG punktuell geännert muss ginn, fir der Utilisatioun vum ONA Rechnung ze droen. Dës Prozedur muss wéi gewinnt duerch d'Gemeng an d'Weeër geleet ginn. Et versteet sech, dass d'Gemengen och eng Baugeneemegung fir esou e Projet gi mussen.

ad 4. Generell ass ze soen, dass ech als Minister fir d'Famill, d'Solidaritéit, d'Zesummeliewen an de Accueil vun all Geleeënheet profitéieren, fir d'Gemengen op ënner anerem d'Besoin vum ONA ze sensibiliséieren.

Donieft gouf et an de leschte Méint eng Rei u bilaterale Echangingen tëscht mir als Minister respektiv Vertrieder vum Ministère mat follgende Gemengen:

- Differdange
- Wiltz
- Pétange
- Wormeldange
- Hesperange
- Niederanven
- Steinfort
- Habscht
- Mamer
- Sandweiler
- Strassen
- Schifflange
- Colmar-Berg
- Reckange/Mess
- Dippach
- Garnich
- Kayl/Tétange
- Rumelange
- Bascharage
- Ettelbruck
- Mersch
- Diekirch
- Beaufort
- Rosport-Mompach
- Junglinster

Donieft ass mam Gesetz vum 23. August 2023 iwwer dat interkulturellt Zesummeliwwen de Gemengepakt als neit Instrument agefouert ginn. Gemengen, déi dësen ënnerschriwwen, engagéiere sech, dat interkulturellt Zesummeliwwen op lokalem Niveau ze stäerken, d'Participatioun vun de Bierger ze verbesseren a géint all Form vu Rassismus an Diskriminatioun virzegoen. Am Kader vun den Zeremoniën vun der Ënnerschrëft vum Gemengepakt ass et mer dowéinst wichteg, a menger Interventioun d'Gemengen ëmmer nees dorop hinczewiesen, dass och den Accueil vu Mënschen, déi zu Lëtzebuerg Asyl ufroen, en Deel vum interkulturellen Zesummeliwwen duerstellt, an op de Besoin am Beräich vun den Hebergemengestrukturen ze sensibiliséieren. Bis elo hu follgend Gemengen de Gemengepakt ënnerschriwwen:

- Bettembourg
- Differdange
- Hesperange
- Junglinster
- Kehlen
- Leudelange
- Niederanven
- Roeser
- Sanem
- Schuttrange
- Steinfort
- Strassen
- Wiltz
- Clervaux
- Echternach
- Sandweiler
- Schifflange
- Steinsel
- Beckerich
- Ell
- Grosbous-Wahl
- Mertzig
- Préizerdau
- Rambrouch
- Redingen
- Saeul
- Useldange
- Vichten
- Dudelange
- Habscht

- Mamer
- Mertert
- Troisvièrges
- Betzdorf

Weider Reunionne mat anere Gemenge sinn och scho geplangt.

ad 5. Generell kommunizéieren den ONA an de Familljeministère eréischt iwwer e Projet wann dësen definitiv ass.

Antoniushaff | Question 1941 (13/02/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

An de leschte Jore goufe schonn eng Rei parlamentaresch Froe vu verschiddenen Deputéierte gestallt iwwert d'Zukunft vum Antoniushaff an der Gemeng Wëntger. Esou goufen d'Deputéiert am Joer 2021 informéiert, datt d'Naturverwaltung (ANF) an d'Raimleckeete vum Antoniushaff anzéie sollt an datt – Stand 2021 – d'Aarbechten an engem bis zwee Joer sollten ufänken. Bis haut ass allerdéngs nach näischt geschitt an d'Gebai verkennt ëmmer méi. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8045 aus dem Joer 2023 gouf präziséiert, datt dësse Projet weiderhi vu Wichtegkeet fir déi regionalen Servicer vun der ANF wär. Deemno wär d'Zesummeleee vum den Infrastrukture vun den Triagë vun der ANF e landeswäite Projet, deen och am Programme de travail vun der Verwaltung fir d'Period 2022–2024 verankert wär. Weider heescht et, datt sech d'Verspéidungen dohier erkläre géifen, datt den Ëmweltministère am Moment nach géif analyséieren, wat fir eng Form ee regionalen Zenter vun der ANF um Site vum Antoniushaff kéint unhuelen, fir datt dësen sech beschtméiglech un déi lokal Gegebenheete géif upassen. Elo schreiw mir Februar 2025 an et ass nach ëmmer net ersichtlech, wéi sech d'Zukunft vum Antoniushaff gestalte wäert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wou sinn d'Analyse respektiv d'Aarbechten de Moment drun, fir iwwert d'Zukunft vum Site Antoniushaff ze entscheeden?
2. Läit elo schonn e Konzept vir, wéi eng Form de geplangte regionalen Zenter vun der ANF um Antoniushaff soll unhuelen a wéi sech deen un déi lokal Gegebenheete soll upassen? Wa jo, wéi gesäit dëst Konzept konkret aus a gouf d'ANF och systematesch an dës Planung mat abezunn?
3. A wéi engem zäitleche Kader ass domat ze rechnen, datt de regionalen Zenter vun der ANF um Antoniushaff seng Aarbechte kann ophuelen?

Réponse (14/03/2025) de M. Serge Wilmes, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

De provisoiresch Bauprogramm vun der Administration de la nature et des forêts (ANF) gesäit d'Zesummeféiere vun 3 Triagë mat den néidege Büroen fir déi jeeeweileg Fierschtere vir.

D'Analys, wat fir eng Form ee regionalen Zenter vun der ANF um Site vum Antoniushaff kann unhuelen, fir dass dësen sech beschtméiglech un déi lokal Gegebenheeten upasst, leeft nach.

D'ANF als zukünftigen Nutzer gëtt an d'Planung mat agebonnen.

Zu dësem Zäitpunkt kann nach keen Delai fir d'Realisatioun vum Projet genannt ginn.

Augmentation des cas de syphilis | Question 1942 (14/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

De Joresrapport vum Europäeschen Zentrum fir Preventioun a Krankheetsbekämpfung (ECDC) ass alarmant. An Europa sinn d'Fäll vu Gonorrhoe tëscht 2014 an 2023 ëm 321 % geklomm, bei der Syphilis sinn et +100 %.

Zu Lëtzebuerg ass d'Zuel vun de Syphilis-Fäll massiv geklomm. De Rapport weist, datt Lëtzebuerg ënnert den 30 ënnersichte Länner deen héchste Ratio vun dëser Krankheet huet, mat 24,8 Fäll pro 100.000 Awunner, am Géigesaz zu 9,9 op europäeschem Niveau. Laut dem ECDC goufen 2023 bal 100.000 Gonorrhoe-Fäll an den EU/EWR-Länner registréiert (+31 %) a méi wéi 41.000 Syphilis-Fäll (+13 %). Zu Lëtzebuerg war et 2023 mat 606 Fäll eng Hausse vu 27,5 %. D'Zuel vu Fäll mat Chlamydien ass just liicht eropgaang (+7,1 %).

D'Verbreedung vun den STIen géif besonnesch bei jonke Leit zouhuelen. Déi héchst Infektiounsquot vu Gonorrhoe wär bei Fraen tëscht 20 a 24 Joer (+46 %). Déi meescht Chlamydien-Infektiounen falen och bei de Fraen an dës Alterskategorie. D'Syphilis klëmmt besonnesch bei Männer tëscht 25 a 34 Joer, bei de Fraen ass se an allen Alterskategorien eropgaang. Déi meeschte Fäll (72 %) goufe bei Männer festgestallt, déi sexuell Kontakter mat Männer hunn.

Besuergereserreegend ass dowéinst d'Entwécklung vu resistente Stämm géint Antibiotiquen, wat besonnesch bei der Behandlung vu Gonorrhoe bedenklech ass. Onbehandelt kënne Gonorrhoe, Syphilis a Chlamydien zu schwéiere Gesondheetsproblemer féieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi erklärt sech d'Ministesch dës staark Hausse bei de Fäll vu Syphilis?
2. Wéi eng konkret Moossname plangt d'Regierung ze huelen, fir dës dramatesch Hausse vu sexuell iwwerdrebbare Krankheeten zu Lëtzebuerg ze bekämpfen, besonnesch well mir den héchste Syphilis-Taux an Europa hunn?
3. Ass eng breet Preventiounscampagne bei jonke Leit geplangt, virun allem well d'Zuele bei den 20–24-Järege staark klammen?
4. Wéi eng Moossname ginn agesat, fir d'Resistenz géint Antibiotiquen ze bekämpfen? Hu mir zu Lëtzebuerg genuch Alternativen am Fall, wou Behandlungen net méi uschloen?
5. Gëtt et en zentrale Koordinatiounsplang, fir d'Zesummenaarbecht tëscht den Dokterinnen an de Spideeler an dësem Kontext ze organiséieren?

Réponse (17/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi staark Hausse vu Syphilis zu Lëtzebuerg ass bedéngt duerch e puer Ursachen.

D'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Deklariatioun vu verschiddene Krankheeten am Kader vun der Protektioun vun der Santé publique gesäit vir, dass esouwuel Dokterinnen wéi och d'Laboratoiren, déi medezinnesch Analyse maachen, ustiehend Krankheeten, déi sexuell iwwerdrebbare ginn, innerhalb vun enger Woch bei der Gesondheetsdirektioun melle mussen. Esou si Chlamydien, Gonorrhoe a Syphilis meldeflichteg fir d'Laboratoiren. Dobäi kënnt, datt Syphilis och nach vun den Dokterinnen selwer gemellt gëtt. Am Géigesaz zu aneren europäesche Länner, wou d'Deklariatioun vun deene Krankheeten op fräiwëlleger Basis geschitt, huet Lëtzebuerg en zimmlech

ëmfaassende System, fir ustiechend Krankheeten ze iwwerwaachen, wat zu enger Ënnerdeklaratioun an anere Länner par rapport zu Lëtzebuerg féiere kéint.

Verännerungen am Risikoverhalen, wéi z. B. eng Baisse am Gebrauch vum Kondom a méi verschidde Sexualpartner⁵, droen zu enger erhéichter Iwwerdroung vu sexueller iwwerdrobare Krankheete bäi. E verstärkten Depistage, virun allem bei Männer, déi sexuell Relatiounen mat Männer hunn, huet et och erlaabt, méi Fäll ze detektéieren.

ad 2. Wat Präventiounsmoossnamen ugeet, ginn zu Lëtzebuerg verschidde Méiglechkeete fir den Depistage vu sexueller iwwerdrobare Krankheeten ugebueden. All Persoun ka bei de Planning Familial, den CHL, den LNS oder de CHEM goen, mat oder ouni Ordonnance, an en STI-Depistage ufroen. Esou sinn anonym STI-Depistagen dat ganz Joer iwwer verfügbar⁶.

Ausserdeem hëlt Lëtzebuerg un den europäesche Woche vum Depistage deel, déi am Mee an am November stattfannen⁷. Dës Initiativ ënnersträicht d'Wichtigkeet vun der fréizäiteger Detektioun vu sexueller iwwerdrobare Krankheeten. Bei dëser Occasioun bidde verschidde Privatlaboratoiren der ganzer Populatioun gratis Tester un.

Präventiouns- a Screeningaktiounen vu sexueller iwwerdrobare Krankheete ginn am Kader vum nationalen HIV-Plang 2018–2022 an a Kollaboratioun mat den nationale Partner weidergefuert.

ad 3. Am Joer 2025 ass eng national Präventiounscampagne géint sexueller iwwerdrobare Krankheete geplangt. Dës Campagne, déi Jonker am Alter vu 15 bis 25 Joer cibléiert, fënnt am Mee statt a gëtt zesumme mat nationale Partner organiséiert. D'Zil vun dëser Campagne ass, fir déi Jonk op sexueller iwwerdrobare Krankheeten ze sensibiliséieren an se ze encouragéieren, hiert Risikoverhalen op e Minimum ze reduzéieren.

ad 4. Den nationalen Antibiotika-Plang⁸ 2018–2024 huet eng Rei vu Mesuren, fir géint d'Resistenz vun Antibiotiquen ze kämpfen, agefuert.

Am Beräich vun der sexueller iwwerdrobare Krankheeten (sexually transmitted infection, STI) sinn et just Gonokokken-Infektiounen, déi e Resistenzproblem géint Antibiotiquen verursaache kënnen. Esou gëtt zu Lëtzebuerg d'Opkomme vu resistente Gonokokken-Infektiounen aktiv iwwerwaacht. Den LNS iwwerwaacht déi multiresistenten Souchen a kommunizéiert reegelméisseg mat der Gesondheitsdirektioun.

Déi meescht Infektiounen mat Gonorrhoe an der EU/EAA kënnen mat aktuell verfügbaren Antibiotiquen behandelt ginn. Den aktuellen epidemiologeschen Donnéeën no, ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg ënner Kontroll.

Et gëtt keng signifikativ Ännerungen am Kontext vun alternativen Therapie fir d'Behandlung vu Gonokokken-Infektiounen.

ad 5. Zu Lëtzebuerg gëtt et keng formell zentraliséiert Koordinatioun tëschent den Dokterinnen an de Spideeler am Beräich vu sexueller iwwerdrobare Krankheeten. Et besteet awer eng aktiv Kollaboratioun tëschent de Laboratoiren, de Spideeler, den Dokterinnen an der Inspektioun sanitäre, déi et erlaabt, schnell ze reagieren an néideg Moossnamen schnell unzepassen.

⁵ UK study published in 2021 examined trends among MSM from 2016–2019 and found evidence of changing sexual behavior including condomless anal intercourse alongside rising STIs diagnoses. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/34413201/>

⁶ <https://santesecu.public.lu/fr/agenda/2024/11/european-testing-week-2024.html>

⁷ www.testingweek.eu

⁸ <https://santesecu.public.lu/fr/espace-professionnel/plans-nationaux/plan-national-antibiotiques-2018-2022.html>

Rémunération des étudiants faisant un stage pratique en vue de l'acquisition d'une expérience professionnelle | Question 1943 (14/02/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

La possibilité d'effectuer un stage pratique constitue une composante essentielle de la formation professionnelle, permettant aux étudiant.e.s d'acquérir des compétences indispensables à leur futur métier. Cette immersion professionnelle est notamment cruciale dans les domaines des sciences sociales et de l'éducation, où l'application des connaissances théoriques favorise le développement des compétences pédagogiques et relationnelles requises. C'est notamment le cas du Bachelier en formation pédagogique (BFP) proposé à l'Université du Luxembourg.

Les étudiant.e.s sont tenu.e.s d'effectuer un « temps de terrain » chaque semestre, leur permettant de mettre en œuvre leurs propres interventions en tant qu'enseignant.e.s. Conformément à l'article L. 152-4 du Code du travail, tout stage excédant quatre semaines doit être indemnisé à hauteur d'au moins 30 % du salaire social minimum pour les salarié.e.s non qualifié.e.s. Cette disposition s'applique au temps de terrain du BFP, donnant droit aux étudiant.e.s à une compensation d'environ 770 euros brut par semestre.

Or, bien que cette indemnisation soit obligatoire et doive être spécifiée dans la convention de stage (art. L. 152-7 du Code du travail), la législation luxembourgeoise ne prévoit aucun délai précis pour son versement. Cette absence de cadre temporel pose problème : selon nos informations, les étudiant.e.s ayant suivi le BFP en 2023-24 n'ont toujours pas reçu leur indemnisation pour le premier semestre de l'année passée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Sachant que les conventions de stage sont conclues entre un patron de stage et un.e étudiant.e, Monsieur le Ministre peut-il préciser quel mécanisme de contrôle est actuellement en place pour garantir le respect d'obligations légales en matière d'indemnisation des stages, notamment afin de protéger les étudiant.e.s qui ne disposent pas nécessairement des compétences requises pour évaluer les termes d'un contrat de travail ?

2) Si un tel mécanisme existe, Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi les étudiant.e.s ayant suivi le BFP en 2023-24 n'ont pas reçu leur indemnisation pour le premier semestre de l'année passée ?

3) Si aucun mécanisme de contrôle n'existe, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire un cadre réglementaire garantissant le versement des indemnités de stage dans des délais définis ? Dans la négative, quelles autres mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour assurer le respect du Code du travail ?

Réponse (13/03/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Le dispositif relatif aux stages des élèves et étudiants ne prévoit effectivement pas de délai légal pour le règlement de l'indemnité de stage.

À défaut de règle spéciale à ce sujet, le droit commun des contrats est applicable, et plus particulièrement l'article 1134-1 du Code civil, qui dispose que « La convention qui donne naissance à des obligations réciproques oblige, sauf intention ou usage contraires, chaque partie à exécuter son obligation de façon à ce qu'elle coïncide avec l'obligation corrélative de l'autre partie. »

Par conséquent, sous réserve d'autres modalités de paiement prévues dans la convention de stage, l'indemnité de stage doit être payée de manière coïncidente avec l'exécution du stage. Vu que l'indemnité de stage est généralement fixée mensuellement, elle doit en principe être payée au plus tard le dernier jour du mois en cours, sinon dans un bref délai après la fin du mois.

En vertu de l'article L. 152-16 du Code du travail, l'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée d'assurer l'application de la législation sur les stages.

À ce titre, l'ITM peut recevoir des signalements et procéder à des contrôles pour vérifier le respect des dispositions légales relatives aux stages des élèves et étudiants.

En outre, le Code du travail attribue à l'ITM la mission de « conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles ».

Même si les stagiaires ne sont pas considérés comme salariés au sens du droit du travail, les élèves et étudiants peuvent quand même se renseigner auprès de l'ITM en cas de doute quant à la conclusion ou l'exécution d'une convention de stage et dénoncer tout comportement qu'ils jugent illicite, tel qu'un règlement tardif de l'indemnité de stage.

ad 2) Jusqu'à ce jour aucune doléance n'a été portée à la connaissance du Ministère du Travail ou de l'ITM en ce qui concerne l'indemnisation des stages des étudiants ayant suivi le BFP en 2023-24.

Au cas où des problèmes de règlement des indemnités de stages existent, les stagiaires sont priés de s'adresser à l'ITM qui peut intervenir auprès des patrons de stage fautifs.

ad 3) Il y a lieu de noter que la motion n° 3202 du 20 mai 2020 de la Chambre des Députés invite le Gouvernement à faire un suivi de l'impact du nouveau régime de stages pour élèves et étudiants deux ans après son entrée en vigueur en y associant les partenaires sociaux ainsi que les représentants des élèves et étudiants.

Cette évaluation est en cours de réalisation et au cas où il s'avérerait que le dispositif relatif aux stages des élèves et étudiants présente des défauts, des adaptations ponctuelles seront, le moment venu, proposées par le biais d'un projet de loi.

Dans ce contexte, l'introduction d'un délai légal pour le règlement des indemnités de stage pourrait également faire partie de ce projet de loi.

Approbation des plans d'aménagement particulier (PAP) et des conventions d'exécution | Question 1944 (14/02/2025) de M. Alex Donnersbach (CSV)

Depuis l'entrée en vigueur du nouvel article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 relative à l'aménagement communal et au développement urbain, de nombreuses interrogations subsistent quant à l'application pratique de cette disposition.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Approbation des plans d'aménagement particulier (PAP) et des conventions d'exécution

Combien de plans d'aménagement particulier (PAP) et de conventions d'exécution intégrant les nouvelles

dispositions de l'article 29bis ont été approuvés à ce jour par le Ministère des Affaires intérieures ?

Peut-il également préciser dans quelles communes ces PAP ou conventions d'exécution ont été approuvés et combien de logements abordables vont ainsi être cédés soit à la commune concernée, soit à un acteur étatique ?

2) Prise en charge des coûts d'infrastructure

L'alinéa (6) de l'article 29bis de la loi précitée dispose que :

« Les modalités et la valeur de la cession des logements abordables, prévue au paragraphe 4, avec leur quote-part de fonds correspondante sont fixées dans une convention à établir entre le propriétaire et la commune, le cas échéant dans la convention d'exécution prévue à l'article 36. Les conventions précitées doivent également contenir les plans de réalisation desdits logements ainsi qu'un cahier des charges définissant leur niveau de finition et d'équipement.

La valeur de la cession des logements abordables tient compte du prix de réalisation et la quote-part de fonds correspondante est cédée conformément au paragraphe 5, alinéa 2. »

Le prix de réalisation inclut-il également les coûts d'infrastructures (voirie, canalisations, etc.) liés à la quote-part des logements abordables ?

3) Modèle de convention d'exécution

Un certain nombre de questions persistent également quant aux modalités à prévoir dans la convention d'exécution en relation avec l'article 29bis.

Le Ministère des Affaires intérieures et/ou le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire envisagent-ils de mettre à disposition des communes et des acteurs de la construction un modèle de convention précisant les modalités de construction et de cession des logements abordables ?

4) Procédure de consultation des acteurs publics

Existe-t-il une procédure officielle permettant de consulter l'intérêt des différents acteurs publics (SNHBM, Fonds du logement, etc.) pour la reprise des logements abordables que la commune ne souhaite pas acquérir dans le cadre de l'article 29bis ? Le cas échéant, quelle est cette procédure ?

5) Absence de repreneur pour les logements abordables

Quelle est la procédure prévue dans l'hypothèse où ni la commune ni un acteur étatique ne souhaitent reprendre les logements abordables ?

Réponse (17/03/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) À ce jour, 26 plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » (« PAP ») qui intègrent les dispositions de l'article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ont été approuvés par le Ministère des Affaires intérieures.

Le Ministère des Affaires intérieures ne dispose pas de statistiques chiffrées en ce qui concerne le nombre de conventions qui intègrent les dispositions de l'article précité alors que ces conventions ne sont pas soumises à une approbation tutélaire.

En somme, 36.606,20 mètres carrés de surface construite brute (« SCB ») ont ainsi été réservés pour la réalisation de logements abordables, ce qui représente un total de 275 logements abordables.

Le montant total de mètres carrés de surface construite brute dédié aux logements abordables, ainsi que leur nombre par communes, est ventilé comme suit : [†]

Ces chiffres, relativement bas, s'expliquent par le fait que pour des raisons conjoncturelles beaucoup moins de PAP ont été introduits dans la procédure d'adoption qu'en temps normal.

ad 2) Non. Le prix de réalisation des logements abordables n'inclut pas les coûts des infrastructures de viabilisation mais uniquement le prix de réalisation du logement abordable en question. Les coûts des infrastructures de viabilisation ne sont pas pris en compte dans la détermination du prix de réalisation des logements abordables alors que la cession du terrain à bâtir qui accueille le logement abordable s'effectue gratuitement.

ad 3) Le site Internet du Ministère des Affaires intérieures contient une rubrique spécialement dédiée à la mise en œuvre de l'article 29bis : <https://maint.gouvernement.lu/fr/dossiers/2021/art29bis.html>.

Les acteurs concernés y trouveront également une série de conventions-type en vue de leur faciliter l'application dudit article.

ad 4) Il n'existe pas de procédure officielle permettant de consulter l'intérêt des différents acteurs publics pour la reprise des logements abordables que la commune ne souhaite pas acquérir dans le cadre de l'article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Dans la pratique, l'attribution des fonds réservés aux logements abordables ou, le cas échéant, des logements abordables avec leur quote-part de fonds correspondante, se fait dans le cadre de la Commission d'acquisition de logement abordable (CAL29) en concertation avec les promoteurs publics. L'attribution dépend de plusieurs éléments, notamment :

- l'existence de projets en cours des promoteurs publics dans la commune concernée,
- les interactions antérieures entre la commune et les promoteurs publics.

Ainsi, bien qu'aucune procédure formalisée ne soit actuellement en place, un cadre existe pour assurer une concertation et une coordination entre les différents acteurs publics concernés.

ad 5) Dans l'hypothèse où ni la commune ni un acteur étatique ne souhaitent reprendre les logements abordables issus de l'article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, une procédure spécifique est prévue.

Si la commune renonce à l'acquisition, le ministre ayant le Logement dans ses attributions est informé de cette décision et dispose d'un délai de deux mois pour notifier au propriétaire et aux promoteurs publics son intention d'acquérir ou non les logements concernés. À défaut de réponse dans ce délai, le silence du ministre vaut acceptation de la cession.

En cas de renonciation par l'État, un promoteur public autre que la commune peut se substituer à lui. Si aucun promoteur public ne manifeste d'intérêt, la loi ne prévoit pas la possibilité pour le promoteur privé initial de commercialiser librement ces logements sur le marché privé. En effet, l'article 29bis impose que les logements abordables soient attribués à un promoteur public.

Les logements abordables régis par l'article 29bis ne peuvent être librement vendus sur le marché, sauf modification du cadre légal.

Il y a lieu de faire remarquer que le projet de loi n° 8481 qui a été déposé en date du 21 janvier 2025 propose certaines modifications à l'endroit de l'article 29bis. Ces modifications visent notamment à

harmoniser les seuils d'application à partir desquels l'article 29bis s'applique. Il est également prévu de modifier l'article précité dans le sens d'une meilleure prise en compte des surfaces des logements abordables. Finalement, l'article 29bis sera également adapté dans le sens de permettre davantage de flexibilité aux communes en ce qui concerne le nombre d'emplacements de stationnement devant être réalisés pour les logements abordables.

Projet « ALPHA – zesumme wuessen – alphabétisation en français » | Question 1945 (14/02/2025) de Mme Francine Closener (LSAP)

An enger rezenter Emissioun vu „Background am Gespréich“ iwwer de Lëtzebuenger Schoulsystem, huet den SNE-Präsident drop insistéiert, dass fir d'Ëmsetzung vum Projet „ALPHA – zesumme wuessen – alphabétisation en français“, méi Personal a méi Klassenäil gebraucht ginn, wann en effektiv ab 2026 flächendeckend op d'Grondschoul ausgeweit gëtt.

Den Educationminister selwer sot, dass schätzungsweise 150 zousätzlech Klassenäil an den 100 Schoulen am Land géife gebraucht ginn. Wa sech de Besoin un zousätzleche Säll also géif gläichméisseg iwwer d'Land verdeelen, géif dat heeschen, dass all Schoul iwwert déi nächst sechs Joer annerhallwe Säll bäikréie misst, sou de Minister.

Et ass allerdinge evident, dass kleng Schoule proportional méi belascht wäerte ginn. Grad a kleng Gemengen, wou et pro Joergang just eng Klass gëtt, wäerte méi wéi just annerhallwe Säll gebraucht ginn, fir esouwuel eng Alphabetisierung op Franséisch wéi och op Däitsch assuréieren ze kënnen. An och fir méi grouss Gemenge kann et eng Erausforderung sinn, fir zousätzleche Schoulraum ze schafen, an dat an Zäiten, wou vill Schoulgebaier souwisou schonn un de Limite vun hire Kapazitéite sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Education, Kanner a Jugend an dem Innenminister folgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung scho Kontakt mat de Gemengen opgehooll fir erauszefannen, wéi eng Gemengen net am Stand sinn, fir bis 2026 déi néideg Klassenäil zur Verfügung ze stellen? Wa jo, wéi vill Schoule si betraff a wéi eng Léisunge ginn envisagéiert?

Wann nee, envisagéiert d'Regierung, fir de Projet ALPHA ëmzesetzen, eng gemeinsam Approche mat de Gemengen? Wéi géif déi Approche ausgesinn?

2. Wéi plangt d'Regierung ze garantéieren, dass all Kand am Land – onofhängeg vun der Gemeng an där et wunnt – d'Méiglechkeet kritt, tëscht enger Alphabetisierung op Franséisch oder Däitsch ze wielen?

3. A wéi ville Gemenge sinn aktuell nei Schoulgebaier am Bau? Wéi vill zousätzlech Klassenäil ginn duerch sou Projekte bis 2026 disponibel?

4. Hunn dës Schoule genuch Kapazitéiten, fir och dem zousätzleche Besoin u Säll, deem am Fall vun enger flächendeckender Ëmsetzung vum Projet ALPHA entstoe wäert, gerecht ze ginn, oder sinn dës Schoule virun hirer Fäerdgestellung eigentlech schonn nees ze kleng?

5. Wéi eng Pläng gëtt et, fir d'Personal beschtméiglech op déi nei Ufuhrunge bei enger Alphabetisierung op Franséisch virzebereeden?

6. Wéi vill zousätzlech Poste ginn am Enseignement fondamental fir d'Ëmsetzung vum Projet ALPHA an absoluten a relativen Zuele gebraucht?

Réponse (18/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Am Kader vum Plange vun enger eventueller nationaler Verallgemengerung vum Projet ALPHA hu meng Servicer déi Schoulen identifizéiert, déi, reng op Basis vun hirer aktueller Klassekonstellatioun, risquéieren, eventuell weider Klassenäll ze brauchen. Et handelt sech dobäi virun allem ëm Gebaier, an deene keng zwou Klasse pro Joergang beschoult ginn; deemno ëm kleng Gebaier, wéi et se nach just vereenzelt gëtt. Op der Basis vu Modelliséierungen, déi gemaach goufen, gëtt de raimlechen Opwand op 150 Klassenäll geschätzt, déi an deenen 100 Gemengen bis zu enger kompletter Ëmsetzung gebraucht géinge ginn. Dat sinn deemno am Duerchschnitt nëmmen ee bis zwee Klassenäll pro Gemeng. Déi jee weils zoustänneg Regionaldirektiounen vun de concernéierte Schoule goufen heiriwwer informéiert an analyséieren elo, zesumme mat de Schoulen an de Gemengen-autoritéiten am Detail, déi lokal Situatiounen.

ad 2. Wéi am ad 1. schonn erkläert, kruten d'Regionaldirektiounen den Optrag, fir zesumme mat de Gemengen déi Raimlechkeeten ze identifizéieren, ze amenagéieren a gegebenefalls ze kreéieren, fir datt et an all Schoul déi néideg Raimlechkeete gëtt, fir eng Alphabetiséierung op Däitsch an op Franséisch kënnen unzëbilden.

ad 3. a 4. Déi national Verallgemengerung vum Projet „ALPHA – zesumme wuessen“ wäert an Etappen ëmgesat ginn. Esou soll, virausgesat, datt déi wëssenschaftlech Evaluatioun weiderhi positiv ass, en éischte Schrëtt fir déi national Ëmsetzung vum Projet am Schouljoer 2026/2027 am Cycle 1.2 gemaach ginn. Fir d'Ufankphas vum Projet „ALPHA – zesumme wuessen“ am Cycle 1 si keng weider Klassenäll néideg an de Gesamtbefindene vun enger eventueller zousätzlecher Klassenäll besteet, bedéngt duerch déi gestaffelt Aféierung, fréistens fir d'Schouljoer 2030/2031.

De Gemenge bleift deemno déi néideg Zäit, fir, falls net genuch Schoulraum zur Verfügung stoe géif, mam Educatiounsministère (MENJE) zesummen déi passend Mesuren en place ze setze fir sécherzestellen, datt de Projet „ALPHA – zesumme wuessen“ flächendeckend kann ëmgesat ginn.

ad 5. An éischter Instanz sief hei bemierkt, datt mir schonn haut Léierpersonal hunn, dat am Kader vu senger Grounusbildung geléiert huert, entweder op Däitsch oder op Franséisch ze alphabetiséieren.

De Parcours de formation „ALPHA – zesumme wuessen“, erlaabt de Participanten, hir Kompetenzen an dëser spezifescher Thematik ze verdéieren, sech mat Experten auszetauschen, verschidde Léierformater ze entdecken an an engem dynamesche pädagogeschen Netzwierk ze evoluéieren. Déi éischt Editioun huert am Oktober 2023 ugefaangen, mat 87 Enseignantinnen, déi drun deelgeholl hunn. Mëttlerweil si mir bei der drëtter Editioun vum Parcours „ALPHA – zesumme wuessen“ a weider Editiounen si geplangt, dorënner een exklusiv fir de Cycle 1, deen am Mee uleeft.

Doriwwer eraus gëtt eng breet Pallett u Formatiounen am Kader vun „ALPHA – zesumme wuessen“ ugebueden, déi fir all Enseignantinnen zougänglech sinn:

- national Formatiounen a Konferenzen;
- Formations sur mesure fir Schoulen;
- eng Begleedung vun de Schoulen duerch d'I-TS;
- Hospitationsangebote an Austauschmomenenter fir Enseignantinnen, Schoulcomitéen an Direktiounsekippen;
- Ressourcen an Temoignagë vu Bonnes pratiques.

D'Formatiounsoffer gëtt lafend ausgebaut an dat op Basis vun de Feedbacken vun de Participanten an de festgestallte Besoinen um Terrain.

Déi ganz Offer fënnert een ënnert: Offre de formations et d'accompagnement „ALPHA – zesumme wuessen“⁹.

ad 6. Léisst een déi positiv Effekter, déi ee sech laangfristeg vum Projet „ALPHA – zesumme wuessen“ erwaart, ausser Uecht, da weisen d'Berechnungen vun de Servicer vum MENJE, datt fir eng national Generalisatioun vum Projet ALPHA bis d'Schouljoer 2030/2031 insgesamt 98 nei Posten am Enseignement fondamental néideg sinn. Dëst entsprécht 13,6 % vun alle Posten, déi an dësem Zäitraum musse kreéiert ginn. Allerdéngs kann een dovunner ausgoen, datt d'Generalisatioun vun der Mëglechkeet vun enger Alphabetisatioun op Franséisch oder Däitsch à moyen terme dozou féiere wäert, datt et zu enger Reduzéierung vun den Allongementen kënnt. Heiduerch kann d'Dauer vun de schoulesche Parcoursen vun de concernéierte Schüler verkierzt ginn, wouduerch dann de Schätzungen no 80 Posten nees kënnen agespuert ginn. De reelle Besoin u weidere Poste beleeft sech deemno schätzungsweis op 18 Posten, wat 2,8 % vun alle Posten entsprécht, déi an dësem Zäitraum musse kreéiert ginn.

Franchise douanière | Question 1946 (14/02/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après les médias allemands, la Commission européenne serait en train d'élaborer une proposition afin de supprimer le seuil de franchise de 150 euros à partir duquel les marchandises provenant de l'extérieur de l'Union européenne sont soumises à des droits de douane. Par cette proposition, la Commission vise en particulier le volume important de colis provenant de Chine, notamment des plateformes de vente en ligne telles que Temu, Aliexpress ou Shein. Si cette proposition voyait le jour, elle aurait un impact considérable pour les millions de particuliers dans l'Union européenne qui achètent des produits provenant de pays tiers ou qui reçoivent des colis provenant de l'extérieur de l'UE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette proposition de la Commission européenne ?
- Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement sur ces mesures prévues par la Commission européenne ?
- Quel serait l'impact de cette mesure sur les recettes fiscales ?
- Quel serait l'impact en coûts et en ressources humaines pour l'Administration des douanes et accises ?

Réponse (13/03/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Il convient de préciser que la proposition de supprimer le seuil de franchise de 150 euros, à partir duquel les marchandises provenant de l'extérieur de l'Union européenne sont soumises à des droits de douane, s'inscrit dans une réforme plus vaste et ambitieuse de l'union douanière de l'UE, la plus importante depuis sa création en 1968. Cette proposition, datée du 17 mai 2023, a été discutée à plusieurs reprises par les ministres des Finances dans le cadre du Conseil ECOFIN.

Le Luxembourg est convaincu que cette réforme globale est nécessaire pour relever les défis auxquels sont confrontées les administrations et les entreprises dans le domaine des importations et exportations de biens. L'abolition de la franchise des droits de douane pour les importations n'en est qu'un élément parmi d'autres. Dès lors, cette modification s'intègre dans un ensemble de mesures visant à simplifier les procédures et à améliorer l'analyse des risques, permettant ainsi des contrôles douaniers plus ciblés et efficaces aux frontières.

Il est également important de rappeler que les droits de douane constituent une ressource propre traditionnelle du budget de l'UE, dont 75 % des recettes reviennent à l'UE. Même si le Luxembourg n'a pas encore réalisé d'analyse détaillée spécifique sur ce point de la réforme douanière projetée et son impact sur les recettes budgétaires nationales, il va de soi que la mise en œuvre de tous les éléments de la réforme proposée par la Commission européenne entraînera des coûts d'implémentation certains, notamment en termes d'investissements dans de nouveaux outils informatiques et d'intelligence artificielle.

Gouvernance de la Caisse nationale de santé | Question 1947 (14/02/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Dans son accord de coalition pour la législature de 2023 à 2028, le Gouvernement a annoncé que « le mode de fonctionnement et de financement ainsi que la gouvernance de la Caisse nationale de santé seront mis à l'examen ».

Quinze mois après la signature de cet accord, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce que l'examen prémentionné a entre-temps été entamé ?
- 2) Qui est/sera associé à cet examen critique ?
- 3) Quels sont les éléments qui seront analysés et quelles sont les raisons à la base de cette remise en question du fonctionnement, du financement ainsi que de la gouvernance tripartite de la CNS ?

Réponse (11/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'examen mentionné a été lancé au cours du 2^e trimestre 2024 dans le cadre du projet « Optimisation du fonctionnement de la Caisse nationale de santé (CNS) ».

ad 2) Les parties prenantes pour ce projet sont :

- le président de la CNS,
- la direction de la CNS,
- les départements de la CNS concernés par les éléments analysés,
- les membres du conseil d'administration de la CNS,
- l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS).

ad 3) Les éléments suivants sont analysés dans ce projet :

- les rôles et responsabilités des différents acteurs au sein de la CNS concernant les éléments de bonne gouvernance introduits en 2018 dans le Code de la sécurité sociale,
- la mise en place d'un contrôle interne et d'un rapport interne informant sur la mise en œuvre de la planification triennale et sur la manière dont fonctionne le contrôle interne,
- la mise en place d'une politique de lutte contre l'abus et la fraude.

Les analyses se font sur base du cadre légal existant, à savoir les éléments de bonne gouvernance introduits dans le Code de la sécurité sociale par la loi du 9 août 2018⁹.

⁹ Loi du 9 août 2018 modifiant :
1. le Code de la sécurité sociale ;
2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;
3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale.
Code de la sécurité sociale (2023), Livre VI, Titre I^{er}, Chapitre I^{er}, article 408bis

Piscine du Lycée de Clervaux | Question 1948
(14/02/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 13. Februar gouf an der Chamber iwwert d'Promouvée vu sportlechen Aktivitéiten fir Kanner a Jugendlecher am ausserschoulesche Beräich debattéiert. Am Kader vun dëser Debatt huet den Här Educationminister dofir plädéiert, datt ee Sportsinfrastrukturen, déi queesch duerch d'Land stinn, an déi dem Staat gehéieren, sou gutt wéi méiglech auslaaschte soll. Weider huet et geheescht, datt een awer och, wat d'Infrastrukturen an d'Zesummespill mat de Gemengen ugeet, dacks u Limite géif stousen.

D'Schoule sollten deemno och selwer kucken, fir peri- a parasportleche Aktivitéiten unzibidden. Vu datt d'Plus-value vu sportlechen Aktivitéiten an der Bewegung allgemeng jidderengem kloer ass, sinn dës Iwwerleeunge vusäite vun der Regierung natierlech begrëssenswäert.

An der Praxis an och wat d'Realitéit um Terrain ugeet, gesäit d'Situatioun allerdéngs dacks anescht aus. Esou ass z. B. de Clierfer Lycée mat enger ganz moderner Schwämm ekipéiert, allerdéngs ass et de Kanner a Jugendlechen net méiglech, ausserhalb vun de Lycéeszäiten do Sport ze maachen. D'Schwämm am Clierfer Lycée ass deemno am ausserschoulesche Beräich just vereenzelt fir Sportsclubb disponibel. Op anere Plazen am Land gesäit een awer, datt Konventionen tëscht de Gemengen an der jeeuweileger Schoul existéieren, déi eng méi breetgefächert Zougänglechkeet vun der jeeuweileger Sportsinfrastruktur – z. B. enger Schwämm – erméiglechen.

Am Fall vu Clierf – a konform zu der Iwwerzeegung vun der Regierung, staatlech Gebailechkeeten, déi fir sportleche Aktivitéiten genotzt kënne ginn, méi auszelaaschten – wär et sécherlech vu Virdeel, datt d'Schwämm am Lycée och ausserhalb vun de Schoulstonne fir Privatleit a Jonker méi disponibel wär, allerdéngs feelt et – vusäite vun Lycée – um néidege Personal, fir dës kënnen ze assureieren. Et ass dobäi wichteg ze betounen, datt hei d'Initiativ, fir personaltechnesch opzerëschten – z. B. iwwert de Wee vun enger zousätzlecher Astellung vun engem Concierge a Schwammmeeschter – vum Lycée selwer misst kommen an net zu Laaschte vun der Gemeng dierf goen, well et jo a priori net vun der Gemeng ass, déi mat enger staatlecher Sportsinfrastruktur verbonnen Aufgaben ze assureieren.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un d'Regierung:

– Wäer d'Regierung bereet, déi bestoend Infrastruktur vun der Clierfer Lycéesschwämm méi auszelaaschten, z. B. duerch eng personaltechnesch Oprëschtung, esou datt – wéi d'Regierung dat wënscht – méi Jonker an och aner Privatpersounen sech och am ausserschoulesche Beräich sportlech betätege kënnen?

Réponse (18/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

D'Regierung bekräftegt op dësem Wee nach eng Kéier hire Wëllen, souwuel déi staatlech Sportsinfrastrukturen besser auszelaaschten, ewéi och déi sportleche Aktivitéiten am ausserschoulesche Beräich ze promovéieren.

Wat elo de Fall vum Clierfer Lycée (LESC) betrëfft, sou sinn do aktuell zwee Schwammmeeschteren agestallt.

Während de Schoulzäiten (8.00–16.30 Auer) ass d'Schwämm vum Lycée duerchgeeënd a voll besat, dës duerch déi 58 Klasse vum nationalen an

internationalen Enseignement secondaire an déi 18 Klasse vum internationalen Enseignement maternel a primaire; dobäi kommen d'Hallschecht vun de Klasse vum nationalen Enseignement fondamental gradewéi eng Rei vu peri- a paraschouleschen Aktivitéiten.

Vu 16.30 bis 18.00 Auer gëtt d'Schwämm fir d'Aktivitéiten vun der LASEP genotzt.

De LESC assureiert also de Betrib vun der Schwämm vu 6.30/7.00 Auer (Waasseranalysen an technesch Start) bis 18.00 Auer; dobäi muss een eng net onbedeutend Zuel vun Netschwämmen berücksichtegen gradewéi d'Tatsaach, datt sech ëmmer e puer Klasse gläichzäiteg an der Schwämm ophalen. Déi zwee Schwammmeeschteren sinn domat ausgelaascht.

Fir Aktivitéiten, déi owes solle stattfannen, ass d'Conciergerie assureiert, allerdéngs mussen d'Veräiner brevetéiert Personal matbréngen; dës ass beim Triathlon de Fall, deen owes an der Schwämm trainéiert. Et ass aktuell net geplangt, ee weidere Schwammmeeschter anzustellen.

Nouvelle directive sur la collecte des vieux vêtements | Question 1949 (17/02/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Rezent huet d'ULC doriwwer informéiert, dass den 1. Januar 2025 nei Richtlinn fir d'Entsuerge vu Kleeder an Textilien op europäeschem Niveau a Kraaft getruede sinn. Saitdeem missten de Gros vun den Textilie separat gesammelt ginn an dierften net méi iwwer déi normal Poubellen entsuergt ginn. Bis dass dës Reegel och zu Lëtzebuerg a Kraaft trëtt, sollen d'Leit weider op Offere wéi Kleedersammlungen, Second-Hand-Geschäfte oder Recyclingszentren zeréckgräifen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Sinn zu dëser neier EU-Direktiv Sensibiliséierungscampagnë geplangt, déi d'Leit iwwert d'Ännerungen informéieren?

2. Wéi wëll ee kontrolléieren, ob den néidegen Tri bei de Poubellë gemaach gëtt?

3. Wéi gesinn d'Madamm Ministesch an den Här Minister déi flächendeckend Disponibilitéit vu Kleedersammlungs-Containere?

4. Vu dass Kleedersammlungs-Containere oft iwwerfëllt sinn, gedenken d'Madamm Ministesch an den Här Minister mat de verschiddeenen Acteuren zesummenzeschaffen, fir d'Unzuel vun dësen Containere ze erhéien?

5. Existéiert zu Lëtzebuerg eng adequat Infrastruktur, fir déi zousätzlech Materialien ze verschaffen an/oder ze transportéieren?

Réponse (17/03/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Déi genannten europäesch Richtlinn gouf schonns mat der Ännerung vum Offallgesetz vum 2022 ëmgesat, méi genau mam Gesetz vum 9. Juni 2022, dat d'Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 ännert. D'Ëmsetzung ass iwwert eng Modifikatioun vun der Lëscht vun Offäll gemaach ginn, déi musse separat agesammelt ginn (Art. 13 (2)).

Am Kader vun der Reschtofallanalys gëtt reegelméisseg iwwert d'Zesummesetzung vun den Offäll informéiert an iwwert dee Wee gëtt och de Bierger sensibiliséiert, fir d'Offäll korrekt ze entsuergen.

ad 2. All 3 Joer gëtt ofwieselnd den Inhalt vum Reschtofall an dee vum Sperrmüll analyséiert. An dësen Analyse gëtt och den Undeel u Kleeder/Textilien ermëttelt. Déi lescht Reschtofallanalys vum 2022 huet erginn, datt nach ongeféier 5,4 kg pro Awunner a Joer un Textilien am Reschtofall dra sinn. Dësen Undeel huet iwwert déi lescht Jore gekuckt konstant ofgeho. An enger neier Reschtofallanalys, déi dës Joer duerchgefouert gëtt, gëtt, ënner anerem, kontrolléiert, ob dësen Trend sech fortsetzt.

ad 3. Déi aktuell Containersammlung zu Lëtzebuerg gëtt zum gréissten Deel vun zwou Associatiounen iwwerholl. Iwwert d'Land gesinn, hu si 555 Container stoen.

2023 goufen insgesamt 5.181 Tonnen Textilien a Kleeder separat gesammelt.

Zu Lëtzebuerg sinn d'Gemenge verantwortlech fir d'Gestioun vum Haushaltsoffall, dozou gehéieren och Kleeder an Textilien. Et ass wichteg, datt méi Textilie getrennt agesammelt ginn, fir esou vill wéi méiglech ze recycéléieren. Dofir gëtt Folgendes ugebueden:

- eng Haus-zu-Haus-Sammlung vu Kleeder;
- Asammele vu Kleeder iwwert Container, op ënnerschiddleche Plazen;
- Asammlung an de Ressourcen-Center.

ad 4. Ewéi an der Fro virun erklärt sinn zu Lëtzebuerg d'Gemenge verantwortlech fir déi Offäll, déi bei den Haushälter entstinn. An deem Sënn si si och fir d'Gestioun vun deenen heiten Offäll zoustänneg. An Zukunft wäert och mussen an de Ressourcen-Center eng méi cibléiert Collecte vun Textilie stattfannen.

ad 5. Een Deel vun de Kleeder, deen zu Lëtzebuerg gesammelt gëtt, gëtt och hei weider benotzt. De Gros geet awer an d'Ausland, fir do erëm benotzt oder verwäert ze ginn.

Relations entre l'État et les communautés religieuses | Question 1950 (17/02/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Dans une interview récente donnée sur les ondes de RTL, l'évêque auxiliaire a estimé qu'il mériterait de relancer le dialogue entre le Gouvernement et l'Église catholique en souhaitant voir organiser une sorte de « Kierchen-Dësch ». Il s'agirait en effet de dresser ensemble un bilan (intérimaire) après dix ans de séparation entre l'État et les communautés religieuses reconnues et d'écouter des doléances relatives à la mise en œuvre de cette réforme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport à cette demande formulée de la part de l'évêque auxiliaire ? Est-il disposé à rencontrer les représentants de l'Église catholique dans les meilleurs délais ?

2) Est-il également prêt à accueillir les représentants des autres religions pour entendre leurs réflexions et soucis respectifs ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que des adaptations ponctuelles dans les relations entre l'État et les communautés religieuses sont de mise à l'heure qu'il est ? Dans l'affirmative, quels seraient des sujets potentiels à élucider ?

Réponse (13/03/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Le Premier ministre maintient un dialogue permanent avec les communautés religieuses conventionnées. Il évoque les positions soulevées dans le cadre de ce dialogue.



ad 2) Ce dialogue concerne toutes les communautés religieuses conventionnées.

ad 3) Les conventions entre l'État et les respectives communautés religieuses conventionnées, signées en janvier 2015, ont été conclues pour une durée de vingt ans. Il est tout à fait naturel, dans le cadre de ce dialogue permanent, d'échanger sur les modalités d'application desdites conventions, voire d'avoir des échanges plus généraux au sujet des relations entre l'État et les communautés religieuses dans le cadre conventionnel. À ce stade, aucune modification desdites conventions n'est prévue par le Gouvernement.

Épreuves préliminaires dans le cadre du recrutement des enseignants dans le fondamental | Question 1952 (17/02/2025) de Mme Francine Cloesener (LSAP)

Fir am Fondamental als Enseignant(e) schaffen ze kënnen, müssen déi Interesséiert en entsprechenden Universitäts-Diplom virweisen, d'Épreuves préliminaires packen, wou Sproochekompetenze getest ginn, sech beim Concours klasséieren an duerno nach de Stage packen. Chargé(e)ë müssen dës Konditiounen net erfëllen. Si müssen e Secondairesdiplom hunn a just eng Preuve vun hire Sproochekenntnisser virweisen, wa si hire Schoulofschloss net zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Persounen, déi d'Épreuves préliminaires fir d'Instituteurs-fonctionnaires net packen, hunn deemno d'Méiglechkeet, sech als Chargé(e) ze mellen an iwwert dee Wee trotzdeem Schoul ze halen.

An deem Kontext wëllt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

– Wéi vill Kandidaten hunn sech an der leschter Sessioun fir d'Épreuves préliminaires ugemellt a wéi vill hunn dësen Examen bestanen?

– Wéi vill Kandidaten, déi d'Épreuves préliminaires net gepackt hunn, hunn de schrëftlechen Test am Franséischen net gepackt? Wéi vill hunn déi dozou gehéierend Épreuve orale net gepackt?

– Wéi vill Kandidaten, déi d'Épreuves préliminaires net gepackt hunn, hunn de schrëftlechen Test am Däitschen net gepackt? Wéi vill hunn déi dozou gehéierend Épreuve orale net gepackt?

– Wéi vill Kandidaten, déi d'Épreuves préliminaires net gepackt hunn, hunn de schrëftlechen Test am Lëtzebuergeschen net gepackt? Wéi vill hunn déi dozou gehéierend Épreuve orale net gepackt?

– Wéi vill vun de Leit, déi d'Épreuves préliminaires net gepackt hunn, goufen duerno als Chargé(e) ageballt?

– Ass de Minister der Meenung, dass et fir d'Missioun vum Chargé(e)ën net esou wichteg ass, e bestëmmte Sproocheliveau an den dräi administrative Sproochen ze beherrschen, wéi fir d'Instituteurs-fonctionnaires?

• Wa jo: Wat ass dem Minister seng Argumentatioun?

Réponse (28/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Kader vun den Épreuves préliminaires am Oktober 2024, hunn sech 364 Kandidaten ugemellt an 350 hunn un den eenzelen Epreuven deelgeholl. Vun dëse Kandidaten hunn 124 Persounen all hir Examen bestanen. ↑

Fir de Kandidaten, déi et an engem oder a méi Examen net gepackt hunn, ze hëllefen, bitt den IFEN a reegelméisseg Ofstänn Formationen fir d'Verbesseren vun den Däitsch- respektiv Franséischkenntnisser un. Zousätzlech kënnen d'Kandidaten, déi eng

oder méi vun den Epreuven net gepackt hunn, een individuelle Feedback bei de Membere vum Jury froen, fir déi Elementer ze identifizéieren, déi si, en vue vun enger weiderer Participatioun un den Épreuves préliminaires, musse verbessern.

De Persounen, déi net all d'Examen am Kader vun den Épreuves préliminaires gepackt hunn, kann, ënnert der Voraussetzung, datt si ee Lëtzebuurger Secondairesofschlossdiplom kënnen virweisen an eng Attestation habilitant à faire des remplacements hunn, gegeebefalls ee Kontrakt als Employé de l'État (sougenannte Chargé) proposéiert ginn. Déi Persounen, déi een auslännesche Secondairesofschlossdiplom hunn, müssen sech engem weidere Sproochentest stellen a kënnen eenzeg eréischt dee Moment ageballt ginn, wou si dës bestanen hunn. Eng Attestation habilitant à faire des remplacements gëtt nëmmen ënnert der duebeler Konditioun ageballt, datt

– d'Persoun hire Secondairesofschloss an enger ëffentlecher Schoul zu Lëtzebuerg gemaach huet respektiv si deen zousätzlechen Sproochentest, am Kader vun deem déi dräi administrativ Sproochen ofgepreift ginn, ofleet;

– d'Persoun ee Stage vu véier Wochen an enger ëffentlecher Lëtzebuurger Grondschoul suivéiert huet, dee vum Collège des directeurs validéiert gouf oder vum Stage bedéngt duerch eng pedagogesch Ausbildung dispenséiert gouf.

No der leschter Sessioun vun den Épreuves préliminaires am Oktober 2024 hu véier Persounen esou ee Kontrakt ënnerschriwwen. Dës Employéë ginn op eng Regionaldirektioun vum Enseignement fondamental affectéiert. De jeeweils zoustänneg Regionaldirekter deelt dës Persounen dann eng Tâche zou, déi hirem Profil entsprécht.

Spécialisation des médecins du Service d'aide médicale urgente (SAMU) | Question 1953 (18/02/2025) de Mme Corinne Cahen | Mme Carole Hartmann (DP)

Zanter dass et de SAMU gëtt, fiert ëmmer en Anästhesist an en Infirmier en anesthésie-réanimation mat. Eis ass elo zu Ouere komm, dass de CGDIS d'Dier opmécht, fir dass och Generalisten oder Urgentistë kënnen SAMU fueren, amplaz vun Anästhesisten. Am Ausland goufen och ewell esou Mesure geholl, well et do net genuch Anästhesiste gëtt. Dat ass awer hei zu Lëtzebuerg net de Fall.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister an der Madamm Gesondheitsministesch folgend Froe stellen:

– Sinn den Här an d'Madamm Minister der Meenung, dass d'Qualitéit vun de Soenen déi selwecht ass, egal ob en Anästhesist oder en aner Dokter um SAMU fiert?

– Aus wéi enge Grënn ware bis haut ëmmer nëmmen Anästhesisten um SAMU?

– Goufen d'Médecins spécialistes en anesthésie-réanimation consultéiert, eier dass de CGDIS déi Decisioun geholl huet? A wa jo, wat war hir Meenung?

– Sinn d'Minister net der Meenung, dass d'Anästhesiste besser ausgebild sinn, fir z. B. Kanner ze behandle respektiv fir eng Persoun ze intubéieren?

– Wa keng Anästhesiste méi um SAMU fueren, wéi ass et da mat den Infirmiers en anesthésie-réanimation, déi am Prinzip just am Binôme mam Anästhesist kënnen schaffen?

– Gedenken d'Ministeren de CGDIS ze bieden, nach eemol iwwer dës Decisioun nozedenken?

Réponse (17/03/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mam Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisation vun der ziviller Sécherheet gouf de SAMU (Service d'aide médicale urgente) an de CGDIS integréiert. D'Koordinatioun an d'Gestioun vum SAMU gëtt vun der Direction médicale et de la santé (DMS) vum CGDIS assuréiert.

Den Artikel 88 vum uewe genannte Gesetz gesäit vir, datt de CGDIS e sougenannte „Référéntiel de ressources et d'organisation pour le SAMU“ erstellt an datt heizou den Avis vun enger repräsentativer Organisation vun de SAMUs-Doktere gefrot muss ginn.

De Référéntiel a senger aktueller Form gouf de 16. November 2018 vum Verwaltungsrot vum CGDIS ugeholl. E reegelt d'Qualifikatioun vum SAMUs-Dokter: „Le médecin SAMU est un spécialiste en anesthésie-réanimation ou en anesthésiologie autorisé à exercer la médecine au Luxembourg par le ministre ayant la Santé dans ses attributions.“

Vu datt de Référéntiel a senger aktueller Versioun vum 16. November 2018 nach ëmmer a Kraaft ass, gëtt et bis zum haitegen Zäitpunkt keng Entschéedung vum CGDIS, datt e SAMUs-Dokter eng aner Qualifikatioun soll hu wéi déi vun engem Anästhesist-Reanimateur.

Laut Informatioun vum CGDIS schafft d'DMS de Moment zesumme mat Verrieder vun de SAMUs-Dokteren en hirem Kompetenz-Katalog. Solt et an deem Kontext zu enger Ännerung vun der Qualifikatioun vum SAMUs-Dokter kommen, esou muss déi am Référéntiel vum Verwaltungsrot festgehalen ginn. De Cercle des médecins anesthésistes-réanimateurs du Grand-Duché de Luxembourg gëtt an deem Fall och ëm säin Avis gefrot.

Obtention d'une carte « Adapte » | Question 1954 (18/02/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le service « Adapte » est un transport individuel, destiné aux citoyens avec un handicap irréversible ou une déficience physique, mentale, sensorielle ou physique, lorsque ce handicap entraîne une mobilité fortement réduite.

Pour obtenir une carte donnant droit à ce transport, la personne concernée doit adresser une demande à l'Administration des transports publics, service « Adapte » accompagnée d'un certificat médical.

Or, le délai entre demande et attribution de la carte précitée est de l'ordre d'au moins de deux à trois mois, ce qui paraît excessivement long pour des cas particulièrement urgents.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si elle juge ces délais comme étant normaux.

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une procédure express serait de mise pour des situations d'urgence ?

– Madame la Ministre entend-elle prendre les mesures nécessaires pour réduire les délais en général ceci surtout parce que les critères d'attribution de la carte Adapte sont déjà sélectifs ?

Réponse (13/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur la procédure en matière d'octroi d'une carte donnant droit au transport individuel Adapte.



Tout d'abord il convient de relever que les délais de traitement des demandes s'expliquent notamment par le volume de requêtes introduites et la disponibilité de la cellule d'évaluation.

En 2024, l'Administration des transports publics a réceptionné 2.404 demandes ou compléments relatifs à une demande, ce qui fait une moyenne de près de 200 dossiers par mois. En 2023, cette moyenne était de 215 dossiers par mois, et en 2022 de 162 dossiers.

En janvier et février 2025, ce nombre est monté à 294 et 380, respectivement. Cette croissance peut s'expliquer en partie par le fait que les premières cartes Adapto, délivrées en 2020 pour 5 années, viennent progressivement à échéance. Pour rappel, l'introduction de la gratuité pour le transport Adapto est allée de pair avec de nouvelles conditions d'accès et une centralisation du système au 1^{er} mars 2020.

Conscient du nombre croissant de dossiers à traiter et des délais supplémentaires que cela risque d'engendrer, le ministère est en train de renforcer son équipe de médecins de service afin d'accélérer le traitement des demandes.

Il est également utile de savoir que chaque dossier est examiné individuellement, et que l'évaluation des demandes est effectuée par le service compétent en collaboration avec un médecin de service pour rendre un avis. Une demande comporte deux parties : l'une à remplir par le requérant, l'autre par un médecin. La durée de traitement peut augmenter selon la complexité du formulaire et du certificat médical. Tout dossier incomplet, ou un dossier nécessitant des informations supplémentaires et donc des échanges de courriers après une première évaluation, peut prolonger le processus.

Aussi, les demandes comportent beaucoup de cases à cocher, la multitude des différents cas de figure, selon la description du handicap pour justifier l'obtention d'une carte Adapto, rendent impossible une évaluation suivant une grille standardisée ou autre automatisation de traitement.

Puis, le processus requiert une documentation et un suivi minutieux, une saisie des données dans le Registre des bénéficiaires et dans le logiciel de réservation, l'impression et l'envoi des cartes ou le cas échéant l'établissement des courriers motivés de refus d'une demande.

Enfin, il convient de relever qu'il est veillé à un traitement équitable de toutes les demandes. Voilà pourquoi, les demandes sont traitées dans l'ordre chronologique suivant la date de réception. Étant donné qu'il s'agit de demandes individuelles relatant des cas bien souvent spécifiques il s'avère difficile de déterminer lequel de ces dossiers devrait être traité prioritairement. Toute priorisation aurait par ailleurs pour corollaire inévitable un rallongement des délais de traitement pour d'autres dossiers.

Personnes touchées par des décisions d'expulsion | Question 1955 (18/02/2025) de Mme Corinne Cahen | Mme Mandy Minella (DP)

Dans le « Luxemburger Wort » du 18 février 2025, l'on peut lire que des ressortissants européens qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins doivent quitter le Luxembourg. Cette disposition est parfois appliquée au sein de l'Union européenne et concerne des ressortissants européens, qui n'ont pas de contrat de travail et/ou qui ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) Dans l'article on préconise qu'il n'y a pas de chiffres de personnes concernées. Est-ce que le ministère saurait néanmoins combien de personnes ont eu une lettre leur demandant de quitter le pays au cours des années 2021-2024 ?

2) De quels pays européens étaient-elles ressortissantes ?

3) Quelles sont les mesures mises en place pour les faire partir ?

4) Fait-on une distinction entre les personnes ayant des enfants scolarisés et les autres ?

5) Qu'en est-il de ressortissants n'ayant pas de nationalité européenne ? Y a-t-il aussi des demandes de partir et si oui, vers où, et combien de personnes non européennes sont concernées (par an) ?

6) Quelle est la définition de « unzumutbare Belastung » ?

Réponse (10/03/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Entre 2021 et 2024, au total 323 citoyens de l'Union européenne ont reçu une décision d'éloignement du territoire luxembourgeois. Il s'agit de 95 personnes en 2021, de 96 personnes en 2022, de 48 personnes en 2023 et de 84 personnes en 2024.

Une décision d'éloignement du territoire peut être prise pour diverses raisons. Le fait qu'une personne constitue une charge déraisonnable pour l'État n'en est qu'une parmi d'autres. Le citoyen de l'Union peut encore être considéré comme une menace pour l'ordre public ou la sécurité publique et recevoir une décision d'éloignement pour ces motifs. Il est également possible que le citoyen de l'Union ne puisse plus être considéré comme travailleur, membre de famille, étudiant ou comme personne inactive¹⁰ au sens de la loi portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, et de ce fait recevoir une décision d'éloignement du territoire.

ad 2) Tableau [†]

ad 3) Le citoyen de l'Union qui reçoit une décision d'éloignement dispose d'un délai de trente jours pour quitter le territoire. Il doit quitter le Grand-Duché de son propre chef. Aucune mesure d'éloignement par la contrainte n'est en principe prise à son encontre. Le citoyen de l'Union perd son droit de résider au Luxembourg, mais sur base du droit à la libre circulation, il garde son droit d'y circuler.

Après avoir reçu une décision d'éloignement, le citoyen de l'Union ne pourra plus obtenir de certificat de résidence et n'aura plus droit à des prestations, telles que l'allocation familiale ou le Revenu d'inclusion sociale (REVIS). Toutefois, le citoyen de l'Union a à tout moment la possibilité de recouvrer son droit de séjour et de se réinstaller au Luxembourg s'il remplit à nouveau les conditions fixées par la loi.

À noter qu'un rapatriement forcé n'est organisé que dans des cas de figure très rares, à savoir lorsqu'un citoyen de l'Union constitue une menace grave pour la sécurité ou l'ordre publics.

ad 4) Le ministre prend une décision d'éloignement du territoire en menant une analyse au cas par cas et en appliquant le principe de proportionnalité.

ad 5) En ce qui concerne les ressortissants de pays tiers, certains quittent le Luxembourg sans prévenir la Direction générale de l'immigration alors qu'ils sont toujours titulaires d'un document de séjour en cours

de validité. D'autres quittent le territoire après avoir obtenu un refus ou une décision de quitter le territoire sans informer les autorités de leur prochain lieu de résidence. Par conséquent, les statistiques ne permettent pas d'identifier les pays vers lesquels les personnes sont parties.

Les décisions de retour indiquent que les personnes doivent quitter le territoire à destination du pays dont elles ont la nationalité ou à destination du pays qui leur aura délivré un document de voyage en cours de validité ou à destination d'un autre pays dans lequel elles sont autorisées à séjourner.

En 2021, 692 décisions de retour ont été émises à l'égard de ressortissants de pays tiers, 768 décisions en 2022, 1.145 décisions en 2023 et 1.226 décisions en 2024. Ces chiffres incluent les personnes déboutées dans le cadre d'une demande de protection internationale.

ad 6) Le seul fait qu'une personne ait recours au système d'assistance sociale ne constitue pas à lui seul un motif suffisant pour une décision d'éloignement. Une telle décision ne peut être prise que si une personne est considérée comme une « charge déraisonnable » pour l'État. La « charge déraisonnable » pour l'État est appréciée au cas par cas sur base d'un certain nombre d'éléments. Pour évaluer cette charge, est notamment pris en compte le montant et la durée des aides étatiques perçues, telles que le REVIS, ainsi que la durée du séjour.

Pratiques de redoublement et rallongement dans l'enseignement fondamental et secondaire | Question 1956 (19/02/2025) de Mme Francine Closener | M. Ben Polidori (LSAP)

An engem rezente Rapport vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire mam Titel „Analyse du parcours scolaire des élèves à l'aide d'indicateurs“ ginn Zuelen duergegluecht, déi beleëen, dass et virkënn, dass Kanner nom Cycle 2.1 oder 3.1 e Rallongement kréien – obwuel et heivir keng legal Basis gëtt. Dem Gesetz no si Rallongementer just nom Cycle 2.2 an 3.2 méiglech. Den SEW/OGBL huet op dëse Rapport mat engem Communiqué reagiert mam Titel „D'Enseignantë praktizéiere keng verbuede Redoublerment an huelen och keng liichtfankeng Decisiounen bei Rallongementer“. Hei gëtt betount, dass Rallongementer nom éischte Joer vun engem Cycle ganz seele virkommen an entspreichend Entscheedungen ëmmer „an der ‚Équipe pédagogique‘ an nëmmen an enker Koordinatioun mat der Direktioun an der Zoustëmmung vun den Eltere geholl“ ginn.

Am Secondaire kënn d'Theema vum Redoubliere besonnesch um Niveau vum Cycle inférieur am ESG ëmmer nees op. Hei goufen d'Redoublermenter tëscht 7^e a 5^e ofgeschaf. Schüler:innen, bei deenen opfällt, dass si ze grouss Problemer hunn, de Schoulprogramm ze suivéieren, falen op dëse Klassen an der Reegel net méi duerch, mee kënnen am Extremfall awer erofgestuift ginn. Och dëse System gëtt vun de Gewerkschaften ëmmer nees kritiséiert.

An deem Kontext wëllt mir dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Suiten huet de Minister dem Rapport vum Observatoire an der Reaktioun vun der Gewerkschaft ginn, bzw. wéi eng Reaktioun sinn eventuell nach ze erwaarden?

2. Wäert de Minister um aktuelle System, deen am Fondamental keng Rallongementer nom éischte Joer vun engem Cycle virgesäit, festhalen? Falls jo, wéi

¹⁰ Une personne inactive au sens de la loi est une personne disposant pour elle-même et pour les membres de sa famille de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale.

wäert de Minister mat den divergéierende Meenungen um Terrain ëmgoen? Falls net, wéi eng Upassung si geplangt?

3. Wéi vill Schüler:inne kruten an absolutten a relativen Zuelen an de leschte 5 Joer, pro Joer, Klassestuf a pro Schoul e Rallongement am Fondamental?

4. Wou sinn d'Aarbechten un där am Koalitiounsaccord virgesinnener Reform vun den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général drun?

5. Wéi vill Schüler:inne goufen an absolutten a relativen Zuelen an de leschte 5 Joer, pro Joer, pro Klassestuf a pro Schoul am Cycle inférieur erofgestuift?

Réponse (28/03/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 3. Mäi Ministère huet mat Bléck op d'Analyse du parcours scolaire des élèves à l'aide d'indicateurs vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire jee no Indicateur a Recommendation ënnerschiddlech Mesuren ergraff. Hisiichtlech dem Indicateur C1 Les trajectoires scolaires hu meng Servicer ënnert anerem eng Analys vun deene Fäll gemaach, an deenen d'Schüler am éischte Joer vum Cycle an Allongement kritt hunn. Et huet sech erausgestallt, datt zum Deel feelerhaft Saisien an d'Base de données agedroe gi sinn, wa Schüler temporaire, esou wéi am Artikel 22 vum Organisationsgesetz¹¹ virgesinn, eng aner Klass am Cycle frequentéiert hunn.

Ausserdeem gouf festgestallt, datt de Phänomeen vun engem Allongement nom éischte Joer vum Cycle marginal bleift an datt beispillsweis fir d'Schouljoer 2023/2024 nëmmen 33 esou Fäll konnten identifizéiert ginn. Opfälleg ass bei dese Fäll, datt et sech dacks ëm Schüler handelt, déi entweder réischt méi spéit am lafende Schouljoer am 1. Joer vum Cycle ageschriwwen goufen (wéi et bei Schüler, déi nei am Land ukommen, dacks de Fall ass) oder datt et sech ëm Schüler handelt, déi opgrond vun enger méi laanger Krankheet vill an der Schoul gefeelt hunn. An esou Fäll ass et virkomm, datt déi pedagogesch Equipe zur Decisioun komm ass, datt ee Passage an dat zweet Joer vun engem Cycle gegebenefalls net opportun ass. Déi zoustänneg Regionaldirektiounen sinn dorwider informéiert ginn, dass aner Solutionen fir dës Fäll fonnt musse ginn.

Doriwwer eraus ënnerhëlt mäi Ministère selbstverständlech weiderhin den néidegen Effort, fir d'Unzuel vun den Allongements de cycle ze verréngeren. Mäi Ministère, zesumme mam LUCET, weist doriwwer eraus zanter Joren dorop hin, datt déi gréissten Unzuel vun Allongementen am Cycle 2 ze verburche sinn. Ee vun den Haaptgrënn dofir ass, datt dës Schüler Schwierigkeeten bei der Alphabetiséierung op Däitsch opweisen. Dëst huet d'Regierung dozou beweegt, fir de Projet ALPHA – zesumme wuessen an d'Liewen ze ruffen. Dëse Projet erweist sech als besonnesch villversprechend, fir d'Unzuel vun den Allongementen ze reduzéieren.

De follgenden Tableau[†] weist d'Allongementen pro Joer a pro Cycle an absolutten an a relativen Zuelen zur Gesamtpopulation aus dem jeeweilege Cycle. Et gouf hei fir eng méi allgemeng Duerstellung optéiert an op eng méi filiigran Opschlësselung pro Schoul verzicht, well eng Partie Kanner net hir ganz Scolarisatioun an der nammlecher Schoul verbréngen respektiv am Laf vun hirer Scolaritéit eréischt an de Lëtzebuerger Schoulsystem eraklappen.

ad 4. Déi honorabel Deputéiert froen nom Fortgang vun den Aarbechten ronderëm d'Reforme vun

den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général (ESG).

D'Concertatioun mat den Acteuren vum Terrain huet séier erginn, datt eng einfach Adaptatioun vun de Promotiounscritère net duergeet, wuel wëssend, datt Redoublementen keng Léisung duerstellen. Meng Servicer sinn dofir amgaang, op enger ganzer Rei vun thematesche Punkten ze schaffen: Analys vun de Resultater, Analys vun de Parcours vun de Schüler, Orientatioun an Tutorat, intern an extern Differenzéierung, Unterrichtsmaterialien, Cours de base a Cours avancés. Opgrond vun dësen Analyse wäerten da konkret Pistes ausgeschafft ginn.

ad 5. Den Tableau[†] heidrënner weist, an absolutten Zuelen an a Prozenter, wéi vill Schüler pro Schouljoer a pro Klass aus der Voie d'orientation vum ESG „erofgestuift“ goufen; dëst heescht, datt si hire Parcours an der Voie de préparation oder op enger 5^e d'adaptation poursuiviéiert hunn, d. h. enger Klass, déi hire Capacitéiten besser entsprécht.

Sécurité et confidentialité des données liées à l'utilisation de logiciels de gestion et de communication dans les centres pénitentiaires | Question 1957 (19/02/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Selon un article de presse récent, différents logiciels, à savoir « Gerdes » et « Telio », seraient utilisés dans les centres pénitentiaires luxembourgeois. Ces outils permettraient aux détenus de communiquer avec leurs proches et conservent différentes données. Le logiciel « Gerdes » est en place dans de nombreux établissements pénitentiaires allemands, où dans plus de 20 cas les données des détenus qui l'utilisaient étaient librement accessibles sur Internet, ce qui a compromis la protection des données en raison de graves failles de sécurité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer quels logiciels de gestion et de communication sont en place dans les établissements pénitentiaires au Luxembourg et quand ont eu lieu les différentes mises en marche. À quelles fins précises ces logiciels sont-ils utilisés ?

2) Madame la Ministre peut-elle expliquer sur quels critères les différents logiciels en question ont été mis en place et comment ils ont été sélectionnés ?

3) Le Gouvernement a-t-il connaissance d'éventuelles failles de sécurité passées ou actuelles de ces logiciels ? Dans l'affirmative, de quelles failles s'agit-il concrètement ? Toujours dans l'affirmative, ont-elles pu être palliées ou bien comment Madame la Ministre envisage-t-elle de les pallier ? Quelles précautions ont été mises en place pour prévenir d'éventuelles failles de sécurité futures ? Quelles dispositions ont été fixées avec les fabricants des logiciels concernant les mises à jour régulières ?

4) Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'un protocole documentant les accès aux données sauvegardées dans le logiciel sera mis en place au plus tard à la fin du premier trimestre 2025 ? Madame la Ministre peut-elle préciser quel type de personnel peut accéder aux différents types de données concernant les informations personnelles des détenus, leur état de santé, les raisons de leur incarcération et leurs échanges via les programmes en question ?

Réponse (14/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Les logiciels de gestion de communication utilisés sont ceux de la société « Telio » pour le Centre

pénitentiaire de Luxembourg (CPL) et de la société « Gerdes » pour le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU). Ces outils sont exclusivement destinés à la gestion des appels sortants, permettant ainsi aux détenus de maintenir des échanges avec leurs proches. Ces communications se limitent à la téléphonie, sans inclure de services de visioconférence.

Il convient de préciser qu'en raison de la pandémie, l'Administration pénitentiaire avait mis en place des séances via Skype, puis Teams, à disposition des détenus, afin de pallier l'absence de visites physiques pendant le confinement. Bien que cette option soit toujours accessible aux détenus, elle ne constitue pas un logiciel de gestion de communication à proprement parler, mais plutôt un dispositif permettant d'offrir une alternative aux visites en présentiel.

ad 2) Il est important de souligner que le marché de ce type de logiciel a toujours été, et demeure, extrêmement restreint.

Les logiciels ont été mis en place pour assurer un meilleur contrôle des numéros appelés par les détenus, en fonction des communications autorisées selon leur régime individualisé.

Après avoir d'abord pris contact avec une société belge, le choix s'est finalement porté en 2008 sur « Telio » pour le CPL, car cette entreprise offrait de meilleurs critères de sécurité de base. Elle a également fait preuve de flexibilité pour répondre aux exigences supplémentaires en matière de sécurité et de minimisation des données. De plus, le système affichait en temps réel le prix de la communication, permettant ainsi au détenu de contrôler ses dépenses, garantissant ainsi une transparence essentielle pour l'administration.

Pour le CPU, l'administration recherchait une solution comparable. À l'ouverture du CPU en décembre 2022, le choix s'est porté sur « Gerdes », car il s'agissait du seul fournisseur étant toujours capable de fournir des téléphones avec un système affichant en temps réel le prix de la communication, garantissant ainsi le même niveau de transparence.

ad 3) Au Luxembourg, aucune faille de sécurité n'a pu être détectée jusqu'à présent.

Une faille de sécurité a récemment été identifiée en Allemagne, au sein de la société « Telio ». Cette vulnérabilité a permis un accès non autorisé à l'interface via Internet, entraînant des intrusions illégales suivies de l'extraction malveillante de données.

Contrairement à l'Allemagne, au Luxembourg, l'accès à l'interface se fait exclusivement via le réseau étatique, et est restreint à certaines adresses IP. De plus, le droit d'accès pour les agents pénitentiaires n'est accordé par le service responsable que si un objectif légitime est clairement établi. Cette approche assure que les agents ne disposant pas des autorisations nécessaires ne puissent accéder aux données disponibles via cette interface.

Concernant le risque d'accès illégal dans le système du fournisseur de téléphonie, comme cela a été le cas en Allemagne, il est important de préciser qu'au Luxembourg en cas de situation similaire, les intrus n'auraient accès qu'à des données ne permettant pas l'identification automatique des personnes concernées.

Il convient de souligner qu'au Luxembourg ces mesures de sécurité avaient déjà été mises en place par l'Administration pénitentiaire avant la mise en production desdits logiciels. Par conséquent, les failles relevées en Allemagne n'ont pas eu d'équivalent au Luxembourg. Ainsi, le service informatique de l'Administration pénitentiaire collabore activement et de

¹¹ Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

manière continue avec le CTIE et le fournisseur, dans le but de renforcer constamment la sécurité informatique.

En ce qui concerne les mises à jour, les fournisseurs de logiciels interviennent ponctuellement pour améliorer les systèmes, sans qu'il y ait de régularité particulière dans ces interventions.

ad 4) En ce qui concerne « Telio » et « Gerdes », un protocole documentant les accès aux systèmes est déjà en place. Ces sociétés travaillent actuellement à renforcer encore davantage la conformité.

Nous pouvons également confirmer que la journalisation interviendra courant le premier trimestre 2025 en ce qui concerne notre base de données BASIS-Web qui alimente les interfaces « Telio » et « Gerdes » avec les données indirectes mentionnées supra.

Il est important de préciser que pour des raisons tenant au secret médical, les données de santé des détenus sont gérées de manière autonome par les établissements de santé qui collaborent avec l'Administration pénitentiaire et sont encodées uniquement dans des logiciels spécifiques à ces établissements.

Il est essentiel de souligner qu'au-delà de la journalisation prévue, l'accès aux données du logiciel BASIS-Web n'est accordé que lorsque l'agent en charge dispose d'une finalité légitime. De plus, l'agent n'a accès qu'aux données qui sont strictement nécessaires à l'exécution de ses missions et pour lesquelles il a obtenu une autorisation, excluant ainsi tout accès superflu ou non justifié.

Refus de l'organisation d'un événement par le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster | Question 1958 (19/02/2025) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

Selon plusieurs organes de presse, l'association Jewish Call for Peace, avait envisagé d'organiser un événement portant le titre « Exploiting memory: The Holocaust and the distortion of antisemitism » dans les locaux du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster. Lorsque les détails avaient été finalisés et communiqués à l'établissement public, l'Abbaye de Neumünster a refusé la demande.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

– Monsieur le Ministre, peut-il expliquer comment la décision du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster de ne pas permettre l'organisation de l'événement mentionné de l'association Jewish Call for Peace ASBL a été motivée ? Quelles valeurs auraient été menacées par l'événement en question ?

– De manière générale, et aussi pour le cas précis énoncé ci-dessus, les établissements publics sous la tutelle du Ministère de la Culture appliquent-ils pour décider quels événements peuvent être organisés dans leurs locaux ? Le cas échéant, comment ces critères sont-ils établis ? Est-ce que tous les établissements publics appliquent les mêmes critères ? Existe-t-il des lignes directrices du Ministère de la Culture pour l'établissement de tels critères ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de fixer de telles lignes directrices ?

– Monsieur le Ministre s'inquiète-t-il d'une entorse considérable de la liberté d'expression dans un établissement public sous sa tutelle, à savoir l'Abbaye de Neumünster ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conséquences ?

Réponse (18/03/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

La liberté d'expression constitue un principe fondamental dans toute société démocratique, garantissant la diversité des opinions et le dialogue ouvert sur les enjeux contemporains.

Dans cet esprit, le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster (neimënster) a pour missions d'agir en tant que lieu d'échanges culturels et artistiques en développant une programmation culturelle diversifiée qui se caractérise entre autres par l'organisation et la promotion de conférences, ainsi que par la mise à disposition de ses localités aux associations à vocation culturelle et socioculturelle.

Dans ce cadre, neimënster organise et accueille régulièrement des débats, conférences et expositions en lien avec les enjeux contemporains et la mémoire collective. À titre d'exemple, il convient de souligner que par le passé, neimënster a accueilli de façon régulière des conférences à caractère politique comme celles initiées par le « Comité pour une paix juste au Proche Orient » (CPJPO), illustrant ainsi son engagement en faveur du dialogue et de la pluralité des opinions.

À cet égard, il est utile de se référer au communiqué publié par neimënster, qui rappelle son historique en la matière et sa volonté d'offrir un cadre de discussion respectueux et inclusif : <https://gd.lu/QJXk5>.

Il convient finalement de souligner que les établissements culturels sous la tutelle du Ministère de la Culture bénéficient d'une autonomie dans l'évaluation des événements qu'ils accueillent. Cette autonomie est garantie par la charte de déontologie du Ministère de la Culture. La charte est consultable sur le site du Ministère de la Culture : <https://gd.lu/6f1SZ5>.

La décision de ne pas accueillir l'événement en question s'inscrit dans une démarche de réflexion approfondie et repose sur une évaluation rigoureuse des critères encadrant la programmation de neimënster. Ces critères ressortent des missions légales prévues par la loi¹² régissant l'établissement public de neimënster. Il convient de rappeler que la demande de mise à disposition des localités à neimënster ne fut pas finalisée et n'a pas donné lieu à la signature d'un contrat de location. Par conséquent, aucune rupture de contrat ou d'accord n'a eu lieu en l'espèce. La décision de neimënster de ne pas procéder à la mise à disposition ou de location de ses locaux ne remet nullement en cause la liberté d'expression ni la nécessité de valoriser les travaux de mémoire.

En conséquence, la décision prise par neimënster ne constitue pas une entrave à la liberté d'expression, mais relève d'une prise de décision cohérente avec ses responsabilités et sa mission culturelle.

Aides pour le remplacement des systèmes de chauffage individuels dans les logements sans chauffage central | Question 1959 (20/02/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

An alen Haiser, déi keng Zentralheizung hunn, ginn eenzel Zëmmere mat Mazout-, Holz- oder elektrischen Iewe geheizt. Dës kënnen oft nëmmen am Kader vun enger grousser Renovatioun, zu där eng verbessert Isolatioun gehéiert, op e moderne Standard bruecht ginn. Trotz de finanziellen Hëllef, déi et fir eng energetesch Sanéierung gëtt, kënnen besonnesch Leit, déi a sou Haiser wunnen, sech eng ëmfaassend Renovatioun net leeschten. Si hätten awer villäicht d'Méiglechkeet, hir Iewen duerch e modernen Holzuewen ze ersetzen, dee manner Emissiounen ausstéisst an am Prinzip CO₂-neutral ass.

¹² Loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé « Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster »

Et gëtt e Subsid fir sou Holzuewen, allerdéngs ass dësen un d'Konditioun gebonnen, dass domat eng Zentralheizung alimentéiert gëtt.

An deem Kontext wëilt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen.

1. Wéi vill Haushalter hei am Land liewen a Wunnengen ouni Zentralheizung?

2. Wier et an den Ae vum Här Minister sënnvoll, dëse Leit e Subsid unzëbieden, wann si en alen Uewe géint en neien tauschen, dee méiglechst wéineg Emissiounen verursaacht?

3. Sollt ee senger Meenung no dës Leit geziilt iwwer bestoend finanziell Hëllef informéieren, eventuell an Zesummenaarbecht mat de Kamäinbauer a Schaaschtechbotzer?

Réponse (20/03/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit huet keng Datebank vun den Haushalter, déi hei am Land a Wunnengen ouni Zentralheizung liewen.

ad 2. Am Fall wou Leit a Wunnengen ouni Zentralheizung liewen, sollt een an éischter Linn kucken, fir dass dës eng Zentralheizung an hir Wunneng oder hiert Haus kréien. Et sollt ee si och iwwert déi verschidden Hëllef vum der Regierung, déi et gëtt, informéieren, wéi de Klimabonus-Wunne-Regimm beim Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an den Topup social Klimabonus beim Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung. Eng Zentralheizung huet de Virdeel, dass déi ganz Wunneng kéint gläichméisseg a konstant gehéizt ginn.

Bei den Zentralheizung ginn och Holzheizungen (Stéck Holz, Pellets, Hack Schnitzel an Holz-Kombi-Heizungen) gefördert. Am Allgemenge geet et bei de Förderunge vum Klimabonus Wunnen dorëm, d'Wunneng beziéungsweis d'Haus als Ganzt ze kucken, dofir ginn aktuell och just Zentralheizungen gefördert.

D'Prioritéit vun der Regierung ass, datt de Leit, déi haut keng Zentralheizung hunn, geholfen gëtt, fir eng klimafreundlech Zentralheizung ze installéieren. Am Fall wou d'Leit eligibel si fir den Topup social Klimabonus, kéinte si jee no hirer Situatioun d'Installatioun bis zu 100 % finanziéiert kréien.

D'Regierung analyséiert och, ob et méiglech ass, Iewen ze fërderen. Esou Iewe mussen awer performant an emissionsaarm sinn.

ad 3. D'Klima-Agence organiséiert reegelméisseg Campagnen, fir d'Leit iwwert déi bestoend Hëllef ze informéieren (z. B. op de Busarrëten, um Radio, op de soziale Medien). Wann een sech informéiere wëll, kann een och bei der Klima-Agence uruffen, e Rendez-vous mat engem Conseiller froen oder säi Projet online simuléieren, wou een och iwwerpräiwe kann, ob een eligibel ass fir den Topup social Klimabonus. D'Klima-Agence bitt och eng geziilt Hëllefstellung fir déi sozial méi schwach gestallte Stéit un.

Évolution du nombre de méningites au Luxembourg | Question 1962 (20/02/2025) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

À en croire la presse française, les cas de méningite ont été en hausse ces dernières années, en particulier entre 2022 et 2023. Ainsi, il y a deux ans à peine, quelque 560 cas d'infections invasives à méningocoques auraient été détectés ou déclarés, ce qui correspondrait à une hausse de plus de 70 % par rapport à l'an précédent. Cette infection, qui est potentiellement mortelle, aurait également connu une

croissance tangible en 2024, si bien que l'on parle « d'un rebond sans précédent ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle a été l'évolution du nombre de méningites depuis l'an 2020 au Luxembourg ? L'évolution a-t-elle été analogue à celle de la France ?

2) Que peut-on dire sur la population de patients touchés par cette maladie grave en distinguant selon les catégories d'âge ?

3) Combien de patients n'ont pas survécu à cette infection ?

4) Depuis 2020, combien de personnes, réparties par groupe d'âge et par groupe à risque, ont reçu la vaccination contre les méningocoques de type B et ACWY ?

5) Le taux de vaccination atteint-il un niveau suffisant pour assurer une protection adéquate de la population résidente ?

Réponse (17/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Entre 2020 et 2024, 18 cas de méningites à méningocoque ont été recensés au Luxembourg :

- 2020 : 4 cas
- 2021 : 1 cas
- 2022 : 4 cas
- 2023 : 4 cas
- 2024 : 5 cas

Le nombre de cas par an est beaucoup plus faible qu'en France, ce qui rend l'identification d'une tendance significative plus difficile, mais nos chiffres ne suggèrent pas de « rebond sans précédent ».

En ce qui concerne l'année 2025, aucun cas confirmé n'a été déclaré jusqu'à présent.

ad 2) La moyenne d'âge des patients atteints est de 30 ans, avec une prévalence notable chez les adolescents et jeunes adultes entre 15 et 34 ans.

Voici la répartition détaillée des cas par catégorie d'âge :

- 0-14 ans : 3 cas
- 15-34 ans : 10 cas
- 35-64 ans : 4 cas
- 65 ans ou plus : 1 cas

ad 3) Aucun décès lié à une méningite à méningocoque n'a été recensé entre 2020 et 2023.

Les données de mortalité 2024 sont en cours de validation, mais les chiffres provisoires n'indiquent aucun décès lié à cette cause.

ad 4) En l'absence de carnet de vaccination électronique à usage systématique, la Direction de la santé ne dispose pas du nombre exact des vaccinations réalisées ni du type de patients concernés, mais uniquement des quantités de vaccins livrées.

Entre 2020 et 2023, la vaccination ciblait le méningocoque du groupe C. La répartition des doses livrées est la suivante :

- 2020 : 11.821 doses livrées
- 2021 : 10.514 doses livrées
- 2022 : 12.258 doses livrées
- 2023 : 14.006 doses livrées

La vaccination contre les infections invasives à méningocoque du groupe B ainsi que celles des groupes A, C, W et Y a commencé en 2024.

Méningocoque du groupe B :

- 2024 : 27.668 doses livrées
- 2025 : 4.025 doses livrées

Méningocoques des groupes A,C,W,Y :

- 2024 : 17.627 doses livrées
- 2025 : 2.273 doses livrées

ad 5) Selon les résultats préliminaires de l'enquête de couverture vaccinale 2023, 96,8 % des enfants participants âgés de 25 à 30 mois ont été vaccinés contre le méningocoque C, conformément aux recommandations nationales de l'époque. Ce taux de couverture élevé contribue à protéger indirectement les personnes vulnérables non vaccinées spécifiquement contre ce type de méningocoque.

Conditions-types de l'ITM | Question 1963 (20/02/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Dans le cadre de sa mission de conseil et d'assistance aux employeurs, aux salariés et – depuis le 1^{er} janvier 2025 – aux agents de l'État et des communes, l'Inspection du travail et des mines (ITM) fournit des informations juridiques et techniques pour la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail. Ces informations sont publiées à travers de conditions-types accessibles sur le site Internet de l'ITM.

La plupart des prescriptions et recommandations accessibles sur le site de l'ITM n'ont pourtant plus été mises à jour depuis plusieurs années voire décennies. Bien que les prescriptions et recommandations contenues dans les conditions-types soient subordonnées aux lois et règlements en matière de santé et de sécurité au travail et qu'elles n'aient par conséquent pas de valeur normative en soi, on peut supposer que l'évolution des conditions légales, réglementaires, administratives et surtout techniques justifierait une mise à jour régulière des conditions-types.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Existe-t-il au sein de l'ITM un service spécifique en charge des conditions-types ? Dans l'affirmative, combien d'agents sont affectés à ce service ? Dans la négative, quels organes décident de faire évoluer les conditions-types ?

2) Quelles sont les différentes étapes voire les critères pris en compte lors de la mise à jour voire de l'élaboration de nouvelles conditions-types ?

3) Les agents de l'ITM conseillent-ils activement les employeurs, salariés et agents dans la mise en œuvre des conditions-types ? Dans l'affirmative, les enseignements tirés de la mise en pratique des conditions-types dans les entreprises et administrations sont-ils évalués et pris en considération dans le cadre des mises à jour des conditions-types ?

Réponse (13/03/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Au sein de l'ITM, le service ESA (Établissements soumis à autorisations), composé de 26 experts et 7 agents administratifs, est notamment chargé du traitement des demandes d'autorisation en matière d'établissements classés ainsi que de l'élaboration des conditions-types applicables dans ce domaine.

ad 2) Lors de la mise à jour ou de l'élaboration de nouvelles conditions-types, les critères suivants sont pris en compte :

- Le retour d'expérience du terrain, tant des agents de l'ITM que des utilisateurs et professionnels du domaine concerné ;
- Les avancées technologiques et les meilleures techniques disponibles ;

- Les évolutions réglementaires et normatives ;
- Les échanges avec des organismes agréés, des bureaux d'études spécialisés et des laboratoires accrédités, entre autres.

Ces critères sont analysés au sein de groupes de travail spécifiques, réunissant des experts et des professionnels du domaine concerné.

ad 3) Les agents du service ESA conseillent et assistent les employeurs, les salariés ainsi que toute autre personne dans la mise en œuvre des conditions-types. Ils apportent également un soutien technique et pratique pour leur interprétation, notamment en matière de sécurité, de salubrité et de commodité vis-à-vis du public, du voisinage et du personnel des établissements, ainsi qu'en matière de santé et de sécurité au travail dans le cadre des établissements classés.

En 2024, les agents du service ESA ont mené un total de 493 réunions avec des intervenants externes afin d'apporter leur expertise. À cela s'ajoutent les nombreux conseils prodigués en réponse aux sollicitations reçues par courriel et par téléphone.

Par ailleurs, le formulaire ITM-SST 6002.1, disponible sur le site Internet de l'ITM (www.itm.lu), permet aux usagers de soumettre leurs remarques sur les conditions-types en vue de leur évolution.

L'ITM accorde une attention particulière aux retours d'expérience du terrain ainsi qu'à l'évolution des meilleures techniques disponibles, intégrant ces éléments pour ajuster et perfectionner, si nécessaire, les conditions-types.

Par ailleurs, l'élaboration et la mise à jour de ces conditions font l'objet d'une concertation régulière avec, entre autres, des représentants de l'OAI, du CGDIS et des chambres professionnelles. Leurs observations et recommandations sont intégrées afin d'optimiser les conditions-types avant leur mise en application.

Problèmes liés à l'offboarding bancaire des entrepreneurs à Luxembourg | Question 1964 (20/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Méint hunn ech ëmmer méi Beschwerden vu Betriber kritt, déi vun hire Banken „offboarded“ goufen an déi beim Ofschloss vun hirem Kont op gréisser Schwieregkeete stoussen. Virun allem Betriber mat US-amerikanesche wirtschaftleche Berechtigten (UBO) schéngen dacks betraff ze sinn. Dës Situatioun ass alarmant, well dës Betriber bannent enger kuerzer Frist (typesch 60 Deeg) hir Gelder mussen transferéieren, gleichzäiteg awer d'Banken anscheinend SEPA-Iwwerweisungen op Konten ausserhalb vu Lëtzebuerg refuséieren. Dëst steet am kloren Widderspruch zu der SEPA-Veruerdung (EU) Nr. 260/2012, déi explizitt d'Gläichstellung vu grenzüberschreitenden an nationale Bezuellungen innerhalb vum Euro-Raum virgesäit.

Dës Praktik bedréit net nëmmen d'Finanzaktivitéit vun de betraffene Betriber, mee risquéiert och den internationale Ruff vu Lëtzebuerg als Finanzzentrum ze beschiedegen. Et schéngt, datt d'Banken an hirem Interpretatioun vun de Regulatiounen ganz strikt virginn an dobäi d'Rechter vun hire Clienten aschränken. Besonnesch problematesch ass, datt a ville Fäll d'Betriber no der Kënnegung vun hirem Kont dacks Schwieregkeeten hunn, bannent där proposéierter Frist en neie Bankkont zu Lëtzebuerg opzemaachen, wat si an eng onméiglech Situatioun bréngt an eventuell zu exzessive Gebühre féiert.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:



1. Op wéi enger legaler Basis kënnen Banken zu Lëtzebuerg SEPA-Iwwerweisungen op Konten am Ausland refuséieren, besonnesch am Kader vun engem forcéierten „offboarding“, a steet dëst net am direkte Widdersproch zur SEPA-Veruerdnung (EU) Nr. 260/2012?

2. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung virgesi fir sécherzestellen, datt d'Rechter vu Betriber während engem „offboarding“ respektéiert ginn, besonnesch wat den Transfert vun hire Gelder ugeet?

3. Ass de Minister sech bewosst, datt verschidde Banken zu Lëtzebuerg exzessiv Gebühren (bis zu 12.500 €) applizéieren, wann e Client no der Kënnegung säi Kont net bannent 60 Deeg schléisst, obwuel et fir verschidde Betriber quasi onméiglech ass, bannent dëser Zäit en neie Bankkont opzemaachen?

4. Plangt d'Regierung, zesumme mat der CSSF, den Acteuren aus der Finanzindustrie (ABBL, ALFI, LPEA) an de betroffene Clienten eng Léisung ze fannen, fir dëse Problem ze léisen, an den Zougang zu Bank-servicer fir all Betriber zu Lëtzebuerg ze garantéieren, onofhängeg vun der Nationalitéit vun hiren UBOen?

5. Wéi eng Kommunikatiounsstrategie huet d'Regierung entwéckelt, fir de Schued um internationale Ruff vu Lëtzebuerg als Finanzzenter ze limitéieren, deen duerch dës Praktiken entstoe kéint, besonnesch am Hëllef op déi nei US-Ambassade, déi eng Expertin am Private Equity Beräich ass?

Réponse (17/03/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. D'SEPA-Veruerdnung (EU) Nr. 260/2012 schreift vir, dass Iwwerweisungen a Prelevementen an Euro am SEPA-Raum gläich behandelt mussen ginn, onofhängeg dovun, ob se national oder grenzüwwerschreidend ausgefouert ginn.

Eng Bank dierf eng SEPA-Iwwerweisung net refuséieren auszuféieren, eleng opgrond vun engem Empfänger-Konto an engem anere Memberstaat. Esou e Refus steet am Widdersproch zu den Netdiskriminierungsprinzipien vun der SEPA-Veruerdnung.

Dës Veruerdnung etabliert allgemeng de Prinzipien vun de sougenannten „R-Transactions“ (z. B. Rejet, Refus, Retour, Rectification, Reversement, Révocation, Rappel oder Demande d'annulation). Déi praktesch Gestoun vun R-Transactions ënnerläit dem European Payments Council (EPC). Den EPC huet eng detailléiert Lëscht vu valabelen Ursachen fir d'Refuséiere vu SEPA-Iwwerweisung publizéiert (<https://www.europeanpaymentscouncil.eu/document-library/guidance-documents/guidance-reason-codes-sepa-credit-transfer-r-transactions>).

E Refus vun enger SEPA-Transaktioun ass deemno grondsätzlech méiglech, e pauschale Refus ausserhalb vun de Krittären vun der SEPA-Reglementatioun allerdéngs net.

D'ofgeännert Gesetz vum 10. November 2009 iwwert d'Bezuelerservicer ergänzt, dass e Refus dem Auftraggeber matgedeelt a begrënn muss ginn. Ausnam si Fäll, wou eng europäesch oder national Gesetzgebung, zum Beispill am Beräich vun der Geldwäschbekämpfung, eng Matdeelung verbitt.

ad 2. Situatiounen, an deenen eng Bank en Transfert an Euro op e Bezuelkont bei enger Bank am SEPA-Raum ouni justifiéiert Grënn refuséiert, kënnen Fäll vu sougenannter IBAN-Diskriminatioun duerstellen. IBAN-Diskriminatioun ass e Sujet, dee souwuel um europäesche Plang (https://finance.ec.europa.eu/consumer-finance-and-payments/payment-services/payment-services/iban-discrimination_en), wéi och zu Lëtzebuerg, eescht geholl gëtt.

Clienten, déi vun IBAN-Diskriminatiounen betraff sinn, hunn d'Méiglechkeet, eng Reklamatioun bei der CSSF ze maachen.

Bis elo si ganz wéineg Reklamatiounen wéinst IBAN-Diskriminatiounen bei der CSSF agaangen (2024: 1 Fall; 2025: kee Fall).

ad 3. Der CSSF sinn esou Praktiken grondsätzlech net bekannt. Och si bei der CSSF keng Reklamatiounen dëst betreffend agaangen.

D'Kënnegung vu Konten ënnerläit vertragleche Bestëmmungen. Ginn dës net agehalen, kann de Client dogéint virgoen.

ad 4. Et steet der Lëtzebuerger Regierung net zou, sech an déi kommerziell Politik, oder an de Risiko-Management vun enger Bank anzemëschen. Dat gesot, steet d'Regierung a reegelméissegem Kontakt mat de Vertrieder vun der Finanzplaz.

D'Bankenassociatioun, ABBL, huet och rezent Initiative geholl, fir de Betriber d'Opmaache vu Bankkonten ze erliichteren. Esou gouf z. B. am Dezember 2024 e Guide ausgeschafft, deen d'Ufuerderunge fir d'Opmaachen an d'Gestioun vun engem Geschäftskonto erkläert: <https://www.abbl.lu/en/a-practical-guide-to-opening-a-business-bank-account-2>.

Een änleche Guide gouf och fir ASBL publizéiert: <https://abbl.lu/en/home/bank-account-opening/non-profit-associations-opening-a-bank-account-for-non-profit-associations-in-luxembourg>.

Och gouf vun der ABBL, an enger Ofstëmmung mat hire Memberen, eng ëffentlech zugänglech Lëscht vu Lëtzebuerger Banken (mat de respektive Kontaktpersonen) opgestallt, déi Konte fir verschidden Zorte vu Betriber opmaachen, dorënner PMEen, Alternative Investment Fongen an och FinTechs: <https://abbl.lu/en/home/bank-account-opening/bank-account-opening-dedicated-contacts-for-aifs-fintechs-and-smes>.

ad 5. Lëtzebuerg huet sech iwwert déi lescht Jore staark am alternative Fongebereich, an och besonnesch am Private Equity, entwéckelt.

Doduerch ass den alternative Fongenekosystem zu Lëtzebuerg gewuess an domat d'Demande fir Bankeservicer, an och de sougenannte „fund financing“. Och eng Rei nei Acteure sinn op Lëtzebuerg komm, fir eeben dës Servicer, ë. a. Bankkonten, dem alternative Fongesektor unzibidden. Dorënner besonnesch amerikanesch a brittesch Banken, mä och aner spezialiséiert Acteuren.

D'Ambitioun vun der Lëtzebuerger Regierung besteet doranner, dësen Ekosystem weider ze stäerken. Dat spigelt sech och an der Agenda „Ambitions 2030: Shaping Finance for our Future“ vu Luxembourg for Finance rëm.

Pistes cyclables liées à l'extension du tram | Question 1965 (21/02/2025) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Déi multimodal Mobilitéit ass e Kärelement vum nationale Mobilitéitsplang 2035. An Zukunft soll et méi einfach a sécher sinn, fir mam Vëlo op den nächsten Tramarrêt ze kommen. D'Aarbechte fir de séieren Tram an de Vëloexpresswee tëscht der Cloche d'Or a Biele sollen 2027 ufänken. An deem Sënn wier et oportun, d'Vëlosinfrastruktur op den neien Expresswee virzebereeden.

Dofir wëll ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Wéi eng nei Vëlosweeër si geplangt, fir d'Tramsarrëten an de Vëloexpresswee mat de verschiddenen Uertschaften am Ëmkrees ze verbannen?

– Ass virgesinn, en eenheetlech Vëlosnetz anzeriichten, mat deem een de Vëloexpresswee onkomplizéiert erreeche kann? Gouf et Gespréicher mat den zoustännegen Acteuren aus de Gemenge fir d'Plange vun engem eenheetleche Vëlosnetz?

– Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir d'Vëlosfuererinnen an d'Vëlosfuerer iwwert déi national Vëlosinfrastruktur ze informéieren?

– Wéi steet d'Madamm Ministesch zur Option, déi bestoend App mobiliteit.lu fir d'Navigatioun mam Vëlo ze optimiséieren an zum Beispill extra fir de Vëlo konzipéiert Infrastruktur kenntlech ze maachen?

Réponse (13/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt Froen zu dem Vëloexpresswee PC104 tëscht der Stad an Esch/Uelzecht an dem Vëlospisteseau am Allgemengen.

Säit dem éischte Vëlospistegesetz aus dem Joer 1999, awer och schonns virdrun, ass d'Stroossebauverwaltung mat der Planung an dem Bau vum nationale Vëlospisteseau beoptraagt.

Zënter där leschter Modifikatioun am Joer 2019 vum Gesetz vum 28. Abrëll 2015 betreffend den nationale Vëlospisteseau gouf, ënnert anerem, de Vëloexpresswee PC104 als zousätzlechen Itinéraire opgeléist. D'Ophele vum Vëloexpresswee PC104 an d'Vëlospistegesetz huet natierlech zu Upassungen um nationale Vëlospisteseau gefouert, well d'PC104 Auswierkungen op d'Ubannung vun de bestoenden a geplangte Vëlospisten huet.

Nieft den nationale Vëlospiste gëtt et dann och regional Vëlospisten, déi vun de Gemenge geplangt, realiséiert an ënnert halle ginn. Dës Vëlospiste kënnen natierlech och un de Vëloexpresswee ugeschloss ginn an ënnert Berécksiichtigung vu verschiddene Krittären vun engem am Vëlospistegesetz definéierte Subsid profitéieren.

Fir den nationale Vëlospisteseau sinn aktuell folgend Ueschlëss un de Vëloexpresswee PC104 virgesinn:

– PC10 Obeler-Leideng-Zéisseng: Hei schneit d'Vëlospist de Vëloexpresswee. Duerch d'Planung vum Vëloexpresswee ergëtt sech herno den Ueschloss un d'Vëlospist, déi haut nach anescht verleeft, mee sech dann un d'Planung vun der PC104 upasst;

– PC6a Schëffleng-Steebrécken: Hei ass den Ueschloss zu Steebrécke virgesinn. Dee präzisen Ueschloss ergëtt sech och aus der Planung vum Vëloexpresswee;

– PC6/PC38 Monnerech-Esch: Hei besteet schonns eng Verbindung, woubäi beim Ëmbau vum Echangeur A4-A13 zu Féiz de Vëloexpresswee wéi och d'Verbindungen un déi bestoend Vëlospisten ugepasst mussen ginn.

D'Planung vun der PC104 laanscht d'Liaison Michéville (B40) virum Belval ass schonns ofgeschloss an éischt Aarbechte goufen ufanks dëst Joer lancéiert, fir d'Verbindung tëscht dem Echangeur Raemerich an dem Crassier zu Monnerech ze realiséieren.

Ee vun de wichtegste Qualitéitscritère vun enger Vëlospist ass, dass se am ëffentleche Raum souwuel vun de Vëlosfuerer*innen ewéi aneren Notzer*innen intuitiv als solch ze erkennen ass. Dëst garantéiert d'Erëlle vun engem weidere Qualitéitscritère, an zwar, dass d'Vëlospist duerchgängeg ass an net plazeweis einfach ophält. Dofir gëtt elo am ganze Land eng flächendeckend Signalisatioun fir Vëlosfuerer*innen opgestallt. Schëlde eleng ginn awer net duer – besonnesch op

net evidente Strecken, wéi zum Beispill op asphaltéierte Feldweeër, wou d'Vëlosinfrastruktur och um Buedem kloer ze erkenne muss sinn.

Nom auslännesche Virbild wäert an Zukunft e roudelzege Belag zum Asaz kommen, a besonnesch do genotzt ginn, wou eng separat Vëlosinfrastruktur direkt niewent enger Surface fir Foussgänger*innen oder enger Fuerspuer fir de motoriséierten Trafic verleeft. Dës um Buedem fir jiddereen erkennbar Trennung dréit och zur Verkéierssécherheet bäi. Op Plaze wou eng Zort vu Vëlosinfrastruktur an eng aner iwwergeet oder een Zweifel kéint bestoen, wéi et weidergeet, kommen och Pictogrammen um Buedem zum Asaz.

Informationen iwwert sämtlech Vëlosweeër am Land fënnt ee souwuel um geoportal.lu an der Rubrick „Infrastruktur a Kommunikatioun → Verkéiersnetzer“ ewéi op Pabeierkaarten, déi am Handel erhältlech sinn.

An der App mobilitéit.lu kann ee sech de Vëloswee elo schonn uweise loossen. Do wou et schonn eng national Vëlospist gëtt, gëtt déi och als Itinéraire virgeschloen. Well d'Sécherheetsgefill beim Vëlofuere subjektiv ass, gëtt, a Fäll wou fir dee gewënschten Trajet nach keng eege Vëlosinfrastruktur existéiert, standardméisseg d'Strooss ugewisen.

Wanteraktioun | Question 1966 (21/02/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

En date du 15 janvier 2015, Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a répondu aux questions parlementaires n° 1554 et 1555. Toutefois, après analyse des réponses, plusieurs interrogations persistent.

À ce titre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de personnes présentes au pays depuis moins de 3 mois ont fréquenté la WAK durant les 3 dernières années ?

2) Combien de personnes ont fréquenté la WAK en moyenne par nuit pendant les trois dernières années ? Dans cette même période, quel était le nombre maximal de personnes ayant été hébergées dans la WAK ?

3) Le ministre peut-il publier le questionnaire que doivent remplir les bénéficiaires de la WAK lors de leur inscription ?

4) Nous prions le ministre de bien vouloir répondre à la quatrième question posée dans la question parlementaire n° 1555.

Réponse (01/04/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Il convient de préciser que les critères d'admission ont été instaurés uniquement lors de l'édition actuelle de l'Action Hiver (ci-après « WAK »). Par conséquent, il n'est pas possible de fournir des statistiques comparatives concernant les trois dernières éditions de la WAK.

Les chiffres des nouveaux bénéficiaires enregistrés lors des trois dernières éditions sont présentés dans le tableau [†] suivant :

ad 2) Le nombre de personnes ayant fréquenté la WAK en moyenne par nuit au cours des trois dernières éditions, ainsi que le nombre maximal de personnes hébergées durant la même période, sont présentés dans le tableau [†] suivant :

ad 3) Tout d'abord, il est important de noter que les bénéficiaires ne sont pas tenus de remplir un

questionnaire lors de leur inscription quotidienne. Lors de leur première venue à la WAK, la coordination de terrain de la Dräieck ASBL leur pose oralement un certain nombre de questions types sur leur situation, tout en leur fournissant des informations sur le fonctionnement du foyer de jour et du foyer de nuit.

ad 4) Contrairement à ce que l'honorable Député suggère quant aux raisons pour l'instauration des nouveaux critères d'admission à l'Action Hiver, la décision d'introduire de nouveaux critères a été prise de concert avec les acteurs du terrain et se base sur les expériences des éditions antérieures de ceux-ci.

Concessions pour l'exploitation de pharmacies | Question 1967 (21/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi RTL den 18. Februar gemellt huet, ginn op sechs Plazen am Land nei Apdikten opgemaach.

D'Opmaache vun Apdikten ass am ofgeännerte Gesetz vum 4. Juli 1973 souwéi an de groussherzogleche Reglementer gereegelt. D'Apdikte brauchen eng Konzessioun vum Staat, fir dierfen opzemaachen. An der Praxis gi weider Apdikte vum Staat geneemegt, wann d'Awunnerzuel an enger Gemeng an d'Luucht geet.

D'Gemeng Péiteng zielt aktuell iwwert 20.000 Awunner, mee huet nëmmen 3 Apdikten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

– Kritt d'Gemeng Péiteng deemnächst eng weider Apdikt vum Ministère geneemegt?

Réponse (20/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mat Bezuch op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 0484 vum 15. März 2024, gestallt vun den honorabelen Deputéierte Madamm Alexandra Schoos an Här Jeff Engelen, an N° 0904 vum 18. Juni 2024 vum honorabelen Deputéierten Här André Bauler, betreffend d'Krittäre fir d'Attributioun vun enger neier Apdiktesch-Konzessioun a virausgesat, d'Conditione vum Artikel 1 vum geännerte Gesetz vum 4. Juli 1973 sinn erfüllt, kéint d'Gemeng Péiteng deemnächst eng zousätzlech Apdikt geneemegt kréien, de Fall gesat, d'Gemeng stellt eng deementspriedend Demande.

Subventions communales pour l'achat de vélos | Question 1968 (24/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Aus rezenten Artikelen ass ervirgaangen, datt verschidde Gemenge weiderhi Primme fir de Kaf vu Vëloen ginn, obwuel et op nationalem Niveau Aschränkunge bei de staatleche Subventiounen gëtt. Dës ënnerschiddlech Approchë féieren zu Diskrepanzen an der Fërderung vum Vëlosgebrauch tëscht de Gemengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wéi eng konkreet Moosnamen ënnerhëlt de Ministère, fir eng méi kohärent an eenheetlech Ëmsetzung vun de Vëlosprimmen op Gemengenniveau ze errechen?

2. Wéi kënnen d'Bierger besser iwwer hir Méiglechkeete fir Ënnerstëtzung beim Vëloskaf an hirer Gemeng informéiert ginn?

3. Gëtt et Pläng fir eng Evaluatioun vun der Effektivitéit vun de verschiddene kommunale Förderprogrammer op de Vëlosgebrauch?

4. Wéi kann de Ministère d'Gemengen am beschte bei hiren Efforten ënnerstëtzen, fir de Vëlosgebrauch op lokalem Niveau ze fërderen?

Réponse (26/03/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro no der Positioun vun der Regierung bezüglech den ënnerschiddleche Primmen vun de Gemengen beim Kaf vu Vëloen.

De Klimapakt encouragéiert d'Gemengen ënnert der Mesure 6.5.3, hir Bierger bei der Ëmsetzung vun hire Projeten am Klima- an Energieberäich duerch kommunal Bähëllefene ze ënnerstëtzen. D'Festleeung vu kommunale Primme fält awer ënnert d'Kompetenz vun de Gemengen. Dass hei ënnerschiddlech Primme beim Kaf vu Vëloen ausgeschott ginn, ass eng Konsequenz vun der Gemengenautonomie.

De Bähëllef-Simulator vun der Klima-Agence regroupiert all d'Klimabonus-Mesuren, wéi och d'Primme vun de Gemengen an de Fournisseuren a gëtt a reegelméisseg Ofstänn aktualiséiert: aides.klima-agence.lu.

Zousätzlech zu de Primmen, fir de Gebrauch vum Vëlo op lokalem Niveau ze fërderen, ass et wichteg, dass de Staat zesumme mat de Gemenge weiderhin intensiv un engem duerchgoende Vëlosreseau schafft. De Staat huet sech hei e klore Programm ginn an en encouragéiert d'Gemengen duerch e Kofinanzement vun 30 %, lokal Vëlosraccordementen un den nationale Vëlosreseau ze realiséieren.

Weiderhin ass et wichteg, dass d'Vëlosinfrastruktur sécher ass. De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet dofir eng Rei Planungsinstrumenter a Recommendatiounen fir d'Gemengen ausgeschafft. Hei ass eischtens den Internetsite www.veloplange.lu ze erwänen, wou eng Gemeng sech kann informéieren iwwert d'„règle de l'art“ vun der Planung vun enger Vëlosinfrastruktur. Dann nach 2 weider Usammlunge vu Richtlinnen op den Internetsite www.apaisement.lu a www.parken.lu, déi ënner anerem Recommendatiounen beinhalten, wéi een en Duerfkär méi qualitativ héichwäerteg ka gestalten duerch Verkéiers-Berouegungsmoosnamen. De Staat bitt och INAP-Formatiounen fir Gemengebeamten zu dësen Theemen un.

Soutien à l'Ukraine | Question 1969 (24/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Zanter der illegaler russescher Invasioun vun der Ukrain virun 3 Joer huet Lëtzebuerg sech ëmmer nees fir eng friddlech Léisung an d'Ënnerstëtzung vun ukrainesche Vollek agesat. De rezente Coup de téléphone vun Lëtzeburger Premier Luc Frieden mam demokratesch gewielten ukrainesche President Wolodymyr Selenskyj ënnersträicht nach emol dës Solidaritéit a schwierigen Zäiten. An deem Kontext wéilt ech den zoustännege Ministeren e puer Froen stellen, fir besser ze verstoen, wéi genee Lëtzebuerg seng Ënnerstëtzung fir d'Ukrain an der aktueller Krisissituatioun oprechterhale wëll.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Aussenugeleeënheiten dës Fro stellen:

1. Wéi eng konkreet Mesuren huet Lëtzebuerg an de leschte Méint geholl, fir d'Ukrain um humanitären, diplomateschen an ekonomeschen Plang ze ënnerstëtzen?

2. Wéi koordinéiert sech Lëtzebuerg an dës Beräicher mat sengen EU-Partner an der internationaler Gemeinschaft?

3. Gëtt et Pläng fir zousätzlech bilateral Kooperatioun tëscht Lëtzebuerg an der Ukrain, z. B. duerch Hëllefsliverungen oder Expertenaustausch?

Réponse (24/03/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. Sait dem Ufank vum russeschen Ugrëffskrich géint d'Ukrain am Februar 2022 huet Lëtzebuerg op allen Niveaue seng Ënnerstëtzung fir d'Ukrain gefestegt. Als Zeeche vun eiser kontinuëerlecher bilateraler Ënnerstëtzung huet Lëtzebuerg zesumme mat der Ukrain am Juli 2024 e bilaterale Sécherheetsaccord ënnerschrifft. Dësen Accord geet esouwuel op déi militäresch an humanitär Hëllef, wéi och op déi politesch Ënnerstëtzung säitens Lëtzebuerg an.

Um europäeschen Niveau huet Lëtzebuerg all d'Sanktiounen ënnerstëtz, inklusiv dem 16. Pak am Dezember 2024 an dréit d'EU-Conclusiounen mat, déi fir méi eng staark Ënnerstëtzung vun der Ukrain plädéieren, wéi zum Beispill déi rezent Conclusiounen vum Europäesche Rot de 6. März 2025. Lëtzebuerg dréit finanziell och zu der Ukrain-Facilitéit vun der EU bäi, esouwéi bei de Programmer vun der Europäescher Investitiounsbank an dem Internationale Währungs-fong.

Wat den humanitäre Volet vun eiser Ënnerstëtzung ugeet, huet Lëtzebuerg säit dem Ufank vum Krich en Total vun 96,2 Milliounen Euro un humanitärer Hëllef a Rekonstruktiounshëllef fir d'Ukrain ausginn. Dorënner fale Contributiounen fir humanitär Hëllef am Kader vu Partenariater mat UNO Agencen, dem Roude Kräiz an diversen humanitären ONGen, esouwéi d'Bereetstelle vu medezinneschem Material, Kommunikatiounsmaterial a Material, fir Feier ze bekämpfen esouwéi Generatoren. Wat d'Rekonstruktioun betrëfft, konzentréiere sech eis Efforten haaptsächlech op d'Beräicher Educatioun an Energie esouwéi d'Ënnerstëtzung vun Entreprises an domat d'Solidaritéit vum Kryvyi Rih Distrikt. En zousätzlech Beräich, op dee Lëtzebuerg och vill Wäert leet, ass den Deminage.

Fir eis Ënnerstëtzung un d'Ukrain um politeschen Niveau weider ze festegen, huet de Premierminister Luc Frieden de 24. Februar 2025 fir den 3. Joresdag vum russeschen Ugrëffskrich géint d'Ukrain online un engem Sammet zum Thema „Unity Defense and Security Strategy“ deelgeholl an domat d'Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat der Ukrain nach eemol ënnerstrach.

ad 2. Lëtzebuerg koordinéiert sech mat der EU um Niveau vu Bréssel an de verschiddenen Aarbechtsgruppen. Lëtzebuerg ass Member-Observateur vun der Ukraine Donor Platform, eng G7-Koordinatiounsinstanz fir d'Rekonstruktiounshëllef un d'Ukrain. Lëtzebuerg suivéiert och lokal Koordinatiounsinstanzen esouwäit et geet, zesumme mat der EU an der ukrainescher Regierung. Des Weideren ass Lëtzebuerg Member am Core Group fir d'Opsetze vun engem Spezial-Tribunal, fir d'Aggressiounsverbrëche vu Russland juristeschesch ze verfolge. An als Member vun der internationaler Koalitioun fir d'Reckféierung vun ukraineschen Kanner setzt Lëtzebuerg sech dofir an, dass d'Kanner, déi a Russland zwangstransferéiert gi sinn, zeréck bei hir Familljen an d'Ukrain bruecht ginn.

ad 3. Lëtzebuerg suivéiert d'Situatioun um Terrain vun no an ass a reegelméissegem Kontakt mat den ukraineschen Autoritéiten. Lëtzebuerg huet eng gewëss Flexibilitéit, fir seng Hëllef gegebenefalls ze adaptéieren an/oder opzestocken, nottament an de Beräicher vun der Energie an dem humanitären Deminage, wou d'Besoinen besonnesch grouss sinn. Nieft dësen Domainë liwwert Lëtzebuerg och säit 2022 konsequent militäresch Ënnerstëtzung.

Sanctions contre le Rwanda | Question 1970 (25/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Kontext vun der aktueller Situatioun am Ost-Kongo, wou d'M23-Rebellegrupp, déi laut UN-Experte vum Ruanda ënnerstëtz gëtt, fir den Doud vun Dausende Mënsche verantwortlech ass an d'Anhuele vun de Milliounestied Goma a Bukavu provozéiert huet, war en EU-Sanktioun-Pak géint ruandesch Offizéier an M23-Membere virbereet ginn.

Laut Presseberichter aus der Belsch a Lëtzebuerg huet den Här Ausseminister als eenzegen europäesche Vertrieder dës Sanktiounen op EU-Niveau blockéiert, wat zu enger gewësser Isolatioun vun der Lëtzebuerger Positioun gefouert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wéi justifiéiert de Minister dës Blockad vun EU-Sanktiounen, déi vun all aneren EU-Memberstaaten ënnerstëtz goufen?

2. Wéi erkläert de Minister d'Inkohärenz tëscht dëser Positioun an der Lëtzebuerger Haltung am Russland-Ukrain-Krich, wou mir all Sanktiounen ouni Virbehalt ënnerstëtz hunn?

3. Ass de Minister sech bewusst, dass Lëtzebuerg duerch dës Positioun eng Roll änlech wéi Ungarn an anere Konflikter anhuele kéint, an domadder riskéiert, dem Ruanda seng Argumentatioun ze iwwerhuelen, déi Sanktiounen als kontraproduktiv duerstellt?

4. Wéi eng Roll hunn déi wirtschaftlech Bezéiungen tëscht Lëtzebuerg an dem Ruanda, dorënner d'Kooperatioun tëscht de Finanzzentren, bei dëser Entscheedung gespillt?

5. Wéi wäert d'Lëtzebuerger Positioun sech entwëckelen, falls d'M23 weider militäresch virrëckelt an d'humanitär Situatioun sech verschlechtert?

Réponse (12/03/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Minister huet d'Sanktiounen net blockéiert. Déi noutwendeg juristesche Texter waren zum Moment vum Conseil des affaires étrangères (CAE) vum 24. Februar 2025 nach guer net prett. Während dem CAE haten d'Ministèren eng politesch Diskussioun. Lëtzebuerg huet déi aktuell regional Mediations-efforten encouragéiert a virgeschloen, d'Resultater vun dëse Vermittlungsbemëhungen an den EU-Diskussiounen ze berücksichtegen. Spezifesch gong et ëm eng Ministerielle tëschent der Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) an der Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), déi zu Harare geplangt war fir kuerz nom CAE (awer bis elo nach net stattfonnt huet.) Eng politesch an diplomatesch Léisung kann nëmme vun de regionalen Acteuren an de Konfliktparteie selwer kommen. De Prozess vun der Sanktiounsvirbereedung leeft weider op europäeschem Niveau. D'Adoptioun ass fir de Moment fir de CAE vum 17. März 2025 virgesinn.

ad 2. Lëtzebuerg ënnerstëtz d'Sanktiounen, déi am Kontext vun de Mënscherechtsverletzungen am Ost-Kongo vun der EU preparéiert ginn, an dofir stellt sech d'Fro vun enger Inkohärenz, sou wéi déi den honorabelen Deputéierten se beschreift, net.

ad 3. Och dës Fro stellt sech net, well Lëtzebuerg huet keng Sanktiounen géint de Ruanda blockéiert. D'Virbereedung vun europäesche Sanktiounen leeft weider.

D'HRVP Kaja Kallas huet op hirer Pressekonferenz direkt nom CAE d'Diskussioun vum Conseil resuméiert a Referenz op de politeschen Accord gemaach, deem et ënnert de 27 EU-Memberstaaten op der Fro vun de Sanktiounen gëtt.

ad 4. Wéi d'Statec-Date weisen, läit de Volume vum Handel a Wueren a Servicer tëscht Lëtzebuerg an dem Ruanda bei 4,7 Milliounen Euro. De Ruanda läit domat op der 154. Plaz op der Welt, wat eisen Handel ugeet. Laut Statec-Prognose schéngt provisoresch Zuele fir den Handel a Wueren a Servicer fir d'Joer 2024 e Réckgang vu 54 % ze weisen.

Déi wirtschaftlech Bezéiungen tëscht dem Ruanda a Lëtzebuerg sinn also marginal. Se spille keng Roll an de politesche Consideratiounen vum Minister. D'Kooperatioun tëscht de Finanzzentren ass zwar ee wichtegt Element vun der Lëtzebuerger Kooperatioun am Ruanda, ee Projet, deem iwwert déi klassesch Entwëcklungshëllef ewech innovéiert, andeem en nei Partner mat u Bord hëlt an ee reellen Echange vun Expertisen an Experienz fërdert, mee och dee Projet stellt just ee klengen Deel an de globale Kooperatiouns-Bezéiungen tëscht dem Ruanda a Lëtzebuerg duer.

ad 5. D'Mënscherechts- a Sécherheetskris am Oste vun der Demokratescher Republik Kongo ass déif besuergneserreegend an d'Gewalt géint Zivilisten an d'humanitär Konsequenzen sinn inakzeptabel. Lëtzebuerg fuerdert de Schutz vun den Zivilisten an de Respekt vum internationalen humanitären Recht, besonnesch am Hëllef op déi erschreckend genderspezifesch Gewalt. Lëtzebuerg engagéiert sech fir eng kohärent an eenheetlech europäesch Positioun, déi erlaabt soll, Drock op all Bedeelegt vum Konflikt auszeüben a schéckt domadder e kloert Signal géint déi schwéier Verstéiss géint d'Mënscherechter. De Représentant spécial vun der EU fir d'Grands Lacs, dee rezent d'Regioun besicht huet, huet a sengen Echanges zu Kigali an zu Kinshasa d'EU-Positioun och nach eng Kéier kloer widderholl.

Ventes aux enchères immobilières | Question 1971 (25/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Lëtzebuerg ass bekannterweis nach ëmmer an enger Wunnengs- an Immobilienkris a vill Leit hunn, och ënnert dëser Regierung, nach ëmmer keen eegenen Daach iwwert dem Kapp. Den Accès op eng Eegewunnung ass ëmmer nach eng Fro vum Präis, dee vill Mënschen sech net leeschte kënnen, well d'Salären ze niddreg si par rapport zu deem, wat Wunnengen an d'Immobilieprête kaschten.

Verschiede Mënsche fannen hiert Gléck mol bei ëffentleche Steeën, wou Wunnengen oder Terrainen ze fanne sinn. Op villen Adjudicatiounen gi Leit aus Virwëlz kucken, fir d'Präisser gewuer ze ginn. Hei feelt et awer generell un Iwwersichtlechkeet an un Transparenz, fir dass potenziell Keefer net sou séier op d'Ae gedréckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Immobilie goufen zënter 2019, opgeléicht pro Joer, op ëffentleche Steeë verkat? Wéi vill dovunner ware Wunnengebaier?

2. Wat ass den Duerchschnëttsmontant, zu deem eng Wunnung versteet gouf (opgeléicht pro Joer)? Wat ass de Medianwäert?

3. Wéi vill Euro Recettë sinn duerch d'Versteëen insgesamt an d'Staatskeesen erakomm, opgeléicht pro Joer zënter 2019? Wéi vill dovunner duerch de Verkat vun Immobilien?

Réponse (25/03/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Laut Zuele vum Enregistrement goufen zanter 2019 op ëffentleche Steeën insgesamt 1.364



Immobilier verkat. Dovunner waren 164 Places occupées (Bâtiment à habitation, Bâtiment en état futur d'achèvement, Bâtiment à usage mixte) an 117 Appartements, verdeelt wéi follegt: ↑

ad 2. Den Enregistrement an och den Observatoire de l'habitat kënnen hei keng Zuele liwweren, vu datt bei effentleche Steeën dacks verschidden Immobilien zesummen an engem Gesamtpräis versteet ginn, sou datt et net méiglech ass, de Präis op déi eenzel Appartements/Gebaier opzedeelen.

Fir eng Iwwersiicht ze kréien iwwer Präisser vun Terrainen a Wunnengen, ass dofir generell recommandéiert, op déi wëssenschaftlech Analyse vum Observatoire de l'habitat zréckzegräifen, déi reegelméisseg um Site www.logement.lu publizéiert an aktualiséiert ginn.

Méi spezifesch sief dobäi op de Simulator fir Appartements higewisen, sief dat fir besteend Appartements oder fir VEFA-Appartements op der Adress:

<https://logement.public.lu/fr/observatoire-habitat/prix-de-vente/simulateur.html>.

Méi Detailléiert zu de Statistiken fannen interesséiert Persounen opgeschlësst no Gemeng ënnert dem folgende Link. An dëser Analys ginn Annexe vun de Wunnengen, ewéi Garagen, Parkplazen a Kellere, erausgerechent, fir e méi transparenten „affinierten“ Duerchschnittspräis vun der Wunnfläch kënnen ze presentéieren:

<https://data.public.lu/fr/datasets/prix-de-vente-des-appartements-prix-affines-hors-annexes-par-commune/>.

D'Evolution vun den Appartementspräisser an de leschte Jore gëtt op folgender Säit duergestallt. Och hei gëtt mat affinierten Donnéeën geschafft:

<https://data.public.lu/fr/datasets/?organization=57f2479111e9b0b9f2b7ee8>.

Fir Präisser vu Wunnhaiser anzuschätzen, sief op d'Analys vun de Prix annoncés higewisen, déi den Observatoire ënnert folgendem Link publizéiert:

<https://data.public.lu/fr/datasets/prix-annonces-des-logements-par-commune/>.

Fir Terrainspräisser wëlte mer méi spezifesch op d'Note Nr. 32 vum Observatoire verweisen:

<https://logement.public.lu/fr/publications/observatoire/note-32.html>.

Doriwwer eraus publizéiert den Observatoire de l'habitat, zesumme mam Statec, all Trimester eng Aktualisatioun vu Präisniveaue an -indexen, déi no wëssenschaftlech unerkannte Methoden erstallt ginn:

<https://data.public.lu/fr/datasets/?organization=57f2479111e9b0b9f2b7ee8>.

ad 3. Zanter 2019 huet den Enregistrement 339 effentlech Steeën verzechent, déi insgesamt 19.898.710,48 Euro Recetté fir all Zort Immobilien als „Droit d'enregistrement et de transcription“ generéiert hunn.

De Gesamtmontant vun de Recetté verdeelt sech op déi eenzel Jore wéi follegt: ↑

Accès aux réductions accordées aux agents de l'État pour leur participation au ING Night Marathon 2025 | Question 1973 (25/02/2025) de **Mme Djuna Bernard** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Fin janvier 2025, une invitation officielle a été envoyée aux agents de l'État afin de les encourager à participer à cet événement sportif. Selon cette invitation, les

participants au marathon, semi-marathon et Team Run se voient accorder un code de réduction lors de leur inscription. Toutefois, cette réduction ne s'applique pas au Roll&Run, une course spécifiquement dédiée aux personnes en situation de handicap, alors que cette épreuve est bien incluse dans l'édition 2025 du ING Night Marathon.

Le coût d'inscription pour le Roll&Run s'élève à 5 €, une somme intégralement reversée à une œuvre caritative. Dès lors, bien que le montant soit inférieur à celui des autres disciplines, l'absence de prise en charge, même symbolique, soulève des interrogations quant à la reconnaissance et la valorisation de cette épreuve par le Gouvernement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Pour quelles raisons les agents de l'État souhaitant participer au Roll&Run ne bénéficient-ils pas du même code de réduction que ceux s'inscrivant aux autres épreuves ? Cette décision résulte-t-elle d'une décision des organisateurs ou du Gouvernement ?

2) Le Gouvernement estime-t-il cette distinction justifiée et conforme à ses engagements en matière d'inclusion ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'étendre cette réduction au Roll&Run, afin d'encourager davantage la participation des agents de l'État à cette épreuve ?

Réponse (06/03/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Il convient tout d'abord de souligner l'importance du mouvement parasportif et de saluer l'initiative de l'organisateur, qui permet à chacun de participer à cet événement majeur du calendrier sportif. Cette démarche témoigne d'une volonté d'inclusion et de promotion de l'accessibilité au sport pour tous.

Le coût d'inscription à cette épreuve a été fixé à 5 €, un montant purement symbolique visant à encourager la participation. En revanche, les frais d'inscription aux autres disciplines répondent aux réalités commerciales de l'organisateur. Cette approche s'inscrit donc dans une logique de solidarité et de soutien aux initiatives favorisant l'accès au sport pour tous. Par ailleurs, cette somme est intégralement reversée à « Special Olympics Luxembourg », une association qui permet aux personnes ayant une déficience intellectuelle de s'épanouir grâce au sport. Dès lors, il convient de mesurer l'opportunité d'une éventuelle réduction de ces frais, qui pourrait amoindrir les fonds alloués à l'association et, par conséquent, limiter son impact en matière d'inclusion sportive.

Effectifs de la police | Question 1974 (25/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Inneminister hat d'lescht Joer Polizist:innen aus anere Regiounen am Land temporär ofgezunn, fir d'Equiper an der Stad ze ënnerstëtzen. An der Press war d'lescht Joer och ze liesen, dass mol net d'Gemenge wëssen, wéi vill Polizisten aus de Kommissariater an hirer Géigend ofgezu goufen.

An de leschte Jore gouf et vill Diskussiounen doriwwer, dass d'Police méi Personal brauch, fir hiren Aufgabe kënnen nozekommen a verschidde Kommissariater ënnerbesat sinn. Dëst trotz der Rekrutementswell vun 200 Polizisten pro Joer, déi vum viregte Policeminister an d'Liewe geruff gouf. Am leschte

Rapport vun 2023 gëtt d'Zuel vun 3.111 Polizist:inne genannt.

An deem Zesummenhang wëilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Polizist:inne waren den 1. Januar 2025 bei der Police agestellt, opgedeelt nom ziville Beräich an no Polizisten „um Terrain“?

2. Wéi vill vun de 34 Kommissariater si physisch 7 Deeg op 7 ronderëm d'Auer fir de Bierger op?

3. Kann de Minister bestätegen oder widderleeën, dass verschidde Kommissariater nach ëmmer personell ënnerbesat sinn (ouni strateegesch oder taktesch Informatiounen ze verroden)?

4. Ass séchergestallt, dass an all Regioun, wou ee Kommissariat ass, ëmmer op d'mannst véier Polizist:innen zu all Auerzäit disponibel sinn?

Réponse (24/03/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den 1. Januar 2025 huet sech de Police-Effectif op 3.241 Beamte belaf, wouvun der 2.505 Polizisten/innen „um Terrain“ sinn a 736 Beamten am Zivilkader.

Zënter November 2023 ziele mir e Plus vu 54 Leit am Service de police judiciaire: 29 Polizisten a 25 Zivilisten, dorënner Spezialisten an der Cyber- an an der Finanzkriminalitéit.

ad 2. Vun all de Kommissariater funktionéieren der 13 ronderëm d'Auer. Dës Fonctionnement garantéiert de Bierger, dass si kënnen 7 Deeg op 7 a 24 Stonnen am Dag empfaange ginn a gehollef kréien. D'Bierger kënnen zu all Zäit op Rendez-vous empfaange ginn, esou dass d'operationell Prioritéiten an d'Missiounen vun den Unitéite weiderhi garantéiert sinn.

Am Kommissariat Gare-Hollerech an der Stad wäert ab Mee/Juni 2025 och ee Fonctionnement ronderëm d'Auer assuréiert ginn. Och d'Kommissariat vun Ettelbréck wäert vum 1. Mee 2025 u 7 Deeg op 7 a 24 Stonnen am Dag funktionéieren, mat enger méi staarker Besetzung während de Jours ouvrables (am Verglach zu nuets oder dem Weekend).

D'Informatiounen zu den Éffnungszäite fënnt een um Internet-Site vun der Police an och op den Informatiounsschëlde vun de Kommissariater selwer.

ad 3. D'Effektiver vun de 34 Kommissariater sinn an deene leschten 3 Joer ëm 10 % op eng ronn 900 Polizisten/inne gewuess.

Den aktuelle Police-Effectif ass esou organiséiert, dass de Fonctionnement vun all Kommissariat garantéiert ass an d'Police-Missiounen am Déngscht vum Bierger ausgefouert kënnen ginn. Dëst huet awer en Impakt op den Aarbechtspensum vun de Beamten. Verschidde Kommissariater hunn am Verglach zu aneren eng gréisser Belaaschtung doduerch, dass e méi groussen Territoire oder eng gréisser Populatioun couvriert gëtt. Deemo mussen méi Affären traitéiert ginn a méi Spezial-Déngschter assuréiert gi bei lokalen, regionalen oder nationalen Evenementer.

D'Verdeelung vun den Effektiver dréit aktuell deenen Ennerscheeder Rechnung, mee et ass noutwendeg, nach weider ze recrutéieren an déi néideg Kandidaten ze fannen, déi d'Grondausbildung an der Police-Schoul ofschléissen, fir d'Belaaschtung vun de Police-Beamten ze reduzéieren an d'Missiounen am Déngscht vum Bierger ze optimiséieren.

ad 4. Jo. An de 4 Police-Regiounen schaffen zu all Auerzäit daitlech méi wéi 4 Polizisten/innen am Déngscht vum Bierger. Dës kënnen zousätzlech duerch National-Unitéiten, déi um Territoire vun deene 4



Regiounen hir Missiounen erfëllen, verstärkt ginn. Dat sinn zum Beispill de Service de police judiciaire, d'Unité de la police de la route an d'Unité de garde et d'appui opérationnel.

Zousätzlech sinn Agente vun der Unité de police locale um Terrain. Dës Unitéit erméiglecht eng verstärkt Police-Präsenz am effentleche Raum an eng méi grouss Proximitéit tëscht de Police-Beamten an der Populatioun. Am Laf vun de sechs éischte Méint vum Pilotprojet zu Esch an an der Stad Lëtzebuerg konnten esou 1.650 zousätzlech Patrullen duerch déi lokal Police gemaach ginn. Dëst huet dozou gefouert, dass d'Police-Beamten aus de lokale Kommissariater sech op aner Missiounen konzentréieren konnten. Dëse Projet wäert deemnächst ausgeweit ginn. De Projet de loi ass am Regierungsrat vum 7. März 2025 ugeholl ginn.

Courtiers en données | Question 1975 (25/02/2025) de M. Ben Polidori | M. Franz Fayot (LSAP)

L'essor de l'économie numérique s'accompagne du développement de nouveaux modèles économiques basés sur l'exploitation et la monétisation des données personnelles par des entreprises communément appelées data brokers (courtiers en données). Ces acteurs collectent, achètent, croisent et revendent des informations issues de sources variées sans que les individus concernés en aient toujours pleinement conscience.

La pratique des data brokers soulève d'importantes questions en matière de protection des données, de respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et de cybersécurité, notamment au Luxembourg où la digitalisation est une priorité stratégique.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et Madame la Ministre de la Digitalisation :

- 1) Le Gouvernement dispose-t-il d'une cartographie des data brokers opérant au Luxembourg ou traitant des données de résidents luxembourgeois ?
- 2) Quels sont les mécanismes actuels de surveillance et de contrôle de ces acteurs en matière de respect du RGPD et de la loi luxembourgeoise sur la protection des données ?
- 3) Existe-t-il des dispositions spécifiques visant à encadrer la revente et l'exploitation des données par ces entreprises ?
- 4) Le Gouvernement envisage-t-il des mesures pour renforcer la transparence quant à l'existence et aux pratiques des data brokers, par exemple en instaurant une obligation de déclaration auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPd) ou de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accreditation, de la sécurité et de la qualité des produits et services (ILNAS) ?
- 5) Quelles démarches un citoyen peut-il entreprendre pour demander l'accès, la rectification ou la suppression de ses données auprès de ces entreprises ?
- 6) Dans le cadre des travaux européens sur la souveraineté numérique, le Gouvernement soutient-il des initiatives visant à mieux encadrer les pratiques des data brokers ?
- 7) Une interdiction ou une régulation plus stricte de certaines pratiques, telles que la vente de données sensibles ou l'exploitation de données permettant le profilage détaillé et l'identification des citoyens, est-elle envisagée au niveau national ou dans le cadre d'initiatives européennes ?

Réponse (21/03/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'activité des « data brokers » n'est pas spécifiquement encadrée au Luxembourg. De ce fait, il n'existe pas de cartographies desdites activités au Luxembourg.

Toutefois, les personnes morales traitant des données à caractère personnelle, y compris les « data brokers », doivent assurer le respect des principes fondamentaux du Règlement général sur la protection des données (RGPD) conformément au principe d'« accountability », notamment en termes de limitation des finalités et de licéité des opérations de traitement des données ainsi qu'en termes de transparence envers les personnes concernées. Le cadre juridique du RGPD est complété en droit luxembourgeois par les dispositions, en particulier, de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

La surveillance et le contrôle des activités de traitement de données à caractère personnel soumis au RGPD, y compris par les « data brokers », relèvent des attributions de la Commission nationale de la protection des données (CNPd), qui dispose de pouvoirs d'enquête et de sanction.

Les citoyens disposent des droits individuels prévus par le RGPD, qui leur permettent de solliciter l'accès, la rectification et de la suppression des données auprès des responsables du traitement. Ils ont également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la CNPD s'ils estiment que leurs droits n'ont pas été respectés.

Dans le cadre des initiatives européennes en matière de souveraineté numérique, le Gouvernement suit de près les initiatives européennes visant à mieux encadrer les activités de traitement de données spécifiques ainsi que les initiatives qui ont pour objectif de renforcer la transparence.

Dans ce contexte, le Gouvernement vise à mettre en œuvre le règlement (UE) 2022/868 relatif à la gouvernance des données, qui introduit un cadre spécifique pour les intermédiaires de données, par le biais du projet de loi n° 8395. Le projet de loi prévoit la désignation de la CNPD comme autorité compétente pour effectuer les tâches liées à la procédure de notification pour les services d'intermédiation de données. En cette qualité, la CNPD aura pour mission de contrôler et de surveiller le respect par les prestataires de services d'intermédiation de données des exigences énoncées au chapitre III du règlement sur la gouvernance des données. Elle pourra également contrôler et surveiller le respect par les prestataires de services d'intermédiation de données de leurs obligations, sur la base d'une demande présentée par une personne physique ou morale.

Vente d'animaux dans des surfaces commerciales | Question 1976 (26/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Eng staatlech unerkannten Déierenassociatioun huet op de soziale Medien eng Foto vun engem klengen Hamster verëffentlecht, deem et siichtbar net gutt gëtt. Am Post gëtt erkläert, dass den Hamster net bei de Veterinär bruecht gouf, mee einfach am Geschäft – engem Baumaart – op eegen Initiativ „euthanaséiert“ gouf.

D'Déiereschutzgesetz vum 2018 schreift kloer vir, dass d'Déieren net dierfen dout gemaach ginn ouni am Virus betäubt ze sinn. Wien een Déier ouni Betäubung dout mécht, ka mat enger Prisongsstraf vu bis zu 3

Joer oder enger Geldstraf vu bis zu 200.000 € bestrooft ginn. D'groussherzoglecht Règlement vum 5. Dezember 2018 gesäit vir, dass engem Déier, deem et net gutt geet, gehollef muss ginn.

D'Geschäft, wou anscheinend „Fachkräfte“ schaffen, déi sech mam Déierewuel missten auskennen, hätte kéint op ee Veterinär zeréckgräifen. Dat gouf awer net gemaach. Warscheinlech, well dat Méikäscht mat sech bruecht hätt, duerch déi een an enger Profitlogik, wou een Déier ee Produit ass, Sue verluer hätt.

An deem Zesummenhang wëll ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Dierf d'Personal an engem Baumaart een Déier dout maachen?
Falls jo, wéi gëtt kontrolléiert, dass d'Schutzmoossname vum Déiereschutzgesetz agehale ginn?
2. Wéi eng Bedéngunge muss ee Baumaart erfëllen, fir Déieren dierfen ze verkafen?
Wéi eng Qualifikatiounen oder Agremente muss d'Verkafspersonal hunn, fir lieweg Déieren dierfen ze verkafen?
3. Wéi vill Déiere sinn 2022, 2023 an 2024 an esou Geschäfte gestuerwen? (Anescht gefrot: Wéi vill Déiere goufe comptabelstehesch als „perte“ deklariert?)
4. Wäert dës Regierung sech dofir setzen, dass de Verkaf vu liewegen Déieren a Baumäert, wou donieft nach Faarwen, Schrauwen an Dünger verkaf ginn, ophält?

Réponse (17/03/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Règlement grand-ducal vum 5. Dezember 2018 déterminant les conditions de détention des animaux verweist a sengem Artikel 2 Paragraph 3, dass d'Mise à mort am Respekt vum Artikel 11 vun der Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie, vum 13. November 1987, muss geschéien:

Article 11 – Sacrifice 1

Seul un vétérinaire ou une autre personne compétente doit procéder au sacrifice d'un animal de compagnie, excepté en cas d'urgence pour mettre fin aux souffrances d'un animal et lorsque l'aide d'un vétérinaire ou d'une autre personne compétente ne peut être obtenue rapidement ou dans tout autre cas d'urgence prévu par la législation nationale. Tout sacrifice doit se faire avec le minimum de souffrances physiques et morales en tenant compte des circonstances. La méthode choisie, excepté en cas d'urgence, doit : a) soit provoquer une perte de conscience immédiate puis la mort, b) soit commencer par l'administration d'une anesthésie générale profonde suivie d'un procédé qui causera la mort de manière certaine.

Wann d'Urgence ginn ass, a wann d'Hëllef vun engem Veterinär oder enger anerer kompetenter Persoun net schnell genuch disponibel ass, muss eng Persoun een Déier vu senge Qualen erlësen.

(*3) Tout animal qui paraît malade ou blessé, doit être logé et soigné compte tenu de son état ou, à défaut, être mis à mort en respectant les conditions de l'article 11 de la loi du 31 juillet 1991[†] portant approbation de la Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie, signée à Strasbourg le 13 novembre 1987.

ad 2. Den Art. 6 (2) 4 schreift eng ministeriell Genemegung fir Geschäfte vir, déi lieweg Déiere



verkaufen. Bei der Prozedur fir d'Geneemegung gëtt och gepréift, wat fir eng Formationen d'Personal an deem Beräich ass.

ad 3. Et gëtt keng Donnéeën oder Statistiken iwwert d'Unzuel vun de verstuerwenen Déieren an de Geschäfter.

ad 4. D'Déiereschutzgesetz gëtt aktuell iwwerschaafft. Dobäi ginn all d'Méiglechkeeten iwwerpréift, fir den Déiereschutz zu Lëtzebuerg weider ze garantéieren a wann néideg ze verbesseren.

Participation du Luxembourg à la «Ukraine Culture Conference» et soutien au patrimoine culturel ukrainien | Question 1977 (26/02/2025) de M. Maurice Bauer (CSV)

Vum 31. Januar bis den 2. Februar 2025 war d'Lëtzebuurger Regierung mam Kulturminister Eric Thill bei der „Ukraine Culture Conference“ veruewen. Op der Konferenz goung et ëm d'Wichtigkeet vun der Kultur an der Defense vun der ukrainescher Identitéit an de gemeinsamen europäesche Wäerter, awer och ëm d'Stärkung vun der kultureller Resilienz an dem Neesopbau vun der zerstéierter Kultur an der Ukrain.

Dofir hunn ech folgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Wat sinn d'Conclusiounen vun der Lëtzebuurger Regierung vun dëser wichtiger Konferenz?

2. Vu datt Lëtzebuerg aktuell d'Presidence vum Ministeresch-Comité vum Conseil de l'Europe huet, wéi kann d'Lëtzebuurger Regierung do hëllefen an dës Sujet thematiséieren?

3. An der Deklaratioun vun der „Ukraine Culture Conference“ geet riets vun engem „Fonds pour le patrimoine ukrainien pour soutenir la restauration et la préservation du patrimoine culturel ukrainien“. Kann den Här Kulturminister mir dozou méi Erklärungen ginn?

4. Den Här Kulturminister hat bei där Geleeënheet och eng bilateral Reunioun mat sengem ukraineschen Homolog iwwert d'Méiglechkeeten vun enger Kooperatioun: Wéi ka Lëtzebuerg do hëllefen?

Réponse (26/03/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. D'„Ukraine Culture Conference“ vun Ufank Februar zu Ushhorod ass eng Etapp am Kader vun den internationalen an europäeschen Efforten, fir d'ukrainesch Kultur an den ukraineschen Patrimoine ze erhalen, ze schützen respektiv nees opzebauen. Do viru gouf et schonn eng Rëtsch vu Reuniounen a Konferenzen mat der selwechter Zilsetzung, an en nächste wichtige Moment an där Hisiicht wäert d'„Ukraine Recovery Conference“ dës Juli zu Roum sinn.

D'Konferenz zu Ushhorod war an deem Kontext besonnesch wichtig, well d'Initiativ vum ukraineschen Kulturministère selwer ausgaang ass, a well d'Konferenz an der Ukrain stattfonnt huet. Et wier awer trotzdem verfreit, fir elo vu Conclusiounen ze schwätzen, zemoos d'Konferenz jo eng Rëtsch Mesuren ugestouss huet, déi mer elo versiche wäerten zesummen ëmzesetzen. Wann ee vu Conclusiounen schwätze wëll, da wier et haaptsächlech déi, datt Lëtzebuerg d'Ukrain weiderhi beschtméiglech ënnerstëtzt wäert, fir déi ukraineschen Kënschtler, hire Patrimoine an domadder déi ukraineschen kulturell Identitéit ze verteidegen, sou wéi mer dat schonn zanter 2022 an dem Ufank vum Krich maachen.

ad 2. D'Kultur ass eng vun den dräi politesche Prioritéiten vun der Lëtzebuurger Presidence vum Comité

des ministres vum Europarat. Onst Bestriewen ass et, fir domadder ze ënnersträichen, datt d'Kultur en essenziellt Element fir den Erhalt vun onsen Demokratie, onse Grondwäerter an onse Fräiheeten ass, well:

– d'Kultur als solches ons Identitéit an ons Wäerter mat definéiert a mat dréit,

– d'Kultur als Vecteur dat géigesäitegt Verstoe fërdert, dat grondleeënd fir e friddlecht a respektvoll Mateneen an tëscht onse Gesellschaften ass,

– kënschtleresch a kulturell Mëttelen et dacks méiglech maachen, fir Ongesotes opzedeecken oder unzuegoen, Onsiichtbare siichtbar ze maachen, a Raum fir gesellschaftlech Debatt ze kreéieren.

Dowéinst ass et och wichtig, fir d'Fräiheet vum kënschtlereschen Ausdruck ze wueren, besonnesch aktuell, an Zäiten, wou Gesellschaften an demokratesch Prozesser an Europa duerch Extremismen an ongesond Nationalismen ënner Drock gesat ginn.

Am Zesummenhank mat der Ukrain ass dës ëmsou méi fundamental, wou Russland ganz gezielt Kultur giddert zerstéiert, fir säi Krichsargument ze stäipen, datt et keng spezifesch ukraineschen Identitéit nieft der russescher géif. D'Kultur ass also an deem Krich en zentralen Enjeu. Dowéinst hate mer och den ukraineschen Minister an ukraineschen Kënschtler leschten Dezember op Stroossbuerg invitéiert, fir un enger Diskussioun am Europarat deelzehuelen, wou dës nach emol kloer ënnertrach gouf. Lëtzebuerg wäert dës Message och weiderhin droen a versiche generell ze thematiséieren.

ad 3. D'Iddi vun der Schafung vum „Ukraine Heritage Fund“ ass et, fir eng Schlüsselroll bei der Finanzéierung an Ënnerstëtzung vun der Restauratioun vu Museen, der Konservatioun vu kulturelle Monumenter an der allgemenger Entwécklung vun der ukraineschen Kultur ze spillen. Wéi et an der Deklaratioun vun Ushhorod heescht, wäerte mer an der Suite vun der Konferenz zesumme kucken, wat do déi optimal Mechanismen a Méiglechkeeten sinn, wéi dee Fond herno beschtméiglech opgestallt gi kann. Dobäi wier et ons wichtig, datt dës Fond a Kohärenz an am Zesummespill mat bestoende Fong fir d'Ukrain, souwéi méiglechst onkomplizéiert a cibléiert funktionéiere kann.

ad 4. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Kultur an der Ukrain schonn zanter 2022 an dem Ufank vum Krich mat zwou konkrete Mesuren:

– dem Finanzement vun engen 10 Bourse pro Joer, fir et ukraineschen Kënschtler a Kulturschafenden ze erméiglechen, fir weiderhin an der Ukrain ze schaffen an ze schafen. Iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung eraus, ass dës och immens wichtig, fir déi ukraineschen Kulturzeen als Dreier vun enger spezifischer ukrainescher Identitéit lieg ze halen;

– der Participatioun um „Fonds européen de solidarité pour les films ukrainiens“, deen ukraineschen Long-métragen ënnerstëtzt, déi mat aneren europäeschen Partner koproduzéiert ginn a soumadder och d'ukrainesch Schafe kloer als europäesch Kultur verankeren.

Des Weidere schaffe mer enk mat der ASBL LUKRAINE zesummen, am Kader ënner anerem vun hiren „Ukraine Culture Days“, déi se alljoers zu Lëtzebuerg organiséieren.

Ausserdeem si mer amgaangen drun ze schaffen, fir am Kader vun enger Initiativ vun der Madamm Olena Selenska Audioguiden op Ukrainesch an engem vun onse Museen ubidden ze kënnen.

Den ukraineschen Kulturminister huet bei der genannter bilateralen Reunioun ausserdeem zwee weider,

méi spezifesch Besoinen un ons erugedroen, wou mer lo amgaange sinn ze kucken, wéi mer deem am beschten entgéintkomme kënten.

A schliisslech si mer och op europäeschem Niveau engagéiert, fir mat alle Memberstaaten zesummen d'ukrainesch Kultur a Kulturierwen ze ënnerstëtzen, wéi z. B. duerch d'Fërdere vu Kooperatiounsprojeten tëscht EU- an ukraineschen Kulturacteuren am Kader vum Programm „Europe créative“.

Récente position du Luxembourg face aux sanctions de l'Union européenne à l'encontre du Rwanda | Question 1978 (26/02/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon plusieurs sources médiatiques, le Luxembourg a bloqué un paquet de sanctions ciblant des officiers rwandais et des membres du groupe rebelle M23, malgré un large consensus européen sur la nécessité d'adopter ces mesures. Cette décision a été justifiée par la volonté d'attendre les résultats des médiations africaines en cours.

Par ailleurs, le Luxembourg a récemment renforcé sa présence diplomatique au Rwanda avec l'ouverture d'une ambassade à Kigali. Ce développement soulève des questions quant aux perspectives de coopération à long terme entre les deux pays, notamment en matière de développement et d'échanges économiques.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense :

1) En dehors de l'argument de la médiation africaine, quels autres facteurs ont motivé le blocage des sanctions contre le Rwanda par le Luxembourg ? Les relations économiques croissantes entre le Luxembourg et le Rwanda ont-elles influencé cette prise de position ? Quels sont les principaux axes de cette coopération économique ?

2) Quel rôle précis joue la nouvelle ambassade luxembourgeoise à Kigali dans le développement des relations bilatérales entre le Luxembourg et le Rwanda ? Est-elle impliquée dans la mise en place de nouveaux projets économiques ou de coopération, et dans quelle mesure ces initiatives influencent-elles la politique étrangère du Luxembourg vis-à-vis du Rwanda ?

3) Étant donné que plusieurs projets de coopération sont en cours au Rwanda depuis plus d'un an, est-ce que, selon le ministre, le pays remplit les critères nécessaires pour être reconnu comme partenaire officiel de la coopération au développement luxembourgeoise ?

4) Quelles seraient les conditions précises qui amèneraient le Gouvernement luxembourgeois à modifier sa position et à soutenir des sanctions contre le Rwanda ?

5) Quelle est la position du ministre sur le principe de l'unanimité en matière de politique étrangère au sein de l'Union européenne ?

Réponse (10/03/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Monsieur le Ministre n'a pas exprimé d'opposition aux sanctions qui sont en cours de préparation. Au Conseil des affaires étrangères (CAE) le 24 février 2025, les ministres ont eu une discussion politique sur la position à prendre par l'Union européenne par rapport au conflit à l'Est de la République démocratique du Congo. Aucun des actes juridiques requis pour l'adoption de sanctions européennes n'était encore sur la table. Monsieur le Ministre a exprimé la volonté de prendre

en compte les efforts de médiation régionaux en cours, comme une solution politique et diplomatique doit venir des acteurs régionaux et des parties prenantes au conflit. Une réunion ministérielle régionale prévue pour quelques jours après le CAE au Zimbabwe et dont le Luxembourg proposait d'évaluer les résultats a été reportée.

Le processus interne de préparation de sanctions suit son cours au niveau européen, selon le calendrier prévu dès le début, et les sanctions devraient être adoptées lors du prochain Conseil.

Comme l'a formulé la HRVP Kaja Kallas lors de sa conférence de presse immédiatement après le Conseil des affaires étrangères : « Then, second point, we discussed DR Congo. The situation is very grave, and it is on the brink of a regional conflict. Territorial integrity is non-negotiable in DR Congo as well as in Ukraine. The UN Charter applies everywhere. We support the Luanda-Nairobi peace process clearly, to achieve the results by diplomatic means, but we are also taking several steps. First, the EU defence consultations with Rwanda have been suspended. There is also a political decision to implement sanctions dependent on the situation on the ground. We have urged Rwanda to withdraw its troops, and the Memorandum of Understanding regarding critical raw materials will be under review. »

Comme le montrent les données du Statec, le volume d'échanges commerciaux de biens et services entre le Luxembourg et le Rwanda est de 4,7 millions d'euros. Le Rwanda se situe ainsi à la 154^e place au rang mondial de nos échanges. Les relations économiques entre le Luxembourg et le Rwanda ne jouent aucun rôle dans l'appréciation politique du ministère de la situation sur le terrain. Selon les projections du Statec, les chiffres provisoires d'échanges de biens et services pour l'année 2024 semblent indiquer une baisse de 54 %.

ad 2) L'ouverture de nouvelles ambassades du Grand-Duché de Luxembourg dans le monde constitue toujours un moment fort dans le développement des relations bilatérales entre le Luxembourg et le pays hôte. L'ambassade du Luxembourg à Kigali a pour vocation de mettre en œuvre les axes stratégiques et les projets prioritaires tels que définis par le Ministère des Affaires étrangères et inscrits dans le programme gouvernemental. C'est dans ce cadre que l'ambassade tâche de développer et de diversifier les relations bilatérales entre le Rwanda et le Luxembourg dans les domaines politique, économique, social et académique. L'ambassade contribue dans ce sens également au pilotage des activités de la Coopération luxembourgeoise au Rwanda.

Tel que mentionné ci-dessus, le volume des échanges commerciaux entre le Luxembourg et le Rwanda demeure très faible et ne joue pas de rôle dans la politique étrangère du Luxembourg vis-à-vis du Rwanda.

ad 3) Le Rwanda figure sur la liste des pays bénéficiaires de l'Aide publique au développement (APD) du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans la catégorie des pays les moins avancés, et qualifie en tant que tel comme pays partenaire potentiel de la Coopération luxembourgeoise. À partir de l'année 2020, la Coopération luxembourgeoise a lancé un processus de réengagement au Rwanda, en identifiant une série de projets dans trois domaines d'intervention prioritaires, à savoir : a) l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi, b) la résilience climatique, l'adaptation et la durabilité environnementale, ainsi que c) les finances inclusives et innovantes. Ces axes de coopération ont été formalisés en juin 2024 à travers la signature d'un

« Memorandum of Understanding » entre le Rwanda et le Luxembourg. L'égalité des genres, la gouvernance et le respect des droits humains sont considérés comme des priorités transversales de la Coopération luxembourgeoise au Rwanda et font l'objet d'activités ciblées et d'échanges réguliers avec nos partenaires locaux et internationaux.

ad 4) Le Luxembourg, avec l'Union européenne, condamne fermement la prise de territoire dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) par le Mouvement du 23 mars (M23), y compris à Goma et à Bukavu, ainsi que la présence de membres des Forces de défense du Rwanda en RDC, qui constitue une violation manifeste du droit international, de l'intégrité territoriale de la RDC, ainsi que de la Charte des Nations Unies. Le Rwanda doit cesser de soutenir le M23 et se retirer. Le Luxembourg, avec l'UE, continue à exhorter la RDC à mettre fin à sa coopération avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et d'autres groupes armés.

Pour toutes ces raisons, le Luxembourg s'est engagé constructivement dès le début dans le processus de préparation de mesures restrictives à l'encontre d'acteurs impliqués dans les violations des droits humains à l'Est de la RDC. Le processus suit son cours dans les instances préparatoires du Conseil et une adoption est actuellement prévue au Conseil des affaires étrangères le 17 mars 2025.

ad 5) Le Luxembourg s'engage activement dans les réflexions en cours au sein de l'UE sur une application éventuelle du vote à majorité qualifiée dans le domaine de la PESC.

.....

Augmentation des frais de paiement par carte bancaire en Europe | Question 1979 (26/02/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

Deux récents documents mettent en évidence l'augmentation des frais de paiement par carte bancaire en Europe, en particulier ceux de Visa et Mastercard. Selon la Cour des comptes européenne, les consommateurs européens ont payé entre 5 et 6 milliards d'euros de frais bancaires en 2023. Les commissions d'interchange appliquées par les banques, bien que plafonnées, continuent d'entraîner des coûts élevés pour les commerçants, qui les répercutent ensuite sur le prix des produits et services. Par ailleurs, la Commission européenne a récemment lancé une enquête sur ces frais, en demandant à de grandes enseignes européennes d'évaluer l'impact de leur hausse sur leurs activités. Cette initiative vise à déterminer si une réglementation plus stricte des frais d'interchange et des commissions sur transactions bancaires est nécessaire.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Quel est l'impact des frais bancaires sur les consommateurs et les commerçants luxembourgeois ? Dispose-t-on de chiffres précis sur les commissions d'interchange appliquées au Luxembourg et leur évolution ces dernières années ?
- 2) Le Luxembourg soutient-il l'initiative de la Commission européenne visant à évaluer et potentiellement encadrer les frais bancaires en Europe ? Si oui, quelles mesures défend-il dans ce cadre ?
- 3) Face à la hausse continue de ces frais, le Gouvernement envisage-t-il des actions spécifiques au niveau national pour protéger les consommateurs et commerçants, notamment en encourageant des moyens de paiement alternatifs ?
- 4) Existe-t-il des discussions avec les institutions financières nationales pour garantir plus de transparence et

éviter des frais excessifs pour les usagers des services bancaires ?

Réponse (24/03/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Les commissions d'interchange sont régies par le règlement (UE) 2015/751 du 29 avril 2015 et la loi luxembourgeoise du 27 février 2018 concernant les commissions d'interchange. Elles sont plafonnées à 0,2 % de la valeur de la transaction pour les cartes de débit et à 0,3 % pour les cartes de crédit au niveau européen. En vertu de l'article 4 de la loi précitée, un plafond plus bas de 0,12 % est appliqué au Luxembourg aux opérations nationales par carte de débit.

Un rapport de la Commission européenne publié en 2020 sur l'impact du règlement relatif aux commissions d'interchange conclut que les commissions d'interchange pour les cartes consommateurs ont diminué, entraînant une réduction des commissions acquittées par les commerçants pour les paiements par carte et, in fine, une amélioration des services fournis aux consommateurs ainsi qu'une baisse des prix.

Les commissions d'interchange et les frais de schéma de cartes de paiement restent une composante essentielle des commissions de service supportées par les commerçants. Une réglementation plus stricte des commissions de service interfère avec les libertés contractuelles des acteurs du marché des paiements. À ce sujet, la Cour des comptes européenne (ECA) met en garde : « des interventions mal conçues sur les prix [des paiements numériques] risquent de rendre le fonctionnement des prestataires inefficace ou de fausser le jeu de l'offre et de la demande, ce qui pourrait, au final, nuire aux consommateurs et aux commerçants ».

Le sujet fait l'objet d'un suivi régulier au niveau de l'Union européenne, car il nécessite une approche coordonnée pour préserver une concurrence équitable.

Parallèlement, des alternatives aux cartes de paiement sont en cours de développement, notamment le déploiement des virements instantanés (instant payments) et les travaux en vue de la création d'un euro numérique.

.....

Vidéosurveillance à des fins policières | Question 1980 (26/02/2025) de M. Fred Keup (ADR)

D'Iwwerwaachung duerch d'VisuPol (Vidéosurveillance à des fins policières) krut am Joer 2021 e klere legale Kader. An deem Kontext wär et interessant ze wëssen, wéi effizient dëse System bei der Kriminalitéitsbekämpfung ass a wéi sech d'Zuel vun den Affairen entwéckelt huet.

Dowéinst wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. A wéi villen Affaire goufen – opgeschlësst no de Joren 2021, 2022, 2023 an 2024 – Biller vu VisuPol benotzt?
2. Kann den Här Minister präziséieren, wéi eng Aart vu Verstéiss vu VisuPol opgezeechent goufen?
3. Ass an den Ae vum Här Minister eng Tendenz erkennbar, datt d'Zuel vun den Delikter, déi duerch VisuPol opgezeechent goufen, an d'Luucht geet an ass an den Ae vum Här Minister eng Tendenz erkennbar, datt d'Natur vun den Delikter sech aggraviéiert?

Réponse (26/03/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Zuel vun den Affairen, bei deene Biller vu VisuPol „à des fins policières“ benotzt goufen, ass folgend: †

ad 2. D'Police ka keng exhaustiv Lëscht vu Verstéiss uginn, déi vu VisuPol opgezechent ginn, well VisuPol an de verschiddenen Zone fortlaufend opzechent, mat Ausnam vun der Zone D – Stade national. Eng selektiv Opzechnung a Fonctioun vum Typ vun Infraktioun ass domat net méiglech. Bei der Zone D – Stade national, gëtt d'Opzechnung ausserdeem just punktuell bei engem bestëmmten Evenement lancéiert.

D'Police kann awer matdeelen, wéi eng Type vun Infraktiounen an den Demandé viséiert sinn, déi un de Service VisuPol gestallt goufen:

- Affaires de vandalisme
- Affaires liées aux drogues
- Atteintes aux mœurs
- Cambriolages
- Violences envers les personnes
- Vols avec violences
- Vols liés aux véhicules
- Autres vols
- Autres affaires.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 2 vermierkt ass, muss ënnerscheet ginn tëscht Demandé fir d'Benotzung vu Biller, déi am Kader vu VisuPol opgehall ginn, an den Infraktiounen, déi opgehall ginn. Am Verglach zu de Joren 2021 bis 2023 ass am Joer 2024 eng Hausse vun den Demanden un de Service VisuPol feststellen.

D'Kriminalitéitsstatistik, déi déi verschiddenen Type vun Infraktiounen beinhalt, gëtt all Joer am Fréijoer ëffentlech gemaach.

VisuPol huet och eng preventiv Roll, déi net duerch Zuele moossbar ass. Mam Gesetzesprojet, deen den 18. März deposéiert ginn ass, sollen d'Prozeduren an d'Benotzung vu VisuPol vereinfacht ginn.

Limitation de vitesse sur la N5 | Question 1981 (26/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Pétenger Gemengerotssitzung vum 24. Februar 2025 goufen Ännerungen op der Kräizung vun der Route de Luxembourg (N5) mat der Rue des Ateliers präsentéiert. Op dëser Plaz ginn, ënner anerem, Rout Luuchten installéiert an de Vëloswee soll besser ofgeséichert ginn.

Et gouf och iwwert eng Geschwindegkeetsbegrenzung op dëser Plaz op 30 km/h diskutéiert, mee hei gouf op d'Kompetenz vum Mobilitéitsministère verwisen.

No mengen Erfahrungen an Diskussiounen aus de leschte Jore misst op der N5 op verschiddene Plazen, wéi der Porte de Lamadelaine, d'Tempolimit op 30 km/h erofgesat ginn, fir d'Verkéierssicherheit an d'Liewensqualitéit am Zentrum vu Péteng ze verbesseren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Ass d'Mobilitéitsministesch gewëllt, fir op verschiddenen Deeler vun der Route de Longwy (N5) eng Geschwindegkeetsbegrenzung vun 30 km/h anzeféieren?

Falls nee, firwat net?

2. Wéi vill Accidenter tëschent Gefierer a Foussgänger gouf et an deene leschten 10 Joren op der N5? Wéi vill Accidenter tëschent Gefierer gouf et an deene leschten 10 Joren op der N5?

3. Sinn all d'Zebrastreifen op der N5 aktuell konform mam Code de la route, siichtlech der Siichtbarkeet a Beschëlderung?

4. Wéi vill Reuniounen gouf et an deene leschten 10 Joren tëschent dem Mobilitéitsministère an de Verantwortleche vun der Gemeng Péteng betreffend d'Verkéiersberouegung op der N5? Wéi eng Do-leanc hunn déi Verantwortlech vun der Gemeng un de Mobilitéitsministère erugefroen a wéi eng goufe vum Mobilitéitsministère zeréckbehalen a ginn ëmgesat?

Réponse (19/03/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Affäre vun enger Geschwindegkeetsbegrenzung op der N5.

D'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 7082 vum 27. Oktober 2022 vum honorabelen Deputéierten huet déi Thematik schonn ausféierlech behandelt.

Am August 2023 sinn nei ministeriell Richtlinnen zu Verkéiersberouegungen „Apaisement de la circulation – Verkehrsberuhigung“ verëffentlecht ginn.

An dëser Publikatioun gëtt detailléiert erkläert wéi eng verschidde Moosnamen et gëtt a wou dës Mesurë machbar sinn. Déi verschidden administrativ Schrëtt an déi ze féierend Demarché ginn och an dëse ministerielle Richtlinnen erkläert.

Et sief awer drop higewisen, dass d'Initiativ fir Moosnamen zu der Verkéiersberouegung innerhalb vun enger Uertschaft an d'Zoustännegkeet vun der territorial zoustänneger Gemeng fält, och wann et sech ëm eng Staatsstrooss handelt.

Falls eng Gemeng also feststellt, dass déi maximal zouläseg Geschwindegkeet (zum Beispill 50 Kilomeeter an der Stonn) net respektéiert gëtt, ka si bei der regional zoustänneger Déngschtstell vun der Stroossebauverwaltung eng Beschreiwung vu konstruktive Moosnamen, déi zu der Verkéiersberouegung bäidroen kéinten, op Basis vun enger Ufro fir eng „permission de voirie“ areechen.

Den Inhalt vun der Ufro fir d'„permission de voirie“ an d'Prozedur, déi ze befollegen ass, fir eng Moosnam fir eng Verkéiersberouegung op enger Staatsstrooss ëmzesetzen, sinn an der Fiche A14 vun der uewe genannter Publikatioun detailléiert beschriwwen. Weiderhi kann ech och bestätegen, dass et am Kader vun enger gemeinsamer regionaler Verkéiersstudéi scho Gespréicher mat der Gemeng Péteng gouf, fir verschidden Deeler vun der Route de Longwy/Route de Luxembourg (N5) ze berouegen.

Op Basis vun den Informatiounen vum Statec, an de gefrote Krittären, ass den Tableau[†] heiderunner erstallt ginn. Fir d'Joer 2024 leien nach keng Donnéeën vir. Et ass wichteg ze notéieren, dass d'Statistik sech op déi gesamt Nationalstrooss N5 bezitt an net op eng eenzel Gemeng oder Uertschaft begrenzt ass.

Wat d'Konformitéit vun den Zebrastreifen op der N5 ubelaangt, esou ass dee Sujet schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0259 vum honorabelen Deputéierte vum 1. Februar 2024 traitéiert ginn.

D'Zebrastreifen op der Route de Longwy (N5) befannen sech inneruerts, deemno läit d'Reglementatioun vun dësen Zebrastreifen am Kompetenzberäich vun der Gemeng Péteng. D'Konformitéit nom Code de la route muss deemno och vun der Gemeng kontrolléiert an asuréiert ginn. Well et sech awer ëm eng Staatsstrooss handelt, sinn eventuell Aarbechten/Emännerungen duerch eng sougenannt „permission de voirie“ ze autoriséieren.

Grundsätzlech féint ee reegelméisseg Austausch mat de Gemenge statt, fir iwwert allméiglech Sujeten ze schwätzen, déi d'Stroosseninfrastrukturen ubelaangen.

Jurisprudence sur legilux.lu | Question 1982 (26/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Prinzip „Nul n'est censé ignorer la loi“ gëllt fir jidderen an ass een Haaptpillier, deen eise Rechtsstaat garantéiert. Natierlech ka kee Mënsch all d'Gesetz, Reglementer, Circulären oder Geriichtsurteeler kennen.

Et ass essenziell, dass all Bierger:in een Zougang zu dësen Informatiounen huet. Am digitalen Zäitalter, an deem mer sinn, muss dat iwwert den Internet méiglech sinn. Dat gouf mam Gesetz vum 23. Dezember 2016 concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg zum Prinzip gemaach an haut ka jidderee Gesetzter a Reglementer op legilux.lu no kucke goen.

D'Geriichtsurteeler vun der Justiz sinn awer hei net alleguerten opgefouert. Fir all déi ganz Jurisprudenz ze fannen, muss een op de Site justice.public.lu no kucke goen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

1. Firwat sinn d'Geriichtsurteeler net alleguerten och op legilux.lu siichtbar?

2. Wäert déi gesamt Jurisprudenz iergendwann och op legilux.lu ze fanne sinn?

3. Wéi eng aner Publikatiounen, wéi zum Beispill Circulären, sinn aktuell net op Legilux ze fannen?

4. An de Geriichtsurteeler gi perséinlech Daten onkenntlech gemaach iwwert eng Pseudonymiséierung. Dëst gëtt zënter 2023 net méi beim Parquet gemaach, mee bei de kompetente Gerichter.

– Opgelëscht pro Gericht, wéi vill Leit këmmen sech ëm d'Pseudonymiséierung vun de Geriichtsurteeler?

– Wéi vill Leit ware virun (2023) beim Parquet beschäftigt, fir dës Aufgab ze realiséieren? Huet dës Ëmstellung Problemer oder Verspéidungen bei der Verëffentlechung vu Geriichtsurteeler mat sech bruecht?

Réponse (01/04/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement | M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1. D'Justizautoritéiten hunn hiren eegenen Internetsite, wou dës Urteeler pseudonymiséiert publizéiert ginn a fir jiddwieren ëffentlech ze fanne sinn (www.justice.public.lu). Op Basis vun der Gewaltentrennung geréiere si eleng dës Site.

ad 2. an 3. Et ass aktuell net geplangt, dass déi gesamt Jurisprudenz zweemol identesch publizéiert gëtt. Mä d'Funktionalitéit vu Legilux wäerte permanent erweidert gi mam Zil, fir dem Public en einfachen, transparenten a kompletten Accès zur Legislatioun ze ginn, an dofir ze suergen, dass d'Bierger all wichteg Informatiounen hei fannen.

Iwwert d'Jore sinn op Legilux Publikatiounen, déi säit der Entsteeung vum Mémorial A a B op Pabeier, an esouguer virun, gemaach goufen, no a no op der Plattform iwwerholl ginn, fir se dem Utilisateur an enger digitaler Form zur Verfügung ze stellen. Hei féint eno haut eng ganz Rei verschiddenen Texten vun diverser Natur an Objeten iwwert eng Period vu ronn 400 Jore.

Déi follgend Lëscht illustréiert den Typ vu Publikatiounen, déi op legilux.lu hautdesdaags ze fanne sinn:

- Projet de loi
- Projet de règlement grand-ducal
- Proposition de loi



- Proposition de révision constitutionnelle
- Loi
- Code
- Code-recueil
- Recueil
- Règlement grand-ducal
- Règlement ministériel
- Règlement communal
- Arrêté grand-ducal
- Acte grand-ducal rectificatif
- Arrêt de la Cour constitutionnelle
- Arrêté
- Arrêté du Gouvernement en conseil
- Arrêté ministériel
- Convention
- Décision ministérielle
- Protocole d'accord
- Publication administrative
- Rectificatif
- Règlement
- Règlement de la Commission de surveillance du secteur financier
- Règlement de l'Union européenne
- Règlement de la Banque centrale du Luxembourg
- Règlement du Gouvernement en conseil (RGC)
- Règlement interne, règlement d'ordre intérieur
- Règlement de l'Institut luxembourgeois de régulation
- Statuts

ad 4. Zënter Juli 2022 benotzt d'Justizverwaltung d'Applikatioun JUANO (Justiz-Anonymiséierung), fir d'Urteeler an d'Arrêteen ze maskéieren. JUANO ass op engem Kënschtlech-Intelligenz-Motor baséiert, deen d'Entitéiten erkennt, déi pseudonymiséiert musse ginn, a bitt automatesch Kategorien un, op Basis vum Text.

All d'Greffiere vun de verschiddene Juridiktoune (Verfassungsgericht, Kassationsgericht, Gerichtshaff (11 Chamberen), Conseil supérieur de la Sécurité sociale, Bezirksgerichter vu Lëtzebuerg (21 Chamberen) an Dikrech, Friddensgerichter vu Lëtzebuerg, Esch-Uelzecht an Dikrech (18 Friddensriichter zu Lëtzebuerg, 10 zu Esch-Uelzecht a 5 zu Dikrech) si gebieden, fir d'Pseudonymiséierung vun den entscheidenden Urteeler, déi geholl gi sinn, exklusiv JUANO ze benotzen.

Virun der Aféierung vun dësem informatéschen Hëllefsmiddel JUANO, hunn d'Greffieren nëmmen déi Decisiounen manuell anonymiséiert, déi vun de Magistraten ausgewielt goufen, well dës an hiren Aen dann e besonnesche legalen Interessi haten. De Service Dokumentatioun vum Parquet général, deen aus 2,5 Leit besteet, pseudonymiséiert d'Decisiounen, déi net virun d'Greffiere pseudonymiséiert goufen, wann dës speziell ugefrot gi sinn, fir d'Kommunikatioun vun der entsprecherender Entscheidung ze kréien.

Zënter der Ëmsetzung vum JUANO ass d'Zuel vun de pseudonymiséierten Entscheidungen op de Juridictions judiciaires, déi um Internetportal vun der Justiz publizéiert goufen, weesentlech eropgaang, vun 22.000 am Juli 2022 op 36.000 am März 2025.

Wat d'Verwaltungsgerichter ugeet, ginn all hir Entscheidungen zënter der Grënnung vun dëse Gerichter pseudonymiséiert (momentan sinn iwwer 30.000 pseudonymiséiert Entscheidungen op der Internetplattform vun der Justiz verëffentlecht).

Vol de voitures électriques | Question 1983 (26/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

No engem Artikel vun der „Auto Bild“ vum 4. Oktober 2024, deen sech op Donnéeën aus den USA stützt,

géifen Elektroautoen vill manner geklaut ginn ewéi aner Autoen. D'Grënn dofir wiere villschichteg. Nief den Technologien, déi der Iwwerwachung vum Gefier dengen oder den digitale Schlüsselen um Smartphone, spillt et wuel och eng Roll, dass dës Gefierer oft fir d'Lueden a Garagen ofgestallt sinn. Et ass natierlech och esou, dass aktuell manner E-Autoen op de Stroossen ënnerwee sinn, wéi Verbrenner.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass d'Tendenz, dass manner E-Autoe geklaut ginn, och zu Lëtzebuerg erkennbar?
2. Wéi vill Autoe sinn hei am Land immatrikuléiert gewiescht (Gesamtzuel), opgeléicht op d'Joren 2018 bis 2024 a wéi vill dovunner ware reng Elektroautoen?
3. Wéi vill Autoe sinn tëschent 2018 an 2024 geklaut ginn, opgeschlësst pro Joer, a wéi vill E-Autoe waren heidrënner?

Réponse (18/03/2025) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Datebanke vun der Police erméiglechen et net, de Vol vun Autoen opzeschlëselen no Bensinner, Diesel, Elektroauto an Hybrid-Auto. Eng Tendenz kann deemno net op Basis vun der Police-Statistik confirméiert, nach dementéiert ginn.

ad 2. Tablo[†]

ad 3. D'Police kann an den Tabellen[†] heidrënner Zuele liwweren, opgeschlësst no Joer an Typ vun Infraktioun. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 vermerkt ass, gëtt d'Natur vum Gefier net berücksichtegt. D'Statistik regruppéiert am Sammelbegrëff „véhicules“ och ënnert anerem Unhänger, Baggeren an E-Trottinetten.

Évolution du coût de l'endettement de l'État luxembourgeois | Question 1984 (27/02/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

L'évolution du coût de l'endettement public est un élément clé de la gestion des finances publiques, notamment dans un contexte de fluctuations des taux d'intérêt et d'inflation. Afin d'évaluer l'évolution de la charge de la dette de l'État luxembourgeois, je souhaiterais obtenir des données détaillées pour les quinze derniers exercices budgétaires.

À cet effet, je prie Monsieur le Ministre des Finances de bien vouloir fournir, pour chaque année de 2008 à 2024 :

- 1) le montant total de la dette publique luxembourgeoise en fin d'exercice ;
- 2) le montant total des intérêts versés sur cette dette ;
- 3) le taux d'intérêt effectif correspondant (calculé comme le ratio entre les intérêts payés et la dette publique totale) ;
- 4) le taux d'inflation annuel ;
- 5) le taux d'intérêt réel (calculé comme la différence entre le taux d'intérêt effectif et le taux d'inflation).

Réponse (25/03/2025) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, il est renvoyé aux tableaux joints en annexe[†] qui reprennent les informations demandées pour les années 2008 à 2023 disponibles sur le site Internet du Statec.

Il convient en effet de noter que certaines données relatives à l'année 2024 (dette publique des administrations publiques, intérêts courus consolidés, etc.), ainsi qu'une révision des données relatives au produit intérieur brut pour les années 2018 à 2023 seront publiées dans les semaines à venir.

Prévention de la démence | Question 1985 (27/02/2025) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

L'administration bavaroise pour la santé publique et la sécurité alimentaire vient d'annoncer que le nombre de personnes atteintes de démence s'élève actuellement à quelque 270.000 patients. En l'an 2017, ce nombre se situait à 220.000 en Bavière. Pour la fin de cette décennie l'on anticipe un effectif d'environ 300.000 patients et 380.000 pour l'année 2040. À noter que la population bavaroise se situe à quelque 13 millions habitants (environ 16 % de la population allemande).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle a été l'évolution du nombre de patients atteints d'une démence au Luxembourg depuis l'année 2017 ? Est-il possible de les distinguer par catégories d'âge ?

2) Quelles sont, dans ce contexte précis, les prévisions d'ici les années 2030 et 2040 ?

3) Depuis 2015, combien de personnes ont pris part chaque année au Programme démence prévention (pdp), selon les tranches d'âge ?

4) L'année dernière, une application électronique a été lancée dans le cadre du pdp, visant à fournir des conseils pour prévenir la démence. Quel est le nombre total de téléchargements de cette application à ce jour ? Peut-on se prononcer sur la fréquence d'utilisation de cette application ?

5) Madame la Ministre, estime-t-elle qu'il serait utile de mieux informer le public sur la disponibilité de cette application ?

Réponse (25/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1561 et selon les travaux d'analyses menés par Alzheimer Europe (organisation qui regroupe 41 associations nationales de 36 pays européens parmi lesquelles, pour le Luxembourg, Association Luxembourg Alzheimer), on estime à 7.539 le nombre de personnes vivant avec une démence en 2018 au Luxembourg (la maladie d'Alzheimer étant la forme la plus courante des démences).

Ci-dessous, le détail des estimations des prévalences en 2018 par tranche d'âge et par genre pour le Luxembourg¹³ :

ad 2) Selon le rapport évoqué à la question précédente, certains experts estiment que la prévalence de la démence pourrait s'accroître avec le vieillissement de la population pour atteindre environ 4 % dans les populations européennes en 2050.

Selon les prévisions publiées dans ce même rapport, le nombre de personnes vivant avec une démence au Luxembourg en 2050 est estimé à 19.284 patients.

Le tableau[†] ci-dessous reprend les prévisions réparties par catégories d'âge¹³.

¹³ alzheimer_europe_dementia_in_europe_yearbook_2019.pdf

ad 3) Le Programme démente prévention (pdp) a été lancé en 2015 par le Ministère de la Santé¹⁴.

Depuis la révision du programme en 2018, 874 participants ont été référés par 194 médecins au programme pour un premier rendez-vous, dont 754 ont complété le bilan/visite initiale qui est composée d'au moins 3 rendez-vous distincts :

- un premier rendez-vous impliquant une anamnèse complète et une évaluation neuropsychologique détaillée pour déterminer si des déficits cognitifs sont présents ;
- un deuxième rendez-vous pour évaluer et expliquer les facteurs de risque individuels ;
- un troisième rendez-vous au cours duquel un programme de prévention individualisé est mis en place avec des activités encouragées.

Les participants sont suivis longitudinalement et sont régulièrement réévalués. Depuis 2018, cela représente un total de 2.756 rendez-vous.

L'âge moyen des participants actuels du programme pdp est de 68,37 ans (écart-type : 11,15 ans).

Le tableau[†] ci-dessous illustre la répartition par âge des 754 participants (2018-2025) :

ad 4) Depuis le lancement de l'application « pdp Braincoach » le 28 octobre 2024, application gratuite et disponible en allemand, français et anglais sur Google Play et AppStore et pour les utilisateurs non mobiles, en version de bureau (www.pdp-app.lu), 3.833 personnes ont téléchargé l'application et rempli l'évaluation rapide pour obtenir un aperçu de leur santé cérébrale actuelle. 47 % d'entre elles (soit 1.798) se sont inscrites et ont continué avec l'application, qui cartographie les risques individuels et incite à adapter son mode de vie pour réduire le risque de démence.

ad 5) Les leçons tirées de la région du Limbourg (Pays-Bas) dans laquelle une application similaire à pdp Braincoach a été lancée, montrent qu'il faut une communication continue et des événements récurrents pour mobiliser, encourager et maintenir l'utilisation d'une telle application.

Des communications supplémentaires sont prévues, comme par exemple, des présentations aux généralistes, des communications de sensibilisation supplémentaires promouvant l'application.

Adaptation des horaires scolaires | Question 1986 (27/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Déi aktuell Schoulzäiten am Fondamental, wou d'Kanner u verschiddenen Deeg no enger laanger Mëttespaus nach emol d'Schoulbänk müssen drécken, bréngt vill Nodeeler fir d'Kanner, d'Elteren an d'Personal mat sech, grad a Gemengen, wou aktuell ee Mangel u Betreuungsplazen ass.

Eng Upassung vun de Schoulzäiten, wou d'Schoulzäiten all Dag d'nämmlecht sinn (z. B. 8.00 bis 13.00 Auer oder 7.00 bis 12.00 Auer) kéint bei de Kanner de Stress reduzéieren, deen de Wiessel Schoul-Maison relais-Schoul mat sech bréngt. Den Elteren, déi mi-temps schaffen, géif dat erlaben, mëtten méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen a fir d'Personal an de Maison-relais géif et de Planning méi einfach maachen.

Weider Virdeeler vun neie Schoulzäite wieren am Transport bemierkbar duerch den Impakt op d'Stouszäiten, mee och op déi wirtschaftlech Attraktivitéit vu Lëtzebuerg, wann d'Beruffsliewen an d'Familljeliewen an ee besseren Equilibre kommen. Och Kultur a Benefoliat kéinte vu méi gereegelten Auerzäite profitéieren.

Am Koalitiounsaccord ass näischt Konkreetes zu den Horairen an de Schoulen ze fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

– Wéi eng Positioun huet dës Regierung zu der Ännerung vun de Schoulzäiten? Verschléisst si sech enger Upassung vun neie Schoulzäiten oder sicht si hei, zesumme mat de Leit um Terrain, no alternative Modeller?

Réponse (28/03/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Nieft dem traditionellen Horaire vun den öffentleche Grondschoule goufen an de leschte Joren och eng ganz Rei alternativ Horaire vum ënnerschiddleche Gemengen a Schoulen an Zesummenaarbecht mat de Regionaldirektiounen entwéckelt, woubäi si op Ufro hi vum zoustännegen Departement vu mengem Ministère begleet goufen (z. B. Kannercampus Belval).

D'Basis vum Opstelle vun engem neien Horaire sollt ëmmer den Dialog tëscht alle concernéierten Acteure sinn (dem Schoulpersonal, den Elteren, an der Gemeng). Dëst ass wichteg, fir den neien Horaire och un déi lokal Begeebenheeten, wéi beispillsweis d'Infrastrukturen an d'Méiglechkeet vun enger Upassung vum Schoultransport, adaptéieren ze kënnen. Dës lokal Contraintë sinn och de Grond dofir, wéisou de schouleschen Horaire als Deel vun der Schoulorganisatioun an d'Zoustännegkeet vun de Gemeenge fällt, deen dann zur Approbatioun dem Éducatiounsminister virgeluecht gëtt.

Mäi Ministère ass am Zesummenhang mat der Entwécklung vun neien Horairen ëmmer diskussiounsbereet an oppe fir Proposen. Allerdéngs ass et wichteg, datt hei op d'mannst zwou Viraussetzungen duerch den neien Horaire erfëllt ginn. Zum enge muss d'Unzuel vun de wéchentleche Schoulstonnen de reglementaresche Virgaben¹⁵ entsprechen. Zum aneren ass et aus ënnerschiddleche Grënn wichteg, fir eng Reprise vun de Coursen no enger längerer Mëttespaus ze assuréieren.

De Moie vun de Kanner dierf net ze vill chargéiert ginn an esou ass dovunner ofzeroden, si moies während fënnf Stonnen oder gegebenefalls nach méi laang ouni gréisser Paus a Léierprozesser ze setzen. Bei der Ausaarbechtung vum Horaire muss een zousätzlech zu der renger Schoulzäit dann och nach den Transport tëscht dem Doheem an der Schoul mat consideréieren. Een ze laange Moien huet ënnert anerem een negativen Afloss op d'Konzentratioun an d'Opnamefäegkeet vun de Kanner an doduerch och op d'Léieren an d'Entwécklung vun hire Kompetenzen. Zousätzlech kann d'Middegkeet vun de Kanner och d'Entwécklung vu Konfliktsituatiounen an der Schoul, doheem oder an der Structure d'éducation et d'accueil (SEA) verstärken. Dës Situatioun risquéiert sech ze verschlimmeren, wann d'Schüler net d'Méiglechkeet hunn, an enger Paus während engem laange Moien eng gesond an equilibréiert Collatioun tëscht dem Moies- an dem Mëttesessen zou sech ze huelen. En Horaire, deen d'Verdeelung vun deene 26 Schoulstonnen am Cycle 1 respektiv deenen 28 Schoulstonnen an de Cyclen 2-4 reng op de Moienter géif virgesinn, risquéiert deemno, net de Kapazitéiten an der Konzentratiounsfäegkeet vun de Schüler Rechnung ze droen.

Zousätzlech sollt de Schoulhoraire och een Outil sinn, fir weider zur Chancégerechtigkeit bäizetroen. Esou

geet e groussen Deel vun den Eltere Vollzäit schaffen a si misste bei engem Horaire, deen nëmme moies Schoulstonne virgesäit, eng weider Betreierung fir den Nomëtten organiséieren. Sécherlech hunn eng ganz Rei Kanner op engem fräie Mëtten dank der diversifizierter Offer an der nonformaler Bildung een animéierter Programm. Vu datt dësen sech op fräiwëlleger Basis zesummentellt, riskéieren anerer bei engem Horaire, wou reng moies Schoul ass, ganz fréi am Dag sech eventuell selwer iwwerlooss ze sinn a vill Zäit virun engem Ecran ze verbréngen. Eng Reprise am Nomëtten erlaabt et de Kanner deemno, a Rou zu Mëtten ze iessen, gegebenefalls nach enger Sports- oder Beweegungsaktivitéit, déi vun enger nonformaler Bildungsstruktur oder der LASEP ugebuede gëtt, nozegoen an duerno mat frëscher Energie nach eng Kéier an d'Schoul ze goen.

En Horaire, dee schonn um 7.00 Auer ufänkt, géing heinieft och op organisatorescher Säit Problemer opwerfen. Esou misst ee groussen Deel vun de Kanner hei sécher scho géint 6.00 Auer opstoen, fir sech um 6.30 Auer mam Schoultransport op de Wee an d'Schoul ze maachen, fir matzäiten an hirem Klassesall kënnen ze sinn. Wëssenschaftlech Studie¹⁶ beleen, datt ee Kand vun 3-5 Joer 10-13 Stonnen an ee Kand vu 6-13 Joer 9-11 Stonne Schlof brauch. Muss ee Kand also um 6.00 Auer moies opstoen, da riskéiert et, a Funktioun vum Alter an de Schlofge-wunnechten, extreem fréi müssen an d'Bett ze goen. Och dëst ass mam Alldag vu ville Familien net ze vereinbaren. Nieft dem fräie Start moies an der Famill stellt och d'Émorganisatioun vum Schoultransport an d'Assurée vum enger Surveillance vun de Kanner an der Schoul virum Ufank vun de Coursen ee Problem duer. Des Weidere riskéiert dee Moment och d'Zäit tëscht dem Moies- a Mëttesessen nach méi laang ze sinn, wat negativ Auswirkungen op d'Konzentratiounsfäegkeete vun de Schüler huet, déi wéi virdru schonn uginn, duerch eng feelend equilibréiert Collatioun an der Paus riskéieren, verstärkt ze ginn.

Maisons des jeunes | Question 1987 (27/02/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

Les maisons des jeunes constituent un élément central de l'éducation non formelle et jouent un rôle fondamental dans l'accompagnement des jeunes au Luxembourg. Elles offrent des espaces de rencontre et d'apprentissage qui favorisent le développement personnel et social des jeunes, en complément du cadre scolaire. Elles permettent également d'expérimenter de nouvelles formes de participation citoyenne et d'encourager l'engagement des jeunes dans la société. À travers des activités éducatives, culturelles et sociales, ces structures visent à répondre aux besoins et aux attentes des jeunes en leur offrant un encadrement adapté et des opportunités de développement personnel.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Comment ont évolué les effectifs, en équivalents temps plein (ETP), dédiés aux maisons des jeunes au cours des cinq dernières années ?
- 2) Combien d'ETP sont prévus pour ces structures dans le cadre du budget pluriannuel 2025-2028 ?
- 3) Quel est le nombre actuel de maisons des jeunes en activité au Luxembourg ?

¹⁵ Annex 3 zum Règlement grand-ducal modifié du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental

¹⁶ Énnert anerem: M. Hirshkowitz, K. Whiton, S.M. Albert, et al.(2015): National Sleep Foundation's sleep time duration recommendations: methodology and results summary

4) Pourriez-vous fournir la répartition des effectifs engagés, en ETP et selon leur carrière, pour chaque structure, en différenciant entre les maisons des jeunes communales et régionales ?

5) Quels sont les procédures et les critères d'attribution d'un poste supplémentaire dans une maison des jeunes ?

6) Existe-t-il une liste de priorités pour l'attribution de nouveaux postes ? Dans l'affirmative, pourriez-vous la présenter ?

7) Quelles maisons des jeunes bénéficieront d'une augmentation d'ETP dans les prochaines années ?

8) Combien de maisons des jeunes profitent actuellement du projet Outreach Youth Work ? Quelle a été l'évaluation de ce projet et est-il prévu d'ouvrir cette initiative à d'autres maisons des jeunes ?

9) Dans le cadre de la campagne « Manner Ecran – méi beweegen, entdecken, erliewen » le ministre a annoncé qu'en dehors du lycée, les maisons des jeunes sont appelées à offrir des espaces comme des chill rooms ou des espaces ouverts en permanence à l'école pour des activités spontanées. En lien avec cette exigence, le ministère prévoit-il des financements pour des projets ou du personnel visant à renforcer la collaboration entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et des maisons des jeunes ? Si oui, quels en seraient les modalités et les objectifs principaux ?

10) L'âge d'accès aux maisons des jeunes est actuellement fixé entre 12 et 26 ans dans le règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes, tandis que la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse définit les adolescents et jeunes adultes comme ceux ayant « au moins 12 ans accomplis et de moins de 30 ans ». Le ministère envisage-t-il de remédier à cette incohérence et d'étendre l'accès aux services des maisons des jeunes jusqu'à 29 ans, conformément à la définition légale prévue par la loi sur la jeunesse ?

Réponse (01/04/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'évolution au niveau des ETP dédiés aux maisons de jeunes et cofinancés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) se présente comme suit : [†]

Le nombre d'ETP est en hausse de 27 % sur les cinq dernières années.

ad 2) Étant donné que le financement du fonctionnement des maisons de jeunes est partagé entre le MENJE et les communes, l'évolution du nombre d'ETP ne dépend pas uniquement du MENJE, mais également des communes. Par le passé, le MENJE établissait ses propositions budgétaires principalement sur la base des demandes formulées par les maisons de jeunes et les communes. Les montants prévus dans le budget pluriannuel reposent sur le nombre d'ETP existants.

Le programme gouvernemental prévoit un élargissement du réseau des maisons de jeunes et un développement de leurs offres d'activités : « Le réseau des maisons de jeunes sera élargi de manière à ce qu'une offre régionale qui répond aux réalités démographiques puisse être assurée. [...] Le modèle de financement devra garantir que chaque commune dispose d'une offre locale ou régionale adéquate. [...] Les maisons de jeunes seront incitées à offrir davantage d'activités d'ateliers pratiques, des "Makerspace", des ateliers artistiques et des structures participatives

telles que le conseil communal des jeunes. [...] » Afin de mettre en œuvre le programme gouvernemental et de réviser le modèle de financement, des discussions avec le secteur sont actuellement en cours.

ad 3) Actuellement il existe 67 maisons de jeunes au Luxembourg.

ad 4) Au niveau du financement et administrative-ment, il n'y a pas de distinction entre maison de jeunes communale ou régionale. Cependant, dans certains cas une maison de jeunes régionale accueille des jeunes de plusieurs communes. Ceci est notamment le cas dans des maisons de jeunes situées dans des communes qui disposent d'un lycée. En appliquant cette définition, la répartition des effectifs serait la suivante : [†]

ad 5) La maison de jeunes doit faire une demande pour un poste supplémentaire et apporter la preuve que la commune est disposée à le cofinancer. L'attribution des postes repose sur plusieurs critères, notamment le nombre de jeunes habitant dans la commune (ou dans les communes concernées en cas de mise en place conjointe), l'ampleur de l'offre proposée ainsi que l'indice social.

ad 6) Il n'existe pas de liste de priorités prédéfinie. Toutefois, afin d'élargir l'offre, la priorité est systématiquement accordée aux nouvelles maisons de jeunes. De plus, le nombre de postes déjà disponibles par rapport au nombre de jeunes ainsi que l'indice social constituent des critères pour l'attribution de postes supplémentaires.

ad 7) Étant donné que le budget pour l'année 2026 n'a pas encore été arrêté et vu que le budget pluriannuel est basé sur les postes existants, les maisons de jeunes qui bénéficieront d'une augmentation d'ETP dans les prochaines années ne sont pas encore connues.

ad 8) L'évaluation externe du projet Outreach Youth Work – Maisons des jeunes a été menée par l'Université du Luxembourg en 2018 pour analyser l'efficacité de ce programme destiné aux jeunes en situation précaire au Luxembourg (<https://www.jugend-in-luxemburg.lu/outreach-youth-work-maison-des-jeunes/>). L'évaluation conclut que la méthodologie du travail de proximité et d'accompagnement personnalisé est efficace pour établir un premier contact avec les jeunes éloignés des institutions. En outre, le projet a permis de mobiliser un certain nombre de jeunes en difficulté et les jeunes ayant participé au projet ont rapporté une amélioration de leurs perspectives professionnelles, une confiance en soi renforcée et une plus grande satisfaction de vie. Cependant, le nombre de jeunes atteints à travers le projet a été limité et les objectifs quantitatifs n'ont pas été atteints. De plus, des différences significatives entre les communes ont été observées. L'évaluation recommande de développer davantage les synergies avec les dispositifs existants (« travail en réseau »).

Par le passé, sept maisons de jeunes ont été renforcées afin de développer un travail de proximité (outreach). Toutefois, deux d'entre elles n'ont pas poursuivi ce projet au-delà de la phase pilote. À la lumière des résultats de l'évaluation, il a été décidé d'intégrer le travail de proximité (outreach) directement au fonctionnement des maisons de jeunes. Par conséquent, les conventions spécifiques outreach ont été fusionnées avec les conventions générales des maisons de jeunes concernées.

De manière générale, les missions fondamentales de toute maison de jeunes sont les suivantes :

- Rencontre
- Animation
- Information

- Travail de proximité (outreach)
- Travail en réseau

La pondération de ces missions varie en fonction des besoins spécifiques des jeunes dans chaque commune. Ainsi, certaines maisons de jeunes privilégient les activités d'animation, tandis que d'autres mettent davantage l'accent sur le travail de proximité lorsque la situation locale l'exige.

Le travail de proximité ne constitue donc pas un projet distinct, mais s'inscrit pleinement dans ces missions essentielles. Il repose sur une approche globale visant à être au plus près des jeunes et à répondre à leurs besoins en complémentarité avec les autres actions mises en place, telles que la rencontre, l'animation, l'information et le travail en réseau.

Le travail de proximité peut être développé et renforcé par les maisons de jeunes dans le cadre de leurs conventions générales, en s'adaptant aux réalités locales et aux besoins spécifiques des jeunes.

ad 9) Une mission essentielle des maisons de jeunes est d'offrir un espace de rencontre. Elles sont spécialement aménagées à cet effet, avec des zones de détente et des espaces favorisant les activités spontanées. Disposant de leurs propres locaux, elles n'encadrent pas les chill rooms dans les lycées, cette responsabilité relevant des services socio-éducatifs scolaires.

Les maisons de jeunes ne disposent pas des ressources nécessaires pour répondre à la diversité des besoins des jeunes. Il est donc essentiel de collaborer avec d'autres acteurs du secteur de l'éducation non formelle, ainsi que du domaine social, de la santé, de l'éducation formelle (lycées) et de l'emploi. Ces partenariats permettent d'apporter des réponses adaptées aux besoins des jeunes. Ainsi, le travail en réseau des maisons de jeunes joue un rôle clé dans l'accompagnement et le soutien des jeunes, et constitue une mission fondamentale de ces structures.

Bien qu'aucun financement supplémentaire ne soit prévu pour renforcer la collaboration entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et les maisons de jeunes, les agents des bureaux régionaux du Service national de la jeunesse (SNJ) facilitent ce travail en réseau. Ils organisent notamment des rencontres régionales réunissant les maisons de jeunes et d'autres acteurs du domaine scolaire et social afin de favoriser les échanges et les synergies. De plus, le SNJ organise deux fois par an des rencontres thématiques dans des structures d'autres secteurs pour soutenir le travail en réseau.

ad 10) Ces limites d'âge ont été établies par le règlement grand-ducal afin d'éviter un écart générationnel trop important. Un spectre d'âges trop large pourrait en effet nuire à la dynamique du groupe et créer un décalage entre les lycéens et des jeunes adultes bien plus âgés, risquant ainsi de compromettre leur sentiment d'appartenance et leur aisance au sein de cet espace.

Bien qu'il existe une incohérence législative entre l'âge d'accès aux maisons de jeunes et la définition de l'adolescence dans la loi sur la Jeunesse, en pratique, la grande majorité des jeunes qui les fréquentent ont moins de 26 ans. Par ailleurs, ceux dépassant cet âge ne sont pas exclus et restent les bienvenus dans ces structures.

Une révision du règlement grand-ducal est en cours et la question des limites d'âge sera discutée dans ce contexte avec les acteurs du secteur de la Jeunesse.



E Mëttwoch gouf an der Chambre des Salariés d'Édition vum Quality of Work Index 2024 publizéiert. Während verschidde Wäerter relativ stabil bliwwen, sinn aner Wäerter wéi zum Beispill bei der psychescher Belaaschtung méi schlecht ginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministère fir Aarbecht a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. 51 % vun de Salariéen am Land leiden ënnert psychescher Belaaschtung, besonnesch déi méi jonk Salariéé sinn hei betraff. Wéi gesäit de Minister d'Roll vun de Betriber an deem Kontext a wéi kënnen si dozou bäidroen, d'Situatioun ze verbesseren?

2. D'Etude weist, dass nëmme weening Betriber Preventiounsmesurë géint Suchtproblemer ubidden, obwuel e groussen Taux vun de Salariéen an héijen oder ganz héijen Alkoholkonsum hunn. Wéi wéilt de Wirtschaftsministère hei konkret intervenéieren?

3. Den Hotellerie- a Restaurationssektor schneit besonnesch schlecht bei psychescher Gesondheet an dem Risiko fir ee Burnout of. Wéi ass d'Feele vu cibléierte Mesurë fir dës wichteg Wirtschaftssektor ze rechtfärdegen?

4. 24 % vun de Salariéé ginn un, dass si ausserhalb vun den Aarbechtszäite fir hir Aarbecht erreechbar mussen sinn, wat an engem klengen Géigesaz zum „droit à la déconnexion“ steet. Wéi eng Moossname plangt d'Regierung, fir dës Problem unzegoen?

5. D'Frontaliere verbrénge 4 Stonnen méi pro Woch am Verkier wéi Residenten. Gëtt et e Plang, fir dës Desavantage ze kompenséieren, besonnesch well den Teletravail fir Frontalieren duerch Steuerregelen ageschränkt ass?

6. D'Zuel vun de Leit, déi wéinst Aarbechtsbelaaschtung Hëllef sichen, huet zougeholl (12 %). Wéi gesäit de Minister d'Roll vun de Betriber an deem Kontext a wéi kënnen si dozou bäidroen, d'Situatioun ze verbesseren? Wéi kann d'Regierung d'Betriber ënnerstëtzen, fir e positivt Wuelbefanne vun hiren Aarbechter ze förderen?

7. Nëmme 16 % vun de Betriber bidde Réckegymnastik un, obschonn 30 % vun de Salariéen ënnert Réckeproblemer leiden. Wat mécht d'Regierung, fir d'Betriber ze motivéieren, méi an d'Preventioun ze investéieren?

8. D'Kooperatioun tëscht Mataarbechter huet däitlech ofgehoen an ass op engem neien Déifpunkt ukomm. Wéi wéilt d'Regierung géint dës sozial Fragmentatioun an de Betriber virgoen, déi d'Produktivitéit a Kreativitéit beaflosst?

9. D'Beruffer mat deenen niddregsten Akommissen hunn och déi schlechteste Gesondheitsstatistiken an déi mannste Preventiounsmoossnamen. Wéi wéilt de Wirtschaftsministère dës sozial Ongläichheet an eiser Aarbechtswelt ugoen?

Réponse (01/04/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Georges Mischo**, Ministère du Travail

ad 1. De Quality of Work Index 2024¹⁷ ass eng Zesummeffaassung respektiv eng Interpretatioun vum „Rapport Quality of Work Luxembourg 2024“¹⁸. Am Index 2024 gëtt vu „souffrance psychique“ geschwat, ee Wording, deem am Rapport guer net optaucht. An deem Rapport gëtt vu „contrainte mentale et physique“ geschwat, wat éischter als global Belaaschtung ze betruechten ass.

Fir de psychesche Belaaschtungen op der Aarbechtsplaz entgéintzewierken, bidden déi meescht aarbechtsmedezinnesch Déngschter eng psychologesche Hëllef u fir déi Leit, déi betraff sinn.

De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ënnerstëtzt och Projeten an deem Beräich, wéi zum Beispill de Projet „Lighthouse“ vum ASTF (Association pour la santé au travail des secteurs tertiaire et financier), fir de Leit ze hëllefen, déi am Burnout sinn an och een anere Projet vun deem Service, fir een „Inventaire des risques psychosociaux“ opzestellen. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet an deem Kontext och den zweeten nationale Plang „Plan national santé mentale Luxembourg“ (PNSM 2024-2028) opgestallt.

ad 2. De Quality of Work Index 2024 schwätzt vu „Mëssbrauch vun Alkohol bei de Salariéen“. Och an deem Fall muss een déi méi detailléiert Aussoe vum „Rapport Quality of Work Luxembourg 2024“ betruechten. Deemno hunn 89 % vun de Salariéen an deene leschten 12 Méint keen Alkohol op der Aarbecht gedronk, an 10 % hu manner wéi eng Kéier am Mount Alkohol op der Aarbecht konsumméiert. D'Consummatioun vun Drogen op der Aarbecht ass, entspreche dem uewe genannte Rapport, quasi inexistent.

Wat den Alkoholkonsum am Allgemengen ugeet, engagéiert sech de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet mat Aktiounen wéi der Campagne „Zéro alcool 100 % toi-même“, „Alcool ? Moins c'est mieux !“ oder dem „Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage d'alcool – PALMA 2020-2024“, dem Mëssbrauch vun Alkohol ganz allgemeng entgéintzewierken.

ad 3. An deem Kontext huet den Aarbechtsministère, a Kollaboratioun mat der ITM, am Februar 2025 e praktesche Guide an eng Kommunikatiouncampagne virgestallt, fir d'Acteuren am Horeca-Sektor ze ënnerstëtzen. Déi Campagne gouf lancéiert mam Zil, d'Patronen, d'Salariéen, d'Apprentien an d'Stagiären iwwert hir Rechter an Obligatiounen ze sensibiliséieren. De Guide versammelt déi wichtegst Bestëmmungen aus dem Aarbechtsgesetzbuch, déi fir den Horeca-Sektor gëllen, an déi op d'Particularitéiten vun engem Domaine reagéieren, dee sech duerch seng Flexibilitéit an d'Spezifizitéiten an der Aarbechtszäit auszeechent.

Onofhängeg vum Sektore setzt d'Regierung e groussen Fokus op Preventiounsarbecht am Kader vun der psychescher Gesondheet; ënnert anerem, fir de Risiko vu Burnout erfzesetzen.

ad 4. Dem Quality of Work Index 2024 no, si 24 % vun de Salariéen an engem méi héijen Ausmooss dovunner betraff, fir ausserhalb vun hirer normaler Aarbechtszäit erreechbar ze sinn, wat eng Reduktioun ëm 4 % par rapport zu 2023 duerstellt. Dat bedeit allerdéngs net, dass déi aner Persounen guer net missen erreechbar sinn, och wann dat just an engem geréngen Ausmooss de Fall ass. Ob een erreechbar muss sinn, hänkt zu engem gudden Deel och dovunner of, a wéi enger Positioun een ass, respektiv a wéi engem Beruff ee schafft.

Et ass am Interêt vun de Salariéen an dem Employeur, fir d'Noutwennegkeet vun der Erreechbarkeet esou wäit ewéi méiglech ze reduzéieren. Verschidde Beruffer an Aarbechtskontexten sinn dovunner gepräagt, dass eng Erreechbarkeet ausserhalb vun der normaler Aarbechtszäit noutwenneg ass.

An deem Kontext ass och drop hinczewisen, dass d'Motioun N° 4156 vum 13. Juni 2023 virgesäit, dass dräi Joer no der Entrée en vigueur eng Evaluatioun vum Gesetz iwwert d'Introductioun vum Dispositif zum „droit à la

déconnexion“ (Projet de loi n° 7890 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion) gemaach gëtt.

ad 5. Potentiell Léisunge sinn engersäits d'Verbessere vum öffentlechen Transport hei am Land respektiv déi grouss Verkéiersachsen esou auszebauen, dass den individuellen Traffick besser ka funktionéieren. Dës si Mesuren, déi amgaang sinn, ëmgesat ze ginn.

Den Ausbau vun Aarbechtsplazen an de Grenzregiounen, op deenen dann am Sënn vum Teletravail, awer op lëtzebuergeschem Territoire, ka geschafft ginn, ass eng weider Mesure, déi amgaang ass, ëmgesat ze ginn, déi awer net fir all Sektore oder Beruff eng Léisung wäert duerstellen.

ad 6. Déi Leit, déi Schwierigkeeten op der Aarbecht hunn, hunn all d'Méiglechkeet, fir bei den Aarbechtsdokter ze goen, fir Hëllef oder Rotschléi ze kréien. Déi meescht aarbechtsmedezinnesch Servicer hunn sech déi lescht Jore pluridisziplinär opgestallt, fir de Leit ze hëllefen a Beräicher wéi Ergonomie an och mental Gesondheet. Des Weideren hunn déi meescht aarbechtsmedezinnesch Servicer och Psychologen agestallt, déi de Leit bei Mobbing, Burnout a Stress kënnen zur Säit stoen.

ad 7. Et geet net nëmme duer, sech ëm d'Problematik vum Réck ze këmmen, mee et geet an all Betrib ganz allgemeng dorës, fir déi muskuloskettal Problemer, zu deenen natierlech och de Réck gehéiert, am An ze halen. Preventiv sinn an deem Kontext déi aarbechtsmedezinnesch Servicer zënter ville Joren tätig. Méi spezifesch beschäftegt sech de „Centre de prévention pour le dos – PREVENDOS“, dee vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet finanziert gëtt, mat Persounen, déi Réckeproblemer op der Aarbecht hunn.

Net ze vergiessen, dass den nationale Programm GIMB („Gesond iessen – Méi beweegen“), deem och ënnert der Responsabilitéit vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet läit, beméit ass, fir d'Sedentariétéit vun de Leit ganz allgemeng ze reduzéieren. Beweegungsmangel a laangt Sëtze sinn nieft de Belaaschtungen op der Aarbecht eng vun de wichtegsten Ursache fir muskuloskettal Problemer, Réckeproblemer inclus.

ad 8. Den Teletravail dréit sécher zu engem gewësse Grad dozou bäi, dass d'Kooperatioun tëschent de Mataarbechter ofhëlt. Firme reagéieren ënnerschiddlech op déi Problematik; déi eng schafen den Teletravail ganz of, anerer verlaangen, dass gewëssen Deeg all Mataarbechter am Betrib sinn.

Och ass den „desk sharing“ eng aner méiglech Ursach fir en Ofhuele vun der interner Kooperatioun.

Et handelt sech hei ëm nei Aarbechtsformen, déi sécher nach weider evaluéiert mussen ginn, fir Moossnamen kënnen ze ënnerhuelen.

ad 9. All Salarié kritt déi selwecht Preventiounsmoossname vun der Aarbechtsmedezinn oder vun de Programmer vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet offréiert, déi geziilt op dem Salarié säi spezifesch Beruff ugepasst ginn.

Radar fixe à Bereldange | Question 1989 (28/02/2025) de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

Am Juni 2023 gouf ee fixe Radar um CR181 am Agang vu Bäreil installéiert, deem de 16. August 2023 an déi repressiv Phas gaang ass.

Zu deem Thema wéilt ech der Madame Ministesch fir Mobilitéit an öffentlechen Aarbechten an dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

¹⁷ https://www.csl.lu/app/uploads/2025/02/resume_quality-of-work-index-2024_20250225_cnapa.pdf

¹⁸ infas_csl_bericht_qow_7969_20250108_de_fr.pdf

– Wéi vill Autoe goufe geblëtzt, säit de Radar do installéiert gouf?

– Wéi vill Sue sinn duerch dee Radar bis elo u Geldstrofen erfalt? A wéi héich war den Duerchschnittsprotokoll?

– Wat war d'Duerchschnittsvitess a wat war déi héichste Vitess, déi do gemooss gouf?

– Dëst war den éischte Radar am Agang vun enger Uertschaft an enger 50 km/h-Zon. Wat fir Conclusiounen zitt d'Regierung aus dësem Typ vu Radar?

– Plangt d'Regierung nach weider Radare bannent den Uertschaften, zousätzlech zu deene bestoenden zu Bärel a Sëll?

Réponse (28/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zum Radar um CR181 am Agang vu Bäreldeng.

Zanter der Installatioun vum fixe Radar zu Bäreldeng goufe 34.295 Gefierer geblëtzt.

Dobäi goufen 29.886 Avertissements taxés (AT) vun 49 EUR an 1.043 Ate vun 145 EUR (mat ggf. engem Retrait vun 2 Punkten um Permis) ausgestallt. Dozou kommen dann nach eventuell Strofen, déi vun de Geriichter verhaange goufen am Fall vun engem Délit de grande vitesse.

Dësen Typ vun automateschem Radar ass net dofir ausgeluecht, fir Duerchschnittsvitessen ze rechnen.

Déi héichste Vitess, déi zu Bäreldeng gemooss gouf, louch bei 129 km/h.

Betreffend d'Conclusiounen, déi aus dësem Typ vu Radar gezu kënnen ginn, ass et wichteg, déi gesammelt Donnéeën an Erfarungen aus der Praxis nach weider ze evaluéieren.

Generell dréit ee Radar an enger Uertschaft dozou bäi, dass déi maximal erlaabte Vitess vun den Automobilisten*inne besser respektéiert gëtt. Et sief ze betounen, dass de Radar net d'Léisung bei all Situatioun ass. Och baulech Mesurë sollten an d'A gefaasst ginn, fir den*d'Automobilist*in zum Anhale vun der maximal erlaabter Vitess ze sensibiliséieren.

Ausser dem Rout-Luucht-Radar an der Polvermillen, deen 2023 decidéiert ginn ass, ass aktuell keen zousätzleche Radar bannent enger Uertschaft geplangt. D'Aarbechte ginn awer eréischt lancéiert, soubal de Projet vun der Vëlospist op dëser Plaz weidergeet.

Generell gi Radaren op Plazen opgestallt, déi sech bei Analyse vum Stroossereseau als besonnesch geféierlech, well do héich Vitesse gefuer ginn a well vill a schwéier Accidenter an der Vergaangenheet do geschitt sinn, erweisen hunn. Den Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité“ befaasst sech reegelméisseg mat dësen Analysen. Sollt do eng Plaz als besonnesch geféierlech opfalen, gëtt gekuckt, ob duerch baulech oder reglementaresch Mesuren dës Plaz méi sécher ka gemaach ginn. Eng vun de méigleche Mesuren als Resultat vun dësen Analyse kann awer och sinn, dass den Aarbechtsgrupp d'Opstelle vun engem neie Radar op dëser Plaz recommandéiert, ob inneruerts oder ausseruerts.

Résilience de la fonction publique luxembourgeoise | Question **1990** (28/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Selon un article récent du mensuel « L'actualité » intitulé « La démocratie américaine survivra-t-elle à Trump? », les « États-Unis ne sont pas à l'abri d'une

dérive autoritaire. Les institutions ont démontré au cours du premier mandat de Donald Trump qu'elles n'étaient pas suffisamment robustes face à un démagogue qui ne se sent pas lié par les normes ni par les lois. [...] Or, ce ne sont généralement pas les coups d'État qui font mourir les démocraties, mais l'érosion lente des normes et l'accumulation des petits abus de pouvoir. » Et pour conclure que « la résilience des institutions américaines dépendra donc en grande partie de la capacité de la société civile, des syndicats et des organisations de défense de droits à se structurer de manière autonome, à se mobiliser pour défendre les valeurs démocratiques et à faire entendre une voix critique, sans accorder la moindre concession ».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser des questions concernant la résilience de la fonction publique luxembourgeoise, sachant qu'avant d'entrer en fonction, les fonctionnaires luxembourgeois doivent prêter le serment suivant : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir éfentlechen Dëngscht dës Froe stellen:

1) Monsieur le Ministre convient-il que le respect du serment d'office figure parmi les intérêts professionnels les plus importants des fonctionnaires luxembourgeois ?

2) De quels mécanismes statutaires les organisations d'agents publics agréées comme représentatives disposent-elles pour défendre cet intérêt ?

3) Étant entendu qu'il appartiendra à la justice de trancher le cas échéant si telle ou telle activité syndicale était licite ou non, un ministre peut-il donner des instructions à une organisation d'agents publics constituée sous forme d'ASBL lui interdisant de défendre l'intérêt professionnel de ses membres en recourant à des actions syndicales ?

Réponse (11/03/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Le serment constitue un acte fondamental qui réaffirme l'allégeance des fonctionnaires à l'État de droit. Dans le cadre des travaux sur la nouvelle Constitution, ce serment a été modifié. La référence au chef de l'État a été abandonnée, et les auteurs de la révision ont souhaité souligner, à travers cette adaptation, que les fonctionnaires doivent leur allégeance à l'État de droit, plutôt qu'au Grand-Duc.

Le fonctionnaire peut exercer son droit de réclamation, conformément à l'article 33 du statut général : « Tout fonctionnaire a le droit de réclamer individuellement contre tout acte de ses supérieurs ou d'autres agents publics qui lésent ses droits statutaires ou qui le blessent dans sa dignité. »

L'article 36 du statut général porte sur la liberté syndicale des fonctionnaires et dispose que « Les fonctionnaires jouissent de la liberté d'association et de la liberté syndicale » et que « aucun fonctionnaire ne peut être empêché d'accepter un mandat au sein de la représentation du personnel, ni être restreint dans sa liberté d'y exercer sa mission, ni être lésé dans ses droits statutaires pour ces motifs ».

Investissements du Fonds de pension | Question **1991** (28/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Virun de Wale war d'Steierdebatte ee vun den Haapttheemen an der politescher Aktualitéit. D'Aktualitéit vun der Steuerreform gouf awer, zënter dem Untrëtt vun dëser neier Regierung, vun der Pensiounsdebatte ofgeléist, obwuel et an de Wale weéng bis guer keen Thema war.

Een Thema, wat beim Pensiounsfong an de leschte Jore virun allem behandelt gouf, war, wéi d'Sue vum Fong sollen investéiert ginn. Iwwert 20 Milliarden Euro gi vum Pensiounsfong verwalt.

An der Vergaangenheet gouf et Kritik, dass d'Suen a schiedlech Projeten investéiert ginn, dorënner zum Beispill Atomenergie oder d'Waffenindustrie. D'Ministesch schreift an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro N° 0434, dass haut 100 % vun de Mandater vum Pensiounsfong mat engem nohaltegen Usaz verwalt ginn.

An engem Artikel op rtl.lu vun haut gëtt beréicht, dass de Pensiounsfong an Zukunft erëm an 18 Sociéiteiten dierf investéieren, dorënner beispillsweis Rëschungskonzerner ewéi Rheinmetall AG oder Hensoldt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi kënnen déi Leit maachen, déi net domadder averstane sinn, dass hir Cotisatiounen a Rëschungskonzerner investéiert ginn?

2. Wéi stinn d'Ministesch an d'Regierung an engem System, an deem de Bierger selwer bestëmmen kann (zum Beispill mat engem Klick op myguichet.lu), ob de Pensiounsfong seng Cotisatiounen an eethesch a klimafreundlech Projeten investéiert oder net?

Réponse (20/03/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Eise Pensiounssystem baséiert op der Solidaritéit ënnert de Generatiounen, d. h. e berout op enger Finanzéierung duerch Ëmverdeelung, an Opposition zu engem System, deen iwwert eng Kapitaldeckung finanzéiert gëtt. D'Beiträgg vun den aktive Versécherter gi benotzt, fir d'Pensiounen vun deene Leit ze bezuelen, déi hiert aktivt Berufsliwen ofgeschloss hunn. Op déi Manéier stëtz an ënnerstëtz déi Generatioun, déi am Berufsliwé steet, déi Generatioun, déi net méi aktiv ass. D'Cotisatiounen ginn also net individuell ugespuert, wéi dat de Fall an engem System mat Kapitaldeckung wier an den eenzele Versécherter huet sou och keng legal Méiglechkeet, fir iwwert d'Finalitéit vu senger Cotisatioun mat ze decidéieren.

Säit der Finanzéierungsreform vun 1985 ass de globale Cotisatiounssaz esou opgedeelt, dass de Salarié, säi Patron an de Staat jee weils 8 % vun hirem Loun, plafonéiert op fënnemol de Mindestloun, all Mount als Beitrag un de Centre commun vun der Sécurité sociale abezuelen.

Dee Betrag gëtt all Mount un d'Pensiounskeess iwwerwisen, fir déi aktuell Pensiounsleeschungen ze decken an e Fonds de roulement vun 20 % ze bilden, gerechent op Basis vum globale Montant vun de Leeschungen vum Joer virdrun. Een eventuellen Iwwerschoss vun de Beiträgg zu de genannte Chargé gëtt un de Pensiounsfong (FDC) iwwerwisen. Dësen Iwwerschoss gëtt da vum FDC, laut Artikel 248 vum Code de la sécurité sociale, nom Prinzip vum der Risikodiversifikatioun op de Finanzmäert investéiert, also breetgefächert a verschidden Investissementskategorien, Länner, Secteuren a Firmen.

An éischter Linn ginn also dem Versécherter seng Beiträgg geholl, fir Pensiounsleeschungen ze bezuelen. Massiv Investissementer vu Cotisatiounen a schiedlech Firmen oder Secteuren oder geziilt Investissementer vu Cotisatiounen a Rëschungskonzerner kann et sou och net ginn. Et sief hei nach ze bemerken, dass den FDC iwwert déi lescht Joren nei Liquiditéit virun allem nohalteg investéiert huet. Dëst kann een och alles noliessen am FDC sengen Nohaltegekeetsberichter¹⁹, déi iwwert seng Internetsäit verëffentlecht ginn.

¹⁹ INVESTISSEMENT RESPONSABLE – Fonds de compensation commun au régime général de pension



ad 2. Den FDC krut vum Legislatuer d'Missioun, d'Suen, déi an der Reserv sinn, ze verwalten. De Code de la sécurité sociale gesäit a sengen Artikelen 260 bis 268 vir wéi dat soll geschéien.

De Verwaltungsrot vum FDC setzt sech aus Vertrieeder vum Staat a vun de Sozialpartner zesummen, also deenen 3 Partner, déi zesummen d'Recett vum FDC generéieren, well si d'Cotisatione bezuelen a mat dem Iwwerschoss vun de Recetten dann d'Reserv gespeist gëtt.

Déi détailléiert Politique de placement souwéi all weider nätzlech Informatiounen zur Gestiou vum FDC fënnt een op Fonds de compensation commun au régime général de pension[†].

Accès aux expertises établies dans le cadre d'une affaire judiciaire | Question 1992 (28/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Kader vu Gerichtsaffären ass et oft onerlässlech, dass de Richter op Evaluatiounen vum Experte muss zeréckgräifen, dorënner psychologesch oder psychiatresch Avisen, déi d'mental Gesondheet vun enger am Prozess implizierter Partei analyséieren. Grad am Beräich vum Jugendschutz, wou de Kannerriichter d'Situatioun vun den Elteren a Kanner muss kënnen evaluéieren, sinn dës Rapporten ausschlaggebend.

Elo ass et esou, dass verschidde Rapporten, déi perséinlech Donnéeën iwwert een Elterendeel oder d'Kanner enthalten, net fir jiddereen zougänglech sinn, mol net der Persoun, iwwert déi de Rapport geschriwwen gouf. An engem Avis vun der Autorité de contrôle judiciaire, dee mer virläit, krut eng Persoun zum Beispill den Accès op ee Rapport, dee si betrëfft, verwierft.

Et kann een natierlech dovunner ausgoen, dass d'Rapporten zu 100 % alleguerte richteg sinn. Mee och Experte sinn nëmme Mënschen an dës Rapporten kënnen och mol lückenhaft oder feelerhaft sinn an net der Realitéit entspriechen. De Richter an déi implizéiert Parteien hunn natierlech ëmmer d'Méiglechkeet, fir weider komplementär oder géigesätzlech Expertisen unzefroen, fir esou ee méi komplett Bild vun enger Situatioun ze kréien.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi, wéi eng Persoun, déi an engem Rapport eng defavorabel Analys gemaach kritt, sech dogéint wiere kann, wann si selwer mol net weess, wat am Rapport drasteet. Grad am Beräich vum Familljegeriicht, wou oft emotionale Sträit tëschent de Parteien a vill Konfusioun herrscht, wier et wichteg, dass déi attackéiert Persoun Saachen, déi si betrëfft, kann agesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

1. Wéi kënnen Elterendeeler an enger Gerichtsaffaire fir eng Expertis, déi si betrëfft a wou se mengen, dass de Rapport net richteg ass, dogéint virgoen?
2. Wéi gi feelerhaft Expertisen am Kader vu Gerichtsaffären identifizéiert a korrigéiert?
3. Wéi oft kënn et vir, dass ee Richter d'Wouerhaftegkeet vun enger Expertis a Fro stellt an eng Géigenexpertis opstelle léisst, grad am Beräich vum Juge aux affaires familiales?
4. Erhieft d'Justiz Zuelen dozou, wéi oft Expertisen am Kader vu wéi enge Prozeduren ugefrot ginn? Falls nee, wat steet dës Datenerhiewung am Wee?
5. Sammelt d'Justiz Zuelen dozou, wéi vill Expertise pro Gerichtsaffaire realiséiert goufen?

Réponse (01/04/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. De Familljeriichter ordonéiert eng Expertis just wann op d'mannst een Elterendeel mat enger Expertis averstanen ass. Falls een Elterendeel mengt, dass d'Expertis net richteg ass, da kann e Beleeger virbréngen, fir dëst ze bewiesen. D'Familljeriichter sinn oppen, fir all Typ vu Beweiser opzehuelen an an der Audienz mat de Parteien ze diskutéieren. D'Expertis gëtt an der Meenungsbildung vum Familljeriichter natierlech consideréiert, mee et ass net dat eenzeg Element, wat bei der Entscheedung vum Familljeriichter mat afléisst. Vum Familljeriichter ginn och d'Aussoe vun de Parteien, d'Aussoe vun de Kanner, de Rapport vum Kanneraffekt an d'Enquête sociale mat a Betruecht gezunn.

ad 2. D'Resultat vun enger Expertis gëtt vum Familljeriichter kontradiktöresch mat de Parteien an der Audienz diskutéiert.

Wann d'Resultat vun der Expertis an déi selwecht Richtung geet ewéi déi aner Elementer vum Dossier, da kann een dovunner ausgoen, dass den Expert net falsch läit. Wann d'Resultat vun der Expertis an eng ganz aner Richtung geet wéi all déi aner Elementer, déi dem Familljeriichter virleien, da gëtt dëst natierlech an der Audienz thematiséiert.

Et sief nach eng Kéier betount, dass d'Expertis net dat eenzeg Element ass, dat de Familljeriichter fir seng Entscheedung a Betruecht hält.

ad 3. Den Objet vun enger Expertis am Familljerecht ass et, dem Familljeriichter Erklärungen ze liwweren, firwat eng Situatioun tëscht de Familljemembere verfuert ass, a Recommendationen ze formuléieren, wéi een dës Situatioun am Interessi vun de Kanner an de Parteien ugoe soll.

Wann de Familljeriichter opgrond vun deenen aneren Elementer an der Affär zur Conclusioun kënn, dass d'Expertis net richteg läit, da consideréiert hien dëst a senger Urteelsentscheedung.

Am Prinzipp kënnen och Géigenexpertise vum Familljeriichter ordonéiert ginn, mä an der Praxis huet de Familljeriichter an der Regel schonns genuch Elementer am Dossier, fir zu enger adequater Entscheedung ze kommen.

ad 4. An de Joren 2019–2023 sinn insgesamt 167 Expertisen duerch de Familljeriichter ordonéiert ginn.[†]

ad 5. D'Unzuel un Expertise pro Gerichtsaffär ginn aktuell just am Stroferecht statistesch erhuewen.

Crèches en forêt | Question 1993 (28/02/2025) de Mme Francine Closener | Mme Claire Delcourt (LSAP)

An enger ganzer Rei Gemengen am Land sinn an de leschte Jore Bëschcrëchen opgaangen, wou d'Kanner de gréissten Deel vun der Zäit dobaussen an der Natur verbréngen. D'Betreiungsstrukturen erfreen sech enger grousser Belieftheet, well d'Kanner hei an engem interessanten Ëmfeld spillen, léieren an erfuerseche kënnen, während déi vill Zäit un der frëscher Loft gläichzäiteg d'Immunsystem stäerkt a Stress reduzéiert.

Fir der wuessender Demande besser gerecht ze ginn, an an Zukunft méi Kanner d'Méiglechkeet ze bidden, an eng Bëschcrèche kënnen ze goen, huet de Bildungsminister rezent annoncéiert, dass de Bau vu Bëschcrëchen encouragéiert soll ginn. Well et beim Bau vun engem Gebai an engem Bësch ëmmer Ëmwelttoplage gëtt, déi musse respektéiert ginn, war et fir d'Gemengen an der Vergaangenheet net

einfach, eng Autorisatioun fir eng Bëschcrèche ze kréien.

An deem Kontext wéilt mir dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Inneminister folgend Froe stellen:

1. A wéi enge Gemenge gëtt et aktuell eng Bëschcrèche am Land?
2. A wéi enge Gemenge si Bëschcrëchen am Bau?
3. A wéi enge Gemenge si mobil Léisungen, wéi z. B. Roulotten, aktuell am Asaz, fir Kanner zäiteweis d'Méiglechkeet ze ginn, am Bësch an d'Schoul oder an eng Crèche ze goen?
4. Wéi vill Kanner sinn aktuell an enger Bëschcrèche ageschriwwen?
5. Wéi vill Demandé vu Gemenge fir de Bau vun enger Bëschcrèche sinn an de leschte 5 Joer beim Ëmweltministère agaan?
6. Wéi vill vun dësen Demandé kruten eng Autorisatioun?
7. Wéi vill vun dësen Demandé kruten ee Refus? Aus wéi enge Grënn?
8. Bis wéini ass geplangt, dass déi vum Bildungsminister ugekënnegt Gespréicher tëscht de Ministère fir eng eventuell Upassung vun den Ëmwelttoplage fir Bëschcrëchen ofgeschloss solle sinn? Ass den Ëmweltminister oppe fir eng zäitno Upassung vum Reegelwierk?

Réponse (01/04/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Aktuell hunn aacht Bildungs- a Betreuungsstrukturen fir Kanner en Agreement, deen eng Ausnamereegelung op Basis vum Artikel 23 leschten Alinea vum geännerte groussherzogleche Reglement vum 14. November 2013 betreffend d'Agremente fir d'Gestionnaire vu Bildungs- a Betreuungsstrukturen fir Kanner enthält. Dës Bildungs- a Betreuungsstrukturen sinn a folgende Gemengen: Diddeleng, Esch-Uelzecht, Fréiseng, Helperknapp, Fiels, Schengen, Schëffleng a Steesel.

An deem Kader léisst sech festhalen, datt vun den aacht ausgestallten Agrementen der siwen u Bildungs- a Betreuungsstrukturen fir kleng Kanner (0–4 Joer) vergi gi sinn, während een Agreement u Bildungs- a Betreuungsstrukturen am Schoulkandberäich ausgestallt ginn ass.

Zousätzlech kann een hei déi verschidde Mini-Crëchen erwänen, déi ënnert d'groussherzogleche Reglement vum 19. Oktober 2018 betreffend d'Agremente vu Mini-Crëchë falen. Zurzäit hunn sech véier Mini-Crëchë mat engem Naturkonzept etabléiert.

Ausserdeem gëtt et eng grouss Unzuel Bildungs- a Betreuungsstrukturen, déi zwar net iwwert déi uewe genannten Ausnamereegelung verfüegen, awer e Bëschkonzept respektiv en Naturkonzept offréieren.

ad 2. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) huet net systematesch Kenntnis dovun, wann eng Bildungs- a Betreuungsstruktur mat engem Bësch- oder Naturkonzept fir Kanner gebaut gëtt. Aktuell ass de MENJE informéiert iwwer Bildungs- a Betreuungsstrukturen, déi an der Planung sinn zu Knapphouschent an an der Gemeng Nidderaanwen.

ad 3. Aktuell gëtt et a verschiddene Gemenge mobil Léisungen, déi et Kanner erméiglechen, zäiteweis am Bësch an d'Schoul oder an eng Crèche ze goen. Dëst Konzept gëtt jee no Gemeng op verschidde

Manéieren ëmgesat. Zu Schëffleng gouf beispillsweis en Zelt aus natierleche Materialie speziell fir Kanner am Bësch opgeriicht. Dëst Zelt gouf vun der ITM ofgehol an entsprecht deemno allen néidege Sécherheetsnormen.

Ausserdeem gëtt et zu Dippech am Bësch eng Hütt aus natierleche Materialien, déi ë. a. fir Kanner aus Bildungs- a Betreuungsstrukturen opgeriicht ginn ass. Grondsätzlech gëtt et a ville Gemengen uechtert d'Land mobil a fest Installatiounen an de Bëscher, déi am Accord mam lokal zoustänneg Fierschter vu Kanner aus Bildungs- a Betreuungsstrukture mat Naturkonzept genotzt kënnen ginn.

ad 4. Den Ament sinn ëm déi 350 Kanner a Bildungs- a Betreuungsstrukturen ageschriwwen, déi Titulaire vun engem Agreement sinn, deen eng Ausnameregulung op Basis vum Artikel 23 leschten Alinea vum geännerte groussherzogleche Règlement vum 14. November 2013 betreffend d'Agreement fir d'Gestionnaire vu Bildungs- a Betreuungsstrukture fir Kanner enthält.

ad 5. Esouwäit ewéi aus den informatiounen novollzéibar ass, ass zanter Januar 2020 just eng Demande fir eng „crèche en forêt“ agereecht ginn.

ad 6. Zanter Januar 2020 ass keng Autorisatioun ausgestellt ginn.

ad 7. Am Joer 2020 ass ee Refus ausgestellt ginn. Dëse Refus gouf ausgestellt, well den Zweck vun der Konstruktioun net enger konformer Affektatioun, entsprechend dem Naturschutzgesetz, entsprach huet.

ad 8. Wéi am Regierungsprogramm ugekënnegt, ass et eng Prioritéit vum MENJE, den Accueil en nature weider ze fërderen. An deem Kontext ginn aktuell verschidde Pistes ënnersicht a weiderentwéckelt. En éischte Kontakt ass hiergestallt tëscht den Agenten vun de respektiv concernéierten Ministèren, mat dem Zil, een Austausch iwwer d'Promotioun vu Bildungs- a Betreuungsstrukturen an der Natur ze realiséieren.

Lutte contre la tuberculose au Luxembourg | Question 1994 (28/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Tuberkulos gëtt vu Bakterie verursaacht, betrëfft a ville Fäll d'Longen a verursaacht ënner anerem en Houscht als éischt Zeechen. Awer och bal all aner Organer kënnen vun de Bakterie betraff sinn a schlëmme Krankheete verursaachen. Och wann Tuberkulos hei zu Lëtzebuerg éischter selten ass, gouf et Enn 2022 zu Lëtzebuerg zum Beispill zwee Fäll vun Tuberkulos an enger Schoul respektiv Maison relais.

Rezent huet den amerikanesche Präsident Donald Trump quasi iwwer Nuecht sämtlech Gelder fir de Programm USAID sträiche gelooss. E groussen Deel vun de Programmer, déi weltwäit am Kampf géint Tuberkulos aktiv sinn, goufe bis elo awer zu groussen Deeler finanziell vun USAID ënnerstëtzt. Opgrond vun de feelende Gelder goufe vill Programmer elo kuerzfristeg gestoppt a betraffe Leit weltwäit kënnen weeder diagnostizéiert nach behandelt ginn. Déi feelend Behandlung kéint innerhalb vun den nächste Méint am schlëmme Fall zu enger weltwäiter Ausbreedung vun Tuberkulos féieren, dorënner och vu resistente Bakteriestämm. Och wann den amerikanesche Minister Rubio matgedeelt huet, dass liewenswichtig Programmer weidergefuert géife ginn, sou schéngt dat awer net fir d'Tuberkulos-Programmer ze gëllen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi preparéiert sech Lëtzebuerg op potenziell nei Tuberkulos-Infektiounen, déi aus Länner komme kéinten, wou USAID-finanzéiert Diagnos- a Behandlungsprogrammer elo gestoppt goufen?

2. Gëtt et op nationalem oder op EU-Niveau schonn en Noutfallplang, fir zousätzlech medezinnesch Ressourcen ze mobiliséieren, falls d'Ausbreedung vu resistenter Tuberkulos weltwäit zouhëlt als Folleg vun dëser Ennerbriechung?

3. Wéi ka garantéiert ginn, datt Lëtzebuerger Bierger virun enger méiglecher Erhéijung vun der Tuberkulos-Bedroung geschützt sinn, besonnesch wann d'Diagnos- an d'Behandlungsprogrammer an Héichrisiko-Länner amgaang sinn zesummenzufalen?

4. Wäert Lëtzebuerg zousätzlech finanziell Ennerstëtzung ubidden, fir den Ausfall vun den amerikanesche Gelder fir Tuberkulos-Bekämpfung ze kompenséieren?

5. Gi konkret Moosname geholl, fir eist Gesondheitswiesen op eng méiglech méi héich Unzuel u Fäll ze preparéieren?

Réponse (14/04/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Iwwerwaachung vun Tuberkulos-Infektiounen ass schonn etabliert, esou dass Situatiounen, wéi se vum honorabelen Deputéierte beschriwwen goufen, entsprechend kënnen geréiert ginn.

Folgend Prozedure sinn am Asaz:

Laut dem Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Deklaratioun vu verschidde Krankheeten am Kader vun der Protektioun vun der Santé publique, mussen esouwuel d'Doktere wéi och d'Laboratoiren, déi medezinnesch Analyse maachen, Infektiounskrankheete wéi Tuberkulos innerhalb vun engem Dag bei der Gesondheitsdirektioun deklaréieren.

D'Demande fir eng Openthaltsgeneemegung vu Persounen aus Drëttstaaten (also Net-EU-Memberstaaten, dorënner och d'Länner, déi vun der genannter US-Moosnam betraff sinn) ënnerläit enger obligatorescher medezinnescher Kontroll²⁰. Dës ëmfaasst souwuel eng allgemeng medezinnesch Ennersichung wéi och en Depistage vun der Tuberkulos.

Eng änlech Kontroll (medezinnesch Ennersichung an Depistage vun der Tuberkulos) ass virgesi fir Leit, déi als sougenannten „Demandeur de protection internationale“ op Lëtzebuerg kommen²¹.

Am Joer 2023 goufen 1.615 positiv IGRA-Tester (Interferon Gamma Release Assay) deklaréiert, also latent Tuberkulosinfektiounen detektiert²². Wéi uewen erwähnt, ass dësen Test erfuerderlech, fir Persounen aus Drëttlänner, déi eng Openthaltsgeneemegung oder internationale Schutz wëlle kréien. Persounen, déi mat Tuberkulos infizéiert sinn (IGRA positiv), hunn ongeféier 5–10 % Risiko, eng aktiv Krankheet an de Joren no der Infektioun oder bei enger liichter Ofsenkung vun der Immunitéit ze entwéckelen. Wat aktiv Fäll vun Tuberkulos ugeet, goufe 46 Deklaratiounen bei der Gesondheitsdirektioun am Joer 2023 enregistréiert.

An deem Kader weist d'Organisation mondiale de la santé (OMS) drop hin, datt d'Budgetskierzung vum UNAID sech bedroolech op d'Programmer géint d'Tuberkulos kéinten auswirken an dëst besonnesch an aarme Länner wéi an Afrika, Südostasien an

dem westleche Pazifik, Regiounen, déi am meeschte betraff sinn²³. Esou ass et wichteg, dës Krankheet weider ze iwwerwaachen. Dës Iwwerwaachung ass Deel vun de Missiounen vun der Gesondheitsdirektioun an, méi spezifesch, der Divisioun vun der Inspection sanitaire, am Kader vum Schutz vun der öffentlecher Gesondheet a gëtt deementsprechend organiséiert a geréiert.

Wat Noutfallpläng betrëfft, ass e Gesetz iwwer d'Santé publique amgaang elaboréiert ze ginn. An der Tëschenzäit schafft d'Gesondheitsdirektioun un engem operationelle Plang fir all Acteur, deen epidemiesch a biologesch Risiken adresséiert.

Fir de Moment ass d'Inzidenz vun der Tuberkulos zu Lëtzebuerg niddreg. D'aktuell Moosname ginn duer, fir déi Situatioun zefriddstellend enner Kontroll ze behalen.

Lutte contre la tuberculose au niveau international | Question 1995 (28/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Rezent huet den amerikanesche Präsident Donald Trump quasi iwwer Nuecht sämtlech Gelder fir de Programm USAID sträiche gelooss. E groussen Deel vun de Programmer, déi weltwäit am Kampf géint Tuberkulos aktiv sinn, goufe bis elo awer zu groussen Deeler finanziell vun USAID ënnerstëtzt. Opgrond vun de feelende Gelder goufe vill Programmer elo kuerzfristeg gestoppt a betraffe Leit weltwäit kënnen weeder diagnostizéiert nach behandelt ginn. Déi feelend Behandlung kéint innerhalb vun den nächste Méint am schlëmme Fall zu enger weltwäiter Ausbreedung vun Tuberkulos féieren, dorënner och vu resistente Bakteriestämm. Och wann den amerikanesche Minister Rubio matgedeelt huet, dass liewenswichtig Programmer weidergefuert géife ginn, sou schéngt dat awer net fir d'Tuberkulos-Programmer ze gëllen. Och d'GDF, d'Global Drug Facility, ass ee vun den Haaptacturen weltwäit bei der Bekämpfung vun Tuberkulos.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg seng Entwécklungshëllef am Beräich vun der Tuberkulos-Bekämpfung erhéijen, fir dobäi ze hëllefen, d'Lächer ze fëllen, déi duerch d'Ofschafe vun der USAID entstane sinn?

2. Goufen op EU-Niveau scho Gespréicher iwwert d'Konsequenze vun dëser plötzlecher Ennerbriechung vun der liewenswichteger Finanzhëllef fir d'global Gesondheet gefuert?

3. Gëtt et Pläng, fir mat aneren europäesche Länner a multilateralen Organisatiounen zesummenzeschaffen, fir d'Kris, déi duerch dës Ennerbriechung entsteet, sou séier wéi méiglech unzegoen?

4. Huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet d'GDF, d'Global Drug Facility, (co)finanzéiert? Wa jo, mat wat fir enge Montanten?

Réponse (19/03/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. D'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt d'Tuberkulos-Bekämpfung haaptsächlech duerch Partenariater mat der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) a mam „Global Fund against Aids, Malaria and Tuberculosis“.

D'WHO gëtt vun der Lëtzebuerger Kooperatioun fir d'Period 2025–2028 mat 46,5 Milliounen Euro ënnerstëtzt, wat enger Erhéijung vun iwwert 30 %

²⁰ Règlement grand-ducal du 3 février 2009 sur le contrôle médical des étrangers

²¹ Loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

²² Rapport épidémiologique des maladies transmissibles au Luxembourg – 2023*

²³ Funding cuts impact access to TB services endangering millions of lives



am Verglach zum leschten Ofkommen (2019–2024) entsprécht. De Global Fund gëtt vun 2023–2025 mat 15,45 Milliounen Euro ënnerstëtzt, eng Erhéijung vun iwwer 70 % am Verglach zu 2020–2022.

ad 2. Jo, op EU-Niveau ginn déi Evolutiounen suivéiert, wuel wëssend, datt d'EU-Memberstaaten net fir USAID opkomme kënnen, an datt d'Situatioun stänneg ännert.

ad 3. cf. Äntwert uewendriwwer.

ad 4. Nee, d'„Global Drug Facility“ gouf an de leschte Joren net finanziert.

Transparence dans les financements de l'Office national de l'enfance | Question 1996 (28/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Office national de l'enfance (ONE) schafft mat privaten Organisatiounen am Beräich vun dem Kanner- a Jugendschutz zesummen, fir Projeten an Hëllefsmoossnamen ëmzesetzen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0820 informéiert de Minister fir Bildung, Kanner a Jugend, dass den ONE am Zäitraum 2019–2023 insgesamt 651.920.372 € u seng extern Prestatairen ausbezuelt huet. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0988 weist de Minister an engem Tableau, dass den ONE am Zäitraum 2019–2023 ronn 495 Milliounen (3/4 vun den Ausgaben) un 10 gréisser Organisatiounen verginn huet.

Et ass wichteg, dass all Euro, deen an de Jugendschutz investéiert gëtt, och do ukënnt, wou e gebraucht gëtt, soudass, wéi de Minister et schreift:

„all Kand, all Jugendlechen an all Famill, déi Hëllef brauch, eng beschtméiglech Ënnerstëtzung bei engem Prestataire aus dem Beräich vun der Kanner- a Jugendhëllef kritt, onofhängeg dovun, ob et sech ëm psychologesch Berodung, ambulant Moossnamen, sozialpädagogesch Betreuung oder den Accueil an enger Fleggefamill handelt“.

Mir gouf vu verschiddene Persounen zougedroen, dass verschidde vun dësen Organisatiounen Servicer facturéieren, déi se ni prestéiert hunn.

Op d'Fro, wéi Rechnungen kontrolléiert ginn, hat de Minister follgend Informatiounen geliwwert:

„Den zoustännege Service ass de Service finances vun der Direction générale de l'aide à l'enfance et à la famille (DG AEF) vum MENJE. Dëse Service besteet aus 13 Posten. [...] Et bestinn intern Prozeduren beim ONE a bei der DG AEF, déi virgesinn, datt all d'Rechnungen vun den externe Prestatairen op hir Richtigkeet, hir Konformitéit zu de Kontrakten an de Konventiounen kontrolléiert ginn.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi sollen d'Persounen (Whistleblower) virgoen a bei wem kënnen si sech vertraulech mellen, wa si d'Informatioun hunn, dass eng Prestatioun vun engem externe Prestataire falsch facturéiert gouf?
2. Wéi oft huet den zoustännege Service beim ONE zënter 2019 festgestallt, dass eng Rechnung net richtig oder konform war?
3. Gouf den zoustännege Service beim ONE an der Vergaangenheet schonn vu Whistleblowere kontaktéiert a wéi ginn esou Informatiounen no den interne Prozeduren beim ONE behandelt a suivéiert?

Réponse (01/04/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. All Persoun kann zu all Moment de Service réclamations vun der Direction générale de l'aide à

l'enfance et à la famille (DG AEF) vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) kontaktéieren, fir dem Service Opfällgekeete bei enger Prestatioun matzedeelen. Dës Informatiounen, déi och anonym kënnen erageschéckt ginn, gi vertraulech traitéiert.

E sougenannte Whistleblower kann, wann e mengt, datt nationaalt oder internationaalt Recht, wat an de Kompetenzberäich vun MENJE fält, net respektéiert gouf, sech un den Délégué au signalement vum MENJE wenden, entweder iwwer eng E-Mail (signalement@men.lu) oder iwwer Courrier (double pli fermé mat der Mentioun „confidentiel“).

ad 2. Den zoustännege Service huet an der Vergaangenheet just punktuell Feeler konstatéiert, déi op eng falsch Saisie zeréckzuféieren waren an déi no Concertatioun mam Gestionnaire behuewe konnte ginn. Dës Feeler hu jiddwerfalls d'Konformitéit vun der Rechnung an hirer Integralitéit net a Fro gestallt.

Et sief drun erënnert, datt de Gestionnaire responsable ass, all Hëllefsmoossnamen, déi vun engem Richter ordonéiert goufen, oder déi zesumme mat den Elteren oder dem Jonken en place gesat a vum Office national de l'enfance (ONE) accordéiert goufen, ze prestéieren an transparent ze facturéieren.

ad 3. D'Direktioun vum ONE gouf an der Vergaangenheet iwwer an anonymen Brëf informéiert, datt bei engem Gestionnaire aus dem AEF-Beräich d'Wuelbefanne vun de Kanner an enger Struktur net garantéiert wier. De Ministère huet doropshin déi viséiert Struktur kontrolléiert an op der Plaz iwwerpréift, ob d'Konditiounen vum Agreement agehale goufen.

Stratégie pluriannuelle de l'agence Europol | Question 1998 (03/03/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

La mission d'Europol est de soutenir les États membres de l'UE dans la prévention et la lutte contre le crime organisé international, la cybercriminalité et le terrorisme. En décembre 2024, Europol a publié son document de programmation 2025-2027. Ce papier définit la stratégie pluriannuelle de l'agence et son programme de travail annuel pour 2025. Europol s'est ainsi fixé six priorités stratégiques qu'elle suivra de 2025 à 2027.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quelles sont les ressources actuellement mises à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg au profit d'Europol ?
- 2) De quelle manière le Grand-Duché de Luxembourg contribue-t-il à la réalisation de ces six objectifs ?
- 3) Parmi les six priorités stratégiques d'Europol, laquelle compte le plus pour le Grand-Duché de Luxembourg ?
- 4) Le programme stratégique identifie plusieurs défis majeurs pour l'agence dont le risque de ressources inadéquates et le danger de capacités insuffisantes. Par conséquent, Monsieur le Ministre, est-il prévu d'allouer des ressources supplémentaires à Europol dans un avenir proche ?
- 5) Quels seront les effets directs de la mise en œuvre dudit document stratégique pluriannuel pour le Grand-Duché de Luxembourg ? Par conséquent, quels seront les défis à relever par le Grand-Duché de Luxembourg en matière de politique de sécurité ?

Réponse (27/03/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Europol est le centre névralgique de l'échange d'informations et joue un rôle essentiel dans la coopération policière. Comme tous les États membres, le Luxembourg dispose d'une unité nationale Europol (Europol National Unit/ENU) qui constitue l'organe de liaison entre l'agence et les autorités compétentes nationales. L'unité nationale Europol est intégrée au Service de police judiciaire, dont les membres participent aux réunions selon le sujet et l'expertise nécessaire. La Direction des relations internationales (DRI) de la Police grand-ducale assure un support à l'ENU dans le domaine informatique.

La Police grand-ducale dispose en outre d'un bureau de liaison au sein du quartier général d'Europol à La Haye, qui est composé de trois membres (2 policiers et 1 fonctionnaire de la carrière civile). D'autres autorités comme l'Administration des douanes et des accises (ADA) et la Cellule du renseignement financier collaborent également avec Europol dans le cadre de leurs missions spécifiques et en vertu des dispositions de leur législation respective. De manière régulière, plus de 50 experts du Luxembourg participent aux différents forums organisés par Europol. Il s'agit avant tout de réunions opérationnelles, stratégiques et de gouvernance.

ad 2) Le Luxembourg participe aux échanges entre les États membres et Europol et coopère étroitement avec l'Europol Innovation Lab dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

ad 3) Le Luxembourg accorde une importance particulière à l'échange d'informations.

ad 4) Les ressources humaines et le budget d'Europol sont déterminés au niveau européen. La Présidente de la Commission européenne, Madame Ursula von der Leyen, a récemment annoncé la volonté de doubler le personnel de l'agence Europol.

En raison de la plus-value opérationnelle de l'agence, le Luxembourg a triplé les effectifs du bureau de liaison au cours des dernières années.

ad 5) L'importance croissante de la coopération policière au sein de l'Union européenne a comme conséquence que le Luxembourg doit poursuivre ses efforts en matière de digitalisation et de modernisation du travail policier. L'échange d'informations est d'autant plus important.

Appel d'offres portant sur l'exploitation du réseau scolaire Sud organisé par l'État | Question 1999 (03/03/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Um Portail des marchés publics ass aktuell eng Ausschreibung vum Mobilitéitsministère publizéiert (Réferenz 2500356), déi de Schülertransport am Süde vum Land betrëfft.

Am Staatsbudget fir 2025 si 54 Milliounen virgesi fir d'Konventioun mam TICE a ronn 52 Milliounen fir de Schülertransport. (Budgetsposten:

- Services publics d'autobus assurés par le Syndicat des TICE en exécution de la convention conclue avec l'État – Cnlsde ;
- Transports scolaires assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'État).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei dëser Ausschreibung ëm de Schülertransport, deen aktuell nach vum TICE realiséiert gëtt?
2. Kann d'Ministesch bestätegen, dass och net usäseg europäesch Firms fir dës ëffentlech Ausschreibung zougelouss sinn?



3. Wéi vill Sue kritt den TICE dëst Joer fir de Schülertransport?

Réponse (20/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Ufro Informatiounen iwwert déi rezent Ausschreibung vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten (Referenz 2500356).

Dës Ausschreibung betrëfft de Schülertransport am Süde vum Land, dee bis elo vum TICE assuréiert gouf.

Fir de Kontext ze verstoen, muss ee wëssen, dass de Schülertransport an d'Lycéeën zu Lëtzebuerg gréissendeels vum Staat gedroe gëtt, ausser an 10 Gemengen, déi sech finanziell dorunner bedeelegen. An den aneren 90 Gemengen iwwerhëlt de Staat dës Käschten integral. Den TICE huet mech a sengem Bréif vum 4. Februar 2025 doriwwer informéiert, dass d'Membersgemenge vum Syndicat de Schülertransport net méi assuréiere kënnen. Dëst ass doduerch begrënnert gi well Upassunge vum Fuerplang den TICE virun eng grouss Erausforderung stellen an en sech nei organiséiere muss.

D'Ausschreibung gëtt no enger „Procédure européenne ouverte“ duerchgefouert, wéi och bei all anere Schülerbuslinien an den 90 Gemengen am Land. Dës Method ass laut der entsprecherender Directive obligatoresch. D'Ausschreibung ass deemno och fir net lëtzebuergesch europäesch Firmen op.

Fir 2025 krut den TICE vum Staat en Zouschoss vu 4.133.484 EUR (ouni TVA) fir de Schülertransport. D'Gemenge mussen zousätzlech finanziell Moyenen opbréngen, fir dese Service kënnen ze garantéieren. Dese Chiffer beleeft sech fir d'Joer 2025 op 1.255.384,27 EUR (ouni TVA). De Schülertransport am Süde kascht de Staat an d'Gemengen also fir 2025 5.388.868,20 EUR (ouni TVA).

Transports scolaires | Question **2000** (03/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Staatsbudget fir 2025 si ronn 52 Milliounen fir de Schülertransport virgesinn, dëst um Budgetsposten „Transports scolaires assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'État“.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch eng Oplëschtung mat follgenden Informatiounen fir d'Joren 2022 bis 2025 maachen:

- Numm vum der Transportfirma;
- Nummer vum der Streck a wéi eng Schoul concernéiert ass;
- Kilomeeter pro Streck

2. Kann d'Ministesch de Staatsbudget vum 2022 bis 2025 op déi eenzel Busentreprisen oplëschen?

3. Wat sinn 2025 déi duerchschnittlech Kilomeeterpräisser fir d'Strecken am Schülertransport, opgelëscht no Transportfirma?

Réponse (26/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierte Marc Goergen Detailer zum Schülertransport, den Transportfirmen, dem Kilometrage an de Käschten.

Den Tableau 1[†] gëtt eng Iwwersiicht pro Schoulcampus, Linn, Busbetrieb a Kilometrage fir d'Joer 2024.

Dës Zuele kann de Ministère fir d'Joren 2022 an 2023 net liwweren, well bis Dezember 2023 d'Schülerinnen nach ënner den deemolege Kontrakter exploitéiert goufen, déi keng separat Opdeelung pro Linn haten, an zum Deel mat Faarte vun aneren RGTR-Linne vermëscht waren. Ausserdeem goufen an dese fréiere Kontrakter d'Leerfaarten, also d'Faarten aus dem Depot vum Busbetrieb oder nees zeréck, mat berücksichtegt.

Am Dezember 2023 sinn déi nei Kaderaccorde fir de Schoulreseau a Kraaft getrueden, säitdem kann d'ATP pro Linn a pro Betrieb opschlësselen, wat gefuer ginn ass a wat et de Staat kascht.

De Schoulreseau gëtt reegelméisseg un d'Demande ugepasst, aus deem Grond kënnen d'Längt vun den eenzelne Linnen an déi agesate Busse während dem Joer staark variéieren. Eréischt Enn 2025 kann eng méi genau Ausso fir dat selwecht Joer gemaach ginn.

Den Tableau 2[†] resuméiert d'Entwécklung vun de Kilomeeter an der Remuneration pro Busbetrieb vum 2022 bis 2024.

Hei kann et zu Ënnerscheeder am Kilometrage esouwéi och am Kilomeeterpräis 2022–2023 op 2024 kommen, dat erkläert sech duerch déi uewe genannte Kaderaccorden.

De Kilomeeterpräis definéiert sech pro Lous a pro Kategorie vu Bus. Well de Schoulreseau permanent un d'Besoinen um Terrain ugepasst gëtt a vill variéiert, kann och hei eréischt am Dezember 2025 eng Ausso gemaach ginn.

Taxe canine annuelle | Question **2001** (03/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Hondsgesetz gouf 2008 eng Hondsteuer festgehalen. All Gemeng muss deemno all Besëtzer vun engem Mupp mat mindestens 10 Euro besteuere. Weeder sinn d'Critère bekannt, no deenen de Montant vun der Steuer berechent gëtt, nach kann een dovunner ausgoen, dass dës Recetten och ëmmer integral am Interêt vun de Muppe genotzt ginn. Op Nofro vun de Piraten bei der deemoleger Regierung am Mäerz 2023 ass och a villen Artikelen ze liese gewiescht, dass dës Steuer ganz inkohärent op Gemengenniveau applizéiert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Hondsteuer an den eenzele Gemengen an de Joren 2023, 2024 an 2025?

2. Wéi vill Recetten hunn déi eenzel Gemenge mat der Hondsteuer an de Joren 2022, 2023 an 2024 ageholl? Falls d'Konten dem Inneministère fir d'Joer 2024 nach net matgedeelt goufen, wiere mir frou wa mir d'Zuele fir 2024 zu engem spéideren Zäitpunkt kéinten nogereecht kréien.

Réponse (14/03/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Hondstax ass opgrond vum Artikel 5 Alinea 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 9. Mee 2008 iwwert d'Hënn eng Gemengesteier. D'Jurisprudenz definéiert d'Gemengesteier als all Prelevement, dat op permanent an nohalteg Manéier etabléiert gouf, mam Zil, d'allgemeng Ausgabe vum Gemengebudget ze decken (Trib. d'arrondissement, 21 décembre 2010, n° 12979; Trib. d'arrondissement, 16 novembre 1983, n° 6212; Trib. d'arrondissement, 9 mars 2001, n° 61814).

ad 1. Den Tableau mat der Hondsteuer vun den eenzelne Gemenge gëtt reegelméisseg op Basis vun den

approuvéierten Deliberatiounen aktualiséiert. Den Tableau[†] mat der Oplëschtung vun der Hondsteuer vun den eenzelne Gemengen an de Joren 2023, 2024 an 2025 ass ugespéngelt.

ad 2. Den Tableau[†] mat de Recettë vun den eenzelne Gemengen ass op Basis vun de Gemengekonte fir d'Joren 2022 an 2023 etabléiert. Fir d'Joer 2024 gouf sech op d'Previsiounen vun de Recetten aus dem arrétierte Budget vun den eenzelne Gemenge baséiert, well d'Gemengen opgrond vum Artikel 161 vum Gemengegesetz bis den 30. Juni 2025 Zäit hunn, dem Inneministère hir Konte matzedeelen.

Impact de l'intelligence artificielle et de la robotisation sur le marché du travail | Question **2002** (03/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Kënschtlech Intelligenz a Robotiséierung sinn, wat déi technesch Entwécklung um Aarbechtsmaart ugeet, 2 vun de groussen Tendenzen, déi aktuell an och an noer Zukunft wäerte fir Verännerungen suergen. Och op Regierungsniveau gëtt ëmmer erëm betount wéi wichteg dës Entwécklungen si fir déi national Kompetitivitéit an d'Produktivitéit. Och wann am Beräich vun der Robotiséierung iwwer Formatiounen eng bestëmmten Unzuel u Leit wäerte kënnen weider beschäftegt ginn, geet duerch dës Entwécklung de Besoin u mënschlecher Main d'oeuvre a ville Beräicher erof, zum Beispill an der Industrie. Dëst ass esou viru Joerzéngegen och an der Autosindustrie geschitt. Wann dës Tendenz sech an noer Zukunft bestätegt, huet dat och Auswierkungen op den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg, sief et um Niveau vum Chômage oder och zum Beispill um Niveau vun de Cotisatiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Gëtt op iergendeng Manéier erfaasst oder projezéiert wéi vill Aarbechtsplazen ersat oder op d'mannst à risque sinn an noer Zukunft?

2. Gëtt op iergendeng Manéier erfaasst oder projezéiert wéi een Impakt dat um Niveau vun de Cotisatiounen huet an noer Zukunft?

3. Gëtt et säitens dem Ministère en Austausch mat de Gewerkschafte betreffend dës Punkten? A falls jo, wat sinn d'Konklusiounen, déi an deem Kontext bis elo konnte gezu ginn?

Réponse (19/03/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 1882 duergestallt, seet eng rezent Etude, déi spezifesch den Impakt op Lëtzebuerg analyséiert (<https://cms.implementconsultinggroup.com/media/uploads/articles/2024/The-economic-opportunityof-generative-AI-in-Luxembourg/The-economic-opportunity-of-AI-in-Luxembourg.pdf>) viraus, dass duerch Kënschtlech Intelligenz (KI):

- 6 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg kënnen ersat ginn (am Verglach zu 7 % an der EU);
- 72 % vun den Aarbechtsplazen kënnen gestärkt ginn (am Verglach zu 61 % an der EU);
- 22 % vun den Aarbechtsplazen net betraff sinn (am Verglach zu 32 % an der EU).

De generellen Impakt vu KI zu Lëtzebuerg gëtt also éischter als positiv fir den Aarbechtsmaart virausgesot, besonnesch a Secteuren wéi de Finanzen, der Comptabilitéit, dem Droit, der Informatik etc.

Et bleiwen awer déi 6 % vun Aarbechtsplazen, déi „à risque“ sinn – speziell am administrative Beräich an a Beräicher, wou vill Kontakter mat Clientë bestinn. An deem Kontext muss preventiv reagéiert ginn, fir de



concernierten Aarbechter ze hëllef, hir Kompetenzen ze stäerken a komplementar zur KI ze bleiwen. D'Mataarbechter mussen also deemtsprechend forméiert ginn.

Déi Mataarbechter, deenen hir Aarbecht eventuell kéint duerch d'KI ersat ginn, mussen besonnesch Hëllef kréien, fir sech kënnen ze „upskillen“ oder ze „reskillen“. Dat ass och d'Zilsetzung vum Projet de loi „Skills-Plang“, dee vum Aarbechtsministère deposéiert gouf.

ad 2. Aktuell gëtt net erfaasst oder projezéiert, wéi een Impakt um Niveau vun de Cotisatiounen d'Robotisatioun oder d'KI an noer Zukunft wäerten hunn.

ad 3. Dëse Sujet wäert um Ordre du jour vun enger vun den nächste Reuniounen vum „Comité permanent du travail et de l'emploi“ (CPTE) figuréieren.

Conseils supérieurs | Question 2003 (03/03/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Soucieux de s'ouvrir à la société, les gouvernements successifs se sont entourés d'une série d'organes consultatifs, dont les conseils supérieurs. Ainsi, j'aimerais demander à Monsieur le Premier ministre s'il peut me faire parvenir pour chaque Conseil supérieur en place à ce jour les informations suivantes : le Ministère de tutelle, la composition du Conseil supérieur quant aux sexes et nationalités, le nombre de fonctionnaires et de non-fonctionnaires dans chaque Conseil supérieur, la présidence du Conseil supérieur (élue par les membres ou désignée par le Gouvernement), le nombre de réunions en 2024 et le nombre de réunions avec le Ministre de tutelle en 2024, ainsi que la date du dernier rapport d'activités.

Réponse (02/04/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre

L'honorable Député trouvera les informations demandées dans le tableau [↑] ci-joint.

Il convient de noter que les informations concernant la nationalité ne peuvent pas être fournies en raison de la protection des données à caractère personnel.

Par ailleurs, ne sont pas inclus les conseils dont les pouvoirs et missions sont de nature juridictionnelle, disciplinaire ou qui constituent un ordre professionnel.

Électrification des bus du RGTR | Question 2004 (03/03/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am nationale Klima- an Energieplang ass festgehalten, dass bis 2030 all RGTR-Busser sollen elektresch ugedriwwen sinn. D'Regierung huet sech am Koalitiounsaccord zum PNEC bekannt.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busser fueren aktuell ënnert dem RGTR?
2. Wéi huet d'Elektriséierung vun der Busflott am RGTR sech an deene leschte 5 Joren entwéckelt, opgeléicht pro Joer?
3. Wéi soll sech d'Elektriséierung vun der Busflott am RGTR an deenen nächste 5 Joren, opgeléicht pro Joer, entwéckelen?

Réponse (26/03/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Busflott vum RGTR.

Fir d'Busflott méiglechst effikass ze notzen, gëtt et nieft Bussen, déi just am RGTR-Reseau fueren, a

Bussen, déi just Schoullinne fueren, och Bussen, déi op deenen 2 Reseau kënnen agesat ginn. Aktuell sinn 1.253 Busse fir den RGTR zougeloo, ouni déi Bussen, déi just Schülertransport assuréieren.

Bis 2022 waren d'Flotte vum RGTR a vum Schülerresau nach geméischt, dës erkläert den Ënnerschied am Total vun 2022 op 2023. D'Flott evolueiert permanent, déi Zuelen am Tableau [↑] bezéien sech allkéiers op d'Enn vum Joer.

Am Kader vun der Erneuerung vun den RGTR-Kontrakter ab 2027 bis 2030 wäerten exklusiv Elektrobusser ausgeschriwwen ginn, esou dass een 2030 op een Taux vun 100 % kënnt. [↑]

Collège médical | Question 2007 (04/03/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Collège médical ass agefouert ginn, fir de Berufsstand vun de Medezinner hei am Land ze verrieden an dréit zum gudden Funktionéieren vun der Gesondheetspolitik hei am Land bei. De Collège huet och d'Missiou, fir en eventuell Feelverhale vu Medezinner ze kontrolléieren an dofir ze suergen, dass jiddereen sech un d'eethesch an deontologesch Reegelen hält. De Collège huet d'Méiglechkeet, fir Enquêtes zu engem Fall ze maachen a kann op Basis vum Gesetz vum 8. Juni 1999 Strofe géint Medezinner decidéieren, sollt tatsächlech ee Feelverhale vun engem Medezinner festgestallt ginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Plainte sinn zënter 2019, opgeléicht pro Joer, beim Collège médical agaangen?
2. Wéi vill Enquêtes huet de Collège médical zënter 2019, opgeléicht pro Joer, realiséiert?
3. Wéi vill Mol goufen zënter 2019, opgeléicht pro Joer, Sanktiounen vum Collège médical decidéiert?
4. Mir ass ee Fall zougedroe ginn, wou eng Plainte während méi wéi zwee Joer, nodeems se beim Collège médical agaange war, net beäntwert gouf.
 - Wéi laang dauert den Traitement vun enger Plainte am Duerchschnitt?
 - Wat war déi längsten Dauer?
5. Mir ass ee Fall bekannt, zu deem de Collège médical sech net positionéiere wollt.
 - Ass de Collège médical verflücht, fir all d'Plainten ze traitéieren oder huet en d'fräi Wiel, wéi eng Affairen en enquêtéieren an tranchéiere wëll, a wéi eng net?
 - Wéi eng Fall kann de Collège médical refuséiere fir ze tranchéieren?
 - Dierf de Collège médical ee Fall enquêtéieren an tranchéieren, dee virun enger anerer Gerichtsinstanz behandelt gëtt?

Réponse (25/03/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Äntwert op dës Fro fënnt een an den Aktivitéitsberichter vum Collège médical, déi op senger Websäit²⁴ verëffentlecht sinn.

De follgenden Tableau [↑] weist d'Statistiken.

ad 2. De Collège médical mécht selwer keng Enquêtes. Allerdéngs kann hie beim Parquet oder bei der Gesondheetsdirektioun eng Enquête ufroen am Kader vun de Plainten, déi eragereecht goufen.

ad 3. De Collège médical huet keng Kompetenzen am Beräich vun de Sanktiounen. D'Initiativ vu Sanktiounen fält an d'Zoustännegkeet vum Conseil de discipline.

ad 4. Am Prinzip probéiert de Collège médical, d'Dossieren an enger raisonnabeler Zäit ze beaarbechten, en fonction vun der Disponibilitéit vum Kalendar.

Well d'Memberen all berufflech aktiv sinn, ginn d'Seancen an d'Reuniounen vum Bureau exécutif eemol an der Woch ofgehal.

D'Beaarbechtungsdauer vun enger Reklamatioun hängk vun der Komplexitéit vum Dossier an den disponibele Ressourcen am Collège médical of.

Verschidden Affäre verlaange virun enger Äntwert och e Gespräch mam concernéierte Professionellen oder mat Drëttpersonen, fir Informatiounen ze sammeln, déi Kloecheit an den Dossier bréngen.

Ënnert anerem kënnen follgend Ursaachen den Traitement vun engem Dossier verzögeren:

- De Professionellen huet Lëtzebuerg verlooss an de Collège médical huet d'Adress vu senger neier Aarbechtsplaz net.
- D'accordéiert Zäitspann, an där de Professionellen sech sollt positionéieren, ass net vun him agehale ginn.
- De Professionellen ass net erreechbar well hie vergiess huet, seng nei Adress unzeginn.
- Et leien e puer Plainte géint de Professionelle vir, wat eng separat Beaarbechtung erfuerdert, fir e beschtméiglecht Resultat ze garantéieren.
- De Plaignant huet vergiess, essentiel Dokumenter eranzerechen am Zusammenhang mat der Beaarbechtung vu senger Klo.
- De Plaignant ass net erreechbar op där Adress, déi dem Collège médical matgedeelt gouf.
- Ufanks war de Patient net gewéilt, dass de Professionellen iwwer seng Klo géif informéiert ginn, huet sech et duerno awer anescht iwwerluecht.
- Et gëtt nach ëmmer op Äntwerte vun den zoustännegen Autoritéite gewaart, déi mat den Ënnersichunge beoptraagt goufen.
- De Fall gouf virun d'Gericht bruecht an d'Urteil gëtt ofgewaart well et kéint nëtzlech si fir dem Collège médical seng Bewäertung vum disziplinareschen Aspekt.
- Eng aner méiglech Ursaach: Am Beaarbechtungsprozess vun der Reklamatioun ass en Tëscheffall opgetrueden, an de Plaignant huet sech net méi oder verspéit gemellt.

Déi längst Beaarbechtungsdauer vun enger Reklamatioun war 5 Joer. An dësem Fall gouf op Resultater vum Parquet a vun der Gesondheetsdirektioun gewaart.

ad 5. Prinzipiell versicht de Collège médical ëmmer, all Plainten ze traitéieren. Mee am Kader vum Principe d'opportunité ass et dem Collège médical iwwerlooss, fräi ze entscheiden, eng Plainte ze traitéieren oder net.

Wann de Collège médical der Meenung ass, dass opgrond vun engem Feeler vun engem Dokter eng Expertis néideg ass, kann et virkommen, dass de Collège médical no der Expertis d'Enquête net fortsetze kann oder op d'mannst net erausfanne kann, ob et sech ëm e Feeler vusäit vum Dokter handelt oder net.

De Collège médical huet net nëmmen d'Recht, fir sech selwer ze saiséieren, mee och, fir net fondéiert, anonym oder onrealistesche Reklamatiounen net weder ze suivéieren, dës géllt och fir déi, déi net a säi Kompetenzberäich falen.

Prinzipiell respektéiert de Collège médical d'Souveränitéit vun der Justiz a wäert deemno eng Reklamatioun, déi eng lafend juristesche Affär betrëfft, nëmmen da behandelen, wann d'Ëmstänn et erfuerderen. An deem Fall ënnersicht de Collège médical nëmmen déi

²⁴ Collège médical



Aspekter vum Dossier, déi ënnert seng Zoustännegkeet falen.

Construction d'un musée du sport à Esch-sur-Alzette | Question 2009 (05/03/2025) de Mme Liz Braz (LSAP)

Nodeems de Projet vum nationale Sportsmusée zu Esch/Lankelz definitiv huet missen ad acta geluecht ginn, huet de Sportminister am November 2024 eng Machbarkeetsstudie fir een nationale Sportsmusée an der „Halle des turbines“ um Site vun der Rouder Lëns ugekënnegt.

Anscheinend kéint den nationale Sportsmusée och elo net do gebaut ginn.

Dozou wollt ech dem Här Sportminister folgend Froe stellen:

1. Wat ass d'Resultat vun der Machbarkeetsstudie fir den nationale Sportsmusée op der Rouder Lëns?
2. Stëmmt et, dass dëse Site och net kann zeréckbehale gi fir de Sportsmusée?
3. Gëtt elo, ewéi de Minister et schonn an der Chamber ugekënnegt huet, no anere Sitten an der Gemeng Esch oder an anere Gemenge gesicht?
4. Gedenkt den Här Minister vläicht een Appell un d'Gemengen ze riichten?
5. D'Studie sollt 120.000 Euro HTVA kaschten – kann de Minister dëse Montant bestätegen?
6. Wien ass fir dës Fraisen opkomm an, wann de Staat, iwwert wat fir Budgetartikel sinn dës bezuelt ginn?
7. Wéi vill Käschte si bis elo insgesamt fir Bureau d'études, Beroder an Experten an de Projet vun engem nationale Sportsmusée gefloss?
8. Wien ass bis elo fir dës Käschen opkomm?

Réponse (07/04/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. D'Machbarkeetsstudie fir den nationale Sportsmusée ass an der Phas vun der Finalisatioun, sou dass d'Resultater zäitno kënnen kommunizéiert ginn.

ad 2. Et stëmmt net, dass de Site net ka fir den zukünftigen nationale Sportsmusée zréckbehale ginn.

ad 3. Aktuell gëtt net no engem anere Site gesicht.

ad 4. Dëst ass aus deenen uewe genannte Grënn am Moment net néideg.

ad 5. Esou wéi ech et schonn an der Chamberseance vum 21. November 2024 matgedeelt hunn, sinn 120.000 Euro HTVA fir d'Machbarkeetsstudie virgesinn.

ad 6. D'Fraise sinn nach net liquidéiert.

ad 7. an 8. Beim Sportsministère si bis elo 8.924,18 Euro TTC u Käschte gefloss.

Projet d'extension du Centre omnisports Henri Schmitz à Esch/Lallange | Question 2010 (05/03/2025) de Mme Liz Braz (LSAP)

Le projet d'extension du Centre omnisports Henri Schmitz à Esch/Lallange, communément appelé COHS3, continue à susciter les critiques. Outre son retardement récidivant, les coûts du projet dépassent de loin ceux prévus par le devis définitif : selon les dernières informations, ceux-ci passeront de 34 millions d'euros pour le projet dans sa version initiale à quelque 83 millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

– Quel a été le montant du subside retenu par le Ministre des Sports à l'époque ?

– Le Ministre des Sports actuel entend-il revoir ce montant à la hausse au vu de l'explosion des coûts ?

– Dans l'affirmative, quelle sera l'augmentation ?

– Dans la négative, pour quelle raison le subside ne sera-t-il pas revu à la hausse ?

Réponse (03/04/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Dans le cadre de la promotion et du développement de la pratique sportive, le projet d'extension du Centre omnisports Henri Schmitz à Esch/Lallange a été inscrit sur la première liste des projets de grande envergure à subventionner, conformément aux dispositions de la loi du 21 juillet 2023 autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives.

Selon l'article 5 de cette loi, la dépense éligible relative à la partie « sport » d'un tel projet est plafonnée en fonction du type d'infrastructure et ne peut excéder le cumul des montants des différents modules constituant ladite infrastructure. En cas de dépassement, le cumul des montants maximaux des modules sert de référence pour la détermination de l'aide financière. Conformément au règlement grand-ducal du 15 août 2023 fixant les plafonds des dépenses éligibles dans le cadre de l'exécution du douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives, ce montant maximal est établi à 32.138.000 euros.

Le coût réel du projet, ventilé au prorata de la vocation sportive de l'infrastructure, a dès le départ dépassé le montant maximal de la dépense éligible. Par conséquent, l'aide financière maximale prévue par le Ministère des Sports demeure inchangée à ce jour et s'élève à 11.248.300 euros.

Il est important de noter que l'article 16 de la loi précitée stipule qu'une augmentation du coût du projet, non liée à une modification de celui-ci, ne donne pas lieu à une augmentation de l'aide. De plus, le taux de subvention applicable, pouvant atteindre un maximum de 35 % du montant éligible, a été alloué dans sa totalité au projet en question.

Travaux d'urgence au Lycée Robert-Schuman | Question 2011 (05/03/2025) de Mme Francine Cloeser | M. Ben Polidori (LSAP)

Rezent goufen d'Eltere vun de Schüler:innen aus dem Lycée Robert-Schuman doriwwer informéiert, dass et urgent Problemer un engem Deel vun de Gebailechkeete vum Lycée gëtt, esou dass a verschiddene Klassenäil keng Coursé méi gehale kënnen ginn. D'Schüler:innen an d'Personal ware kuerzfristeg gezwongen, d'Räim ze verloossen, ouni dass si weider Erklärungen oder Begrënnungen kritt hätten. Och d'Direktioun vum Lycée soll vu Bâtiments publics keng Erklärungen kritt hunn, aus deenen ervirgaange wär, ëm wéi eng Problemer et sech konkret géif handeln, et soll just däitlech gemaach gi sinn, dass et urgent, mee awer net geféierlech wier. Verständlecherweis mécht déi kommunizéiert Urgence a Verbindung mam Secret iwwert d'Natur vun de Problemer am oder um Gebai villen Elteren, Schüler:innen an Enseignanten trotzdeem grouss Suergen.

An deem Kontext wëlte mir dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung de Concernéierten hir Ängschten huelen a matdeelen, wisou zum aktuellen Zäitpunkt an engem Deel vum Gebai vum Lycée Robert-Schuman keng Coursé méi gehale kënnen ginn?

2. Wéi eng urgent Aarbechte mussen duerchgefouert ginn opgrond vu wéi enge Problemer?

3. Wisou gouf entscheet, d'Direktioun, d'Personal, d'Elteren an d'Schüler:innen am Onklaren ze loossen, wat d'Natur vun de Problemer um oder am Gebai ugeet?

Réponse (20/03/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Opgrond vu Constaten, déi duerch Analysen am Kader vu Renovatiounsarbechten am Gebai vum Lycée Robert-Schuman (LRSL) gemaach goufen, ass festgestallt ginn, dass eng Rei Bauelementer net méi den haitegen Ufuerderungen entsprechen. Zweek onofhängeg Experte sinn esou zur Conclusioun komm, dass d'Struktur vum Gebai prinzipiell an der Rei ass ausser verschidde Bëtongsdallen.

Dofir gouf konsequent a preventiv am Interêt vun der Sécherheet vun de Schüler an Enseignanté gehandelt an decidéiert, déi iewescht Stäck vum Gebai vum LRSL net méi ze notzen. De Rez-de-chaussée ka weider ouni Risk benotzt ginn, well hei d'Struktur duerch eng Rei Stabiliséierungsmesurë verstärkt konnt ginn.

Déi doduerch betraffe Coursé sinn no der Fuesvakanz an den Institut national des langues Luxembourg (INLL) verluecht ginn.

ad 2. No den éischte Sondagë muss eng verdéiften Analys duerchgefouert ginn. Doropshi wäerten déi néideg Etudé kënnen lancéiert ginn, fir déi eventuell noutwendeg Aarbechten ze definéieren an hir Ëmsetzung ze plangen.

Spéitstens ab Hierscht 2025 sollen déi doduerch betraffe Raimlechkeeten duerch provisoresch Modulbauten, viraussichtlech am Haff vum LRSL, kënnen kompenséiert ginn. Dëst wäert et dem Lycée erlaben, och bei gréisseren an zäitopwennege Renovatiounsarbechte beschtméiglech ze funktionéieren.

ad 3. Et stëmmt net, dass déi Concernéiert am Onklare gelooss goufen. D'Direktioun vum LRSL war vun Ufank un an den Informatiouns- an Entscheidungsprozess agebonnen, an et ass zesummen no enger Léisung gesicht ginn, fir d'Kontinuitéit vum Schoulbetrieb ze assuréieren.

Den 12. Februar gouf an engem Communiqué transparent iwwert d'Situatioun am LRSL informéiert, sou dass all déi Concernéiert déi néideg Informatiounen kruten.

Avancement des travaux sur les autoroutes A3 et A4 | Question 2013 (05/03/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Claire Delcourt (LSAP)

D'Autobunnen A3 an A4 wäerten déi nächst Jore vu Chantiere markéiert sinn. Den Ausbau vun der Autobunn A3 soll bis 2030 ofgeschloss sinn. Fir dat ze garantéieren, ass et wichteg, dass déi verschidden Etappe wéi geplangt ofgeschloss ginn. Bis Enn 2024 hätt den éischten Tronçon Gaasperecher Kräiz-„Aire de Berchem“ sollen ofgeschloss sinn, wat awer nach net richtig ze gesinn ass. Dobäi kënn, dass déi provisoresch Spuerefeierung tëscht dem Gaasperecher Kräiz an der neier Eisebunnsbréck zu geféierleche Situatiounen féiere kann, virun allem a Verbindung mat schwéiere Gefierer.

An deem Zesummenhang wëlte mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Wat sinn d'Ursaachen dovun, dass de genannten Tronçon nach am Chantier ass?

– Wéini ass mam Ofschloss vun dësen Aarbechten ze rechnen?

– Wäerten déi zukünfteg Bauphasen dem Plang no fäerdeggestallt ginn?

– Wéi ass de Fortschritt vun de Bauaarbechten op der A4? Wat sinn déi nächst Etappen, déi ufalen?

– Wäert versicht ginn, d'Chantiere vun der A3 a vun der A4 openeen ofzestëmmen, fir de Berufsstrafack ze entlaaschten?

Réponse (26/03/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen zu de Chantieren op den Autobunnen A3 an A4.

D'Bauaarbechte (Génie civil) konnte wéi annoncéiert am Dezember 2024 ofgeschloss ginn.

Et kumt awer leider zu engem Retard duerch d'Ausschreiwung vun de Portiquen, déi och fir d'Uweise vum Covotage genotzt sollt ginn. Dës Ausschreiwung huet missen annulléiert ginn, well d'Offeren net de virgeschriwwene Konditiounen entsprach haten.

Deemno gouf nieft leschte Marquage-Aarbechten an enger éischter Phas decidéiert, eng statesch Beschëlderung opzestellen, déi elo um Deelstéck a Richtung Stad esouwäit realiséiert ass.

Den éischten Tronçon tëscht der Aire de Berchem an dem Gaasperecher Kräiz ass den 23. Mäerz 2025 a Richtung Stad fir de Verkéier opgaangen. Am Abrëll wäert dann och d'Deelstéck a Richtung Aire de Berchem opgoen, esou dass dann an all Richtung den Automobilisten*innen am Covotage eng affektéiert Spuer zur Verfügung steet.

Et ass nach ëmmer geplangt, de kompletten Ausbau no Planning fäerdegzestellen.

Op der Autobunn A4 lafen am Moment d'Émbauaarbechte vum Echangeur Steebrécken. D'Aarbechten, déi aktuell lancéiert sinn, wäerte bis Enn 2026 komplett ofgeschloss sinn.

Weiderhin lafen d'Etudé fir den Ëm- an Ausbau vun de Verdeeler Leideleng-Süd an -Nord respektiv fir d'Fluidificatioun vum Verkéier an der Brëtell um Zéssenger Kräiz, wann ee vun der Autobunn A4 op d'A6 a Richtung Gaasperecher Kräiz firt. Donieft lafen dann och Planunge betreffend d'Optimisatioun vum Tronçon A13–A4–A13 tëscht Féiz a Lankelz.

Generell gëtt um gesamten Autobunnssystem ëmmer versicht, gréisser Chantieren esou ze coordonéieren, dass 2 Spueren an all Richtung fir de Verkéier op sinn.

Identesch wéi beim Chantier op der Autobunn A3, ass och op der A4 ugeduecht, ëmmer 2 Spueren pro Richtung fir de Verkéier oprecht ze halen. Falls Spärungen néideg sinn, wäerten déi weekends gemaach ginn an och an Ofstëmmung mat anere Chantieren um Stroosersystem.

Concessions pour cafés, bars et restaurants | Question 2014 (05/03/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Aus dem neie Retail Report 2025 geet ervir, dass de „Leerstand“ iwwer déi lescht Joren erofgaangen ass an dass verschidde Branchë vu Geschäfte zougeholl hunn. Am Horeca-Secteur gesäit een eng generell Croissance vun der Surface. Mee während d'Unzuel u Restauranten klëmmt, huet d'Unzuel u Cafés a Baren zanter 2019 ëm 9 % ofgeholl.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend Froen stellen:

1. Wéi vill Concessiounen fir Cafés a Bars sinn hors nombre säit 2020 pro Joer ugefrot ginn? Wéi vill dovunner sinn accordéiert ginn? Wéi vill si refuséiert ginn a wousou?

2. Wéi vill Concessiounen fir Restauranten sinn hors nombre säit 2020 pro Joer ugefrot ginn? Wéi vill dovunner sinn accordéiert ginn? Wéi vill si refuséiert ginn a wousou?

3. Gëtt et Ënnerscheeder bei Cafés a Restauranten, fir esou eng Concessioun hors nombre ze kréien? Falls jo, wousou, a wat fir Ënnerscheeder sinn dat?

Réponse (02/04/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. an 2. D'Cabaretagengesetz vum 6. Juni 1989 betrëfft sougenannten „Ausschank vum alkoholeschem Gedränk“ (débit de boissons alcooliques) a mécht an där Hënsicht keen Ënnerschied tëscht Café, Bar oder Restaurant. Méi spezifesch viséiert den Artikel 6 vum virgenannte Gesetz déi sougenannten „débits hors nombre“.

Heidrenner ass d'Iwwersiicht fir déi gefrote Joren: ↑

Eng Ufro gëtt „classé sans suite“, wann z. B. den Antragsteller déi néideg Dokumenter/Informatiounen à l'appui vu senger Ufro net (all) präsentéiert, oder wann e matdeelt, dass e seng Ufro ofbrécht. Den eenzege Refus gouf mat enger Netkonformitéit zum Cabaretagengesetz begrënn.

ad 3. D'Cabaretagengesetz gesäit vir, dass de Finanzminister nei „débits hors nombre“ autoriséiere kann, wann d'Besoin vum Tourismus dat verlaangen oder an aussergewöhnleche Fäll vun allgemengem Interessi.

An der Praxis gëtt bei Ufroen fir een „débit hors nombre“ gekuckt, ob niewent dem Interessi vum Demandeur och e gewëssent allgemengt Interessi besteet fir den Ausschank, ëm deen et geet, an/oder ob den Ausschank zur Entwécklung vum Tourismus bäidréit.

Projet VisuPol | Question 2016 (05/03/2025) de **M. Laurent Mosar** | **M. Maurice Bauer** (CSV)

Le projet VisuPol vise à renforcer la transparence et l'efficacité des zones de sécurité à travers l'utilisation de caméras de sécurité. Ce dispositif a pour objectif d'améliorer la sécurité des citoyens tout en garantissant un cadre juridique approprié.

La mise en œuvre d'un tel projet nécessite une procédure rigoureuse afin d'assurer son efficacité et son acceptabilité par les acteurs concernés. Une approche bien encadrée est essentielle pour garantir le respect des droits fondamentaux et optimiser l'impact de cette initiative.

Par ailleurs, au-delà de la sécurité objective, l'amélioration du sentiment de sécurité des citoyens constitue également un enjeu majeur. En effet, la perception de la sécurité joue un rôle essentiel dans le bien-être de la population et dans la confiance accordée aux forces de l'ordre.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quel est le bilan actuel de la phase pilote du projet VisuPol et quelles conclusions en ont été tirées quant à son efficacité ?

2) Combien de communes et lesquelles ont actuellement adopté ce dispositif ?

3) Combien de communes et, le cas échéant, lesquelles ont formulé une demande pour l'adopter ?

4) Est-ce que le Ministre envisage de mettre en place des mesures pour simplifier les procédures d'adoption et, si oui, dans quel délai ?

Réponse (27/03/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le 1^{er} juillet 2021, la Chambre des Députés a adopté, à la lumière notamment d'un rapport de l'Inspection générale de la police sur l'efficacité de la vidéosurveillance, avec une majorité de 52 voix, le projet de loi n° 7498 qui avait pour objet d'encadrer la vidéosurveillance effectuée par la Police grand-ducale. Ce projet de loi a abouti à l'insertion d'un nouvel article 43bis dans la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale qui fixe les conditions de forme et de fond applicables à la mise en place de la vidéosurveillance.

L'expérience a montré que la mise en œuvre de la procédure d'autorisation prévue par la loi précitée de 2021 est excessivement lourde et ne permet pas de répondre de manière efficace aux besoins sécuritaires. La succession d'étapes engendre en effet des délais trop lourds, limitant considérablement la réactivité des autorités face à des situations nécessitant une intervention appropriée.

Pour y remédier, j'ai déposé un projet de loi, que je présenterai à la Commission des Affaires intérieures le 27 mars. Le projet de loi propose des changements visant à rendre le processus d'autorisation moins lourd, tout en assurant que les considérations tenant au respect des droits et libertés fondamentaux soient dûment pris en compte.

ad 2) Le système est opérationnel dans la ville de Luxembourg. Des autorisations ministérielles ont été émises en novembre 2024 pour la mise en place de systèmes de vidéosurveillance à Esch-sur-Alzette et à Differdange.

ad 3) Des demandes pour l'instauration d'une zone VisuPol ont été introduites auprès de la Police grand-ducale par la commune d'Ettelbruck et la commune d'Hesperange.

ad 4) Le 18 mars 2025, j'ai déposé le projet de loi n° 8512 qui vise à simplifier la procédure VisuPol. Le projet de loi sera présenté à la Commission des Affaires intérieures le 27 mars 2025.

Il propose de permettre aux bourgmestres de demander à la police d'analyser les lieux publics à risque élevé d'infractions pénales dans leur commune. Il est également prévu d'instaurer une dérogation par rapport au régime général pour les pôles d'échanges et les parcs publics. Il introduit des délais pour la rédaction des dossiers de mise en place des zones VisuPol et des avis des trois instances concernées. La validité des autorisations ministérielles sera étendue à cinq ans avec comme point de départ l'activation des caméras au lieu de la signature de l'autorisation. Enfin, le renouvellement des autorisations pour des zones inchangées pourra se faire sur demande motivée du directeur général.

Nouveau mode de calcul des budgets alloués aux usagers des foyers pour femmes | Question 2017 (05/03/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon nos informations, le ministère prévoit une révision du mode de calcul des budgets attribués aux gestionnaires des foyers pour femmes conventionnés par le MEGA, afin de garantir une participation adéquate à la vie sociale et de permettre aux bénéficiaires de mener une vie décente.

Afin de mieux comprendre les modifications et les ajustements budgétaires en question, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les genres et de la Diversité :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir des données sur l'évolution du nombre de bénéficiaires encadrés dans les foyers pour femmes au cours des cinq dernières années ? Par ailleurs, existe-t-il une liste d'attente pour l'admission dans ces structures ?

2) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer qu'une modification du budget attribué aux gestionnaires des foyers pour femmes a bien eu lieu ? Si tel est le cas, pourrait-elle préciser la date d'entrée en vigueur de ces ajustements ?

3) Sur quelles bases de données, études ou procédures de concertation ces modifications reposent-elles ? Avec quels acteurs ou partenaires ces concertations ont-elles été menées ?

4) Madame la Ministre peut-elle préciser le montant de ces prestations par bénéficiaire, en tenant compte de leur situation familiale (avec ou sans enfant) et de leur niveau de rémunération, ainsi que fournir des précisions chiffrées sur l'évolution des budgets alloués avant et après cette révision ?

5) Madame la Ministre peut-elle indiquer si les bénéficiaires des foyers pour femmes disposent de ressources leur permettant de vivre au-dessus du seuil de risque de pauvreté, estimé à 2.518 EUR par mois et par adulte en 2023²⁵ ?

6) Les bénéficiaires doivent-elles rembourser les frais avancés en cas d'amélioration de leur situation financière ?

7) Une aide financière est-elle prévue pour couvrir les frais engendrés par les procédures judiciaires auxquelles les bénéficiaires des foyers pour femmes peuvent être confrontées ? Si oui, ces aides doivent-elles faire l'objet d'un remboursement ultérieur ?

Réponse (27/03/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Au Luxembourg, toute victime de violences physiques, psychiques, sexuelles ou verbales peut recourir à une prise en charge professionnelle et bienveillante assurée par les gestionnaires conventionnés et intégralement financés par le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (ci-après MEGA).

L'envergure budgétaire s'élève plus ou moins à 54 % du budget du MEGA. Les gestionnaires conventionnés offrent une assistance sociale intégrale, une prise en charge psychosociale et un soutien financier aux victimes de violences qui leur permettent de développer un nouveau projet de vie sans violence, de restaurer leur autonomie et de garantir une participation adéquate à la vie sociale.

Aux côtés des centres de consultations, les partenaires du MEGA gèrent également des structures d'accueil offrant, d'une part, un logement d'urgence aux victimes avec ou sans enfants et, d'autre part, des logements de deuxième phase pour des usagères plus autonomes à la suite de leur départ d'une structure d'accueil. Les gestionnaires assistent aussi les usagères dans leurs démarches pour accéder à des logements sociaux.

Au-delà de la volonté de soutenir les victimes de violences vers une vie sans violence, un principe directeur de la prise en charge est d'assurer un traitement égalitaire des personnes accueillies dans les structures et par rapport à d'autres bénéficiaires de transferts sociaux. Pour cette raison, la révision du mode de calcul

des budgets alloués aux usagères des foyers pour femmes a été initiée et développée en concertation avec les gestionnaires.

L'objectif est d'assurer un traitement égal et une prise en charge financière équitable des usagères dans les différents foyers conventionnés avec le MEGA et d'harmoniser le calcul des participations des usagères, leurs montants d'épargne et le budget attribué aux usagères par les différents foyers. Le nouveau mode de calcul permet aux usagères de mener une vie décente tout en évitant de glisser dans la pauvreté.

Par rapport aux questions soulevées, le MEGA peut fournir les éléments suivants :

– 49 femmes sont actuellement sur la liste d'attente globale des gestionnaires en vue d'une admission dans un foyer pour femmes, dont cinq femmes enceintes, avec un total de 63 enfants. 39 demandes concernent la violence domestique, cinq demandes sont liées à la grossesse ou à des difficultés éducatives et cinq demandes concernent des difficultés sociales liées au logement. Si ces chiffres correspondent à la moyenne pluriannuelle, il convient toutefois de souligner que cette liste ne donne qu'une vue instantanée de la situation.

L'attribution de logements se fait au cas par cas, selon les disponibilités de chambres et sur base de différents critères comme l'urgence de la situation, le niveau de risque, le type d'encadrement et le délai d'attente. De manière générale, le taux d'occupation des structures et logements disponibles varie entre 85 et 95 % et la durée de séjour peut varier entre quelques semaines et plusieurs mois. En raison de la pénurie de logements abordables, les séjours deviennent de plus en plus longs, allant de séjours courts dans des situations exceptionnelles jusqu'à des séjours s'étendant sur plusieurs années. Cette évolution a aussi un impact majeur sur la fluctuation dans les structures d'accueil, conçues à la base en tant que structures d'urgence offrant une solution temporaire.

– Le nouveau mode de calcul du budget alloué aux usagères dans les structures d'accueil pour femmes est en vigueur depuis le 1^{er} mars 2024 et appliqué de manière obligatoire à partir du 1^{er} avril 2024. En 2022, la Fondation Pro Familia, gestionnaire conventionné du MEGA, avait initié un projet pilote portant sur un budget de référence dédié aux femmes d'un centre d'accueil. Suite à l'évaluation de ce projet pilote, plusieurs avantages du nouveau système pour les usagers ont été identifiés :

- Élaboration d'un système d'attribution plus équitable ;
- Revenu suffisant pour les personnes sans revenu ;
- Gestion d'un budget fixe par mois ;
- Développement de l'autonomie des femmes ;
- Fixation d'un budget plus réaliste ;
- Augmentation de l'épargne ;
- Maintien d'un incitant pour s'activer afin de disposer de plus de revenu.

Deux études ont été à la base du projet du nouveau budget de référence pour les femmes :

1) Franziskus A., (2016). Quels besoins pour une vie décente ? Vers un budget de référence pour le Luxembourg. Statec cahier économique n° 122.

2) Franziskus A. et Pirenne E., (2020). Les besoins fondamentaux des enfants de 0 à 6 ans : un budget de référence pour la petite enfance. Économie et statistiques – working papers du Statec n° 115.

De plus, une concertation a été menée avec l'ensemble des gestionnaires concernés qui souhaitaient appliquer des règles uniformisées pour toutes les structures d'accueil. Lors de la présentation du nouveau budget

de référence en janvier 2024, chaque gestionnaire a eu l'opportunité d'apporter des observations complémentaires pour optimiser le budget de référence.

– La participation d'une usagère d'une structure d'accueil est fixée à un tiers de ses revenus, plafonnée à 1.000 euros/mois. Elle doit également mettre de côté un tiers de ses revenus en épargne. En 2024, le budget de référence mensuel est fixé à 518 euros pour une femme seule, 267 euros pour un enfant de moins de 14 ans et 437 euros pour un enfant de 14 ans ou plus. Donc, une femme sans revenu aura une aide financière de 518 euros, sans obligation de participation et sans obligation d'épargne.

– Le budget de référence ne prévoit pas de remboursement des frais avancés en cas d'amélioration de la situation financière. Cependant, un calcul rétroactif est appliqué dans un cas précis : l'attribution du REVIS. Les usagères des structures d'accueil commencent souvent leur séjour sans revenu, et, généralement quelques mois après avoir introduit leur demande du REVIS, perçoivent rétroactivement le REVIS de quelques mois en une seule fois. Étant donné ce caractère rétroactif, le MEGA exige un réexamen des frais avancés.

– Par rapport aux frais engendrés par des procédures judiciaires par des usagères de nos foyers, les victimes de violences prises en charge par nos gestionnaires sont soutenues dans leurs démarches administratives, personnelles et judiciaires. Les services d'information et de consultation conventionnés avec le MEGA offrent un appui et une information juridiques en matière du droit familial, de la violence domestique, les possibilités d'une assistance judiciaire et un accompagnement lors des démarches auprès d'autres professionnels, dont les avocats, les tribunaux et la police. Au-delà de cette offre, aucune autre aide financière spécifique n'est prévue. Le MEGA recommande toujours une réorientation vers des services spécialisés, comme le service d'aide aux victimes du parquet.

Compte épargne-temps des agents de la fonction publique | Questions 2018 à 2040 (05/03/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

(Ndlr : Le texte, qui est identique pour les questions 2018 à 2040, n'est reproduit qu'une seule fois. Les différents ministres, auxquels la question est adressée, y sont toutefois mentionnés individuellement.)

Le compte épargne-temps (CET) individuel permet aux agents de la fonction publique étatique et communale d'accumuler des droits à congé rémunéré en contrepartie de certains éléments définis, notamment des heures de travail excédentaires ou supplémentaires. Ce dispositif a été instauré dans le but de favoriser une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail, tant pour les employés que pour les employeurs.

Me référant à la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures à ma question parlementaire n° 1775 du 14 janvier 2025, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (question n° 2018), Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (question n° 2019), Madame la Ministre de la Défense (question n° 2020), Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (question n° 2021), Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (question n° 2022), Monsieur le Ministre des Affaires intérieures (question n° 2023), Monsieur le Ministre de la Culture (question n° 2024), Monsieur le Premier ministre (question n° 2025), Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (question n° 2026),

²⁵ Rapport « Travail et cohésion sociale » 2024 réalisée par le Département statistiques sociales sous la direction de Jérôme Hury.

Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (question n° 2027), Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité (question n° 2028), Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (question n° 2029), Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (question n° 2030), Monsieur le Ministre des Finances (question n° 2031), Monsieur le Ministre de la Fonction publique (question n° 2032), Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (question n° 2033), Madame la Ministre de la Digitalisation (question n° 2034), Madame la Ministre de la Justice (question n° 2035), Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire (question n° 2036), Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (question n° 2037), Monsieur le Ministre des Sports (question n° 2038), Monsieur le Ministre du Travail (question n° 2039) et Madame la Ministre de la Protection des consommateurs (question n° 2040) :

– Pourriez-vous me fournir l'effectif des agents au sein de votre ministère et dans les administrations sous votre responsabilité ? Combien d'heures ont été accumulées sur le CET par tous ces agents durant la période 2021-2024 ?

Réponse (04/04/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Veillez trouver ci-dessous une réponse coordonnée de tous les membres du Gouvernement concernés par les questions parlementaires n°s 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039 et 2040.

En raison du fait que tous les membres du Gouvernement se sont vu poser la même question parlementaire individuellement, j'ai été chargé d'élaborer une réponse commune pour le compte de tous les membres du Gouvernement concernés.

Le tableau[†] en annexe présente l'évolution du compte épargne-temps (CET) et des effectifs pour chaque ministère et ses administrations rattachées sur la période 2021-2024.

Les données sont établies au 31 décembre de l'année concernée, à l'exception de celles relatives à l'enseignement fondamental et secondaire, qui sont arrêtées au 14 septembre.

À noter la constitution du nouveau Gouvernement en novembre 2023 et la réorganisation de certains départements ministériels explique, les variations des données entre 2023 et 2024.

Certaines entités ne disposent à l'heure actuelle pas de données historiques, notamment en raison des limitations de leurs systèmes informatiques de gestion du temps, qui ne permettent pas de conserver un historique sur plusieurs années. Toutefois, le Gouvernement, via le Ministère de la Fonction publique, déploie actuellement un système centralisé de gestion du temps. Ce dispositif garantira une vision globale et une meilleure gestion des données relatives au temps de travail à l'avenir.

Réponse (08/04/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Rectificatif (question n° 2030)

Le tableau joint à la réponse coordonnée du 4 avril 2025 aux questions parlementaires précitées est à adapter au niveau du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur par l'extrait de tableau[†] en annexe.

Réseau international de fraude financière lié aux investissements en cryptomonnaies | Question 2041 (06/03/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Un récent article d'investigation publié par reporter.lu met en lumière un vaste réseau international de fraude financière impliquant des call-centers spécialisés dans l'escroquerie aux investissements, notamment en cryptomonnaies. Ces réseaux criminels, utilisant des plateformes frauduleuses et des méthodes sophistiquées de manipulation psychologique, auraient escroqué des milliers de victimes pour un montant total de plus de 260 millions d'euros entre 2021 et 2024. L'enquête met en avant l'existence de victimes au Luxembourg ainsi que l'utilisation du Registre de commerce et des sociétés luxembourgeois pour obtenir des informations sur des entreprises et leurs bénéficiaires effectifs afin de mieux cibler les escroqueries.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'une évaluation chiffrée des pertes financières subies par les victimes luxembourgeoises de fraudes aux investissements en ligne et aux cryptomonnaies ?

2) Quelles sont les mesures concrètes que le ministère envisage afin d'améliorer la protection des investisseurs luxembourgeois face à ces escroqueries ?

3) La CSSF dispose-t-elle de ressources suffisantes pour surveiller et sanctionner ces pratiques frauduleuses ? Le Gouvernement prévoit-il de renforcer les moyens d'action de la CSSF ?

4) Quelles coopérations sont mises en place au niveau européen pour lutter contre ces réseaux criminels, notamment en matière de partage d'informations et de blocage des fonds détournés ?

Réponse (04/04/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Non. Le Gouvernement ne dispose pas d'évaluation chiffrée des pertes financières subies par les victimes luxembourgeoises de fraudes aux investissements en ligne et aux cryptomonnaies.

ad 2) Il convient de noter d'emblée que l'ensemble des acteurs de la place financière luxembourgeoise informé et sensibilisé leur clientèle régulièrement sur les risques de fraudes ou d'escroquerie.

Il en va de même de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) qui a récemment encore publié un communiqué de presse, ensemble avec la Direction de la protection des consommateurs, concernant les fraudes aux crédits sur les réseaux sociaux. La CSSF a par ailleurs dédié une page entière à la fraude financière : Fraude financière – CSSF[†] afin d'aider les consommateurs à reconnaître un prestataire douteux ou à vérifier le sérieux d'un prestataire. Elle informe également sur les dernières « combines et escroqueries » et comment s'en prémunir.

S'y ajoute que la CSSF s'efforce de renforcer l'éducation financière auprès de la population et leur esprit critique afin de leur permettre de pouvoir déceler tout type d'escroquerie.

Au niveau de la réglementation européenne, le nouveau cadre en matière de crypto-actifs, i. e. le règlement « MiCA », vise à soumettre les prestataires de services sur crypto-actifs (p. ex. les plateformes d'échanges), ainsi que les émetteurs de crypto-actifs à une surveillance prudentielle afin de garantir plus de transparence et de permettre ainsi aux personnes de

s'informer avant d'investir et en fin de compte de mieux les protéger.

ad 3) La CSSF veille à ce que les personnes qui offrent leurs services financiers au ou depuis le Luxembourg disposent des agréments nécessaires et contrôlent le respect du cadre légal par les entités soumises à sa surveillance, y compris les dispositions visant à prévenir la fraude. La CSSF n'a pas pour mission directe de surveiller la place financière en vue de détecter des activités frauduleuses ou des escroqueries. Cependant, si elle prend connaissance sous une forme ou une autre d'une fraude, escroquerie ou autre activité illicite, elle publie, le cas échéant, des avertissements sur son site Internet et transmet les informations aux autorités compétentes. Elle dispose des moyens d'action nécessaires pour accomplir ces tâches.

ad 4) Dans le cadre de sa mission légale d'analyse opérationnelle des déclarations d'opérations suspectes reçues (en vertu de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme), la Cellule de renseignement financier (CRF) procède à des échanges d'informations avec ses homologues européens et internationaux. Ces échanges s'effectuent par le biais du réseau numérique décentralisé et sécurisé dénommé « FIU.net » entre différentes CRF d'États membres de l'Union européenne, et par le biais de « Egmont Secure Web (ESW) » avec des CRF d'États tiers.

La coopération ainsi menée vise notamment à retracer des flux financiers et à solliciter le blocage des fonds suspects sur des comptes en banque ou d'autres produits financiers. Lorsque des fonds ont pu être bloqués, la CRF coopère étroitement avec les parquets territorialement compétents, en vue de la saisie judiciaire de ces fonds.

En matière d'escroqueries aux investissements, il convient également de rappeler le rôle d'Europol.

La fraude à l'investissement est l'un des types de fraude en ligne les plus courants et les plus répandus, qui est alimentée par l'utilisation d'outils numériques et accélérée par les nouvelles technologies. Dans ce contexte, il faut rappeler que les crypto-monnaies sont et demeurent le produit de fraude à l'investissement le plus important dans l'UE.

Si les fraudeurs s'attaquent principalement aux particuliers, les entreprises sont elles aussi occasionnellement ciblées. Les réseaux criminels ont adapté leur modus operandi à la disponibilité des outils numériques et de l'IA pour exploiter des marchés nouveaux et en développement.

Par conséquent, la menace criminelle risque encore de s'accroître en raison de l'utilisation et de la crédibilité des deepfakes, ainsi que l'utilisation de l'IA et de l'automatisation.

Dans le but de contrer cette menace, Europol a développé deux projets d'analyse (ci-après « PA »), lesquels font partie du système d'analyse d'Europol et se concentrent sur certains domaines de la criminalité en fonction des produits, des thèmes ou des régions.

En travaillant avec ces PA, Europol peut hiérarchiser les ressources et aider les services répressifs de l'UE et d'autres organisations partenaires à lutter contre la criminalité organisée et le terrorisme par le biais des moyens suivants :

- en analysant les informations et les renseignements connexes, afin d'obtenir autant d'informations structurées et concrètes que possible pour permettre aux services répressifs de « frapper » les cibles ;
- en facilitant les réunions opérationnelles entre les partenaires impliqués dans les affaires ;

– en fournissant une expertise et une formation aux autorités chargées de l'application de la loi afin de partager les connaissances ;
– en déployant des bureaux mobiles Europol sur le terrain pour les opérations et en fournissant un accès direct au réseau sécurisé d'échange d'informations et aux bases de données d'Europol ;
– en soutenant la coopération judiciaire et la lutte contre d'autres activités criminelles connexes découvertes au cours des enquêtes, telles que le blanchiment d'argent.

Plus particulièrement, deux projets d'analyse traitent de la fraude à l'investissement. Il s'agit des PA suivants :

PA « Apate » :

Le PA « Apate » met particulièrement l'accent sur la lutte contre la fraude des chefs d'entreprise (« CEO fraud »), mais fournit également un soutien dans les cas impliquant des fraudes par mailing et marketing de masse, d'escroqueries à l'amour, des fraudes pyramidales, des fraudes à l'investissement, des fraudes à 149, des fraudes à l'acquisition et des fraudes à la fausse facture, entre autres.

Recouvrement d'avoirs (PA « Asset Recovery ») :

L'objectif principal du PA « Asset Recovery » est de contribuer au traçage et à l'identification des produits du crime liés aux domaines de criminalité relevant du mandat d'Europol. L'équipe active dans ce PA établit des partenariats opérationnels et stratégiques. En hébergeant le réseau interagences Camden Asset Recovery, ladite équipe contribue à faciliter le gel et la confiscation des produits du crime, et participe aux groupes de travail du Bureau de recouvrement des avoirs sur les monnaies virtuelles et les registres centralisés de comptes bancaires.

Projet pilote du « Triangle Vert » | Question 2042 (06/03/2025) de M. André Bauler (DP)

Récemment, le ministre a annoncé le projet pilote du « Triangle Vert » qui vise à apporter des approches innovantes pour optimiser l'utilisation des ressources et mieux accueillir les entreprises. Le projet pilote a pour objectif de densifier les zones d'activités économiques au Luxembourg en optimisant l'utilisation des surfaces disponibles, tout en intégrant des principes de développement durable et d'optimisation des infrastructures. Les zones d'activités économiques (ZAE) sont des moteurs du développement économique et territorial, offrant aux entreprises un environnement propice à leur croissance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Dans ce même contexte, l'initiative de la zone « Salzbaach » à Wiltz a été officiellement annoncée comme un projet clé visant à optimiser l'utilisation des surfaces existantes. De nouvelles zones d'activités économiques sont-elles en cours de planification au Luxembourg ?

2) Quelles sont les premières conclusions tirées du projet pilote du « Triangle Vert », et comment le ministre évalue-t-il son potentiel pour l'avenir ? De quelle manière ces enseignements pourront-ils être appliqués à l'optimisation et au développement futur d'autres zones d'activités économiques au Luxembourg ?

Réponse (19/03/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La liste des zones d'activités économiques (ZAE) nationales existantes et projetées, des zones d'activités

spécifiques nationales existantes et projetées et des zones d'activités économiques régionales existantes et projetées, avec des plans à l'échelle 1:2.500, a été arrêtée par le règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques ».

Actuellement, outre les ZAE régionales « Salzbaach » (Wiltz) et « Triangle Vert » (Mondorf-les-Bains/Schengen) citées par Monsieur le Député, sont plus concrètement en phase préparatoire de planification ou de planification les ZAE régionales ou nationales situées : à Fischbach/Clervaux, à Nothum (Lac de la Haute-Sûre), au « Mierscherbiert » (Mersch), à la « Solupla » (Redange-sur-Attert), à la « Schmatzuecht » (Echternach), au « Potaschberg » (Grevenmacher), à Moersdorf (Rosport-Mompach), au « Koibestrachen » (Dudelange), à Foetz, au Crassier Ehlerange (Esch-sur-Alzette et Sanem), à la « Gadderscheier-ouest » (Sanem) et au « Grand Bis » (Rodange).

ad 2) Les premières conclusions dégagées dans le cadre de l'élaboration du projet pilote de densification du « Triangle Vert » à Mondorf-les-Bains/Schengen sont très encourageantes. En effet, il peut déjà être retenu que par rapport aux anciens concepts de planification des zones d'activités économiques, la densification permet d'augmenter la surface d'occupation du sol de l'ordre de 20 %, et de doubler, voire de tripler, les surfaces dédiées à l'exercice d'activités économiques.

Aussi, il peut être conclu qu'un des effets positifs de la densification des zones d'activités économiques est l'abandon des espaces verts sur les parcelles privées pour être remplacés par des espaces verts localisés dans les surfaces communes et permettant de créer des corridors à plus haute valeur écologique, remplissant par ailleurs les fonctions d'espaces récréatifs communs et de couloirs de circulation d'air frais, à l'interface entre les environnements humains et naturels.

Par ailleurs, la densification des zones d'activités économiques sera nécessairement accompagnée d'espaces, d'infrastructures et de services communs et mutualisés, tels des parkings communs ou des espaces de coworking ou de gestion des déchets, ce qui augmente la qualité et le bon fonctionnement de ce type de zones.

À la mi-2024, une équipe dédiée au soutien des responsables des syndicats intercommunaux gérant des zones d'activités régionales a été mise en place au Ministère de l'Économie, et début 2025 une plateforme de contact centralisée dédiée aux responsables communaux gérant des zones d'activités économiques communales a été instaurée. Ces initiatives sont, outre leur but primaire de soutenir la création respectivement le développement et la gestion de zones d'activités économiques, censées promouvoir et soutenir le concept de densification des zones d'activités économiques.

Système de vidéosurveillance VisuPol | Question 2044 (06/03/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

L'article 43bis de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale fixe les conditions dans lesquelles une vidéosurveillance de lieux publics peut être effectuée. Il détermine notamment que le directeur général de la police désigne les membres de la police qui sont habilités à visionner en temps réel les images des caméras de vidéosurveillance. Ce même article précise également les conditions encadrant cette surveillance dans le but de garantir la protection des données et des

droits personnels, en excluant par exemple la reconnaissance faciale.

La Ville de Luxembourg vient d'annoncer que la vidéosurveillance via le système VisuPol sera étendue sur son territoire, avec 67 caméras qui seront installées dans le quartier de Bonnevoie-Sud. D'autres extensions du dispositif sont d'ores et déjà discutées, notamment dans le quartier de Bonnevoie-Nord et de la gare. En outre, plusieurs communes ont formulé des demandes pour intégrer des caméras de surveillance, qui seront installées sur leur territoire, dans le système VisuPol.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien d'agent.e.s de police sont actuellement désigné.e.s pour visionner en temps réel les images des caméras de vidéosurveillance ? De combien de caméras s'agit-il ? Combien d'agent.e.s sont généralement posté.e.s dans la centrale pour le visionnage en direct ? Est-ce que le visionnage en temps réel est assuré 24h/24 et 7j/7 ?

2) En ce qui concerne les agent.e.s désigné.e.s, s'agit-il de policiers ou d'agents civils ? Suivent-ils/elles une formation spécifique pour cette mission ? Si oui, quel en est le contenu et quelle est sa durée ?

3) Avec la hausse du nombre de caméras combien d'agent.e.s supplémentaires seront désigné.e.s, voire formé.e.s afin d'assurer un suivi efficace et conforme aux exigences légales ?

4) Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur l'utilisation de l'intelligence artificielle et/ou de la reconnaissance faciale dans le cadre de la vidéosurveillance ? Envisage-t-il d'introduire des modifications à ce sujet dans le cadre du projet de réforme législative annoncé ?

Réponse (27/03/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le service VisuPol au niveau de la région Capitale comprend une dizaine de membres. À l'heure actuelle, 308 caméras sont actives dans les différentes zones de sécurité VisuPol de la ville de Luxembourg. Parmi ces caméras, celles situées au Stade de Luxembourg et autour du European Convention Center Luxembourg (ECCCL) au Kirchberg ne fonctionnent cependant pas 24 heures sur 24.

Le visionnage en temps réel des images prises par les caméras du système VisuPol est assuré par un service dédié travaillant selon l'horaire mobile, tel que prévu à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. L'accès aux images en temps réel est également possible pendant et en dehors des horaires précités pour toute intervention policière justifiée par des motifs en conformité avec l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet sur la police.

ad 2) Le visionnage en temps réel est assuré aussi bien par des membres de la police issus du cadre policier que de membres issus du cadre civil. Ils reçoivent une initiation au programme d'exploitation du système, mais ne suivent pas une formation spécifique.

ad 3) La détermination du nombre d'agents à recruter est prématurée, alors qu'à l'heure actuelle le projet relatif à la création d'un service VisuPol national est en cours, incluant également une analyse des besoins supplémentaires éventuels en termes de ressources humaines.

ad 4) La loi du 15 juillet 2021, qui a inséré dans la loi sur la Police grand-ducale un article relatif à la vidéosurveillance, a prévu la possibilité de recourir à des techniques de focalisation et de détections automatiques de situations.



Le projet de loi déposé le 18 mars 2025 dont l'objectif est la modification de la base légale pour le VisuPol, soit de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018, ne prévoit pas la création de moyens techniques supplémentaires de surveillance.

Intégration des personnes handicapées sur le marché du travail | Question 2045 (06/03/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Et ass bekannt, datt Leit mam Statut vum „salarié handicapé“ et net einfach hunn, sech um Aarbechtsmaart ze integréieren. Persounen mat enger Behënnung doen sech och haut nach schwéier domat, eng adequat Aarbecht ze fannen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill enregistréiert Leit, déi no enger Aarbecht sichen, hunn de Statut vum „salarié handicapé“?

2. Wéi huet sech dës Zuel an deene leschte Joren entwéckelt?

3. Ass virgesinn, weider Mesuren op de Wee ze bréngen, fir déi Leit nach besser ze ënnerstëtzen an hiren Integratiounsprozess an d'Aarbechtswelt ze verbessern?

Réponse (13/03/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. 1.520 Persounen mam Statut vum Salarié handicapé sinn disponibel fir eng Aarbecht.

Source: ADEM, Stand: 31.1.2025.

ad 2. An deene leschte Jore gesäit een eng lichter Augmentatioun vun dëser Zuel:

- 2024: 1.414;
- 2023: 1.460;
- 2022: 1.475.

Source: ADEM, Stand: 31.1. vum jeeweilege Joer.

ad 3. Aktuell lafen interministeriell Aarbechtsgruppen, fir weider Mesuren op de Wee ze bréngen, Persounen mam Statut nach besser a méi einfach bei hirem Integratiounsprozess an d'Aarbechtswelt ze begleeden. Eng vun de viséierte Mesuren ass zum Beispill, fir d'Assistance à l'inclusion ze iwwerschaffen an hir Missiounen ze erweidern. E weidert Beispill si Formatiounen, déi rezent an zesumme mat Acteuren vum Terrain an Entrepreneuren op d'Bee gestallt goufen, fir den Employeuren déi néideg Outillen ze ginn, fir eng Persoun mam Statut anzestellen respektiv an Aarbecht ze halen.

Des Weidere bleift et wichteg, zum Sujet ze sensibiliséieren, fir dass déi betraffe Persounen och oppe mat hirem Statut vum Salarié handicapé ëmgi respektiv hiren Employeur doriwwer informéieren. Nëmme wann den Employeur Bescheid weess, kënnen béid Säite vun de verschiddene Mesuren an Aidë profitéieren.

Organisation de « visites exploratoires » (go & see) en Syrie | Question 2046 (07/03/2025) de M. Dan Hardy (ADR)

Esou wéi am Artikel „Le Retour des syriens évoqué“, deen de 6. März an der Dageszeitung „L'Essentiel“ publizéiert gouf, ze liesen ass, huet den Här Banneminister sech am Kader vun engem Sommet vun de Bannen- a Justizministere zu Bréissel fir de sougenannte „go & see“ vun deene syresche Staatsbürger ausgeschwat, déi sech aktuell am Kader vun engem Asylstatus an der EU ophalen. D'Recht op Asyl schützt

viru perséinlecher, politescher Verfolgung am Hierkonftsland. Eng Exploratiounsrees wéi vum Här Banneminister thematiséiert, bedeit deementspreechend automatesch, datt den Asylgrond obsolet gouf.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei der Ausso vum Här Banneminister ëm eng koordinéiert Approche vun der Regierung oder ëm eng onbeduechte Meenungsausserung?

2. Musse Syrer, déi eng sougenannt „go & see“-Rees untrieden, déi fir d'Asylrecht zoustänneg Verwaltungen heiriwwer informéieren? Wéi eng zousätzlech Informatiounen, wéi zum Beispill déi genee Daten, d'Manier vun der Rees asw. sinn an deem Kader matzedeelen?

3. Wéi wierkt sech eng „go & see“-Rees op den Openthaltstatus aus? Ginn den Asylstatus souwéi den Usproch op déi domat verbundene materiell an immateriell Sozialleeschungen, wéi zum Beispill den Openthalt an enger entsprecherender Struktur doerch automatesch verwierft?

4. Mussen déi syresche Staatsbürger, déi als Conclusioun vun enger „go & see“-Rees decidéieren, hire Liewensmittelpunkt dauerhaft zu Lëtzebuerg wëllen ze halen, iwwert den normale Wee vum Integratiounsrecht an den domat verbonnenen, ekonomesche Konditiounen eng Demande fir en neien Openthaltstitel stellen? Falls net, firwat net?

5. Wéi géifen dës Prozeduren sech op de Status vu Leit auswirken, déi eréischt am Kader vun der Familljenzesummefeierung op Lëtzebuerg komm sinn?

Réponse (21/03/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Den Inneminister huet keng onbeduechte Meenungsausserung gemaach.

De 5. März gouf um Conseil „Justice et affaires intérieures“ eng Proposition vun der polnescher Présidence virgestallt, déi virgesäit, dass d'Europäesch Kommissioun e Konzept fir „go & see“-Reesen a Syrien ausschafft. D'Regierung ënnerstëtzt déi Proposition. Eng gemeinsam europäesch Approche ass immens wichteg fir dës Reesen.

Heimat handelt et sech ëm d'Signaléiere vun Interesse un esou engem Konzept, dee Reesen zeréck a Syrien, ouni de Statut ze verléieren, erméigleche soll.

Start-up Emma | Question 2051 (07/03/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après plusieurs articles parus dans la presse nationale, la start-up prometteuse nommée Emma, qui est sur le point de réaliser une levée de fonds de 100 millions d'euros, n'a plus de compte bancaire au Luxembourg. La start-up, qui est établie à Luxembourg, ne trouverait pas de partenaire bancaire sur notre place financière en raison de la présence de capital russe, et ce malgré avoir respecté toutes les procédures de transparence imposées par la réglementation européenne et malgré un audit KYC favorable. Une telle situation pourrait forcer cette société de quitter le Luxembourg, ce qui constituerait une perte pour le monde des start-up et le secteur du numérique dans notre pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant des difficultés rencontrées par cette entreprise et si oui, quelle est sa réaction par rapport à ces difficultés ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le problème de l'ouverture de comptes bancaires constitue un réel problème pour la compétitivité et l'attractivité de la place financière ?

– Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin de faciliter et de réduire le délai pour l'ouverture de comptes bancaires au Luxembourg ?

– Quelles mesures spécifiques Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour les start-up ?

Réponse (24/03/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Il convient de remarquer en premier lieu qu'il n'appartient pas au Ministère des Finances de commenter les situations d'entreprises individuelles, ni de s'immiscer dans la politique commerciale, voire de gestion des risques des établissements financiers.

À noter ensuite que le Ministère des Finances est en contact régulier avec toutes les parties prenantes, y compris l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL) pour échanger sur le sujet thématique par l'honorable Député et identifier des pistes additionnelles.

À cet égard, il y a lieu d'informer l'honorable Député que l'ABBL a mis en place plusieurs initiatives, telle la publication d'une liste des banques et établissements de paiement luxembourgeois (y compris des personnes de contact dédiées) susceptibles d'entrer en relation d'affaires avec différents types d'entreprises. Plus récemment, des guides pour l'ouverture de comptes bancaires pour les entreprises commerciales, que ce soit une start-up, une PME ou une filiale d'un grand groupe, et les associations sans but lucratif ont été élaborés et sont disponibles sur le site web de l'ABBL (www.abbl.lu).

Les solutions proposées visent à faciliter l'ouverture de comptes bancaires en permettant aux clients potentiels de mieux appréhender les demandes d'informations que le banquier formulera à leur égard, ainsi que les obligations légales applicables, en particulier celles applicables en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Démolition de la « Wandmillen » située sur le site du Centre hospitalier | Question urgente 2326 (15/05/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

La « Wandmillen », classée monument national depuis 2002, semble actuellement menacée de démolition dans le cadre des travaux en cours sur le site hospitalier. D'après des informations relayées par la presse, la présence de ce bâtiment générerait l'aménagement optimal du passage des ambulances, ce qui remettrait en question son maintien. Pourtant, la Lëtzebuurger Denkmalschutz Federatioun (LDF) rappelle que le Ministère de la Culture s'était engagé en 2024 à ce qu'aucune atteinte ne soit portée à l'édifice protégé. Il semblerait désormais que ce bâtiment relève de la responsabilité du Ministère de la Santé.

Cette évolution soulève des inquiétudes quant au respect du statut de protection de la « Wandmillen ». Nous considérons qu'une démolition serait inacceptable au vu de la valeur patrimoniale du bâtiment et des engagements antérieurs du Gouvernement.

Dans cette optique, je me permets d'adresser les questions urgentes suivantes aux ministres compétents:

1) Les ministres peuvent-ils confirmer ou infirmer si la démolition de la « Wandmillen » est actuellement envisagée, en dépit de son classement comme monument national depuis 2002 ?

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

2) Le Gouvernement a-t-il fait étudier de manière approfondie des alternatives techniques permettant de préserver intégralement la « Wandmillen » tout en assurant le bon fonctionnement des services d'urgence ?

3) Quelle est la position actuelle du Gouvernement quant à la préservation effective de ce monument historique dans le cadre du développement du site hospitalier ?

Réponse (22/05/2025) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Eric Thill**,
Ministre de la Culture

ad 1) Dans le cadre de la planification du projet Nouveau Bâtiment Centre du CHL (Centre hospitalier de Luxembourg), ayant débuté en 2014, la problématique du maintien de l'ancien moulin à vent a été thématisée. Aussi bien la Direction de la santé que les experts du Ministère de la Santé ont demandé que le projet soit réalisé sans maintien du moulin. La Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH), prévue par l'article 22 de la loi modifiée du 8 mars 2018 concernant les établissements hospitaliers et la planification hospitalière a confirmé les avis respectifs.

Le Conseil de Gouvernement du 29 avril 2022 a confirmé cette approche en marquant son accord avec l'avant-projet de loi qui affiche clairement l'utilisation des surfaces sur lesquelles est installé l'ancien moulin, ainsi que les financements y afférents.

La loi du 15 juillet 2022 autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du

nouveau bâtiment du CHL, votée au parlement à l'unanimité, ainsi que l'autorisation ministérielle du 15 septembre 2022 confirment les précédents arguments, notamment au vu du montant autorisé qui inclut le financement du grand hall d'urgence et SAS ambulances prévoyant la démolition du moulin.

Vu l'état avancé des travaux de construction, les ministères concernés sont en échange afin d'esquisser, dans la mesure du possible, les pistes encore envisageables pour tenter de concilier au mieux deux intérêts publics majeurs, à savoir la santé publique et le patrimoine. L'analyse de ce dossier et l'exiguité des surfaces disponibles sur le site de construction n'a pas permis de clarifier en temps utile la question patrimoniale dès la phase de planification. En tout état de cause et nonobstant le futur sort de l'ancien moulin à vent, ce dossier ne saurait constituer un exemple à suivre pour tenter d'harmoniser les besoins liés à la construction d'un nouveau bâtiment d'importance nationale avec le respect d'un immeuble inscrit à l'inventaire supplémentaire depuis le 11 décembre 2002.

ad 2) L'établissement public CHL dispose d'une autorisation d'exploitation de services nationaux sur base de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et qui doivent assurer une disponibilité et accessibilité 24h/24 pour le pays.

Le bâtiment actuel CHL-Centre a été désigné infrastructure critique sur base de la loi du 23 juillet 2016 portant création du Haut-Commissariat à la protection nationale et par arrêté grand-ducal du 10

octobre 2019. Ces exigences seront transférées vers le nouveau bâtiment CHL-Centre qui est en cours de construction. La criticité des infrastructures a été évaluée en fonction des critères établis par le règlement grand-ducal du 21 février 2018.

Par courrier du 28 octobre 2019, adressé par le Haut-Commissaire à la protection nationale au CHL, les infrastructures critiques sont considérées particulièrement importantes dans le cadre de cas de crise (pandémique, terroriste, nombreuses victimes ou autres). La crise Covid-19 a confirmé par ailleurs le besoin de surfaces suffisantes disponibles adjacentes aux services d'urgence des établissements hospitaliers.

Dans le cadre de la planification du projet, les études de faisabilité, avec les coûts du grand hall d'urgence et du SAS d'ambulances avec intégration de la surface actuelle du moulin, ont été réalisées et les variantes de plans de crises (plan blanc nombreuses victimes, accident chimique, pandémie) et les surfaces y relatives requises ont été évaluées.

L'expert du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, la firme de consultance Archimeda, a souligné le besoin de réalisation du projet avec l'utilisation complète de la surface actuelle du moulin et les experts de la Direction de la santé ont confirmé ce besoin fonctionnel. Lors de sa réunion du 25 mars 2022, la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) a avisé positivement le projet et son financement, avec le hall d'urgence agrandi, sans le maintien du moulin.

ad 3) Il est renvoyé aux réponses fournies dans le cadre de la 1^{re} question.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun*

☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun*

☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799